



**6<sup>èmes</sup>**

**ASSISES NATIONALES DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE**

**13-14 OCTOBRE - MIDI-PYRÉNÉES - TOULOUSE**



**WWW.ANDD.FR**

# ÉDITORIAL

**A**gir en faveur du développement durable, c'est une préoccupation partagée à l'échelle mondiale depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992.

Avec ces 6<sup>èmes</sup> Assises Nationales du Développement Durable, nous avons voulu passer de la théorie à la pratique et valoriser les initiatives qui existent au niveau local.

Un appel à contribution a permis de recueillir plus de 1000 actions portées par des collectivités, entreprises ou associations.

Ces témoignages ont alimenté les deux jours de débats de ce grand rassemblement. Ils ont également permis de rédiger le mémorandum qui sera présenté par les collectivités au sommet Rio + 20 au printemps 2012.

Avec ce Bottin de l'action locale, nous avons souhaité que chacun puisse découvrir ces initiatives exemplaires. Notre objectif : que ces bonnes pratiques se diffusent le plus largement possible.

Martin Malvy

\* 1069 actions arrêtées au lundi 26 septembre 2011. L'intégralité des contributions est à consulter sur [www.andd.fr](http://www.andd.fr)

# SOMMAIRE

1069 contributions sur le site des ANDD  
[www.andd.fr](http://www.andd.fr)

- 1  URBANISME
- 2  RESSOURCES NATURELLES ET PATRIMOINE
- 3  DÉVELOPPEMENT LOCAL
- 4  GESTION DE L'EAU ET DES DÉCHETS
- 5  ÉDUCATION ET CITOYENNETÉ
- 6  ACTION SOCIALE
- 7  SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
- 8  EXEMPLARITÉ DE LA COLLECTIVITÉ

# URBANISME

**Aménagement urbain, construction, habitat, transports, mobilité, énergie**

## Association

- **CPIE du Pays d'Aix avec le soutien du CR PACA**  
4855 chemin du Grand-Saint-Jean  
13540 Puyricard

### **Réseau d'accompagnement des projets de carapattes**

Le Conseil Régional PACA a permis de lancer, grâce à son soutien financier, un réseau d'accompagnement des porteurs de projets de carapattes (qu'ils soient parents d'élèves, communes ou professeurs des écoles). Ce réseau est constitué de la majorité des CPIE de la région, chacun étant relais pour le département sur lequel il se situe. Ce réseau est coordonné par le CPIE du Pays d'Aix. L'innovation a été de doter les membres du réseau d'un panel d'outils de communication : lettres annuelles, guide de candidature et surtout, un site internet moderne. Ce site internet permet à la fois d'informer et de recueillir des candidatures d'assistance au montage de projet de carapattes. Il permet aussi à toute personne intéressée de s'inscrire à la newsletter MVE. Le réseau des accompagnateurs s'est réuni en juillet 2011 pour échanger sur les méthodes d'accompagnement.

- **Envirobat Méditerranée**  
Domaine du petit Arbois  
Av. Louis-Philibert - Bâtiment Le Marconi  
13857 Aix-en-Provence Cedex 3

**Des ressources, des formations, et des débats entre professionnels, pour faire avancer l'aménagement, la réhabilitation et la construction soutenables**

Envirobat Méditerranée est une association 1901 dont l'objet est de transmettre les savoir-faire, débattre et innover pour un développement soutenable des aménagements et des bâtiments en région méditerranéenne. Créée en 2003, elle regroupe des professionnels de la filière aménagement et bâtiment en Provence-Alpes-Côte d'Azur et plus particulièrement des maîtres d'ouvrage, des maîtres et des décideurs institutionnels, autour d'une éthique et d'une culture de mutualisation et d'échanges professionnels.

En 2011, elle regroupe 500 professionnels de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Son activité s'organise autour de 3 axes :

- Axe 1 – Débat et relais des idées
- Axe 2 – Centre de ressources
- Axe 3 – Formation et appui à la décision

- **L'Étape**  
1 rue Emile-Chénel  
14500 Vire

### **Une centrale de mobilité : un lieu unique pour des services lisibles**

Dans le champ de l'insertion, le manque de mobilité est un frein reconnu. Depuis 15 ans l'association travaille à l'accompagnement vers et pendant l'emploi, et développe des solutions de mobilité. Présente dans tout le sud de la Basse-Normandie, le pôle de Flers présente la forme la plus aboutie de la centrale de mobilité : location à prix modiques de scooters thermiques et électriques, de VAE, de voitures, Centre de ressource, développement du covoiturage (avec la Région BN), auto-école sociale, transport social, événements, accompagnement au Carapatte et conseil aux entreprises pour la mise en place de PDE. Ces

activités se retrouvent toutes ou en partie sur les autres territoires où L'Étape est présente. D'abord créée pour les publics en insertion, la centrale s'adresse aujourd'hui à tout un chacun et est soutenue par les collectivités locales, la Région, les départements et les Pays.

- **Alterre Bourgogne**  
9 Boulevard Rembrandt  
21000 Dijon

### **J'y vais autrement**

L'idée de cette initiative était de suivre plus d'une centaine de volontaires bourguignons (via des partenariats avec des structures locales : entreprises, associations, collectivités) dans leurs expérimentations de solutions alternatives de mobilité.

À l'aide de support de sensibilisation, de réunions d'échanges, d'enquêtes, d'informations, les volontaires ont été accompagnés, suivis dans cette expérimentation.

Les questionnaires distribués et les comptes rendus de réunions ont permis d'identifier des attitudes différentes et des freins et leviers au changement de comportement en matière de choix de mode de transport.

L'initiative a été menée sur 2009-2010. Une évaluation sera prochainement menée pour connaître l'impact à moyen terme de cette initiative sur le comportement des volontaires en matière de déplacement.

- **ARPE Midi-Pyrénées**  
14, rue de Tivoli  
31068 Toulouse

### **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et Développement Durable**

Afin de faire connaître les évolutions impliquées par les lois Grenelle, et favoriser une meilleure prise en compte du développement durable dans les SCoT, l'ARPE, dans le cadre de la Plateforme Territoires et Développement Durable, a animé un groupe de travail pendant plus d'une année avec l'aide de Nancy Oliveto, juriste-urbaniste. Ce travail a abouti à la réalisation d'un guide méthodologique destiné principalement aux élus et techniciens de SCoT ainsi qu'aux personnes publiques associées.

Organisé autour de deux parties : le contexte et la boîte à outils, il ambitionne de donner des clés de compréhension, de fournir des repères, de proposer des outils méthodologiques et des retours d'expériences.

Le groupe de travail souhaite ainsi contribuer à un changement de regard, convaincu que toute nouvelle manière de voir, implique de nouvelles manières d'agir!

#### ■ Les Pavillons Sauvages

45 rue de Chaussas  
31200 Toulouse

#### ***Habiter autrement : un écolieu à Toulouse***

Les Pavillons Sauvages: un écolieu de vie et d'activités, exemple du « vivre autrement ». par l'aménagement du temps et des espaces suivant les situations de la vie, par la possibilité de générer des espaces d'activités solidaires sur les lieux d'habitation en ville et enfin par le croisement et l'enrichissement mutuel de différents modes de vie.

#### ■ Association Bleue Comme Une Orange

36 rue Bernard-Mulé  
31400 Toulouse

#### ***MOBI'dule : un réseau pour développer et fédérer les carapattes (pédibus) en Midi-Pyrénées***

Un carapattes (ou pédibus) est un système de ramassage scolaire organisé et effectué par

les parents d'élèves qui accompagnent bénévolement un groupe d'enfants à l'école.

MOBI'dule est un réseau régional ayant pour objectif de développer et de fédérer les projets de ramassages scolaires à pied ou à vélo (pédibus).

Les structures de ce réseau accompagnent les porteurs de projets (parents, enseignants, collectivités) dans la mise en œuvre du pédibus (méthodologie, supports, mise en réseau, animation de réunions) et proposent un accompagnement pédagogique sous forme d'ateliers de sensibilisation et de réflexion autour de la mobilité dans les classes des établissements concernés.

#### ■ Dire

Maison de l'économie solidaire  
73 chemin de Mange-Pomme  
31520 Ramonville Saint-Agne

#### ***La friche urbaine, un outil d'éducation à l'environnement***

En ville, certaines zones en friche abritent une biodiversité locale non négligeable, bien qu'elles aient parfois une image plutôt négative auprès du public.

Nous utilisons ces friches pour des animations nature et des actions collectives porteuses de lien social: semis de prairies fleuries, maraîchage expérimental, chasse et observations d'insectes, reconnaissance de plantes, projets scolaires, animations Art et Nature. Enfants et adultes apprennent à observer et leur regard sur le « sauvage » change radicalement. Cette sensibilisation est un préalable indispensable à une meilleure acceptation de la gestion différenciée des espaces verts ou la diminution des phytosanitaires sur les voiries.

En outre, de nombreux citoyens souhaitent s'investir en faveur de l'environnement par des actions concrètes. L'aménagement participatif de friches urbaines leur offre l'opportunité de le faire.

#### ■ ORAMIP Observatoire Régional de l'Air en Midi-Pyrénées

19 avenue Clément-Ader  
31770 Colomiers

#### ***Inventorier, mesurer et modéliser pour prévoir la qualité de l'air en Midi-Pyrénées***

Soucieux d'apporter sa contribution aux acteurs de la région Midi-Pyrénées, l'ORAMIP met à leur disposition un inventaire des polluants et de gaz à effet de serre émis directement dans chaque commune de la région Midi-Pyrénées par les activités locales: transport, industrie, chauffage, agriculture.

Combiné aux mesures de qualité de l'air issues du réseau des stations de l'ORAMIP, cet inventaire est un outil précieux qui permet, grâce à la modélisation, de cartographier la qualité de l'air à l'échelle de la région, d'une ville, d'un quartier et même, d'une rue! Il pourra également permettre de modéliser l'impact (positif ou négatif) d'un grand nombre de scénarios sur la qualité de l'air.

Ainsi, nous contribuons, ensemble, à la lutte contre la pollution atmosphérique et les changements climatiques.

#### ■ Association Schola Ingeniosa lycée Le Garros d'Auch

1 bis rue Darwin  
32021 Auch

#### ***Transports doux de personnes et de colis par tricycle à assistance électrique dans la ville d'Auch***

Notre association d'étudiants du lycée Le Garros d'Auch propose un service de transport par tricycle à assistance électrique dans la ville d'Auch. c'est la première entreprise lycéenne dans le Gers. Créée en décembre 2010, elle a acquis un tricycle en Mars 2011. En avril, elle recherche un employé pour commencer son activité - plusieurs contacts auprès des commerçants permettent de penser

que le service offrira préférentiellement aux personnes âgées des déplacements pour faire des achats au marché ou dans un magasin. Puis un circuit touristique d'une heure offre une balade originale douce et agréable dans les sites historiques de la ville. En accord avec l'Agenda 21 de la ville d'Auch et le développement de la mobilité douce, nous avons le soutien de tous. Une inauguration du tricycle a été faite fin Mars.

#### ■ Habiter c'est Choisir

29 rue de l'École-de-Droit  
34000 Montpellier

#### ***Habiter c'est Choisir, un projet d'Habitat intergénérationnel et écologique en autopromotion***

Nous imaginons un ensemble immobilier conçu par des personnes souhaitant partager leur quotidien avec toutes les générations. L'épanouissement personnel passe par une transmission d'expériences et la valorisation des savoir-faire de l'individu, peu importe son âge.

La culture de notre projet se fonde sur un ensemble de valeurs dont la solidarité et la convivialité, le respect de l'environnement et tout en étant acteur de notre cadre et mode de vie.

Le programme: 30 à 35 logements dont 1 logement pour personnes âgées dépendantes et 1 pour étudiants ou jeunes actifs, espaces mutualisés (salle polyvalente, ateliers, chambres d'amis...), conception bioclimatique, en centre-ville de Montpellier, mix accession, location, accession sociale.

#### ■ Covoiturage plus

20 rue d'Isly  
35000 Rennes

#### ***Développement du covoiturage sur les trajets domicile-travail en Ille-et-Vilaine***

Le covoiturage, un nouveau mode de « transport en commun » qui garde la souplesse de la voiture, les économies et la convivialité en plus.

L'association Covoiturage + est née en 2002. Il s'agit d'une centrale de covoiturage sur les trajets domicile-travail sur le département de l'Ille et Vilaine. Cette association, en créant un réseau inter-entreprises, permet à chaque automobiliste de ne plus venir seul dans sa voiture au travail, mais avec un ou plusieurs voisins. Face aux enjeux environnementaux et énergétiques de notre société, Covoiturage + propose une alternative accessible à tous.

À l'initiative du projet, il y a également le souci d'insertion: en proposant votre voiture, vous permettrez à des personnes de retrouver du travail et notamment aux femmes plus victimes encore que les hommes du manque de mobilité.

#### ■ Pays des vallons de Vilaine

12 rue Blaise-Pascal  
ZA la Lande rose - BP 88051  
35580 Guichen

#### ***Politique intermodale à l'échelle d'un pays péri-urbain***

Le Pays des vallons de Vilaine est un des 4 territoires du projet européen Smooth (avec la Communauté de Communes du Grand Cahors, la ville de Kaunas en Lituanie et le ministère des travaux de Chypre).

Dans ce cadre et en partenariat avec ces communautés de communes membres, le pays souhaite développer l'usage des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle de ces habitants en soutenant les projets communaux d'aménagement de bandes/pistes cyclables, la création de services de transport à la demande, la promotion du covoiturage, la mise en œuvre d'un plan vélo et en imaginant des outils pour informer les habitants sur les offres de transports existantes.

#### ■ Alliance dans les Alpes

c/O CIPRA France  
MNEI - 5 place Bir-Hakeim  
38000 Grenoble

#### ***Projets alpins pour les transports et la construction***

« Alliance dans les Alpes » est un Réseau de plus de 300 communes réparties dans les sept pays de l'arc alpin. Il soutient ses membres dans leur développement soutenable, grâce notamment au programme « dynAlp-climate » qui finance une vingtaine de projets en lien avec le changement climatique. Trois territoires français ont été primés. La commune d'Auzet (04) met en place un projet de construction de deux ensembles de deux logements sociaux passifs, dans le cœur du village. La communauté de communes de l'Oisans (38) lance une étude en vue de l'élaboration d'un plan transport vers une optimisation de l'offre de transport du territoire de l'Oisans et des entrées dans le territoire. La commune de Cruseilles (74) travaille à la construction d'une halle des sports à haute performance énergétique qui devra répondre au référentiel Passiv'Haus.

#### ■ E-cosystems

17 rue Paul-Bellamy  
44000 Nantes

#### ***Audit énergétique***

Ce questionnaire génère des pistes personnalisées pour diminuer vos consommations d'électricité et de chauffage.

Ce questionnaire est fait sous logiciels libres par l'association e-cosystems.org

Cliquez dans les cases correspondantes à votre situation.

Suite à cette démarche vous obtenez des conseils personnalisés pour diminuer vos consommations d'eau et d'électricité.

[www.e-cosystems.org/applications/quizz/](http://www.e-cosystems.org/applications/quizz/)

## ■ Institut Français des Huiles Végétales Pures IFHVP

Maison de l'agriculture  
271 rue Péchabout  
47000 Agen

### **Utilisation des huiles végétales pures comme carburant par les collectivités**

Les collectivités peuvent utiliser les HVP comme carburant pour certains véhicules de leur flotte.

Réduction des émissions de gaz à effet de serre, soutien à l'économie et l'agriculture locale sont les principaux avantages de cette utilisation. Le protocole Collectivité, Etat et Douanes impose le recours à un organisme extérieur qui accompagne la collectivité et rédige en particulier le bilan annuel obligatoire. Dans ce cadre, l'IFHVP est à même d'apporter un soutien technique, législatif et fiscal à la mise en place ainsi qu'à la réalisation de projet d'expérimentation d'utilisation d'Huile Végétale Pure (HVP) comme carburant aussi bien pour l'étude de faisabilité que pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Les projets de l'IFHVP concernent non seulement les collectivités françaises mais également des projets à l'étranger (Madagascar, Sénégal...).

## ■ Conseil de Développement du Pays Pyrénées-Méditerranée

2 rue Jean-Amade BP 121  
66400 Céret Cedex

### **Comptabilité énergétique dans les bâtiments publics - outil ENERCONSO**

Le Pays Pyrénées-Méditerranée a proposé aux communes de son territoire (61 communes) de réaliser de manière groupée un Conseil en Orientation Énergétique. 40 communes ont répondu favorablement. C'est ainsi que les consommations de plus de 350 bâtiments et de l'éclairage public de ces communes ont été répertoriées et analysées.

Ces données ont été exploitées par l'intermédiaire d'un outil de comptabilité énergétique développé spécifiquement pour cette opération par le prestataire constitué d'un groupe de 3 bureaux d'études : ENTEC (11), Eco2Bat (11) et Défi'NERGIE (66).

Cet outil a été développé en ligne sur la base d'un logiciel libre.

Dans chaque commune, une équipe mixte (élus, agents technique et administratif) a été constituée pour suivre une formation à l'utilisation de cet outil.

Aujourd'hui, 40 communes du territoire suivent leurs consommations et en analysent les évolutions.

## ■ Pignon sur Rue, la maison du vélo et des modes doux

10 rue St-Polycarpe  
69001 Lyon

### **Vélo-école**

Vous avez envie de faire du vélo en ville, mais vous n'osez pas? Vous êtes débutant(e) et vous souhaitez simplement apprendre à faire du vélo? Pignon sur Rue propose la Vélo-École.

Que vous ayez 15, 40 ou 75 ans, la Vélo-École, c'est:

- Un moniteur rien que pour vous qui vous apprend les bases de la conduite à vélo puis vous accompagne sur le trajet de votre choix (ex: Domicile-Travail)

- Qui vous transmet les bons réflexes pour circuler tranquille en ville jusqu'à ce que vous vous sentiez prêt à rouler de façon autonome!

## ■ Pignon sur Rue, la maison du vélo et des modes doux

10 rue St-Polycarpe  
69007 Lyon

## **Bourse aux vélos**

Deux fois par an, dans le Grand Lyon, tous les vélos inutilisés, encombrant caves et greniers sont appelés pour une remise en circulation. Le principe est simple: des vendeurs viennent déposer un ou plusieurs vélos dans un enclos prévu à cet effet, puis, des acheteurs visitent l'enclos pour trouver la monture de leur souhait. Suite à quelques formalités administratives, les premiers repartent avec quelques euros et les seconds avec un nouveau vélo! Une bonne manière d'augmenter le nombre de vélo en ville tout en faisant des heureux.

## ■ Habicoop

C/O URSCOP  
74 rue Maurice-Flandin - BP 63164  
69211 Lyon Cedex 03

### **Les coopératives d'habitants, une troisième voie du logement**

Les coopératives d'habitants consistent à faire émerger une nouvelle façon d'habiter, une troisième voie, entre la location et la propriété individuelle. Il s'agit d'une propriété collective de logements dont les habitants sont à la fois locataires et coopérateurs, car propriétaires des parts sociales de la coopérative.

La coopérative met à disposition de ses habitants des services et des équipements collectifs comme buanderies, salles communes, chambres d'amis, etc.

Il s'agit aujourd'hui de modifier la réglementation publique pour faciliter de nouveau la coopérative d'habitation, comme forme de propriété collective, non spéculative et participative.

Des projets sont lancés dans l'agglomération lyonnaise comme le Village Vertical de Villeurbanne en collaboration avec les futurs habitants, un bailleur social, RSH et des collectivités (Villeurbanne, Grand Lyon, Région Rhône Alpes).

### ■ Prioriterre - Maison pour la planète

3 rue René-Dumont  
74960 Meythet

#### **Familles à Énergie Positive (FAEP)**

Développé depuis 2008 par Prioriterre, « Familles à Énergie Positive » montre qu'il est possible de faire participer la population à une action concrète, mesurable, massive et conviviale sur les économies d'énergie.

Cette fois le défi s'est décliné en Rhône-Alpes et Centre avec 1000 foyers et 13 associations. Espaces Info-Energie ont animé le défi.

LE PRINCIPE: Des équipes se regroupent pour relever le pari de -8 % de consommation. Un des membres est capitaine et est formé. C'est le progrès qui compte: si vous n'êtes pas jusqu'ici exemplaire, c'est le moment de le devenir! Ce sont les comportements qui comptent: pas besoin d'investir pour agir! C'est le résultat de l'équipe qui compte: faites profiter vos coéquipiers de vos trucs et astuces!

IMPACT en 6 mois:

- 2,5 millions de kWh économisés,
- 450 T CO<sub>2</sub> évitées,
- Beaucoup de convivialité!

### ■ CAUE du Tarn

188 rue de Jarlard  
81000 Albi

#### **Guide des initiatives éco-responsables à destination des collectivités**

Les 5 Pays du Tarn (Pays d'Autan, Pays de l'Albigeois et des Bastides, Pays de Cocagne, Pays Sidobre Monts de Lacaune, Pays Vignoble Gaillacois Bastides et Val Dadou) et le CAUE du Tarn, ont souhaité réaliser un recueil des initiatives des collectivités tarnaises qui valorisent et mettent en place des solutions respectueuses de l'environnement. Cet outil est un guide pratique, pédagogique et technique, à destination des élus et techniciens des collectivités.

### ■ CPIE des Pays Tarnais

76, avenue du Sidobre  
81100 Castres

#### **Jardin d'envies**

C'est la rencontre entre 2 associations:

- « AGIR » qui construit à Castres, un lieu pour personnes âgées, avec un parc de 800 m<sup>2</sup>.
- « CPIE » qui sensibilise tout public à l'environnement et qui a aussi une mission d'insertion professionnelle.

C'est le dialogue, la volonté, le désir de partager une même vision de l'accueil de personnes âgées. C'est la volonté de réaliser ensemble un projet original, fédérateur et utile pour tous. C'est ainsi que se concrétise le « Jardin d'envies ». Un jardin de promenade. Un lieu de pratique pour un jardinage adapté. Un jardin d'insertion car réalisé et entretenu par des salariés en insertion professionnelle. Un jardin ouvert qui implique l'école voisine. Un jardin pour s'épanouir, pour réapprendre, pour se souvenir, pour sortir dehors. C'est un jardin qui cultive: la qualité environnementale, la place de la nature en ville, l'intergénérationnel, la solidarité, la participation

### ■ MFR Midi Pyrénées-INEOPOLE

823, avenue de la Fédarie  
81600 Brens

#### **Un bâtiment Bioclimatique: 4 classes en écoconstruction**

Afin de procéder au remplacement de plusieurs classes en « préfabriqué », l'établissement en cohérence avec son Agenda 21 a engagé la construction de 4 classes dont un laboratoire, intégrant des composantes issues de la filière agricole régionale, en particulier des isolants: paille de blé, chènevotte de lin, déchets de maïs, laine de mouton.

La conception du bâtiment permet d'obtenir un confort l'hiver par l'apport solaire stocké dans l'inertie des murs en terre crue et un confort l'été par un toit végétalisé et une sur

ventilation par le stockage de la fraîcheur grâce également à cette terre crue.

Ce projet co financé par le Conseil Régional et le feder est en cours de réalisation. Il s'inscrit dans les orientations territoriales du Pays « Vignoble Gaillacois, Bastides et Val Dadou » en matière d'éco-construction.

Ce projet novateur constitue une référence architecturale et pédagogique.

## Collectivité

### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua, Place des Cèdres  
01950 Sion

#### **Soutien aux énergies renouvelables**

L'État du Valais a octroyé en novembre 2010 le millième label Minergie, confortant ainsi sa position de canton-phare en matière de soutien à l'efficacité énergétique des bâtiments. Les mesures de promotion destinées aux privés, aux entreprises et aux communes concernent non seulement la rénovation de l'enveloppe des bâtiments, mais aussi le solaire thermique, l'énergie du bois, le remplacement des chauffages électriques, le raccordement au chauffage à distance ou l'assainissement énergétique des processus industriels. En complément aux aides fédérales, le canton du Valais a accordé en 2010 pour 5,8 millions de subventions (contre 1,1 million en 2008).

### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
01950 Sion

#### **Soutien à la mini-hydraulique**

En matière d'énergie hydraulique, le Valais est un producteur à grande échelle par le biais de



ses barrages, mais la configuration du canton permet aussi une production décentralisée par des petites centrales sur le réseau d'eau (puissance entre 0,5 et 10 MW). Le développement de la mini-hydraulique, via le turbinage d'eaux potables ou usées, permet de valoriser une énergie renouvelable et indigène tout en diminuant la dépendance en énergie fossile. Depuis 2006, le Canton du Valais encourage la construction de centrales de ce type auprès des communes, dont une dizaine à ce jour a mis en place une ou plusieurs mini-turbines sur leur territoire.

#### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
01950 Sion

#### ***Un vélo pliable compatible avec les trajets en train***

Afin de soutenir les initiatives pionnières en matière de déplacements, le canton du Valais s'est associé à la compagnie de transport RegionAlps pour lancer un vélo d'un nouveau genre. En effet, le « RegioBike » est un vélo pliable qui prend place gratuitement dans les transports publics. Principalement destiné aux apprentis et aux preneurs d'un abonnement général ou de parcours, ce vélo permet de parcourir facilement les quelques kilomètres ou centaines de mètres qui peuvent séparer le lieu de domicile de la gare et la gare du lieu de travail. Le fait qu'une compagnie de transport propose une offre de mobilité combinée de ce type est une première en Suisse.

#### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
01950 Sion

#### ***Favoriser les transports publics lors de pics de pollution***

Dans le cadre du plan cantonal de protection de l'air, le canton du Valais a conclu un partenariat avec les CFF afin de favoriser l'utilisation des transports publics lors de pics de pollution. Cet accord offre la possibilité aux résidents valaisans d'acquiescer, pour seulement 20 francs, un abonnement demi-tarif valable trois mois dans les trains CFF, chemins de fer privés et lignes de cars postaux. Lors des pics de pollution de l'hiver 2007-2008, 1 455 abonnements de ce type ont été vendus. En été 2009, 1 522 sésames ont trouvé preneur. Lors de l'hiver 2010-2011, ce sont à nouveau 1 292 citoyens valaisans qui ont choisi de tester, pour un prix attractif, l'offre cantonale en matière de transports publics.

#### ■ Conseil Général des Alpes de Haute Provence

Hôtel du Département  
13 rue du Dr-Romieu - BP 216  
04003 Digne Les Bains

#### ***Micro crèche passive***

En réponse aux besoins exprimés par la population et en partenariat avec l'association de parents « Babydasse », la Communauté de Communes Asses et Affluents a décidé de réaliser une micro-crèche pour l'accueil de 9 enfants. Le futur bâtiment sera implanté sur la commune de Beynes et sera doté d'une efficacité énergétique répondant au label « PassivHous ». Le terme passif décrit un standard de construction. Cela concerne un bâtiment dans lequel le besoin de chauffage est si faible que, sans perte de confort, l'utilisateur peut se passer d'un système séparé de chauffage. Aujourd'hui, la Communauté de communes lance la phase d'études (assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, études thermiques, etc.) préalable à la construction.

#### ■ Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières - Cœur d'Ardenne

49, avenue Léon-Bourgeois  
BP 30559 - 08003 Charleville-Mézières

#### ***Plan Climat et coopération territoriale***

Le Plan Climat-Énergie Territorial (PCET) des Communauté d'Agglomération de Charleville-Mézières/Communauté de Communes du Pays Sedanais/Ville de Charleville-Mézières est une démarche initiée sur 2 territoires par trois collectivités. L'intérêt pour ces entités est de structurer le territoire autour d'une politique durable visant à leur rapprochement. Le but affiché est d'identifier les sources d'émissions de GES et de mettre en place des actions visant à améliorer ce bilan. Les fiches publiées par l'observatoire régional des GES identifient les principaux secteurs émetteurs de GES avec 2 problématiques majeures : les transports et l'habitat. L'intermodalité, la mixité fonctionnelle et l'interconnexion entre ces 2 territoires sont au cœur de la réflexion. Cette réflexion a été amorcée dans le cadre du PDU et du PLH de la Communauté d'Agglomération et se poursuit dans ce PCET.

#### ■ MAIRIE DE RODEZ

place Eugène-Raynaldy - BP 3119  
12031 RODEZ Cedex 9

#### ***Rodez, Ville éco-responsable : développement de l'usage du vélo en ville***

Dans le cadre de sa politique de développement durable et sa démarche Ville éco-responsable, la Ville de Rodez subventionne à hauteur de 200 euros ses administrés souhaitant acquiescer un vélo à assistance électrique et de ce fait, inciter ses habitants à l'usage du vélo. De même, dans sa volonté d'exemplarité, la Mairie de Rodez, met à la disposition de ses agents et de ses élus, 3 vélos à assistance électrique pour leurs trajets professionnels.

### ■ Commune de Cransac

Place Jean-Jaurès  
12110 Cransac

#### ***D'une démarche HQE à un quartier durable - lotissement HQE de Cransac -***

L'initiative d'un lotissement selon la démarche HQE correspond aux attentes en matière d'urbanisme de la commune et rentre dans le cadre de l'Agenda 21 local de la Communauté de communes. Son aménagement respecte le relief avec l'écoulement naturel des eaux pluviales (noues, fossés...). L'orientation des parcelles est optimisée. Les déplacements alternatifs sont assurés grâce à une desserte par bus et des liaisons piétonnes avec le centre-ville. Les parcelles sont desservies par le réseau de chaleur urbain biomasse.

Une démarche conception/construction associant des architectes pour la construction de maisons économiques et écologiques a été mise en place. La première maison BBC est en cours de finalisation et devrait accueillir ses futurs propriétaires en septembre 2011 et dans la lancée d'autres projets devraient voir le jour rapidement.

### ■ Commune de Cransac

Place Jean-Jaurès  
12110 Cransac

#### ***Création d'un réseau de chaleur collectif***

En prolongement de la démarche initiée pour l'aménagement du lotissement HQE, la réflexion menée sur le volet énergie a conduit à doter la commune d'un réseau de chaleur biomasse de 1860 m avec une chaufferie mixte gaz (800 kW)/ biomasse (500 kW) aux noyaux de fruits achetés dans le Lot. Leur pouvoir calorifique est de 4500 kWh/T. Six bâtiments communaux sont raccordés : écoles, restaurant scolaire, foyer des jeunes, gymnase et salle des fêtes. Les parcelles du nouveau lotissement sont aussi alimentées ainsi que

2 habitations de particuliers situées sur le parcours. Cet équipement permet de passer de 258 T de rejet de CO<sub>2</sub> par an à 12 T, une économie entre 20 et 30 % par rapport à une installation au gaz naturel pour les usagers.

### ■ Commune de Laguiole

5 pl Mairie  
12210 Laguiole

#### ***Eco-lotissement du Frêne à Laguiole (Aveyron) Études 2010 – Réalisation en cours***

Maître d'œuvre : Jean-Yves PUYO Urbaniste  
OPQU Architecte DPLG, VRD Concept, Pierre POUBLAN paysagiste

Maître d'ouvrage : Commune de Laguiole assistée de Sylvie CURE, CAUE12

Laguiole est la capitale touristique et économique de l'Aubrac ; conscients de cette richesse, les élus ont souhaité s'engager dans la réalisation d'un lotissement « à qualité environnementale ».

Une démarche de concertation et de participation est menée avec différents acteurs dont les futurs habitants.

Loin de se vouloir dogmatique, le projet cherche d'abord à répondre de façon pragmatique, sensible et économe aux enjeux du site et du contexte. Une offre d'habitat variée à proximité du centre-ville, des implantations qui proposent les meilleures expositions, dessinent l'espace public pour minimiser les impacts de l'urbanisme sur l'environnement et offrir un cadre de vie à l'image du lieu.

### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

Maison de l'industrie BP 68  
12300 Decazeville

#### ***Se déplacer autrement : le « pédibus » de Firmi***

La Communauté de communes en partenariat avec, la commune de Firmi, l'école élémen-

taire Marie Curie, l'ADEME, L'ARPE et le CPIE du Rouergue a initié la mise en place d'un pédibus. Il s'agit d'un ramassage scolaire à pied organisé par les parents d'élèves. Le but est de désengorger et de sécuriser la circulation aux abords de l'école tout en diminuant la pollution émise par les gaz d'échappement. Les deux lignes des lundis et mardis matin, « transportant » au total 15 enfants, sont donc prises totalement en charge par 7 parents d'élèves accompagnateurs se relayant sur les semaines. Aux vertus environnementales, avec un bilan carbone intéressant (70 kg de CO<sub>2</sub> en moins par personne et par an), s'ajoutent celles du lien social inter-générationnel et de la santé des enfants.

### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

Maison de l'industrie - BP 68  
12300 Decazeville

#### ***Soutenir et encourager l'utilisation d'énergies renouvelables : subvention aux particuliers pour l'installation de chauffe-eau solaire par la Communauté de Communes***

Dans le cadre de son Agenda 21 Local, La Communauté de communes est engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique en favorisant l'utilisation des énergies renouvelables. Pour ce faire elle souhaite faire adhérer les habitants du Bassin, autres acteurs stratégiques, à cette démarche en les incitant grâce une aide financière pour installer des chauffe-eau solaire individuels. Elle octroie une aide forfaitaire de 500 euros en complément des aides de l'État et de la Région.

### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

Maison de l'industrie - BP 68  
12300 Decazeville

### **Développer des alternatives à la voiture : transport collectif et déplacements doux à l'échelle d'une intercommunalité**

Dans le cadre de son Agenda 21 local, la Communauté de communes a décidé de reconsidérer globalement la question de la mobilité sur le Bassin. En 2008 elle met en service un transport collectif circulant sur 25 km et reliant les 5 communes. La fréquentation est passée de 61 000 passagers en 2008 à plus de 75 000 en 2010. Une étude est conduite pour la création d'une seconde ligne et pour la mise en place d'un service de transport.

Un schéma de développement des circulations douces, pour créer un réseau cyclable et favoriser la marche était approuvé. Pour promouvoir le vélo dans le Bassin, elle a validé l'octroi d'une subvention de 250 €/vélo à assistance électrique.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur**  
Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

### **Les collectivités lauréates AGIR pour l'énergie**

La Région Provence Alpes Côte d'Azur s'est engagée dans une démarche innovante : AGIR (action globale innovante pour la Région) afin d'encourager les démarches de maîtrise de l'énergie et de recours aux énergies renouvelables.

Dans ce cadre, la Région accompagne les collectivités qui souhaitent développer une politique globale de maîtrise de l'énergie. Ainsi, à la suite d'une année expérimentale en 2008, deux appels à projets successifs « collectivité lauréate AGIR pour l'énergie » ont été lancés en 2009. Et c'est aujourd'hui 69 communes, de toutes tailles, réparties sur l'ensemble du territoire régional, qui participent au dispositif.

Au cours de la première année dite « en marche », chaque commune doit notamment s'organiser en mode projet, concevoir une charte d'objectifs en fonction des enjeux de son territoire, développer sa compétence énergie et structurer son suivi des consommations, mettre en place un plan d'actions...

Elle s'appuie pour cela sur le référentiel d'actions du dispositif qui se décline en 9 thèmes transversaux :

- Gérer le patrimoine communal,
- Organiser les services et développer les compétences,
- Associer et mobiliser les citoyens,
- Associer et mobiliser les acteurs économiques,
- Planifier et construire la ville énergétiquement performante,
- Développer la mobilité autrement,
- Garantir un approvisionnement en énergie et en eau durable,
- Lutter contre la précarité énergétique et développer la solidarité,
- Valoriser le patrimoine et la culture.

À l'issue de cette période, la commune dépose sa candidature pour devenir « collectivité lauréate AGIR pour l'énergie » et dérouler son plan d'actions sur les 3 années suivantes, avec le soutien de la Région et de l'ADEME.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur**  
Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

### **Le Réseau régional des Économies de Flux**

En 2008, un réseau régional des économies de flux, porté par Ecolopolenergie, a été créé au regard des besoins exprimés par les économies de flux de partager les expériences et questionnements, et de mutualiser les outils et savoirs liés au métier. Le réseau comptait, fin 2010, une cinquantaine de membres.

Ce réseau vient compléter la politique volontariste de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui a mis en place un dispositif de soutien financier à la création de postes d'économies de flux dans le cadre du 'Contrat Régional pour l'Emploi et une Économie Responsable', et l'implication d'ADEME, via le Contrat de Projets État Région, dans le cadre de son soutien à la création de dispositif de Conseil en économie Partagée.

Les actions menées au sein du réseau permettront :

- de poursuivre la professionnalisation des économies de flux
- de faciliter la mise en place d'indicateurs d'évaluation des actions communales en matière d'utilisation rationnelle de l'eau et de l'énergie
- de consolider les conditions de pérennisation des postes.

Cette animation fonctionne grâce à la mise en place d'une plateforme collaborative : PARENE et d'un annuaire recensant tous les économies de flux intégrés dans le réseau

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur**  
Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

### **Une Plateforme Collaborative des Acteurs Relais Énergie et Environnement en Provence-Alpes-Côte d'Azur : la Plateforme web PARENE**

La plateforme web PARENE est une Plateforme Collaborative des Acteurs Relais Énergie et Environnement en Provence-Alpes-Côte d'Azur (acteurs relais de la politique commune de l'ADEME et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le secteur de l'énergie et de l'environnement)

C'est un extranet collaboratif, c'est-à-dire un espace de travail disponible via l'Internet, dont l'accès est réservé aux membres grâce à un login et mot de passe.

Elle permet : le dépôt et le téléchargement de documents réservés au groupe, ou accessible à tous, l'écriture d'articles dont la consultation est réservée aux membres du réseau ; l'échange de messages par un forum, uniquement accessible aux membres du réseau.

Elle vise à :

- Favoriser la reproductibilité des actions et appuyer leur efficacité,
- Faciliter la construction et la coordination de projets collectifs,
- Encourager la cohérence des acteurs et des actions sur les territoires,
- Assurer la visibilité des acteurs et des projets régionaux.

Ses objectifs sont de :

- Mettre en commun et diffuser des ressources : expériences, outils, méthodes, connaissances, références...
- Accéder à un réseau de personnes et de structures : identifier leurs compétences et s'appuyer sur leurs expériences,
- Disposer d'outils de collaboration en ligne pour faciliter l'élaboration de projets et piloter des actions,
- Diffuser dans le réseau des informations et être informé des actualités des autres groupes.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### ***L'appel à projet « développement des générateurs photovoltaïques »***

La Région Provence Alpes Côte d'Azur poursuit son engagement dans une démarche innovante : AGIR plus (action globale innovante pour la Région) afin d'encourager les démarches de maîtrise de l'énergie, de recours aux énergies renouvelables, du développement de la recherche et innovation sur les bâtiments à haute qualité environnementale et de lutte contre l'effet de Serre.

Dans ce cadre, l'appel à projet « développement des générateurs photovoltaïques » lancé au mois d'avril 2011, vise à relancer le développement de la filière photovoltaïque fortement affectée par le moratoire et la baisse des tarifs d'achat du kWh,

Cet appel à projet s'inscrit dans une démarche de maîtrise de l'énergie. Elle s'adresse à des porteurs de projets qui auront pris en compte l'aspect bâtiment durable en mettant en œuvre, en amont de l'installation photovoltaïque, des solutions de construction ou de rénovation qui permettront au bâtiment d'être conforme à minima aux normes BBC (Bâtiment Basse Consommation) et BDM (Bâtiment Durable Méditerranéen). La taille des projets est ciblée entre 10 et 100kWc de façon à favoriser les installations sur des bâtiments industriels ou collectifs tout en permettant aux investisseurs de bénéficier de tarifs d'achat garantissant un temps de retour sur investissement attractif.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### ***Appel à projets « 100 Gîtes exemplaires »***

La Région Provence Alpes Côte d'Azur s'est engagée dans une démarche innovante : AGIR (action globale innovante pour la Région) pour encourager les démarches de maîtrise de l'énergie et de recours aux énergies renouvelables.

Dans ce cadre, l'appel à projets AGIR : « 100 gîtes exemplaires » a été lancé pour la période 2007-2010 afin d'accompagner techniquement et financièrement les propriétaires de gîtes et leurs organismes de labellisation désirant s'engager dans une démarche de qualité environnementale. L'intervention de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur était double :

aide à la conception d'un référentiel de qualité environnementale et à l'accompagnement des porteurs de projets pour chaque label aide à l'investissement sur les travaux énergétiques dépassant la réglementation en vigueur pour les porteurs de projets

3 labels ont participé à cette démarche : Gîtes de France PACA, Bienvenue à la Ferme et Clévacances.

60 gîtes se sont ainsi lancés dans cette démarche.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### ***L'Observatoire régional de l'énergie***

L'Observatoire régional de l'énergie (ORE) est un partenariat mis en place entre la Région et onze partenaires de terrain (Etat, ADEME, EDF, GDF SUEZ, ERDF, RTE, Compagnie Nationale du Rhône, Atmo PACA, Airfobep, ARPE et E-ON). Créé en 2001, cet Observatoire a pour vocation de produire chaque année des éléments chiffrés concernant l'énergie en Provence-Alpes-Côte d'Azur : évaluation des politiques publiques, connaissance de la situation énergétique régionale, prospective. Il publie à cette fin une plaquette annuelle présentant les principales évolutions énergétiques de l'année écoulée ainsi que les statistiques, toutes énergies confondues, de production et de consommation sur le territoire régional.

Il lance également des études de terrain spécifiques afin de mieux connaître des domaines énergétiques précis. Les dernières années ont notamment vu la réalisation de travaux d'évaluation des potentiels en énergie renouvelable (thalassohermie, solaire, éolien...) qui contribueront à la création du futur Schéma Régional Climat Air Énergie. »

## ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Premio : un démonstrateur de réseau électrique intelligent**

PREMIO, est un démonstrateur de réseau électrique intelligent (smart grid [1]), porté par le Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique Solidaire (Prides) CAPE-ENERGIES et financé par la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Son objectif est de piloter en temps réel plusieurs procédés, qui permettent de produire de l'électricité, la stocker, la déstocker afin de fournir au réseau de l'énergie supplémentaire, et également d'effacer (baisser ou couper) les consommations électriques dans les bâtiments, sans affecter le fonctionnement des installations ni dégrader le confort des utilisateurs.

Il permet donc de contribuer à une prise en charge efficace des problèmes de distribution d'énergie électrique lors des périodes de pointe de consommation tout en favorisant une réduction des consommations et l'utilisation des énergies renouvelables. Aujourd'hui, PREMIO est le seul démonstrateur « smart grid\* » fonctionnant en France.

La première étape de PREMIO, lancée en 2008, a été la conception, la réalisation et la validation du fonctionnement de PREMIO.

Une centrale de pilotage et 9 procédés différents ont été réalisés, à Lambesc, Gardanne, Sophia Antipolis et bientôt Fréjus.

C'est un projet exemplaire par son unicité, mais aussi par sa conception : grand nombre de partenaires, et surtout de PME, grand nombre de procédés différents, implication dans le territoire...

PREMIO a été sélectionné par l'EPRI (Electric Power Research Institute) pour être spécifiquement suivi parmi 20 projets mondiaux de smart grid

Ce concept de réseau intelligent, alliance des nouvelles technologies énergétiques (NTE) et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), va s'étendre à tous les réseaux électriques dans le monde, et tous les pays mettent actuellement beaucoup d'effort et d'argent dans ce domaine (notamment États-Unis, Chine, Corée).

Ce marché est encore en phase émergente et la France est en avance dans ce domaine de recherche.

PREMIO entre maintenant (mai 2011) dans une phase opérationnelle et l'objectif est de monter un nouveau projet (PREMIO 2) pour passer le relais entre la phase de recherche amont et la phase de recherche appliquée, pour étudier les conditions de mise sur le marché, en maintenant le démonstrateur en conditions d'exploitation opérationnelle.

Ce nouveau projet permettra de faire fonctionner le démonstrateur en conditions réelles, de mesurer les impacts en termes qualitatifs et quantitatifs sur la consommation électrique et les émissions de CO<sub>2</sub>, de mesurer également l'impact sur le comportement individuel et citoyen des habitants de Lambesc, accueillant ou non un procédé PREMIO.

[1] Un « Smart Grid » peut être défini comme un réseau local « intelligent » de distribution et de production d'énergie électrique optimisé

## ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Le Plan de Déplacements d'Administration de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Le Plan de Déplacements d'Administration de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été adopté en Assemblée plénière le 10 juillet 2009 et s'inscrit dans une démarche d'écoresponsabilité plus large de la Région et complète notamment nos engagements sur

l'Agenda 21. Le PDA vise à favoriser l'écoresponsabilité et la mobilité durable par la prise en compte du développement durable dans l'amélioration de nos pratiques courantes (organisation, management et consommation de l'Institution).

Les objectifs recherchés sont les suivants :

- Réduire la circulation automobile et les émissions de gaz à effet de serre,
- Réduire le coût du transport pour les agents ainsi que le stress lié à la circulation automobile,
- Inciter au report modal, de la voiture vers un autre mode de déplacement : deux-roues, transports en commun, covoiturage, vélo, marche...

Il comporte un plan d'actions d'une durée de cinq ans et regroupe 20 actions structurées autour de trois axes :

- le management du plan et son appropriation au sein de l'Institution, (promotion et information sur les modes de transports alternatifs)
- la rationalisation des conditions de déplacements des agents (déplacements domicile-travail et professionnels)
- la communication active auprès des partenaires institutionnels.

## ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **La CARTE ZOU**

La Région Provence Alpes Côte d'Azur a souhaité favoriser l'usage multimodal des transports publics dans le cadre d'une évolution de la tarification des transports régionaux. En offrant la gratuité aux jeunes de moins de 26 ans dans leurs déplacements entre leur domicile et le lieu de leurs études, elle contribue à renforcer l'attractivité des transports régionaux en même temps qu'elle favorise l'autonomie des jeunes. Cette mesure s'appliquera à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2011.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **La mission Petite Hydroélectricité et Environnement (PHéE)**

Afin d'accompagner le développement et l'optimisation de projets de petite hydroélectricité exemplaires, intégrant dans le même temps les enjeux de protection des milieux et de production d'énergies renouvelables, le GERES (Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités) et la MRE (Maison Régionale de l'Eau) ont mis en place la mission d'animation régionale 'Petite Hydroélectricité et Environnement' avec le soutien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'ADEME délégation PACA au titre du contrat de projets ETAT/RÉGION/ADEME et de la démarche AGIR (action globale innovante pour la Région qui est un dispositif visant à encourager les démarches de maîtrise de l'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

La mission PHéE s'articule autour de 3 axes :

- Communication/sensibilisation de tous les acteurs: Organisation de réunions d'information avec visite de sites; observatoire de la filière; site WEB et journées de sensibilisation à destination des élus et techniciens de territoires.
- Production de documents techniques: Réalisation collaborative d'un guide méthodologique pour la mise en œuvre de centrales hydroélectriques exemplaires, réalisation de fiches d'études de cas.
- Accompagnement des porteurs de projets: Visite de sites, réalisation de diagnostics de compatibilité PHéE, accompagnement pour la rédaction des cahiers des charges pour la consultation des bureaux d'études, des entreprises, des services de l'État...

Les projets accompagnés sont des petites centrales hydroélectriques qui se situent prioritairement sur des réseaux d'adduction en eau

potable et sur des canaux d'irrigation. Les premières sont installées en remplacement des brises-charges, utilisés pour réduire la pression dans les canalisations à fort dénivelé des régions alpines. Les deuxièmes sont installées sur les canaux, et permettent de valoriser les débits importants d'irrigation sans augmenter les prélèvements sur la ressource en eau.

Quelques centrales de ce type sont en service dans la région PACA, on peut citer :

- sur réseau d'AEP: la centrale de Saint-Ours à Meyrannes (04),
- sur réseau d'AEP: centrale du Haut Villard à Allos (04)
- sur rivière: centrale de Randon à Cervières (05)

Pour contacts et plus d'informations sur le travail de la mission PHéE: <http://phee.geres.eu>

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **PRIDES BÂTIMENTS DURABLES MÉDITERRANÉENS**

Créés par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Pôles Régionaux d'Innovation et de Développement Économique Solidaire (PRIDES) ont pour objectif de structurer l'économie régionale en réseau au service de la compétitivité des entreprises et la création d'emplois durables. Un PRIDES est un réseau d'entreprises labellisées et soutenu par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la base d'une stratégie de développement avec des objectifs communs et des projets coopératifs. Le PRIDES Bâtiments Durables Méditerranéens est un PRIDES dédié à la question de la construction, de la réhabilitation et de l'aménagement durable. Il a été labellisé en juillet 2008 et est financé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Union européenne (FEDER).

Il vise :

- à mobiliser et structurer dans une logique interprofessionnelle l'ensemble des acteurs de l'acte de construire (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprises de mise en œuvre et de maintenance, fabricants et distributeurs) dans le sens du bâtiment durable
  - à accompagner les PME dans leur adaptation culturelle, technologique et commerciale. Pour ce faire, le PRIDES a développé la démarche BDM, véritable outil commun d'accompagnement et d'évaluation des projets au service de la structuration et du renforcement des acteurs économiques de la construction. Cette démarche BDM s'appuie sur les critères suivants: territoire et site, matériaux et chantier, eau, énergie, confort et santé, social et économie, gestion de projet.
- Il compte près de 200 adhérents aujourd'hui. Pour plus d'informations: [www.polebdm.eu](http://www.polebdm.eu)

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Actions en faveur de la réhabilitation énergétique de 100 logements**

Lancée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, « AGIR et RENOVER + » est une expérimentation, inscrite dans le cadre d'AGIR + et du Contrat Régional pour l'Emploi et une Economie Responsable (CREER), visant à encourager la réhabilitation énergétique de 100 logements individuels ou de petites copropriétés les plus consommatrices d'énergie et favorisant les familles les plus fragiles pour payer leur facture d'énergie.

Cette expérimentation s'appuie sur les 20 Espaces Infos Énergie de la région et les équipes opérationnelles des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) qui souhaiteront s'impliquer et elle sera prioritairement engagée sur des territoires déjà mobilisés en faveur des économies d'énergie

Parallèlement, l'expérimentation propose d'accompagner, en lien avec le Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique Solidaire Bâtiments Durables Méditerranéens, les organisations professionnelles, l'Institut Régional de Formation à l'Environnement et au Développement Durable et l'Association Act Méditerranée, les entreprises et artisans pour répondre qualitativement et quantitativement aux projets par des appuis spécifiques et de la formation.

Elle fera enfin l'objet d'opérations de sensibilisation des apprentis et des stagiaires de la formation professionnelle continue.

Cette expérimentation doit permettre d'identifier les opportunités et difficultés réelles des acteurs impliqués, construire et capitaliser des retours d'expériences utiles à l'économie régionale.

Enfin, elle sera exploitée pour tester et valider la stratégie européenne pour l'efficacité énergétique des bâtiments en Méditerranée qui sera proposée dans le cadre du projet MED stratégique « MARIE » dont la Région est partenaire.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte D'azur

Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Les Certificats d'Économie d'Énergie en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Afin de valoriser les politiques régionales de maîtrise de l'énergie déjà menées et expérimentées le dispositif des certificats d'économies d'énergie, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a déposé en novembre 2010 une demande de Certificats d'Économies d'Énergie relative aux systèmes solaires thermiques financés auprès des particuliers entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 31 décembre 2010. Elle s'est vue délivrer en décembre 2010 un total de 140 GWh cumac de CEE.

Suite à ce premier retour d'expérience, la Région a décidé de renforcer son implication dans le dispositif des CEE pour toutes ses actions contribuant aux économies d'énergie de la manière suivante :

- en affirmant son engagement à s'impliquer complètement dans le dispositif et à faire valoir les CEE correspondant à ses investissements ;

- en expérimentant la systématisation de la demande de CEE pour les actions et les subventions relevant directement de la politique régionale de l'énergie et du climat.

Cette proposition concerne les opérations financées par la Région dans le cadre des programmes « AGIR » et « Environnement et Énergie Propre ». Cette expérimentation permettra également d'évaluer la possibilité, pour la Région par le biais de cofinancements, d'être un levier de mutualisation pour faciliter l'accès des collectivités territoriales, notamment les plus petites, au dispositif des Certificats d'Économies Énergie.

- en évaluant la formalisation d'un dispositif global pour l'ensemble des politiques régionales existantes contribuant aux économies d'énergie. Cette formalisation s'appuiera sur l'expérimentation ci-dessus destinée à enclencher le mouvement et sera proposée dans le cadre d'un groupe de travail spécifique associant l'ensemble des Directions concernées. Elle pourra aboutir à l'élaboration d'un plan d'actions d'économies d'énergie tel que défini par la loi du 12 juillet 2010 qui ferait l'objet d'une demande d'agrément auprès de la Préfecture.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Le Programme Régional d'Aménagement Solidaire (PAS)**

Le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a approuvé en février 2006 le Programme régional d'Aménagement Solidaire (P.A.S) afin de soutenir les intercommunalités dans leur démarche de conception de projets urbains avec un regard prospectif sur les dynamiques de leur territoire et sur les besoins des populations.

Répondant à ces besoins dans le cadre d'une réflexion à l'échelle intercommunale, le PAS est aussi l'occasion de renforcer la qualité des opérations (équipements, paysage, espace public, habitat...) et d'articuler l'aménagement urbain avec les stratégies foncières et les politiques d'habitat.

Le Programme d'Aménagement Solidaire s'articule autour de trois principes :

- Un principe de solidarité, à développer entre les communes d'une même intercommunalité (envers la ville-centre ou envers les communes les plus exposées à certains risques...) ou envers les territoires voisins ainsi que vis-à-vis des populations les plus fragiles et en ce sens la question de la programmation de logements sociaux est centrale.

- Un principe d'aménagement durable, les opérations devant répondre à une recherche d'économie de l'espace, de ressources naturelles, de biodiversité et de moyens ;

- Enfin, un principe d'intercommunalité, le PAS s'adresse aux Communautés de communes, échelle de conception du projet urbain, qui sont désignées comme les animatrices et les coordinatrices tout au long du processus.

Les principaux objectifs de cette démarche sont :

- d'éclairer les intercommunalités sur les dynamiques et les mouvements qui les traversent et les impactent et de leur donner des éléments d'appréciation et de compréhension quant aux réponses qu'elles ont jusqu'alors adoptées ;

- de concevoir et d'adopter des cadres de référence intercommunaux, qui soient des outils stratégiques collectifs pour orienter les pratiques en matière d'aménagement et d'urbanisme à court et moyen termes ;

- de développer la notion d'interventions à caractère intercommunal. Comment comprendre la notion d'opérations structurantes pour une intercommunalité? Comment faire évoluer un projet de proximité pour l'adapter à des questions intercommunales? Comment, donner un sens aux questions de complémentarités, de mutualisation ?

- de renforcer la qualité des interventions communales, en travaillant sur un meilleur positionnement du maître d'ouvrage et sur sa commande.

#### ■ Communauté de Communes du canton de Saint-Jean d'Angély

Rue de la Prairie  
Fossemagne  
17400 Saint-Jean-d'Angély

#### **Aménagement d'un pôle éco-industries : ARCADYS**

ARCADYS est un Parc d'Activités destiné à accueillir des entreprises de la filière des éco-industries.

Le Parc d'Activités a été aménagé avec une Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU).

Il comprend un hôtel d'entreprise BBC selon le cahier des charges EFFINERGIE.

Il accueillera également une plateforme régionale de l'agriculture biologique

#### ■ Pays des Vals de Saintonge

55 rue Michel-TeXier - BP 52  
17413 Saint-Jean D'Angely

#### **SCoT : définir une stratégie d'aménagement qui prenne en compte le changement climatique**

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays des Vals de Saintonge a mis l'accent, dans le cadre de ses études et orientations sur la prise en compte du changement climatique et les leviers dont il dispose pour l'atténuer d'une part et s'y adapter d'autre part.

Une équipe climat-énergie a ainsi été recrutée.

Cette étude permis de définir les conditions sur le long terme pour aménager un espace rural plus sobre en énergie et émissions de GES.

#### ■ COMMUNE DE BEYNAT

MAIRIE  
19190 Beynat

#### **École passive à énergie positive**

Premier projet de ce type en Limousin (2009). Il s'inscrit pleinement dans notre démarche globale de développement durable: agenda 21. Cette nouvelle école est un bâtiment passif par son positionnement et son orientation: il est orienté sud Ouest et protégé du vent et de la pluie par un préau. La façade nord est protégée par un talus d'où une isolation naturelle. Ce bâtiment est dit à énergie positive dans le sens où sa production d'énergie sera supérieure à sa consommation. Le vitrage est à faible émissivité. La géothermie: ce mode de chauffage est dit de très basse énergie, 6 sondes avec un forage de 100 m linéaires, une pompe à chaleur d'une capacité de 38 Kw alimente en chauffage tiré du sol une superficie de 400 m<sup>2</sup>. Un capteur solaire de 14 m<sup>2</sup> pour la production d'eau chaude. Une couverture en panneaux solaires photovoltaïques (542 capteurs sur 705 m<sup>2</sup>, 12 onduleurs).

#### ■ Ville de Dijon

BP 1510  
21033 DIJON Cedex

#### **Prise en compte des temporalités à travers l'écoPLU**

Les enjeux urbains actuels, les ambitions de la ville de favoriser la cohésion sociale et l'écologie urbaine, placent le thème du temps au cœur des préoccupations de la planification. Dès 2006, Dijon s'est engagée dans l'élaboration de son PLU qui, à travers son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) s'attache à prendre en compte les temporalités dans l'objectif d'améliorer la qualité de vie des habitants, de rendre la ville plus accessible et plus agréable à vivre. Les politiques temporelles s'articulent ainsi autour de 3 axes; les usages multiples, la mixité des fonctions urbaines et la multipolarité, la valorisation des lieux d'interconnexion ou encore l'intermodalité.

Une attention toute particulière aux problématiques environnementales est également traduite par ce document, d'où l'appellation d'Eco-PLU utilisée pour la première fois en France.

#### ■ COMMUNE DE SAINTE COLOMB EN AUXOIS

Rue Avau  
21350 Sainte Colombe En Auxois

#### **55 habitants et pourtant! un agenda 21!**

Cela correspond aux objectifs de notre agenda 21 pour lequel nous avons répondu à l'appel à projet ministériel: Rénovation du bâtiment communal:

- installation d'une chaufferie bois granulés pour les 3 entités: mairie, 2 logements sociaux mise en accessibilité de la mairie, installation au rez-de-chaussée,

- rénovation du logement social T3 qualités environnementales, économie d'énergies: eau, électricité...

Création d'un 2d logement social T2



### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### **Transpérigord : Ticket Unique 2 Euros**

Le réseau Trans-Périgord est organisé autour de 11 lignes régulières de car.

Le tarif est unique : 2 euros le voyage.

Ceci quelle que soit la durée du trajet effectué. Le prix se facture au voyage et non au kilomètre.

Il existe aussi la Carte Coud'Pouce destinée aux Périgourdins en difficulté. Cette carte permet de voyager au prix de 1 euro le ticket.

Le transport à la demande pour 2 euros.

Le transport à la demande consiste à aller chercher des voyageurs dans une commune non desservie et à les déposer à un point de passage de la ligne régulière. Ce service est dit à la demande car il oblige le voyageur à réserver au préalable. Ce service est donc très souple et il permet de rationaliser les dessertes et les coûts.

3 lignes permettent aussi à leur demande d'accueillir des passagers handicapés pour un tarif identique à un usager valide.

### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### **Soutien financier à la maîtrise de l'énergie dans les logements locatifs**

Le conseil général attribue des aides financières dans le cadre de sa compétence d'aide à la pierre. La priorité est mise sur les économies d'énergie et le recours à des énergies renouvelables dans le cadre de la rénovation de locatif.

Pour la construction de locatif neuf. Les logements BBC ou THPE bénéficient d'une aide de 1500 €/logement.

Si ces logements sont en bois ils peuvent aussi avoir une aide de 1 000 €.

### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### **Plan Bois Énergie**

Ce Plan existe depuis 1995. Il a permis l'installation de 30 chaufferies centrales ou réseaux de chaleurs aux bois dans des maisons de retraite, hôpitaux ou le patrimoine communal. Chaque projet fait l'objet de pré-étude avant finalisation.

C'est une filière locale complète : collecte, transport et conditionnement.

Il permet d'économiser les énergies fossiles (gaz et fuel), de favoriser l'emploi local.

la construction fait appel à des artisans locaux, l'approvisionnement à des agriculteurs organisés en CUMA, à des scieurs, l'entretien à des employés communaux.

Le développement du bois énergie permet de trouver un débouché aux bois issus d'éclaircie ou de taillis de châtaigniers dépérissants. Il améliore les peuplements forestiers pour produire du bois d'œuvre.

### ■ Meyrals

Le Bourg  
24220 Meyrals

#### **Logement social**

10 logements sociaux implantés sur la commune sont dotés d'inserts à bois. Le bois est livré en bûche par les agriculteurs de la commune qui permet aux locataires d'avoir des prix très intéressants,

La cantine scolaire est alimentée en vente directe par les agriculteurs organisés en plateforme,

Le Maire, Francis Dutard

### ■ Région Franche-Comté

4 square Castan  
25000 Besançon

#### **Vers des bâtiments basse consommation : le programme Effilogis**

Le programme Effilogis est un dispositif d'aides aux particuliers, bailleurs sociaux, collectivités pour développer l'efficacité énergétique des bâtiments et atteindre le niveau Bâtiment Basse Consommation-Effinergie (BBC-Effinergie). Il est mené en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), avec le soutien technique de l'association Ajena Énergie & Environnement et la participation du réseau des Espaces Info Énergie de Franche-Comté. En 2009, la Région Franche-Comté a reçu le prix Eco Région pour ce programme, décerné par l'association Les EcoMaires.

Le programme Effilogis vise à diviser par 4 les consommations énergétiques des logements existants. Il propose deux types d'aides : l'audit énergétique et les appels à projets.

### ■ Ville de Besançon

2 rue Mégevand  
25034 Besançon Cedex

#### **Prêt de caméras thermiques et appareils de mesure aux habitants**

Dans le cadre du Plan climat-énergie territorial et des objectifs de la Convention européenne des maires, la ville de Besançon a pris l'initiative de sensibiliser les Bisontins aux enjeux des économies d'énergie et de les accompagner dans la réduction de leurs factures d'électricité et de chauffage.

Elle a décidé de mettre en place un dispositif de prêt de matériels de mesures destinés à repérer les pertes d'énergie et, à cette fin, a acquis trois caméras thermiques et deux cents wattmètres. Ces outils, simples d'utilisation, permettent aux Bisontins de visualiser les défauts thermiques, les manques d'isolations, etc. de leurs bâtiments. Ils pourront ainsi, en toute connaissance de cause, entreprendre

les travaux les plus nécessaires et les plus opportuns pour consommer moins d'énergie.

#### ■ Commune de Lannilis

19 rue de la mairie  
29870 Lannilis

#### *La Vallée Verte*

La commune réalise un aménagement des vallées humides qui ceinturent le centre-ville. Ce sera un endroit vert, de promenade, avec des voies de transports doux, des aires de jeux pour enfants, un accès aux personnes à mobilité réduites labellisé tourisme et handicap... Le tout comprenant également des bassins de rétention des eaux pluviales pour éviter de polluer les abers ostréicoles qui bordent la commune.

#### ■ Ville de Nîmes

152 avenue Bompard  
30000 Nîmes

#### *Charte de Construction Durable*

La Charte de CD de la direction de la Construction, actée par le Conseil Municipal est une démarche interne visant à décliner le DD dans les projets et activités. Démarche pragmatique, concernant 6 enjeux et 6 principes, elle concerne 32 thèmes et une palette d'indicateurs à adapter pour chacune des actions. Cette démarche doit déboucher sur un référentiel de construction durable dans les éco quartiers, en partenariat avec les professionnels de la construction et de l'immobilier.

#### ■ Tisseo SMTC

Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine Tisséo-SMTC.  
7 ESPLANADE COMPANS-CAFFARELLI  
BP 11120 - www.tisseo.fr  
31011 Toulouse Cedex 6

#### **Développer l'écomobilité dans les entreprises l'agglomération toulousaine : accompagnement à la mise en place de PDE et PDIE par une équipe de conseillers en mobilité**

Au sein de l'agglomération toulousaine, les déplacements liés aux emplois génèrent un volume important : 546 000 déplacements par jour soit 17 % des déplacements et s'effectue majoritairement en voiture individuelle (source : enquête ménage 2004 SMTC).

Depuis 2001, 99 projets de plans de déplacements et 8 projets de PDIE suivis par Tisseo SMTC sont en cours et représentent plus de 160 000 salariés concernés.

Un projet de plateforme d'échanges (Extranet) à destination des chefs de projets PDE est en cours de lancement. Cet outil doit permettre de faciliter les échanges de bonnes pratiques et le retour d'expérience sur la thématique des PDE. Chaque projet aura une fiche descriptive permettant présenter le projet, les objectifs et les actions mises en place. Cette plateforme a également pour objectif de faciliter le suivi des projets par les différents partenaires de la démarche.

#### ■ INP-ENVT

23 chemin des Capelles  
31076 Toulouse

#### **Réduire la consommation d'énergie**

L'école vétérinaire de Toulouse s'engage à réduire sa consommation d'énergie, quelques actions sont déjà en place comme le remplacement des vannes de régulations de chauffage des bâtiments, le remplacement des ampoules ordinaires par des ampoules à basse consommation, la mise en place de solutions alternatives pour réduire la chaleur dans les bureaux (exemple : stores extérieurs à la place de climatiseurs pour le bâtiment administratif).

Une sensibilisation à l'économie d'énergie, d'eau,... est faite au travers de la diffusion d'une affiche 'comment se conduire en éco-citoyen' dans tous les services. Depuis février 2011, une étude est en cours pour la mise en place d'une chaufferie bio-masse (chauffage au bois). Quelques autres projets : la mise en place de radars de détection ou minuteriers sur les éclairages des parties communes, l'installation de compteurs d'eau par bâtiment.

#### ■ INP-ENVT

23 chemin des Capelles  
31076 Toulouse

#### **Mise en place d'un plan de déplacement entreprise**

En mars 2010, l'école vétérinaire de Toulouse a réalisé son plan de déplacement entreprise. Suite à une enquête auprès du personnel et des étudiants sur les moyens de transports utilisés, des actions ont été menées comme l'information sur la prise en charge à 50 % du billet de transport en commun, sur l'utilisation de la visioconférence, sur le covoiturage. Le télétravail a été mis en place en sept 2010. Des stands et animations sont réalisés régulièrement sur les éco-transports (train, bus, vélos...). À partir d'avril 2010, l'ENVT participe au plan déplacement inter-entreprises avec les entreprises à proximité de l'ENVT zone Baluffet de Toulouse. En interne des vélos de service ont été attribués, l'installation de rails vélos a été réalisé devant tous les bâtiments et un véhicule électrique est utilisé par les services techniques.

#### ■ Mairie de Balma

6 avenue François-Mitterrand  
31130 Balma

#### **Mise en service du Transport à la demande**

Le TAD a été mis en place en 2004 à l'initiative de 2 élus de la Ville de Balma, qui ont inter-

pellé Tisséo sur le manque d'adéquation entre les lignes de bus et l'usage des voyageurs en zone rurale : peu de bus mal fréquentés.

Après quelques mois de discussions, ce service unique en France, a permis d'assurer une meilleure desserte sur les communes du canton : Pin Balma, Mons, Flourens, Dremil Lafage et Quint Fonsegrives.

Depuis 2005, deux autres communes bénéficient de ce service à la demande : Aigrefeuille et Mondouzil.

En moins d'une année de fréquentation, la desserte est passée de quelques centaines de passagers à plus d'un millier.

#### ■ Syndicat Mixte du pays Sud Toulousain

68 rue de l'Église  
31390 Carbonne

#### **Opération groupée de diagnostics énergétiques sur des bâtiments communaux**

Les pré-diagnostics énergétiques ont été menés en 2010 sur 26 des 99 communes que comporte le Pays Sud Toulousain. Au total 76 bâtiments publics ont été audités. L'objectif, était de réaliser un état des lieux des consommations et des dépenses énergétiques.

Suite aux diagnostics des travaux vont être engagés et permettre a terme de réduire les consommations énergétiques de 343 566 kWh d'énergie primaire par an, d'abaisser la facture énergétique de 134 574 € par an et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 307 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an. Les travaux générés par cette opération, permettront à terme de réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 307 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an.

#### ■ Syndicat Mixte du pays Sud Toulousain

68 rue de l'Église  
31390 Carbonne

#### **Appel à projet éco-urbanisation en**

#### **Pays Sud Toulousain**

Avec plus de 85 000 habitants en 2009 et plus de 116 000 habitants prévus à l'horizon 2030, le territoire du Sud Toulousain est le lieu de profondes mutations. La croissance démographique élevée conjuguée par la forte demande en logements, en services et en équipements, impactent le territoire, son identité et ses modes de vie. Afin d'accompagner au mieux cette arrivée massive de nouvelles populations et les conséquences qui en découlent pour le territoire, le Pays Sud Toulousain a souhaité apporter des réponses concrètes, notamment au travers de l'appel à projet éco-urbanisation. Celui-ci a permis à deux projets lauréats de s'engager dans une démarche d'urbanisation durable en bénéficiant de l'appui technique du Pays Sud Toulousain. L'une des deux communes a par ailleurs candidaté à l'appel à projet national « éco-quartiers ».

#### ■ Conseil Régional Midi-Pyrénées

22, boulevard du Maréchal-Juin  
31406 Toulouse Cedex 9

#### **Plan régional de soutien a la production d'énergies renouvelables**

Dans le cadre de l'adoption du Plan « Midi-Pyrénées Énergies 2011-2020 », un nouveau dispositif de soutien à la filière biogaz a été approuvé.

Le biogaz (produit par la méthanisation, c'est-à-dire la fermentation de matières organiques animales ou végétales en l'absence d'oxygène) constitue un combustible renouvelable pour la production d'électricité et/ou de chaleur.

Cette source d'énergie a des impacts positifs sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (le méthane ayant un pouvoir de réchauffement 21 fois supérieur au dioxyde de carbone), la valorisation des déchets et la production d'énergie. Outre ses bénéfices environnementaux, le développement de cette

filrière peut également générer des activités économiques locales.

Le dispositif « Biogaz Midi-Pyrénées » est approuvé pour les 3 prochaines années, doté sur la période 2011-2014 de 8 M€ qui semblent correspondre aux besoins nécessaires à ce jour. À travers ce dispositif, la Région Midi-Pyrénées apportera de la visibilité aux acteurs publics et privés souhaitant s'engager dans la filière biogaz. Elle participera à la mise en place de conditions économiques nécessaires à son développement (rentabilité suffisante des projets biogaz, stabilité des dispositifs d'accompagnement, lisibilité du marché à moyen terme), tout en veillant à la qualité environnementale et sociale des projets soutenus. Ainsi, la Région contribuera à la diversité, la pérennité et à la sécurité de l'approvisionnement énergétique des acteurs régionaux.

#### ■ SAINT LYS

1, place nationale  
31470 Saint-Lys

#### **Maison écocitoyenne**

Concept innovant unique en France et dans la démarche et dans la construction.

C'est un projet co-construit et du vivre ensemble.

La qualité de son intégration dans la ville et les performances techniques et innovantes en sont un exemple.

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Balma

6 rue René-Leduc  
31505 TOULOUSE Cedex 5

#### **EcoQuartier de Vidailhan : innovation et sensibilisation**

Ce quartier répond à de grandes ambitions en matière de mobilité et d'accessibilité, de mixité sociale et fonctionnelle, de gestion de l'eau, de qualité de vie et organisation partagée des espaces tant à l'échelle de la rue que de l'îlot.

Vidaillhan, où en plus d'une démarche participative particulièrement innovante, sont mis en œuvre des concepts avancés en termes de traitement et d'utilisation des espaces verts, est une innovation technologique unique à ce jour avec un système de production de chaleur à partir d'énergie solaire à haute température.

2 grands axes sont développés :

- Sensibiliser le grand public aux enjeux du développement durable
- Favoriser et développer la recherche et l'innovation à tous les niveaux

Le détail de ces axes est présenté dans les champs suivants.

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Toulouse

6 rue René-Leduc  
31505 TOULOUSE Cedex 5

#### ***La Fabrique urbaine, cadre de co-construction des projets urbains toulousains***

La Fabrique, initiée en février 2009 par le Maire Président Pierre COHEN, est une démarche de concertation et de co-élaboration qui permet de penser ensemble la métropole toulousaine en mobilisant les savoir-faire et les différentes expressions des acteurs de la Ville. Cette démarche participative s'est déroulée au travers d'axes majeurs à l'échelle de Toulouse : ateliers de professionnels, réunions publiques des secteurs toulousains, site Internet et salle d'exposition. De multiples synthèses des contributions du public ont été établies. Quatre axes de réflexion à l'issue de l'analyse des contributions ont été dégagés : 1/La mobilité, le climat et l'énergie, 2/Le renouvellement et le confort des espaces urbains, 3/La qualité de vie, 4/La participation citoyenne. En sont ressortis 2 points forts : ouvrir la ville à l'eau et à la nature, et affirmer la métropole de la connaissance.

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Toulouse

6 rue René-Leduc  
31505 TOULOUSE Cedex 5

#### ***Déploiement du Plan Vélo sur le Grand Toulouse***

La délibération 'Plan vélo 2011-2020' renforce le plan vélo notamment sur 1/la résorption des discontinuités et les aménagements cyclables (développement de voies à vitesse modérée (zone 30 et rencontre, aire piétonne) doubles sens cyclables); 2/les services vélos (favoriser l'intermodalité/stationnement sécurisé aux abords des grandes stations, développement de points de locations vélos, stationnement vélo résidentiel dans les secteurs déficitaires. Un important effort budgétaire y est associé.

Etat des lieux actuel : VélôToulouse : 253 stations, 2400 vélos, 9700 abonnés, 2,5 millions de locations/an. Réseau vert : 173 km, réseau cyclable : 457 km. Développement d'itinéraires cyclables (urbain, vélo utilitaire) et verts (VTT, VTC) suivant un schéma directeur. Convention d'objectif avec la Maison du vélo : location de vélo longue durée, vélos écoles, vélocitythèque...

#### ■ Mairie de Saint-Orens de Gameville

46, avenue de Gameville  
31650 Saint-Orens De Gameville

Mise en place d'un comité de riverain pour le suivi des travaux de la ZAC de Tucard Dans le cadre de l'urbanisation de la Zac de Tucard, afin d'informer et de concerter les riverains sur le chantier en cours, un comité a été créé par la Mairie. Il regroupe 20 riverains volontaires, la SEM en charge de l'aménagement et l'organisme d'organisation des chantiers.

Il doit veiller à limiter les nuisances liées au chantier dans le cadre d'une charte 'chantier propre' imposée aux promoteurs.

#### ■ Communauté d'Agglomération du Sicoval rue du chêne vert - BP 38200 31682 Labège

#### ***L'énergie à tous les niveaux***

Depuis 2005, le Sicoval a mis en œuvre une politique de gestion de l'énergie. Elle se concrétise aujourd'hui par :

Un suivi et des économies d'énergie sur les équipements de la collectivité, exemple : -30 % de consommation d'énergie sur l'éclairage public

La construction de nouveaux équipements dans une démarche HQE, exemple : le centre intercommunal (bonnes compactité et exposition, isolation par l'extérieur, toitures végétalisées, plancher chauffant/rafraîchissant, panneaux solaires, chaufferies bois)

La prise en compte de l'énergie dans tous les projets d'aménagement, exemple : Quartier En-Turet avec réseau de chaleur bois

Pour que d'autres acteurs du territoire prennent en compte la problématique énergétique, le Sicoval aide les communes, exemple : Mairie sans climatisation, a créé une agence locale de l'énergie et réalise des animations dans les écoles. Et bientôt : le PCET.

#### ■ Ville de Blagnac

Hôtel de Ville  
Place Jean-Louis-Puig  
31700 Blagnac

#### ***Expérimentation de luminaires extérieurs autonomes intelligents, "bi-énergie".***

Blagnac expérimente la mise en place de 3 luminaires extérieurs autonomes intelligents, "bi-énergie".

Si l'objectif premier reste de s'inscrire dans une démarche de développement durable, la situation particulière du parking des jardins familiaux de Blagnac (zone inondable/secteur non électrifié) et son usage principalement

diurne se sont révélés être une opportunité pour cette expérimentation.

Conçus pour répondre aux besoins de balisage et de sécurisation, ces luminaires sont alimentés grâce aux énergies renouvelables solaire et éolienne et ne s'allument qu'en cas de détection de présence.

Ce type de luminaire utilise ainsi de façon complémentaire soleil et vent, garantie d'une source d'énergie permanente et renouvelable quelles que soient les conditions climatiques.

#### ■ Ville de Blagnac

Hôtel de Ville  
Place Jean-Louis-Puig  
31700 Blagnac

#### ***V'Loc - Service municipal de location gratuite de vélos***

Blagnac encourage les solutions alternatives à la voiture, plus respectueuses du cadre de vie, par la mise en place d'un service municipal de location gratuite de vélos.

Le vélo peut être loué pour une durée d'une semaine à 6 mois maximum. L'utilisateur est responsable de la garde et de l'usage du vélo pendant toute la durée de la location. Il doit se charger de toutes les réparations pendant cette durée comme si c'était son propre vélo. Cette initiative, s'adressant à toute personne majeure habitant sur la commune, révèle un objet multiple :

- Sensibiliser la population sur les bénéfices de l'utilisation d'un vélo (santé, protection de l'environnement)
- Concept du propriétaire de vélo : essais sur une longue durée
- Encourager la pratique régulière et quotidienne de ce mode de transport pour les déplacements courts en ville
- Inciter à l'achat d'un vélo

#### ■ Ville de Blagnac

Place Jean-Louis-Puig  
31700 Blagnac

#### ***Mise en place de Transports à la demande (TAD)***

Suite à l'arrivée du tramway fin 2010 et à la restructuration du réseau de transport urbain, la Ville de Blagnac a réorganisé son service de navettes gratuites en centre-ville et a développé un Transport à la Demande pour les quartiers excentrés, pour ainsi offrir des solutions de transports intra-muros complémentaires au réseau de l'agglomération toulousaine.

- La « Caouéquine » est un service de navettes électriques gratuites dans le centre-ville de Blagnac, en lien avec la station de tramway « Pasteur – Mairie de Blagnac ». S'arrêtant à la demande sur son circuit fixe, elle participe à la convivialité du cœur villageois blagnacais.

- Le « TAD zonal » assure depuis le 31 janvier 2011 la desserte de 3 quartiers excentrés. Gratuit et sur inscription, ce service permet de relier ces quartiers entre eux et de les connecter aux principaux lieux d'animation de la ville et au tramway.

#### ■ Lycée des métiers Eugène MONTEL

4, Boulevard Marcel-Dassault  
31770 Colomiers

#### ***Electro-mobilité pour les collectivités***

En application des axes de développement de son agenda 21, le lycée E Montel de Colomiers s'est investi avec le concours de quatre partenaires industriels dans le développement d'une solution technologique répondant aux impératifs des collectivités concernant l'obligation de réduction des incidences énergétiques et environnementales dans l'utilisation de véhicules et la minimisation de leur dépendance vis-à-vis des hydrocarbures.

Dans l'enceinte de l'établissement, le lycée et ses partenaires ont réalisé une ombrière

solaire munie d'une borne de recharge pour véhicules électriques.

Le véhicule présenté est une voiture autre qu'utilitaire, utilisable par les personnels susceptibles de réaliser dans le cadre de leur service, des déplacements journaliers inférieurs à 160 km et à une vitesse maxi, inférieure à 144 km/h.

La borne de recharge permet une charge standard de 7 à 8h avec une prise en 220v ou une charge rapide avec un connecteur en 400v.

L'ombrière solaire est modulable et composée d'une structure métallique, supportée par des pieds en béton, dimensionnés pour être fixés au sol ou non, afin de permettre la mobilité de l'ensemble, si souhaitée. La couverture est réalisée par des modules photovoltaïques assurant, en période de consommation, la réinjection dans le réseau interne de l'utilisateur et minimisant, de ce fait, la demande d'électricité dont la production est majoritairement d'origine nucléaire. L'utilisateur se situant dans le cadre d'une demande de rachat à ERDF pour la vente au surplus.

#### ■ VILLE DE COLOMIERS

1 place Alex-Raymond  
BP 30330  
31776 Colomiers Cedex

#### ***Concevoir un programme expérimental de quartier durable en l'appliquant au projet de renouvellement urbain des Fenassiers***

Le quartier des Fenassiers sera le premier quartier durable columérin intégrant en plus d'une efficacité énergétique, d'une gestion des déchets et des ressources, de la priorité donnée aux déplacements doux et alternatifs à la voiture, des dimensions sociales et économiques les plus adaptées aux habitants du quartier. Il sera élaboré en partenariat avec les bailleurs sociaux et en concertation avec les populations concernées.

### ■ Ladevèze-Rivière

Mairie  
32230 Ladevèze-Rivière

#### **Mise en place d'un document d'urbanisme lié à la création d'un lotissement mixte**

Élaboration d'un document d'urbanisme (carte communale) afin de limiter et protéger l'espace naturel.

Création d'un lotissement mixte (accession à la propriété et locatif), afin de développer et augmenter la population de la commune. Le choix a été fait de mettre l'accent sur les espaces publics et le milieu naturel: plantation de haies champêtres, création de passage piéton (sol stabilisé), prise en compte de l'accessibilité, prise en compte de la consommation énergétique pour les logements locatifs avec le bailleur (Office Départemental des HLM)

Création et aménagement du centre du village en coordination avec la création du lotissement. Ces trois dossiers sont liés et sont traités avec: Le bureau d'étude Urbadoc (pour la partie « document d'urbanisme »)

### ■ Ladevèze-Rivière

Mairie  
32230 Ladevèze-Rivière

#### **Baisse de la consommation énergétique de la salle des fêtes et installation de panneaux photovoltaïques**

Amélioration de la consommation énergétique de la salle des fêtes de la commune comprenant:

- l'isolation des combles (cellule de ouate)
- changement des menuiseries (aluminium et pvc)
- mise aux normes de la cuisine
- Changement d'une partie de la toiture avec installation de panneaux photovoltaïques intégrés au bâti (72 m<sup>2</sup>).

### ■ CDC DU SAUVETERROIS

4-6 rue des Martyrs-de la-Résistance  
33540 Sauveterre De Guyenne

#### **Construction d'un Relais des Services Publics HQE**

Construction avec panneaux photovoltaïques, puits canadien et toit végétalisé

### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Utilisation d'une caméra thermique**

Actions rattachées au Plan Climat Territorial:

- Nuit de la thermographie: soirées d'animation pour le grand public sur les pertes thermiques des bâtiments, autour de l'utilisation d'une caméra thermique. Elle consiste à investir un village du Parc après la nuit tombée et à proposer aux gens une promenade dans les rues avec manipulation d'une caméra thermique, afin de leur faire prendre conscience des déperditions d'énergie dans l'habitat. La soirée se poursuit avec une conférence sur l'habitat, l'énergie et l'effet de serre. Les particuliers peuvent ensuite s'inscrire à une permanence spéciale qui a lieu dans la commune dans les 15 jours qui suivent la soirée.

- « Pour ma planète, je bouge! »: intervention dans les écoles primaires, les collèges et les lycées du territoire du Parc avec une caméra thermique (sensibilisation aux déperditions d'énergie, aux différentes isolation...)

### ■ Parc naturel régional du Haut-languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Développer la Méthanisation**

Action rattachée au Plan Climat Territorial:

- Développement de la méthanisation (production de biogaz)

L'objectif du Parc est d'initier des projets de production de biogaz, source d'énergie aujourd'hui

sous-exploitée en France, contrairement à d'autres pays (Allemagne, Suisse, etc.). Une étude a été réalisée en 2009 pour évaluer le potentiel de méthanisation sur le territoire du Parc naturel régional du Haut-Languedoc. Cette étude a été présentée à plusieurs agriculteurs. À partir de 2010, plusieurs visites de sites exemplaires ont été organisées et un budget de 30 000 € a été consacré au financement de 3 études de faisabilité de méthanisation agricole.

### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Diagnostic énergétique des exploitations agricoles et Bancs d'essai des tracteurs**

Actions rattachées au Plan Climat Territorial:

- Diagnostic énergétique des exploitations agricoles

Le diagnostic consiste à identifier les consommations énergétiques et les émissions dans l'environnement d'une exploitation agricole. Il permet de faire un état énergétique initial et de comparer les données de l'exploitation avec des références nationales. Ce diagnostic est suivi de préconisations.

- Bancs d'essai des tracteurs

Le Parc organise des journées avec un banc d'essai tracteur qui permet de dresser un bilan de santé d'un tracteur en moins d'une heure, en comparant les mesures effectuées sur la machine avec les données de référence. Le but est de diminuer la consommation énergétique des tracteurs.

### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Étude solaire et Étude transport**

Actions rattachées au Plan Climat Territorial:

- Étude sur l'énergie solaire et le paysage a été réalisée dans le cadre des ateliers territoriaux du grenelle environnement :

- Des fiches techniques qui présentent les différentes technologies.

- La définition de projets types (hangar solaire, solaire en toiture...)

- Une cartographie complète spatialisant les potentiels et les enjeux propres à chaque projet type.

- Des grilles de critères pour chaque projet type, permettant une analyse neutre.

- Un exemple de simulation paysagère pour chaque projet type à partir d'exemples issus du territoire.

Ce rapport doit servir de base à la diffusion d'un livret d'aide à la décision pour les élus du Parc.

- Étude transport: bilan des transports sur son territoire (particuliers, transports en commun...)/proposition d'actions.

Développement de l'écomobilité.

■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

**Appui aux communes du territoire souhaitant identifier la Trame Verte et Bleue et ses enjeux dans leurs documents d'urbanisme**

Le Parc a lancé 1 appel à projet expérimental de prise en compte de la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanisme (PLU et SCOT) à destination des communes et EPCI de son territoire, afin de tester la prise en compte de la trame verte et bleue dans leur nouveau document d'urbanisme. 1 structure a répondu à cet appel à projet, il s'agit d'une commune révisant son PLU dans le Tarn.

Le parc apporte veille environnementale, réflexion et aide à la décision sur la définition des enjeux de la commune (paysage, milieux naturels, espèces, identification des futurs corridors), sur les méthodes d'intégration des

corridors dans le PLU, expertise scientifique complémentaire si besoin. Le travail fait avec la commune peut être ensuite présenté et servir d'appui pour la sensibilisation générale des autres communes.

■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

**Plan Climat Territorial**

En 2008, le Parc a réalisé un diagnostic énergétique sur son territoire. 2 constats s'en dégagent: par rapport aux moyennes nationales et régionales, le territoire du Parc consomme plus d'énergie et émet plus de CO2 et produit plus d'énergies renouvelables.

3 raisons à cela: climat rigoureux, caractère rural fortement marqué, tissu important de PME industrielles

Pour dépasser le stade du diagnostic, le Parc s'est fixé 2 objectifs :

Atteindre le facteur 4 en 2050 (diviser par 4 nos émissions de gaz à effet de serre) et le « 3 fois 20 » en 2020 (20 % d'économie d'énergie, 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre, 20 % de production d'énergies renouvelables)

Un programme d'actions a été mis en place: Nuit de la thermographie, Observatoire local du climat, Développement de la méthanisation, Diagnostic énergétique des exploitations agricoles...

■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

**Projet Éco N'Home et Observatoire local du climat**

Actions rattachées au Plan Climat Territorial :

- Projet Éco N'Home

Ce projet consiste à accompagner pendant 1 an 5 familles qui souhaitent diminuer leurs consommations énergétiques par des gestes

simples. Il prévoit un bilan énergétique des consommations de la famille, des recommandations permettant une diminution des consommations, un suivi régulier et un bilan final qui servira de base à un document de communication. En 2010, 5 familles habitants le Parc ont été contactées pour participer à cette action.

- Observatoire local du climat

Cet observatoire doit permettre la constitution d'un groupe de réflexion avec l'ensemble des acteurs du climat pour faire le bilan des données et réaliser un bulletin climatique local.

■ Communauté de Communes de Moyenne Vilaine et Semnon

42, Rue de Sabin - BP 17047  
35470 Bain De Bretagne

**Création de service de transport à la demande intermodale**

La Communauté de Communes de Moyenne Vilaine et Semnon, 17 communes, 26000 habitants, met en place à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2011 deux nouveaux services de transports sur son territoire. Un service de transport à la demande vers les bourgs qui fonctionne classiquement: sur certaines plages horaires et sur réservation. Elle lance également un service de navette vers certaines lignes de bus départementales fortes et vers des gares pour les communes jusqu'alors non desservies par des transports en commun. Le service, également sur réservation, a une tarification incitative: 5 € l'abonnement la semaine et 18 € l'abonnement au mois, ticket à l'unité aller simple 2 €, aller-retour 3 €.

■ Région Bretagne

283 av. Général-Patton - CS 21101  
35711 Rennes

**Eco-FAUR<sup>2</sup>: urbanisme durable**

l'ECO-FAUR<sup>2</sup> est un appel à projets lancé par la Région Bretagne pour promouvoir la réali-

sation d'études et de travaux d'aménagement urbain réalisé par des communautés de communes et des communes, et pensés dans une logique de développement durable. Les projets regroupés en 3 catégories (renouvellement urbain ou éco quartier, réhabilitation ou construction d'équipement public, et requalification ou aménagement d'espaces publics) sont analysés au regard de 13 cibles (foncier, mixité, énergie, santé, biodiversité...).

#### ■ Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère

32 rue de New-York  
38026 GRENOBLE Cedex 1

#### *Visites énergie*

Pour les chefs d'entreprise artisanale qui souhaitent réduire le montant de leurs factures d'énergie qui ne cessent de croître.

Afin de trouver des solutions à cette problématique, des « visites énergie » vous sont proposées par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Isère. Ces « visites énergie » sont réservées aux métiers de bouche : bouchers, charcutiers, traiteurs, boulangers, pâtisseries et chocolatiers et aux fleuristes.

Elles sont gratuites et durent environ 1 heure. Elles ne vous engagent dans aucune démarche commerciale.

Le Chargé de mission Environnement peut les accompagner, par la suite, dans leurs mises en œuvre.

#### ■ Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère

32 rue de New-York  
38026 GRENOBLE Cedex 1

#### *Accessibilité des commerces*

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, exprime le principe d'accès à tout pour tous.

Ce principe de généralisation de l'accessibilité s'applique, quel que soit le handicap, à tous les aspects de la vie quotidienne : logement, transport, lieu de travail, voirie, accès aux établissements recevant du public...

Les entreprises artisanales, dès lors qu'elles accueillent du public et quelle que soit leur activité, sont donc directement concernées par les obligations induites par cette loi dont l'application a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Consciente des aspects à la fois économiques et citoyens de cette mesure, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère incite les entreprises artisanales à anticiper les aménagements à entreprendre pour se mettre en conformité avec la loi.

#### ■ Grenoble Alpes Métropole

Le forum, 3 rue Malakoff  
38031 Grenoble Cedex 01

#### *Mur mur campagne isolation*

Mur Mur fait du boucan!

l'opération de réhabilitation thermique des copropriétés privées pilotée par la Métro rencontre un vif succès.

La mise en œuvre par la Métro du Plan climat local s'est, notamment, traduite par le lancement du dispositif mur mur encourageant les copropriétés à engager les travaux d'isolation. Un accompagnement et différents niveaux d'incitation financière sont proposés selon l'étendue des travaux.

La Métro a exprimé la volonté de réhabiliter d'ici trois ans 5000 logements au niveau BBC Effinergie, soit une consommation limitée à 96 Kw/an/m<sup>2</sup>.

Mur mur associe les communes de l'agglomération, l'Anah, les fournisseurs d'énergie, l'ADEME et la région Rhône-Alpes.

En un an, 100 copros se sont engagées, soit 6200 logements et 18 votes de travaux sont attendus en 2011. Un succès qui dépasse les espérances et qui regonfle les énergies.

#### ■ Syndicat Mixte du Scot des Rives du Rhône

Espace Saint-Germain - Bât. l'Orion  
38200 Vienne

#### *Un réseau de veille écologique pour le suivi de la biodiversité à l'échelle du Schéma de cohérence territoriale (Scot) des Rives du Rhône*

L'obligation de maintien de la biodiversité pour les Scot, introduite par la Loi dite Grenelle II et les constats alarmants sur le déclin de la biodiversité à l'échelle nationale comme locale, ont amené le Syndicat Mixte des Rives du Rhône à tenter de répondre collectivement au suivi de la biodiversité sur son territoire, avec une dizaine d'acteurs environnementaux. Depuis 2010, 3 actions ont déjà été lancées : la production d'une synthèse des suivis et inventaires naturalistes réalisés ces 20 dernières années, sur 10 espèces à enjeux ou menacées ; le suivi de la biodiversité ordinaire par la création de 10 nouveaux « carrés STOC » (Suivi temporel des oiseaux communs) ; et le suivi de l'occupation du sol avec un volet spécifique sur les pelouses sèches et les zones humides. L'objectif affirmé par les élus du SMRR est d'avoir un impact positif du Scot sur la biodiversité à horizon 2030.

#### ■ Ville d'Echirolles

5 place des 5 fontaines  
38433 Echirolles

#### *Echirolles : une approche intégrée et transversale pour un aménagement solidaire et durable*

Engagée depuis plus de dix ans dans une démarche volontaire de développement durable à travers un agenda 21, la Ville d'Echirolles a su développer une approche novatrice sur les questions d'aménagement durable de son territoire.

Cette approche s'est dans un premier temps concrétisée par la construction d'équipements publics à haute qualité environnementale



(École maternelle et élémentaire Dolto, Hôtel de Ville, réhabilitation énergétique d'écoles, de gymnase...) puis par la généralisation d'une démarche d'aménagement urbain durable sur l'opération ZAC Centre 2, au sein du nouveau centre-ville d'Echirolles.

Soucieuse d'un développement solidaire de son territoire, la Ville travaille aujourd'hui à la généralisation d'une démarche d'aménagement durable à l'échelle communale en veillant notamment à intégrer ces enjeux au sein des projets de renouvellement urbain des quartiers d'habitat social. L'opération en cours au Village. Il témoigne de cet engagement tant dans la méthodologie appliquée que dans les aménagements réalisés.

D'un point de vue réglementaire, le Plan Local d'Urbanisme, approuvé en 2006, avait déjà permis d'intégrer un certain nombre de préconisations en faveur du développement durable. Aujourd'hui, notamment suite au Grenelle 2, de nouvelles dispositions ambitieuses ont été intégrées au sein du PLU sur le secteur République Frange Verte (préservation de la biodiversité/performance énergétique du bâti) Ces réalisations ou dispositions réglementaires s'accompagnent d'une importante démarche de concertation auprès des usagers du territoire (Comités de quartiers, Forum 21...), et s'appuient sur des dispositifs de suivi/évaluation mis en place pour tirer des enseignements des réalisations menées.

Alors que le SCOT est en cours d'élaboration et qu'une réflexion est engagée à l'échelle de l'agglomération, la Ville d'Echirolles veille à ce que les futures orientations extra-communales intègrent les préoccupations d'aménagement durable pour le devenir de la ville. Le projet de la polarité sud de l'agglomération est ainsi fortement porté par l'équipe municipale.

### ■ Parc naturel régional du Pilat

Maison du Parc - Moulin de Virieu  
2, rue Benay  
42410 Pélussin

#### **Mise en place d'une centrale de mobilité en milieu rural**

Le budget déplacement des habitants du Pilat est particulièrement élevé, en moyenne 8000€ par an pour un actif alors que la moyenne nationale est de 6000 € par an. Par ailleurs plus de 60 % des actifs travaillent à plus de 25 km de leur domicile.

MOPI, Maison de la mobilité du Pilat est issue d'un partenariat entre le Parc naturel régional du Pilat et l'association citoyenne Pilattitude. MOPI informe les citoyens sur tous les moyens de transports alternatifs à la voiture individuelle et contribue à leur développement. Cette Maison de la mobilité tend à favoriser une mobilité conviviale et respectueuse de l'environnement et est un lieu d'expérimentation ouvert à tous.

### ■ Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay

16 Place de la Libération  
43000 Le-Puy-En-Velay

#### **Centre aqualudique + réseau de chaleur = économie en vue**

Le centre aqualudique en cours de construction vise le label « Haute Qualité Environnementale », afin de limiter son impact sur l'environnement, notamment concernant l'eau et l'énergie.

Au final, le projet annonce 22 % d'économie d'énergie et 60 % d'économie d'eau par rapport à des techniques de construction conventionnelles. Ces efforts doivent permettre d'être gagnant sur le volet écologique, mais également financier.

Pour chauffer l'eau du centre aqualudique, la Communauté d'Agglomération s'est orientée rapidement vers une énergie renouvelable,

avec une chaufferie bois. Une manière de valoriser une ressource naturelle locale sous-exploitée, de lutter contre l'effet de serre et de ne pas subir la fatale envolée des coûts des énergies fossiles.

### ■ GRAND CAHORS

Hôtel administratif  
72, rue du Président-Wilson  
46000 Cahors

#### **La coopération entre autorités organisatrices de transport : un levier pour développer les transports collectifs**

La Grand Cahors, autorité organisatrice des transports urbains, a lancé une étude visant à optimiser et développer les transports collectifs sur son territoire. Le schéma de desserte a été travaillé en collaboration avec le Conseil Général et le Conseil Régional, tous deux organisateurs de transports. Il permet d'assurer les correspondances entre les services, d'organiser l'intermodalité, et de mieux prendre en compte les différents publics. Ainsi, les différentes autorités organisatrices se verront chargées d'organiser des services dans le cadre d'un schéma directeur. Cette coopération permet de déployer des services de transports collectifs au-delà du cœur d'agglomération et d'offrir des solutions nouvelles aux habitants des communes rurales.

### ■ GRAND CAHORS

Hôtel administratif  
72, rue du Président-Wilson  
46000 Cahors

#### **Habitat : lutter contre la précarité énergétique**

Le Grand Cahors met en place un programme d'intérêt général visant à améliorer la situation du bâti ancien tout en luttant contre la précarité énergétique. Il s'agit d'inciter et encourager les ménages à réaliser des travaux d'éco-

nomie d'énergie qui entraîneront une maîtrise des charges et permettront d'apporter une information personnalisée sur les gains énergétiques réalisés. Ce programme vise à faire diminuer les situations de précarité énergétique, importantes sur le territoire, tout en revalorisant le patrimoine ancien.

Un autre volet « accessibilité » vise à permettre aux propriétaires occupants modestes avec un handicap des adaptations de leur logement pour le rendre accessible. Un troisième volet dit « habitat indigne ou dégradé » vise à réhabiliter les logements et ainsi, réduire les situations sociales difficiles avec un inconfort aggravé.

#### ■ GRAND CAHORS

Hôtel administratif  
72, rue du Président-Wilson  
46000 Cahors

#### *Eco-hameau de la briqueterie*

Dardant ses 44 mètres, la cheminée de l'ancienne briqueterie de Boissières est le phare symbolique de l'activité passée qui rayonnait sur le Quercy de 1847 à 1975. Conscients qu'il fallait autour de ce site un « projet de territoire », les élus du Grand Cahors ont fait le choix, encouragés par la mairie de Boissières et le Pays Bourian, de reconnaître la valeur du lieu en créant un aménagement urbain de qualité. Les 4 ha qui entourent la cheminée vont être découpés en 22 terrains voués à l'habitation. Le règlement du hameau vise le respect de l'environnement et du paysage et, par des règles d'implantation des bâtiments, optimise l'occupation du sol et crée un espace de vie collective. Le but est de favoriser les pratiques nouvelles pour une meilleure qualité de vie.

#### ■ GRAND CAHORS

Hôtel administratif  
72, rue Wilson  
46000 Cahors

#### *Favoriser les déplacements doux : Smooth Project*

Le programme européen Smooth Mobility consiste à réduire l'utilisation de la voiture en proposant de réelles solutions multimodales de déplacements dans quatre territoires représentatifs d'une communauté européenne élargie. Le projet lancera également des actions pour promouvoir le covoiturage, les parkings-relais et l'autopartage. Ce projet a été initié par le Grand Cahors en coopération avec la Ville de Cahors, le Pays des Vallons de Vilaine en France, la Ville de Kaunas en Lituanie, le Ministère de la Communication et du Travail à Chypre ainsi que l'Agence Régionale Pour l'Environnement Midi-Pyrénées, Quercy Énergies et un cabinet expert dans le montage et la gestion de projets européens, Euro Project Consult.

Smooth vise à tester et à évaluer les mesures mises en place pour compléter l'offre en matière de transports publics dans des contextes géographiques divers.

#### ■ GRAND CAHORS

Hôtel administratif  
72, rue Wilson  
46000 Cahors

#### *Aménagement de l'entrée sud de Cahors : vers une approche nouvelle de partenariat de projet*

Cahors, ainsi que 8 autres villes, et plus précisément la zone commerciale située route de Toulouse, a été choisie pour faire partie de l'Atelier « Territoires économiques » initié par le Ministère du Développement Durable. Une équipe pluridisciplinaire composée d'experts en risques naturels, architectes, paysagistes, urbanistes, spécialistes en immobilier d'entre-

prise et en déplacements, se penchera sur la problématique de cette zone commerciale à fort risque hydraulique et à forts enjeux économiques pour le territoire.

L'objectif de cet atelier partenarial entre l'État et la collectivité, est de construire un projet d'aménagement permettant de répondre aux enjeux de développement commercial du territoire et de requalifier l'entrée de Cahors par la route de Toulouse pour construire une entrée de ville à la hauteur de ses richesses patrimoniale et paysagère.

#### ■ Mairie de Cahors

73, boulevard Gambetta  
46000 Cahors

#### *Véhicule dopé à l'eau*

En 2008, un véhicule de la ville de Cahors a été équipé d'un procédé qui permet la réduction des émanations polluantes tout en réduisant sa consommation de carburant par l'ajout de vapeur d'eau dans la carburation.

Connu depuis une centaine d'années, le système fonctionne sans aucune manipulation particulière. Seul le remplissage d'une réserve d'eau placée dans le coffre du véhicule est fait en même temps que le plein de carburant habituel.

Ce nouveau mélange offre une meilleure combustion, avec un meilleur rendement et quelques effets bénéfiques supplémentaires. 3 ans après l'installation du système, le véhicule fonctionne toujours et les résultats observés sont stables : consommation de carburant diminuée de 25 % et réduction de la pollution de près de 70 %.

#### ■ Mairie de Cahors

73, boulevard Gambetta  
46000 Cahors

#### *Un plan local d'urbanisme ambitieux*

La Ville de Cahors a souhaité que son plan local d'urbanisme (PLU) soit plus ambitieux que

la réglementation en vigueur concernant la protection des espaces naturels et agricoles. C'est pourquoi les zones NB du plan d'occupation des sols (POS) ont été très largement reclassées en zone naturelle (N) et en zone agricole (A) dans le PLU, afin d'éviter une urbanisation diffuse.

Concernant l'activité agricole, la Ville a fait le souhait de favoriser une agriculture péri-urbaine de proximité, comme dans sa vallée.

Concernant les espaces naturels, le Mont Saint Cyr (colline surplombant la ville) vient d'être classé Espace Naturel Sensible (ENS) en soutien avec le Conseil Général.

■ **Mairie de Cahors**

73, boulevard Gambetta  
46000 Cahors

**Signalisation incitant à la visite pédestre**

Dans le cadre de la politique Grands Sites Midi-Pyrénées, la Ville de Cahors a inscrit la refonte des signalétiques comme prioritaire pour :

- diminuer la pollution visuelle antérieure de signalétique obsolète,
- améliorer l'information qualitative des habitants et des visiteurs en privilégiant l'information pour les piétons.
- disposer d'une signalétique plus attractive pour les touristes, en adéquation avec les objectifs du Grand Site.

■ **Mairie de Cahors**

73, boulevard Gambetta  
46000 Cahors

**PEDIBUS**

Dans le cadre du programme européen « Smooth Mobility » (déplacements doux), le Conseil Municipal enfants de la Ville a initié une ligne pedibus. Il s'agit d'une ligne de ramassage scolaire à pied, sécurisé, de moins

d'un km, fonctionnant sur le principe d'un bus.

L'objectif est de mettre en relation des enfants habitant le même quartier afin qu'ils effectuent leur trajet scolaire à pied.

Les accompagnants sont des parents bénévoles.

Cela permet aux enfants d'effectuer une activité physique et de participer à la diminution des gaz à effet de serre.

Une deuxième ligne est prévue pour la prochaine rentrée scolaire avec une autre école.

■ **SYDED du Lot**

Les Matalines  
46150 Catus

**Bois-énergie : développement de réseaux de chaleur en milieu rural**

Le SYDED construit et exploite des réseaux de chaleur au bois.

Ces projets permettent de valoriser les déchets, les 8 réseaux actuels étant alimentées exclusivement par des déchets de bois (palettes/cagettes déchetteries, bois d'égauge). Accent sur l'utilisation d'une ressource locale: cas du partenariat avec le CG46 permettant la récupération du bois issu de l'égauge des routes départementales.

Les réseaux desservent un bon nombre de bâtiments publics et sociaux. Particularité du système lotois: permettre aux logements individuels situés sur le tracé du réseau de se raccorder. L'énergie est vendue à des tarifs avantageux par rapport aux autres systèmes de chauffage. Tarification identique pour toutes les communes du Lot. Ces projets permettront de participer à l'essor d'une filière bois-forêt et de renforcer l'activité économique des zones rurales.

■ **Lycée des métiers Louis VICAT**

BP 70004  
46200 Souillac

**Contribution à l'efficacité énergétique dans les bâtiments**

Plus de renseignements sur le site web de mon Lycée <http://www.vicat.entmip.fr> rubrique « relations avec l'extérieur » puis projet « thermovalorisations ».

Il s'agissait dans ce projet LEONARDO DA VINCI Partenariats, en fait de :

- réaliser, à tour de rôle, sur un même bâtiment un essai de diagnostic de performance énergétique avec une plus-value amenée par l'utilisation d'une caméra thermographique
- comparer les résultats et les interpréter si possible
- écrire un mode opératoire de l'essai non encore normalisé
- écrire un référentiel de formation continue pour adultes dans tous les pays engagés.

■ **Communauté d'Agglomération du Choletais**

46, avenue Gambetta  
Parc Pérotaux - BP. 62111  
49321 CHOLET

**Politique d'amélioration de l'habitat et économies d'énergie.**

La Communauté d'Agglomération du Choletais (80000 habitants) s'est donnée les moyens de réaliser un véritable projet de territoire en transformant une opération de thermographie aérienne en politique d'habitat durable. Une campagne d'information pédagogique a permis de sensibiliser les habitants sur l'efficacité et la sobriété énergétiques de leur logement. Projet économique: les représentants du bâtiment ont été largement partenaires de la collectivité. Projet fédérateur: l'Union Européenne, la région des Pays de loire, le Conseil Général, l'Anah, ont permis des financements majorés et croisés pour les particuliers. La population peut bénéficier de conseils gratuits au sein d'un Espace Conseil Habitat, dispensés en un lieu unique, par le même opérateur que celui chargé de l'amélioration de l'habitat.

### ■ Ville de Cherbourg Octeville

Place de la République  
50100 Cherbourg Octeville

#### **Politique de développement durable du service embellissement**

- Massifs de vivaces, arbustes et bulbes
- Jardinières supprimées, au profit de plantes grimpantes
- Tonte progressivement réalisée en mulching
- Désherbage mécanique ou thermique
- Introduction de larves de coccinelles pour les pucerons et Exocomus pour les cochenilles
- Espaces naturels: fauche 2 fois par an des prairies, pas de fauche estivale pour les talus, fossés et boisements, désherbage thermique des allées ou par le piétinement, pose de nichoirs, réalisation d'inventaires faune/flore
- Eau de pluie captée aux serres, programmeurs de 1 h à 5 h pour les massifs, pas d'arrosage des pelouses
- Paillages avec paille de blé broyée, chanvre, miscanthus broyé, cosse de blé noir, copeaux issus du broyage
- Formation des agents aux techniques de fleurissement durable.
- Communication auprès du public
- Objectif d'obtention d'un label environnemental pour le service.

### ■ Communauté d'Agglomération de Reims

Place de l'Hôtel-de-Ville  
51100 Reims

#### **Un Label Reims Métropole Durable pour les opérations d'aménagement et de construction**

Il s'agit d'une Démarche de Qualité Environnementale de l'Aménagement et de la Construction sur l'agglomération de Reims. Elle incite les acteurs de l'urbanisme à programmer, concevoir et réaliser des aménagements urbains et des bâtiments intégrant les enjeux du développement durable, de maîtrise de l'énergie et de qualité.

Elle s'appuie sur un Label de Qualité Environnementale proposé aux opérateurs intervenant sur l'agglomération pour intégrer des prescriptions environnementales aux nouvelles opérations concernant les nouveaux quartiers, les bâtiments neufs et réhabilités, les espaces publics.

L'objectif de ce Label, outre la promotion du développement durable, est de rendre lisible par la population la qualité environnementale et énergétique des opérations, par un système unique et simple de notation de celles-ci.

### ■ Mairie de Sauzon

rue Lieutenant-Riou  
56360 Sauzon

#### **Organisation et suivi du dossier du projet communal de SAUZON**

Chargé de l'organisation des réunions de tous les acteurs et tout au long de l'évolution du dossier en collaboration avec Bretagne Sud Habitat (aps, apd, permis de construire, marché publics etc.; jusqu'à la réception, suivi technique des bbb, suivi des consommations etc.

Montage financier du dossier, montage du plan de financement, recherche de subventions, mise à jour des délibérations au conseil municipal. surveillance des dépenses, validation pour paiement etc.

### ■ Conseil Régional de Lorraine

Hôtel de Région  
Place Gabriel-Hocquard - BP81004  
57036 Metz

#### **Prêt Climat Lorraine: Prêt à 0 % sur les travaux d'isolation thermique**

Afin de rendre accessible les travaux d'isolation thermique de leur logement à un public de particuliers le plus large possible, la Région Lorraine a décidé de soutenir les établissements bancaires proposant des prêts à taux 0 % à destination des particuliers en Lorraine souhaitant réaliser ces investissements.

Le Prêt Climat Lorraine, Votre Isolation à 0 % est un crédit affecté, amortissable, au taux fixe de 0 %, hors assurance facultative, les intérêts de ce crédit étant à la charge des Partenaires (Banques et Région Lorraine) et cumulable avec le Crédit d'Impôt.

Le Prêt Climat Lorraine, Votre Isolation à 0 % est affecté aux travaux (fourniture et pose) d'isolation thermique de logements pour un montant maximum par logement de 10000€ pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine et de 15000 € pour la Banque Populaire Lorraine Champagne sous réserve qu'ils soient réalisés par des professionnels des domaines concernés et dans le respect du cahier des charges techniques définis par la Région Lorraine.

Depuis 2008, plus de 3500 foyers ont bénéficié de ce dispositif pour financer leurs travaux d'économie d'énergie.

### ■ Commune d'Insviller

18, rue Principale  
57670 Insviller

#### **Rénovation de l'ancienne mairie d'Insviller en appartements en HQE en milieu rural**

Le bâtiment de la mairie d'Insviller date de 1884. La municipalité d'Insviller a souhaité rénover les anciens appartements de l'instituteur et de la mairie.

Le conseil municipal a voulu s'inscrire dans le concept d'habitat « durable » en optant pour une démarche de bâtiment « basse consommation d'énergie » et de « Haute Qualité Environnementale » par l'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement: une démarche particulièrement novatrice en milieu rural.

L'intérieur des locaux a été démolé et une ossature bois a été reconstruite. L'isolation a été réalisée par insufflation de copeaux de bois et d'argile. Une VMC à double flux permettant des rendements de 85 %, a été installée dans

chaque appartement afin de limiter les déperditions de chaleur. Les cloisons intérieures sont en bois isolées par laine de chanvre...

### ■ Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale

Maison du Parc  
BP 22 - 62142 Le Wast

#### ***Une petite commune rurale peut aussi réaliser un lotissement exemplaire***

Le village de Beuvrequen, 409 habitants, a décidé de prendre en main son destin et de tout faire pour favoriser une urbanisation cohérente avec les aspirations des habitants.

Avec l'aide du Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale et d'autres partenaires, la commune a réussi à s'entourer des compétences nécessaires pour créer un lotissement qui respecte la mixité sociale, la mixité générationnelle, la trame verte et bleue, les circulations douces, les habitats à haute qualité énergétique, la gestion de l'eau, les circulations douces, le pré-verdissement... le tout dans un équilibre financier remarquable et des prix abordables.

Les réunions d'information organisées pour les candidats acquéreurs ou locataires sont l'occasion de créer des liens entre les futurs habitants et de partager cet esprit résolument développement durable voulu par la municipalité.

### ■ Ville de Loos en Gohelle

Hôtel de ville  
place de la République  
62720 Loos-En-Gohelle

#### ***Loos, ville pilote du Développement durable***

Après plus de 15 ans d'expérience, et au regard de ces réalisations, Loos-en-Gohelle développe un nouveau concept : celui de Ville Pilote et d'interprétation du développement durable.

Objectif : appliquer le développement durable dans une approche globale et transversale, évaluer les résultats, donner à voir (rendre visible l'invisible), comprendre et débattre du développement durable appliqué.

En effet, le développement durable est de plus en plus une affaire de comportement, nécessitant l'implication des acteurs : faire une Ville Pilote et d'interprétation, c'est aller vers une ville porteuse d'intelligence collective. Il s'agit de :

- Prendre appui sur une trajectoire de ville (pas de développement durable « hors sol ») ;
- mettre en place une réelle démocratie participative ;
- Faire du développement durable appliqué, concret ;
- Être exemplaire (déroulement d'un programme complet) ;
- Rendre visible l'invisible (interprétation) ;
- Être innovant (liens avec les universités, jouer le rôle de ville-test) ;
- Évaluer en allant (indicateurs spécifiques, empreinte écologique, IDH...).

Si cette démarche, de construire du développement durable, par la généralisation de techniques au bâti, de manière à être innovant et exemplaire se développe dans beaucoup de villes, l'approche entreprise par la commune de Loos en Gohelle est atypique et particulière et se prête, de ce point de vue, à en faire un laboratoire.

En effet, là où par exemple des expériences comme celle de Bedzed, en Grande Bretagne, Fribourg en Allemagne, ou autres ont pu construire de vraies illustrations et avancées du développement durable appliqué sur une zone urbaine, Loos ne constitue ni un quartier seul, ni une construction nouvelle.

L'objet même de l'entreprise est de partir de la ville, de son histoire, (d'où le terme trajectoire), et dans son intégralité, pour faire la ville durable par et avec les gens qui y sont déjà. Or, pour changer vraiment de modèle de déve-

loppement, cette approche est incontournable si l'on vise une vraie généralisation.

De ce fait, ce qui est remarquable, et indispensable à analyser, c'est le processus. L'action de la commune s'inscrit dans une dynamique « du local au global ». La commune est une échelle pertinente pour servir de laboratoire et permettre, une fois les actions validées, d'étendre les bonnes pratiques à une échelle plus large.

Il ne s'agit pas seulement d'approches techniques et technologiques, mais bien d'une action globale de changement culturel complet à l'échelle de toute la commune, et dont la démocratie participative est inscrite au cœur même du processus de Développement Durable. Elle est le noyau de la démarche car elle seule permet une expression des besoins, une qualification de la demande et la constitution d'une culture partagée vers ce modèle souhaité. Au fil de la démarche, la ville compte plus de 200 réunions publiques diverses en 6 années de mandat, mais aussi une formation constante à ces enjeux des élus, des agents de la ville, des habitants, ainsi que des acteurs en général (entreprises, associations...).

Le travail engagé depuis 15 ans est d'ores et déjà connu et reconnu (approximativement 1 000 visites sur le sujet depuis dix ans, de personnalités élues aux chercheurs de groupes d'étudiants aux journalistes).

### ■ Communauté d'Agglomération Pau-Pyrénées

Hôtel de France,  
2 bis place Royale  
64000 Pau

#### ***Programme territorial en faveur de la maîtrise de l'énergie***

La collectivité s'est engagée à faciliter l'atteinte des objectifs nationaux de diminution des consommations des bâtiments publics (-38 % en 2020) autour d'actions concrètes, pragmatiques et mesurables :

- l'engagement politique: la création d'une commission énergie et l'identification d'un réseau communal de référents sont les moteurs des réflexions et le relais local des actions

- l'appui technique: tous les bâtiments ont fait l'objet d'un COE, partagé ensuite aux niveaux communal et communautaire. Par ailleurs, l'Agglo étudie l'opportunité d'installation des EnR (solaire, bois énergie), accompagne leur réalisation et, via l'économiste de flux, assure la diffusion et le suivi d'une comptabilité énergétique.

- la mobilisation de fonds: l'agglomération vient de créer un fonds de concours sur ce thème comme effet levier.

#### ■ Ville de Pau

Hôtel de Ville, place Royale  
64000 Pau

#### ***Ombrières photovoltaïques sur un parking public***

La Ville de Pau, suite à un état des lieux de son potentiel de développement des installations photovoltaïques sur ses équipements et son foncier a mis à disposition de NEOEN le parking du Zénith. L'installation d'une surface de plus de 20000m<sup>2</sup> produira plus de 3000 MWh/an, soit l'équivalent de la consommation moyenne de plus de 1000 foyers.

Les obligations réglementaires des collectifs, les contraintes d'usage du site, les enjeux de développement durable du projet, l'originalité de l'opération et le contexte photovoltaïque français font la complexité et l'exemplarité du dossier.

#### ■ Conseil Général des Pyrénées-Orientales

Hôtel du Département  
24 Quai Sadi-Carnot - BP 906  
66906 Perpignan

#### ***La création du chèque isolation à destination des particuliers***

En complément des actions menées en faveur de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales a créé « le chèque isolation » pour aider la population à relever le défi énergétique. L'objectif: Aider les particuliers à réaliser des travaux d'isolation des parois opaques (murs et toiture) des logements (construction ou rénovation) afin de:

- Encourager l'utilisation de matériaux performants en conditionnant l'octroi de l'aide au respect d'un niveau d'exigence élevé par type de paroi

- Améliorer de façon significative la performance énergétique de l'habitation et la rendre confortable en hiver et en été,

- Réduire les dépenses énergétiques du foyer,
- Lutter contre la précarité énergétique en aidant la population à subir le moins possible l'augmentation du coût de l'énergie.

#### ■ Conseil Général des Pyrénées-Orientales

Hôtel du Département  
24 Quai Sadi-Carnot - BP 906  
66906 Perpignan

#### ***La création et l'animation du Réseau départemental 66 de l'éco-construction et de l'éco-rénovation.***

Le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, avec les Chambres consulaires, les Fédérations professionnelles CAPEB et FFB, les Pays, le PNR, la DDTM, la CAUE, l'ADEME, ECOBATPLR, a créé le Réseau départemental de l'éco-construction et de l'éco-rénovation.

L'ambition:

- Instituer un lieu d'échanges sur l'éco-construction

- Créer des outils communs

- Identifier les leviers pour inciter à la réalisation d'opérations démonstratives

- Articuler les actions au niveau départemental

En 2010 les rencontres départementales de l'éco-construction et de l'éco-rénovation ont été organisées par le Réseau, réunissant 200 professionnels.

Aujourd'hui, le Réseau, animé par le Conseil général, finalise la stratégie départementale et le programme multipartenarial qui seront mis en œuvre autour de 4 axes: particuliers, professionnels, maîtrise d'ouvrage publique, ressources locales.

#### ■ Perpignan

BP 20931  
66931 Perpignan

#### ***Un schéma éclairage public à Perpignan***

Dans le cadre du Programme « Grenelle 2015 » Perpignan a lancé un plan d'investissement pour moderniser son parc d'éclairage public: 3,6 M€ vont être investis sur 2010 - 2013 pour remplacer plus de 8750 luminaires, soit 60 % de son parc. Un nouveau système de régulation et de variation sera également installé, pour ajuster le plus précisément possible les plages de fonctionnement aux besoins réels.

Les avantages sont multiples, à la fois en termes de consommation, de qualité et d'uniformité d'éclairage et de maintenance.

L'économie attendue est une baisse de la consommation de 43 %, soit une économie de 400000 €/an.

Chiffres clés:

- 43 % du programme réalisé au 31/12/2010

- économie de 2000 000 de kWh (au 31/12, malgré un accroissement annuel du patrimoine d'environ 3 %

- soit l'équivalent de 115000€

## ■ Perpignan et Agglomération Perpignan Méditerranée

BP 20931  
66931 Perpignan

### ***Grenelle 2015: un programme de 34 actions concrètes, conjoint Ville de Perpignan et Agglomération Perpignan Méditerranée en faveur du Développement durable***

Perpignan et l'Agglomération ont adopté fin 2009, un programme d'actions inscrit résolument dans le cadre du Grenelle de l'environnement: le Grenelle 2015.

Organisé autour de 6 thèmes: Développer des énergies renouvelables et les économies d'énergie/privilégier les transports en commun et les modes doux/urbanisation maîtrisée et politique de l'habitat confortant la mixité urbaine et sociale/agriculture et l'alimentation, par le renforcement des structures de production locales/Espaces et ressources naturelles afin de préserver leur qualité et leur diversité/ Développer des gestes éco-citoyens et engagement de faire de Perpignan et de l'Agglomération des acteurs exemplaires.

Le Grenelle 2015, comporte 34 actions. Toutes ne sont pas présentées ici. Dès 2011, les 2 collectivités vont poursuivre l'action engagée dans leur plan climat qui sera lancé en septembre, puis dans l'agenda 21

## ■ Conseil Général du Bas-Rhin

Place du Quartier-Blanc  
67964 Strasbourg Cedex

### ***Vialsace: se déplacer en Alsace en combinant tous les transports et commun et le vélo***

Aujourd'hui, 10 réseaux de transports en commun desservent l'Alsace: bus, tramway, car, train, etc. Difficile de s'y retrouver.

La plateforme virtuelle Vialsace (<http://www.vialsace.eu/>) résout le casse-tête: elle combine tous les modes de transport disponibles

sur le territoire pour proposer le trajet optimal à l'utilisateur. Les parking-relais sont également pris en compte. Outre le calcul d'itinéraire, on y trouve aussi les horaires, actualités, perturbations et autres infos pratiques.

Vialsace est l'un des seuls portails en France à couvrir l'intégralité des réseaux de transport public existants sur une région. Il est également le seul à être transfrontalier.

Depuis mai 2011, il propose également un calculateur d'itinéraire vélo, qu'il s'agisse de débiter simplement le trajet et rejoindre les transports collectifs ou d'effectuer un trajet complet en vélo.

## ■ Conseil Général du Bas-Rhin

Place du Quartier-Blanc  
67964 Strasbourg Cedex

### ***Sensibilisation aux économies d'énergie: un forum préparé par les habitants et des ateliers d'insertion***

En octobre 2010, les travailleurs sociaux du Conseil Général du Bas-Rhin et de la CAF ont monté à Otterswiller le Forum 3E « parlons ensemble d'énergie, d'économie et d'écologie ». Ce forum a été préparé pendant un an par des habitants du Pays de Saverne et d'Alsace Bossue répartis en 7 groupes animés par les travailleurs sociaux.

10 ateliers d'insertion (vannerie, décoration à base d'objets de récupération, jardin...) ont construit une maison de 4 pièces en carton, pour montrer au grand public les économies faciles à réaliser: chauffage et réfrigérateur bien réglé, téléviseur éteint plutôt qu'en veille...

Des stands, des conférences et des animations pour apprendre à consommer autrement ont ponctué le forum.

Les conseils sont regroupés dans le guide Astuc'Eco, rédigé les étudiants en économie sociale et familiale du lycée Jean Rostand de Strasbourg, partenaires de l'opération.

## ■ Conseil Général du Bas-Rhin

Place du Quartier-Blanc  
67964 Strasbourg Cedex

### ***Le Warm Front 67: un coup de pouce pour les ménages les plus modestes***

Le Conseil Général du Bas-Rhin a mis en place un fonds social d'aide aux travaux d'économie d'énergie, destiné aux logements occupés ou mis en location par des propriétaires modestes, comme des personnes âgées à faibles ressources.

Les ménages susceptibles d'en bénéficier sont identifiés par le FSL, le DDELIND, les fournisseurs d'énergie, travailleurs sociaux, Centres Communaux d'Action Sociale et opérateurs de Programmes d'Intérêt Général.

Ils sont redirigés vers l'un des 3 bureaux d'études mandatés par le Département pour réaliser un diagnostic complet du logement, proposer des scénarios de travaux, aider à l'obtention des devis et au choix, faire le montage financier et administratif (subventions, prêts...), aider à la réception des travaux et apprendre aux ménages à bien utiliser leur logement.

L'aide attribuée est en moyenne de 2500 € (12 % du montant des travaux).

## ■ Communauté de communes des Vallées d'Aiguelblanche (73)

40 Chemin des Loisirs - Bellecombe  
73260 Aiguelblanche

### ***Valorisation de l'énergie géothermique du forage thermal de La Léchère***

L'installation d'un système de récupération d'énergie géothermique sur le forage thermal de La Léchère est une opération incluse dans un programme valléen (Contrat Station Durable de Moyenne Montagne).

Cette opération est pionnière, non seulement pour le territoire intercommunal, mais aussi au niveau régional par son ampleur.

La nouvelle ressource thermique produit une quantité thermique très importante. Après utilisation thermique et encore plus en hiver, le potentiel calorifique est valorisable pour chauffer plusieurs ensembles immobiliers, propriétés de la communauté de communes. Cette utilisation positive en terme de protection de l'environnement permettra de plus de satisfaire aux normes en terme de rejet dans le milieu naturel.

#### ■ Ville de La Motte-Servolet

36, avenue Costa-de-Beauregard  
73290 La Motte-Servolet

#### **Ecohameau des Grange : Urbanisation responsable**

La Ville de La Motte-Servolet, forte d'un riche patrimoine naturel et agricole, projette la construction d'un Ecoquartier sur le site des carrières des Granges. Ce projet permettant la création de 600 logements avec programmation économique mixte et 35 % minimum de logement social s'inscrit dans une politique de préservation du foncier agricole et des espaces naturels. Outre le lien fort que le quartier aura avec le technopôle Savoie Technolac très proche, il permettra également la préservation et la valorisation d'une ZNIEFF de type I et le développement des circuits courts agricoles. Une charte de l'habitant de l'Ecohameau assurera les pratiques éco-responsables en terme de déplacement, d'énergie et de déchets. Les espaces verts seront développés en 0 pesticide et en continuité de la zone humide adjacente. Projet inscrit à l'appel à projet national Ecoquartier 2011.

#### ■ Ville d'Annecy

place de l'hôtel de ville  
74000 Annecy

#### **Réalisation d'une thermographie aérienne par infrarouge**

La Ville d'Annecy a réalisé en décembre 2007 une campagne de thermographie aérienne pour apprécier les déperditions thermiques des bâtiments publics et privés. Un avion a survolé la ville avec à son bord une caméra thermique infrarouge. Les résultats (clichés réalisés après traitement cartographique) ont été publiés lors d'une exposition dans le hall de l'hôtel de ville de septembre 2008 à janvier 2009 avec une grande carte au sol sur laquelle les visiteurs pouvaient marcher et voir le niveau thermique de leur maison ou immeuble (à partir de la toiture). Un site Internet dédié permet également l'impression des clichés voulus.

#### ■ Région Haute-Normandie

5, rue Schumann - BP 1129  
76174 Rouen Cedex 1

#### **Le Chèque Énergies Haute-Normandie**

La Région Haute-Normandie s'est lancée dans une démarche globale et inédite de conversion écologique et économique de son territoire. Pour les particuliers cette politique se décline avec la mise en place du chèque énergies en mars 2011.

Destiné aux propriétaires-occupants de maisons individuelles construites depuis plus de 10 ans, le Chèque Énergies se décompose en :

- le Chèque Énergies Audit: un bureau d'études conventionné réalise un audit énergétique de la maison, afin d'en évaluer la performance énergétique et d'identifier les travaux prioritaires à engager pour améliorer le confort thermique et faire baisser la facture de chauffage;
- le Chèque Énergies Travaux, finance une partie des travaux préconisés par l'audit: iso-

lation, remplacement de chaudière, et pour les logements suffisamment performant installation d'un équipement utilisant les énergies renouvelables.

#### ■ Conseil Régional de Picardie

11 Mail Albert 1er  
80000 Amiens

#### **Élaboration du SRADDT et du SRADDT permanent : Une nouvelle gouvernance outillée**

Pour concrétiser l'ambition d'un projet collectif, le SRADDT, la Région a opté pour une concertation élargie.

Adopté par l'assemblée en novembre 2009, le SRADDT constitue désormais la feuille de route de l'exécutif régional, mais aussi un référentiel pour tous les acteurs picards.

Document de projet, il est « outillé » de déclinaisons opérationnelles dont les Directives régionales d'aménagement (DRA).

Documents cadre non prescriptifs, les DRA sont des outils de réflexion et d'action commune autour d'enjeux d'aménagement spécifiques au territoire picard, elles sont au nombre de trois :

« Assurer les continuités écologiques, fonctionnelles et paysagères dans les vallées picardes »,

« Développer la mixité des fonctions et préserver le patrimoine naturel dans les nouvelles campagnes »

« Développer les fonctions de centralité autour des quartiers de gare ».

#### ■ Conseil Régional de Picardie

11 Mail Albert 1er  
80000 Amiens

#### **Construction et la réhabilitation des logements sociaux : Une démarche développement durable**

Depuis 2005, la Région s'est fixée pour priorité d'offrir aux Picards un habitat décent,



répondant à leurs besoins. La Région a pris l'engagement d'augmenter l'offre de logements sociaux et d'améliorer la qualité des logements dans les quartiers les plus défavorisés (amélioration de l'isolation, intégration des énergies renouvelables, dispositifs d'économies d'eau et d'énergie).

À partir de 2008, la Région Picardie a fixé une éco-condition à la mise en œuvre de sa politique au travers de son référentiel énergie et handicap. Des critères sociaux et environnementaux précis sont requis pour bénéficier des aides régionales.

L'action régionale a permis de soutenir la création et la réhabilitation d'environ 2500 logements sociaux en 2011 dans les trois départements picards, mobilisant 29 millions d'euros sur la période 2005 -2009.

■ **Conseil Régional de Picardie**

11 Mail Albert 1er  
80000 Amiens

**Valorisation des certificats d'économie d'énergie**

La loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique du 13 juillet 2005 a créé le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE). La Région, personne morale éligible au système, peut valoriser des CEE grâce aux travaux d'économies d'énergie réalisés sur son patrimoine et à sa politique de soutien à la maîtrise de l'énergie et aux énergies renouvelables via les prêts à taux zéro régionaux PAI (Picardie Avantage Isolation) et PAE (Picardie Avantage Énergie). La Région a financé plus de 10000 prêts en quatre ans, engendrant plus de 100 millions d'euros de travaux. La Région a vendu l'intégralité de ses CEE et a enregistré une recette de 1602000 € HT, soit 1915992 € TTC.

■ **Conseil Général du Tarn**

Hôtel du département  
Lices G Pompidou  
81013 Albi

**Développer l'usage des transports en commun à l'échelle du territoire départemental**

Le CG, autorité organisatrice du réseau de transport collectif interurbain de voyageurs a profondément modernisé la structure et la gestion du réseau TARNBUS qui offre 18 lignes régulières. Le tarif unique, le cadencement des lignes structurantes, la billétique modernisée et intermodale (carte Pastel), les opérations publicitaires ciblées, entraînent une augmentation constante de la fréquentation, multipliée par 2.7 en 4 ans. Le développement d'une ligne express (TEX) qui relie des aires de covoiturage aménagées le long de l'axe routier Saint Sulpice ALBI, illustre particulièrement une adaptation réussie pour réhabiliter l'usage des transports en commun dans les déplacements domicile travail.

■ **Mairie de Saint-Juéry**

Place de la Mairie  
81160 Saint-Juéry

**Repas bio à la cantine**

Depuis septembre 2010 mise en place de repas entièrement bio en relation avec des producteurs locaux, proches de Saint-Juéry, le plus loin étant à 40 km seulement.

■ **Mairie Aigüefonde**

rue de la mairie  
81200 Aigüefonde

**Aide municipale à la réalisation de bilan thermique.**

Le but de cette action est d'inciter les citoyens à réaliser des économies d'énergie, de permettre à la population d'avoir une vision juste des travaux à réaliser avant d'entreprendre

une rénovation travailler sur l'isolation et sur le choix thermique... En effet de nombreuses décisions sont prises sans avoir une vision réelle et réaliste de ce qu'est une isolation efficace et la mieux adaptée à la situation, c'est pourquoi nous proposons une aide financière pour un bilan thermique et une aide administrative au montage du dossier. Cette aide de 150 euros s'ajoute à l'aide de l'ADEME pour le DPE (diagnostic de performance énergétique), soit 150 euros et ramène le Coût d'un bilan thermique autour de 300 euros,

■ **Communauté de Communes des Monts d'Alban**

2 grand'rue  
81250 Alban

**Des engagements publics-privés pour la gestion environnementale de la zone d'activité du Dolmen**

Organiser une démarche concertée et cohérente entre acteurs publics et privés de la ZA du Dolmen

La CC est gestionnaire de cette ZA, créée en 1983. Outre les équipements de base (réseau EDF, télécoms, eau potable, réseau pluvial, assainissement eaux usées, éclairage public), sont proposés sur la zone la collecte des déchets, le tri sélectif, la signalétique de zone, l'ADSL, un poids public automatique 50 tonnes, un quai de déchargement et des points de retournement.

Une vigilance particulière a été portée à l'intégration paysagère de la zone avec notamment la plantation de haies champêtres en limite des parcelles.

La ZA du Dolmen réunit sous statuts artisanal, industriel ou commercial, 11 entreprises représentatives des activités du territoire (Agroalimentaire, Mécanique – carrosserie industrielle, Menuiserie), qui pourvoient à 140 emplois.

### ■ Mairie de Graulhet

place Elie-Théophile  
81300 Graulhet

#### **Une redynamisation urbaine en marche !**

Graulhet capitale internationale du cuir a dû faire face au cataclysme induit par la chute de l'activité industrielle au cours des dernières décennies. La nouvelle équipe municipale a souhaité prendre à bras-le-corps le traitement des friches mégissières (plus de 160) et se réapproprié sa rivière. La Ville aspire à un changement d'image et a mis le développement durable et le cadre de vie au cœur de ses projets.

Cette ambition s'est accompagnée d'un vaste programme de redynamisation urbaine dont l'un des fleurons est la reconversion d'un ancien site mégissier pollué en pôle multi-services de part et d'autre de la rivière. La création d'un cinéma et d'une crèche reliés par une passerelle piétonne est le signe de ce renouveau en créant aussi des conditions favorables au désenclavement du quartier social de Crins et aux liens intergénérationnels.

### ■ Ville de Gaillac

70 place Hautpoul - BP 21  
81601 Gaillac

#### **La restructuration participative de la Place centrale de Gaillac**

Initialement mail de promenades au pied des remparts de la ville, la place, modelée en 1857, a fait l'objet d'importantes modifications dans les années 50. organisée en dénivelé, la place était dédiée à la circulation et au stationnement ombragé des véhicules. Ce réaménagement, projet phare du mandat de l'équipe municipale, a fait au préalable l'objet d'une consultation de la population, menée en 2007.

Les gaillacois qui se sont prononcés ont clairement signifié leurs aspirations : une Place

conviviale, donnant envie de flâner, ombragée (les arbres, espaces verts et bancs étant préférés aux fontaines et éléments de décor), privilégiant les piétons et les accès piétons/cyclistes aux parkings et quartiers périphériques. À la suite de ces retours, un audit a été réalisé auprès des riverains, des commerçants, des forains, des compagnies de transport et des taxis.

### ■ Tarn & Dadou - Communauté de communes

BP 80133  
81604 Gaillac Cedex

#### **Le bâtiment éco-responsable en perspective**

Pour la deuxième année consécutive, la Communauté de communes Tarn & Dadou a organisé une journée de débats à l'attention des décideurs économiques et politiques de la région, autour de trois tables rondes, le jeudi 9 juin, à 9h30, au cinéma de Gaillac. Plus de 270 personnes y ont participé.

Comme l'an dernier, les Tables Rondes de Tarn & Dadou ont pour objet d'éclairer une thématique liée à un développement économique et territorial responsable. Après avoir mis en lumière le photovoltaïque en 2010, la deuxième édition a mis en perspective le bâtiment éco-responsable, qu'il soit en construction ou en rénovation, qu'il se destine au logement, aux activités tertiaires ou industrielles.

### ■ Mairie du Séquestre

Place Jules-Ferry  
81990 Le Séquestre

#### **Plan pistes multifonctions**

Afin d'inciter les habitants à utiliser les déplacements doux, la commune a lancé en 2001 un « plan pistes multifonctions » qui vise à mailler progressivement la commune en pistes cyclables et piétonnes.

Depuis 2011, près de 30 % de la commune a été équipée en pistes, en majorité séparées de

la route pour plus de sécurité. L'objectif (quasi atteint) était notamment de relier le cœur de village (habitat) avec les espaces de commerces et de services de la commune.

### ■ Ville de Le Séquestre

Place Jules-Ferry  
81990 Le Séquestre

#### **URBANISME-AMENAGEMENT RESPONSABLES**

Création de l'Eco-quartier de Camp Countal Visant l'accueil de 1500 habitants, cet éco-quartier a été conçu comme une nouvelle page de l'histoire du village.

Consultée en 2004 (enquête boîte aux lettres - taux de retour : 14 %), la population a choisi les cibles à privilégier sur la ZAC, alors HQE. Conduit dans le cadre d'une procédure ZAC (art L. 311-1 et L 314-1 du code de l'urbanisme), la commune a transféré la maîtrise d'ouvrage du projet (études et réalisation) à la SEM 81, par convention Publique d'aménagement pour une durée de 9 ans.

Cette convention prévoit expressément l'objectif de bilan équilibré, et la présentation annuelle d'un bilan global et actualisé de l'opération.

### ■ SIRTOMAD

HÔTEL DE VILLE  
9 Rue de l'Hôtel de Ville  
82013 Montauban

#### **Exploitation d'un réseau de chaleur issu d'une usine d'incinération de déchets ménagers**

Le SIRTOMAD exploite depuis 1986 un réseau de chaleur issu d'une usine d'incinération de déchets ménagers qui chauffe l'équivalent de 1400 foyers sur la commune de MONTAUBAN. La production de chaleur issue du réseau émet 0,256 kg/kWh de CO<sup>2</sup>.

Ce réseau permet de limiter l'utilisation des énergies fossiles et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

■ **Mairie de Grisolles**

4 avenue de la République  
82170 Grisolles

**Parking multimodal de la gare de Grisolles**

La commune de Grisolles a créé un parking multimodal dont les aménagements respectent des principes environnementaux et qualitatifs, notamment dans le traitement du sol et de la gestion des eaux. Ces aménagements consistent à garder un aspect naturel, à limiter l'imperméabilisation et à réutiliser des matériaux du site. Le développement durable est associé à la multimodalité, les aménagements autour de la gare facilitent l'accessibilité pour les déplacements doux et les personnes à mobilité réduite. Ces aménagements proposent des espaces dédiés à chaque type de déplacement et de stationnement. Covoiturons sur le Pouce

■ **Mairie de Moissac**

3 Place Roger-Delthil  
82200 Moissac

**Covoiturons sur le Pouce, un réseau d'auto-stop de proximité initié par des collectivités**

Covoiturons sur Le Pouce est un réseau d'auto-stop sécurisé mis en place depuis octobre 2010. Le réseau couvre aujourd'hui les 2/3 du Tarn et Garonne, incluant le Grand Montauban. La liaison avec le nord toulousain est en cours. 70 arrêts sur le Pouce sont aujourd'hui en place sur le Tarn et Garonne. Les passagers et conducteurs se reconnaissent à l'aide d'un autocollant pour les conducteurs et d'une ardoise où les passagers inscrivent leur desti-

nation. Une carte d'identification vient certifier l'appartenance au réseau.

Covoiturons sur le Pouce c'est flexible, simple, rapide, et peu coûteux.

Ce réseau a la particularité d'avoir été initié et développé par 13 collectivités qui n'ont pas de lien territorial entre elles.

■ **Syndicat Mixte du Pays Midi Quercy**

12 rue Marcelin-Viguié  
82800 Negrepelisse

**Nuits de la thermographie à Loze**

Le 15 mars 2011, le Pays Midi Quercy à organiser une soirée de sensibilisation aux pertes thermiques dans la commune de Loze (82). Lors de cette soirée, les habitants de la commune (42 personnes présentes soit la moitié des propriétaires) ont été informés sur le plan climat en cours sur le territoire et la réhabilitation thermique du bâti via une intervention de l'espace info-énergie du Tarn et Garonne. À la fin de la soirée, chaque participant a reçu une image infrarouge de son habitation lui permettant de visualiser les défauts d'isolation. Les images ont été prises 15 jours auparavant par les services du Pays Midi Quercy.

■ **GRAND POITIERS**

Place du maréchal Leclerc - BP 569  
86021 Poitiers Cedex

**Création d'une Agence des Temps**

L'Agence des Temps du Grand Poitiers, créée en mars 2001, est une structure intégrée au sein du service Prospective et Coopérations Territoriales. Première en France, elle fait partie aujourd'hui d'un réseau d'une trentaine de bureaux/agences/missions... temps répartis sur notre territoire (Paris, Lyon, Rennes Métropole, Brive, Strasbourg, Communauté d'agglomération de Montpellier...) regroupés au sein de l'association nationale Tempo territorial.

Observatoire sociologique, boîte à idées sur l'avenir des services publics, et pilote d'expérimentations, elle vise à favoriser la prise en compte de la variable « temps » : parce que le temps du service public n'est pas toujours celui des entreprises, parce qu'il est parfois difficile de concilier vie personnelle et professionnelle, l'Agence propose de nouvelles pistes de réflexions et de conciliation pour simplifier la vie des habitants.

■ **Parc naturel régional du Gâtinais français**

52 route de Corbeil  
91590 Baulne

**Programme de sensibilisation et d'expérimentation à l'urbanisme durable**

Ce programme doit permettre : de favoriser l'émergence d'une culture commune et partagée de l'urbanisme durable, d'accompagner les communes dans le développement de projets innovants sur le territoire Parc. Pour répondre à ces objectifs et travailler avec les différents publics-cibles, le Parc a décidé de mettre en œuvre un projet global comportant des phases d'animation et de sensibilisation, d'étude et d'expérimentation et de création d'outils d'aide à la décision. Organisation de conférences et d'ateliers thématiques (planification et pilotage de projet; composition urbaine; concilier urbanisation et protection de l'environnement; qualité de vie et lien social) de sensibilisation et d'échanges; organisation d'un voyage d'études. Études pré-opérationnelles avec des communes volontaires sur 4 sites pilotes afin d'expérimenter à l'échelle d'un site les objectifs de l'urbanisme durable.

### ■ Parc naturel régional du Gâtinais français

52 route de Corbeil  
91590 Baulne

### *Observatoire photographique des paysages du Pnr du Gâtinais français*

À la suite de la réalisation de chartes paysagères et à l'initiative des élus et partenaires du Parc naturel régional du Gâtinais français, un observatoire photographique des paysages a été mis en place. Matérialisé par des bornes en grès implantées au sol, l'observatoire permet de suivre l'évolution du paysage sur des sites repérés comme identitaires du patrimoine ou susceptibles d'évoluer rapidement. Les prises de vue sont effectuées selon une fréquence qui peut être adaptée aux évolutions constatées. L'objectif est de veiller aux modifications des paysages et de prendre conscience de leur fragilité. Chaque point de l'observatoire est confié à la vigilance des communes concernées. Autour de ces bornes sont organisées des opérations de sensibilisation : randonnées paysagères, lectures de paysages, interventions d'artistes offrant un autre regard.

### ■ Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Hôtel du Département  
Esplanade Jean Moulin  
93006 Bobigny

### *Réalisation d'une thermographie aérienne à l'échelle de la Seine-Saint-Denis*

Le Département de la Seine-Saint-Denis a réalisé une thermographie aérienne (photographie des émissions de chaleur provenant des toitures de tout le territoire).

Il met à disposition de ses partenaires les données de la thermographie. Pour ce faire, il a signé en 2011 avec des communes, la Communauté d'Agglomération de Plaine commune, et une Agence locale de l'énergie, 8 conventions de mise à disposition de données.

Parallèlement, les images sont déjà utilisées pour des études pilotes : précarité énergétique, état des lieux du tissu pavillonnaire, îlots de chaleur urbains, étude de zones d'activité. La thermographie est également en cours d'intégration au Géoportail départemental, pour permettre une appropriation de l'outil par les services départementaux.

### ■ Cergy-Pontoise

parvis de la préfecture  
BP 80309  
95000 Cergy-Pontoise

### *Démarche innovante, un scot « Grenelle »*

Parmi les objectifs de la révision du Schéma Directeur de l'ex Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise figure celui de prendre en compte dans le nouveau document de planification, les problématiques environnementales et de développement durable qui n'étaient pas ou peu abordées dans le document de 2000.

La Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise a donc souhaité approfondir des questions clés qui se posent sous un jour nouveau : la préservation des corridors biologiques constituant les trames vertes et bleues et la définition d'indicateurs permettant de mettre en place une évaluation des objectifs du SCoT. Ces deux études sont l'objet d'un financement particulier dans le cadre de la démarche SCoT Grenelle.

### ■ Conseil Régional de Guadeloupe

avenue Paul-Lacavé  
Petit-Paris  
97100 Basse-Terre

### *Projet Géothermie Caraïbes*

Le projet Géothermie Caraïbes vise au développement des ressources géothermiques haute énergie de cette région pour la production d'électricité, et en particulier de celles de l'île de la Dominique située à égale distance

entre la Guadeloupe et la Martinique. Le développement de cette ressource permettrait d'alimenter la Dominique en faisant le premier pays dont l'intégralité de la production d'électricité serait d'origine électrique. Cette ressource est potentiellement suffisamment importante pour permettre d'envisager l'exportation d'électricité vers les îles voisines de la Guadeloupe et de la Martinique se substituant ainsi à l'importation de fuel et créant de nouvelles ressources financières pour la Dominique.

À travers deux projets INTERREG successifs menés par la région Guadeloupe en partenariat avec le gouvernement de la Dominique, la région Martinique, l'ADEME, le BRGM et d'autres, les financements sont réunis pour caractériser la ressource et définir une méthodologie de développement exemplaire de l'exploitation de cette ressource, associant les habitants et préservant le cadre environnemental particulièrement riche (en bordure de parc national, site touristique très connu). La première phase financée par INTERREG IIIB conduite depuis 2008 a permis de caractériser la ressource et de préparer les forages exploratoires. La deuxième phase (projet INTERREG IV) qui devrait démarrer fin 2011 vise à réaliser les forages d'exploration et définir le cadre de développement du projet d'exploitation.

## Entreprise

### ■ Chambre d'Agriculture de l'Ain

4 avenue du champ de foire - BP 84  
01003 Bourg En Bresse

### *Le télétravail, ça marche !!*

Près de 50 % des salariés de notre structure habitent à plus de 20 km de leur lieu de travail. En 2009, dans le cadre d'un plan d'action développement durable, une des solutions pour limiter les déplacements a été le télétravail.

Deux ans, après 15 agents sur 70 télé-travaillent une journée par semaine.

La réussite du projet réside dans sa conduite : participation active lors de la mise en place des salariés et de leur encadrement, validation des étapes, phase de test, évaluation de celle-ci et lancement.

Si, vu de l'extérieur, ça paraît peu. pour un agent, par exemple, en 6 mois, ce sont 1600 km économisés

■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Mery  
13268 Marseille Cedex 08

**Création d'un bâtiment ERDF autosuffisant en énergies à St Crescent - Narbonne**

Ce bâtiment ERDF de 3000 m<sup>2</sup> de bureaux mis en service mi-2010 allie Développement durable et qualité de vie au travail. IL est né de la volonté d'ERDF de disposer d'un bâtiment répondant aux standards environnementaux le plus exigeants. Ce nouveau site est autosuffisant à 95 % en énergie grâce à sa production photovoltaïque et a fait l'objet de nombreuses innovations techniques. Il dispose d'un système d'arrosage alimenté par des cellules photovoltaïques installées en façade, d'un panneau de supervision affichant les performances instantanées et les bilans énergétiques du site...

■ Banque Populaire Occitane

33-43 avenue Georges-Pompidou  
13135 Balma Cedex

**Conception de la première agence bancaire au label BBC Effinergie**

Le chantier de l'agence de la Banque Populaire Occitane de TOULOUSE L'ormeau, selon les exigences énergétiques du label BBC Effinergie, est lancé. Dès la conception le certificateur CERTIVEA, a imposé ses prescriptions

et son calendrier de suivi du chantier. Celui-ci devrait se terminer début 2012. Il s'agira alors de la première agence bancaire de Midi Pyrénées qui atteindra ce label de qualité énergétique, confirmant ainsi la Banque Populaire Occitane dans sa politique de Responsabilité Sociale et Environnementale.

■ EDF

Délégation Régionale PACA  
470 avenue du Prado - BP 177  
13268 Marseille

**Pilotage des pointes de consommation d'électricité dans le 06**

Le groupe EDF a lancé, en 2009, le programme Énergie Efficace en PACA dont un des objectifs est la maîtrise de la demande en électricité dans une région qui est « une péninsule électrique ». Le risque d'incident augmente lors des pics de consommation, l'hiver en soirée et l'été, en milieu de journée. L'objectif est de piloter les consommations d'électricité d'installations industrielles ou de bâtiments tertiaires pour les réduire lors des pics. En partenariat avec le Conseil Général des Alpes Maritimes, le groupe EDF a instrumenté un bâtiment du conseil général et le pilotage a été expérimenté durant l'hiver 2010-2011. Une expérimentation similaire aura lieu cet été sur le pilotage de la climatisation.

■ EDF

Délégation régionale PACA  
470 avenue du Prado - BP 177  
13268 Marseille

**Éclairage Efficace dans les Alpes Maritimes**

La région Provence Alpes Côte d'Azur est une « une péninsule électrique » du fait de la structure du réseau de transport et de la faible production locale. Le groupe EDF a lancé, en 2009, le programme Énergie Efficace en PACA dont un des objectifs est la maîtrise de la de-

mande en électricité. En partenariat avec la CCI Nice-Côte d'Azur, le pôle de compétitivité Capenergies, le groupe EDF a réalisé une opération d'échange de spots halogènes dans une centaine de commerces et hôtels des Alpes Maritimes. Ces spots ont été remplacés par des spots moins consommateurs soit une économie moyenne de 1 kilowatt par commerce et une rentabilisation de l'investissement en moins d'un an. L'opération pilote a été menée sans aucune gêne dans les commerces, les spots étant remplacés sans travaux particuliers. L'opération devrait être étendue à 1000 commerces.

■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat-Mery  
13268 Marseille Cedex 08

**« NICE GRID » démonstrateur de réseau public électrique du futur**

Le projet Nice Grid est un démonstrateur de réseau de distribution électrique intelligent (« smart grid ») en vraie grandeur. Conçu pour répondre à l'Appel à manifestation d'Intérêt lancé par l'ADEME.

Situé à Carros, sur le territoire de la Communauté Urbaine Nice Côte d'Azur, le projet est l'un des rares démonstrateurs de ce type au monde qui se propose d'étudier l'ensemble des problématiques liées au concept de réseaux intelligents du futur : optimisation de l'exploitation d'un réseau électrique intégrant une production massive d'énergie renouvelable décentralisée et intermittente, comportement des clients, pilotage d'une « poche » de consommation dotée de moyens de stockage d'énergie, etc.

## ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Mery  
13268 Marseille Cedex 08

### **Partenariat ERDF avec les élus du Var sur la maîtrise de la demande d'électricité**

La démarche EcoWatt Provence Azur est une démarche lancée par RTE et ses partenaires dont ERDF qui a pour objectif d'inciter, les particuliers, entreprises et collectivités à faire les bons gestes pour modérer leur consommation en électricité.

Dans l'objectif d'amplifier la promotion d'EcoWatt et à l'initiative d'ERDF Var, l'Association des Maires du Var, le SYMIELEC Var-autorité organisatrice de la distribution d'électricité et deux communes ont signé la charte EcoWatt. À travers cet événement, les quatre signataires de la charte prouvent leur engagement au respect de l'environnement et aux économies d'énergies.

## ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Mery  
13268 Marseille Cedex 08

### **Action ERDF-Médiance13 pour accompagner les résidents lors d'une réhabilitation ANRU à la Ciotat**

Cette action sociétale ERDF-Association Médiance13 est l'un des trois volets de la Charte expérimentale ERDF-Ville de la Ciotat sur la rénovation urbaine en cours sur la ville. L'objectif de cette action est d'accompagner socialement les résidents qui vont être contraints de déménager/ré-éménager. Avec l'appui et le co-financement d'ERDF, Médiance 13 conduira deux entretiens par résident de soutien sur les modalités pratiques et de conseils MDE/énergies.

## ■ EDF Direction Commerciale Clients

### **Particuliers Est**

EDF DCCP est  
40, avenue Françoise-Giroud - BP 81253  
21012 DIJON

### **Le Plan de Déplacement Entreprise d'EDF à Reims**

Le PDE est un ensemble de dispositifs et d'actions visant à rationaliser et optimiser au quotidien les déplacements des salariés en utilisant des moyens de transport respectueux de l'environnement. Chaque année, les 200 salariés d'EDF à Reims effectuent l'équivalent de 1,4 million de km soit 35 fois le tour de la Terre. L'augmentation du prix de l'essence, la sécurité lors de déplacement et l'arrivée du Tram à Reims sont donc autant d'éléments qui renforcent l'intérêt et l'enjeu de la démarche. Le plan comprend 17 actions autour de l'utilisation des transports en communs (bus, tram, trains...), des transports doux (vélo, marche...), du covoiturage, de l'organisation de l'activité professionnelle, du stationnement, de la restauration méridienne.

Des partenariats ont été signés pour favoriser l'utilisation du train, tram, bus, restauration inter-entreprises, vélo...

## ■ Groupe la Poste

5, rue Camichel  
31000 Toulouse

### **Développer une politique de transports propres**

le groupe la Poste sur la région MP a mis en place un vaste programme de formation de son personnel à l'éco-conduite, investi dans une flotte plus propre (Vae, quads, chariots électriques, première voiture électrique...), mis en place une logistique plus vertueuse, notamment en optimisant ses implantations géographiques (exemple de la pic de Castelnau d'Estretfonds), et accompagner et sensibiliser ses sous-traitants en intégrant des critères de développe-

ment durable dans les appels d'offres et en les informant sur les bonnes pratiques existantes. Le Groupe a par ailleurs, dans une volonté de participer aux actions des territoires, mis en place un PDE en 2008, concernant plus de 2000 postiers.

## ■ SPRIR Midi-Pyrénées

7, square Boulingrin  
BP 31514 - 31015 Toulouse Cedex 6

### **Techniques Routières Adaptées au Changement Climatique**

Dans un contexte de changement climatique et d'épuisement des ressources naturelles, il apparaît nécessaire de repenser les techniques routières classiques (appel à des matériaux extérieurs, mélanges hydrocarbonés portés à très haute température).

Des techniques alternatives (innovantes ou anciennes) existent :

- plus respectueuses de l'environnement: moins consommatrices d'énergie et de granulats, moins de rejets de CO2

- plus acceptables socialement: meilleures conditions de travail, moins de gênes occasionnées aux usagers et riverains

- plus compétitives économiquement

Elles sont l'objet d'étude du projet TRACC (Techniques Routières Adaptées au Changement Climatique) dans l'espace Sud-ouest Européen. L'objectif est d'identifier les meilleures pratiques et de les diffuser à l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des professionnels de la route grâce à un guide d'aide à la décision.

## ■ ERDF

ERDF Sud Ouest  
54, Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

### **Aménagement urbain et réflexions architecturales novatrices**

L'aménagement urbain est confronté à des enjeux majeurs de développement durable.

C'est en ce sens que la Ville de Mont-de-Marsan (Landes) a lancé un concours auprès de jeunes étudiants et architectes nouvellement diplômés afin de les associer à la réflexion de projets concrets d'aménagement du territoire par la recherche de solutions innovantes. ERDF, acteur incontournable de l'aménagement durable, est partenaire du Prix d'Architecture de Mont-de-Marsan. La ville de demain rimera avec réseau électrique intelligent qui sera en mesure d'améliorer l'efficacité énergétique mais aussi d'accueillir de nouveaux usages au service des habitants.

#### ■ ERDF

ERDF Sud Ouest  
54, Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

#### **Épiceries solidaires et MDE**

ERDF et la mairie de Toulouse se sont rapprochés pour soutenir en 2010 la création de six épiceries sociales sur la ville. Cette action de solidarité envers des populations en situation précaire englobe également une dimension d'information et de sensibilisation à la MDE. En particulier, ERDF a formé des animateurs relais, dans chacune des six épiceries, avec l'objectif de favoriser les comportements autour de la maîtrise de quelques gestes simples pour agir sur sa consommation d'électricité et s'inscrire dans une démarche d'écocitoyenneté.

#### ■ SANOFI

195, route d'Espagne - BP13669  
31036 TOULOUSE Cedex 01  
31036 Toulouse

#### **Le B16, un bâtiment sur la voie du HQE**

Le bâtiment 16 du site de recherche de Toulouse accueille 250 collaborateurs autour des activités de biologie du site.

Ce bâtiment (SHOB = 35000 m<sup>2</sup>) est conçu en 4 corps de bâtiments en fonction des natures d'activité.

Il a été mis en place des systèmes d'économies d'énergie sur les installations de traitement d'air et sur les installations d'éclairage :

- Récupération d'énergie entre l'air neuf et l'air extrait
- Réduction de la consommation d'énergie avec fonctionnement en débit réduit le WE et la nuit sur certaines zones du bâtiment
- Réduction de la consommation électrique par l'optimisation d'utilisation de l'éclairage du bâtiment

#### ■ RTE Sud Ouest

79 chemin des courses  
BP 13731  
31037 Toulouse

#### **Les énergies renouvelables au cœur du réseau**

Avec « IPES » RTE place les énergies renouvelables dans le système électrique. Cet outil permet de prévoir à quelques jours ou en temps réel la quantité d'électricité qu'elles produisent. RTE, a désormais un moyen fiable de gestion de ces énergies indispensables, à échelle régionale et nationale.

Face à une hausse des attentes, « IPES » est déjà en mutation, sera capable d'analyser, en 2012, 2000 parcs éoliens et solaires, contre 1000 aujourd'hui, et améliorera la qualité de « éCO2mix », une application permettant de connaître à tout moment la quantité de production et de consommation d'électricité, mais aussi leur poids en CO<sub>2</sub>. Sur le web ou via le téléphone, cette initiative montre que RTE a placé « IPES » dans ses priorités. L'électricité française ne considère plus les énergies nouvelles comme marginales. Même dispersées, elles sont dorénavant unies dans une vision collective.

#### ■ SHEM

1, rue Louis-Renault - BP-13383  
31133 Balma Cedex

#### **Un barrage souterrain au cœur du gouffre de la Pierre St Martin**

La Société Hydro-Electrique du Midi (SHEM), filiale du Groupe GDF SUEZ, conçoit, construit exploite, entretient et modernise des centrales hydroélectriques dans les Pyrénées, le Massif Central et la vallée du Lot depuis 100 ans. Par son cœur de métier, la SHEM développe des sources d'énergie renouvelable, dans des sites naturels souvent exceptionnels, dans le respect et la préservation de l'environnement. La centrale souterraine de La Verna, sur la commune de Sainte-Engrâce, dans les Pyrénées-Atlantiques, inaugurée en 2008, est la parfaite illustration de cette démarche. Il s'agit d'un projet ancien, élaboré dans les années 60, plébiscité par les spéléologues, qui a été repris par la SHEM en 2006.

Cet ouvrage exceptionnel, situé à 700 mètres de profondeur, dans le gouffre de la Pierre-Saint-Martin, représente une prouesse technique hors norme. L'aménagement hydroélectrique est installé dans une cavité de 240 mètres de diamètre et de 194 mètres de profondeur grande, comme six fois Notre-Dame de Paris! L'aménagement hydroélectrique de La Verna est totalement intégré au milieu naturel. Il capte l'eau d'une rivière souterraine et permet de réalimenter en permanence un cours d'eau autrefois à sec six mois de l'année. Le chantier, projet exemplaire sur le plan environnemental, a bénéficié du soutien des élus locaux, des fédérations de pêche et de spéléologie, et des riverains en leur offrant des perspectives nouvelles. Par ailleurs, l'accès au grand public au site a été une volonté de la SHEM dès la conception du projet. 9000 visiteurs ont déjà eu la chance de visiter ce gouffre gigantesque!

La centrale de la Verna produit en moyenne 13GWh par an, soit la consommation annuelle

de 9000 habitants, ce qui représente près de 12 000 tonnes de CO<sub>2</sub> épargnés.

#### ■ Banque Populaire Occitane

33-43 avenue Georges-Pompidou  
31135 Balma Cedex

#### **Héliopôle de GRAMONT: 40 000 m<sup>2</sup> de locaux professionnels HQE et BBC**

Ce sont cinq bâtiments affectés à la location de bureaux, un immeuble dédié à la plateforme informatique régionale toulousaine d'ibp et un restaurant inter-entreprises de 900 couverts qui sont sortis de terre depuis avril 2008.

Réalisés par le Groupe Toulousaine GA, les locaux ont été certifiés HQE et BBC par l'organisme certificateur CERTIVEA. C'est le premier programme de locaux professionnels réalisé avec ces niveaux d'exigences sur Midi Pyrénées.

#### ■ MOBILIB

116 grande rue St-Michel  
31400 Toulouse

#### **Changer l'utilisation de la voiture pour changer le visage de la ville !**

Mobilib est une coopérative d'intérêt collectif qui a vu le jour en 2008 et qui propose un service d'autopartage à Toulouse d'une trentaine de véhicules répartis sur 14 stations installées sur la voie publique. Ces voitures en libre-service permettent aux adhérents de Mobilib de louer une voiture à l'heure 24h/24, 7j/7, à deux pas de leur habitation ou de leur lieu de travail, et de ne payer la voiture (et tous les frais fixes inhérents) que pour l'usage qu'ils en font. Mobilib répond aussi bien au besoin des particuliers que des professionnels, qui recherchent de plus en plus à réduire leur budget déplacements.

Mobilib compte près de 140 sociétaires (associés) parmi lesquels on compte plus de 100 usagers du service, 2 partenaires publics

(Tisséo-SMTC et la Communauté Urbaine du Grand Toulouse), des partenaires privés et 2 salariés de la coopérative.

#### ■ 6NERGY +

163 rue du Colombier  
31670 Labège

#### **6NERGY +: Un « BEPOS (AC) » qui tient ses promesses**

En 2007, le bureau d'études GAMBAA Acoustique fait appel à la société 6NERGY + pour construire ses nouveaux bureaux. Parmi les objectifs :

- 1) construire un bâtiment sain et confortable, respectueux de l'environnement (HQE), et qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme, Activité Comprise, BEPOS (AC),
- 2) démontrer que ces objectifs ambitieux peuvent être obtenus en ne mettant en œuvre que des technologies, des procédés, ou des matériaux connus et éprouvés : des solutions « catalogues »,
- 3) explorer les processus de conception et de concertation à mettre en œuvre, pour atteindre ces résultats.

Inauguré le 15 décembre 2009, le bâtiment de 950 m<sup>2</sup> SHON, ses équipements et leur exploitation tiennent leurs promesses : beau et confortable, en été comme en hivers, avec un bilan énergétique très positif, puisque sur une année, 36000 kWh ont été consommés (tout compris) contre 62000 kWh produits.

#### ■ Toits de Choix

12 rue de Commerce  
34000 Montpellier

#### **Vers une politique publique en faveur de l'Habitat participatif**

Habitat coopératif, Coopérative d'habitant, Habitat groupé en autopromotion... le terme de l'Habitat Participatif réunit des projets qui consacrent aux futurs habitants une place centrale et déterminante dans la conception

de leur cadre de vie habité. Les citoyens ne trouvant pas de réponse adéquate à leurs besoins parmi l'offre de logement conventionnel, se mobilisent partout en France. Des collectivités aussi s'intéressent au concept afin de trouver de nouvelles réponses aux enjeux urbains actuels.

Comment développer des modèles et procédures de développement urbain adaptés ? Comment sensibiliser professionnels, élus et citoyens pour avancer ensemble sur ce parcours de l'innovation sociale et économique ? Seule une progression coordonnée et concertée avec tous les acteurs, permettra d'atteindre les objectifs. Des projets sont lancés à Toulouse, Montpellier et ailleurs.

#### ■ La Roue Verte

34 avenue de l'Europe  
38100 Grenoble

#### **Covoiturage multimodal**

La Roue Verte a développé pour le Pays du Grésivaudan un prototype inédit de portail de mobilité, capable de trouver en une seule recherche toutes les solutions de mobilité pour un trajet donné : bus, train, tram', covoiturage...

Une unique recherche gare de Grenoble/Rafour, Crolles proposera, par exemple, des possibilités en bus, avec les horaires, et une liste de co-voitureurs qui font ce trajet. Elle évite à l'utilisateur d'effectuer plusieurs fois la même recherche pour trouver tous les moyens de transport qui sont à sa disposition, Les informations sont directement extraites de la base de données centralisant les horaires et les lignes de transport. Lors de la mise à jour (horaires, itinéraires, dessertes, nouvelle ligne...), les données sont immédiatement à jour dans le système de covoiturage.



## ■ ERDF

ERDF Direction des OPérations Ouest  
6 place Mellinet  
44000 Nantes

### **Bilan carbone des chantiers ERDF**

Le bilan carbone d'un chantier de renouvellement de câble moyenne tension a été réalisé en 2009 à Poitiers selon une méthode proposée par l'ADEME. Son but était d'identifier et de quantifier les différents postes d'émission de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>) du chantier : fabrication et transport des matériaux, manœuvre des engins de chantier, déplacement des salariés, etc. Cette étude a permis d'estimer de 10 % à 15 % la réduction d'émission de gaz à effet de serre consécutive à l'emploi de matériaux recyclés (sable et grave) et au retraitement des matériaux extraits de la tranchée sur une plate-forme de recyclage.

## ■ SCI Hameau d'Andral

Le Mas d'Andral  
46300 Le Vigan

### **Concevoir, construire et habiter un éco-lieu dans le Lot : le hameau d'Andral au Vigan**

Partageant l'idée que l'économie doit être au service de l'homme et contribuer au respect de l'environnement aussi bien qu'à la solidarité entre les personnes, un groupe de particuliers achète un terrain au fort potentiel constructible entouré de terres agricoles pour :

- favoriser l'accès à un habitat sain, à faible empreinte écologique
- construire un lieu de vie dans une démarche écologique, solidaire
- mutualiser des moyens et des savoir-faire favorisant les relations de coopération (réalisation d'équipements collectifs...)
- cultiver la terre en agriculture biologique, en veillant à conserver un équilibre pertinent entre zone sauvage, zone boisée et zone cultivée.

Ce projet entièrement auto-géré est conduit depuis son origine en dialogue avec les acteurs locaux. Il comportera au final 25 maisons individuelles sur 1,5 ha constructible et 6,5 ha en zone agricole et boisée.

## ■ EDF Délégation Régionale Champagne-Ardenne

2 rue St-Charles BP 290  
51060 Reims Cedex

### **Circuits découverte des Énergies renouvelables en Région Ch-Ardenne**

Circuits de découverte créés en 2005 dans les 4 départements de la Région Champagne-Ardenne en partenariat avec la Région et l'ADEME. Un programme de visite est proposé chaque année. Entre 2008 et 2010, 1600 visiteurs privés et 4020 élèves de 117 établissements ont visité ces circuits.

## ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

### **L'alliance technologique et écologique réalise des miracles**

Depuis quelques années, le Grand Nancy en partenariat avec ERDF aménage des parcours thématiques dans une approche environnementale sur les Rives de Meurthe.

Un de ces parcours : l'écologie urbaine et les énergies renouvelables, permet aux visiteurs d'utiliser un véhicule écologique et ludique. Ce véhicule accueillera en priorité des personnes à mobilité réduite, handicapées ou âgées.

Ce triporteur bénéficiera des compétences des étudiants du master Design Produit de l'école de Condé (Paris) pour les aspects design du prototype qui a déjà été réalisé par l'ESSTIN (école d'ingénieur de Nancy). Il sera fabriqué par un ESAT de Lorraine.

ERDF a été porteur de ce projet avec la Grand Nancy et a contribué financièrement à la réa-

lisation de ce prototype par l'école d'ingénieur d'ESSTIN.

## ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

### **Insertion sociale et esthétique : même combat**

Les étudiants du master projet et territoire de l'université de Nancy II interviennent dans l'aménagement du territoire en partenariat avec ERDF et le Dynapôle de Ludres et Fléville (ex-Zone industrielle). Leur objectif : identifier des pistes d'amélioration sur les conditions de vie des bénéficiaires et utilisateurs de l'espace de Dynapôle. Les travaux d'aménagement seront réalisés principalement par des structures d'insertion comme association des paralysés de France (AFP).

ERDF a commandité Olivier Gomez, artiste peintre en situation de handicap, pour la création de 12 portraits d'inventeurs ayant marqué le domaine de l'électricité.

ERDF participe à l'élaboration de l'écriture de « l'histoire de l'électricité » au côté d'Olivier Gomez et intégrera ces créations artistiques aux postes de distribution électrique rénovés.

## ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

### **Un Bâtiment ERDF Basse Consommation exemplaire, pour un meilleur environnement à Saint-Dizier**

Un nouveau bâtiment est en cours de construction pour remplacer l'actuel basé Rue Gambetta à Saint-Dizier. Ce bâtiment sera conforme à la réglementation thermique de niveau basse consommation BBC 2005. L'objectif de cette construction :

L'amélioration de la gestion de l'énergie :

- Approche bioclimatique

- Qualité de l'enveloppe et les dispositions passives qui permettront de réduire les besoins énergétiques.

- Réduction des consommations d'eau potable et sur la gestion des eaux pluviales

- Production photovoltaïque

- Une alimentation en eau de pluie pour l'évacuation des excréta et le lavage des sols.

L'amélioration du confort et de la santé : thermique d'été, visuel, acoustique et la qualité de l'air.

Un atelier sera accolé à ce bâtiment et conforme à la réglementation thermique RT2005.

#### ■ EDF Délégation Immobilière Régionale Manche Mer du Nord

253 boulevard du Leeds  
59000 Lille

#### *Pose de linoléum naturel*

Le linoléum naturel : fabriqué à partir de matières naturelles et renouvelables, ce concept est mondialement reconnu par des labels environnementaux indépendants et répond aux normes environnementales les plus hautes.

Un matériau naturel : le composant de base du linoléum est l'huile de lin. Elle est extraite à partir des graines de lin. Cette huile est ensuite transformée en vernis d'huile de lin par ajout d'oxygène. De la résine naturelle, du calcaire et de la fibre de bois y sont ajoutés. Le mélange réchauffé est laminé sur une bande porteuse en toile de jute puis séché.

Des atouts convaincants :

Durée de vie largement supérieure aux autres revêtements

Facile d'entretien

Parfait pour les pièces à fort passage

Une fabrication qui ne pollue pas

Totalement biodégradable

#### ■ EDF Délégation Immobilière Régionale Manche Mer du Nord

253 boulevard du Leeds  
59000 Lille

#### *Luminaires économiseurs d'énergie*

Des luminaires économiseurs d'énergie (LED) alimentés par panneau photovoltaïque sont désormais positionnés à chaque accès des deux sites hydroélectriques : « Rabondange » et « Roche qui boit ». Ces installations, à l'initiative de l'antenne Caen Alençon, visent à faciliter les accès de nuit aux sites, non éclairés jusque-à ce jour.

Les avantages de ce type d'installation solaire sont nombreux :

Un avantage en termes d'économie d'énergie  
Aucun raccordement réseau

Des luminaires 100 % autonomes par un système qui consomme l'électricité qu'il produit lui-même.

Un avantage environnemental

Aucune modification environnementale. « Pas de tranchée ni de voirie, donc pas d'engins entraînant des émissions de CO<sub>2</sub> ».

Un avantage en termes de mise en place et de maintenance

Un système complet, prêt à poser

Des matériaux fiables et robustes dans le temps.

#### ■ EDF Délégation Immobilière Régionale Manche Mer du Nord

253 boulevard du Leeds  
59000 Lille

#### *Téléthon : construction d'une maison basse consommation*

Une équipe soudée de collègues et d'amis du CNPE de Paluel a mobilisé un partenariat et un mécénat total pour réaliser un projet fou mais d'une générosité certaine : construire une maison basse consommation accessible aux personnes à mobilité réduite.

L'objectif : vendre cette maison aux enchères et reverser la totalité de la recette au profit du Téléthon. La DIR MMN a soutenu activement l'opération avec l'aide de plusieurs de ses prestataires spécialisés sur divers travaux

relatifs à la construction de la maison (isolation, peinture, espaces verts, fabrication de la terrasse).

#### ■ Réseau Cycloville

2 Ter Avenue du Muy  
59000 Lille

#### *Des vélos-taxi 100 % écolo*

Le vélo-taxi, une solution écologique pour réduire le trafic automobile, et communiquer responsable au cœur des centres villes!

Depuis 2006, Cycloville est devenu le mode de transport alternatif, alliant service à la personne, écologie, simplicité et économie. Pour aller faire des courses, ramener vos enfants de l'école, se rendre chez le médecin ou juste vous balader, un coup de fil suffit pour réserver un de nos vélos-taxis.

Mais Cycloville offre aussi aux marques un support de communication alternatif, impactant et original. Bien plus qu'un support mobile, les campagnes sur les cyclos taxis ne cessent de créer l'événement et deviennent incontournables dans le plan média des annonceurs.

#### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam - CS 60007  
59777 Euralille

#### *Embellissement et intégration des postes électriques*

ERDF propose aux communes urbaines de l'Eure une action d'embellissement des postes de distribution publique d'électricité. La remise en état des postes est confiée à la collectivité et ERDF alloue une participation financière. Les travaux d'embellissement font l'objet d'un chantier d'insertion ou d'une sensibilisation des jeunes par d'une démarche citoyenne en faveur de la préservation du cadre de vie et notamment du respect du mobilier urbain. La réalisation de fresques sur des

postes de distribution a aussi été confiée à un Centre de Loisirs pour adolescents.

Par ailleurs, la suppression de lignes électriques et de poteaux grâce au renouvellement du réseau en technique souterraine permet d'améliorer l'intégration des ouvrages, comme à Bec-Hellouin un des plus beaux villages de France.

■ ERDF

20-22 allée Evariste-Galois  
63170 Aubière

**À ERDF, le covoiturage en un clic !**

La meilleure énergie est celle qu'on ne consomme pas. Fort de cette maxime, un plan de déplacement entreprise (PDE) a été mis en place en région Auvergne Centre et Limousin par ERDF. Il s'agit de recenser les habitudes de déplacement des agents (professionnels et domicile-travail) et de leur proposer des alternatives. Résultat : les agents ont désormais un site internet de covoiturage dédié sur lequel ils peuvent programmer leurs déplacements. Un outil d'autant plus pratique qu'il peut en un clic être joint à toute invitation à une réunion ou formation. En un clic, on réduit les émissions de gaz à effet de serre, on réalise des économies, on évite des accidents, on transforme le stress du déplacement en un temps de convivialité entre collègues.

■ ERDF

20-22 allée Evariste-Galois  
63170 Aubière

**La Tournée verte à Clermont-Ferrand**

En 2007, la ville de Clermont-Ferrand inaugurerait son tramway. Quelques mois plus tard, des agents ERDF imaginaient la « Tournée Verte », une tournée d'intervention clientèle sans véhicule, suivant le tracé du tramway. Fini les embouteillages, les tours de centre-ville pour se garer, l'énerverment et les accidents ! Cette initiative a été récompensée à l'interne par un

trophée du développement durable pour ses bénéfices en terme d'émission de carbone, de sécurité routière, de bien-être au travail, de coût et de ponctualité dans les interventions client. Une initiative simple qu'ERDF entend bien étendre à d'autres villes.

■ ERDF

20-22 allée Evariste-Galois  
63170 Aubière

**Photovoltaïque, un avenir au soleil en Auvergne-Centre-Limousin**

ERDF a répondu « présent » à l'initiative unique en France du préfet d'Indre-et-Loire. Dans le cadre du développement des énergies renouvelables, en particulier de l'énergie photovoltaïque, les services de l'État souhaitent fédérer les acteurs locaux de la filière autour de l'élaboration d'une charte de qualité. Son but : garantir aux consommateurs la qualité des prestations proposées par les installateurs de systèmes photovoltaïques. Les entreprises adhérentes se conformeront à dix engagements destinés à garantir aux clients une traçabilité des équipements, un service de confiance et de performance et la sécurité des installations.

■ ERDF

20-22 allée Evariste-Galois  
63170 Aubière

**À Orléans, les transformateurs ERDF se mettent au vert**

Les transformateurs électriques sont utiles, mais ils ne sont pas très beaux. ERDF a donc décidé de les habiller de vert à Orléans. En 2009, le distributeur d'électricité a signé une convention de partenariat pour améliorer la propreté et l'intégration des transformateurs visibles du domaine public situés sur l'ensemble de la commune.

Le projet environnemental se double d'un projet sociétal : les réalisations seront l'œuvre de

jeunes en insertion. Fin 2010, 10 postes de distribution publique d'électricité étaient végétalisés et l'action se poursuit.

■ CACG

chemin de l'Alette  
65000 Tarbes

**Le réaménagement eco-responsable d'une zone industrielle en friche**

Il s'agit pour la CACG de reconquérir, pour le Grand Tarbes, un tissu industriel voué à la friche dans une logique de développement durable, de limitation de l'impact sur l'environnement et de limitation de la consommation du foncier, par la démolition de bâtiments non réutilisables, la reconstruction d'un bâtiment, le réaménageant des espaces extérieurs :

- Réduction de la consommation de matière première avec le concassage des produits de démolition
- Valorisation de produits de recyclage (lames de pneus) pour les bassins de stockage des eaux de pluie ;
- Réflexion sur les essences paysagères (essences locales à croissance lente limitant ainsi les déchets verts et peu consommatrices d'eau)
- Réalisation de parkings prioritaires de covoiturage
- Identification des cheminements doux dans le maillage afin d'inciter aux déplacements alternatifs

■ CACG

chemin de l'Alette  
65000 Tarbes

**La construction d'un restaurant inter-entreprises Basse consommation**

Sur un site en reconversion industrielle, il s'agit de construire un restaurant inter-entreprises en alliant performance énergétique et écoute des futurs utilisateurs.

À partir d'un projet de construction « classique », la CACG oriente et accompagne le Grand Tarbes pour réaliser un bâtiment Basse Consommation, traduisant ses engagements en faveur du développement durable :

- Prise en compte des demandes des futurs utilisateurs en termes de fonctionnement et de gestion ;
- Passation des marchés de travaux avec des clauses d'insertion sociale
- Utilisation d'énergies renouvelables : production d'eau chaude sanitaire solaire, production d'électricité photovoltaïque
- Mise en œuvre d'un système de gouvernance permettant de rendre effective la performance thermique prévue lors de la conception du bâtiment (sensibilisation, suivi et accompagnement des entreprises, test d'étanchéité...)

#### ■ FFB Rhône Alpes

55 Avenue Galline  
69100 Villeurbanne

#### **Une rénovation exemplaire de 1700 m<sup>2</sup> de bureaux au niveau passif**

La fédération BTP Drôme Ardèche rénove actuellement ses 1700 m<sup>2</sup> de bureaux en site occupé pour atteindre des performances énergétiques de niveau passif : très faibles consommations et excellente étanchéité à l'air. Un important travail de réduction des consommations d'électricité spécifique complète ce chantier.

300 m<sup>2</sup> de panneaux solaires photovoltaïques viendront compenser les consommations énergétiques restantes.

#### ■ ERDF Rhône Alpes Bourgogne

26 rue de la Villette  
69328 Lyon

#### **Observatoire Régional de l'Énergie et des Gaz à Effet de Serre**

ERDF a adhéré en 2010 à l'agence RAEE Rhône Alpes Énergie Environnement (Asso-

ciation régionale regroupant le conseil régional, les conseils généraux, les communautés d'agglomération, les syndicats et associations professionnels des secteurs de l'énergie et de l'environnement).

Dans ce cadre ERDF a participé à la mise en place d'un Observatoire Régional de l'Énergie et des Gaz à Effet de Serre avec la signature d'une convention d'échange de données entre les principaux partenaires. Cette convention nous permet avec nos partenaires d'accompagner les collectivités locales dans la réalisation de leur Plan Climat Énergie Territoire PCET. Par ailleurs nous œuvrons également à l'analyse des données énergétiques et à la mise à disposition des données sous format géographique au travers d'un SIG et d'un intranet.

#### ■ ERDF Ile-de-France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

#### **Récupérer la chaleur d'un transformateur de poste source**

Les transformateurs des postes ERDF qui convertissent la tension 225000 volts en tension 20000 volts produisent une chaleur importante (300 kW pour un transformateur de 70000 kW). Celle-ci est évacuée à l'air libre par des radiateurs et des ventilateurs. Une solution innovante a été conçue pour récupérer cette énergie pour chauffer les locaux du poste source, en substitution aux appareils de chauffage conventionnels. La solution technique retenue est composée d'un radiateur d'eau placé dans la gaine des aérofrigoriférants (échangeur air/eau), d'une batterie chaude et d'une centrale de traitement d'air double flux permettant l'asservissement de la chaleur apportée à la température des locaux.

Elle sera prochainement installée à Paris lors de travaux d'aménagement dans les postes Batignolles et Courcelles.

#### ■ INDDIGO

40, rue de l'échiquier  
75010 Paris

#### **Site internet collaboratif [www.eco-quartiers.fr](http://www.eco-quartiers.fr)**

Les sociétés Inddigo, Icom et Evolution, toutes trois impliqués professionnellement sur des projets d'urbanisme durable, ont imaginé [eco-quartiers.fr](http://eco-quartiers.fr), le premier espace dédié au débat. Catalyseur d'idées, outil collaboratif et pédagogique, [eco-quartiers.fr](http://eco-quartiers.fr) s'adresse à tous ceux qui, de l'expert au néophyte, sont concernés ou intéressés par l'urbanisme de demain. Blog d'opinion, boîte à outils, agendas, études de cas., le site dispose de toutes les fonctionnalités du 2.0 pour penser ensemble l'avenir de nos quartiers. Lancé en mars 2011, le site reçoit déjà plus de 300 visiteurs uniques par jour.

#### ■ CITEL

416 rue du Capitaine-Beaumont  
81370 Saint Sulpice

#### **Construction d'un bâtiment THPE en ossature et bardage bois**

Déménagement du siège social de la SCOP CITEL vers la zone industrielle LES CADAUX avec 3 objectifs principaux :

- contribuer au soutien des entreprises de BTP en lançant un appel d'offres de 4 millions d'euros,
- développer l'activité et créer des emplois,
- diminuer notre impact environnemental et relocalisant notre activité en bordure d'autoroute et dans de nouveaux bâtiments labellisés Très Haute Performance Énergétique.

### ■ Biosoma éco-habitat

22 av. Pierre Delbrel  
82200 Moissac

#### **Système Airsain de chauffage, climatisation, et eau chaude**

Airsain est un système de chauffage et de climatisation conçu autour d'un puits canadien en grès (tuyau enfoui à 3M permettant la captation des calories).

Ce système permet un gain énergétique très important autant en hiver qu'en été, et cela pour une consommation très faible. De plus ce système ventile l'habitation et permet de produire l'ECS à l'aide d'un chauffe-eau thermodynamique.

### ■ Protertia FM - Groupe EDF

Tour EDF 20 place de la Défense  
92050 La Défense

#### **Coursiers « Emprunte Carbone 0 »**

Protertia FM, société immobilière du Groupe EDF, a initié début 2011 la livraison de plis par coursiers à vélo sur la zone de Paris Intra Muros et La Défense. Cette démarche représente sur une année l'économie de 56 kg de CO2 soit un aller-retour Paris Strasbourg en voiture. La mise en place d'un partenariat actif « Emprunte Carbone 0 » avec la société NOVEA à partir du mois de mai 2011 renforce la démarche: 100 % des courses entre la Tour EDF et le Siège d'EDF à Paris sont acheminées à vélo.

Les plis « Emprunte Carbone 0 » sont identifiés par un logo (tampon) représentant la démarche et permettant au destinataire d'être sensibilisé.

Notre partenaire, la société NOVEA à été récompensée le 20/05/2011 lors des « Trophées IDEES 92 » décerné par le conseil général des Hauts-de-Seine. La présentation de leur projet intégrait le partenariat « Emprunte Carbone 0 ».

### ■ ERDF

102 terrasse Boieldieu  
92085 Paris La Défense

#### **Des transformateurs de distribution électrique plus économes**

L'efficacité énergétique du réseau de distribution électrique en France est globalement bonne (96 % d'efficacité). Pour être limitées, les pertes n'en représentent pas moins chaque année environ 12 TWh. Elles sont liées pour partie aux pertes permanentes dans les transformateurs de tension, qui restent reliés continuellement au réseau.

Pour limiter l'impact de ce phénomène, ERDF a décidé en 2009 d'utiliser une nouvelle technologie dite « à pertes réduites » pour toute nouvelle installation de transformateur.

L'installation de 47000 appareils de ce type sur la période 2010-2014 permettra de réduire de 100 GWh environ le volume annuel des pertes techniques, soit l'équivalent de la consommation électrique d'une ville de 25000 habitants.

Tout le réseau dont ERDF est maître d'ouvrage est concerné par cette action.

### Autre

### ■ CCI de Moulins-Vichy

17 Cours Jean-Jaurès  
03000 Moulins

#### **Programme Objectif Economie d'Énergie**

Nous menons depuis janvier 2009, sur toute l'Auvergne, un programme d'accompagnement des entreprises à l'économie d'énergie ([www.economie-energie-auvergne.fr](http://www.economie-energie-auvergne.fr)).

À travers ce programme plus de 200 entreprises ont déjà été accompagnées. Nous leur proposons notamment des réunions d'information, des prédiagnostics énergie, des audits de leurs factures énergétiques, des Bilan Carbone, des diagnostics énergétiques approfondis

et des Études HPE. Nous avons également mis à leur service une Hotline Énergie Entreprises.

### ■ EREA Pamiers Ariège (enseignement adapté)

1 chemin de Pic  
09103 Pamiers

#### **Éco-construction d'un habitat à partir d'une structure de paille porteuse**

L'objectif principal est d'ouvrir à l'éco-construction les formations traditionnelles conduisant à des CAP du champ du bâtiment tout en respectant les contenus des programmes et référentiels de l'Éducation Nationale. Le but est de mettre réellement sur les rails l'éco-construction sur l'EREA de Pamiers comme nous l'avons annoncé sur notre plaquette de présentation pour la rentrée 2010.

### ■ Parc naturel régional des Grands Causses

71 boulevard de l'Ayrolle - B. P. 50126  
12101 Millau Cedex

#### **Formations aux économies d'énergies pour les entreprises du bâtiment**

Afin d'amorcer la démarche Plan Climat Énergie Territorial, le Parc a souhaité lancer une série d'actions de sensibilisation et d'information sur l'énergie au cours de l'année 2010. En partenariat avec la CAPEB de l'Aveyron, des formations sur les économies d'énergies pour les entreprises du bâtiment ont été organisées grâce au soutien financier de la Région Midi-Pyrénées, l'ADEME et l'Europe (FEDER) à Millau à l'automne 2010 et ont rassemblé 7 entreprises. Ces formations ont pour objectif d'aider les artisans à :

- comprendre les enjeux de la maîtrise de l'énergie dans l'habitat,
- connaître les technologies du bâtiment qui influent sur la consommation en énergie de l'habitat,
- évaluer l'état énergétique global d'un bâtiment et proposer des solutions d'amélioration.

Ces formations seront reconduites à l'automne 2011 dans le secteur de Saint-Affrique.

#### ■ Caisse d'Allocations Familiales de la Haute Garonne

24 Rue Riquet  
31046 Toulouse Cedex 9

#### *Actions favorisant l'utilisation des moyens de transports doux*

mise en place d'un système interne de covoiturage, un parking à vélo à l'attention des employés, des places de parking vélos réservés aux usagers devant le siège, la diminution du parc de véhicules professionnels et le remplacement par de véhicules moins polluants, le remplacement des déplacements pour réunion par de la visioconférence, l'implantation des lieux d'accueil au plus proche de nos allocataires.

#### ■ Tisséo-SMTC

Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine Tisséo-SMTC.  
7 esplanade Compans-Caffarelli  
BP 11120 - 31011 Toulouse cedex 6  
www.tisseo.fr

#### *Service humanisé de covoiturage Tisséo-SMTC*

Dans le cadre de la rationalisation de l'usage de la voiture individuelle, Tisséo SMTC propose un service de covoiturage à l'échelle de l'aire urbaine de Toulouse.

Le service de covoiturage de Tisséo, tourné vers les trajets domicile - travail, propose, en plus d'une base de données inter-entreprises, un suivi humanisé de la pratique de covoiturage.

En effet, le service est composé d'un site internet permettant de s'inscrire et de créer ses trajets en covoiturage ainsi que de se mettre en contact, via mail, avec d'autres covoituteurs et de gestionnaires accompagnent les inscrits dans leurs démarches.

Ces derniers, s'ils covoiturent régulièrement peuvent bénéficier d'une garantie retour dans

le cas où, par nécessité, le conducteur de l'équipage doit rentrer plus tôt dans la journée.

#### ■ CNRS

CERTOP Maison de la recherche  
Université Toulouse II  
5 allées Antonio-Machado  
31058 Toulouse

#### *Un dispositif sociotechnique de sensibilisation aux économies d'énergie en situation inter-culturelle. Le cas du Maroni et de l'Oyapock en Guyane*

Sur la base d'une caractérisation des attentes et des pratiques énergétiques des populations installées sur les fleuves Maroni (noirs-marons) et Oyapock (indiens palikurs) en Guyane, il s'est agi de concevoir un dispositif adapté de MDE, dans un contexte interculturel. Dans les 2 cas les populations ont découvert l'électricité et la panoplie des appareils électroménagers qui symbolisent la société de consommation. Elles se sont donc équipées rapidement, tout en découvrant les impayés d'énergie liés à des consommations mal maîtrisées. Les situations rencontrées mettent en avant un fort décalage entre les cultures locales (modes de vie, modes de pensée, croyances, valeurs, savoirs) et la culture technique véhiculée par l'électricité. La méconnaissance des systèmes techniques, le manque de lien entre usage des appareils et consommation induite sont au cœur de la problématique.

#### ■ INP-EIP

École d'ingénieurs de Purpan  
75, voie du TOEC - BP 57611  
31076 Toulouse

#### *Construction végétalisée : de l'économie au confort*

La construction d'un amphithéâtre au toit entièrement végétalisé, planté de sedums : absorption des eaux pluviales, isolation pho-

nique et thermique, entretien limité sont autant d'atouts qui jouent en sa faveur.

À cet intérêt environnemental s'ajoute un intérêt paysager dû aux variations de couleurs saisonnières des sedums qui recréent un espace de verdure aérien.

#### ■ ENSA Toulouse

83 rue Aristide-Maillois – BP 10629  
31106 Toulouse Cedex 1

#### *Transformation d'une image de ville*

Dans le cadre d'un projet de recherche SHS soutenu par la région et la ville de Graulhet, l'ENSA Toulouse assure une mission d'expertise et d'aide à la décision pour le projet de redynamisation urbaine. Elle associe plusieurs acteurs et plusieurs échelles et met en place des actions de terrain qui permettent d'élaborer une image collective partagée : ateliers participatifs, modélisation sous second life, ateliers de projets architecturaux et urbains, performances et expositions (restitution septembre 2011).

#### ■ Interrégionale POLYGONE

25 boulevard Gambetta  
46000 Cahors

#### *Contribution à la performance énergétique*

Cette action favorise l'efficacité énergétique des constructions. Divers projets de logements sociaux sont réalisés, exemplaires de par la combinaison des réponses issues des principes du Développement durable, « vitrines » transposables facilement à d'autres réalisations. Ils correspondent à une anticipation de la prochaine réglementation thermique, en contribuant notamment aux appels à projets Région/ADEME.

Elle tire son originalité dans la réalisation :  
- sur un même territoire (AURILLAC et YTRAC) de 20 pavillons locatifs sociaux, de niveau BBC et BEPOS, en utilisant divers produits,

techniques constructives et équipements innovants, pour l'ossature et l'enveloppe, la ventilation et la production de chaleur et d'électricité,

- sur plusieurs sites, pour des zones climatiques et altitudes variables, (BRIVE, FIGEAC, ONET LE CHÂTEAU, CAHORS) de pavillons et logements sociaux BBC.

■ **École des Mines de Douai**

941, rue Charles-Bourseul  
59500 Douai

**Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE)**

L'École des Mines de Douai consciente des enjeux du développement durable établit un Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE) par une étudiante en Master dans le cadre de son stage encadrée par un enseignant-chercheur de l'École des Mines de Douai et un bureau d'études en environnement 3S Conseil de Douai.

Ce PDE consiste en l'instauration de mesures (vélos, covoiturage...) pour réduire notre empreinte écologique essentiellement pour les trajets inter-sites de l'École.

■ **SIVU AURE 2000**

Mairie  
BP 40  
65170 Saint-Lary-Soulan

**L'ascenseur valleen de Saint-Lary-Soulan : une nouvelle mobilité au service du développement durable**

La commune de Saint-Lary-Soulan est le siège de l'une des plus importantes stations de sports d'hiver du massif pyrénéen.

Confrontée à des problématiques de développement économique au travers du SIVU AURE 2000 autorité organisatrice, la commune a fait le pari de développer des outils de protection d'environnement en initiant des

actions d'équipements au service du développement durable.

L'ascenseur valléen en est une parfaite illustration.

■ **Chambre d'Agriculture de la Savoie**

40 rue du Terraillet  
73190 St Baldoph

**Aide au montage de projets d'économie d'énergie/énergie renouvelables**

Appui et conseil aux agriculteurs désirant réaliser un projet d'économie d'énergie (pré-refroidisseur de lait...) ou d'énergie renouvelable (chauffe-eau solaire, photovoltaïque en site isolé...). Réalisation du diagnostic énergétique de leur exploitation et montage de leur dossier de financement. Réalisation de 31 diagnostics énergétiques en Savoie.

■ **CCI de Montauban et de Tarn et Garonne**

22 allées de Mortarieu - BP 527  
82065 Montauban

**Ecologie Industrielle et Territoriale**

Réalisation d'une opération « écologie industrielle et territoriale » menée de concert avec la Région et l'ADEME auprès de 50 entreprises locales. Les premiers diagnostics ont permis de faire émerger des synergies entre les entreprises de sorte qu'elles :

- mutualisent leurs achats/expéditions (diminution des coûts de transport et donc des rejets de dioxyde de carbone),
- réutilisent ou valorisent entre-elles, ou avec les collectivités ou le monde agricole, leurs résidus de production (vapeur, chaleur, effluents, déchets).

Des synergies sont déjà en œuvre et de nombreuses autres devraient voir le jour dans les prochaines semaines.

■ **CCI de Montauban et de Tarn et Garonne**

22 allées de Mortarieu - BP 527  
82065 Montauban

**Plan de Déplacement Inter Entreprises sur 450 entreprises**

Depuis près de 2 ans plus de 450 entreprises et environ

5000 salariés de la zone industrielle Nord de Montauban se sont lancés dans un plan de déplacement inter-entreprises (PDIE) ayant pour objectif :

- Avantages pour l'entreprise: meilleure gestion et optimisation des déplacements
- Avantages pour le salarié: confort et sécurité
- Avantages pour la collectivité: meilleure gestion des flux de véhicules

Cette opération aboutit aujourd'hui, avec la collectivité, à des premières initiatives :

- Réduction des points accidentogènes par des aménagements de carrefours et ronds points...
- Développement des réseaux cyclables et de l'offre transport en commun
- Organisation de journées de sensibilisation: « aller au travail en vélo », « risque routier, addictions et éco conduite », « transport en commun »...

■ **Fousse-magne et Ercisol**

pour le village, cas d'espèce :  
12c, rue des Vosges  
et voir site : [www.ercisol.com](http://www.ercisol.com)  
90150 Fousse-magne

**Solutions EnR!**

voir descriptif complet par lien :  
[www.energine.com/1037/11522](http://www.energine.com/1037/11522) + [revolution-energetique-dans-la-commune-de-fousse-magne+.html](http://revolution-energetique-dans-la-commune-de-fousse-magne+.html)  
et voir site [www.ercisol.com](http://www.ercisol.com)

# RESSOURCES NATURELLES ET PATRIMOINE

Milieux naturels, espaces verts, biodiversité,  
eau, air, sols, risques naturels, patrimoine bâti

## Association

### ■ Association Adyu l'Ome

Forges d'Orlu  
9110 Orlu

### *L'eau en montagne*

Sur le sujet de l'eau en montagne: 1 bassin-versant en montagne, 7 établissements scolaires, 27 classes allant de la maternelle à la 5<sup>e</sup>, 4 interventions pour chaque classe = le projet phare de l'année, des résultats scientifiques, une sensibilisation éco citoyenne, des kilos de déchets récoltés, une valorisation des résultats.

Intervention n° 1: Introduction du thème et l'eau dans la vie de tous les jours.

Intervention n° 2: L'écosystème des cours d'eau.

Intervention n° 3: Circuits artificiels de l'eau

Intervention n° 4: Grand nettoyage de nos rivières.

### ■ CPIE du Rouergue

25, avenue Charles de Gaulle  
12100 Millau

### *Un dragon! dans mon jardin?*

Il s'agit d'une campagne de sensibilisation et d'actions en faveur des batraciens de l'Aveyron. La campagne a été communiquée auprès de la population locale pour faire appel aux observations de batraciens, les recenser et proposer chez les particuliers des aménagements en faveur de la biodiversité. Une campagne auprès des scolaires a été menée en parallèle. Un protocole d'inventaire scientifique des batraciens va également être développé en parallèle sur des sites déterminés en partenariat avec la Société Herpétologique Française.

### ■ LPO Aveyron

10, rue des coquelicots  
12850 Onet-Le-Château

### *Agriculture et biodiversité*

La LPO Aveyron conseille des agriculteurs pour conserver et améliorer la biodiversité tout en veillant à conserver la pérennité économique de l'exploitation. Elle propose un plan de gestion et apporte des conseils et des bénévoles pour la mise en œuvre des mesures.

### ■ CREPAN, comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature

154 rue d'Authie  
14000 Caen

### *Sauvons les Ormes*

Depuis environ 40 ans les ormes sont décimés par la maladie de la graphiose. Le CREPAN a repéré des sujets résistants dont des boutures sont replantées à l'issue d'une longue préparation en partenariat avec le Cemagref.

Actuellement ces plantations font l'objet d'un suivi régulier par le Crepan avec l'espoir de sauver ces ormes patrimoniaux qui pourraient retrouver toute l'importance qu'ils avaient autrefois dans le boage.

### ■ Groupe d'étude des invertébrés armoricains (GRETIA)

320 quartier le Val - Entrée B  
14200 Hérouville-Saint-Clair

### *Insectes et autres arthropodes des estrans bas-normands*

L'estran, cet étroit ruban de sable, de galets et de rochers, accueille de nombreuses animaux, dont les plus connus sont les oiseaux ou la petite faune marine. Il foisonne égale-

ment d'une vie discrète, cachée dans les laisses de mer déposées sur la plage ou dans les fissures découvertes à marée basse. Ces insectes, milles-pattes et autre arachnides sont incapables de vivre dans l'eau salée de façon permanente, mais ne peuvent s'éloigner de l'atmosphère saturée d'humidité et de sel de l'estran. Cet écosystème original est fragile car exposé aux pollutions marine, aux actions mécanisées de nettoyage des plages et à l'urbanisation. Soutenue par de nombreux partenaires, le GRETIA inventorie depuis plusieurs années ces espèces en Basse-Normandie et a restitué les résultats au travers d'un poster et d'un site Internet destiné à un large public.

### ■ LPO et Conservatoire du Littoral

8/ 10 Rue du Docteur PUJOS  
17035 Rochefort

### *Mise en place de SME sur des sites naturels du Conservatoire du littoral*

La LPO et le Conservatoire du littoral proposent aux gestionnaires de sites naturels la mise en place d'un système de management de l'environnement.

La démarche se déroule en différentes étapes sur 6 mois environ :

- Audit sur site: terrain et documentaire (1,5 à 3 jours en fonction du site) permettant de dresser un état des lieux des pratiques des gestionnaires au regard de 22 objectifs (voir guide).
- Rédaction du tableau de bord : document de gestion synthétisant l'état des lieux ainsi que les propositions d'améliorations issues de discussions avec le gestionnaire en fonction de ses contraintes.
- Présentation du tableau de bord sur le site.



La LPO assiste les gestionnaires dans la mise en place d'actions en cas de besoin.

Une évaluation est réalisée chaque année afin de faire le point avec les gestionnaires sur les progrès réalisés, difficultés rencontrées etc.

■ **PRATICS-CNAM/Auditrice CNAM en projet 2012**

39 allée Jules Guesdes  
31015 Toulouse

**Les activités humaines : Impacts sur la nature**

Sensibiliser les jeunes pour modifier les comportements : travail collaboratif franco-espagnol.

■ **Comité de Spéléologie Régional Midi-Pyrénées**

7 rue André Citroën  
31130 Balma

**Inventaire des sources potentielles de pollution de l'eau en zone karstique en Midi-Pyrénées et son outil : <http://pollution-karst.com>**

Les spéléologues constatent régulièrement au cours de leurs explorations des zones polluées pouvant avoir une incidence importante sur la qualité de la ressource en eau. Depuis 1992 ils portent à connaissance ces informations à travers l'inventaire des sources potentielles de pollution de l'eau en zone karstique qui recense de façon non exhaustive ces différentes sources de pollution visuelle et en dresse les différentes causes.

Ce travail qui n'a de sens que s'il est à jour, partagé, participatif, a depuis juin 2010 un site internet dédié : <http://pollution-karst.com> Cet outil permet des mises à jour permanentes, des recherches ciblées (par territoires, par types et lieux de rejets...), une accessibilité facile aux informations et pour le plus grand nombre, la possibilité de participer à ce travail.

■ **AE ENVT Vert'Vet**

51 chemin des Capelles  
31300 Toulouse

**Campus Vert à l'École Vétérinaire (INP-ENVT)**

Dans le but d'améliorer la biodiversité sur le campus de l'École Nationale Vétérinaire de Toulouse, nous réalisons plusieurs actions liées entre elles :

- inventaire de la biodiversité existante, étiquetage d'espèces végétales endémiques
- installation et entretien d'un rucher
- plantation de haies et prairies fleuries
- plantation d'arbres fruitiers, potentiellement pollinisés par les abeilles

Ces projets, gérés par les étudiants de l'école, sont menés en partenariat avec les enseignants et personnels de l'ENVT, et visent également à sensibiliser tous les acteurs à des moyens simples de préserver la biodiversité.

■ **AFAHC Midi Pyrénées**

20 route de Ticaille  
31450 Ayguesvives

**Participation de l'arbre champêtre à la Trame Verte et Bleue**

La multifonctionnalité de l'arbre et de la haie champêtre est reconnue: production de bois, de biodiversité, protection des sols, des cultures et de leurs auxiliaires; Ils aménagent l'espace, tempèrent le climat. Les opérateurs départementaux de l'arbre hors forêt (Arbres et Paysages 12 31, 32, 65, 81 et Campagne Vivante 82) sont réunis depuis 2009 en Association Française pour l'Arbre et la Haie Champêtre Midi-Pyrénées et œuvrent dans leur département respectif pour mettre en application les mesures qui découlent du Grenelle pour l'environnement: Plan Climat-Energie et Carbone, SRCE et Trame Verte et Bleue. En sensibilisant au rôle de l'arbre, en participant aux réflexions départementales, régionales et nationales sur sa place et en

menant les programmes de plantations de haies champêtres, les membres de l'AFAHC Midi-Pyrénées agissent concrètement pour les territoires.

■ **Arbres et Paysages d'Autan**

20 route de Ticaille  
31450 Ayguesvives

**Expérimentation régionale sur les paillis biodégradables par l'association Arbres et Paysages d'Autan**

Dans le cadre de son activité d'aide à la plantation d'arbres champêtres, l'association Arbres et Paysages d'Autan (31) encourage depuis ses débuts l'utilisation de paillis biodégradables. En 2005, elle a lancé une expérimentation régionale visant à comparer sur le long terme les performances de trois paillis biodégradables (copeaux de bois, dalles de bois compacté, feutre végétal) à celles du plastique. Après 6 ans d'expérimentation, les résultats montrent que les copeaux de bois sont à la fois les plus efficaces et les plus respectueux de l'environnement: ils affichent les meilleures performances en termes de croissance des plants paillés (en hauteur et en diamètre), ils abritent une faune du sol plus abondante et plus diversifiée et ils favorisent l'installation de ligneux autochtones. Nous entamons à présent une phase de diffusion des résultats afin de faire évoluer les pratiques.

■ **L'arexa**

Hameau du Cayras  
31650 St-Orens

**Vespagon, les abeilles sont la !**

Pour préserver la biodiversité locale, en particulier les abeilles pollinisatrices, nous endormons les espèces invasives nuisibles (les frelons asiatiques). L'anesthésie des nids de frelons asiatiques permet de récolter les nids sans usage intempestif de pesticides nocifs pour l'environnement.

### ■ Arbre et Paysage 32

10 avenue de la Marne  
32000 Auch

#### **Agroforesterie : Produire plus et mieux**

Face à la nécessité de produire plus et mieux tout en protégeant les ressources et parce qu'il faudra trouver des alternatives aux énergies fossiles et intrants agricoles, de plus en plus coûteux économiquement, écologiquement et socialement, l'association Arbre & Paysage32 œuvre pour redonner à l'arbre la place qu'il mérite dans les espaces cultivés. Depuis 20 ans, nous aidons les agriculteurs à mettre en place des aménagements arborés adaptés aux contraintes de production. L'agroforesterie, en associant cultures et sylviculture sur une même parcelle, offre un modèle de production diversifiée, optimisant l'utilisation des ressources, fournissant de la biomasse facile à valoriser localement et intégrant la protection des eaux, des sols, de la biodiversité et des paysages. En 4 ans, et avec l'appui de l'Association Française d'AgroForesterie, plus de 200 ha ont été plantés dans le Gers.

### ■ Association des éleveurs du Gers

Maison de l'agriculture  
32000 Auch

#### **La vache de mon voisin**

La vache de mon voisin est une marque commerciale qui vise à valoriser les animaux de race blonde d'Aquitaine nés et élevés dans le Gers. Maintenir des animaux, favorise le maintien des prairies et de la flore naturelle. La consommation des produits locaux quant à elle favorise le crédit carbone.

### ■ Travail et Partage

26 rue de Lorraine  
32000 Auch

#### **Intervention écologique en espace vert**

Nous organisons des formations 'Entretien des espaces verts et taille des arbres» pour les salariés des structures d'insertion du Gers avec des associations telles que Arbres et Paysages pour leur pratique innovante en matière de respect de l'environnement et nous participons aux plantations des haies.

### ■ Fédération Des Moulins de France (FDMF)

304 rue Pelleport  
33800 Bordeaux

#### **Les moulins, modernes de tradition, au cœur du développement durable**

Les moulins, restaurés par des communes et associations de particuliers, ont un rôle à jouer dans une perspective de développement durable :

- élément du tourisme culturel comme objet patrimonial
- élément clé dans l'histoire du patrimoine industriel
- avenir économique en tant que producteur : moulins hydrauliques, moulins aérogénérateurs, moulins producteurs bio (farine, huiles...)

### ■ Mountain Wilderness France

5 place Bir Hakeim  
38000 Grenoble

#### **Changer d'approche : la montagne sans voiture**

Nous avons créé le portail internet [www.changerdapproche.org](http://www.changerdapproche.org) dont l'objectif est de faire changer les comportements en invitant les citoyens à partir en montagne sans voiture. Les déplacements de loisirs sont en effet très consommateurs de CO2.

Ce portail met à disposition du grand public de multiples possibilités de sorties randonnée, escalade, alpinisme, vtt etc., accessibles en transports en commun.

Il présente également les informations écotouristiques locales. Tout le monde peut y ajouter une nouvelle sortie sur tous les massifs de France.

Parallèlement, nous organisons un jeu-concours qui récompense les plus belles sorties en transports en commun qui font vivre l'économie locale. L'objectif de ce concours est d'inciter à faire le premier pas vers une pratique de loisirs en mobilité douce et d'inciter à consommer localement pour faire vivre les territoires de montagne.

### ■ La Caminade

46230 Bach

#### **Mieux connaître la biodiversité passée pour mieux en comprendre les enjeux actuels**

Les phosphatières du Quercy sont d'anciennes grottes aujourd'hui à ciel ouvert, vidées de leurs remplissages phosphatés. Elles se concentrent au sud des Causses du Quercy, à la limite du Lot et du Tarn-et-Garonne. On y trouve une végétation particulièrement diversifiée du fait de multiples micro-écosystèmes ainsi que des vestiges d'une activité minière en milieu rural au XIX<sup>e</sup> siècle. L'intérêt majeur correspond aux innombrables fossiles, de toutes tailles, s'étendant sur plus de 30 millions d'années, constituant un « laboratoire naturel de l'évolution ».

### ■ Fédération Régionale des Chasseurs de Champagne Ardenne

Complexe agricole du Mont Bernard  
Route de Suippes  
51000 Chalons En Champagne

#### **Optimiser les cultures intermédiaires : pour plus d'agronomie, d'environnement, de biodiversité**

Cette démarche d'optimisation des couverts d'interculture vise à promouvoir auprès des agriculteurs la mise en place de couverts d'interculture associant intérêts agronomiques

(protection et fertilité du sol), environnements (préservation de la qualité de l'eau) et de biodiversité (faune sauvage, abeilles...). Il s'agit d'accompagner techniquement les agriculteurs pour vulgariser la mise en place de cultures intermédiaires performantes, tout en mettant en évidence, par le biais de l'expérimentation, les arguments techniques qui favoriseront le recours à ce type de couverts.

#### ■ LPO Pyrénées Vivantes

Philippe Serre  
Lou Tucot - Chemin Larroudé  
64290 Gan

#### ***Des Gorges, biodiversité et activités humaines conciliées...***

Dans le cadre du programme Pyrénées Vivantes, coordonné à l'échelle du massif des Pyrénées par la LPO, une initiative a rassemblé une collectivité, des associations de protection nature, une ACCA, le conservatoire botanique des Pyrénées, l'ONCFS, un pays d'art et d'histoire et le comité régional de la FFME. Les Gorges de Péreille sont un lieu à haute valeur de biodiversité : l'environnement calcaire permet à une flore et une faune remarquables de s'y développer.

La préservation du Vautour percnoptère, espèce bénéficiaire d'un plan national d'actions, a été l'élément déclencheur pour une médiation entre tous les acteurs qui a permis à la fois de préserver et de valoriser le site. Une convention de gestion signée entre tous les acteurs permet désormais de faire cohabiter ces espèces avec les activités humaines.

#### ■ AMIS DE ST-SEVER DE RUSTAN

Aile aux Moines de l'abbaye  
65140 Rabastens De Bigorre

#### ***Chronologie Illustrée de la Musique Européenne***

La Chronologie Illustrée de la Musique Européenne est une mise en perspective sur une

durée de 8 siècles, de l'histoire de la musique classique occidentale, de l'époque de St-Louis à aujourd'hui.

Elle se présente d'abord comme une galerie de portraits, ceux des plus grands musiciens accompagnés du titre de leurs oeuvres principales avec une possibilité d'écoute silencieuse et instantanée (par casque) de milliers d'exemples significatifs (morceaux choisis) pouvant aller de la pièce brève d'à peine quelques secondes à une intégrale d'opéra durant plusieurs heures.

Monsieur Simon Renucci, maire d'Ajaccio, à qui le projet a été présenté, a qualifié celui-ci de 'fantastique opération de communication'.

#### ■ Maison Pyrénéenne du Pastoralisme

la Mairie  
65170 Azet

#### ***Adaptation des pratiques pastorales face aux enjeux du développement durable***

En gardant comme point de départ les questions de santé animale, nous visons à :

- Réduire les coûts d'intervention sur les animaux par des pratiques mieux adaptées à l'ensemble du cycle de production.
  - Adopter des pratiques ayant un meilleur impact sur l'environnement et la biodiversité
- Mais notre démarche plus globale, apporte de nouvelles approches sur différents sujets en lien avec les collectivités de montagne qui respectent de plus en plus l'environnement. Ainsi notre intervention se décline selon quatre axes :

1. Santé animale d'un point de vue alternatif
2. Observation, gestion des estives issues de prélèvements sur les animaux transhumants
3. Valorisation des viandes, produits et savoir-faire...

4. Qualité des estives  
Présentation méthodologique, capitalisation, formation, en cohérence avec les différents travaux effectués qui se relient.

#### ■ Maison de la Nature du Sundgau

Rue Sainte Barbe  
68210 Altenach

#### ***Un pressoir pour la sauvegarde des vergers***

Le pressoir de la Maison de la Nature du Sundgau permet au public de venir presser ses pommes et de fabriquer du jus pasteurisé avec ses propres fruits. Il bénéficie à 200 adhérents. Il contribue au maintien de la qualité paysagère et des vergers, favorise l'utilisation des fruits locaux au détriment des fruits importés, incite les personnes à réfléchir à la qualité de leurs fruits (bio), et à se réapproprier la démarche de production de leurs fruits, et permet de diffuser des connaissances sur les techniques du verger au naturel. De plus, il mobilise des bénévoles, instaure un troc temps bénévole contre jus de pomme gratuit donc un échange non monétaire qui contribue à la réalisation d'un service à la population, il permet aux plus démunis de faire leur jus de pomme sans débours d'argent et redonne le goût de produire soi-même ce que l'on va consommer.

#### ■ Association Terre de Picardie

3, rue de Manicourt  
80190 Mesnil Saint Nicaise

#### ***Association d'exploitation agricole certifiée ISO 14001***

Nous sommes une association d'agriculteurs engagés dans une démarche environnementale. Nous évaluons nos pratiques, en sortons des actions à risque. Avec ces informations, des journées de formations, des visites chez d'autres agriculteurs de la démarche, nous mettons en place des actions pour diminuer ces risques.

Notre force : le collectif.

### ■ Arbres & Paysages Tarnais

La Millisolle BP 89  
81003 Albi Cedex

#### **Programme PACAGE**

Le programme 'PACAGE' (Plantation d'Arbres Champêtres pour l'Amélioration et la Gestion des Espaces) permet aux propriétaires fonciers du Tarn de bâtir un projet d'aménagement avec des essences locales, champêtres. Ce sont près de 600000 arbres et arbustes qui ont été réintroduits.

Ces réalisations ont pour objectifs :

- La préservation de la biodiversité en instaurant des véritables corridors écologiques
- le maintien de la qualité de l'eau en filtrant notamment les eaux de ruissellement,
- la limitation des phénomènes d'érosion en fixant les talus et les berges,
- la lutte contre la banalisation des paysages en substituant aux cyprès et laurines des essences locales adaptées à la station et aux changements climatiques.

Ce programme sensibilise 200 personnes par an à l'intérêt de l'arbre champêtre et de la haie pour la préservation de notre environnement

### ■ Arbres & Paysages Tarnais

La Millisolle-BP 89  
81003 Albi Cedex

#### **Utilisation de paillages biodégradables pour la plantation de haies champêtres**

Depuis 1993, l'association Arbres & Paysages Tarnais a en charge la gestion et la promotion de l'arbre champêtre dans le Tarn. À ce titre nous réintroduisons plus de 20000 plants annuellement. Ces plantations sont réalisées avec de jeunes plants champêtres très sensibles à la concurrence des mauvaises herbes. Pour limiter cette concurrence et l'emploi de produits phytosanitaires, nous utilisons du paillage plastique qui ne pénalise pas la croissance des végétaux. Depuis deux ans nous nous engageons dans la promotion

de paillages biodégradables plus adaptés à nos plantations et dont la fabrication nécessite moins d'énergies fossiles.

Aujourd'hui plus de 10 km de plantation ont été réalisés sous paillages biodégradables. La dégradation naturelle de ce paillage se fait sur une période de 12 à 24 mois en liaison avec la nature du sol.

### ■ Les amis de l'Assou

Lieu-dit « Assou »  
81430 Le Fraysse

#### **L'histoire sur le ruisseau (valorisation du site de Font-Renard)**

1. Présentation du contexte et des objectifs de cette microréalisation sur un site archéologique de la vallée du ruisseau « Assou » :

a) découvrir l'histoire et le patrimoine qui en témoigne en le rendant accessible à certains publics notamment enfants scolaires et jeunes accompagnés, dans une but éducatif et culturel.

b) Nous rendre acteurs du développement durable de cette petite vallée en mobilisant la population locale et en y impliquant progressivement les représentants élus.

2. Activités réalisées à ce jour, bilan et résultats.

Brève présentation des principales microréalizations :

- chantier 2010 de valorisation du site de Font-Renard,
- opération « tourne joli moulin ».

3. Difficultés rencontrées (freins et blocages). Elles sont d'ordre :

- technique et environnemental (problématique chemin communaux, pollution du ruisseau,)
- humain, social et culturel,
- fonctionnel et institutionnel (limites internes de notre association et des collectivités locales),
- juridique (propriété du foncier autour du ruisseau, statut de celui-ci, législation rurale)

-économique (ressources matérielles et humaines des associations et des partenaires) Et... politique! (Malgré le soutien concret accordé, l'initiative associative n'est pas forcément prioritaire au niveau des élus... et des pouvoirs publics).

### ■ MFR Midi Pyrénées-INEOPOLE

823, Avenue de la Fédarié  
81600 Brens

#### **Création d'un arborétum et d'un parcours de santé à Ineopole**

Dans le cadre du projet d'association de l'établissement ont été mises en place la rénovation et la mise à disposition du parc de l'établissement pour les associations de la commune de Brens. Le projet a d'abord consisté à rénover et préserver un peuplement végétal remarquable mais marqué par les accidents climatiques des dernières années.

Propice aux activités physiques et lieu d'éducation à l'hygiène de vie et au maintien en forme, le parc de 5 ha accueille autour de l'arborétum un parcours de santé.

La création de l'arborétum a nécessité de nombreuses opérations techniques: marteilage sanitaire, choix des espèces, plan de replantation, signalétique sur le peuplement (micocouliers, frênes oxyphylles, cèdres de l'atlas...)

La création du parcours de santé: achats et pose de 8 éléments: échelles doubles, pas du berger, espalier...

### ■ Limousin Nature Environnement

maison de la nature 11 rue Jauvin  
87000 Limoges

#### **Objectif Zéro pesticide dans nos villes et villages en Limousin**

L'objectif de l'opération est d'amener les collectivités (communes, communautés de communes...) et les autres établissements publics sur l'ensemble de la Région Limousin, à

s'engager dans des actions visant à supprimer l'usage des pesticides de l'entretien des espaces publics : voirie, terrains de sport, cours d'école, espaces verts, cimetières, zones d'activités, etc.

Pour officialiser leur démarche, les collectivités qui s'engagent signent une charte d'engagement.

Parallèlement l'opération vise à toucher les jardiniers amateurs à travers des animations et des actions de sensibilisation avec la signature de la charte du jardinier.

## Collectivité

### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
1950 Sion

### *Prestations écologiques en faveur de la nature et du paysage*

En Valais, des subventions sont octroyées aux agriculteurs pour des prestations en faveur de la nature et du paysage par le biais du Service de l'agriculture et/ou du Service des forêts et du paysage. Ce soutien permet de limiter la déprise agricole en parallèle du maintien de milieux riches en espèces. La coordination de l'octroi de ces aides financières est importante pour favoriser une agriculture respectueuse de l'environnement, donc plus extensive, tout en contribuant au maintien des populations rurales. À titre d'exemple, 1 200 hectares de prairies et pâturages maigres valaisannes bénéficient de contrats pour prestations écologiques.

### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
1950 Sion

### **Partenariat avec les industries chimiques**

En juin 2008, l'État du Valais a conclu un partenariat avec les industries chimiques du canton, afin de diminuer les rejets de pesticides et de substances pharmaceutiques. Les mesures mises en place ont permis de diminuer d'un facteur 3 les concentrations de pesticides dans le Léman. Depuis septembre 2010, les nouvelles exigences cantonales en matière de micropolluants ont été intégrées dans les autorisations de rejet des trois principales STEP de l'industrie chimique valaisanne (moins de 200 grammes par substance et par jour). Ces exigences contraignantes contribuent à la lutte contre la pollution des eaux de surface.

### ■ Conseil Général des Alpes de Haute-Provence

Hôtel du Département  
13 rue du Dr Romieu - BP 216  
4003 Digne Les Bains Cedex

### **Programme de prévention et de sensibilisation à l'utilisation raisonnée de pesticides**

Il s'agit de mener une démarche en vue à réduire les quantités de pesticides utilisés, auprès des publics non agricoles :  
• informations aux techniques alternatives pour les élus et techniciens territoriaux,  
• démonstrations de matériels alternatifs,  
• réunions d'information sur les plans communaux de désherbage alternatif,  
• projections-débat et conférences,  
• organisation de formations et d'une charte d'engagement auprès des jardineries,  
• rédaction d'un livret grand public sur le « jardinage au naturel » et d'un guide technique sur l'entretien des espaces verts.

En outre, la collectivité a voté un dispositif d'aides pour la réalisation de plans locaux de désherbage et l'acquisition de matériel alternatif et s'est engagé vers une gestion raison-

née et différenciée des dépendances vertes sur les routes départementales (arrêt de l'utilisation des pesticides, fauchage écologique...)

### ■ Mairie de L'Argentière-La Bessée

Hôtel de Ville  
Avenue Charles de Gaulle  
5120 L'Argentière-La Bessée

### **Diversification touristique innovante de la commune de L'Argentière-La Bessée**

La commune a prospéré jusqu'à la fin des années 90 grâce à l'industrie de production d'Aluminium Péchiney. Face à la délocalisation de cette usine, la ville a décidé de développer une politique de valorisation de son patrimoine par des actions innovantes et créatrices d'emploi dans le domaine du tourisme sportif et culturel, s'intégrant par la suite dans une démarche de diversification intercommunale. Les axes retenus furent : l'eau-vive, le rocher, et la glace. La thématique du patrimoine minier servirait pour le développement du tourisme culturel.

Dans ce domaine, la commune a souhaité développer les visites souterraines des Mines d'Argent du Fournel. Le site accueille des chantiers-école encadrées par des scientifiques. De façon complémentaire, le château abrite en plus du musée un centre de culture scientifique et technique spécialisé dans l'histoire minière régionale.

### ■ Communauté d'agglomération Pôle Azur Provence

57 avenue Pierre Sémard  
6130 Grasse

### **Connaissance et préservation des terrasses de culture**

Les restanques font partie intégrante de la culture et du patrimoine local. Améliorer la connaissance de ce patrimoine afin de mieux le préserver est donc l'objectif de cette démarche engagée en lien avec le CRPF Paca.

Les restanques du territoire de grande valeur sont intégrées dans les documents d'urbanisme, afin d'être préservées et à restaurées. Un guide des restanques à l'usage du grand public a été réalisé. Des journées pratiques et des chantiers de jeunes animées par des maîtres sont également organisées afin d'expérimenter les techniques de préservation et de restauration des restanques. Le Pôle Azur Provence souhaite désormais encourager la promotion de plantations mellifères pour gérer les restanques pour maintenir des populations d'abeilles et soutenir des propriétaires privés qui souhaitent intervenir pour la qualité paysagère et biologique de leur environnement.

#### ■ Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises

Pôle d'activités - Ferme d'Icart  
9240 Montels

#### *Le premier 'Carrefour Climat' des Pyrénées Ariégeoises*

Un forum sur l'adaptation au changement climatique et sur le plan climat énergie territorial a été organisé par le PNR des Pyrénées Ariégeoises les 5 et 6 novembre 2010 au Mas d'Azil.

La journée du vendredi 5 novembre a été l'occasion de faire un état.

#### ■ Parc naturel régional de la Narbonnaise en Méditerranée

Domaine de Montplaisir,  
RN9  
11100 Narbonne

#### *Gestion concertée du grau de l'étang de La Palme*

Sous l'impulsion du PNR, les communes de Leucate et La Palme, ainsi que l'ensemble des acteurs locaux concernés (pêcheurs professionnels, kitesurfeurs, école de char à voile, viticulteurs...), se sont mis d'accord sur un cahier des charges de gestion du grau de l'étang

de la Palme (seul moyen de communication entre la lagune et la mer), respectueux des équilibres écologiques des milieux lagunaires.

#### ■ Conseil Général de l'Aveyron

place Charles de Gaulle BP 725  
12007 Rodez Cedex

#### *Opération collégiens*

Dans son « Projet pour les Aveyronnais » l'Assemblée Départementale a mis un accent fort sur la préservation des milieux emblématiques de son territoire, véritables moteurs de son attractivité. Elle a souhaité qu'une opération spécifique d'éducation à l'environnement soit entreprise avec les jeunes générations, afin qu'elles puissent prendre conscience de l'extraordinaire richesse de leur patrimoine naturel, mais aussi des menaces qui peuvent peser sur lui.

L'opération Collégiens, qui s'est déroulée du 29 avril au 27 mai 2010, a permis à 1537 élèves âgés entre 10 et 13 ans et issus de 22 collèges (classes de 6e, 5e et 4e) de découvrir sous la forme de visites animées d'une durée de 2h,

#### ■ Conseil Général de l'Aveyron

place Charles de Gaulle - BP 724  
12007 Rodez 7

#### *Réduction des traitements chimiques des abords routiers*

la consommation de produits phytosanitaires a été réduite pour passer de 1500 litres en 2004 à 300 litres en 2010, pour une surface totale à entretenir de l'ordre de 100 ha.

En 2010 le Conseil Général, dans l'esprit du Grenelle de l'environnement, s'est fixé comme objectif de réduire encore l'utilisation de produits phytocides en le prohibant totalement sur le réseau secondaire qui représente un linéaire de 5200 km sur une longueur totale de 6000 km de RD.

Sur ces routes secondaires, il restait à trouver une solution pour le désherbage des glissières de sécurité. Le CG 12 a décidé de faire appel à un traitement manuel confié à des associations d'insertion de personnes éloignées durablement de l'emploi ou handicapées. Ainsi c'est environ 10 personnes en réinsertion qui interviennent pour le compte du Département.

#### ■ Conseil Général de l'Aveyron

place Charles de Gaulle BP 724  
12007 Rodez Cedex

#### *Le fauchage raisonné*

Dès 1992, un premier Plan d'Intervention Végétation basé sur le principe du fauchage raisonné dont l'Aveyron est l'un des précurseurs mis en place.

Ce document de cadrage a été élaboré localement en associant un paysagiste et un professionnel de la gestion du végétal et en s'appuyant sur les principes généraux de la note d'information relative à l'entretien de la végétation des dépendances routières diffusée par le SETRA.

Les principes du fauchage raisonné consistent à limiter le nombre de passes de fauchage et de débroussaillage tout en assurant la sécurité des usagers de la route et en garantissant la continuité des itinéraires par un gabarit minimum de passage. Les aspects paysagers sont également pris en compte dans un département à forte valeur touristique et patrimoniale.

#### ■ COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GRAND RODEZ

1, place Adrien-Rozier  
BP 53531  
12035 Rodez Cedex 9

#### *Renaturation du ruisseau du Trégou à Luc-la-Primaube (12)*

Sur ce cours d'eau recalibré dans les années 1960 et planté de peupliers, des méandres ont été recréés, un busage supprimé et des

points d'accès à l'eau (rampes aménagées notamment) ont été créés pour les bovins, tandis que des clôtures vont désormais protéger la végétation rivulaire.

#### ■ Mairie de Pont de Salars

Hôtel de Ville  
12290 Pont De Salars

#### **Restauration écologique et réappropriation d'un cours d'eau**

Pour la deuxième année consécutive, un ramassage de déchets faisant appel au bénévolat est couplé à des ateliers autour d'aménagements destinés à favoriser la biodiversité (sa reconstitution et sa subsistance) du cours d'eau situé au cœur du village.

Objectif initial : renforcer la santé et redonner vie à la rivière. Démultiplication du projet qui devient :

- un complément à un projet d'urbanisme visant le bourg centre notamment pour la réintégration de la rivière dans le village et la plus-value paysagère que sa réhabilitation apporte ;
- un outil pédagogique et éducatif pour sensibiliser les habitants et touristes à la fragilité de la ressource en 'eau'
- un support de découverte sportif, éco-touristique et historique (futur parcours pêche NK, sentier de balade au fil de l'eau et des aménagements naturels réalisés, sentier-frise traversant les lieux emblématiques du village).

#### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

Maison de l'industrie - BP 68  
12300 Decazeville

#### **Connaître la biodiversité du Bassin Decazeville Aubin pour concilier développement et préservation**

Ancien Bassin minier et sidérurgique, le territoire de la Communauté de communes connaît un reverdissement très marqué de son paysage. C'est pourquoi dans le cadre

d'une mesure dédiée à la biodiversité de l'Agenda 21 local, un état des lieux de celle-ci a été mené. Étant donné la superficie (5 communes), il a été décidé au niveau de la méthode de prendre l'entrée milieux et connaître leurs représentations, caractéristiques et répartitions. Cette étude s'inscrit dans la durée puisqu'elle pourrait servir de base de travail à la réflexion concernant la mise en place de trame verte et bleue. Elle constitue également un point de départ pour mettre en place un atlas de la biodiversité sur le Bassin. Enfin en l'état ce document se veut être une aide à la décision pour les différents projets d'aménagement sur le territoire.

#### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

maison de l'industrie BP 68  
12300 Decazeville

#### **La réhabilitation de friches industrielles du Bassin Decazeville Aubin un enjeu de développement durable**

Suite à l'arrêt des activités minières et sidérurgiques, le Bassin de Decazeville Aubin s'est retrouvé avec un nombre important de friches industrielles. Pour répondre aux enjeux d'attractivité du territoire et de reconversion économique de l'Agenda 21 local, la Communauté de communes s'est engagée dans la dépollution et la réhabilitation celles-ci. Ce choix permet ainsi de lutter contre la pollution et l'artificialisation des sols, mais aussi de préserver la biodiversité d'espaces alentour. Aujourd'hui une centaine d'hectares ont été réhabilités ou sont en cours de réhabilitation sur les cinq communes. Cet ensemble a permis de re-localiser certaines entreprises afin de développer leur activité, de développer certains nouveaux services sur le territoire ou de garantir aux habitants des centres bourg une offre commerciale de proximité, encourageant ainsi les déplacements doux.

#### ■ Collège Onet-le-Château

1 avenue des glycines  
12850 Onet-Le-Château

#### **Verger de sauvegarde de pommiers**

nous avons greffé, mis en pépinière puis planté 140 pommiers de variétés anciennes locales sur le site du collège (20 pommiers) et le site du lycée La Roque (120 pommiers) avec les partenaires : lycée La Roque, mairie d'Onet, association variétés locales 12.

Notre verger sera ensuite entouré d'une haie mellifère en lien avec le rucher de La Roque. Partenaire : association Haies et Paysages de l'Aveyron.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur

Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

#### **La Mission Régionale Bois Énergie**

Afin de promouvoir et développer l'utilisation du bois comme source d'énergie, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), et la Direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (DRAAF) ont créé la Mission Régionale Bois Énergie.

Cette Mission a pour objectifs :

- Informer, sensibiliser les différents prescripteurs sur le chauffage collectif au bois énergie
- Structurer des filières d'approvisionnement pérennes et capables de livrer un combustible de qualité à des conditions économiques viables
- Apporter un soutien technique et financier aux maîtres d'ouvrage
- Introduire fortement l'énergie bois dans les plans locaux de l'énergie

Elle vise ainsi prioritairement le développement d'installations de chauffage automatique utilisant de la combustible plaquette issue de la forêt.

Elle s'articule aujourd'hui autour :

- d'un volet technico-financier porté par les services des collectivités financeurs (Europe, État, Région, Départements) qui ont en charge la coordination de la Mission ainsi que l'instruction financière des demandes d'aides. Les partenariats financiers s'inscrivent dans la durée et via des accords-cadre.

- d'un volet technique préalable confié et coordonné à l'échelle régionale par les Communes Forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de l'Observatoire de la Forêt Méditerranéenne.

Elle se décline à l'échelle départementale par des relais de terrain que constituent les associations départementales de communes forestières. Ces animations sont permises grâce aux différents partenariats et co-financements du programme par chaque partenaire : ADEME, Région, Départements, Etat (Ministère de l'agriculture via la DRAAF) et communes forestières.

À ce jour, près de 170 chaufferies sont en fonctionnement sur le territoire régional et représentent une puissance installée de plus de 67 MW ; la consommation annuelle de bois s'élevant à 37 685 tonnes.

Ces chaufferies sont principalement financées par la Région, l'Ademe, les Départements et l'Union Européenne via le Feder.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Forêt Modèle en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Une forêt modèle est à la fois un grand territoire où la forêt représente un enjeu important et une approche collaborative de gestion durable des paysages forestiers et des ressources naturelles.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a souhaité s'investir dans cette démarche et est devenu membre fondateur depuis 2008 du ré-

seau méditerranéens des forêts modèles porté par la Région Castilla y Leon en Espagne.

Ainsi, au côté de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Office du Développement Agricole et Rural de la Région de Corse, Les Régions de Murcie, de Macédoine Occidentale, de Sardaigne, d'Istrie, la Préfecture de Magnésie et le CESEFOR en Région Castilla y Leon, participent au projet « Med Forêt modèle » depuis 2009.

Ce projet a pour objectif de mettre en place une méthodologie innovante pour la coordination des politiques régionales en matière de forêt, à travers l'élaboration d'un nouvel instrument de gouvernance territoriale.

Les principes fondamentaux qui assurent la cohérence du réseau international et favorise des informations ; sont les suivant :

- Le partenariat volontaire
- Le paysage qui représente une des valeurs fondamentales et communes du partenariat
- La durabilité du paysage et des ressources naturelles
- La gouvernance de type représentatif, participatif, transparent et responsable
- Un programme d'activité concret qui reflète la vision commune du partenariat en matière de gestion durable des ressources naturelles et de forêts
- Le partage des connaissances et la mise ne réseau

En 2010, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est entrée dans une phase opérationnelle de ce projet par la création d'une forêt modèle sur un territoire expérimental pres-senti qui englobe les massifs de l'Étoile, du Garlaban, de la Sainte Baume et des Maures.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Développement d'une compétence pluridisciplinaire sur la qualité de l'air intérieur**

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'est lancée dans une expérimentation régional dans le cadre de la démarche AGIR (Action Globale Innovante Régionale) et en partenariat avec la DREAL, la DRASS et l'ADEME, visant à répondre aux enjeux de la qualité de l'air intérieur dans la production et la réhabilitation de bâtiments.

Un réseau d'experts pluridisciplinaires s'est ainsi constitué pour développer et partager les connaissances, les méthodes et les pratiques permettant une prise en compte effective de l'air intérieur dans les processus de construction et de réhabilitation de bâtiments performants sur le plan énergétique. Les objectifs sont de :

- Développer et partager les savoirs et savoir-faire, les méthodes et les pratiques sur l'air intérieur, avec une approche pluridisciplinaire (bâtiment, santé, énergie...) et intégrant le double enjeu énergie-climat et air-santé
- Sensibiliser et accompagner les acteurs du bâtiment (maître d'ouvrage et gestionnaires, professionnels et utilisateurs) pour la mise en œuvre des bonnes pratiques de prévention de la pollution de l'air intérieur dans la construction et la réhabilitation
- Répondre à des incertitudes scientifiques spécifiques

Pour cela, un protocole d'intervention et de concertation sur les bâtiments a été construit, mis en place et expérimenté sur des bâtiments exemplaires en matière de performance énergétique et de qualité environnementale et sur des bâtiments tests. Des outils permettant la sensibilisation et l'accompagnement des bonnes pratiques sera également développé.

Ainsi en 2010, 2 écoles, 2 bâtiments de bureaux et 2 bâtiments de logements ont fait l'objet d'une campagne de mesure visant à tester ce protocole d'intervention.



## ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Le Schéma d'Orientations pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de la ressource en Eau (SOURCE)**

Lancé lors des Assises Régionales de l'Eau le 8 juin 2009 par la Région Provence-Alpes Côte-d'Azur, le SOURCE est une démarche régionale prospective, basé sur une large concertation, visant à garantir durablement l'accès à l'eau pour tous, tout en préservant l'état des cours d'eau et des nappes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'objectif est d'aller vers un « mieux vivre ensemble » en concevant un modèle de gouvernance publique de l'eau pour un partage équitable et solidaire de la ressource à l'horizon 2030 en tenant compte des évolutions possibles du territoire, qu'elles soient économiques, démographiques, environnementales ou climatiques.

En abordant l'enjeu « eau » du territoire sur le moyen-long terme avec 3 fils directeurs transversaux (démographie, développement économique, changement climatique), les objectifs recherchés sont les suivants :

- préciser les connaissances sur la ressource et ses diverses exploitations, ses modalités de renouvellement en lien avec le fonctionnement des milieux aquatiques et l'évolution des activités qui y sont liées à l'horizon 2030 ;
- identifier de nouvelles propositions d'intervention à l'échelle du territoire régional en matière de gestion durable de la ressource en eau ;
- identifier les leviers pour orienter ou réorienter les modes de gestion si nécessaire ;
- renforcer la prise de conscience et l'implication des acteurs locaux pour une nouvelle gouvernance partagée et mutualisée ;
- mettre en perspective le cadre d'analyse ainsi dégagé avec les évolutions potentielles des secteurs d'activités et des territoires.

Cette démarche qui implique l'ensemble des partenaires régionaux de l'eau est caractérisée par la concertation et la co-construction à chaque étape :

- La réalisation d'un diagnostic partagé
- La phase prospective visant à définir et à analyser une combinaison de scénarios plausibles, d'ici à 2030.
- La formalisation du schéma avec l'élaboration d'orientations stratégiques qui permettra de traduire les enjeux stratégiques en processus décisionnels, en objectifs quantitatifs et en modalités d'organisation en vue d'une gouvernance à l'échelle régionale. Cette phase permettra également la production d'une charte d'engagement sur les principes du partage de la ressource en eau qui sera présentée et signée lors des Etats Généraux de l'Eau qui clôtureront l'Année Régionale de l'Eau en février 2012, préalablement au Forum Mondial de l'Eau organisé à Marseille en mars 2012.

## ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Les contrats de milieu en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

La Région Provence-Alpes-Côte-D'azur a fait des contrats de milieu (rivière, étang, baie...) un axe fort de sa politique de l'eau dans le domaine de l'environnement. Un contrat de milieu est un instrument d'intervention opérationnel des politiques partenariales de l'eau à l'échelle du bassin-versant.

C'est un programme d'actions établi en général pour cinq ans sur un territoire hydrographique cohérent, ayant pour but une gestion intégrée du bassin-versant avec pour objectifs l'amélioration de la qualité de l'eau et des milieux, la prévention et la protection contre les inondations. Ils constituent ainsi un outil de gestion globale et de programmation financière indispensable à la mise en œuvre de la

politique régionale de l'eau. Par délibération du 18 octobre 2002, le Conseil Régional a décidé d'arrêter un dispositif de principe d'intervention de la Région pour la réalisation des programmes d'actions définis dans le cadre des contrats de milieu.

Depuis 2003, en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 13 contrats de milieu ont déjà été signés et sont en cours d'exécution. Il s'agit des contrats suivants : Cadière/Etang de Bolmon, Guil, Méouge, Giscle, Lez, Buëch, Nartuby, Verdon, Durance, bassin sud-ouest du Mont Ventoux, Paillons, Sorgues 2, Drac Amont. 11 contrats de rivière sont en cours d'élaboration et 4 sont en émergence.

L'existence d'un Comité de rivière, acte administratif approuvé par le Préfet, donne un caractère officiel à la démarche qui tend à responsabiliser et à favoriser l'implication politique, en comparaison avec un « simple » comité de pilotage. Cette instance conduit à minima l'ensemble des acteurs de l'eau à être informés et à partager les connaissances élaborées à l'échelle du bassin-versant. Au-delà du contrat de rivière, cette gouvernance s'avère pertinente pour répondre à des enjeux plus globaux d'aménagement du territoire.

Par ailleurs, selon les partenaires financiers, un contrat de rivière peut être l'occasion de déroger à certains critères d'éligibilité ou bien de bonifier les taux d'aides sur certaines actions, considérées comme prioritaires dans l'atteinte des objectifs affichés dans le contrat. Enfin, la labellisation « contrat de rivière » véhicule une image positive pour le territoire, avec une volonté d'aboutir à une gestion durable de l'eau et une préservation de l'environnement.

Au-delà des opérations classiques d'amélioration de l'assainissement des eaux usées domestiques, d'aménagements, de protection contre les crues ou d'entretien et de restauration de la ripisylve, ces contrats présentent des opérations à caractère plus innovant. À

titre d'exemple, on peut y trouver des études expérimentales sur la valorisation du bois issu des travaux d'entretien du cours d'eau pour l'enrichissement des sols agricoles, des opérations d'amélioration du transport solide pour redonner à la rivière un profil et une dynamique plus naturelle, ou encore des plans de gestion d'anciennes carrières pour en faire des zones humides à forte valeur patrimoniale et à vocation pédagogique.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Les Contrats de Canaux en Région Provence-Alpes-Côte-D'azur**

Les contrats de Canaux visent à mettre en place une gestion globale intégrée et concertée de la ressource en eau et des ouvrages. Ils permettent d'intégrer dans la réflexion tous les enjeux qu'ils soient d'ordre économique, environnemental, touristique, de protection des biens et des personnes... Cette démarche associe les partenaires institutionnels (Agence de l'eau, Région Provence-Alpes-Côte d'azur, Conseil Général et l'État), ainsi que les acteurs agricoles et plus largement tous les usagers (riverains, pêcheurs, touristes etc..).

Elle a notamment pour objectif de :

- favoriser une approche concertée et participative de la gestion de la ressource en eau sur l'ensemble du territoire en impliquant tous les acteurs concernés pour une meilleure gouvernance ;
- examiner la situation juridique des structures impliquées et trouver les moyens de leur pérennisation, notamment en obtenant une reconnaissance officielle des fonctions directes ou indirectes remplies par les canaux et qui bénéficient à la collectivité ;
- coordonner les politiques d'aménagement du territoire et les politiques de l'eau en intégrant tous les usages et enjeux ;

- optimiser la gestion des infrastructures par une meilleure planification des actions.

Les contrats de canaux sont généralement portés par des associations syndicales autorisées (ASA), le pilotage de la démarche s'effectue au sein des comités de canaux, qui regroupent l'essentiel des acteurs concernés par la démarche. À l'heure actuelle plusieurs démarches sont amorcées : le Contrat de canal de Manosque a été signé le 23 Juillet 2009, la charte d'objectif des contrats de canaux du Vaucluse (Canal St-Julien, Canal de l'Isle, canal Mixte, canal de Carpentras et Canal de Cabedan Neuf) a été signée le 28 Janvier 2009 et devrait déboucher sur la signature des 5 contrats de canaux respectifs d'ici fin 2011/début 2012. La charte d'objectifs du contrat de canal Crau – Sud Alpilles vient d'être signée le 07 juillet 2011.

Enfin, une démarche est également en cours pour le canal de Gap.

Les Contrats de Canaux permettent de sortir de la réflexion exclusive liée à l'usage premier et économique de la desserte en eau, en y adjoignant les autres usages directs ou indirects, connus ou méconnus, reconnus ou pas. Ils constituent pour les territoires desservis un moyen de trouver une dynamique de pérennisation dans la prise de conscience du changement.

Citons à titre d'exemple des opérations innovantes telles que la modernisation de la régulation des canaux, des expérimentations pour la non utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien des canaux, des recherches de conventionnement visant à officialiser le rôle joué par les berges des canaux dans la qualité de vie du territoire (cheminements), ou encore l'impact de l'irrigation gravitaire dans la préservation de certaines zones humides.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **La Démarche expérimentale de réduction de la vulnérabilité au risque inondation en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est particulièrement exposé aux risques naturels majeurs. Parmi eux, le risque inondation concerne 80 % des communes ; certaines d'entre elles provoquent des dégâts matériels et humains considérables : crue de l'Ouvèze en 1992, crue du Rhône en 2003, crue de la Nartuby en 2010.

En complément de ces interventions dans le domaine des risques naturels, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur développe des opérations de réduction de la vulnérabilité pour aider les maîtres d'ouvrage à intégrer la gestion des risques dans la conception des opérations d'aménagement ; il s'agit de rendre compatible les objectifs d'amélioration du cadre de vie des habitants et la protection des personnes et des biens.

C'est dans cette perspective qu'elle a adopté une convention partenariale avec l'État, le Conseil Général de Vaucluse, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin et la Chambre de Commerce et d'industrie pour conduire une démarche expérimentale sur le bassin du Sud-ouest Mont Ventoux. Cette démarche se traduit par la mise en œuvre d'un programme d'actions partenarial combinant des actions de sensibilisation et d'information (séminaires, plaquettes d'information) pour les élus, les entreprises et les habitants à des dispositifs opérationnels (programme d'intérêt général de réduction de la vulnérabilité de l'habitat, diagnostics de vulnérabilité des entreprises).

C'est dans cette même perspective, qu'elle s'engage dans la définition d'un dispositif

d'intervention régional pour accompagner les territoires exposés (Dracénie, zones d'expansion des crues...) à mieux vivre avec le risque, réduire les enjeux et mieux repartir après un évènement (résilience).

#### ■ Communauté d'agglomération du Grand Angoulême

25 boulevard Besson Bey  
16023 Angoulême Cedex

#### ***Des sentiers d'interprétation pour découvrir en famille le patrimoine naturel du territoire***

Afin de mettre en valeur son patrimoine naturel, le Grand Angoulême a réalisé 3 sentiers d'interprétation, moyen original et ludique de découverte du patrimoine pour les promeneurs curieux de nature. Les sources de la Touvre (2e résurgence de France), les Brandes de Soyaux (ancien site militaire où la nature a repris ses droits) et la vallée des eaux claires (site exceptionnel bien connu des alpinistes) sont ainsi mis en valeur au travers de mobiliers originaux mais discrets.

#### ■ Communauté d'agglomération du Grand Angoulême

25 boulevard Besson Bey  
16023 Angoulême Cedex

#### ***Programmes pédagogiques scolaires sur l'eau, les déchets, les milieux naturels et le changement climatique***

Le Grand Angoulême est partenaire depuis 1997 de l'Inspection Académique et de l'association Charente Nature, pour la mise en place et le développement de programmes pédagogiques sur le thème de l'environnement (Déchets, Eau, Milieux Naturels, Changement Climatique).

Ces programmes s'adressent aux écoles primaires du territoire. Leur objectif est de mener une démarche éducative, à partir d'actions de sensibilisation auprès du jeune public sur les

enjeux et les comportements liés à ces thématiques.

De plus, ces programmes ont pour mission de faire naître des projets éducatifs menés conjointement par l'enseignant, la classe et les partenaires, pouvant déboucher concrètement sur une amélioration au sein de l'établissement.

Chaque année, ce sont 30 classes, soit environ 750 élèves, qui participent à cette action, qui a concerné depuis sa création 10545 enfants.

#### ■ Mairie d'AYEN

28 Rue des Écoles  
19310 Ayen

#### ***Labelle 'village branché***

action 100 de l'agenda 21 qui décline l'arbre sur notre territoire dans tous ses états (12 items) : voir document joint

le patrimoine arbre (inventaire, protection) l'arboriculture

l'éducation et la formation la construction

etc.

cette action fédère de nombreuses forces vives sur notre commune qui œuvre à une protection et une valorisation du patrimoine forestier sur notre commune

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul Louis Courier  
24019 Périgueux

#### ***Charte 0 herbicide + fauchage tardif = nature protégée***

L'objectif de cette Charte est amener l'ensemble des communes et des communautés de communes du département à se passer progressivement des herbicides pour entretenir leur espace.

En signant ce document, la collectivité bénéficie d'une formation de ces agents dispen-

sée par le pôle paysage et espaces verts du conseil général.

Elle est ensuite accompagnée par ce même pôle pour réaliser un plan de désherbage communal. Ce plan permet de définir les zones où le désherbage est prioritaire ou à proscrire. Il doit les amener ensuite à utiliser des méthodes alternatives pour effectuer cette charge.

Des outils de communication sont proposés aux communes pour inciter leurs habitants à suivre l'exemplarité de la municipalité.

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul Louis Courier  
24019 Périgueux

#### ***Schéma départemental de l'eau potable***

Ce schéma a été réalisé par le service de l'eau du Conseil général. Ce schéma décrit et analyse les caractéristiques de chaque secteur du département et précise les solutions adaptées et les priorités.

L'animation de ce schéma est effectué par le service de l'eau. Elle permet une meilleure structuration des maîtres d'ouvrage.

Le schéma facilite la rédaction de cahier des charges (diagnostic des réseaux, recherches en eau), le conseil technique (ressource à privilégier, interconnexion) ainsi que l'assistance pour les consultations

#### ■ Festival de cinéma de Douarnenez

13 rue Michel le Nobletz - BP 206  
29172 Douarnenez

#### ***Monde des Sourds au Festival de cinéma de Douarnenez***

Le Festival de cinéma de Douarnenez a pour vocation de faire découvrir des films, peu diffusés, de peuples parfois méconnus. Chaque année, nous partons à la rencontre de minorités différentes afin de témoigner de leurs

cultures, leurs histoires, leurs luttes. En 2011, direction l'Afrique du Sud.

Depuis deux ans, nous invitons les Sourds à nous rejoindre au Festival de cinéma à Douarnenez. Le combat quotidien des Sourds pour défendre leur culture et leur langue nous interpelle dans un monde menacé d'uniformisation, où être Sourd, c'est être différent.

Ici, nous tentons de soulever des questions; celle de la norme, celle de la différence. Nous avons aussi envie de provoquer des rencontres; les Entendants avec les Sourds, les Sourds avec d'autres minorités invitées...

#### ■ Syndicat Mixte d'Etudes et d'Aménagement de la Garonne (SMEAG)

61 rue Pierre Cazeneuve  
31200 Toulouse

#### *La Garonne, un exemple de solidarité et de cohésion*

L'appréhension du territoire Garonne n'est pas immédiate alors même qu'elle est fondamentale pour espérer avoir une action équilibrée, cohérente et durable sur le bassin.

Or, on peut constater le plus souvent que la Garonne est absente dans les projets, et elle apparaît le plus souvent comme une contrainte extérieure plutôt qu'un élément à part entière de l'aménagement du territoire, ou bien, comme une simple limite administrative.

Par ailleurs, la perspective indubitable du changement climatique, associée aux changements de nature économique (en agriculture, la Politique Agricole Commune de 2013), ou sociale (en lien avec l'évolution démographique par exemple) renforce la nécessité d'envisager l'avenir des territoires dans une optique de développement durable.

La Garonne, par nature, constitue un lien économique et social entre les territoires traversés et vivant sous son influence.

La démarche Agenda 21 offre un cadre approprié à l'approche territoriale de la Garonne.

C'est pourquoi, le SMEAG (Syndicat Mixte d'Etudes et d'Aménagement de la Garonne) a lancé la perspective d'un Agenda 21 Garonne. Une telle démarche n'a pas de précédent à cette échelle et nécessite une déclinaison du référentiel national afin que les questionnements au regard des finalités de développement durable soient adaptés à un fleuve tel que la Garonne. La Garonne constituera, dans ce contexte, un support fédérateur entre collectivités riveraines en cours de démarche d'Agenda 21.

Cette démarche permet de repositionner la Garonne dans les réflexions d'aménagement du territoire et d'Agenda 21 des collectivités riveraines en tant qu'élément de qualité de vie (effet de climatisation naturelle, support de loisirs, de découverte de la biodiversité), ressource économique (énergie, process agricoles et industriels, granulats) et facteur important dans la gestion des risques (crues, pollutions). La Garonne est également un élément fédérateur social puisqu'elle constitue une référence commune aux territoires traversés et peut être source de liens intergénérationnels dans la sensibilisation aux risques naturels (transfert de mémoire d'événements majeurs). Elle participe ainsi à répondre aux finalités du développement durable, notamment celles relatives à la lutte et l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources, l'épanouissement humain et la cohésion sociale.

C'est une démarche à construire avec les collectivités intéressées, à l'image de la collaboration en cours avec le conseil général du Lot et Garonne qui construit un Agenda 21 départemental.

#### ■ Syndicat Mixte d'Etudes et d'Aménagement de la Garonne (SMEAG)

61 rue Pierre Cazeneuve  
31200 Toulouse

#### **Accompagner les collectivités dans l'aménagement de leur territoire par une entrée paysagère**

Une approche territoriale donne du sens aux questionnements plus sectoriels, car, outre le fait qu'elle est garante d'une prise en compte des différents aspects d'un développement durable (sociaux, économiques...), elle intègre les éléments de la vie au quotidien des riverains et des usagers de la Garonne.

Les questions de manque et d'excès d'eau sont étroitement corrélées avec l'occupation du territoire Garonne. Elles interpellent les collectivités locales notamment quand elles établissent la planification de leur territoire, en prenant des options d'évolution démographique, économique, touristique ou de préservation de certains espaces... Ces dernières mettent alors en perspective les conditions d'approvisionnement en eau potable, la localisation des zones habitées et l'équilibre avec les espaces naturels et agricoles. En effet, la Garonne est à la fois ressource, milieu naturel et milieu de vie pour l'homme.

Cependant, lors de ces démarches de développement territorial, la Garonne est souvent absente des projets, et apparaît comme une contrainte extérieure plutôt qu'un élément à part entière de l'aménagement du territoire, ou bien, comme une simple limite administrative.

Le SMEAG (Syndicat Mixte d'Etudes et d'Aménagement de la Garonne) a proposé aux collectivités riveraines de la Garonne (de niveau intercommunal) une démarche expérimentale au travers d'une approche paysage, leur permettant de recentrer une réflexion collective et participative autour de la Garonne (notamment au travers de sa perception par les riverains). Le choix d'une entrée paysagère est fondé sur le principe que le paysage est le support d'une démarche intégratrice de l'ensemble des enjeux présents sur un territoire. En effet, au-delà de sa perception visuelle subjective

(paysage qualifié de beau ou moins beau, décrit comme urbain ou rural...), et comme l'a défini la Convention Européenne du paysage « le paysage désigne la partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». Cette convention souligne aussi l'intérêt d'impliquer l'ensemble des populations et acteurs locaux. Dans cet esprit, ce programme constitué de 5 études territoriales sur des paysages différents de Garonne intègre une participation d'habitants et d'usagers tout au long de l'étude pour que les orientations et projets d'aménagement qui émergent, s'appuient sur ces vécus et perceptions.

L'appel à projet ainsi constitué a rencontré un vif succès puisque les 16 candidats couvrent près de la moitié du linéaire de la Garonne (entre la frontière espagnole et le bec d'Ambès). Le SMEAG a engagé depuis 2010 un programme de 5 études pilotes territoriales sur différents paysages de Garonne concernant les 4 départements garonnais.

Ces études concernent 7 intercommunalités candidates mais au final plus d'une quinzaine sont associées car les territoires d'étude sont des « périmètres Garonne » englobant volontairement les deux rives. Le programme sera ensuite finalisé par un retour d'expériences auprès de l'ensemble des collectivités riverain

#### ■ Mairie de CAZERES

Hôtel de Ville  
31220 Cazerès Sur Garonne

#### **Terrain de sport synthétique**

Mise en place d'un terrain de sport synthétique homologué FFF (le seul de cette taille dans le Comminges)

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse

6 rue René-Leduc  
31505 Toulouse Cedex 5

#### **Le grand projet « axe Garonne » : une valorisation sociale, environnementale et économique sur le Grand Toulouse**

La métropole toulousaine bénéficie d'un patrimoine fluvial et d'un réseau de canaux exceptionnel, à préserver, mettre en valeur et ouvrir sur la ville. But: changer le regard sur le fleuve/les voies d'eau (reconquête de l'eau et ses multiples usages: sociaux, environnementaux et économiques), rendre la Garonne aux habitants (vaste espace de respiration, continuités, mises en valeur des quais...), préserver/renforcer son potentiel écologique (sites Natura 2000). Ce grand projet vise à porter une réflexion globale et partenariale sur la valorisation de cet axe structurant, au travers de l'élaboration d'un Plan-Guide pour les aménagements et les modalités de gestion du fleuve, à horizon 2020, afin d'assurer une cohérence entre les différentes séquences urbaines et naturelles, une complémentarité et une compatibilité des différents usages et une planification des réalisations à engager.

#### ■ Syndicat de la vallée de la Lèze - SMIVAL

Hôtel de Ville  
31410 Saint-Sulpice-Sur-Lèze

#### **Face à une érosion de berge, reculer un chemin pour préserver l'espace de mobilité de la rivière Lèze**

Sur la commune du Fossat (09), un chemin communal était érodé par la rivière Lèze, mettant en cause la circulation. Le SMIVAL, en collaboration avec la commune, les riverains, le Conseil Régional et l'Agence de l'eau, a opté pour le recul du chemin et la renaturation de la berge, permettant de maintenir la circulation tout en préservant un espace de mobilité à la rivière et une ripisylve de qualité. Cette action constitue une opération pilote pour la vallée de la Lèze où sur 10 km d'érosions de berges, plus de 1000 m se confrontent à des bâtiments ou des voiries. Le site sera suivi sur

plusieurs années pour s'assurer de l'efficacité de la solution technique retenue.

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Toulouse

6 rue René Leduc  
31505 Toulouse Cedex 5

#### **Inventaire faune/flore**

Un inventaire de la faune et de la flore a été réalisé en 2009 sur 19 sites répartis sur le territoire de la Ville de Toulouse.

Il a permis la réalisation de 2 outils :

- un outil de connaissance: une base de données naturalistes partagée, à faire évoluer (nouveaux sites et mises à jour des données existantes)
- un outil d'alerte qui consiste en un maillage du territoire, par maille de 500 mètres de côté, chaque maille étant assortie d'une couleur représentant le niveau d'enjeu biologique du site.

Cet outil permet d'alerter bien en amont les services aménageurs dès lors qu'un de leur projet se situe en zone sensible et les invite à travailler alors en collaboration avec le service qui gère la base de données afin de construire un projet qui préserve au mieux la biodiversité.

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Toulouse

6 rue René Leduc  
31505 Toulouse Cedex 5

#### **Gestion durable des Espaces Verts**

Depuis 2008, la gestion de ces espaces verts a été profondément remaniée afin de les rendre plus attractifs dans l'ensemble des quartiers et de se montrer aussi exemplaire que possible vis-à-vis de la protection de l'environnement. Un programme d'Ecogestion des espaces verts a donc été élaboré. Bien au-delà des prescriptions générales sur la préservation des ressources (eau, énergie...) et de la limitation des pollutions (produits phytosanitaires, gaz à

effet de serre), il s'attache à faire une place significative à la faune et à la flore sauvage. Autres objectifs : multiplier le nombre d'espaces nature sur les pourtours de la ville et constituer des connexions entre les espaces existants. Le travail partenarial permet de mettre en cohérence les aménagements, les modes de gestion et les besoins écologiques des espèces tout en préfigurant les actions de sensibilisation auprès des citoyens.

#### ■ Mairie de Saint-Orens de Gameville

46, avenue de Gameville  
31650 Saint-Orens De Gameville

#### « Réappropriation » du site naturel de la Marcaïssonne

- Maîtrise foncière de la vallée par la collectivité (acquisition de parcelle pour la mise en œuvre d'un bassin de crue);
- aménagement d'une piste piétonne et cycle (par la Communauté Urbaine du Grand Toulouse) sur 3,5 km;
- Création de clairières fruitières et de haies champêtres (essences locales) en partenariat avec la structure Mix'Ados (groupe de jeune de la commune), fauche tardive (sauf en bord de chemin), paillage;
- Mise en place d'un hôtel à insecte, création d'un sentier de découverte de la flore spontanée;
- Installation de table de pique-nique avec par soleil (accès et place handicapés) en bois;
- Mise en place d'une parcelle de culture expérimentale (semi de variétés anciennes et réimplantation de messicoles).
- Animation autour des récoltes : fabrication de farine et de pain... mise à l'honneur dans le cadre de la journée « Avenir Durable ».
- Panneaux de communication.

#### ■ Communauté d'agglomération du Sicoval

rue du Chêne-Vert - BP 38200  
31682 Labège

#### **Chemins de randonnée de la ville à la campagne**

Aménagement d'un réseau de chemins de randonnée maillant tout le territoire : 330 km d'itinéraires équipés d'une signalétique et cartographiés (carte guides gratuits pour les randonneurs) pour mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel de notre territoire et offrir des loisirs de plein air accessibles à tous. Sur ce réseau de randonnée, un temps fort avec les Randovalles (randos animées) qui rassemble près de 2000 participants chaque année.

#### ■ Communauté d'agglomération du Sicoval

rue du Chêne-Vert - BP 38200  
31682 Labège

#### **La politique patrimoniale du Sicoval**

Depuis 1993, à travers sa charte d'aménagement qui consacre plus de 60 % de son territoire aux espaces verts et agricoles, le Sicoval a contribué à préserver la biodiversité aux portes de Toulouse. Mais au delà de ce document cadre indispensable, de nombreuses actions ont été mises en place dans le but de protéger notre patrimoine naturel et paysager. Préservation du site ConfluenceS Garonne Ariège :

À 10 km au Sud de Toulouse, cet espace de 800 ha s'étend sur 3 structures intercommunales, 7 communes (dont 4 du Sicoval). Ancien site d'activités productives (ancien site d'extraction industrielle de granulats), ces zones humides à l'équilibre fragile présentent des fonctions essentielles :

- Elles assurent un rôle de filtrage physico-chimique des eaux (et contribuent à la qualité de l'eau potable de l'agglomération toulousaine, prélevée à 80 % dans la Garonne, avec prises d'eau à proximité);
- Terrain d'expansion des crues, ces zones humides assurent un soutien au débit du fleuve en saison sèche;

- Elles participent à l'approvisionnement des nappes phréatiques;

- Véritables Corridors écologiques, elles abritent une remarquable chaîne de biodiversité (dont certaines parmi espèces les plus menacées).

Depuis 2001, en collaboration avec l'association Nature Midi – Pyrénées, l'objectif de cette action est de protéger le corridor fluvial et sa mosaïque d'habitats naturels tout en prenant en compte les activités de loisirs et agricoles liées aux cours d'eau ou à sa proximité.

Les résultats :

- En 2007, création de l'association de préfiguration Confluences Garonne-Ariège pour le projet de réserve naturelle régionale et signature de la charte Confluences Garonne-Ariège
- Depuis 2008, le Sicoval a mis en œuvre un plan de gestion des ramiers, espaces naturels en bord d'Ariège remarquables en terme de biodiversité : il vise à concilier les activités humaines avec la protection de l'environnement (actions pour diminuer les impacts liés à l'accueil du public, gérer le patrimoine naturel, restaurer les paysages, sensibiliser le public...). Sur le ramier de Clermont les parkings existants ont été déplacés et les plages restaurées, sur le ramier de Lacroix-Falgarde pour faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite et mal voyantes un parcours pour tous a été créé menant à un ponton-belvédère sur l'Ariège. Une maison de la faune et une rampe kayak ont été réalisés. De façon générale, la circulation des personnes a été modifiée pour préserver les habitats naturels. Par ailleurs, plus de 50 ha ont été achetés par la collectivité pour préserver la biodiversité et un garde champêtre et des agents de veilles ont été embauchés.
- En 2011, 2 contrats natura 2000 ont été signés.

Préservation de la biodiversité « ordinaire » : Dans le cadre du « Plan d'Action Territorial Hers Morts Girou » visant à rétablir une bonne

qualité des cours d'eau, le Sicoval a mis en œuvre une gestion différenciée des espaces verts. L'opération consiste dans un premier temps à définir la fonctionnalité des différents espaces verts pour pouvoir adapter les modes d'entretien. Elle a ensuite permis de réutiliser des branches broyées en paillage, le désherbage manuel et thermique, l'utilisation d'hydro rétenteurs, l'utilisation d'essence adaptée au climat, la suppression de l'arrosage automatique...

Afin de généraliser cette démarche, le Sicoval mène des actions auprès des communes, des particuliers, des scolaires, des jardins familiaux avec des formations sur la gestion écologique des espaces verts.

Les résultats :

- Une diminution de la consommation de carburants des tondeuses (- 34 % en 3 ans),
- Une diminution du temps de travail des agents (-25 % en moyenne),
- De véritables économies d'eau (la plantation de plantes vivaces et le paillage des massifs a permis de supprimer totalement l'arrosage des espaces verts)
- Suppression des consommations de produits phytosanitaires

Mise en valeur de notre patrimoine :

Pour mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du territoire, dès 2001, avec l'association Caminarem, le Sicoval s'est lancé dans la réhabilitation et la création de chemins de randonnée.

La définition de ce réseau s'est basée sur un diagnostic du patrimoine architectural du Sicoval (sites inscrits ou classés mais également « petit patrimoine »), sur les points de vue et la volonté de relier chaque ville et village du territoire. Ainsi ce réseau offre un lieu de loisirs de plein air à proximité de tous. On peut descendre du métro de Ramonville et aller à pied sur les chemins de randonnée du Lauragais. C'est également un lien entre ruralité et

urbanité et un lieu de sensibilisation à l'environnement.

Les résultats :

- Un réseau de chemins de randonnée maillant tout le territoire: 330 km d'itinéraires équipés d'une signalétique et cartographiés (carte guides gratuits pour les randonneurs)
- Sur ce réseau de randonnée, un temps fort avec les Randovalés (randos animées) qui rassemble près de 2000 participants chaque année.

#### ■ Communauté d'agglomération du SICOVAL

Rue du Chêne-Vert - BP 38200  
31682 Labège

#### *Sauvegarder les milieux naturels*

Organisation d'une gestion globale, concertée et cohérente des zones humides  
C'est à l'initiative de Nature Midi Pyrénées, association régionale naturaliste, spécialisée dans la préservation de la biodiversité et des espaces naturels, que dès 2001 ont été réunies les parties prenantes de ce territoire : communes et structures intercommunales, Conseil Général, Agence Régionale pour la protection de l'Environnement (Conseil Régional), Agence de l'Eau, DIREN, Chambre d'agriculture, fédération de chasseurs, de pêcheurs.

#### ■ Ville de Blagnac

Place Jean-Louis Puig  
31700 Blagnac

#### *Mise en place et exploitation d'un rucher municipal*

L'abeille, dont la population est en forte diminution, participe à la pollinisation de plus de 80 % des plantes à fleurs. 40 % de notre alimentation dépend de son action fécondatrice. L'installation d'un rucher municipal est l'acte fondateur de l'agenda 21 de la ville de Blagnac. L'opération est lancée dans le cadre du programme national « Abeille, sentinelle de

l'environnement » en partenariat avec l'Union Nationale de l'Apiculture Française. Au printemps 2008, six ruches sont ainsi installées sur l'île du parc du Ritouret, appelée désormais « l'île aux abeilles ». Arrivée en fin de convention avec l'UNAF en 2011, la Ville choisit de confier l'exploitation de son rucher aux apiculteurs membres du Syndicat d'Apiculture Méridionale, par le biais d'une prestation de service. Chaque année, la Ville organise sa Fête du Miel qui sensibilise sur l'importance de la sauvegarde de l'abeille.

#### ■ VILLE DE COLOMIERS

1 place Alex-Raymond - BP 30330  
31776 Colomiers Cedex

#### *Conduire des actions en faveur de la biodiversité en milieu urbain pour réintroduire la « nature en ville »*

Cette action a pour objet de renforcer la présence de la nature en ville, pour le bien-être des habitants et pour contribuer au maintien et au développement de la biodiversité, en danger à l'échelle planétaire. Les objectifs sont de sensibiliser tous les acteurs, de former les services les plus directement concernés, révéler les richesses de l'existant et de mettre en œuvre de nouveaux modes de gestion et d'entretien de ces espaces.

#### ■ Conseil Général du Gers

81 route de Pessan  
BP 569  
32022 Auch Cedex 9

#### *La réintroduction des arbres hors forêt dans le Gers*

Action 1: Introduction d'arbres sur les parcelles agricoles

Ces plantations permettent à l'agriculture de bénéficier des effets de lisière forestière :

- Reconstitution d'un sol forestier assurant une reconquête de la fertilité naturelle des terres agricoles

- Fonction filtrante et structurante des arbres et bandes enherbées garantissant une réserve utile en eau plus importante, une eau de meilleure qualité et une lutte contre l'érosion des sols

- Formation de corridors biologiques participant à la préservation de la biodiversité  
- Stockage de carbone.

Action 2: Constitution de corridors biologiques le long des routes

#### ■ Conseil Général du Gers

Hôtel du département  
81 route de Pessan - BP 20569  
32022 Auch

#### *Corridors de Biodiversité*

Afin de préserver la faune et la flore, le Conseil Général du Gers a décidé d'entreprendre une démarche de rétablissement spontané des corridors de biodiversité le long de ses routes départementales, en partenariat avec l'association Arbres et paysages 32 et 4 Communautés de communes gersoises.

#### ■ Communauté de communes des Bastides du Val d'Arrats

17 rue des Justices  
32120 Mauvezin

#### *Réagir au changement climatique*

Challenge des économies d'énergie

- Appel à candidatures de propriétaires (66 % des résidents en 99) pour cet accompagnement gratuit et sans engagement d'investissement. Sélection des foyers basée sur la diversité des situations.

- Réalisation d'un diagnostic initial des consommations d'énergie par foyer (base année N-1) et calcul de leur équivalent en émission de gaz à effet de serre: isolation, chauffage, éclairage, électroménager, déplacements.

Identification des points à améliorer et des possibles solutions, des économies financières associées, et calcul des rejets évités.

- Aide à la programmation des investissements, information sur les aides publiques (Ademe/Région, crédits d'impôts...)

- Mise à disposition sur support papier et site web d'un manuel de présentation des sources de gaz à effet de serre, et des gestes simples et économes en énergie.

#### ■ LADEVEZE-RIVIERE

Mairie  
32230 Ladevèze-Rivière

#### *Restauration d'une des deux églises et développement du projet culturel autour de ce patrimoine*

Dans le cadre de la restauration d'une de nos deux églises, il a été projeté de développer un projet culturel permettant de mettre en valeur ce patrimoine, de l'ouvrir.

Le tout en s'appuyant sur l'attractivité du festival Jazz In Marciac

#### ■ Conseil Général de l'Hérault

1000, rue d'Alco  
34087 Montpellier Cedex 4

#### *Elaboration d'un bilan carbone*

Dans le cadre de l'Agenda 21 départemental un bilan carbone « patrimoine et service » a été élaboré. Il a montré un volume d'émission de 53000 TeC/an principalement dû à nos immobilisations et aux transports. Il a été l'occasion d'une vaste concertation interne et a débouché sur des actions qui structurent différemment l'action de la collectivité. C'est le cas notamment des opérations « routes durables », « expérimentation du télétravail » et « bâtiment durable ».

#### ■ Conseil Général de l'Hérault

1000, rue d'Alco  
34087 Montpellier Cedex 4

#### **Bâtiment durable**

À la suite de la réflexion globale favorisée par le bilan carbone une opération « bâtiment durable » a été lancée. Menée en transversalité et impliquant tous les pôles (directions) de la collectivité elle a mis au centre des préoccupations en matière de bâti l'utilisateur... Elle s'est développée selon 3 axes: construction et-rénovation, gestion des flux, appropriation. Cela a conduit bien évidemment à la recherche de solutions économes en termes d'énergie et d'espace. Tous les aspects qui concouraient à de meilleures performances développement durable des locaux ont été abordés.

#### ■ Conseil Général de l'Hérault

Hôtel du département  
1000, rue d'Alco  
34087 Montpellier Cedex 4

#### **ECO-LAGUNES, gestion environnementale des zones lagunaires à vocation aquacole**

Classées en zones Natura 2000, les lagunes de ce projet (France; Portugal; Espagne) possèdent un patrimoine écologique qu'il est fondamental de préserver: les herbiers de plantes aquatiques. Le maintien de leur qualité est indispensable pour assurer une production aquacole de haute qualité et durable. Pourtant ces milieux fragiles sont soumis à des pressions environnementales (épisodes climatiques extrêmes, développement de micro-algues toxiques) et humaines (eutrophisation, urbanisation). Ces phénomènes préoccupent aujourd'hui fortement les collectivités côtières de la Méditerranée et de l'Atlantique qui sont en attente de solutions efficaces et durables. L'objectif final du projet Eco-Lagunes est de démontrer que la gestion environnementale des milieux aquatiques lagunaires, en préservant la biodiversité, peut garantir le développement d'une activité économique durable.



### ■ Parc naturel régional du Haut-languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons De Thomieres

#### **Valorisation étude hirondelles de fenêtre**

La population française d'Hirondelle de fenêtre a chuté de 40 % au cours des 20 dernières années. Cette diminution est due entre autre à la destruction des nids, à la raréfaction des matériaux de constructions et aux effets directs et indirects des produits phytosanitaires. Pour cela en 2008 le PNR HL a missionné le CPIE HL et les LPO du tarn et de l'Hérault afin de mener un inventaire sur ces populations d'hirondelles de fenêtre et d'identifier certains facteurs limitant à leur installation au niveau local et de proposer des mesures de conservations adaptées.

Aujourd'hui il semble judicieux de capitaliser les connaissances acquises lors de cet inventaire.

- Concertation avec les communes, les habitants
- Mise en place de point d'eau
- Pose de nids artificiels
- Suivi des populations au printemps 2010

### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons De Thomieres

#### **Les plantes MESSICOLES**

Depuis 2005, le Parc naturel régional du Haut-Languedoc est engagé dans un partenariat avec le Conservatoire Botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées pour inventorier, mieux connaître et préserver les plantes messicoles. Par ce terme, on regroupe les plantes qui poussent spécifiquement dans les parcelles agricoles (coquelicots, bleuet...). Ces plantes sensibles sont en régression au niveau national et leur survie dans les champs est liée au maintien des pratiques agricoles. Des inventaires successifs sur plus de 200 parcelles

réparties sur l'ensemble du territoire ont permis de recenser 45 espèces différentes. Afin de valoriser le travail réalisé, des implantations de messicoles en association avec des variétés de céréales locales ont été réalisées sur deux communes Pont de l'Arn (Tarn) et Courniou (Hérault). Ces semis expérimentaux ont un double objectif : paysager et pédagogique.

### ■ Ville de Saint Etienne

Place de l'hotel de ville  
42000 Saint Etienne

#### **La forêt de Saint Etienne : outil de protection de l'eau**

L'évolution de nos modes de vie conjuguée à une connaissance de nos ressources naturelles ont conduit à des problématiques d'aménagement du territoire respectueuses de l'environnement. La ville s'est engagée dans une véritable politique de protection de son eau potable avec une gestion « écologique » de ses espaces forestiers, que ce soit pour préserver la quantité et la qualité de ses sources captées ou barrages.

La révision des plans de gestion avec l'ONF intervenue dernièrement place en première priorité la protection de son eau, puis la préservation de la biodiversité, la production sylvicole et l'accueil des différents publics.

Par cette politique alliant eau et forêt, Saint-Étienne s'inscrit dans une logique de développement durable tout en participant à la lutte contre le réchauffement climatique en développant ses forêts.

### ■ SYDED du Lot

Les Matalines  
46150 Catus

#### **Réouverture de baignades de pleine nature dans le Lot**

Le Lot possède un patrimoine riche de + de 400 km de cours d'eau sur lesquels se pratiquent de nombreuses activités aquatiques. Il

y a une quinzaine d'années, la mauvaise qualité des eaux avait pour conséquence de voir fleurir nombre de panneaux « baignade interdite » en bord de rivière et notamment dans la vallée du Célé ternissant ainsi son image touristique. D'importants investissements en matière d'assainissement des eaux usées ont permis de reconquérir une qualité d'eau compatible avec la baignade. 6 baignades non aménagées ont pu être réouvertes en 2008 et 1 en 2009. Cela n'aurait pu être le cas sans la forte implication des élus permettant la mise en place des mesures de gestion préventives des dégradations dues aux événements pluvio-orageux, notamment grâce au dispositif Inf'eau loisirs et à l'assistance technique aux responsables des eaux de baignade apportée par le SYDED du Lot.

### ■ Parc naturel régional des Causses du Quercy

11 rue Traversière - B.P.10  
46240 Labastide-Murat

#### **Une charte des bonnes pratiques de l'escalade**

Depuis le 17 septembre 2010, le département du Lot dispose d'une charte des bonnes pratiques de l'escalade. Tous les acteurs locaux concernés par le développement de l'activité escalade et la protection de la nature y ont pris part.

Cet « outil » permet d'anticiper l'équipement de nouvelles voies d'escalade en prenant en compte les espèces végétales et animales remarquables se trouvant sur les falaises et milieux rocheux. Il encourage également les échanges de données entre professionnels, pratiquants de l'escalade et experts naturalistes. La sensibilisation sur les sites d'escalade est aussi un volet important sur lequel se sont engagés les différents partenaires.

### ■ VILLE DE CHERBOURG OCTEVILLE

place de la République  
50120 Cherbourg Octeville

#### **Politique de développement durable sur les espaces verts**

- Massifs de vivaces, arbustes et bulbes
- Jardinières supprimées, au profit de plantes grimpantes
- Tonte réalisée en mulching
- Désherbage mécanique ou thermique
- Introduction de larves de coccinelles pour les pucerons et Exocomus pour les cochenilles
- Espaces naturels : fauche 2 fois par an des prairies, pas de fauche estivale pour les talus, fossés et boisements, désherbage thermique des allées ou par le piétinement, pose de nichoirs, réalisation d'inventaires faune/flore
- Eau de pluie captée aux serres, programmateurs de 1 h à 5 h pour les massifs, pas d'arrosage des pelouses
- Paillages avec paille de blé broyée, chanvre, miscanthus broyé, cosse de blé noir, copeaux issus du broyage
- Formation des agents aux techniques de fleurissement durable.
- Communication auprès du public
- Objectif d'obtention d'un label ou d'une certification environnementale pour le service

### ■ Le Chefresne

Mairie  
Place Théophile Maupas  
50410 Le Chefresne

#### **Agir local ! Penser global !**

Suppression de tous produits phytos depuis 2004. Pour restaurer notre église gratuitement et produire des énergies renouvelables : installation de panneaux photovoltaïques sur notre salle des fêtes et église. Pour sortir du nucléaire : achat de notre électricité à ENER-COOP (seule commune de France à ce jour qui utilise de l'électricité 100 % ENR). Pour être solidaire avec les pays du sud : création

d'un poulailler de 3000 poules pondeuses dans un village du Togo (Badja). Pour une démocratie participative : tous nos projets sont débattus en comité de village avant décision au conseil municipal. Pour connaître notre biodiversité : réalisation d'un atlas communal de la biodiversité. Préservation de semences anciennes (117 variétés de blés). Création de l'association EDDEN (élus pour un dev durable en Normandie). Etc.

### ■ Région Champagne-Ardenne

5, rue de Jéricho  
51037 Chalons En Champagne Cedex

#### **Les réserves naturelles régionales : un outil de préservation de la biodiversité**

Parce que la biodiversité participe à l'identité régionale au même titre que le patrimoine culturel ou architectural, la Région Champagne-Ardenne s'est engagée dans la constitution d'un réseau de Réserves naturelles régionales.

La Région classe les sites naturels remarquables en Réserve naturelle régionale et met en œuvre pour chacune d'elle, au côté des gestionnaires et des acteurs locaux, des plans de gestion visant à préserver et gérer les habitats et les espèces.

Ces Réserves naturelles régionales sont des lieux de sensibilisation et d'éducation à l'environnement permettant aux habitants de la Champagne-Ardenne de découvrir ce patrimoine et de comprendre la nécessité de sa préservation.

Le réseau de réserves naturelles de Champagne-Ardenne représente près de 140 hectares de milieux naturels remarquables préservés.

### ■ Pays d'Eprenay Terres de Champagne, PNR de la Montagne de Reims, Agglomération de Reims, Pays Rémois

7 Bis Avenue de Champagne  
51200 Eprenay

#### **Étude multi-partenariale sur le potentiel en énergie renouvelable**

Reims Métropole, le SIEPRUR, le PNR de la Montagne de Reims, et le Pays d'Eprenay se sont associés dans une démarche pour développer les énergies renouvelables sur leur territoire. Dans un premier temps, un bureau d'études a mené une étude sur l'évaluation du potentiel en ENR des territoires, le cabinet d'études a proposé 2 scénarios : un tendanciel et un exemplaire quant au possibilité de développement des ENR. Après concertation, le choix des élus des territoire s'est porté sur le scénario exemplaire. En effet, le scénario exemplaire prévoit une hausse de 7 % de production d'ENR ainsi que 40 % d'emplois en plus et enfin 315000 tonnes de CO2 évitées chaque année (contre 140000 tCO2 en 2009) sur l'ensemble des territoires. Ensuite, le bureau d'études a proposé des « fiches actions » pour les territoires en fonction des spécificités de chacun afin de développer au mieux les ENR.

### ■ Ville de Pontivy

Hôtel de ville  
56300 Pontivy

#### **Protection de captages avec maintien d'activité agricole et d'insertion sur le périmètre de protection rapprochée**

La ville au début des années 90 s'est portée acquéreur de terres pour protéger ses captages. Plutôt que de geler ces terres et de les boiser systématiquement, une installation agricole d'élevage extensif bio a été mise en place sur le périmètre de protection rapprochée. Elle est gérée par une association d'insertion et fournit des produits à des magasins locaux, dont celui installé dans le lycée agricole local. Un chemin de randonnée traverse le site et une randonnée avec animation est organisée régulièrement pour sensibiliser les riverains à ces espaces qui sont aussi des lieux où sont

identifiés des espèces rares ou endémiques (escargot de Quimper). Les résultats sont probants puisque le taux de nitrate baisse de manière continue depuis 1995.

#### ■ Ville de Pontivy

Hôtel de ville  
56300 Pontivy

#### **Protection de captages en maintenant activité économique en circuit court et insertion sociale**

La ville de Pontivy a fait l'acquisition de 70 ha de terres sur la commune de Malguénac pour protéger des captages d'eau. Contrairement à la pratique habituelle qui consiste à geler ces terres et souvent les planter d'arbres, une activité économique agricole a été maintenue. Il s'agit d'une exploitation agricole sous cahier des charges bio, de bêtes à viande (il y a également une production de miel et un verger) et d'insertion sociale par le travail avec vente de produits via un magasin de producteurs locaux. Le pari est réussi puisque la qualité de l'eau s'améliore de manière continue depuis plusieurs années. Une action de sensibilisation multipartenariale « Rand'eau » est également menée lors des journées du patrimoine, considérant que l'eau et les installations de protection font partie du patrimoine commun.

#### ■ Région Lorraine

Hôtel de Région  
Place Gabriel Hocquard - BP 81004  
57036 Metz Cedex 1

#### **Programme LIFE + Des forêts pour le Grand Tétrás (Région Lorraine)**

Le Grand Tétrás a subi un effondrement de ses populations ces dix dernières années dans le massif des Vosges.

La Région Lorraine coordonne un programme européen LIFE + afin d'offrir à cet oiseau emblématique des forêts vosgiennes la possibilité de se maintenir.

Un étroit partenariat s'est instauré avec les communes forestières lorraines et alsaciennes qui s'engagent à préserver une partie de leurs forêts pour une durée de 30 ans. Des études et des actions de sensibilisation sont également menées afin de mieux connaître cet oiseau et d'impliquer les acteurs locaux dans cette démarche de conservation.

Ce projet s'inscrit dans la politique nationale de restauration de la connectivité écologique et apportera une forte contribution à la mise en œuvre de la stratégie nationale de conservation du Grand Tétrás.

#### ■ Parc naturel régional de l'Avesnois

Maison du Parc - Grange Dimière  
4 cour de l'abbaye - BP 11203  
59550 Maroilles

#### **Plantons le décor**

initiative en faveur de la préservation du paysage coordonnée par le Centre régional de Ressources Génétiques.

« Plantons le décor » propose à la population près de 150 espèces d'arbres, d'arbustes et de fruitiers adaptés au sol et au climat du NPDC.

En plantant des végétaux adaptés à la région les habitants et les collectivités participent activement à l'aménagement de leur cadre de vie.

Les partenaires de l'opération ont l'ambition de maintenir le caractère original des paysages.

Le Crrg et les territoires partenaires de l'opération proposent de nombreux stages, démonstrations, initiatives, visites... tout au long de l'année pour aider, renseigner, conseiller, guider et échanger.

De nombreux thèmes sont proposés pour permettre à chacun de contribuer à l'enrichissement de la biodiversité : l'implantation de nichoirs, l'aménagement d'un jardin au naturel, de prairies fleuries...

#### ■ Commune d'Insviller

18 rue principale  
57670 Insviller

#### **Acquisition de l'étang du moulin par la commune d'Insviller : préservation de la biodiversité et pisciculture bio**

L'étang du moulin à Insviller dispose d'un patrimoine écologique et paysager remarquable. Longtemps exploité de manière intensive, la commune a acquis le site (74 ha) en 2010 pour la préservation de son patrimoine naturel et le retour à une pisciculture extensive.

La municipalité, soutenue par ses partenaires, envisage de faire de l'étang, la première pisciculture extensive biologique en Europe.

Dans ce but, l'ENSAIA a été sollicitée pour créer le cahier des charges piscicole alors inexistant pour la pisciculture extensive biologique. Le plan de gestion écologique est confié au Conservatoire des Sites Lorrains. L'étang est rétrocédé à un pisciculteur. Le loyer permettra d'amortir l'investissement communal et d'assurer l'entretien du site.

Ce projet démontre la possibilité de concilier intérêt public, écologique et agricole dans un souci de développement territorial équilibré.

#### ■ Conseil Général de la Nièvre

Hôtel du département  
58039 Nevers Cedex

#### **Réfection des ponts et chauve-souris**

Une procédure de mise en cohérence des travaux de réfection des ponts routiers vient d'être mise en place afin de maintenir des gîtes pour les chauve-souris dans les interstices de ces ouvrages.

Ainsi, la programmation est établie avec la SHNA (association qui possède la connaissance « chauve-souris » en Bourgogne). Ensuite, des visites de terrain sont effectuées (conjointement entre un scientifique de la SHNA et un technicien des routes) de façon à identifier et marquer les interstices qui seront

laissés tels quels sans que la structure du pont ne soit impactée.

Cette spécificité des travaux est mentionnée sur le cahier des charges destiné aux entreprises et rappelée au démarrage des travaux.

### ■ Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale

Maison du Parc - BP 22  
62142 Le Wast

#### **Le retour des communaux**

Plusieurs communes du territoire des Caps et Marais d'Opale possèdent des terrains appelés « les communaux » qui servaient autrefois à toute la population pour le pâturage des bêtes (les « vaines pâtures »). Situés souvent sur des coteaux calcaires d'un faible intérêt agronomique, ils sont souvent tombés en désuétude et le manque d'entretien a conduit à leur boisement naturel.

Avec les communes, le Parc naturel régional part à la reconquête de ces espaces d'un grand intérêt écologique pour la trame verte et bleue. Des chantiers de bénévoles avec la population locale, la pose de clôtures, la remise en place de systèmes d'abreuvement... permettent le retour de troupeaux de moutons boulonnais, une race locale particulièrement bien adaptée à ces milieux.

Régulièrement, des visites sont organisées avec les habitants pour constater l'évolution positive de la biodiversité.

### ■ Perpignan

BP 20931  
66931 Perpignan

#### **Parc Sant-Vicens à Perpignan : un site pilote pour la gestion de la ressource en eau, ouvert en septembre 2009.**

Parc Sant-Vicens à Perpignan : un site pilote pour la gestion de la ressource en eau, ouvert en septembre 2009.

### ■ Communauté urbaine de Lyon - Direction de la propreté

20, rue du Lac - BP3103  
69399 LYON Cedex 03

#### **Fauchage raisonné**

L'entretien des accotements, fossés ou talus est l'une des missions de la Direction de la propreté. Le fauchage des abords routiers concerne actuellement 220 hectares répartis sur le territoire du Grand Lyon.

### ■ Grand Lyon - Communauté urbaine de Lyon

20 rue du lac  
69003 Lyon

#### **Programme Life + Biodiversité Urbanbees : les abeilles sauvages prennent leurs quartiers en ville.**

La diversité des insectes pollinisateurs est un indicateur de l'état général de la biodiversité. Or, des études montrent que ces populations sont en déclin. Ce constat est particulièrement sévère pour les abeilles : leur perte pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la reproduction sexuée des plantes et des productions agricoles. La réduction des espaces agricoles et semi-naturels entraîne la colonisation de nouveaux milieux. Le programme Life + Biodiversité Urbanbees (5 ans à partir de Janvier 2010) vise à favoriser la biodiversité des abeilles sauvages dans les milieux urbains et périurbains, avec pour objectif final la validation d'un guide de gestion. Dix communes du Grand Lyon sont investies, avec des aménagements permettant de tester différents matériaux, pour étudier leur intérêt pour la nidification de différentes espèces d'abeilles sauvages.

### ■ Communauté de Communes Beaujolais Val de Saône/Belleville

105 rue de la République - CS 30010  
69824 Belleville Cedex

### **Restauration du maillage bocager**

Dès 2006 la CC a mis en place un grand programme de reboisement. Plus de 11 km de haies bocagères ont déjà été replantées. Les campagnes de plantations ont permis via divers partenariats avec des scolaires (collèges, MFR, lycée) de sensibiliser des jeunes aux intérêts des haies. Ces haies permettent de limiter l'érosion sur le territoire et favorise l'infiltration de l'eau, permettant son épuration et diminuant les risques d'inondation. Ces arbres permettent aussi de fixer 1 à 2 tonnes de CO<sub>2</sub>/km/an, développent les corridors biologiques favorables à la faune et la flore et améliorer le paysage. La moitié des plants sont des arbres fruitiers. Les espèces autochtones choisies ont donc de multiples intérêts : écologiques, hydrauliques, climatiques ou épurateurs. Des documents diffusables ont été créés sur les types de haies, les espèces à choisir, les méthodes de plantation ou l'entretien.

### ■ Communauté urbaine Le Creusot Montceau

Château de la Verrerie - BP 69  
71202 Le Creusot

#### **La préservation conjointe de la ressource en eau potable et de la biodiversité**

La Communauté urbaine, qui ne dispose pas de ressources en eau souterraine est totalement dépendante de réservoirs alimentés par des eaux de surface. Pour l'approvisionnement de sa population et l'activité économique, elle gère quatre réservoirs anciens et un réservoir récent de 300 ha, qui constituent autant de milieux écologiques. Des diagnostics ont permis d'en préciser la qualité. L'un des réservoirs, l'étang de la Noue, de 30 ha, a été retenu pour expérimenter une démarche visant à intégrer la préservation conjointe de la ressource en eau et de la biodiversité présente sur ce site (notamment habitats remarquables et espèces patrimoniales). Le succès du plan

de gestion mis en œuvre, notamment appliqué par le délégataire, et son évaluation ont permis d'engager la généralisation de la démarche à l'ensemble des réservoirs.

#### ■ Ville de La Motte-Servolet

36, avenue Costa de Beauregard  
73290 La Motte-Servolet

#### **La Motte-Servolet : 3e Capitale française de la Biodiversité**

La Ville s'engage depuis 2005 à développer la Biodiversité en forêt communale et sur ses espaces verts urbains par des aménagements variés et l'évolution des pratiques d'entretien de ses espaces verts et naturels

#### ■ Commune de Cluses

1 place Charles de Gaulle  
74300 Cluses

#### **Un Atlas de la Biodiversité communale**

L'atlas de la biodiversité communale est une démarche lancée par l'État en 2010, année internationale de la biodiversité. Il a pour but de mieux connaître, protéger et valoriser la biodiversité, d'identifier les enjeux liés aux espaces naturels communaux, de sensibiliser et mobiliser la population locale, d'offrir un outil d'aide à la décision aux politiques publiques. La commune de Cluses a démarré le projet en avril 2011, soutenue par l'État via la Direction régionale de l'environnement (DREAL), en partenariat avec l'association ASTERS, conservatoire d'espaces naturels, et en collaboration avec les associations locales de pêche et de chasse, des naturalistes, et des associations comme la Frapna et la LPO. Une personne en service civique a été recrutée en avril. Un concours photos est organisé tout l'été sur ce thème.

#### ■ Conseil Régional de Picardie

11 Mail Albert 1er  
80000 Amiens

#### **Le développement de la filière éolienne en Picardie : Zoom sur le parc éolien de Montdidier**

En 2010, la Région Picardie a mis en place une politique d'éco-développement visant une économie durable avec un soutien à la structuration d'une filière éolienne.

La Picardie est aujourd'hui première région de France en terme de puissance éolienne installée (On shore : 850 Mégawatts (MW) en 2010. Le schéma régional éolien, prévoit 2800 MW installés en 2020.

L'exemple de Montdidier, témoigne du potentiel d'innovation et d'expérimentation du territoire en termes d'énergies renouvelables. Cette ville renforce sa politique énergétique pour être en mesure, d'ici 2015, de produire plus de la moitié de sa consommation d'énergie à partir des énergies renouvelables, tout en divisant par 4 les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050.

#### ■ Conseil Régional de Picardie

11 Mail Albert 1er  
80000 Amiens

#### **Picardie Innovation Végétale, Enseignement Recherche Technologique**

PIVERT (Picardie Innovations Végétales, Enseignement, Recherches et Technologies), est l'un des deux projets retenus sans réserve à l'appel à projet des investissements d'avenir (grand emprunt) de l'Agence Nationale de la Recherche sur les Instituts d'Excellence en Énergies Décarbonées (IEED) lancé en octobre 2010. Il vise la mise en place d'une bioraffinerie de 3e génération axée sur l'exploitation des oléagineux sur le site du parc technologique des rives de l'Oise à Venette (Compiègne). Il a pour ambition de permettre, autour du développement de cette filière intégrée de l'amont agricole vers l'aval industriel, une métamorphose de ce secteur pour

permettre de produire demain les alcools et acides gras synthétisés aujourd'hui grâce à la pétrochimie, mais aussi des molécules différentes de celles que l'on peut obtenir via les plantes amylacées ou sucrières.

#### ■ Conseil Général du Tarn

Hotél du département  
Lices G Pompidou  
81013 Albi Cedex 9

#### **Pole départemental des zones humides**

Ce réseau de partenaires (institutionnels, collectivités publiques, associations de protection de l'environnement, particuliers ou professionnels intéressés) a vocation à faire connaître les ZH du Tarn et leurs multiples intérêts (gestion de l'eau, biodiversité, valorisation agricole...) et à promouvoir leur intégration dans les politiques publiques d'aménagement ou dans les projets d'initiative privée. Animé par le service environnement du conseil général, il a une mission d'ordre scientifique (validation des inventaires et des plans de gestion) et une mission d'appui aux territoires (valorisation des ZH pour l'assainissement, l'urbanisme, la sensibilisation du grand public). Un atlas des ZH du Tarn a été mis en place, assorti d'une cartographie. Les informations du réseau sont publiées sur un site internet dédié.

#### ■ Collège Jeanne d'Arc

23 Rue de la Vanne  
81200 Mazamet

#### **Protège ta région contre les plantes « invasives »**

- Sensibiliser les élèves sur le problème des espèces végétales « invasives » grâce à diverses interventions de spécialistes (pharmaciens, jardin botanique)
- Rendre les élèves acteurs du projet par la mise en place d'actions concrètes (action de repérage ou de lutte manuelle visant à limi-

ter la propagation des plantes invasives sur le terrain)

- informer le public, par la réalisation d'af-fiches de sensibilisation à cette problématique et exposition en mairie (Payrin).

#### ■ Mairie de Grisolles

4 avenue de la République  
82170 Grisolles

#### **Site de Mauvers les Bordes**

Le site de Mauvers les Bordes a été identifié à plusieurs titres pour son intérêt environnemental au sein du corridor garonnais. Après l'exploitation de la peupleraie en 2005/2006, la commune a conduit une réflexion élargie sur l'ensemble du méandre avec plusieurs partenaires régionaux compétents en matière de gestion de l'eau et de la forêt. La commune a engagé un plan de gestion de cinq ans dans le but de réhabiliter ce site de près de 26 hectares. Les travaux comprenaient entre autre, la plantation de 8 hectares de forêt de feuillus (chênes, frênes, érables...), 7 hectares de peupliers et quelques aménagements sur le bras mort de la Garonne. À travers ce projet de réhabilitation pluriannuel 2007/2011 du site, la commune de Grisolles a affirmé son souhait de concevoir une gestion de ce territoire dans son ensemble.

#### ■ Mairie de Mirecourt

rue Général Leclerc  
88500 Mirecourt

#### **Vers un retour de la Biodiversité en milieu urbain**

Pour un retour de la biodiversité plusieurs actions autour de la gestion différenciée des espaces verts. Jardinage plus écologique par des méthodes alternatives permettant à court terme le zéro pesticides. Paillage de massifs et économie d'eau. Fauche tardive de certains espaces (parcs, bords de routes, bords de rivières...). Prairies fleuries avec espèces

locales, arbres ou arbustes mellifères. Implantation de nichoirs et « HLM à animaux » dans les parcs et les écoles. Manifestations grand public : expositions, échanges entre particuliers et professionnels, conférences. Éducation dans les écoles.

Parc naturel régional du Gâtinais français  
52 route de Corbeil  
91590 Baulne

Mise en place d'une gestion écologique des espaces communaux (GEEC)

Lancée en 2010, la Charte de GEEC a pour but d'accompagner les Communes du Parc dans :

la réduction, puis suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires et des amendements chimiques pour l'entretien des Espaces Collectifs.

le développement de nouvelles pratiques d'entretien favorables au DD et à la biodiversité, à l'amélioration du cadre de vie...

Objectif :

réduire la tendance d'aseptisation du paysage urbain

suivi, mutualisation et extension des expériences

démarche exemplaire à reproduire par les habitants

1<sup>re</sup> année :

démarrage d'un plan de conversion à la GE avec 14 communes volontaires :

recensement et état des lieux des EP et des pratiques d'entretien

définition des objectifs pour chaque espace sur trois ans avec les communes et les hbts pour atteindre une GE des EC : espaces verts, fleurissement, voiries, stade, cimetière...

calendrier des opérations d'entretien/budget prévisionnel

formation des agents

#### ■ Parc naturel régional du Gâtinais français

52 route de Corbeil  
91590 Baulne

#### **La « Mémoire dans la pierre », l'art rupestre et sa valorisation dans le Parc naturel régional du Gâtinais français**

Le projet « La Mémoire dans la Pierre » est né de la rencontre de trois acteurs sur le territoire des Trois-Pignons : l'Office national des forêts, le Parc naturel régional du Gâtinais français, le Groupe d'études, de recherches et de sauvegarde de l'art rupestre (GERSAR).

Ce projet a pour vocation de faire découvrir au grand public un patrimoine majeur et cependant méconnu du Gâtinais français : les gravures rupestres. Ces gravures sont attribuées à toutes les périodes chronologiques, de la préhistoire à nos jours.

Par son abondance en matière de gravures rupestres, le territoire du Parc constitue l'une des plus riches régions de France dans ce domaine.

À la suite de recherches et d'études qui ont été menées afin de replacer les gravures dans leur contexte humain et environnemental, différents supports de valorisation ont été réalisés : organisation de journées thématiques, réalisation d'un film documentaire, ouverture d'un sentier pédagogique en forêt et réalisation d'un travail de fond auprès de plusieurs établissements scolaires environnants.

#### ■ Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Hôtel du Département  
Esplanade Jean Moulin  
93006 Bobigny

#### **Réalisation du chemin des parcs sur le territoire de la Seine-Saint-Denis**

Le schéma départemental pour un environnement vert en Seine-Saint-Denis a fait apparaître la nécessité pour le Département de construire un maillage vert du territoire départemental.

Cette liaison douce reliera les grands espaces verts de Seine-Saint-Denis. Elle constituera un

corridor biologique, une réserve de biodiversité et un support de circulations douces.

- Un tracé de 70 km a été défini.
- 7,2 km ont été aménagés en 2010 (3,5 km à Tremblay-en-France, et 3,7 km entre le parc forestier de la Poudrerie et la forêt de Bondy).
- Des premières animations sont organisées le long du futur tracé.

#### ■ Agglomération de Cergy-Pontoise

parvis de la préfecture - BP 80309  
95000 Cergy-Pontoise

#### **Création d'une Charte de gestion durable des espaces verts publics**

Cette charte de la CACP permet de guider l'activité des services. Il fixe un cadre de référence en matière de connaissance, de protection, de gestion et d'aménagement des milieux.

Issu d'une étude écologique du territoire, il indique les interventions qui permettront de préserver la biodiversité et les milieux naturels en donnant une cohérence à l'ensemble des actions engagées et à venir.

Les actions sont regroupées en 9 axes :

- I- Sensibiliser et mobiliser les acteurs
- II- Protéger les espaces naturels dans les documents d'urbanisme
- III -Mettre en place des outils de connaissance
- IV - Mettre en place des statuts de protection
- V- Mettre en œuvre une politique foncière
- VI - Concevoir les projets dans une démarche écologique
- VIII - Réaliser des travaux d'aménagements, de restauration ou de renaturation
- IX - Mettre en œuvre de mesures de gestion

## Entreprise

#### ■ Entreprise unipersonnelle

Bergerie de Puchauriol  
09 100 PAMIERS

#### **La brebis dans les près, le pétrole dans la lithosphère.**

Technicien supérieur chimiste et responsable d'exploitation agricole, je me suis installé jeune agriculteur, avec diverses aides publiques, dotation jeune agriculteur, fond d'avance au fermage, plan de relance ovine et ai remis en production une surface de 70 ha en piémonts Pyrénées,

Le système d'exploitation basé sur l'augmentation des rendements énergétiques parcellaires, visait l'augmentation de la matière organique du sol, la diminution de l'érosion du sol, par l'emploi de techniques culturales simplifiées et la pseudo permaculture, ainsi que la résilience due à la biodiversité.

J'ai vendu de la R & D lors du quatrième exercice, alors que le revenu temps était le plus conséquent, en me spécialisant dans la chimie du carbone renouvelable ou chimie verte, via une année en formation continue.

#### ■ Robert BOSCH France SAS Site de RODEZ

ZI de Cantaranne  
BP 3212 Onet le Château  
12032 Rodez Cedex 9

#### **Excellence Énergie**

Entité du groupe allemand Robert Bosch, l'usine Robert Bosch France SAS Systèmes Diesels, à Rodez, s'est lancée depuis 2005 dans une démarche de développement durable dont l'efficacité énergétique est un des piliers. Si à l'origine de la démarche, il y a la volonté du groupe de réduire l'impact environnemental du site, l'augmentation du prix des énergies a constitué une motivation sup-

plémentaire, la démarche ayant pour effet de réduire la facture énergétique.

#### ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, allées Turcat-Méry  
13268 Marseille

#### **Protection de l'avifaune en Méditerranée : partenariat LPO-ERDF**

La LPO et ERDF ont développé un partenariat pour la protection de l'avifaune en région Méditerranée qui repose sur une méthode d'élaboration consensuelle des axes de progrès. La LPO PACA exerce pleinement son rôle d'assistance auprès d'ERDF avec la mise en place du Comité régional Avifaune pour assurer une gouvernance environnementale régulière à laquelle il convient de rajouter les réunions de travail thématiques soit avec les Parcs Naturels Régionaux soit avec les autres naturalistes régionaux. Ce pilotage a permis une planification des actions, une expérimentation de certains produits, un suivi et une révision des actions et enfin la sensibilisation des acteurs du territoire. Le partenariat LPO-ERDF Méditerranée a contribué également à renforcer l'exposé des sujets environnementaux d'ERDF dans les médias.

#### ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Méry  
13268 Marseille Cedex 08

#### **Challenge OXYGENE**

Ce challenge interne « Oxygène » a été mis en place en 2010 par ERDF dans l'objectif de réduire l'empreinte CO<sub>2</sub> des activités des équipes clientèles : chaque gain obtenu (déplacements évités...) permet de financer l'achat d'arbres mis à disposition des élèves des départements de Bouches du Rhône, du Vaucluse, des Alpes de Haute Provence et des Haute Alpes, afin de les planter dans des

zones à reboiser et ce, en partenariat avec les Collectivités locales.

#### ■ ERDF Sud-Ouest

54, Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

#### **Réduire l'empreinte carbone de nos activités à ERDF Sud Ouest**

ERDF a réalisé le bilan carbone de l'ensemble de ses activités tertiaire sur les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées. L'empreinte carbone ainsi mesurée a mis en évidence la place prépondérante que tiennent les déplacements dans la réalisation de nos activités. Face à ce constat, il a été décidé de la mise en œuvre d'un programme d'éco-conduite sur l'ensemble du Sud ouest. A la fin 2010, 2500 salariés ont été formés. Cette démarche ambitieuse permet d'agir triplement sur l'économie de carburant, la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la réduction de l'accidentologie et du stress au volant. Par cette démarche, les salariés d'ERDF marquent leur attachement à l'écocitoyenneté et leur engagement au service du développement durable. Autre déclinaison de ce programme « bas carbone » : la mise en place d'un PDE sur Grand Toulouse à la rentrée de septembre 2011.

#### ■ ERDF Sud Ouest

54, Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

#### **ERDF et les 10 « plus beaux villages » d'Aveyron**

En Aveyron, les dix villages classés « plus beaux villages de France » mutualisent leurs actions afin d'accroître l'attractivité touristique de leurs sites. ERDF participe de longue date, aux côtés d'autres partenaires, (Comité Départemental du Tourisme, Conseil Général, CCI...) aux travaux et réflexions menés par ces villages. Cet engagement s'est traduit par l'enfouissement esthétique de réseaux élec-

triques aériens mais également par l'accompagnement de projets spécifiques. C'est ainsi qu'un projet d'accueil des publics handicapés a été réalisé en 2010 avec l'aménagement d'un parcours pour personnes mal voyantes sur la commune de Conques.

#### ■ ERDF Sud Ouest

54, Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

#### **Embellissement et cadre de vie : un partenariat avec l'ESAT**

En Dordogne, ERDF a noué un partenariat avec l'ESAT de Trelissac (aide par le travail pour des travailleurs handicapés) afin de mener des campagnes de débroussaillage de postes électriques ainsi que la réalisation de travaux d'espaces verts sur les sites d'ERDF. Ainsi, sur 2010 et 2011, plus de cinquante postes électriques auront été traités contribuant à l'amélioration du cadre de vie. Les déchets verts sont systématiquement collectés, traités et valorisés.

#### ■ Freescale

134 avenue Eisenhower - BP 32729  
31023 Toulouse Cedex 1

#### **Réduire sa consommation annuelle de gaz de 2 millions de Kw/h**

L'usine Freescale Semiconducteurs de Toulouse conçoit et fabrique des composants électroniques de type semi-conducteurs. Dans le cadre de la fabrication de nos composants et pour assurer le fonctionnement de notre site, nous utilisons le gaz naturel pour nos besoins en chauffage ainsi que pour certains procédés de fabrication. Depuis les 10 dernières années, nous avons conduit des programmes d'optimisation de nos installations et de réduction de notre consommation de gaz naturel afin de préserver cette ressource naturelle.

#### ■ EDF Unité de Production Sud-Ouest

77 Chemin des Courses  
31057 Toulouse Cedex 01

#### **Prise en compte des enjeux de conservation du Gypaète Barbu à l'échelle du Massif Pyrénéen**

EDF exploite 101 usines hydroélectriques sur le massif des Pyrénées, pour la plupart situées dans des sites protégés (Parc national, Réserves naturelles, N2000, Biotope). EDF s'implique dans la connaissance des milieux et de ses impacts, et s'associe aux actions de préservation des nombreuses espèces protégées (grands migrateurs, espèces endémiques ou protégées) en sensibilisant ses salariés à ces enjeux.

Partenaire de longue date du Parc National des Pyrénées, notamment autour des enjeux de conservation du Gypaète barbu, EDF Production Hydraulique Sud Ouest étend à l'ensemble du massif des Pyrénées son implication dans la préservation de cette espèce fortement menacée en bâtissant un partenariat avec la DREAL Aquitaine et la Ligue pour la Protection des Oiseaux. Ce partenariat permettra d'analyser les impacts de ses activités et de mettre en place des mesures d'atténuation.

#### ■ SHEM

1, rue Louis Renault, BP 13383  
31133 Balma Cedex

#### **Travaux d'envergure de la SHEM à Capdenac**

Les travaux de modernisation de Capdenac consistent à remplacer trois groupes qui présentent la spécificité d'avoir des turbines et alternateurs totalement immergés dans l'eau. L'installation de nouvelles vannes et la révision des anciennes permettront une exploitation plus souple : les débits d'eau restitués à l'aval seront mieux modulés ce qui préservera le milieu aquatique tout en facilitant la navigation. De plus, les charges d'huile existantes seront



supprimées éliminant ainsi un risque potentiel de pollution.

Ces travaux seront complétés par l'installation d'un nouvelle turbine dite « Very Low Head turbine » (VLH). Elles ont la particularité de tourner lentement favorisant ainsi le transit des poissons sans dommage « ichtyophiles ». Par ailleurs, elles permettent de turbiner à de faibles hauteurs de chute d'où une meilleure optimisation du site.

#### ■ Va Nu Pieds

Escabiros  
31160 Razecueillé

#### **Boite à outils pour la gestion forestière des petites parcelles**

Création d'une plate-forme internet « Pyrénées vertes » pour faire valoir l'intérêt de gérer ses parcelles forestières si petites soient elles.

#### ■ Fredec Midi Pyrénées

Complexe Agricole d'Auzeville  
2 route de Narbonne  
BP 12267  
31322 Castanet Tolosan

#### **Charte d'entretien des espaces publics**

Les molécules utilisées pour le désherbage des zones non agricoles sont régulièrement retrouvées dans les eaux superficielles et souterraines. La prévention des pollutions est un enjeu majeur en matière de santé publique et de protection de l'environnement. La réduction des sources de contamination des eaux est une priorité.

La charte d'entretien des espaces publiques offrent aux collectivités la possibilité de s'engager sur des objectifs clairs pour améliorer leurs pratiques vis-à-vis des produits phytosanitaires et réduire leur utilisation. Cette charte est basée sur trois niveaux matérialisés par une feuille :

- \*Traiter mieux,
- \*Traiter moins,

\* Ne plus traiter du tout chimiquement.

Charte initiée par la FREDON Basse Normandie, elle est aujourd'hui déployée dans 6 régions par le réseau des FREDON et notamment en Midi-Pyrénées.

#### ■ EDF Bretagne

EDF- Délégation Régionale Bretagne  
7 rue Maillard de la Gournerie  
TSA 43935  
35039 Rennes Cedex

#### **Les îles bretonnes, laboratoire du développement durable**

EDF s'est engagé auprès, du Conservatoire du Littoral, des collectivités territoriales, Région et collectivités concernées, dans le projet de mettre en place le modèle d'île laboratoire « développement durable ». Trois expériences réussies permettent d'imager ce concept dans des approches différentes et complémentaires :

1) Le projet de réhabilitation du patrimoine bâti de l'île Tristan par son chantier d'insertion affiche un des signes les plus tangibles de l'engagement social de cette opération et vise en parallèle la protection du patrimoine, la valorisation des composantes socio-économiques, environnementales ou culturelles de l'île. Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet des îles laboratoires qui permet de tester des solutions innovantes en matière d'énergie, de biodiversité, de protection de l'espace et des paysages et de l'emploi.

2) Le chantier de MDE sur l'Île de Sein qui a permis d'établir un schéma directeur énergétique sur ce site permettant d'identifier des actions de maîtrise des consommations d'énergie justifiées sur les plans énergétiques, environnementaux et économiques. À titre d'exemple l'eau potable est produite sur place par dessalement de l'eau de mer, procédé fortement consommateur d'électricité, et le traitement des déchets est également source de consommation d'énergie -compactage -

transport local et rapatriement sur le continent). Cette opération s'est concrétisée en deux phases :

- Une phase d'enquête et de sensibilisation des habitants (Sensibiliser et informer la population locale sur le projet MDE, les enjeux, les actions envisagées et leurs impacts - identifier par ménage les appareils à renouveler et leur type. + mise en place un relais local pour l'accompagnement des actions et implication au maximum de la population dans le projet. et enfin la Sensibilisation des touristes, notamment, sur la problématique des déchets et de l'eau.

- Une phase d'accompagnement de l'acquisition d'appareils de froid, de lampes basses consommation pour les économies d'énergie et d'embouts mousseurs pour les économies d'eau : (Achat groupé des matériels (appels d'offres-Distribution et installation du nouveau matériel et récupération des vieux appareils- et un bilan des actions réalisées et suivi de l'opération.).Ce projet est d'ores et déjà en cours de duplication sur les îles de Ouessant et de Molène (îles non raccordées au réseau) et il est envisagé avec la région, l'état et les autres partenaires d'en appliquer le modèle à l'ensemble des îles bretonnes.

3) Et enfin, le modèle d'île laboratoire « développement durable » qu'est Kemenez vise à préserver les milieux fragiles et la biodiversité par une présence humaine et une activité économique fondées sur un usage raisonné (renouvelable) des ressources naturelles : eau, agriculture et élevage biologiques, autonomie énergétique (renouvelables) et l'éducation du public. Les premiers succès conduisent déjà aux premières répliques.

### ■ ERDF Région Ouest

6 place Mellinet  
44000 Nantes

#### **À Arradon (56) : une campagne d'élagage pas comme les autres...**

Pour maintenir la qualité de l'alimentation électrique et éviter tout contact entre la végétation et les ouvrages qu'elle exploite ERDF procède à l'élagage des arbres situés à proximité des lignes électriques. La commune d'Arradon s'est impliquée, au côté d'ERDF pour informer les propriétaires d'arbres et faciliter ainsi les conditions d'élagage tout en préservant la qualité des arbres élagués. Résultat : 118 propriétaires d'arbres situés non loin des lignes électriques ont reçu une lettre d'information co-signée ERDF et commune d'Arradon rappelant leurs responsabilités d'élagage, un dossier personnalisé avec des conseils de sécurité et un devis pour faire réaliser la prestation d'élagage par une entreprise agréée. Une première réussite : près d'un habitant sur deux ont répondu positivement à la proposition d'élagage de leur arbre situé à proximité des lignes électriques.

### ■ ERDF Région Ouest

6 place Mellinet  
44000 Nantes

#### **Recyclage des poteaux béton en Poitou-Charentes**

En Poitou-Charentes, de l'ordre de 7000 poteaux béton sont annuellement déposés. Avec la société Gravaloire Recyclage, chaque poteau est « mâché » afin de séparer, en quelques minutes, l'acier de premier choix valorisé en fonderie, et le béton. Ce dernier, après un traitement de finition par concassage, est réutilisé en remblaiement de tranchée, aménagement de plateformes industrielles, sous couche de voirie. Au final, ce qui constituait un déchet se transforme en matière première pour de nouvelles applications.

### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### **Quand l'industrie rencontre l'art : signalétique du parc « Cure d'air » de la ville Nancy**

En relation avec l'École de Condé de Nancy (école d'arts appliqués), ERDF et le service des Parcs et Jardins de la Ville de Nancy, ont conçu des parcours pédagogiques pour expliquer l'histoire du parc, de sa faune et de sa flore. Pour ce faire 5 totems (panneaux signalétiques) ont été fabriqués par l'association des Paralysés de France (APF). Conçu pour tous, ce parc est accessible aux personnes valides comme aux personnes à mobilité réduite.

L'inauguration du parc Cure d'air s'est déroulée en mai dernier en présence du député maire de Nancy, M. André ROSSINOT.

Partenariat

Député adjoint maire Nancy, Adjointe en charge du territoire de Nancy Ouest, Délégué à la nature et aux paysages urbains, Président de l'Atelier de Vie de Quartier Beauregard - Boufflers - Buthegnémont, Directeur École de Condé de Nancy, Association des amis de la Cure d'Air.

### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### **5- Quand pédagogie rime avec détente au bord des rives de Meurthe**

Créer un espace pédagogique et de détente au bord des rives de Meurthe, accessible à tous et pour tous pour faire découvrir la richesse de cet espace éco-urbain.

Les « Rives de Meurthe », projet initié par ERDF sur le territoire de la Communauté Urbaine doit montrer l'implication sociétale et environnementale du concessionnaire des réseaux de distribution d'électricité et sa capa-

cité à proposer des projets innovants face à une collectivité territoriale qui est également le concédant de ces réseaux.

ERDF se propose de créer quatre parcours longeant les rives de la Meurthe dans le cadre d'un partenariat privilégié avec la Communauté Urbaine. Pour favoriser :

- L'écologie urbaine
- L'insertion professionnelle
- L'innovation et la culture

### ■ ERELIA

Les Jardins de Brabois II  
3 Allée d'Enghien  
54602 Villers Les Nancy

#### **Les éoliennes : lutte contre le réchauffement climatique et biodiversité**

Le Grenelle prévoit de porter à au moins 23 % en 2020 la part des ENR dans la consommation d'énergie finale. La filière éolienne doit ainsi atteindre 25000 MW de puissance installée en 2020 contre 5700 MW fin 2010.

ERELIA, filiale de GDF SUEZ, développe, construit et exploite des parcs éoliens dans toute la France, depuis 2003. Pour ERELIA, un projet éolien ne peut réussir que s'il associe les acteurs locaux. Il s'agit construire un véritable projet d'aménagement du territoire visant à produire de l'électricité de manière durable en préservant le patrimoine environnemental.

La mise en place d'un tunnel pour la protection des chauves-souris et la plantation d'arbres sur le parc des Hauts Pays (Haute-Marne) traduisent parfaitement la volonté d'ERELIA de contribuer à soutenir et à protéger les ressources naturelles locales en associant tout le territoire à ses projets.

### ■ ERDF Territoire de la Nièvre

1 rue du Ravellin  
58020 Nevers

## **Étude et observation de la migration des oiseaux**

Partenariat entre ERDF et une société locale de protection des oiseaux SOBA Nature Nièvre. L'opération a consisté à financer l'achat de filets pour intercepter les oiseaux, et avec la participation à titre bénévole de l'un de nos salariés, de capturer des oiseaux pour les baguer et déterminer les voies de migration et les zones d'hivernage

### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam  
CS 60007  
59777 Euralille

## **L'élagage durable**

La qualité de la fourniture de l'électricité dépend de la sécurité et de l'environnement des ouvrages (pylones, lignes...) qui nécessitent l'élagage des arbres. ERDF a mis en place une démarche visant une cohabitation harmonieuse des ouvrages et de la végétation en préservant les milieux naturels et en assurant l'efficacité de l'élagage. Elle associe les élus, les propriétaires et les prestataires.

En parallèle, elle prévoit la compensation des déboisements éventuels effectués quand cela est nécessaire: replantation à des endroits choisis chez les propriétaires, dans la commune ou hors commune, en concertation.

La démarche entreprise produit déjà ses effets au niveau de la satisfaction des clients et des élus, ainsi que sur la diminution significative des incidents dus à l'élagage et notamment par conditions météorologiques défavorables.

### ■ ERDF

20-22 allée Evariste Galois  
63170 Aubière

## **En Limousin, un élagage éco-responsable**

L'élagage des arbres à proximité des lignes électriques est une nécessité pour ERDF. En

effet, la moindre branche d'arbre qui entre en contact avec le réseau risque de perturber la qualité de fourniture de l'électricité au client. En Limousin, ERDF est passé d'un élagage périodique systématique à un élagage ciblé, plus respectueux de la faune et de la flore locale. Un expert forestier dresse un inventaire précis de la végétation à proximité des réseaux moyenne tension. Cette inventaire et l'élagage raisonné qu'il permet préservent la faune et la flore tout en garantissant la nécessaire sécurité des biens et des personnes ainsi que la qualité de fourniture de l'électricité.

### ■ ERDF Ile-de-France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

## **Réalisation de toits végétalisés sur les postes sources urbains d'ERDF**

Les postes sources ERDF transforment la tension 225000 volts en tension 20000 volts. Ils occupent des surfaces allant de 1000m<sup>2</sup> à plusieurs hectares. Faciliter l'intégration de ces postes dans l'environnement ultra-urbain de Paris et de la première couronne francilienne est donc un enjeu industriel pour ERDF. Un toit végétalisé sera prochainement créé au-dessus de deux nouveaux postes (Batignolles à Paris et Courbevoie). Ces travaux permettront de créer un espace vert de taille significative en zone urbaine améliorant le cadre de vie des riverains tout en améliorant l'isolation thermique des postes sources.

### ■ SARL LES MOULINS DE LACAZE

9 Cour Jules-Ferry  
81100 Castres

## **ISO 14001 METHODE EMAS : Tri des déchets**

Utilisation de graisses et d'huiles bio respect de toutes les réglementations.

### ■ Institut Français de la Vigne et du Vin Sud-ouest

V>Innopole  
BP 22  
81310 Lisle Sur Tarn

## **O HERBI-VITI : Le développement d'une Viticulture sans herbicide dans le Sud-ouest**

En viticulture, la pratique du désherbage sur le rang de vigne nécessite des herbicides. Un projet d'envergure décide de renverser la tendance, avec, en trois ans, un objectif de « zéro herbicides en vignes ».

L'Institut Français de la vigne et du vin avec 7 partenaires met en place en 2010 le projet « O herbi viti » avec pour objectif l'analyse technico-économique et sociologique de stratégies alternatives au désherbage chimique.

L'ambition est de favoriser rapidement la limitation de l'utilisation d'herbicides sur les vignobles du bassin Adour-Garonne. Pour atteindre cet objectif, sept sites pilotes ont été choisis sur les trois régions principales du bassin. Dans l'optique d'une diffusion à large échelle, le projet accompagne les responsables de la filière dans cette nouvelle dynamique de conseil au changement.

Ce programme est accompagné par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne

### ■ EDF Délégation Régionale Limousin

13 rue Louis-Armand  
BP 29224  
87222 Feytiat

## **Réhabilitation d'un espace forestier et réintroduction de l'abeille dans le milieu naturel**

Reconstitution d'un domaine forestier sinistré par la tempête de 1999, par broyage de la végétation et des souches existantes, par reconstitution de la forêt en implantant 3 essences de bois (chêne, châtaigner et érable) et par installation de ruches sur l'espace recréé

### ■ EDF - Direction Immobilier Groupe

Tour EDF (11A35)  
20, place de La Défense  
92050 Paris La Défense 8 Cedex

#### **Concilier l'action sociale et environnementale dans la gestion des espaces verts**

La DIG (Direction Immobilier Groupe) est responsable du pilotage de la prestation d'entretien des aménagements extérieurs des sites EDF. Ces espaces représentent des milliers d'hectares à proximité de bâtiments tertiaires, centrales thermiques ou nucléaires... Cette prestation est réalisée par des prestataires spécialisés (généralement des ESAT employant des personnes handicapées).

Conscient de l'impact de cette activité, la DIG souhaite promouvoir la gestion différenciée des espaces verts en accompagnant ses prestataires. Cela se traduit concrètement par :

- la limitation des produits phytosanitaires,
- l'adaptation des pratiques en diminuant notamment les fréquences de tonte pour favoriser la biodiversité
- le financement des formations pour les ESAT
- l'aide à l'achat de matériel plus écologique,
- l'élaboration d'un guide « Biodiversité »
- les actions de communication

### ■ ERDF

Tour Winterthur  
92085 Paris La Défense

#### **Partenariat avec la Ligne pour la protection des oiseaux : les refuges LPO**

En 2010, ERDF et la Ligue de protection des oiseaux ont conclu un partenariat axé sur la promotion des refuges LPO. Un refuge LPO est un espace vert entretenu avec des méthodes respectueuses de l'environnement et pouvant servir de refuge à des oiseaux. Les personnes qui possèdent un refuge forment une communauté animée par LPO.

Par ce partenariat, ERDF s'engage à aider à l'implantation de refuges LPO chez ses 36000 salariés ou auprès de collectivités locales. De plus, ERDF organise un jeu concours pour inciter ses salariés à promouvoir les refuges LPO auprès de leurs proches.

### ■ ERDF

tour Winterthur  
92085 Paris La Défense

#### **Plan de protection de l'aigle de Bonelli vis-à-vis des lignes électrique**

ERDF équipe ses lignes pour éviter que des espèces protégées ne s'y électrocutent. Ces opérations sont réalisées en partenariat avec des associations de protection de la nature et concernent les zones Natura 2000.

Depuis deux ans, trois aigles de Bonelli ont été électrocutés en dehors de ces zones : des jeunes se sont écartés de leurs zones d'errance habituels.

L'aigle de Bonelli est une espèce très menacée : il ne reste qu'une trentaine de couples en France. C'est pourquoi ERDF a engagé un programme spécifique de protection de cet aigle : pose de protections sur les supports, pose de balises sur les lignes aériennes. Cette action est co-pilotée par les associations de naturalistes.

### ■ ERDF

tour Winterthur  
92085 Paris La Défense

#### **Réduction des émissions d'hexafluorure de soufre (SF6)**

Le SF6 est un gaz utilisé pour ses qualités diélectriques dans l'appareillage électrique, mais malheureusement à fort effet de serre si libéré dans l'atmosphère (lors de fuites, opérations de maintenance...).

ERDF s'est donc engagé dans un programme pour réduire les émissions de SF6. Il prévoit :

- § La formation du personnel pour la manipulation et la récupération du SF6,
- § Le suivi des quantités émises,
- § Un programme pour étanchéifier les appareils fuyards.

### ■ EDF Direction Production Ingénierie Hydraulique - DPIH

Cap Ampère - 1 place Pleyel  
93282 Saint Denis Cedex

#### **Des barrages aux Chauves-souris**

La DPIH intègre les enjeux environnementaux au cœur de ses activités de production avec une volonté constante de limiter ses impacts sur les écosystèmes. Ses ouvrages hydroélectriques (barrages et galeries) constituent un potentiel important d'accueil pour les chiroptères.

Des conventions de partenariats ont été signées avec des associations environnementales, des réserves, parcs naturels et conservatoires régionaux afin de recenser et préserver des gîtes et de mener des actions de sensibilisation.

Ex. d'actions menées : pose de grilles au niveau des galeries pour concilier sécurité des ouvrages et préservation des accès aux gîtes ; prise en compte des nuisances sonores ou lumineuses ; respect des périodes sensibles lors des travaux ; replantations anticipées d'arbres afin de maintenir un corridor boisé (pour éviter les risques de collisions autoroutières) avant le début de travaux.

### ■ GUYAVOILE

126, Bd Bellony  
97310 Kourou

#### **Un hydrogénérateur à bord d'un maxicatamaran**

Récemment installé à bord de notre maxicatamaran, cet hydrogénérateur permet à notre outil de travail de naviguer en énergie positive et de recharger nos batteries. Issu de

la recherche nautique en course au large et développé par des industriels, cet hydrogénérateur est une solution à nos besoins énergétiques de la croisière aux missions spécifiques au large. Il peut produire jusqu'à 100 % de nos besoins électriques à bord. Cet hydrogénérateur a d'autant plus de sens dans le cadre des missions scientifiques qui sont confiées à notre maxi-catamaran en Guyane.

## Autre

### ■ Chambre d'Agriculture de l'Aude

ZA de Sautés à Trèbes  
11878 Carcassonne Cedex 9

#### ***Démarche partenariale de préservation de l'eau sur le bassin-versant du Tréboul (Aude)***

Un ensemble d'action est engagé depuis 2009 pour améliorer la qualité de l'eau sur le bassin Versant du Tréboul (12 communes) affluent amont du Fresquel qui traverse le Lauragais Audois.

- Réalisation d'un plan de désherbage communal sur Castelnaudary (2009)
- Réalisation d'un diagnostic territorial, soutenue par l'agence de l'eau, qui a permis des aides financières (dont FEADER) par le biais d'un PVE collectif pour plus de 15 exploitants pour la création de « Phytobac »
- Journée de visite de Phytobac le 5 avril 2011 sur 3 exploitations
- Journée de démonstration de matériel de travail du sol en grande culture 11 mai 2011 à Villeneuve la Comptal
- Création d'une colonne de remplissage sécurisée sur une commune en 2011
- Mise en place d'un réseau de 12 fermes Eco-phyto
- Concrétisation de la démarche via la constitution de la CLE du SAGE du Fresquel.

### ■ chambre d'agriculture des bouches du rhone

22 avenue henri pontier  
13626 Aix En Provence

#### ***Co-gestion de la réserve naturelle de crau***

La Réserve Naturelle des Coussouls de Crau, créée en octobre 2001, couvre 7411 hectares de parcours semi-arides à ovins, pour l'essentiel des terrains appartenant à l'État, à des collectivités territoriales, au Ministère de la Défense, aux conservatoires, ainsi qu'à quelques propriétaires privés. Dans ce contexte, les acteurs du monde agricole et de l'environnement ont décidé de s'associer dans un projet innovant et ambitieux : la co-gestion de la Réserve Naturelle des Coussouls de Crau a été confiée en octobre 2004 au Conservatoire-Etudes des Ecosystèmes de Provence - Alpes du Sud (C.E.E.P.) et à la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône

### ■ chambre d'agriculture des bouches du Rhône

22 avenue henri pontier  
13626 Aix En Provence

#### ***Participation de la profession agricole à la réduction des pollutions d'origines agricoles sur les bassins versants de l'arc et de la touloubre***

Les agriculteurs du bassin-versant de l'Arc et de la Touloubre utilisent de l'eau pour le lavage, le remplissage des matériels agricoles, la préparation de leur bouillie de traitement. Cette eau est actuellement disponible par le réseau d'eau potable de certaines communes, mais également de forages particuliers ou de réseaux d'irrigation.

Les agriculteurs de ces bassins versants ont souhaité adapter leur fonctionnement, leur technique et leur équipement dans le but d'avoir une incidence moins importante sur le milieu environnemental.

### ■ chambre d'agriculture des bouches du Rhône

22 avenue henri pontier  
13626 Aix En Provence

#### ***Organisme Unique de Gestion Collective des prélèvements d'eau à usage agricole sur la nappe de crau***

La nappe de la Crau est alimentée en grande partie par les eaux d'irrigation gravitaire en lien avec le foin de Crau. Pour rappel, jusqu'à 80 % de cet eau déviée de la Durance se retrouve dans le milieu naturel (nappe, marais...). La nappe de la Crau est une ressource en eau à préserver, en effet le SDAGE 2010-2015 a défini la nappe de la Crau comme une masse d'eau affleurante nécessitant des actions de préservation du bon état quantitatif et a inscrit dans son programme d'action la mise en place d'un dispositif de gestion concertée de la ressource. Afin de préserver cette ressource, la Chambre d'Agriculture a donc créé l'OUGC (Organisme Unique de Gestion Collective) nappe de Crau en mai 2010.

### ■ GEIE FORESPIR

64 rue Raymond IV  
31000 Toulouse

#### ***Le développement durable de la Forêt Pyrénéenne***

FORESPIR mène plusieurs actions  
GALLIPYR : harmonisation des méthodes de suivi/gestion du Grand Tétrás Lagopède alpin et Perdrix grise.

BIOFOR Mutualiser la connaissance d'outils méthodes et modes de gestion concernant des habitats forestiers Contribuer à maintenir/améliorer la prise en compte de la biodiversité dans la gestion forestière

UNCI PLUS : la gestion du pin à crochets et relance filière

GESTOFOR promouvoir une gestion forestière contribuant à la préservation/bon état de la ressource en eau captée

Changement climatique et Forêt de montagne  
Proposition/mise en œuvre d'une méthodologie de classification spatiale Proposer des techniques d'intervention Définition d'un réseau de parcelles de suivi des indicateurs + premiers relevés

Exchange SILVOPAST développer des actions de collaboration entre deux secteurs distincts la forêt et l'agriculture de montagne

Programme SYMBIOSE

#### ■ Région Champagne-Ardenne

5, rue de Jéricho

51037 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

51000 Châlons-En-Champagne

#### **Programme SYMBIOSE**

Le programme Symbiose débuté en juin 2009 a pour objectif d'anticiper les demandes du Grenelle de l'Environnement concernant la biodiversité et la mise en place de la Trame Vertes et Bleues (TVB) notamment par la création et le maintien de corridors écologiques ainsi que de leurs éléments constitutifs en contexte de grandes cultures. Parallèlement, Il a pour ambition de conduire à l'élaboration d'un programme de mise en œuvre et de suivi des actions menées assurant leur reproductibilité à plus grande échelle. Ce programme s'appuie sur quatre actions complémentaires destinées d'une part à renforcer la connaissance du territoire et l'adhésion de ses acteurs et d'autre part à acquérir des données et des retours d'expériences quant à la faisabilité et l'intérêt des aménagements.

#### ■ Projet « Rallumons les étoiles' »

Résidence Descartes

243 rue du kiosque

59500 Douai

#### **Rallumons les étoiles**

Le projet « Rallumons les étoiles », en collaboration avec son client le club d'astronomie de la MJC de Douai, vise à sensibiliser le grand

public au problème de la pollution lumineuse qui entrave non seulement la bonne observation du ciel par les astronomes, mais influe aussi négativement sur les écosystèmes.

Dans un premier temps, nous avons réalisé une exposition ayant pour thème les méfaits de la pollution lumineuse.

Ensuite, nous avons également réalisé une étude technique à destination des principales collectivités du Douaisis.

Enfin, nous avons mis en place des ateliers d'initiation à l'astronomie dans un collège et une école primaire de Waziers (périphérie de Douai).

#### ■ G.A.E.C Des Manets

Les Manets

61250 Semalle

#### **Unité de méthanisation agricole**

Utilisation des effluents d'élevage pour produire de l'énergie électrique et de la chaleur. Réduire les gaz à effet de serre en récupèrent le méthane des fumiers et lisiers des bovins pour alimenter une génératrice de 150 kW produisant 1 000 000 kWh d'électricité par an et de chauffé les pavillons de l'exploitation

#### ■ Parc national des Pyrénées

2 rue du IV Septembre

65000 Tarbes

#### **Les atlas de la biodiversité communaux**

Le Parc national des Pyrénées lance en 2011 un programme partenarial avec 6 communes de son territoire. Il s'agit d'un programme national (ABC) dont le parc sera le relai local. Il s'agit de mettre en œuvre sur les 6 communes sélectionnées un programme de connaissance global de la biodiversité (faune, flore, habitats, paysage). La démarche est innovante dans la mesure où les communes prennent part activement aux processus dès le début du projet. Innovante également dans le fait d'associer les citoyens, via les sciences

participatives, aux inventaires puis aux suivis. Les informations collectées sont fournies à la commune. Elles constituent un patrimoine à protéger (via des aménagements ou des pratiques adaptées) et à valoriser (brochures, des sentiers pédagogiques...). Ce travail constitue le point de départ à des actions de sensibilisation à la nature auprès des scolaires par exemple.

#### ■ Parc National des Pyrénées

2 rue du IV septembre

BP 736

65007 Tarbes

#### **Projet zéro pesticide adapté aux communes de montagne du Parc National**

Depuis juillet 2010, le Parc National des Pyrénées a lancé une démarche « zéro pesticide » pour inciter les communes à réduire la quantité de produits phytosanitaires utilisés dans l'entretien des espaces communaux. L'action du Parc s'est d'abord concentrée sur 7 communes de montagne qui ont été accompagnées dans la réalisation d'un plan de désherbage. Le projet comprenait également des journées de démonstration de matériels de désherbage alternatif, des formations techniques et des outils de communication auprès des habitants. Un an après, la majorité des communes n'utilise quasiment plus de pesticides. Elles recourent à des techniques et du matériel alternatifs adaptés à la montagne. Le Parc envisage d'élargir le projet à d'autres communes en intégrant l'intervention d'une paysagiste pour prendre en compte les principes du désherbage alternatif dans les projets d'aménagement.

### ■ Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées

Syndicat mixte Conservatoire botanique pyrénéen  
Vallon de Salut - BP 315  
65203 Bagnères De Bigorre Cedex

#### **Préservation et restauration des milieux pyrénéens d'altitude dans le cadre du développement durable**

Le programme Ecovars + vise à conserver et restaurer la flore et les écosystèmes pyrénéens lors des aménagements touristiques en montagne. Une marque collective « Pyrégraine de nèou » a été créée pour valoriser les mélanges de semences d'origine locale et permettant la réhabilitation des habitats naturels après aménagements. Des productions de semences collectées en altitude ont été initiées localement, notamment par une association d'insertion en vallée d'Aspe. Sur des domaines skiables ont mis en place des récoltes mécanisées de semences locales pour une utilisation directe en revégétalisation. D'autres domaines se sont équipés d'un SIG de gestion de la biodiversité et planification des opérations de revégétalisation sur leur territoire.

Développer les activités touristiques en montagne tout en étant acteur de la conservation des sites et de leur biodiversité : la conciliation est possible grâce aux actions pilotes développées par le programme Ecovars +.

Au lieu d'utiliser des mélanges de graines d'origine exogène et non adaptés aux sites d'altitude, le programme permet d'utiliser des semences collectées localement, et conserver la flore, tout en réhabilitant des habitats naturels. Les semences utilisées par les partenaires du programme sont collectées localement (et ne proviennent pas d'un marché mondialisé comme c'était l'habitude, un non-sens pour la conservation de la flore), multipliées localement, notamment par une association d'insertion, qui a développé un véritable projet de territoire... puis utilisées localement!

Les domaines skiables de Nouvelles Pyrénées (N'PY) engagés dans la démarche ont développé eux-mêmes une professionnalisation de la récolte de semences mécanisées, en intégrant toutes les étapes, en valorisant la ressource en graines de leur domaine skiable et en s'organisant pour l'exploiter durablement, en partenariat avec les besoins des associations pastorales locales. D'autres domaines skiables (vallées d'Ax en Ariège), engagés dans une conservation de la biodiversité au travers d'un outil SIG connaissent aujourd'hui les atouts de leur territoire et la sensibilité en matière de flore et faune. Le SIG leur permet d'éviter d'impacter les zones sensibles dès la définition des projets, très en amont de l'aménagement lui-même.

Un comité de suivi est établi depuis 10 ans pour piloter et suivre ces projets. Regroupant les financeurs et l'ensemble des utilisateurs potentiels de semences de revégétalisation, il se réunit au moins 1 fois par an, et est complété par des groupes de travail thématiques (meilleures pratiques de revégétalisation, une marque collective pour des semences locales...)

Les projets soutenus par le programme Ecovars + font un bilan commun chaque année, permettant échanges entre porteurs de projets et mettant en évidence une complémentarité des objectifs.

### ■ Conservatoire du littoral

Verdex - Chemin de la Grande-Roche -  
BP-18  
73371 Le Bourget Du Lac Cedex

#### **Gestion forestière durable**

Mise en œuvre d'une gestion forestière durable sur les parcelles appartenant au Conservatoire du littoral en Forêt d'Orient. Ces parcelles ont été acquises pour restaurer et préserver les milieux naturels.

Des opérations de coupe des résineux ont été menées (sur 4 ans) pour retrouver un peuplement naturel de feuillus.

Le milieu étant sensible, un débardage à cheval a été choisi afin de préserver les sols et les arbres laissés sur pied (semenciers).

La vente du bois a été faite à une micro-entreprise locale pour la construction d'un observatoire sur la Réserve naturelle nationale de la Forêt d'Orient.

Une certification PEFC est en cours et le reste du bois exploité sera utilisé en plaquette et en bois énergie.

### ■ UNICEM (Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction)

3, rue Alfred Roll  
75017 Paris

#### **La Charte Environnement des industries de carrières**

Conscientes de leur responsabilité environnementale, les industries de carrières ont mis en place, depuis 2004, une démarche volontaire de progrès continu : la Charte Environnement. Son objectif : permettre à la profession d'aligner au cœur de son activité développement économique, respect de l'environnement et écoute des acteurs locaux. La démarche s'organise autour d'un Chemin de Progrès en quatre étapes, de formations et d'actions de sensibilisation et d'un processus de concertation avec les acteurs locaux. Aujourd'hui les 1000 sites « chartés » représentent plus de 50 % de la production nationale de granulats. En Midi-Pyrénées, 70 % environ de la production régionale de granulats est couverte par cette Charte. Spécificité de cette région : une Convention a été signée depuis 2006 entre le comité régional de la Charte et le Conseil Régional pour accompagner la démarche en local.

**■ Rhizobiôme**

Amalvit  
81470 Pechaudier

***Le Réseau SAGNE ou comment des propriétaires s'engagent pour sauvegarder les zones humides du Tarn***

Rhizobiôme aide et accompagne les propriétaires de zones humides dans la recherche de mode de gestion durable de ce patrimoine. Comment permettre une utilisation des sites de zones humides sans en détruire les fonctionnalités écologiques et hydrologiques, tel est le challenge que techniciens et propriétaires de sites relèvent ensemble pour co-construire des solutions de gestion durable. Ne pas oublier que les zones humides sont en majorité en propriété privée et que leur sauvegarde passe par l'engagement citoyen de leurs propriétaires. Plus de 950 ha (plus de 25 % des zones humides connues de ce département) sont ainsi à ce jour préservés par ces propriétaires engagés au côté de Rhizobiôme dans un réseau intitulé le Réseau SAGNE.

**■ Chambre de Commerce et d'Industrie de Montauban et de Tarn-et-Garonne**

22 allées de Mortarieu - BP 527 - 82065  
Montauban Cedex  
82000 Montauban

***Bilan Carbone de territoire du département Tarn-et-Garonne***

- Une vision prospective : Intégrer des indicateurs carbone et fossile dans la stratégie de développement économique et résidentielle du Tarn et Garonne.
- Un outil d'aide à la décision au service de l'ensemble des projets environnementaux : hiérarchiser les enjeux, quantifier l'impact des actions.
- Développer la complémentarité entre les plans d'actions des collectivités, de la CCI et des entreprises, en particulier les Plans Climat du territoire.



# DÉVELOPPEMENT LOCAL

Activités économiques, artisanat et commerce, agriculture, tourisme, emploi, formation, économie sociale et solidaire

## Association

### ■ Auvergne Qualité Performance (AQP)

5-15 Rue Montaret  
03200 Vichy

### Écologie Industrielle

L'association AQP mène depuis septembre 2010 une opération pilote d'Écologie Industrielle. Le but de l'Écologie Industrielle est de trouver des synergies entre entreprises et organismes situés sur un même territoire : synergie de substitution (les déchets d'une entreprise peuvent être les matières premières de l'autre) ou synergie de mutualisation (mise en commun d'un équipement : une défense incendie par exemple).

Actuellement 20 entreprises/organismes participent à cette action sur l'Allier et nous avons déjà pu identifier plusieurs synergies dont certaines sont d'ores et déjà mises en œuvre.

### ■ CACG

Le Grand Carré - BP 41  
04301 Forcalquier Cedex 1

### Bistrot de Pays, un label de tourisme au service de l'économie rurale

Bistrot de Pays est un label-qualité créé en 1992, mis en œuvre par des territoires de projet dans 8 régions de France. Le label est régi au niveau national par une Fédération, et rassemble plus de 250 établissements. Un objectif : la redynamisation, sociale, économique et culturelle de nos villages, par le biais d'un dispositif de soutien aux bars-restaurants, souvent derniers commerces de proximité encore ouverts. Le dispositif Bistrot de Pays permet à ces commerces de bénéficier de formations,

d'un accompagnement personnalisé et d'une communication nationale, en contrepartie du respect d'une Charte incluant la dimension de service à la population, l'ouverture à l'année, l'information touristique de proximité, l'animation festive et culturelle ou encore la valorisation des produits de terroir.

### ■ AADEB/CIVAM Bio 09

32 avenue du Général-de-Gaulle  
09000 Foix

### Promouvoir et valoriser la viande ariégeoise de qualité en circuit de proximité

L'AADEB (Association Ariégeoise de Développement de l'Élevage Bovin) et le CIVAM Bio 09 mènent un projet commun sur 3 ans afin d'organiser et de développer la filière viande sur le département de l'Ariège. Les objectifs finaux sont :

- de participer au maintien et au développement d'une économie territoriale en lien avec la production alimentaire (production agricole, abattage, découpe, boucherie, négoce, distribution...).
  - de répondre à la demande des consommateurs de manger de la viande locale et transparente sur son mode de production ;
  - de soutenir l'activité des éleveurs bovins en diversifiant et valorisant leurs productions.
- Pour cela, nos 2 associations mènent conjointement une phase d'étude et d'actions opérationnelles. Des études afin de recenser les expériences innovantes sur d'autres territoires, mieux connaître les pratiques et les résultats sur les exploitations du département, connaître les approvisionnements et les volontés des distributeurs de viande, aller à la

rencontre des consommateurs afin de tester leurs attentes vis-à-vis de la viande produite localement... Une phase opérationnelle afin de diffuser les connaissances acquises auprès des distributeurs et des éleveurs, animer un groupe d'acteurs de la filière viande afin de valoriser les productions carnées locales, contribuer au maintien des outils d'abattage du département, accompagner et former les éleveurs vers la production de produits de qualité.

### ■ Agence de Développement Touristique Ariège-Pyrénées

Route de Ganac  
09000 Foix

### Charte engageante « Manifestations vertes »

Les manifestations sportives et culturelles sont très nombreuses en Ariège. Elles sont l'occasion de petits et grands rassemblements et constituent des lieux d'échange et de partage souvent appréciés dans notre département.

Cependant toute manifestation, par nature éphémère, peut générer des impacts négatifs sur l'environnement. Ils sont ponctuels mais importants : production de déchets, consommation d'énergie, d'eau et pollution liée aux déplacements...

Ces impacts peuvent également être positifs au niveau « social » avec par exemple l'accès à la culture à tous et à la valorisation du territoire.

L'objectif de cette charte est la valorisation de ces rassemblements par la limitation de leurs impacts sur l'environnement. Il s'agit de proposer aux organisateurs des événementiels du département une « charte manifestations

vertes ». Cette charte vise à encourager les organisateurs à proposer des « solutions propres » d'organisation en tenant compte des enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

- **Association Terre de Champagne Ardenne**  
2 bis rue Jeanne-d'Arc  
10000 Troyes

### **Certification ISO 14001 d'un groupe d'agriculteur sur la région Champagne-Ardenne**

Notre association regroupant 32 exploitations agricoles a été certifiée ISO 14001 en juin 2011.

Nous souhaitons par cette démarche collective volontaire et globale mettre l'environnement au cœur du développement économique de nos entreprises.

Notre objectif :

- Valoriser les pratiques respectueuses de l'environnement,
- Protéger les ressources naturelles par le suivi d'indicateur,
- Gérer l'ensemble des effluents issus de l'activité agricole.

- **APABA**  
Carrefour de l'Agriculture  
12026 Rodez Cedex 9

### **Lait Bio 12**

Association de producteurs de bovins lait mettant en place la valorisation locale de leur lait en recherchant le partenariat avec des structures ayant un atelier sous-utilisé pour la fabrication fromagère et en recherchant un partenariat public pour la réalisation d'un atelier-relais de transformation de produits laitiers. La commercialisation sera locale.

- **APABA**  
Carrefour de l'Agriculture  
12026 RODEZ Cedex 9

### **Fournir la restauration collective en produits Bio**

L'Apaba accompagne les producteurs Bio du département de l'Aveyron qui souhaite livrer les restaurants collectifs.

Après une étude de l'offre disponible localement, une étude de la demande a été réalisée auprès de plusieurs restaurants collectifs : 6 cuisines centrales, 6 collèges et 3 lycées.

Des rencontres producteurs - gestionnaires - ont permis d'expliquer les contraintes des uns et des autres et de concrétiser les premières commandes de produits.

Une réflexion en vue de la création d'une plateforme de distribution en partenariat avec les producteurs du Tarn et Garonne est en cours.

- **APABA**  
Carrefour de l'Agriculture  
12026 RODEZ Cedex 9

### **Développement de ceintures vertes**

sensibilisation des élus et des acteurs agricoles sur l'installation de jeunes agriculteurs en zone périurbaine au travers de rencontres thématiques, de diffusion de fiches techniques...

- **APABA**  
Carrefour de l'Agriculture  
12026 Rodez Cedex 9

### **Repérage de savoir-faire innovants et d'expérimentation en agriculture**

L'APABA souhaite répertorier les savoir-faire particuliers ou innovants qui permettent aux agriculteurs de pratiquer une agriculture plus durable. L'objectif est de permettre à d'autres agriculteurs de mettre en œuvre ces techniques grâce à une description détaillée des pratiques et de leurs conditions de reproductibilité. Ces savoir-faire (engraissement à l'herbe, utilisation de variétés ou races anciennes, agroforesterie...) sont classés en 5 thèmes, et sont valorisés au travers de fiches techniques.

- **APABA**  
Carrefour de l'Agriculture  
12026 Rodez Cedex 9

### **Mutualisation des pratiques d'enseignement sur le bio dans les établissements scolaires agricoles.**

Travailler avec les établissements scolaires agricoles pour une meilleure connaissance de l'agriculture biologiques par un échange de connaissances et d'acquis provenant du terrain et de l'activité professionnelle.

- **Lire la ville**  
10, rue Colbert  
13001 Marseille

### **Récit de ville avec habitants : les potentiels du territoire [femmes, civilité, travail & espace urbain] et 10 ans de veille civique à Aubagne**

Méthode de travail : un outil pour repérer les potentiels du territoire : une petite machine à lire portable.

Nous avons cherché à lire l'espace tel qu'il est, à discerner ce qu'il nous dit et ce qu'il peut devenir. Pour cela nous nous sommes fabriqué un outil, une sorte de petite machine littéraire (économique, légère et portable) que nous allons essayer de présenter ici. Une machine à brouter lire le paysage, à le ruminer et à le traduire, essentiellement sous la forme de préconisations :

- paysagères et urbaines (chemins, aménagements, etc.)
  - d'activités (commerces, productions, fonctions ou emplois avec fiches de postes, etc.)
  - ces préconisations ayant pour ambition de respecter un double label : de civilité et d'égalité.
- Nous avons cherché à regarder avec les yeux fertiles imaginés par Paul Éluard, celui dont l'école de La Tourtelle porte le nom.
- Le paysage n'est pas seulement un motif pour les peintres ou les cartes postales, la vie l'irrigue en tous points, une activité permanente l'anime.

### ■ AR Hlm PACA & Corse

Le Saint-Georges -  
97, avenue de la Corse  
13007 Marseille

#### **Convention cadre sur la maîtrise de l'énergie, la qualité environnementale et le développement durable Région PACA-ADEME-AR Hlm PACA & Corse**

1. organisation et animation d'un club régional d'échanges, de journées d'information et de visites de terrain sur la stratégie énergétique et le développement durable dans l'habitat social.
2. Rédaction d'une lettre électronique d'information sur l'actualité en matière d'énergie et de la qualité environnementale.
3. Mise en place et promotion de programmes de formation à destination des salariés des organismes Hlm.
4. Promotion d'actions valorisant la participation des locataires dans l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments.
5. Constitution progressive d'un centre régional de ressources recensant et les actions des bailleurs sur les thématiques visées par la présente convention.
6. Appui à l'élaboration, au suivi et à la diffusion d'appels à projets lancés par l'Ademe et la Région PACA.

### ■ Terre de Liens

10 rue Archinard  
26400 Crest

#### **Installation de plusieurs agriculteurs bio pour approvisionner la cantine scolaire de Barjac**

À Barjac, commune rendue célèbre pour l'engagement de son maire à promouvoir une restauration collective biologique et locale, une grande ferme céréalière a été achetée par des citoyens à travers la Foncière Terre de Liens pour permettre l'installation de plusieurs jeunes agriculteurs selon des modes de

production respectueux de l'homme et de la nature. La Grange des Prés Localisation : Barjac, Gard Patrimoine : 10 ha de landes, 10 ha de prés, 100 ha de terres labourables, un vaste corps de ferme Productions biologiques : Céréales, Pain, Farine, Miel, Œufs, Viandes de volailles, bovines et porcines, Agroforesterie, Bière, Cultures légumières Partenaires : Commune de Barjac, Chambre d'Agriculture du Gard, ADDEARG, Civam bio Le projet Frédéric, Emmanuelle, Driss, Tine, Nicolas, Régis et Marceau seront les nouveaux fermiers de cette ancienne ferme céréalière. Leurs projets agricoles sont indépendants mais chacun a fait le choix de s'installer sur cette ferme pour y construire un projet professionnel commun basé sur la mutualisation des outils de production et l'entraide. Une couveuse d'activité agricole « Coups d'Pousses » accueillera également des candidats à l'installation qui bénéficieront d'un accompagnement personnalisé pour le démarrage de leur projet. La commune de Barjac entend bénéficier de ces nouvelles productions locales pour approvisionner son restaurant municipal qui confectionne 250 repas biologiques quotidiennement pour les écoliers et les personnes âgées du territoire. D'importants travaux seront réalisés pour permettre le logement des fermiers et la création de bâtiments agricoles.

### ■ Comité Régional Midi Pyrénées Canoë-kayak

16 chemin de la loge  
31000 Toulouse

#### **Démarche Qualité « Cool de Source »**

Mise en place d'une méthode et d'un réseau qualité en matière de développement des pratiques de canoë-kayak et disciplines associées. Faire du tourisme sportif un vecteur de développement local, éco responsable et citoyen, en matière d'aménagement du territoire.

### ■ Midi Pyrénées Actives

32, rue Agathoise  
31000 Toulouse

#### **Mobiliser les flux financiers bancaires au service du développement des territoires.**

La mobilisation des banques constitue l'expérience de Midi Pyrénées Actives et du réseau France Active depuis plus de 20 ans.

Avec le soutien de collectivités et d'acteurs privés, le réseau France Active a créé des outils d'accompagnement financier des projets créateurs d'emplois.

Ils permettent à des projets :

- hors des normes bancaires classiques (capitalisation insuffisante, surface financière limitée des dirigeants, secteurs d'activité atypiques, localisation géographique « sensible »...)

- de se financer sur les marchés bancaires,
- à des conditions de marché normales, voire bonifiées (taux ; garanties personnelles...).

Cet accès est rendu possible par :

- Un travail d'accompagnement et de conseil aux porteurs de projets sur leur construction financière

- La mobilisation de partenaires bancaires sur le projet (intermédiation).

- Des interventions financières en garantie bancaire (caution)

Les interventions en garantie d'emprunts s'appuient sur des fonds de garantie dotés localement et/ou nationalement.

Ils peuvent être généralistes ou orientés en fonction des besoins des territoires : quartiers urbains ou zone rurale en déprise, créatrices d'entreprises, secteur de l'insertion, secteur agricole etc..

Ils présentent des atouts majeurs dans le panel des outils financiers au service du développement économique :

- ils sont économes, avec un effet de levier très fort. En moyenne, 1000€ investis par

une collectivité dans un fonds de garantie permettent de mobiliser 15 000€ sur les projets.

- ils sont recyclés : chaque remboursement à la banque libère autant d'engagement possible sur un nouveau projet

- ils sont vertueux : les ressources et une partie des risques sont assumées par les banques.

Entre 2005 et 2010, Midi Pyrénées Actives ainsi contribué à la création de plus de 1000 emplois sur la Région Midi Pyrénées, dans des micro-entreprises. L'association a apporté près de 9M€ de garanties pour permettre 34 M€ d'investissements financés essentiellement par les banques. Ces outils financiers ont « coûté » 900 k€ aux collectivités et partenaires locaux.

#### ■ École Régionale de la deuxième chance Midi-Pyrénées

57, allée de Bellefontaine  
BP 13589  
31035 Toulouse Cedex 1

#### **E2C - ERDF pour une deuxième chance**

Depuis 2006, l'ER2C et ERDF Sud Ouest ont développé un partenariat visant à intégrer dans les promotions d'apprentis de l'entreprise des élèves de l'École qui n'auraient pas été retenus dans le cadre de la sélection classique.

Les engagements de l'ER2C :

L'ER2C valide les candidats potentiels à travers des stages pratiques sur différentes unités de production d'ERDF.

Elle leur permet de se remettre à niveau sur les savoirs de base.

Elle accompagne les futurs apprentis dans le cadre de leur mobilité (les postes proposés sont répartis sur l'ensemble du territoire de la Région).

Elle assure un suivi post-formation sur le volet de l'accompagnement social ainsi que dans le cadre d'un soutien scolaire.

ERDF s'engage à proposer un CDI à l'ensemble des élèves obtenant leur diplôme au terme de leur apprentissage.

Depuis 5 ans, 24 élèves ont intégré le cursus.

- 7 ont obtenu leur diplôme (Bac Pro ou CAP) et signé un CDI (dont 1 qui poursuit en BTS).

- 2 ont obtenu leur diplôme et signé un CDI dans une autre entreprise

- 2 ont abandonné

- 13 sont en cours de formation dont 6 qui présenteront leur diplôme en juin 2012.

Chaque année, ERDF recrute 6 apprentis issus de l'ER2C, soit près de 15 % de ses apprentis.

#### ■ ARCE Midi-Pyrénées

11 boulevard des Récollets  
31078 Toulouse Cedex 4

#### **Opération collective innovante de management environnemental dans le BTP**

Depuis 2009, une dizaine de PME du BTP de la région Midi-Pyrénées a engagé une démarche collective de management environnemental selon la norme iso 14001. Leur objectif est de faire le point sur leur situation vis-à-vis de l'environnement afin de s'engager dans un processus d'amélioration continu. Il s'agit d'une véritable réflexion stratégique et opérationnelle pour améliorer la prise en compte de l'environnement dans leur activité quotidienne.

#### ■ Union Grand Sud des Communes Forestières

6 rue du Barry  
31210 Montréjeau

#### **Des modules bois énergie pour structurer rapidement la filière des Pyrénées**

Un projet innovant des communes forestières pour valoriser les produits de la forêt pyrénéenne. L'objectif est de valoriser la ressource bois des Pyrénées sous forme de vente

directe d'énergie thermique en imaginant un service « clé en main », sans investissement du client, à un prix compétitif, facturé selon la consommation réelle et en recherchant un taux d'utilisation des chaudières élevé.

Une phase d'étude de faisabilité pilotée par l'Union Grand Sud des Communes Forestières avec le soutien technique et financier de la DRAAF Midi Pyrénées, a permis de définir les conditions techniques, économiques et esthétiques de réalisation du projet.

À l'issue de cette phase conclue par un appel d'offres européen, un constructeur a été retenu et des sites vitrine sélectionnés pour la mise en œuvre de ce service innovant de fourniture de kWh bois.

Ce service dénommé Estera (copeau de bois en Occitan), est porté dans sa phase de démarrage par ONF Énergie, filiale d'ONF Participations.

Les premiers sites vitrine chauffés dès 2011. Avec le soutien de l'ADEME, la mise en service de la première installation s'est faite au centre thermo-ludique de Balnéa. L'économie pour les clients est de 10 % du coût de référence de l'énergie substituée.

Trois autres sites, l'hôpital Montaignu sur la commune d'Astugue, les thermes du Bouridé et l'hôtel Laca situés sur la commune de Capvern Les Bains consommeront leurs premiers kWh bois avant la fin de cette année grâce à 2 modules supplémentaires. Ces 2 installations fonctionneront toute l'année en particulier grâce à la mobilité du module qui sera installé à Capvern Les Bains.

#### ■ CIVAM CREA

6 rue du portail  
31220 Martres Tolosane

#### **Agriculture : une couveuse d'activités agricoles pour dynamiser le marché local**

La couveuse d'activités agricoles permet la mise en situation de futurs agriculteurs. Ils

produisent et commercialisent de manière autonome mais sont hébergés (comptablement, juridiquement et socialement) par la couveuse.

La couveuse met à disposition des outils de productions et propose un accompagnement vers la professionnalisation et une installation pérenne de personnes souvent non issues du milieu agricole.

Le CIVAM CREA, structure portée par des agriculteurs, inscrit son action sur le long terme. Il favorise la mise en réseau des « couvés » avec le milieu socio-professionnel et les acteurs locaux.

### ■ Fédération Régionale Hôtellerie de Plein Air Midi-Pyrénées

52 boulevard Gabriel-Koenings  
31300 Toulouse

#### **Le développement durable dans l'Hôtellerie de Plein Air en Midi-Pyrénées**

La Région Midi-Pyrénées met en place un programme régional de développement durable à destination des entreprises d'hébergement touristique consistant à inciter les maîtres d'ouvrage à intégrer dans leur projet de création, extension ou rénovation des critères économiques, sociaux et environnementaux. La Région renforce également son soutien financier en augmentant de 30 % le plafond des dépenses éligibles pour ce type de projet. Le programme régional s'appuie sur le réseau des partenaires régionaux et départementaux concernés : Région Midi Pyrénées (DPTC, DEDD), Conseils Généraux, Comité régional du Tourisme et comités départementaux (CRT et CDTs), Agence du Développement Durable, Union Régionale des Conseils en Architecture Urbanisme et Environnement et Conseils Départementaux (URCAUE et CAUEs), Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie et Chambres départementales (CRCI et CCI), Midi-Pyrénées Amélioration des Conditions de

Travail (MIDACT), Fédération Régionale Midi-Pyrénées de l'Hôtellerie de Plein Air (FRM-PHPA).

En cohérence avec ce programme et selon la même logique partenariale, la FRMPHPA met en place au sein de sa filière une démarche de développement durable visant notamment à améliorer la gestion courante des campings selon les principes du développement durable. Cela consiste à réaliser des diagnostics et mettre en œuvre des plans d'action dans des campings volontaires de Midi-Pyrénées. Cette opération pilote en Midi-Pyrénées a pu générer une évolution de la charte nationale Camping Qualité vers un référentiel « Camping Qualité Durable ».

Cette démarche initiée et impulsée par la FRMPHPA est réalisée par un groupe de travail composé de l'ARPE, avec le soutien de la région Midi-Pyrénées, la CCIR et l'UR des CAUE. La FRMPHPA souhaitait en effet, disposer d'un outil adapté à sa filière.

Objectifs :

- Convaincre les chefs d'entreprise sur la nécessité de mettre en place une politique de développement durable
- Accompagner les chefs d'entreprise dans la conception de leur stratégie
- Leur fournir les outils nécessaires à la mise en œuvre de cette politique

#### **La démarche :**

1. Une grille de diagnostic a été élaborée par un groupe de travail régional (FRMPHPA, ADD, CCIR) afin de permettre au chef d'entreprise de faire un bilan sur ses pratiques en matière de Développement durable. Cet outil s'appuie et complète la grille Camping Qualité.
2. Un diagnostic est réalisé sur site par les techniciens tourisme- ressources humaines et environnement des CCI en collaboration avec le gestionnaire du camping.
3. Le diagnostic sur site donne lieu à des documents écrits :

a) un plan d'actions sur les 5 prochaines années.

- Le plan d'actions est rédigé en collaboration entre le chef d'entreprise et l'organisme ayant réalisé le diagnostic.
- Le plan d'actions fixe les engagements pris par le chef d'entreprise en matière de développement durable
- Le plan d'actions liste les actions à mettre en place en fonction de leur priorité
- Dans la mesure du possible, les actions sont quantifiées financièrement
- Le plan d'actions est signé par l'organisme ayant réalisé l'audit et le chef d'entreprise. Chacun en conservera une copie signée.
- Le plan d'actions est communiqué aux organismes régionaux responsables de l'opération par l'intermédiaire d'une plateforme mise en place par la CCIR.

b) Le diagnostic renseigné et complété :

- Les réponses et les commentaires relevés lors du diagnostic seront consignés par écrit par le responsable du diagnostic. Des informations pratiques seront également précisées afin d'aider le gestionnaire à mettre en œuvre son plan d'action : formations, fiches pratiques, contacts... L'ensemble de ces données est centralisé sur la plateforme mise en place par la CCIR dans la bibliothèque d'action. En parallèle la fédération élabore un site internet qui a vocation à être une véritable plateforme d'information et de connaissance métier permettant à chaque gestionnaire de trouver immédiatement des réponses à ces questions suite au diagnostic.
  - Le responsable du diagnostic signe le document et le transmet au chef d'entreprise
- c) Autres finalités pour le gestionnaire
- Le gestionnaire reste libre du choix des chartes ou des labels auxquels il veut adhérer pour ensuite pouvoir communiquer auprès de ses clients. La grille DD doit être considérée comme un outil de pré-diagnostic préalable à

l'obtention de certains labels ou charte d'engagement.

- Si des investissements importants sont décidés suite à ce diagnostic, le gestionnaire sera réorienté vers le dispositif mis en place par la région. Le fait d'avoir rempli la grille de pré-diagnostic DD lui facilitera le remplissage des supports demandés par la région.

Le site internet professionnel de la fédération régionale Hôtellerie de Plein Air a été entièrement refait pour répondre aux besoins identifiés lors de la rédaction des plans d'actions. La FRMPHPA s'attache à tout mettre en œuvre pour mettre à disposition de ses adhérents les outils de professionnalisation adaptés à la filière (formation, fiche technique...).

30 campings ont pu bénéficier en 2010-2011 de cette démarche.

#### **La grille de diagnostic se compose de la manière suivante :**

Première partie: Efficacité Économique

a) Stratégie de commercialisation et de communication

b) Performance économique

c) Pérennité de l'entreprise

d) Contribution au développement local

e) Qualité de service (essentiel de la grille CQ)

Deuxième partie: La gestion environnementale

a) Critères généraux

b) Prise en compte des risques naturels

c) L'eau

d) Les espaces verts

e) L'énergie

f) Les déchets

g) Les achats

h) Le stockage des produits

i) Les transports

j) Le bruit

k) La sensibilisation

l) Les supports de communication

Troisième partie: Équité sociale

a) Gestion des ressources humaines

b) Diversité culturelle

c) Accueil de public spécifique

La grille est organisée selon la logique de la grille Camping Qualité national.

#### ■ 3PA

1, rue du château  
31370 Poucharramet

#### **Parcours métiers verts**

Les jeunes représentent la population la plus touchée par le chômage (23 %). Il existe des véritables débouchés dans les métiers dits « verts » qui sont en fort développement et connaissent d'ores et déjà un manque de personnel qualifié et sensibilisé aux enjeux et aux techniques de ces domaines.

En collaboration avec différentes structures de la Région Midi-Pyrénées, le projet de l'association 3PA est de mettre en place tous les outils nécessaires pour sensibiliser, former et créer de l'emploi dans le domaine des métiers liés à l'environnement et au développement durable. Cette passerelle prendra 3 formes :

- Des chantiers découverte durant lesquels les jeunes pourront tester, expérimenter différentes techniques et appréhender les métiers liés.

- Des formations de pré-qualification où ils pourront valider leur projet professionnel en expérimentant sur chantier et durant des temps en salle le métier pour lequel le jeune est le plus motivé.

- Des filières de qualification diplômante. Soit par le biais de partenariat avec des diplômes existants, soit par la création de ceux-ci.

L'objectif principal est la formation de personnes qualifiées sur les métiers de l'environnement tant au niveau pratique, qu'au niveau théorique sur les questions de développement durable.

#### ■ Etymôn

36 rue Bernard-Mulé  
31400 Toulouse

#### **Solidées, des idées libres et solidaires**

Encourager les citoyens à s'engager sur la durée pour développer et soutenir des initiatives et entreprises sociales

Aider les porteurs de projets et les entrepreneurs à construire des projets d'innovation sociale.

En imaginant, co-crétant et partageant librement des idées solidaires

Grâce à un site internet collaboratif et l'animation de rencontres pour en savoir plus :

[www.solidees.org](http://www.solidees.org)

#### ■ SYNETHIC

36 rue Bernard-Mulé  
31400 Toulouse

#### **Pôle de compétences et d'innovation sociale créé par un réseau d'acteurs de l'ESS**

Dans une dynamique de cluster (regroupement d'acteurs par filière, structuration/agrégation de services, mutualisation de compétences...) autour d'une charte d'engagements sociale, SYNETHIC a créé le GAREM (Groupement d'Achat Responsable de Midi-Pyrénées) qui réunit à la fois des prestataires responsables (scop, scic, entreprises d'insertion...) et des acheteurs responsables (entreprises et collectivités) autour de différentes filières d'activité :

- Déchets/Recyclage

- Transport/Mobilité

- Systèmes d'Information responsables

- Événements responsables

- Alimentation Responsable

-...

Ainsi, SYNETHIC accompagne les organisations dans leur mise en place de politique d'achats responsables via un catalogue de services à la fois pratique et innovant sur le plan social et environnemental (collecte de déchets de bureau, livraison de marchandises à vélo, auto-partage, service de traduction en langue des signes...). Le groupement SYNETHIC bénéficie du co-financement de

l'Union Européenne à travers le Fond Social Européen.

Ses Membres : Greenburo, Ethiquable, Mobilib, Altern'Mobil, Interpretis, Adom Diffusion, Net Sol Éco, Resto Bio, La Maison du Vélo, Terra Via, Les Jardins du Volvestre...

### ■ **Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire**

39 Chemin de Lafilaire  
31500 Toulouse

#### ***Des entreprises et des structures de l'Économie Sociale et Solidaire mobilisées pour accompagner les collectivités dans leur aménagement de territoire.***

Depuis deux ans, la CRESS Midi-Pyrénées a créé un service dédié aux problématiques de société sur le thème de « l'habiter et du vivre ensemble autrement ». Ce service régional permet ainsi de regrouper un ensemble de compétence « métiers » transversales à nos familles. En effet, l'habiter autrement est un domaine que la CRESS Midi-Pyrénées aborde de manière globale. Notre service répond à une démarche politique dont les enjeux principaux sont liés à l'aménagement du territoire, à l'accès au logement et à l'insertion par le logement, à l'habitat coopératif, à la protection de l'environnement, aux consommations énergétiques, à la santé et au handicap...

La reconnaissance du tissu local de l'ESS, comme acteur du développement du territoire, constitue une opportunité pour répondre à des attentes concrètes des concitoyens, notamment concernant de nouvelles formes d'habitat et d'entreprendre. La présente contribution vise donc à présenter l'accompagnement de la commune de Saint Orens de Gameville, dans la phase de mutation que son territoire connaît, en favorisant la mobilisation des acteurs locaux l'ESS.

Il s'agit de promouvoir à l'échelle locale le développement et la pérennité de l'économie

sociale et solidaire (l'ESS), qui recouvre notamment le champ d'action des coopératives, des mutuelles et des associations, ainsi que leurs emplois et l'ensemble des services qu'ils apportent à nos concitoyens. L'action se situe dans le cadre des missions de la CRESS Midi Pyrénées, de développement et de mobilisation des entreprises de l'ESS autour de projets d'installation et de vie dans les territoires.

Mobiliser les acteurs locaux, en s'appuyant sur la CRESS et son réseau, et ce autour de projets concrets identifiés conjointement avec les représentants de la commune de Saint Orens de Gameville : Un restaurant social, un hébergement mixte pour personnes âgées, handicapés, familles, étudiants et une maison petite enfance.

La CRESS agissant sur le bassin de vie St-Orennais a donc pour mission de :

- Repérer et faire un état des lieux des entreprises de l'économie sociale et solidaire y compris le monde agricole sur le territoire St-Orennais
- Organiser des journées de sensibilisation ou de formation en ESS (habitat, social, culture, circuit court, filière agricole, énergie...) auprès des professionnels, du grand public, et des agents de la collectivité de St Orens
- Poser les éléments d'une mise en réseau du secteur local de l'ESS.
- Organiser des rencontres avec les acteurs de l'ESS ayant pour ambition de répondre aux nouveaux besoins en matière de logement et du vivre ensemble.
- D'assurer les liens avec les entreprises de l'ESS et de coordonner les différents acteurs présents sur la commune.
- D'apporter son expérience concernant la démarche participative et les divers savoirs techniques acquis.
- Mettre en place et animer des groupes pluridisciplinaires qui favorisent l'émergence de projets innovants sur le territoire St Orennais.

### ■ **Solidarité Villes**

28 av. Léon Blum  
31500 Toulouse

#### ***Habitants et acteurs économiques co-élaborent l'Agenda 21 du Sicoval***

L'association Solidarité Villes a été sollicitée par le Sicoval en 2010 et 2011 pour mobiliser les habitants et acteurs économiques du territoire en vue de l'élaboration de l'Agenda 21. Des ateliers « prospective », des conférences citoyennes, des forums publics, des rencontres thématiques ont permis d'aborder une grande diversité de sujets. Plus de 200 personnes se sont véritablement impliquées et des méthodes d'animation spécifiques ont été mises en œuvre. Les débats ont donné lieu à la publication d'une plaquette largement diffusée. Elle est disponible sur le site de Solidarité Villes.

### ■ **Ski Nautique du Bocage**

chez François Dauphin  
11 impasse du Paour  
31700 Blagnac

#### ***1<sup>er</sup> club de ski nautique de France compensé carbone***

Nous allons profiter du changement de bateau pour acquérir un système flexfuel permettant de passer le bateau à l'Éthanol E85. Ceci nous permettra de réduire de plus de moitié les émissions du club.

Le reste des émissions sera compensé par le biais de l'achat de crédit carbone auprès d'une association. Le choix a été fait de subventionner la réalisation de fours solaires en Bolivie (évitement de déforestation).

L'action de compensation sera communiquée au niveau du site internet. le budget du boîtier éthanol a été pris pour 50 % en charge par les mairies de Fenouillet et de Lespinasse. Une communication a été mise en place avec les mairies.

### ■ A CIEL OUVERT

Au Moulin du Roy  
32500 Fleurance

#### **Création d'un Centre Pédagogique des Sciences de la Terre et du Développement durable**

L'association anime un Centre Pédagogique créé à Fleurance dans le cadre d'un Pôle d'Excellence rural. Son objectif est de favoriser une prise de conscience de la population des enjeux du Développement durable et de fournir tant aux particuliers qu'aux entreprises et aux collectivités les outils et les conseils de comportement et d'action pour participer concrètement à cette dynamique.

### ■ Le Collectif des Festivals Bretons Engagés pour le Développement Durable et Solidaire (Collectif FEDDS)

4 bis Cours des Alliés  
35000 Rennes

#### **Le Collectif des festivals engagés pour le développement durable et solidaire en Bretagne**

Si l'identité des festivals est d'abord perçue au travers de leurs projets artistiques et culturels, la production de ces manifestations dépasse largement cette unique dimension et constitue un maillage d'actions variées et complexes.

Loin de correspondre à l'image de l'événement festif « machine à rêves », la production d'un festival se confronte à tous les problèmes d'aujourd'hui : transports, gestion de sites, sécurité des publics, santé et prévention des risques vers une population sensible, tourisme, emploi et formation, production de nuisances (sonores, conflits d'usages, déchets variés...), gestion des ressources humaines, déontologie des politiques d'achats des matières et des prestations, etc.

C'est pourquoi, après ce constat de complexité grandissante et donc de fragilisation de leurs objectifs

premiers, six festivals bretons se sont tournés vers la réflexion « développement durable et solidaire »

dans l'objectif d'assurer justement la durabilité de leurs projets ainsi que d'assumer leurs rôles d'initiateurs et d'acteurs dans un monde social, environnemental et culturel en mutation constante.

Après s'être interrogés sur leur capacité à assurer justement la durabilité de leur projet artistique et culturel et avoir vérifié l'applicabilité du développement durable et solidaire au secteur culturel, les six festivals décident de définir de nouveaux modes de production, d'organisation qui soient respectueux de leur environnement écologique, économique et social et d'appliquer dans un mouvement global et concerté les principes du développement durable et solidaire dans la production et l'organisation de leur manifestation. À cette fin, ils entendent exprimer leur engagement au travers d'une charte.

Né en 2005, le Collectif est devenu en 2009 une association qui compte aujourd'hui 25 festivals de Bretagne engagés pour le développement durable et solidaire. Cet engagement est concrétisé dans la signature de la Charte, texte de référence définit par les 5 festivals fondateurs. Il repose sur la prise en compte des 3 dimensions du concept de développement durable et solidaire - l'écologie, le social et l'économie -, et intègre les 5 finalités du référentiel national des agendas 21 locaux.

Les festivals signataires s'engagent individuellement à définir un plan d'actions et à l'améliorer progressivement.

Cette démarche repose également sur le travail en commun : l'échange d'expériences, de savoirs, la diffusion d'informations. Le partage autour de problématiques communes permet de mutualiser des réflexions, d'élaborer des mises en perspective et de conduire des expérimentations concrètes vers des solutions adaptées à chaque festival.

Depuis mars 2008, les festivals ont commencé à mettre en œuvre les engagements de la charte, grâce au soutien du Conseil Régional de Bretagne, de l'ADEME Bretagne et d'autres collectivités. De nouveaux partenariats avec les départements bretons, Rennes Métropole et la Ville de Rennes ont depuis été initiés.

En 2010, la Région Bretagne et le Collectif FEDDS ont signé une convention pluriannuelle d'objectifs, qui définit les trois axes de travail de la mission régionale :

- La charte et son application par les festivals reposent elle-même sur trois domaines de travail :
  - L'accompagnement des festivals
  - La production documentaire
  - L'évaluation des actions et des démarches
- La recherche et l'expérimentation de nouvelles actions
- La diffusion des informations et la mise en commun au-delà des adhérents.

### ■ E-cosystems

17 rue Paul-Bellamy  
44000 Nantes

#### **Entreprendre Autrement**

Partage de documents, connaissances et de compétences pour aider les jeunes entrepreneurs et les associations.

Le but de ce site est d'aider à la création d'une structure à travers la mise à disposition de documents, de logiciels et de ressources.

Tout ce qui se trouve ici est gratuit et utilisable librement !

Afin d'aider au maximum au bon développement des structures, une approche de développement durable est omniprésente sur ce site.

Ce site est collaboratif.

<http://partage.e-cosystems.org/>



### ■ LES GREETERS DE NANTES

20 rue des Hauts-Pavés  
44000 Nantes

#### ***Tourisme participatif à Nantes et en Loire-Atlantique, la participation des habitants à l'accueil touristique !***

L'association des Greeters de Nantes est une association à but non lucratif (loi 1901) créée en mars 2007.

L'objectif de l'association (statuts) est « de participer à la promotion du tourisme participatif, c'est-à-dire la participation des habitants à l'accueil touristique, à Nantes et dans ses environs ».

Le fonctionnement est très simple : les Greeters proposent aux visiteurs (touristes, voyageurs d'affaire, étudiants, etc.) de leur faire découvrir la ville et leur département dans un esprit de convivialité et comme s'ils étaient des amis. Cela peut prendre la forme de balades (dans 90 % des cas) mais peut aussi être un repas ou un goûter partagé, une expo, un concert, ou une sortie. Cela est entièrement gratuit et les Greeters sont tous bénévoles. Les 40 Greeters sont majoritairement nantais ou habitants de la Métropole, il y a quelques Greeters à Guérande, La Baule et dans le Vignoble Nantais.

Par le biais du site internet [www.greeters-nantes.com](http://www.greeters-nantes.com), les visiteurs prennent contact avec l'association. Ils remplissent un questionnaire dans lequel ils indiquent entre autre leurs centres d'intérêt, ce qu'ils connaissent du département et de Nantes, ce qu'ils souhaitent découvrir, etc. Ils choisissent parmi 9 thèmes proposés ce que sera le thème principal de leur visite. L'association propose alors un rendez-vous avec un Greeter de Nantes, qui va passer au moins 2 heures avec eux. L'association fait partie du Global Greeter Network, le réseau international des Greeters, qui comptait en 2009 15 adhérents dans le monde (New-York, Chicago, Houston aux États-Unis – Toronto au Canada - Melbourne

et Adelaïde en Australie, Buenos-Aires en Argentine), dont 8 en Europe (Kent et Brighton - GB, La Haye aux Pays-Bas, Paris, Pas de Calais, Lyon, Marseille et Nantes en France). Le réseau se développe de manière très importante en France : 2010 aura vu la création des Greeters du Nord, de la Seine St Denis, et de la Seine et Marne (projets montés par des CDT), et des Greeters de La Rochelle et du Tarn (projets montés par des associations).

### ■ Familles Rurales

35A rue Paul-Bert  
44100 Nantes

#### ***Manger mieux dans les restaurants scolaires***

Depuis plus de soixante ans, Familles Rurales participe au développement du milieu rural et accompagne les familles dans leur vie quotidienne.

Dans le cadre de ses missions, la fédération de Loire-Atlantique propose d'accompagner des collectifs de personnes soucieuses (enseignants, élus locaux, gestionnaires, parents, etc.) de « Manger mieux dans les restaurants scolaires ». Centres de loisirs et écoles du département de Loire-Atlantique sont concernés. Ce projet s'adresse principalement aux familles et plus particulièrement aux enfants.

Par la prise de conscience collective des familles, l'objectif est d'impacter les pratiques éducatives des parents vis-à-vis de l'alimentation et du développement durable. Ainsi, par différentes actions et à l'aide de partenaires, ce projet consiste à adopter une démarche éducative sur des thèmes périphériques à la restauration collective bio et locale sur l'environnement (gestion des déchets, préservations des milieux naturels, etc.) et la parentalité (équilibre alimentaire, consommation, famille et école, etc.).

### ■ Mange ta soupe !

17 rue de l'Yser  
50500 Carentan

#### ***Mange ta soupe !***

Les membres de « Mange ta soupe ! » ont l'ambition d'œuvrer à l'amélioration des relations sociales et de certains comportements quotidiens en entreprenant des actions autour de l'univers de la soupe, particulièrement lors d'un temps fort de plusieurs jours, la Fête de la soupe, à l'entrée de l'hiver. À l'image du modèle alimentaire français qui accorde une place prépondérante au plaisir, au bien manger, au partage et à la convivialité, l'association veut s'appuyer sur la dimension collective et sociale du souper pour déplacer des frontières, tisser des liens, éveiller des réflexions. Comme lors de la composition d'une soupe, l'association ajoute les ingrédients les uns aux autres : convivialité, festivité, solidarité, responsabilité, découverte, tolérance, épanouissement. Véritable bouillon de cultures, la Fête de la soupe, doit favoriser les rencontres, révéler les individus, imaginer l'avenir.

### ■ Comité Départemental du Tourisme de la Marne

13 bis rue Carnot  
51000 Chalons En Champagne

#### ***Mise en place charte « tourisme durable dans la Marne » (51) pour les professionnels du tourisme.***

Afin de mettre en avant les professionnels du tourisme engagés dans le développement durable et accompagner ceux qui veulent mettre en place une démarche, le Comité Départemental du tourisme de la Marne a créé une charte « pour un tourisme durable dans la Marne ».

Le professionnel qui répond à l'ensemble des critères bénéficie de la communication spécifique réalisée par le CDT de la Marne.

Le CDT accompagne également les prestataires touristiques désirant s'y engager par du conseil et de l'aide à la mise en place d'une démarche qu'elle soit indépendante ou sous forme d'éco-labellisation.

Le but de la charte est de présenter aux touristes une offre homogène et garantie de prestations touristiques respectant l'environnement et l'équité sociale.

En 2010, 22 prestataires touristiques se sont engagés dans la Charte.

Pour la charte 2011, se sont plus de 40 critères qui sont demandés classés selon les 3 piliers du développement durable, à savoir l'économie, le social et l'environnemental.

#### ■ ARCAD - RÉGION CHAMPAGNE ARDENNE

BP 99  
52103 Saint Dizier

#### **Formations des enseignants et formateurs à la qualité environnementale dans le bâtiment**

200 enseignants et formateurs de tous les organismes de formation du bâtiment (lycées, cfa, organismes privés...) de la Région Champagne-Ardenne ont suivi une formation sur la qualité environnementale dans le bâtiment.

L'objectif était de permettre aux enseignants et formateurs intervenants dans les domaines professionnels mais également généraux de mieux comprendre pourquoi le bâtiment est prioritaire dans la lutte contre le réchauffement climatique, la préservation des ressources...

Ainsi tous les acteurs de la formation ont le même niveau de connaissance sur le sujet et peuvent répercuter cette formation vers les apprenants.

La suite de l'action consiste en la mise en place de formations techniques pour mettre à niveaux les enseignants et les formateurs des domaines professionnels.

Ce plan de formation s'accompagne de la création de plateformes de formation notamment

sur les questions de la performance énergétique et environnementale des bâtiments

#### ■ ETAP (Ensemble pour un Territoire d'Avenir et de Projets)

2, route de Pautaines  
52230 Epizon

#### **Sensibiliser, animer et soutenir le territoire par le Développement Durable**

Créée en août 2010 suite au développement du parc éolien des Hauts Pays, l'association ETAP (Ensemble pour un Territoire d'Avenir et de Projets) a pour objectif principal de dynamiser le territoire Nord Haut Marnais.

ETAP a trois missions principales :

- La sensibilisation aux énergies renouvelables et plus particulièrement à l'énergie éolienne, en proposant des visites découvertes et en participant à des foires et des salons.

- L'animation du territoire en organisant ponctuellement des activités et des manifestations ludiques, pédagogiques et culturelles destinées aux petits et grands.

L'association prend également part aux tables rondes et s'engage aux côtés des acteurs du Pays Nord Haut Marnais afin de répondre à différentes thématiques comme celle des nouvelles énergies et de l'emploi.

- Le soutien de l'économie locale destiné à favoriser la création et le développement de projets sur le secteur des Hauts Pays.

#### ■ CIVAM AD 53

14 rue JB Lafosse  
53000 Laval

#### **Concilier autonomie énergétique et efficacité économique en élevage laitier**

La réalisation de plus de 50 bilans énergétiques (incluant une diversité de systèmes) donne au CIVAM AD 53 des références en matière de consommation énergétique sur les fermes. Ces bilans ont permis aux agriculteurs de prendre conscience de leur consommation

d'énergie mais aussi de percevoir les postes les plus consommateurs. Individuellement, le bilan leur apporte des éléments de réflexion et ils ont ainsi des pistes pour réduire leurs dépenses.

Objectifs :

- informer sur la consommation énergétique des exploitations agricoles mayennaises et leurs émissions de gaz à effet de serre

- montrer la corrélation entre les choix de l'agriculteur et la consommation énergétique

- donner des repères de réflexion pour répondre aux défis énergétiques et de réchauffement global en intégrant les exigences économiques, environnementales et sociales.

#### ■ Comité Départemental du Tourisme du Morbihan

PIBS Kérino  
Allée Nicolas-Leblanc - BP- 408  
56000 Vannes Cedex

#### **La mer se cultive, la mer nous cultive - A la découverte des métiers de la mer**

En Morbihan la notion de tourisme durable se décline notamment autour d'actions de valorisation des activités primaires, de la préservation de la ressource en eau et des milieux naturels mais aussi de la sensibilisation des visiteurs.

« La mer se cultive, la mer nous cultive » propose une offre de découverte des métiers de la mer (pêche et conchyliculture) sur tout le littoral morbihannais mais spécifique à chaque bassin de production, créant des espaces de rencontre entre les touristes, les visiteurs et la population locale, intégrant une dimension forte d'éducation à l'environnement en sensibilisant les visiteurs aux enjeux de la préservation de l'eau et des milieux naturels.

Cette opération constitue une vraie démarche de développement durable dans laquelle se fédèrent les énergies et se crée une gouvernance entre tous les acteurs impliqués. Le CDT joue alors un rôle de « chef d'orchestre »

favorisant l'implication et la responsabilisation de tous ses partenaires. Il s'est pour cela entouré de professionnels de la mer, du tourisme, de l'environnement et d'artistes ce qui contribue en partie à l'originalité de la démarche. Associations, administrations, syndicats et comités professionnels, entreprises privées, le partenariat est riche et garantit la représentativité de tous les acteurs.

Tous sont réunis autour d'un enjeu commun : valoriser des hommes, des métiers et leurs interactions avec les milieux naturels afin de permettre au visiteur de découvrir et de comprendre ces équilibres.

#### ■ CPIE Collines normandes

Le Moulin  
61100 Ségrie Fontaine

#### ***Réseau de tourisme durable « Suisse normande, territoire préservé »***

Ce réseau, animé par le CPIE Collines normandes, est composé de 23 structures, d'hébergement, de producteurs, de structures à vocation sportives, culturelles et environnementales qui ont en commun l'accueil du public. Ils ont signé une charte d'adhésion dans laquelle ils s'engagent à maintenir des activités économiques et sociales selon des modes respectueux de l'environnement et des personnes sur le territoire de la Suisse normande. Ils s'engagent également à préserver et à valoriser les ressources naturelles, paysagères et patrimoniales.

Ils choisissent chaque année 3 critères d'engagement, économique, social et/ou environnemental qu'ils doivent mettre en œuvre dans leur structure.

Pour communiquer sur leur démarche, le CPIE a créé un site internet et la communauté de communes du bocage d'Athis a financé un dépliant qui fait la promotion du réseau et des animations des membres. De plus, chaque adhérent bénéficie de tarifs groupés pour

l'édition de leurs propres déliants, imprimés sous une même charte graphique.

#### ■ Savoir Faire et Découverte

La Caillère  
61100 La Carneille

#### ***Tester les métiers porteurs de relocalisation et à forte valeur ajoutée environnementales***

Boulangier au feu de bois, charpentier utilisant du bois local non traité, restaurateur hippomobile, producteur de spiruline, maraîcher en permaculture... plus d'une cinquantaine de métiers d'avenir, peu connus de jeunes et des personnes en situation de changement de métier, possèdent un fort potentiel de développement.

Savoir Faire et Découverte propose de tester ces métiers, grâce à un réseau de professionnels qualifiés pour partager leur passion et transmettre et en partenariat avec la Région Basse Normandie, la Région Limousin.

Les participants peuvent ainsi confronter leur idée de projet à la réalité, ou simplement découvrir un métier, avant de se former, de créer.

#### ■ Paysans des Baronnie

Maison des Baronnie  
65130 Sarlabous

#### ***De la fourche à la fourchette - produire et consommer local***

« De la production à la consommation en passant par la distribution. »

Mettre à la disposition du plus grand nombre, localement, la meilleure nourriture possible, provenant de fermes du terroir des Baronnie, recherchant la biodiversité.

En impliquant les trois acteurs du système économique (producteurs, distributeurs, et consommateurs) dans des rencontres débouchant sur la création d'une nouvelle économie plus sociale, permettant les prix les plus juste pour tous.

En apportant aux consommateurs toutes connaissances qui lui permettront de passer du statut de victime à celui de partenaire dans ce nouveau système économique.

#### ■ Prioriterre

3 rue René-Dumont  
74960 Meythet

#### ***Engagement 21***

Engagement 21 est une démarche collective spécialement adaptée aux PME/PMI qui a pour objectif d'accompagner des entreprises pour qu'elles intègrent les principes de développement durable dans leur stratégie afin de contribuer à la réussite de l'entreprise en créant de la valeur ajoutée, en se différenciant positivement sur le marché, en gagnant de nouveaux marchés et finalement en pérennisant l'activité et les emplois locaux.

Prioriterre, ONG indépendante, a déjà accompagné 21 entreprises.

#### ■ Association 4D

150-154 rue du Faubourg-St-Martin  
75010 Paris

#### ***Publication Archipel des régions***

##### 1. Préambule

L'association 4D mène une publication sur le développement durable et les régions françaises intitulée l'Archipel des régions.

Il s'agit à l'horizon des 20 ans de la conférence de Rio de réaffirmer la priorité que constituent l'appropriation et la mise en œuvre d'un développement durable au niveau local, d'affirmer la pertinence de l'échelon régional. Nous cherchons par là à rendre compte des politiques publiques territoriales et à mettre en avant la démocratisation de la décision.

4D entend par là, fournir un état des lieux de l'avancement du développement durable dans les régions françaises. Avec ce dossier 4D souhaite connaître les réponses particulières qu'apportent les territoires aux enjeux qui les

traversent. Il s'agit de faire un état des lieux par région en ne s'en tenant pas à la seule institution Conseil Régional mais bien en intégrant l'ensemble des acteurs du territoire. L'objectif est de développer une approche analytique sur les dynamiques territoriales du développement durable et de valoriser les expériences positives.

Chacune des 26 régions de France (soit les 22 régions de métropole et les 4 DOM, Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) fera l'objet d'un portrait.

L'objectif est de disposer des 26 portraits pour une publication, fin 2011, augmentée d'une vision nationale. Les portraits pourront être diffusés au fur et à mesure de leur élaboration.

## 2. Objectifs du projet

Ce projet a trois objectifs principaux :

- Donner la parole aux territoires régionaux pour que, région par région, soient présentées les avancées significatives pour un développement durable ainsi que les grands défis auxquels elles restent confrontées. Il s'agit de faire de façon synthétique un état des lieux du développement durable dans les régions françaises. Ces portraits régionaux devront donner un aperçu :
  - des caractéristiques principales du territoire régional en présentant les grands enjeux qui se posent au territoire.
  - des dynamiques territoriales du développement durable au travers de l'analyse d'un grand enjeu régional.
- Valoriser les expériences positives par les contributions d'acteurs du territoire. Il s'agit d'assurer la pluralité des points de vue et la diversité des acteurs : chercheurs, élus, fonctionnaires, militants associatifs, entrepreneurs...
- Établir un aperçu national de l'apport des territoires pour un développement durable. Cette synthèse reprendra les différentes contributions régionales afin de mettre en perspective les défis qui se posent aux territoires

ainsi que les différentes solutions qu'ils leur apportent. Cet état des lieux de l'avancement du développement durable dans les régions françaises devra permettre de rendre compte de la façon dont ces territoires s'acheminent vers des agendas 21, qui soient la traduction d'une véritable stratégie de développement durable partagé par l'ensemble des acteurs.

### ■ OREE

42 rue du Faubourg-Poissonnière  
75010 Paris

### **Mission « Compétitivité durable des entreprises » de la DGCIS, coordonnée par l'association Orée**

La Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services (DGCIS) du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a confié à Orée la mission « compétitivité durable des entreprises » qui comporte deux volets dont un dédié à l'écologie industrielle visant à banaliser le recours à celle-ci.

Les entreprises ont aujourd'hui clairement intérêt à optimiser la gestion de leurs flux de production. Pour les acteurs publics, une idée-force est de tendre vers des circuits économiques courts, en cherchant à réaliser un bouclage des flux de matières et d'énergie à l'échelle d'un territoire, à travers son tissu industriel. L'analyse des flux entrants et sortants générés par les activités de production permet de mettre en évidence des synergies potentielles mais également de révéler des opportunités de développement.

Les démarches d'écologie industrielle trouvent en particulier leur pertinence à l'échelle des parcs d'activités, au sein desquels la proximité des acteurs économiques favorise la réalisation de telles synergies. De plus, les acteurs publics, gestionnaires de ces espaces, cherchent à les rendre plus attractifs. L'écologie industrielle se présente de ce point de vue comme une véritable stratégie de développement territorial durable.

Concrètement, la mise en œuvre de synergies éco-industrielles peut concerner :

- la valorisation/l'échange de flux industriels (eaux industrielles, déchets et coproduits, etc.);
- la mutualisation de services aux entreprises (gestion collective des déchets, collecte et réutilisation des eaux pluviales, transport, etc.);
- le partage d'équipements (chaudière, production de vapeur, unité de traitement des effluents, etc.) ou de ressources (emplois en temps partagés, etc.);
- la création de nouvelles activités (activités d'interface nécessaires à la valorisation des sous-produits, développement de produits ou services à partir d'une nouvelle ressource identifiée, etc.).

L'écologie industrielle se signale aujourd'hui par de nombreuses réalisations dans le monde, que ce soit en Asie, en Amérique du Nord ou en Europe.

En France, il existe quelques expériences pionnières comme celles portées par l'association ECOPAL sur le territoire dunkerquois, ou encore sur le territoire aubois via le Club d'écologie industrielle de l'Aube. Ces réalisations exemplaires ont ouvert la voie à des projets de plus en plus nombreux sur le territoire national.

L'objectif de la mission DGCIS est d'initier sur la période 2010-2011 des projets d'écologie industrielle sur 5 zones d'activités ou territoires, et de produire des recommandations à destination des acteurs publics et privés. Les entreprises ou le porteur de projet doivent financer les opérations à hauteur minimale de 50 %.

Les territoires pilotes :

- Écologie industrielle Estuaire: 5 pays, 25 intercommunalités
- Roanne Territoire: tissu à dominante agro-alimentaire en milieu rural
- Plaine Commune (Seine Saint-Denis): ZI en requalification

- ZA de la Plaine du Var : zone industrielle et commerciale

- Communauté Urbaine de Bordeaux : Eco-parc de Blanquefort et tissu environnant

Les démarches se déclinent en 3 grandes phases sur les territoires pilotes :

1. Identifier et mobiliser les acteurs locaux (porteurs et parties prenantes)
2. Évaluer le potentiel des territoires en matière d'écologie industrielle (études et préconisations)
3. Produire un retour d'expérience sur la démarche menée localement

Orée a initié ou s'est associée aux démarches engagées sur les 5 territoires, et intervient en maîtrise d'ouvrage directe ou indirecte (via les maîtres locaux). Orée participe donc aux comités techniques et de pilotage sur ces terrains pour assurer une veille méthodologique, un suivi des travaux et la production des livrables attendus pour la DGCIS.

Pour en savoir plus: Paul Schalchli, chef de projet écologie industrielle ou Séverine Haliouva, chargée de mission: schalchli@oree.org ou haliouva@oree.org

Association Orée: www.oree.org

#### ■ Les Défis Ruraux

Place Paul-Levieux  
76190 Allouville-Bellefosse

#### **Les Bons Repas de l'Agriculture Durable**

Dans un contexte global de prise de conscience environnementale, il nous a paru urgent d'offrir à échelle locale une logique de consommation différente, impliquant une agriculture respectueuse de l'environnement et des hommes qui en vivent...

Depuis 2004, les Défis Ruraux organisent l'approvisionnement en produits locaux et durables de près de 110 collèges et lycées de Haute-Normandie (soit 1 000 000 repas servis depuis le début de l'opération).

La sélection des produits livrés s'appuie sur une évaluation rigoureuse des exploitations agricoles, basée sur la méthode nationale de l'IDEA\*.

Une démarche progressive

Les Bons Repas de l'Agriculture Durable (BRAD) ont lieu une fois tous les quinze jours, dans les établissements les plus fidèles. La démarche a demandé un investissement fort: sensibiliser les acheteurs à une nouvelle logique d'achat, former le personnel de cuisine à de nouvelles pratiques, notamment la redécouverte des légumes frais, et convaincre enfants et parents de l'intérêt gustatif et citoyen de tels repas. On constate avec plaisir que c'est l'introduction progressive mais régulière de ces nouvelles formes de repas qui réussit à convaincre l'ensemble des protagonistes et permet d'ancrer les BRAD dans les nouvelles habitudes des cantines scolaires.

Toujours plus durable...

Les producteurs impliqués dans cet approvisionnement présentent des pratiques de production respectueuses de l'environnement (traitements phytosanitaires limités...) et des hommes (revenus décents, liens sociaux renforcés...). Ils sont, par ailleurs, déterminés à améliorer encore leurs pratiques, sur les conseils avisés de nos techniciens agricoles.

Les producteurs contractualisent avec les Défis Ruraux un certain nombre de points d'amélioration mis en exergue par le diagnostic de durabilité, à réaliser en 2 ans. L'habilitation à livrer les restaurants scolaires est ainsi revue tous les 2 ans, par un nouveau diagnostic de durabilité et de nouveaux objectifs d'amélioration vers toujours plus de durabilité.

Toujours plus local...

La filière d'approvisionnement direct se divise en 12 zones géographiques. Ainsi, les acheteurs sont assurés d'acheter un produit haut-normand qui aura parcouru un minimum de kilomètres.

En outre, les établissements clients sont incités à adopter une politique d'achat logique et responsable en groupant au maximum leurs commandes chez un même fournisseur, limitant ainsi les livraisons multiples et non viables économiquement pour le producteur.

Vers une diversification de la demande  
Aujourd'hui, les Défis Ruraux prennent un nouveau tournant dans l'opération des BRAD en proposant le concept aux collectivités (restaurants administratifs, cantines d'écoles primaires, crèches, etc.) et aux restaurants d'entreprises.

Manquera-t-on, demain, de producteurs garantis pas les Défis Ruraux pour répondre à la demande de la restauration collective écoresponsable en Haute Normandie? C'est tout ce que l'on peut souhaiter!

\* Indice de Durabilité des Exploitations Agricoles

#### ■ GRANdDE

Parc de L'Abbaye  
76210 Gruchet-Le-Valasse

#### **GRANdDE : une ambition collective au service des entreprises, des territoires et de la société.**

GRANDDE est le Groupe Régional des Acteurs Normands pour le Développement Durable en Entreprise; une association Loi 1901 fondée en 2006 qui fédère plus d'une centaine d'adhérents (grandes entreprises, PME, TPE, organisations professionnelles, établissements d'enseignement supérieur, collectivités locales, associations...).

L'objectif de Grandde est clairement de susciter et valoriser la performance et la responsabilité des entreprises en les guidant vers de nouvelles pratiques, en les préparant aux enjeux stratégiques de demain pour les rendre de ce fait plus efficaces, responsables et compétitives.

Nous initiions et coordonnons ainsi des actions au bénéfice des entreprises et du territoire selon trois axes d'intervention :

- Axe 1 : Promouvoir la Responsabilité Sociétale des Organisations => Sensibiliser et donner envie d'agir par l'échange et la communication, « donner du sens »
- Axe 2 : Accompagner les entreprises => les aider à évoluer vers une gouvernance adaptée
- Axe 3 : Agir pour le territoire et ses habitants => Organiser des actions destinées à conjurer le développement durable en entreprise et la résolution des problèmes de société en lien avec le territoire.

#### ■ GRANddE

Parc de l'Abbaye  
76210 Gruchet-Le-Valasse

#### **Passeport pour le Développement Durable**

AlddE est un programme d'accompagnement individualisé proposé aux entreprises de Haute-Normandie.

Conçu et piloté par GRANddE (Groupe Régional des Acteurs Normands pour le Développement Durable en Entreprise), AlddE offre aux entreprises l'opportunité unique d'entrer dans une démarche de développement durable (autour de l'ISO 26000) ou de consolider les actions qu'elles ont déjà mises en place. Ce programme s'articule en trois temps :

- Le pré-diagnostic gratuit qui permet à l'entreprise de mieux se situer.
- L'accompagnement par des consultants agréés
- Les cercles d'échanges qui permettent de profiter des retours d'expériences d'autres dirigeants.

#### ■ Yvelines Tourisme

3 rue de Fontenay  
78000 Versailles

#### **Eco-défis des professionnels du tourisme et des loisirs**

Cette opération consiste à valoriser, par l'obtention d'une distinction « Eco-défis pour les professionnels du tourisme et des loisirs », les actions concrètes des acteurs touristiques du territoire en faveur de l'environnement.

Cette démarche s'illustre par des engagements variés et nombreux tels que :

- optimiser l'isolation de son établissement
- préférer les modes de déplacements doux ou alternatifs,
- favoriser l'utilisation des éco-produits et des produits de saison,
- ...

Les prestataires s'engagent à mettre en place un minimum de 3 défis parmi une liste de 26 classés en 8 thématiques : énergie/transports/eau/déchets/éco-produits/biodiversité/sensibilisation à l'environnement.

#### ■ Baie de Somme Zéro Carbone

Rue de l'Église, 15  
80550 Le Crotoy

#### **Baie de Somme Zéro Carbone**

Groupement d'une quarantaine de professionnels du tourisme en Baie de Somme (hébergeurs, activités, restaurants, agriculteurs...) qui veulent, ensemble, faire de la Baie de Somme la plus belle destination éco-touristique.

Actions :

- Semaines Zéro Carbone (3<sup>e</sup> édition)
- Évaluation carbone de tous les partenaires
- Réalisation de [www.vap-somme.fr](http://www.vap-somme.fr), covoiturage touristique de proximité
- Colloque et rencontres Tourisme et Carbone [www.baiedesomme-zerocarbone.org](http://www.baiedesomme-zerocarbone.org)

#### ■ Maison Commune Emploi Formation de l'Albigeois et des Bastides

17 rue Gabriel-Compayré  
81000 Albi

#### **Pôle sur les métiers et les formations du développement durable à la MCEF d'Albi**

Pôle spécifique Développent Durable Maison Commune Emploi Formation de l'Albigeois et des Bastides dans toutes les MCEF de la Région Midi-Pyrénées on trouve un pôle spécifique, celui de la MCEF d'Albi est consacré au développement durable (emploi, métiers et formations), il est le premier de toutes les maisons communes de Midi-Pyrénées. le centre de ressources de la MCEF d'Albi est donc un lieu référence sur le développement durable en Midi-Pyrénées.

Il a été élaboré pendant un an par le groupe de travail formé de plusieurs représentants des structures de la MCEF d'Albi, mais aussi en collaboration avec la Maison de l'Environnement de Toulouse et ses associations comme l'ARPE (Agence Régionale Pour l'Environnement), des employeurs, des entreprises et le public de la MCEF (des questionnaires ont été transmis à tous ces partenaires pour analyser leurs besoins en termes de 1er niveau d'informations.

Dans le pôle développement durable on trouvera de la documentation sur les métiers du développement et les formations existantes. Les nouveaux métiers mais aussi les métiers qui évoluent avec l'émergence du développement durable en particulier dans le secteur du bâtiment. sur le pôle on peut trouver de la documentation : Parcours Onisep, des parutions sur le DD, des plaquettes d'informations sur les entreprises, des articles de presse, des indicateurs sur l'évolution des métiers et des diplômes, les manifestations liées au développement durable dans la région, le BMO de pôle Emploi, une liste actualisée des sites Internet liés au DD. des sites généralistes mais

aussi plus ciblés sur l'emploi, la formation et les métiers.

La MCEF de l'Albigeois et des Bastides possède deux vélos pour les déplacements des salariés, effectue le tri sélectif des déchets et s'inscrit donc dans une démarche globale de développement durable au sein même de la structure (plusieurs projets sont en cours).

#### ■ Conseil du Cheval Midi Pyrénées

Cité de l'agriculture  
130 avenue Marcel-Unal  
82000 Montauban

#### *Le Cheval Citoyen*

Promouvoir l'utilisation du cheval comme opportunité de réponse aux enjeux du développement durable. Socialement, un vecteur puissant de sensibilisation. Un mode de production économique et écologique

#### ■ CPIE Midi-Quercy

Labarthe Maison du patrimoine  
82160 Caylus

#### *L'Écotourisme en Midi-Quercy*

Depuis 5 ans, le CPIE Midi-Quercy œuvre dans l'écotourisme et le tourisme durable auprès des prestataires touristiques, en collaboration avec le Pays Midi-Quercy.

- des formations « De la connaissance de l'environnement naturel et culturel à l'écotourisme » 8 journées: entités paysagères (Causses gorges, Plaines Terrasses, Coteaux), Histoire et culture occitane, écotourisme et 5 fiches techniques associées...

- 5 Ateliers « Tourisme durable »: Énergie, eau, déchets, Communication éco-responsable, Aménagements extérieurs, Milieu naturels et Biodiversité, Savoir faire culinaire et produits locaux... (2009-2010) et 3 fiches techniques et pratiques...

- 1 « Malle écotourisme »,

- des balades de pays sur 8 communes et son carnet...

70 acteurs touristiques ont participé à ses sessions de sensibilisation à l'écotourisme et au tourisme durable.

#### ■ AFNOR

11, Rue Francis-de-Pressensé  
93571 Saint Denis - La Plaine

#### *Plateformes d'échanges ISO 26000*

Le Groupe AFNOR organise depuis quelques années dans plusieurs régions de France ainsi que dans les DOM-TOM, des « clubs » d'échange de bonnes pratiques autour des thèmes développés dans la norme ISO 26000.

Mises en place avant la publication définitive de l'ISO 26000, ces plateformes ont permis à des acteurs en régions d'apporter leurs contributions à la réflexion nationale et internationale de l'ISO 26000. Organisées sous forme de réunions physiques et d'échanges par voie électronique, ces plateformes réunissent plusieurs catégories de parties prenantes souhaitant partager sur les bonnes pratiques de développement durable à mettre en œuvre dans leur organisation et sur leur territoire. Les réunions régulières permettent à des entreprises, collectivités, institutionnels, associations, de participer à des témoignages, partage de méthodologie et d'outils complémentaires, ateliers d'échanges etc. D'une durée initiale de 3 ans, certaines de ces plateformes régionales perdurent encore aujourd'hui.

### Collectivité

#### ■ Canton du Valais

Etat du Valais  
Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
01950 Sion

Les produits agricoles de la « Marque Valais » Pour les produits issus de l'agriculture, la marque Valais apporte une plus-value éco-

nomique intéressante, tout en respectant les valeurs du développement durable. Pour une vingtaine de produits emblématiques (ex. fromage à raclette, abricots, asperges, miel, pain de seigle), les exigences de cahiers des charges spécifiques sont strictement contrôlées par un organisme de certification indépendant. Ainsi, les tomates estampillées de la marque Valais doivent être cultivées, triées et conditionnées en Valais, vendues par des commerçants valaisans et remplir des exigences de calibre et de qualité élevées.

#### ■ Conseil Général des Alpes de Haute Provence

Hôtel du Département  
13 rue du Dr-Romieu  
BP 216  
04003 Digne Les Bains

#### *Bilan carbone de la station de ski de Praloup*

Cette action a consisté à évaluer et hiérarchiser le poids des émissions de gaz à effet de serre générées par les activités de la station de ski de Praloup (déplacements des habitants et vacanciers, acheminement des livraisons, résidentiel et tertiaire, régie ski...).

Le bilan carbone a permis également de dégager des pistes d'actions pour réduire l'impact climatique et les consommations d'énergie.

Aujourd'hui en France seule une dizaine de stations de montagne se sont engagées dans une démarche similaire. La station de Praloup est précurseur dans le département.

#### ■ Communauté de communes du Séronais

117 Cottes  
09240 La Bastide De Serou

#### *BIEN MANGER ENSEMBLE*

Dans le cadre de sa compétence « enfance jeunesse » la Communauté de communes du Séronais dans l'Ariège a mis en place une restauration collective de qualité qui sert chaque jour 350 repas (6 écoles, centre de loisirs,

portage de repas personnes âgées à domicile, centre pour autiste. Les repas sont produits en période scolaire et à midi dans une cuisine centrale qui utilise des produits bruts, frais de saison et locaux. Elle a le souci permanent de l'équilibre alimentaire et de l'intégration de produits issus de l'agriculture biologique.

#### ■ Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises

Pôle d'activités - Ferme d'Icart  
09240 Montels

#### **Recensement des pratiques énergétiques des entreprises du Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises**

Le comité Inter-consulaire de l'Ariège qui est l'association regroupant les trois chambres consulaires de l'Ariège a réalisé une opération collective de recensement des pratiques énergétiques d'un échantillon d'entreprises du Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises. Le recensement a été réalisé sous forme d'entretiens téléphoniques ou de visites auprès des entreprises. Il a permis d'identifier des expériences exemplaires auprès des entreprises et de mettre en lumière les pratiques énergétiques. Un site Internet comportant une trentaine de fiches de retours d'expériences est en cours de création.

#### ■ Syndicat mixte du PNR des Pyrénées Ariégeoises

Pôle d'activité - Ferme d'Icart  
09240 Montels

#### **Astuces locales pour consommer autrement : forum autour des produits locaux et de la consommation locale**

Les 14 et 15 novembre 2008, Saint Giron a accueilli « Astuces locales pour consommer autrement », forum d'information et de sensibilisation aux enjeux d'une consommation locale, initié par le projet de PNR. Cette

manifestation a été l'occasion de promouvoir les richesses des Pyrénées Ariégeoises, car la valorisation des produits et savoir faire locaux peut être une réponse à certains enjeux forts d'aujourd'hui : développement local et relocalisation de l'économie, qualité des produits, pouvoir d'achat, réduction des transports de marchandises...

Gratuit et ouvert à tous, le forum a proposé le vendredi un colloque (sur inscription) autour de plusieurs conférences, tables rondes et animations. La matinée du samedi, au cours du marché de Saint Giron, a vu se tenir un grand marché des initiatives locales : produits alimentaires et non alimentaires, agricoles et artisanaux, prestations touristiques. Les démarches collectives ariégeoises se sont réunies pour faire découvrir les produits et apporter une meilleure connaissance de ce qui se fait et peut se trouver dans les Pyrénées ariégeoises et au-delà en Ariège.

Deux jours pour favoriser la consommation locale et stimuler les liens entre producteurs et consommateurs.

Cette manifestation a été organisée dans le cadre de la Quinzaine et du Mois de l'Économie Solidaire. Elle a été menée en réponse à l'appel à projet « Économie solidaire – Circuits courts » lancé par le Conseil Régional Midi Pyrénées.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte D'azur

Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

#### **L'engagement des Parcs Naturels Régionaux en matière de tourisme durable**

Les 5 Parcs naturels Régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur (Camargue, Lubéron, Queyras, Verdon, Alpilles) avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont engagé depuis 2008, une démarche collective et expérimentale en choisissant la Charte Européenne du Tou-

risme Durable (CETD) comme outil de mise en œuvre du développement durable dans les espaces protégés. La CETD comprend trois volets :

- Le 1<sup>er</sup> volet vise à élaborer l'orientation stratégique du territoire et un plan d'actions sur 5 ans
- Le 2<sup>e</sup> volet vise à accompagner les acteurs socio-économiques pour une meilleure prise en compte du développement durable
- Le 3<sup>e</sup> volet concerne les structures situées dans ou en dehors de l'espace protégé qui commercialise la destination

Après reconnaissance par la Fédération Europarc de la stratégie touristique développée dans les 5 PNR, ces derniers en collaboration étroite avec le Réseau Régional des Chambres de Commerce et d'Industrie ont élaboré un dispositif pour accompagner les professionnels du tourisme dans leurs pratiques de développement durable dit le volet 2, véritable enjeu de développement et d'attractivité à la fois pour les entreprises et le territoire. Le 11 avril dernier, une convention de partenariat, entre les 5 Parcs Naturels Régionaux, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région, le Comité Régional du Tourisme et la Fédération des Offices du Tourisme et Syndicats d'initiative, a été signé pour développer et renforcer les synergies en matière d'accompagnement et de valorisation des entreprises touristiques engagées dans les pratiques de tourisme durable.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur

Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

#### **Amélioration des performances environnementales des sites et équipements touristiques**

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagée dans une politique de tourisme durable, à travers son Schéma Régional de



Développement Touristique (SRDT) qui souhaite faire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur une référence en matière de tourisme durable.

Par ailleurs, la Région a lancé en 2007 la démarche Action Globale et Innovante pour la Région (A.G.I.R.) visant à accompagner l'ensemble des acteurs régionaux pour changer d'échelle en matière d'économies d'énergie, de qualité environnementale du bâtiment et de recours aux énergies renouvelables.

Dans ce cadre, l'appel à projets « Amélioration des performances environnementales des sites et équipements touristiques » est mis en œuvre afin d'améliorer les performances environnementales des établissements touristiques : Offices de tourisme et syndicats d'initiatives, Centre et palais des congrès, Établissements d'activités de pleine nature ayant une dimension touristique et Établissements et sites de découverte thématique (écomusée, conservatoire, centres d'interprétation...).

Il s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement des professionnels qui se décline en plusieurs volets :

- Action collective de professionnalisation
- Aide au conseil – Audit et diagnostic environnement
- Aide aux investissements spécifiques des hébergements touristiques
- Aide à l'amélioration des performances environnementales des sites et équipements touristiques
- Promotion/Valorisation de l'offre labellisée « tourisme et environnement » en lien avec les comités régionaux et départementaux de tourisme.

L'appel à projets « amélioration des performances environnementales des sites et équipements touristiques » comprend deux volets :

- « Bâtiment » destiné à une démarche spécifique de rénovation et d'amélioration de la qualité environnementale notamment éner-

gétique des bâtiments dédiés à l'accueil du public touristique,

- « Gestion environnementale » destinée à une démarche globale d'amélioration de la gestion environnementale (eau, déchets, assainissement vert).

À titre d'exemple, le Domaine des Courmettes, l'Office du Tourisme de Courthézon, le Centre Equestre de Ribiers, l'Office du Tourisme de Barcelonnette, le Centre Équestre de Lansac se sont engagés dans cette démarche.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur**  
Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

### ***Produire et Manger Bio dans les lycées en Provence-Alpes-Côte d'Azur***

Le programme expérimental de développement durable permet aux lycées publics de découvrir des produits frais et variés de notre région issus de l'agriculture biologique avec des menus équilibrés, tout en mettant l'accent sur la qualité de la restauration collective en PACA.

Les trois objectifs de l'action sont :

- manger autrement avec des produits bio du terroir,
- sensibiliser les lycéens sur la prévention de l'environnement et l'éducation au goût,
- développer et créer des débouchés pour la filière Bio de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Après cinq ans d'existence, le programme compte 70 lycées publics dont 63 participent activement à l'opération, 7 lycées ayant quitté le programme.

En 6 ans : 366871 repas 100 % bio ont été servis et 869 journées événementielles ont été organisées.

Pour les lycéens, l'alimentation biologique est l'occasion de manger autrement, de découvrir la diversité des produits locaux, et plus globalement de réfléchir à son mode de consom-

mation pour développer durablement son territoire.

Points forts du programme : objectifs atteints sur la sensibilisation du personnel et des élèves, accompagnement des lycées dans l'approvisionnement et la formation, prise en charge du surcoût, faible taux de sortie de l'opération, 94 % des lycées souhaitent continuer l'action, dynamique entre le dispositif expérimental repas Bio et la démarche Agenda 21.

### ■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur** **Hôtel de Région**

27 Place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### ***Aide au maintien et au développement des cales de mise à l'eau***

Les cales de mise à l'eau permettent aux usagers d'embarcations sur remorques ou transportées par des véhicules automobiles d'accéder au plan d'eau.

La saturation des places de ports, conjuguée à la fermeture progressive de ces équipements publics participent à la restriction de l'accès à la mer, à de nombreux conflits d'usages, et à une absence de débouchés pour les industries nautiques. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a pris la décision de réaliser une étude sur cette problématique qui a permis de la mettre en évidence tant au niveau régional que national (1<sup>re</sup> étude en France sur le sujet). Pour cette mission la Région a fait appel à un bureau d'étude et a constitué un comité de suivi composé des services de l'État (DREAL, Préfecture maritime, DDTM des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes Maritimes), des départements littoraux, de l'Union des Ports de Plaisance de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la Fédération des Industries Nautiques et de l'Association des Usagers des Cales de Mise à l'Eau de Méditerranée.

Aujourd'hui, la Région a voté un dispositif d'aide au financement de toute opération qui

concourt à favoriser l'accès à la mer pour le plus grand nombre.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### *Itinéraire éco 3*

Itinéraire éco3 est un programme d'accompagnement des professionnels de l'hébergement touristique vers l'obtention d'un label environnemental (La Clef Verte, Ecolabel Européen, Green Globe, Hôtels au Naturel). Ce programme à portée régionale est porté par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var et est soutenu par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ADEME et l'Union Européenne. Il répond à trois objectifs majeurs :

- réaliser des économies sur les consommations (eau, énergie...)
- informer sur les enjeux du respect de l'environnement
- accompagner vers une labellisation environnementale

Les professionnels sont dans en premier temps sensibilisés sur la question des labels environnementaux, puis formés à l'utilisation d'un logiciel spécifiquement adapté pour qu'ils puissent suivre la progression de leur démarche (tableau de bord, auto-évaluation, suivi individuel par un technicien CCI...).

60 entreprises se sont engagées dans cette démarche à ce jour.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### *Le Programme Régional 123 Environnement en Provence-Alpes-Côte d'Azur*

Depuis 2007, la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale, en collaboration avec les Chambres locales a lancé un programme

régional « 1.2.3 Environnement » visant la mise en place d'une démarche de certification environnementale par étapes sur 3 ans dans près de 90 Petites et Moyennes Entreprises de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'objectif de cette certification (dont le stade ultime est ISO 14001) est de mettre en place un système de management environnemental dans les entreprises. Elle repose sur le principe d'amélioration continue de la performance environnementale par la maîtrise des impacts liés à l'activité de l'entreprise. Ainsi, ce maillon central devient le point de recensement de toutes les actions de l'entreprise vis-à-vis de l'environnement comme le tri, la prévention des déchets, l'économie d'énergie et de ressources, le transport, l'éco conception. À ce jour 76 entreprises ont bénéficié de ce programme.

Le financement de ces opérations collectives repose sur une participation des entreprises, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise d'Énergie (ADEME) et du FEDER.

L'avantage de cette démarche est qu'elle correspond mieux aux besoins et capacités des PME à s'engager dans une telle démarche du fait qu'elle est progressive (s'effectue pas à pas, année après année). Les PME n'ayant effectivement pas les ressources nécessaires, (temps, budget, personnel) pour viser directement la certification environnementale ISO 14001.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### *Vers 100 exploitations et coopératives agricoles exemplaires*

La Région Provence Alpes Côte d'Azur s'est engagée dans une démarche innovante : AGIR (action globale innovante pour la Région) afin d'encourager les démarches de maîtrise de

l'énergie et de recours aux énergies renouvelables.

Dans ce cadre, l'appel à projets « vers 100 exploitations et coopératives agricoles exemplaires » a été lancé pour la période 2006-2010. Il visait ainsi à soutenir les agriculteurs à réduire leur consommation d'énergie et leur dépendance énergétique vis-à-vis des intrants ; promouvoir les énergies renouvelables et diminuer l'impact de l'ensemble de l'exploitation par une approche globale (énergie, déchets, eau, biodiversité, socio-économique...)

80 exploitations et coopératives se sont ainsi engagées dans cette démarche de réduction de l'impact environnemental de leur activité.

À titre d'exemples, ces dernières ont mené des actions favorisant l'éco-construction, mis en place des économiseurs de carburant, des systèmes d'assainissement par phyto-épuration, mis en place de techniques culturales simplifiées, production d'huiles végétales pures, installations solaires (photovoltaïques et thermiques), chaufferie bois...

Ce dispositif a été relancé en 2011 à la demande des têtes de réseaux, dans le cadre d'AGIR Plus.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### *Ecoguide RSE « MAGESTOUR »*

Piloté par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CCIR PACA), ce manuel est un outil adapté aux activités et aux métiers des professionnels du tourisme. Il traite des aspects méthodologiques et opérationnels pour démarrer, mettre en œuvre et pérenniser une démarche, présente des actions d'améliorations possibles et propose des gestes simples à adopter au quotidien.

Les objectifs de l'écoguide RSE sont de :

1. sensibiliser les professionnels du tourisme régionaux aux enjeux du développement durable et ses 3 piliers – social, économique et environnemental

2. fournir des éléments pratiques pour la réflexion et la mise en œuvre d'une démarche au sein de leur entreprise,

3. viser un premier niveau de réalisations concrètes, déterminé par la nature des informations/outils/préconisations mis à disposition,

4. les inciter à aller plus loin dans l'amélioration de leurs performances et de leur impact environnementaux, en contactant leurs représentants et leurs partenaires, pour se faire accompagner dans le cadre d'une action de professionnalisation, se faire labelliser/certifier, investir...

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **DD- Conditionnalité des aides régionales**

À travers le programme opérationnel du Schéma Régional de Développement Touristique (SRDT) 2006/2011, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a fixé des critères de d-conditionnalité ayant pour objectifs de :

- soutenir les investissements à travers des critères d'éco-conditionnalité en n'accordant d'aides directes aux organisations touristiques (hôtels, campings et villages vacances) qu'en matière de gestion environnementale.

- Soutenir les investissements favorisant l'accessibilité handicap des hébergements, sites et équipements touristiques à travers des dispositifs de droits communs pour les hébergements et un appel à projets spécifique pour les sites et équipements touristiques.

- soutenir les manifestations qui ont un impact économique vérifié, qui se déroulent de préférence en dehors des périodes de forte fré-

quentation touristique et qui intègrent des critères de DD dans leur organisation.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Contrat de développement Tourisme et Handicap**

L'association « Tourisme et handicaps » a été créée en 2001. Elle a pour mission principale de développer le label national « Tourisme et Handicap » au sein des structures touristiques. La Région PACA s'est engagée dans cette démarche en 2003.

En 2006, favoriser l'accueil des personnes handicapées constitue un objectif opérationnel du SRDT 2006-2010 et son programme opérationnel met en place le « Contrat de développement tourisme et handicap ».

Ce contrat accompagne l'ensemble des phases nécessaires à la structuration d'une offre touristique pouvant accueillir les personnes en situation de handicap dans des conditions optimales.

Il comprend à la fois des dispositifs de droit commun et un appel à candidature.

Critère incontournable : s'engager dans l'obtention du label « Tourisme et handicap ».

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Bienvenue chez vous**

Lancée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'opération de dynamisation du tourisme de proximité « Bienvenue chez vous » a pour objectifs de :

- Dynamiser l'économie du tourisme en période de moindre fréquentation,

- Dynamiser le tourisme de proximité par des conditions d'accès privilégiées aux sites (gra-

tuité, tarifs réduits, visites guidées insolites, dégustation, petit cadeau, etc.),

- Développer une meilleure connaissance chez les habitants de l'offre touristique régionale pour eux-mêmes et pour leur permettre de mieux conseiller la famille et les amis hébergés régulièrement chez eux (+ de 50 % des nuitées sont non marchandes en PACA),

- Faire adhérer les habitants à la vocation touristique de Provence-Alpes-Côte d'Azur en les plaçant eux-mêmes en situation de touristes sur leur propre territoire et en leur montrant l'importance économique et sociale de ce secteur

- Favoriser et amplifier la dessaisonnalisation de l'activité touristique en incitant des courts séjours hors saisons de forte affluence.

- Habituer les habitants à utiliser les transports en commun en offrant la carte permettant d'importantes réductions dans les TER.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **La carte écotourisme**

Coordonné par le Comité Régional de Tourisme de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce support de communication a pour objectif principal de :

- Informer les touristes sur l'offre « écotourisme » en PACA et se différencier des autres destinations,

- Soutenir les organisations œuvrant pour un tourisme durable en les valorisant,

- Créer un effet d'entraînement auprès des autres professionnels qui chercheraient à être valorisés.

### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Création d'un Institut Régional de formation à l'environnement et au développement durable : l'IRFEDD**

Face aux défis du changement climatique, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur entend utiliser la formation comme un outil essentiel de conversion écologique de l'économie. Dans notre région, la mutation vers une économie moins polluante porte des dizaines de milliers d'« emplois verts » non délocalisables.

Afin de répondre aux demandes des entreprises des secteurs de l'environnement, des énergies renouvelables et de l'éco-construction, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a approuvé le 10 juillet 2009 le principe de création de l'IRFEDD. En effet, une relative rareté des qualifications et des compétences adaptées pourrait constituer un frein au développement de l'économie verte pour notre région... C'est pourquoi la Région, en participant à la création de la SCIC IRFEDD, veut faire évoluer les compétences pour les prochaines années afin d'éviter une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans ces domaines. L'IRFEDD a vocation à permettre la structuration, l'émergence et l'adaptation de l'offre de formation répondant à ces enjeux en promouvant une série d'objectifs :

- la régulation de l'offre de formation régionale dans le secteur ;
- la production d'une offre de formation qualitative et professionnalisante (complémentaire de l'offre existante) ;
- l'orientation scolaire et professionnelle ;
- l'incubation de nouvelles formations en lien avec l'innovation technologique, pédagogique et sociale
- l'organisation d'une veille « stratégique, scientifique et technologique » à disposition des professionnels et des enseignants,

- sans oublier la diffusion des connaissances à un public large (éducation permanente) sous forme de colloques et conférences.

Certaines actions ont déjà été menées :

- des actions d'animation et de communication (stands à divers forums, formation de formateurs, modules de sensibilisation, organisation de la semaine des métiers verts...);
- un recensement de l'offre régionale de formation publique dans le secteur de l'environnement sur le site [www.irfedd.fr](http://www.irfedd.fr) (860 formations recensées) en partenariat avec le CARIF Espace-Compétences et l'ARPE ;
- des actions dans le domaine de l'apprentissage :
  - création du CFA Métiers de l'Environnement et du Développement Durable, ouvertures de formations par apprentissage : (BTS métiers de l'eau, Bac pro techniciens de maintenance des systèmes énergétiques et climatiques en partenariat avec le campus Veolia...);
  - introduction de modules, notamment dans les formations du BTP ;
  - des actions en faveur de la formation continue :
    - en direction des demandeurs d'emploi : Bac Pro vente avec module de Développement durable, formation aux énergies renouvelables et solaires, CAP – Gestion des déchets et propreté urbaine, Formation technique : pompes à chaleur, solaire, éolien, VMC double flux, puits canadiens...
    - en direction des salariés : gestion des eaux pluviales, assainissement non collectif- éléments de pédologie...
- la conception, aux côtés du CARIF-Espace compétences, de modules de formation à destination des personnels des organismes de formation dans le cadre de la démarche qualité (RSE) régionale qui vise la construction d'un territoire de référence en matière de développement durable en encourageant les organismes à mieux prendre en compte ces enjeux.

### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **L'appel à projets « 100 lieux de formation exemplaires »**

La Région Provence Alpes Côte d'Azur s'est engagée dans une démarche innovante : AGIR (action globale innovante pour la Région) pour encourager les démarches de maîtrise de l'énergie et de recours aux énergies renouvelables.

Dans ce cadre, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur accompagne depuis 2009, les Centres de Formation d'Apprentis, les Organismes de Formation du Service Public Régional de Formation Permanente et d'Apprentissage ainsi que les Établissements de Formation du Sanitaire et du Travail Social, dans la mise en œuvre de démarches globales et ambitieuses pour un moindre impact sur l'environnement. Cet appel à projet a pour objectif d'encourager et d'accompagner l'émergence de 100 lieux de formation exemplaires, dans le cadre de démarches collectives et globales intégrant 3 volets :

- Volet 1 : la mise en œuvre d'actions ambitieuses en matière d'économies d'énergie et d'eau, et plus largement de « qualité environnementale » par l'amélioration des bâtiments existants et de leur gestion en la matière ;
- Volet 2 : la mise en place d'un dispositif de sensibilisation et de mobilisation de l'ensemble des personnels (pédagogiques, techniques, administratifs) et des apprenants afin d'accompagner la mise en œuvre de l'action d'exemplarité ;
- Volet 3 : l'intégration de contenus liés au développement durable au ruban pédagogique des actions de formation réalisées par l'organisme.

L'objectif, à terme, est de faire évoluer l'ensemble des dispositifs de formation, afin qu'ils intègrent les enjeux, la culture et surtout la pra-

tique du développement durable. C'est notamment dans cet objectif et suite à l'appel à projets qu'a été mise en place la démarche qualité RESEAU adoptée par la Région en 2010.

L'appel à projets a mobilisé 25 organismes (12 CFA, 11 organismes de formation, 2 centres de formation du sanitaire et travail social, 1 université) qui ont engagé le diagnostic de leurs bâtiments, conçu leur plan de mobilisation et fait évoluer leurs contenus pédagogiques.

15 d'entre eux auront mis en œuvre d'ici fin 2011 les actions ainsi élaborées, notamment la rénovation énergétique basse consommation et bâtiment durable méditerranéen et la mise en œuvre des nouveaux contenus de formation au regard du Développement Durable. Une attention particulière a été portée sur les volets pédagogiques des formations de la filière bâtiment dont l'enjeu à court terme est majeur du point de vue environnemental et économique.

Parmi les projets les plus emblématiques: le CFA des Travaux Publics de Mallemort, le CFA de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Vaucluse, du CFA de l'École Hôtelière de la CCI de Vaucluse et l'organisme de formation ADREP ont mené diverses actions qui ont permis de réaliser des économies d'énergies annuelles de 90000 kWh/an à 1600000 kWh/an et ont pu atteindre le niveau « Bâtiment Basse Consommation » et « Bâtiment Durable Méditerranéen » en rénovation.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

**Le Contrat Régional Pour l'Emploi et une Economie Responsable (CREER)**

Lancé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en février 2011, le Contrat Régional pour l'Emploi et une Economie Responsable (CREER) fait suite à un ancien dispositif: le Plan Régional pour l'Emploi qui a pris fin le

31 Décembre 2010 sur un bilan favorable: il a permis la création ou le maintien de près de 32000 emplois dans des domaines divers dont l'environnement. Ainsi, des postes d'économistes de flux, de chargés de mission contrat de rivière, de chargés de mission risques naturels, d'agents de développement agricole et forestier pour n'en citer que quelques-uns ont été créés et aidés financièrement par la Région. Le champ de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) a été largement développé.

CREER, se donne pour objectif de maintenir 10000 emplois de qualité par an, sur la période 2011-2014.

Les enjeux portés par ce dispositif sont:

- l'accès pour tous à un emploi de qualité
  - la création et le développement d'entreprises et d'activités
  - le soutien à un mode de développement économique citoyen et responsable.
- Il porte sur 3 axes d'interventions:
- l'emploi au cœur du service public régional
  - l'accompagnement à la création et au développement d'entreprises et d'activités responsables
  - le soutien à l'accès et au maintien d'un emploi de qualité

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

**E-PORTFOLIO: un portefeuille numérique individuel de compétences**

Lancé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2009, E-portfolio est un portefeuille numérique individuel de compétences qui regroupe un ensemble de documents individuels attestant des compétences d'un individu. Il peut être composé de textes écrits, de fichiers sonores ou encore de productions artistiques.

Il favorise la construction et le développement du parcours professionnel des personnes par

la mise en place d'un portefeuille de compétence, véritable outil pour la recherche d'emploi, la remobilisation de la personne et la reconnaissance sociale, professionnelle et personnelle.

Il œuvre ainsi pour l'insertion dans l'emploi, la redynamisation de la personne, la formation tout au long de la vie et plus généralement la continuité professionnelle.

Depuis son expérimentation, plus de 1040 eportfolios ont été ouverts en PACA. Du point de vue des usagers, stagiaires de la formation professionnelle ou public en insertion professionnelle et en recherche d'emploi, l'outil est bien appréhendé. Même remarque chez les employeurs qui découvrent le « CV du futur ».

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

**Activités nouvelles, nouvelles compétences**

L'opération « Activités nouvelles, nouvelles compétences » a été lancée dans une dizaine de régions et vise à faire rencontrer des demandeurs d'emploi avec des projets qui sommeillent dans les entreprises, à partir des besoins réels de l'entreprise. Après un diagnostic de leurs projets de développement, les entreprises et associations disposeront de compétences nouvelles grâce aux cadres demandeurs d'emploi ou jeunes diplômés qui mettront en œuvre ces projets.

L'objectif est de créer une nouvelle activité sur la base du projet mis en œuvre, permettant ainsi de pérenniser l'emploi du cadre ou du jeune diplômé. Ce dispositif concerne également la reprise d'activités.

Les projets peuvent porter sur la mise au point d'un nouveau bien ou service, le lancement d'un nouveau produit, la création d'un service commercial d'export, l'intégration d'un nouveau savoir faire, la mise au point de méthodes

de gestion, la structuration de l'informatique, la mise en œuvre d'une démarche de qualité. Ce dispositif s'adresse aux très petites, petites et moyennes entreprises, petites et moyennes industries et associations locales.

À ce stade, 600 projets ont été accompagnés permettant la création de 450 emplois.

À titre d'exemple :

- la société NOVAXION ayant une activité de robotique et machines spéciales a pu recruter un automaticien pour développer le processus automatisé permettant à la société de réaliser en interne la fabrication d'une armoire électrique nécessaire à la programmation de robots. Technologie permettant d'avoir la maîtrise totale du projet et de réduire les coûts :

- la société PHIDIAS ayant une activité de service en informatique, spécialisée dans l'intégration de logiciels libres de gestion a pu recruter un Responsable Consulting qui a en charge la supervision des consultants techniques, l'organisation et la mise en place du département Consulting. Ce projet a permis d'accélérer la croissance de Phidias et d'asseoir sa légitimité et son savoir-faire sur un marché en pleine expansion, celui des logiciels libres.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Aide à l'émergence de micro projets en Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Dans le cadre du dispositif PROGRESS (Programme Régional de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire), la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a souhaité favoriser l'émergence de micro projets par l'octroi de petites subventions, avec l'aide des promoteurs locaux. Cette aide vise notamment à faciliter l'accès aux financements européens des petites structures associatives. Elle s'adresse aux structures souhaitant créer une

activité nouvelle dans le domaine de l'Économie Sociale et Solidaire en Région Provence-Alpes Côte d'Azur et dont la mise en œuvre nécessite une phase de formalisation, d'analyse, de démarchage, de communication, de test en grandeur nature...

Entre 2009 et 2010, environ 50 projets à forte valeur ajoutée sociale ou environnementale, soutenus sur l'ensemble du territoire régional, ont permis de créer pendant l'année de développement autant de postes salariés.

Les projets soutenus sont divers et d'une grande richesse. Par exemple, cette mesure a permis de soutenir dans sa phase d'émergence la SCIC Full Rhizome, associant 3 labels d'édition musicale indépendants (5 emplois directs créés, 16 Équivalent Temps Plein (ETP) en intermittence et 3.5 ETP en emplois indirects).

Autres exemples de projets soutenus :

- Auto réhabilitation accompagnée de logements sociaux sur Salon de Provence
- Émergence d'une agence de tourisme social mutualisée sur Toulon
- Projet autour de l'Habitat groupé à vocation régionale,
- 3 projets de ressourcerie recyclerie
- Projet de production d'habitat écologique par utilisation de containers métalliques
- Espace public numérique mobile dans les Alpes maritimes
- Préfiguration d'activités d'insertion autour de la production de mobilier en carton recyclé
- Épicerie solidaire et café associatif en milieu rural...

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Le Fonds IRIS : Intervention Régionale pour l'Investissement Social**

Dans un contexte de crise économique et sociale, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

a mis en place en avril 2009 le fonds IRIS (Intervention Régionale pour l'Investissement Social) reposant sur la mutualisation de moyens et d'actions de la Région et des partenaires sociaux afin de développer des étapes de formation au bénéfice des salariés des TPE et PME ayant permis de développer des actions innovantes. L'objectif était clairement d'utiliser la formation continue comme un moyen de maintenir les salariés dans l'emploi ou de leur permettre une reconversion rapide.

Le fonds IRIS a amené les partenaires à investir un champ d'actions toujours plus large tels que l'organisation des ressources humaines dans les entreprises, la prévention des risques professionnels, l'amélioration des conditions de travail, la lutte contre les discriminations au travail ou encore la protection de l'environnement. La maîtrise d'œuvre des actions engagées au titre du fonds IRIS, a été confiée aux grands OPCA de Branches et interprofessionnelles AGEFOS PME et OPCALIA qui depuis 2009 ont développé en lien avec les acteurs économiques, une programmation d'actions qui a permis d'accompagner les entreprises les plus fragilisées et d'élever le niveau de qualification de plusieurs milliers de salariés. Au-delà de la volonté régionale d'apporter une réponse réactive à la situation de crise, cette première expérimentation anticipait également certaines évolutions législatives récentes notamment en matière de formation ainsi que des accords interprofessionnels et/ou de branche qui tendent à davantage de coopération et de mutualisation entre les institutions en charge de la formation professionnelle continue des actifs.

L'ambition était donc également de poser les premiers principes d'une démarche plus structurelle afin de limiter les risques de rupture professionnelle et le traitement parfois trop cloisonné des situations de précarité des personnes qui passent entre « les mailles du filet » des dispositifs de droit commun.

L'intervention financière de la Région, en faveur de la sécurisation des parcours et de la continuité professionnelle des actifs, a permis d'agir comme « effet levier » sur la mobilisation des autres sources de financement : paritaires, d'entreprises, de l'État et de l'Europe.

Ainsi, en 18 mois, plus de 4500 salariés de plus de 80 TPE/PME du territoire régional ont ainsi pu bénéficier d'une étape de formation cofinancée par la Région. afin de favoriser leur maintien dans l'emploi ou leur reclassement professionnel

La Région a souhaité poursuivre une déclinaison des objectifs du fonds IRIS en construisant un partenariat et des actions stratégiques pour le développement de l'économie régionale. Quatre nouvelles expérimentations ont ainsi été lancées et déclinées dans les secteurs des services à la personne, de l'artisanat, des industries agroalimentaires et de la santé. Il a été convenu de déléguer aux OPCA de référence, la maîtrise d'œuvre de ces fonds sur la base de programmes d'actions précis préalablement validés par la Région et les partenaires.

Dans le cadre des concertations qui ont présidé à la co-élaboration du CPRDF et associé les services de l'État et les partenaires sociaux, la formation au service de l'emploi et des continuités professionnelles a été au cœur des échanges autour des « parcours ».

La Région a décidé dans un premier temps d'expérimenter plusieurs approches permettant de capitaliser les meilleures conditions pour la mise en œuvre d'une Gestion Territorialisée des Emplois et des Compétences.

La Région a ainsi adopté en juin 2011, le premier fonds IRIS Territorial, décliné à travers un accord de partenariat, en faveur de la sécurisation des parcours et de la continuité professionnelle des saisonniers du département des Hautes Alpes signé notamment avec, la Commission Paritaire Interprofessionnelle Départementale et l'État.

Cet IRIS Territorial a pour vocation de poursuivre la politique volontariste de développement des territoires de montagne à prédominance rurale menée depuis plusieurs années par la Région. Il s'agit également de développer une intervention guidée par les principes de solidarité, de reconnaissance des hommes, des territoires et des activités de montagne.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte D'azur

Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 02

#### **La démarche Agenda 21 dans les CFA en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Concernant l'Agenda 21 scolaire porté par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 3 vagues d'expérimentations ont été menées : un groupe de 9 lycées publics volontaires en 2007/2008, puis en 2008/2009, 10 lycées publics et un C.F.A. pilotes sélectionnés par le comité de pilotage Agenda 21 (réunissant la Région, les deux Rectorats et la Direction Régionale de l'Alimentation, l'Agriculture et de la Forêt) suite à leur réponse à un appel à candidature lancé en mai 2008.

12 CFA se sont également engagés dans cette démarche sur l'année scolaire 2009-2010.

L'expérimentation menée avec des CFA a montré tout son intérêt et conduit à une meilleure intégration des principes du développement soutenable dans l'ensemble du fonctionnement de l'établissement : gestion, pédagogie, projet d'établissement, gouvernance...

Pour chaque expérimentation, une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage les a accompagnés dans leur diagnostic puis l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan d'action.

Souhaitant poursuivre dans ce champ, la Région a lancé en 2011 le déploiement des Agendas 21 auprès de l'ensemble des CFA d'ici à 2014, en proposant à chacun un accompagnement par une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et par les services de la Région.

Parallèlement à ces expérimentations, d'autres démarches ont été engagées :

- la démarche AGIR – Action Globale Innovante pour la Région, votée en décembre 2006, donne les moyens aux organismes de formation de développer les économies d'énergie et plus particulièrement la qualité environnementale du bâtiment dans les politiques régionales. Dans ce cadre et au titre de la politique régionale d'apprentissage et de la formation continue, la Région a lancé en avril 2009, un appel à projets « 100 lieux de formation exemplaires » ouvert aux CFA. 11 CFA sont en cours de réalisation de projet ;

- la démarche qualité RESEAU démarrée avec 13 CFA pour cette première année expérimentale, mais ayant vocation à être progressivement étendue à l'ensemble des CFA, s'organise autour notamment de l'axe « Responsabilité Sociale et Environnementale », qui s'inscrit dans la continuité des programmes déjà engagés comme agenda 21 des CFA et Action Globale Innovante pour la Région (AGIR).

D'autre part, les conventions quinquennales qui lient la Région et les CFA doivent être renouvelées pour le début de l'année 2012. Elles fixeront les règles de gestion de l'établissement. Elles seront annexées d'un contrat de progrès qui identifie sur 5 ans, les axes forts de développement avec les organismes gestionnaires des CFA et les branches professionnelles. Il sert de cadre au projet d'établissement. Le développement soutenable représente un des axes prioritairement retenus par la Région.

Au travers de cette démarche d'ensemble, la Région souhaite inciter progressivement tous les CFA à s'engager dans une démarche écoresponsable globale et durable de type Agenda 21 pour leur permettre de décliner eux aussi cette démarche à l'échelle de leur établissement afin qu'ils puissent, à travers une approche participative et un diagnostic appro-

fondi, faire du développement soutenable le fil conducteur de leur politique.

### ■ **Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône**

22 avenue Henri-Pontier  
13626 Aix-en-Provence Cedex 1

#### « **Goûtez au 13** » : le dispositif d'approvisionnement en RHD

La Chambre d'agriculture propose aux collectivités les produits de saison des agriculteurs. « Goûtez au 13 », c'est une réponse concrète mettant en relation consommateurs et producteurs, au cœur d'un même département, une véritable opportunité de promotion et de valorisation des produits de notre terroir. Un seul interlocuteur entre l'offre agricole et la demande des cantines.

« Goûtez au 13 », c'est une démarche innovante et inédite en France, car elle est gérée en direct par une Chambre d'agriculture et aussi parce qu'elle réunit sur un bon de commande unique une gamme variée de produits de qualité strictement issus du département. C'est donc une solution de commercialisation réelle pour les producteurs, se traduisant par des volumes significatifs.

### ■ **Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône**

22 avenue Henri-Pontier  
13626 Aix-en-Provence Cedex 1

#### **Les halles Terres de Provence**

Lancées 2010, les Halles de Terres de Provence ont connu un vif succès de juin à octobre. Elles ouvrent à nouveau leurs portes, pendant 6 mois!

Les lundis, mercredis et vendredis de 16h30 à 17h pour les professionnels, de 17h à 19h pour les particuliers.

Du 2 mai au 30 octobre 2011, les 30 producteurs du Pays d'Aix et des Bouches-du-Rhône

proposent des produits frais et de qualité, issus de leur exploitation, à des prix attractifs. Les ventes se feront exclusivement par lots: caisses ou cagettes.

La qualité et la traçabilité en matière alimentaire étant une exigence forte, la Communauté du Pays d'Aix, en partenariat avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et l'association de consommateurs UFC « Que choisir », a sélectionné rigoureusement les participants.

Grâce à son expertise agricole, la Chambre d'agriculture a contrôlé en amont toutes les exploitations de producteurs présents. Un second contrôle sera effectué en cours de saison.

### ■ **Communauté de communes de l'île d'Oléron**

55 route des Allées  
17310 Saint-Pierre-d'Oléron

#### **Promouvoir l'installation de jeunes agriculteurs sur notre territoire littoral et touristique**

L'île d'Oléron est un territoire à très forte attractivité touristique. Le prix du foncier, en constante augmentation, rend difficile l'installation de jeunes agriculteurs. Les élus locaux conscients des enjeux forts sur notre territoire de relocalisation des productions alimentaires, d'accueil des jeunes actifs à l'année et de préservation des paysages et de la biodiversité ont choisi de répondre à ces objectifs en accompagnant de manière dynamique l'installation de jeunes agriculteurs allant vers des pratiques durables et d'agriculture biologique. Un poste de chargé de mission dédié à la question a été créé, un comité pour le développement d'une agriculture durable a été constitué avec les opérateurs fonciers et les représentants de la profession agricole et un plan d'actions spécifique va bientôt être validé.

### ■ **Communauté de Travail des Pyrénées (CTP)**

C/Juan XXIII, N°17  
Palacio de Congresos  
22700 Jaca- Espagne

#### **Création d'un Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique**

Rappel du contexte

Le réchauffement climatique déjà constaté à l'échelle de nos territoires s'intensifiera vraisemblablement dans les années à venir impactant notamment les milieux montagnards, particulièrement sensibles à ce phénomène.

Afin d'accompagner le développement durable du massif des Pyrénées, les membres de la Communauté de Travail des Pyrénées (CTP) ont décidé, en novembre 2009, sous l'impulsion de la Présidence Midi-Pyrénées, de s'engager dans la création d'un Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique.

Le lancement officiel de cet Observatoire a été organisé le 14 janvier 2010 à Toulouse, à la Région Midi-Pyrénées.

Objectifs de l'Observatoire

L'Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique a comme principal objectif de suivre et comprendre les évolutions du climat à l'échelle des Pyrénées et d'accompagner l'adaptation des secteurs socio-économiques et des espaces naturels les plus vulnérables.

Il a plus précisément comme vocation d'intervenir autour de cinq grands axes :

- Mutualisation des connaissances existantes sur les impacts du changement climatique dans les Pyrénées et identification de nouvelles connaissances à capitaliser.

- Analyse de la vulnérabilité des milieux naturels et des activités socio-économiques face au changement climatique et de son impact sur la population locale

- Définition de recommandations et de conseils opérationnels pour une meilleure adaptation des activités économiques et des milieux naturels tout en favorisant le développement harmonieux du massif et de ses populations.



- Sensibilisation des acteurs du territoire et de la société civile au changement Climatique et à ses impacts et valorisation des travaux de l'observatoire

- Appui en faveur de la visibilité européenne et internationale des Pyrénées en matière d'observation et d'adaptation au changement climatique et soutien à la mise en réseau de l'Observatoire au niveau européen.

Spécificités et Rôles de l'Observatoire :

L'Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique vise à devenir :

- une plateforme d'échanges entre scientifiques, politiques et acteurs du territoire de la CTP.

- un outil d'aide à la décision en termes d'adaptation au changement climatique pour l'ensemble des acteurs du territoire de la CTP, pour soutenir l'aménagement et le développement intégré mais aussi concerté de l'espace Pyrénéen

- un outil de sensibilisation des citoyens et des acteurs socioprofessionnels au Changement Climatique

Il possède par ailleurs un aspect innovant, puisqu'il vise à :

- favoriser la prise en compte d'un espace biogéographique cohérent : les Pyrénées

- impulser la création d'un réseau durable d'acteurs transfrontaliers sur l'ensemble du massif pyrénéen

- positionner les Pyrénées comme territoire moteur pour la prise en compte, le suivi et l'adaptation au changement climatique au niveau européen.

Financement des travaux de l'Observatoire :

Pour assurer la création et la mise en œuvre des travaux de l'Observatoire sur les 3 ans à venir (2011-2013), la CTP a déposé le 3 mai 2011, avec le soutien de la Région Midi-Pyrénées dans le cadre de sa Présidence, un projet au titre du second appel à projets du Programme de Coopération Transfrontalière

Espagne-France-Andorre 2007-2013 (POC-TEFA).

Ce projet d'un coût total de 2419 955€ TTC bénéficierait ainsi d'un cofinancement européen à hauteur de 65 % (1572970€ TTC de FEDER).

Les 35 % d'autofinancement restant seraient apportés par la CTP et les 12 partenaires du projet.

Actions de l'Observatoire sur les 3 ans à venir : Les travaux de l'Observatoire se centreront sur les 3 ans à venir autour de grandes 5 thématiques d'action : CLIMAT, BIODIVERSITE, FORETS, RISQUES NATURELS et EAU.

Pour une plus grande cohérence du projet, des ACTIONS TRANSVERSALES bénéficiant à l'ensemble des partenaires du projet et du territoire pyrénéen seront mises en place (analyse de l'évolution du territoire face au changement Climatique, réalisation d'une étude pour accompagner l'adaptation du massif au changement climatique, réalisation d'un géoportail de l'Observatoire).

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### *Plan Départemental des Activités de Loisirs et de Randonnée Nautique*

La randonnée nautique constitue un axe fort du Tourisme de pleine nature dans le Département de la Dordogne : il est d'ailleurs le premier département français en ce qui concerne le marché de la randonnée nautique. C'est pourquoi le Conseil Général de la Dordogne a tout naturellement mis en place, en décembre 2001, le Plan Départemental des Activités de Loisirs et de Randonnée Nautique.

Ce plan vise en tout premier lieu l'amélioration de 6 points essentiels :

- de l'information du pratiquant

- de la sécurité

- de l'accueil pour faciliter la pratique de la randonnée nautique

- de la protection de l'environnement

- les relations entre usagers et propriétaires

- de la cohérence en vue d'un équilibre territorial.

Pour ce faire, le Conseil Général participe financièrement à l'aménagement de haltes nautiques avec tous les équipements prévus dans ce cadre (sanitaires, aires de pique-nique, parking, aires de retournement, borne d'appel de secours, informatique nautique...) À ce jour il existe 28 haltes nautiques qui permettent de descendre la Dronne, l'Isle, le Céou, la Vézère et la Dordogne et ainsi de pratiquer le canoë en toute tranquillité.

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### *Programme de soutien à l'agriculture biologique, vente directe et filière courte*

Ce programme a pour objectif :

- de favoriser la conversion à l'agriculture biologique de garantir l'approvisionnement local des habitants de notre département en particulier la structuration du maraîchage et de la culture légumière, préalable à la viabilité de l'approvisionnement local pour la Restauration Hors Domicile,

- de favoriser des pratiques agro-environnementales, les subventions conditionnées au principe de la biodiversité cultivée, de la lutte intégrée, de l'implantation de haies composites et autres plantations mellifères,

- d'encourager la mutualisation des moyens par la constitution de plateformes d'approvisionnement local et de boutiques collectives.

### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### **Les épiceries solidaires**

Créées en février 2010, les 3 épiceries solidaires du Département sont une démarche inscrite dans l'Agenda 21.

Le principe de ce commerce est innovant : ouvert à tous publics, il propose des produits alimentaires de qualité au prix du marché avec à la caisse une réduction pour les personnes recommandées par les services sociaux.

Cette aide alimentaire se caractérise par un libre choix des produits, une monétarisation de l'échange, (une réduction sur la facture en caisse en fonction de critères définis par la commission de validation), ainsi qu'un accompagnement par le biais d'ateliers pédagogiques (budget, cuisine...).

L'approvisionnement est fait auprès des jardins d'insertion, des producteurs locaux et industriels du département (70 % des produits vendus proviennent du département).

Le but est de venir en complémentarité des commerces existants et non en concurrence

### ■ Ville de Besançon

2, rue Mégevand  
25034 Besançon Cedex

#### **Charte Commerce éco citoyen**

La Ville de Besançon a initié une opération Commerce éco citoyen basée sur une charte d'engagement.

Un comité de pilotage permet de rassembler l'ensemble des partenaires. Sont présents l'ADEME, le Conseil Régional de Franche-Comté, le Conseil Général du Doubs, le SYBERT, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Chambre de Commerce et d'Industrie, l'Union des Commerçants de Besançon, l'association du marché des Beaux-arts, l'association du

Quartier Pasteur, la Ville de Besançon et le Grand Besançon.

Un guide de l'éco commerçant a été rédigé. Il propose des pistes d'amélioration en listant quelques gestes simples profitables à l'environnement. Il vise la maîtrise des charges en terme d'utilisation des ressources, le respect et l'anticipation des obligations réglementaires.  
<http://www.besancon.fr/index.php?p=1151>

Un prestataire réalise gratuitement un diagnostic du commerce souhaitant adhérer à la charte dans les domaines du papier, des déchets, de l'eau, de l'énergie, du choix des produits et des transports.

Une fiche d'indicateurs permet d'établir un état des lieux. Des pistes d'amélioration sont proposées. Un suivi et un bilan annuel sont effectués par le prestataire.

Une affiche est remise pour informer les clients de l'engagement du commerce en faveur de l'environnement et du développement durable.

Cette action vise à engager les commerçants dans un processus d'amélioration continue par le biais de diagnostics et de formations. Elle permet également de prendre appui sur les associations de commerçants pour relayer la démarche développement durable. Un échange entre commerçants permet l'application rapide de certaines pratiques

### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Toulouse

Mairie de Toulouse - Hôtel de Ville  
1 Place du Capitole - 31000 Toulouse  
Partenariat avec l'association FOLIES (portage de l'expérimentation),  
située 40 bis chemin du Prat-Long  
31200 TOULOUSE

### **Politique d'Economie Sociale et Solidaire et participation à la mise en place d'une monnaie complémentaire et éthique sur la ville de Toulouse**

Projet (déjà en fonctionnement) d'expérimentation d'une monnaie complémentaire éthique dont le but est le développement économique des acteurs locaux. En effet, ce moyen d'échange ne s'utilise qu'entre adhérents d'un réseau qui respectent des valeurs communes et en fonction de critères environnementaux, sociaux, économiques et de proximité avec son territoire et ses habitants. Le « sol-violette » est une monnaie complémentaire qui permet d'identifier ces acteurs et d'utiliser un moyen d'échange pour favoriser les échanges et la création de richesse par et avec ces acteurs. C'est un projet qui est co-construit avec les parties prenantes et qui vit en démocratie participative. En effet, une association de pilotage de l'action a été créée dans laquelle participent toutes les parties prenantes via une organisation en collèges. Il y a ainsi un co-présidence qui la dirige.

### ■ SIVOM du canton de RIEUX

Chemin de Chantemesse  
31310 Rieux Volvestre

#### **Création de la Maison de l'Artisanat du bâtiment et de l'Environnement**

Le SIVOM de RIEUX a réalisé un équipement public pour héberger un pôle d'animation et d'expertise dont l'objet est de sensibiliser, informer, former et accompagner les différents partenaires du bâtiment et de l'aménagement des espaces ruraux dans les domaines de l'environnement et de la Qualité Environnementale des bâtiments.

Un groupe de travail, associant les artisans (CAPEB et Chambre des Métiers), le CAUE, les opérateurs de formation (GRETA Garonne, Maisons Familiales et Rurales), les collectivités territoriales, l'ARPE, l'ADEME et le Bureau

d'Etudes IMBE, a participé à la réalisation du projet.

**Pour parvenir à ses objectifs, la Maison de l'Environnement et de l'Artisanat propose notamment de faciliter :**

1. l'accès à l'information et à la formation du grand public et des entreprises : choix de matériaux et de techniques innovantes, réhabilitation de techniques traditionnelles, enduits à la chaux, utilisation de la terre crue ou cuite, de la pierre, du bois...

2. l'appui technique et l'expertise spécialisée (particuliers et collectivités) dans les domaines de la « HQE », des énergies renouvelables, de la gestion de l'espace et des activités liées à l'environnement.

3. l'animation locale de programmes liés au bâtiment et à l'environnement :

- programme local de l'habitat : habitat social, jeunes apprentis, personnes âgées, gens du voyage, personnes handicapées,
- appui technique aux collectivités locales : bâtiments publics, urbanisme, traitement des effluents,
- sensibilisation et information des jeunes...

**Les services et prestations de la « Maison de l'Artisanat du bâtiment et de l'Environnement » (M.A.E) :**

1. « Centre de documentation et d'information » : Centre de ressources et hall d'exposition et de présentation de matériaux ou techniques de construction respectueuses de l'environnement,

2. « Espace d'animation et de formations » : Deux salles de formation pour accueillir des associations, des entreprises, des prestataires en formation dans le secteur du bâtiment et/ou de l'environnement...

Un atelier, une salle des formateurs et une salle de travail complètent l'équipement.

3. « Accueil de permanences ou de prestataires » : Deux bureaux permettant d'accueillir des permanences d'organismes spécialisés, de jeunes entreprises, d'associations, de bu-

reaux d'étude ou de travailleurs indépendants intervenant dans le secteur de l'environnement, l'artisanat, la HQE, les énergies renouvelables...

4. « Antenne d'animation locale du Volvestre et du Sud Toulousain », s'appuyant sur l'espace d'accueil-animation ou des bureaux de permanence, cette antenne permettra de relayer les programmes locaux liés à l'habitat et l'environnement :

PCET, PLH, programme de maintien de personnes âgées à domicile, appui aux communes en matière d'aménagement et gestion paysagère ou architecturale des communes... Soutien à l'Espace Info Énergie créé par le Pays du Sud Toulousain.

Des services « à la carte » pourront être proposés en plus aux utilisateurs : accueil ou secrétariat, restauration (par prestataire), mise à disposition de matériel, location d'espace de présentation de produits...

Partenariat :

- Europe
- État
- Région,
- Conseil général, SMEPE 31
- Pays du Sud Toulousain
- Communauté de commune du Volvestre
- SIVOM de Rieux
- GRETA, CAFOC
- ADEME
- ARPE
- CAUE 31
- CAPEB et Chambre des Métiers
- Métiers du bois
- Fédérations professionnelles (UNICEM, BRIQUETIERS...)
- Associations : HQE, Environnement,
- Mise en réseau avec d'autres projets de maisons HQE (conférence de l'artisanat pyrénéen),
- Maison de la Terre (Poucharramet)
- Maison de l'Habitat (Auterive)...

■ **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VOLVESTRE**

34 avenue de Toulouse - BP9  
31390 Carbonne

**Certification ISO 14001 du Parc d'activités ACTIVESTRE**

Créé à l'initiative de la Communauté de Communes du Volvestre, le parc Activestre fut inauguré et commercialisé dès 2000. Quatre lotissements s'étendent sur 17 hectares le long de l'autoroute A64, au sud-ouest de Toulouse. Activestre est la première zone à vocation environnementale dans le Grand Ouest. Reconnu « zone d'intérêt régional » par le conseil régional de Midi Pyrénées, Activestre accueille aujourd'hui une vingtaine d'entreprises et comprend un hôtel d'entreprises depuis juillet 2005 ; la conception de ce dernier a inclus la prise en compte de quelques cibles environnementales.

La collectivité a souhaité conforter son engagement en faveur de l'environnement en mettant en place un Système de Management Environnemental pour la gestion et la commercialisation du parc Activestre.

La Communauté de Communes du Volvestre a fait de la zone d'activité économique ACTIVESTRE, un parc de référence en matière de qualité environnementale en région Midi-Pyrénées.

- Implantée au cœur du Volvestre, ACTIVESTRE évolue dans un cadre rural préservé offrant ainsi à ses occupants une meilleure qualité de vie. Le parc, pensé et conçu en faveur du respect de l'environnement en imposant des critères de constructions et de fonctionnement, profite aujourd'hui à tous.

- La Communauté de Communes du Volvestre s'inscrit à présent dans une dynamique volontaire d'amélioration continue en instaurant un Système de Management Environnemental s'appliquant à la gestion et à la commercialisation du parc.

Ainsi, la collectivité s'engage à travers sa démarche environnementale à :

- Respecter la réglementation en vigueur,
- Maîtriser les nuisances liées aux travaux engagés par la collectivité et les entreprises en rédigeant une charte de « bonnes pratiques pour un chantier durable » qui soit approuvée par chaque prestataire qui intervient sur le parc,
- Mener une politique de gestion active et participative en favorisant les échanges avec les entrepreneurs du parc afin de les sensibiliser aux enjeux environnementaux,
- Préserver le parc en prévenant les risques de pollution et d'accident,
- Prendre en compte les critères environnementaux pour tous nouveaux projets instaurés par la collectivité sur le parc, notamment pour renforcer son image d'exemplarité,
- Préserver l'image et le cadre de vie du territoire au sein du parc.

ACTIVESTRE est la vitrine d'un succès environnemental et valorise ainsi le patrimoine du Volvestre. ACTIVESTRE sert également de tremplin à la collectivité pour s'orienter vers le concept de développement durable.

#### ■ Syndicat Mixte du pays Sud Toulousain

68 rue de l'Église  
31390 Carbonne

#### **Appel à projet « jardins partagés »**

Avec plus de 85000 habitants en 2009 et plus de 116000 habitants prévus à l'horizon 2030, le territoire du Sud Toulousain est le lieu de profondes mutations. La forte croissance démographique que connaît le territoire se répercute sur son identité et les modes de vie de ses habitants. Ainsi depuis quelques années des acteurs de tous horizons implantés sur le territoire, multiplient les initiatives, notamment de jardins avec des objectifs parfois différents. Toutefois, ces jardins implantés en zones rurales, ont tous vocation à être des lieux de rencontre et de participation des citoyens dans la définition de ces espaces, leur aménagement et leur fonctionnement.

Ainsi le Pays Sud Toulousain a engagé en 2010 la première édition de l'appel à projet « jardin partagé » avec le soutien financier de la Région Midi-Pyrénées. Cinq projets fortement engagés autour de la protection et de l'éducation à l'environnement ont été retenus.

#### ■ Syndicat mixte Pays Sud Toulousain

68 rue de l'Église - BP 17  
31390 Carbonne

#### **Du producteur au consommateur**

Pour soutenir et renforcer les productions locales, il sera impératif d'amener les consommateurs à un acte d'achat responsable. L'objectif est de relocaliser l'économie en créant l'organisation nécessaire pour de la vente directe sur le territoire.

#### ■ Conseil Régional Midi-Pyrénées

22 boulevard du Maréchal-Juin  
31406 Toulouse Cedex 9

#### **Projet européen « SOWELL » : le bien-être pour tous**

Le projet SOWELL est un projet expérimental, cofinancé par l'Union européenne, conduit par la Région Midi-Pyrénées en partenariat avec l'Agence catalane de Tourisme, la région italienne d'Emilie-Romagne et l'Université économique de Prague.

Il vise à examiner les possibilités d'ouvrir l'accès aux activités thermales, de bien-être et thermoludiques au plus grand nombre, et plus spécifiquement aux jeunes et aux seniors, et par là-même à développer le tourisme en basse saison. Le projet prévoit d'élaborer une analyse comparée des dispositifs incitatifs au départ et des offres existantes dans chacun des territoires partenaires. Ceci permettra d'identifier et d'échanger les bonnes pratiques et d'élaborer des propositions quant aux possibilités de développer les échanges touristiques à l'échelle européenne, dans le domaine thermal, tant pour les jeunes que les personnes âgées.

La mise en œuvre du projet SOWELL s'inscrit dans une démarche de développement durable: d'un point de vue environnemental (partage des pratiques respectueuses de l'environnement, notamment à l'échelle des stations et des établissements thermaux), économique (développement d'un tourisme de basse saison, maintien de l'activité dans des zones souvent rurales et des emplois correspondants) et social (dispositif visant à favoriser le départ en vacances des personnes les plus défavorisées ou celles n'ayant généralement pas les possibilités de pratiquer des activités thermales ou de bien-être).

#### ■ Régie de la station du Mourtis

CCCSB - Régie du Mourtis  
Avenue de la Brèche romaine  
31440 Saint Bât

#### **Les quatre saisons d'une station de ski - Le Mourtis**

Si le volet des activités « ski » tient lieu de cœur économique de la station du Mourtis, le spectacle permanent de la Nature, en toutes saisons, offre d'autres entrées environnementales, contemplatives, expérimentales ou spéculatives (ludiques, sportives, et de découverte scientifique).

#### ■ Communauté d'agglomération du Sicoval

Rue du chêne vert - BP 38200  
31682 Labège

#### **Club des Entrepreneurs Responsables du Sicoval**

En partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Garonne, le Sicoval a initié le Club des Entrepreneurs Responsables du Sicoval (CERES).

Le CERES est ouvert à toutes les structures économiques basées sur le territoire, indépendantes juridiquement et financièrement et comptant moins de 20 collaborateurs.

La mission du CERES est de valoriser et de développer les bonnes pratiques de développement durable mises en œuvre par les entrepreneurs adhérents.

Les objectifs du CERES sont:

Développer et consolider les activités sur le territoire en cohérence avec l'Agenda 21,  
Améliorer et renforcer les liens commerciaux entre les entreprises membres et les autres entreprises du Sicoval.

L'adhésion au Club se matérialise par la signature de la Charte des Entrepreneurs Responsables. Le CERES se réunit au moins 3 fois par an pour des réunions thématiques et propose des ateliers de travail pour ses membres.

#### ■ Ville de Colomiers

Place de l'Hôtel-de-Ville  
31776 Colomiers

#### **Eco-conso et leviers publics**

Création d'un office du commerce, de l'artisanat et ses services locaux. Conscients du besoin de dynamisation de l'offre de proximité, les élus ont souhaité renforcer leur partenariat avec les acteurs locaux sur la base de préoccupations partagées:

- Pérennité et développement de l'offre,
- Intégration des préoccupations environnementales (déplacements, livraisons, déchets, bilan carbone des produits),
- Développement des circuits courts de commercialisation et de diverses formes de commerce équitable.

#### ■ Communauté de Communes du Saint-Gaudinois

4 rue de la République - BP 70205  
31806 Saint-Gaudens

#### **Réalisation de l'Agenda 21 du Saint-Gaudinois**

La Communauté de Communes du Saint-Gaudinois (CCSG) a marqué son engagement en faveur du développement durable en réalisant

l'Agenda 21 de son territoire. Ce dernier se compose de trois enjeux, déclinés en 6 axes, 16 objectifs et 36 actions impactant les 5 finalités du développement durable avec une prédominance pour la qualité de vie.

Plusieurs projets, dont la réhabilitation des berges de la Garonne que nous aimons présenter comme la « Colonne vertébrale » de la démarche.

#### ■ Conseil Général du Gers

81 route de Pessan  
32000 Auch

#### **Introduction de produits de qualité et de proximité dans la restauration collective des collèges**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, des repas de saison, bio, labellisés et locaux sont servis dans les cantines des collèges du Gers.

La problématique de l'alimentation est aujourd'hui de plus en plus associée aux notions de développement durable, santé, alimentation saine, agriculture biologique, produits locaux...

Ainsi ce projet transversal s'appuie à la fois sur l'Agenda 21 – plan d'actions pour mener une politique de développement durable- et sur le PNNS 2.

Plusieurs services de la direction du patrimoine et de l'éducation, en collaboration avec les services de l'agriculture et de l'Agenda 21, travaillent sur ce dossier.

Différentes actions sont menées pour développer ces repas: subventions aux collèges pour l'achat de denrées de qualité et locales, formation du personnel de cuisine à la préparation des repas à base de ces produits, structuration de l'offre...

#### ■ Conseil Général du Gers

81 route de Pessan - BP 569  
32022 Auch Cedex 9

#### **Partenariat et expérimentation pour une consommation et une production responsables**

Soutiens aux approvisionnements et aux achats responsables

Les Conseils Généraux sont en charge de l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien des collèges publics. Contrairement aux communes, qui sont pleinement responsables des services de restauration scolaire, y compris des achats, les Départements ne disposent que de la seule responsabilité du personnel, des équipements et de la tarification de la restauration dans les collèges. Les achats, sur appel d'offres, relèvent de la compétence des gestionnaires des établissements, agents de l'Éducation Nationale.

#### ■ Conseil Général du Gers

Hôtel du département  
81 route de Pessan - BP 20569  
32022 Auch

#### **PER TERRA MAIR**

Le PER TERRA MAIR est un pôle d'excellence rurale\* qui vise à promouvoir la dynamique de l'éco-construction et la performance énergétique dans le Gers.

Des actions, des compétences et des projets pour:

- favoriser l'émergence d'un pôle de compétences locales en éco-construction et en performance énergétique,
  - développer une activité économique innovante,
  - informer le public, valoriser les professionnels, partager les actualités liées à cette thématique.
- Quatre axes majeurs pour Terra mair:
- développer les filières locales,
  - améliorer la performance énergétique,
  - promouvoir l'innovation,
  - encourager le travail partenarial.

### ■ Communauté de Communes de l'Estuaire

38 avenue de la République  
33820 Braud-et-Saint-Louis

#### **Réalisation d'une trilogie sur la mémoire locale**

Afin de valoriser la mémoire locale, la Communauté de Communes de l'Estuaire a produit 3 films (1 sur les métiers anciens, 1 sur les fêtes traditionnelles et 1 sur les marais), édité un recueil sur la mémoire et réalisé une exposition itinérante de portraits d'anciens. Deux des films ont été réalisés dans le cadre de chantiers d'insertion (6 personnes accompagnées pendant 6 mois) et le dernier film dans le cadre d'un chantier-formation avec des personnes qui se destinent aux métiers de l'audiovisuel. Ce projet fait partie intégrante de l'Agenda 21 de la collectivité dont un des axes s'intitule: « Projet culturel cantonal », mettre en valeur la mémoire locale. 3 DVD sont aujourd'hui proposées à la vente après de nombreuses projections publiques des films.

### ■ Conseil Général de l'Hérault

1000, rue d'Alco  
34087 Montpellier Cedex 4

#### **Mise en place et animation d'un réseau départemental des agendas 21**

Le Conseil Général a créé en 2009 un réseau de collectivités engagées dans une démarche d'agenda 21 local. À ce jour il regroupe 41 collectivités couvrant plus de 80 % de la population du département. Ce réseau est animé par un chargé de mission qui apporte un soutien méthodologique et organise les échanges d'expériences et de bonne pratique.

### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Diagnostic énergétique des exploitations agricoles et Bancs d'essai des tracteurs**

Actions rattachées au Plan Climat Territorial :

- Diagnostic énergétique des exploitations agricoles

Le diagnostic consiste à identifier les consommations énergétiques et les émissions dans l'environnement d'une exploitation agricole. Il permet de faire un état énergétique initial et de comparer les données de l'exploitation avec des références nationales. Ce diagnostic est suivi de préconisations.

- Bancs d'essai des tracteurs

Le Parc organise des journées avec un banc d'essai tracteur qui permet de dresser un bilan de santé d'un tracteur en moins d'une heure, en comparant les mesures effectuées sur la machine avec les données de référence. Le but est de diminuer la consommation énergétique des tracteurs.

### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Action Circuits Courts**

Dans le cadre de son action pour le développement des circuits courts le Parc naturel régional du Haut-Languedoc est à l'initiative de la création d'une plateforme de regroupement de produits locaux à destination de la restauration collective dénommée Régali d'Oc. S'inscrivant pleinement dans le champ de l'économie sociale et solidaire, la plateforme a vocation à réunir l'ensemble des acteurs autour des questions de l'alimentation sur le territoire (producteurs, acheteurs, collectivités, partenaires). Aujourd'hui sous forme associative, elle évoluera vers un statut Société Coopérative d'Intérêt Collectif. Elle répond ainsi à plusieurs enjeux territoriaux: le maintien d'une économie agricole et donc la préservation d'espaces ouverts et entretenus, la limi-

tation des déplacements des marchandises, l'amélioration qualitative de l'alimentation des établissements collectifs...

### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Marque Parc**

La marque Parc est un outil d'intégration des valeurs du développement durable dans les activités économiques ainsi que des enjeux du territoire inscrits dans la charte du Parc.

Elle concerne les services, produits et savoir faire. Le Parc naturel régional du Haut-Languedoc dispose aujourd'hui de 2 marques accueil: hébergement touristique et itinérance en milieu naturel et de 5 marques produits: viande bovine, châtaignes, jus de fruits, miel et granit du Tarn. Axée autour de trois valeurs - l'appartenance au territoire, l'environnement préservé et valorisé, la dimension humaine, leurs critères d'attribution prennent en considération des enjeux tels que les économies d'énergie, la préservation et la valorisation de la biodiversité, la gestion de l'espace, l'intégration des salariés. La marque Parc concerne à ce jour 69 professionnels sur le territoire toutes filières confondues.

### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Les plantes MESSICOLES**

Depuis 2005, le Parc naturel régional du Haut-Languedoc est engagé dans un partenariat avec le Conservatoire Botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées pour inventorier, mieux connaître et préserver les plantes messicoles. Par ce terme, on regroupe les plantes qui poussent spécifiquement dans les parcelles agricoles (coquelicots, bleuet...). Ces plantes sensibles sont en régression au niveau national et leur survie dans les champs est liée au

maintien des pratiques agricoles. Des inventaires successifs sur plus de 200 parcelles réparties sur l'ensemble du territoire ont permis de recenser 45 espèces différentes. Afin de valoriser le travail réalisé, des implantations de messicoles en association avec des variétés de céréales locales ont été réalisées sur deux communes Pont de l'Arn (Tarn) et Courniou (Hérault). Ces semis expérimentaux ont un double objectif : paysager et pédagogique.

■ **Parc naturel régional du Haut-Languedoc**  
1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

**Schémas de desserte forestière**

Actions rattachées à la Charte Forestière de Territoire.

La Charte Forestière de Territoire signée en 2008 a identifié parmi les actions prioritaires l'amélioration de la desserte forestière des massifs pour faciliter la mobilisation du bois dans des peuplements arrivés à maturité, tout en prenant en compte l'aspect environnemental.

Sur sa partie Tarnaise, le Parc s'est engagé dans la réalisation de 4 schémas sur 6 ans. La réalisation de chaque schéma est suivie de 2 ans d'animation de terrain afin de permettre une mise en œuvre effective par un travail auprès des propriétaires (1<sup>er</sup> schéma : 2010-2012, 2<sup>e</sup> : 2011-2013, 3<sup>e</sup> : 2012-2014, 4<sup>ème</sup> : 2013-2015).

Sur sa partie Héraultaise, des anciens schémas existent. En 2011, le Parc s'engage à leur réactualisation et extension (nouvelles communes du Parc). 2 ans d'animation suivront.

■ **Région et les 4 Départements Bretons**  
283 avenue du Général-Patton  
35000 Rennes

**Pour des parcs d'activités de qualité - Bretagne Qualiparc**

Le dispositif Bretagne Qualiparc est un partenariat existant depuis 1999 au service d'une

dynamique de qualité des parcs d'activités bretons et majoritairement des requalifications. Le dispositif fonctionne autour d'une charte partenariale, d'un référentiel unique, de dispositifs financiers adaptés et d'accompagnement des EPCI bretonnes dans la conduite des projets.

■ **Conseil économique social et environnemental régional**

7 rue du Général-Guillaudot - CS-26918  
35069 Rennes Cedex

**Pour la concrétisation d'un réseau nautique atlantique**

Ce rapport réalisé par les Conseils Économiques Sociaux et Environnementaux de Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, fait suite à une première étude intitulée « Pour une coopération inter-régionale en faveur d'un nautisme durable ». Cette seconde étude préfigure les conditions de mise en œuvre d'un outil de coopération inter-régionale pour accompagner et soutenir les entreprises de la filière industrielle nautique atlantique.

Baptisé « Réseau Nautique Atlantique », cet outil souhaite impulser un mouvement de fond pour orienter cette filière vers un développement durable qui corresponde à ses spécificités et lui permette de répondre aux évolutions conjoncturelles (crise, évolution des pratiques...) et aux enjeux économiques nationaux et internationaux qui se dessinent dans le contexte actuel.

Les CESER de l'Atlantique proposent que cette nouvelle dynamique économique et environnementale se traduise par la mise en œuvre d'un programme inter-régional de recherches et d'innovations qui conduirait au développement de supports nautiques, d'équipements et de produits éco-conçus, donc plus respectueux de l'environnement. L'objectif visé à terme est un leadership international des entreprises de la façade atlantique dans le nautisme « vert ».

Cette proposition de coopération inter-régionale ambitieuse porte également une réflexion sur les moyens concrets à mettre en œuvre pour soutenir les entreprises là où elles sont les plus fragiles, comme la gestion des ressources humaines, la formation, l'intégration des nouvelles technologies et la communication...

En effet, la progression organisationnelle au sein des petites entreprises est l'une des conditions de succès d'une progression technologique et économique vers le développement durable.

■ **Conseil économique, social et environnemental régional**

7 rue du Général-Guillaudot - CS-26918  
35069 Rennes Cedex

**Eco-activités et développement durable, des opportunités de croissance pour la Bretagne**

Les éco-activités et leurs équivalents anglo-saxons « clean tech » et « green tech » sont invoqués comme de nouveaux vecteurs de croissance pour l'économie.

Le rapport du CESR du Bretagne, après un travail de définition détaillé, examine les potentialités de ces activités. Il apprécie les excellences et savoir-faire des entreprises et centres de recherche de Bretagne. Il formule également des préconisations d'actions d'accompagnement des différentes filières des éco-activités.

L'étude cherche toutefois à élargir la perspective en investiguant les pratiques environnementales développées dans l'ensemble du tissu économique régional. En effet, le développement durable et l'adoption de démarches écologiquement avancées apparaissent comme des sources de gains économiques, des facteurs de valorisation commerciale et d'innovation, les déclencheurs de nombreuses embauches. L'émergence d'une consommation responsable fait également l'objet d'une analyse circonstanciée.

Le CESR préconise en outre la diffusion d'outils comme l'analyse de cycle de vie, l'éco-conception, le management environnemental ou encore l'éco-labellisation... Il montre l'implication croissante des entreprises de la région mais aussi le rôle central de la réglementation et de l'incitation publique.

Le CESR appelle enfin à passer d'une logique « extraire, transformer, jeter » à un modèle basé sur le triptyque « réduire, réutiliser, recycler ». Au total, le CESR considère que le Conseil Régional a un rôle central à la fois pour favoriser le développement des éco-activités et pour permettre le « verdissement » de l'ensemble de l'économie de la Bretagne.

#### ■ Conseil économique, social et environnemental régional

7 rue du Général-Guillaudot - CS-26918  
35069 RENNES Cedex

#### *Des énergies marines en Bretagne : à nous de jouer !*

Pour la première fois depuis longtemps, l'occasion nous est donnée d'envisager une nouvelle forme d'exploitation des ressources de la mer : les énergies marines (vent, vagues, courants, marée, biomasse, chaleur, salinité). Dotée de ressources énergétiques exceptionnelles, de compétences et de moyens scientifiques, technologiques et industriels, la Bretagne dispose de nombreux atouts pour devenir actrice du développement des énergies marines. Les premiers projets se dessinent d'ailleurs le long de ses côtes.

La possibilité d'exploiter le formidable potentiel énergétique de la mer nous oblige cependant à définir ensemble de nouveaux cadres de pensée et d'action car nous ne savons encore que peu de chose des perspectives qu'offre cette nouvelle activité. La médiatisation sans précédent des énergies marines apporte son lot d'informations, essentiellement techniques, mais contribue assez peu à instaurer un vrai débat, pourtant indispensable.

La question des énergies marines a trouvé son origine dans les engagements européens et nationaux dits « des trois 20 » imposant un recours accru aux énergies renouvelables dans la lutte contre le changement climatique. Mais il nous semble que le débat va bien au-delà du défi énergétique, partagé par de nombreuses régions mais renforcé en Bretagne, et qu'il pose des questions qui concernent directement les territoires et la gestion intégrée des zones côtière, la recherche, le développement économique et l'industrie, la formation et l'éducation. La compétition s'annonce rude avec nos voisins britanniques, allemands et scandinaves qui inscrivent le développement des énergies marines dans leurs feuilles de route nationales.

Finalement, l'objectif que nous nous fixons est, au total, beaucoup plus ambitieux que la seule problématique énergétique : il s'agit d'éveiller l'intérêt de tous et de susciter l'émergence de projets pour faire des énergies marines un nouveau pilier de l'économie bretonne. Alors, à nous de jouer !

#### ■ Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère

32 rue New-York  
38026 GRENOBLE Cedex 1

#### *Site Internet sur l'éco construction et l'éco rénovation*

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère a lancé en mars dernier le site [www.ecoconstruction-isere.fr](http://www.ecoconstruction-isere.fr) qui propose un annuaire qualifié des professionnels de l'éco construction et de l'éco rénovation en Isère. Accessible en ligne, cet annuaire permet de trouver un artisan, un architecte, un bureau d'études, un fournisseur de matériaux, un organisme de formation ou une structure d'information, afin de mener à bien son projet. Les acteurs de la filière éco construction référencés ont été dûment choisis par un Comité de sélection.

Ce site est destiné à la fois aux professionnels de l'éco construction et de l'éco rénovation, mais aussi au grand public. Il propose une mine d'informations dans les domaines de la réglementation, les techniques, les labels et certifications, les aides au financement, la simulation des aides financières, les formations, l'actualité, l'agenda et l'annuaire des professionnels.

Il est le résultat d'une enquête réalisée en 2008 par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère auprès des artisans de l'éco construction du Sud Isère. Puis de la réflexion d'un groupe de travail constitué d'acteurs locaux compétents en éco construction qui a pointé le manque d'un outil permettant de centraliser et de diffuser l'information relative à l'éco construction en Isère afin de favoriser l'émergence d'une filière mature dans ce domaine. Le site [www.ecoconstruction-isere.fr](http://www.ecoconstruction-isere.fr) permet ainsi la rencontre entre l'offre et la demande, mais aussi de donner envie de se lancer dans l'éco construction et/ou l'éco rénovation grâce aux nombreuses informations qu'il fournit.

#### ■ GRAND CAHORS

Hôtel administratif  
72 rue du Président-Wilson  
46000 Cahors

#### *Le marché de la restauration collective : un levier de développement économique durable*

La cuisine centrale du Grand Cahors prépare pour les écoles et établissements pour personnes âgées du territoire près de 3000 repas quotidiens. Dans le prolongement des actions qu'elle a mises en place autour des produits frais et de l'éducation au goût, elle confirme l'ancrage de son activité dans le territoire en développant les actions suivantes :

- développer un comportement « locavore » : développer les partenariats avec les acteurs économiques locaux, intégrer les valeurs envi-



ronnementales et organoleptiques dans les critères de sélections des fournisseurs, - à partir d'un accord-cadre adapté aux capacités d'approvisionnement des producteurs locaux, faire progresser la part d'aliments bio dans les menus.

#### ■ CCGV

24 rue du vieux pont  
47440 Casseneuil

#### **Les HVP ou un outil de développement local des collectivités**

La Communauté de Communes du Grand Villeneuvois expérimente depuis octobre 2005, l'utilisation d'huile végétale pure dans ses véhicules en substitution du gazole, énergie fossile. La démarche engagée par la CCGV, poursuit trois objectifs principaux :

- Utiliser une énergie propre qui préserve l'environnement,
- Offrir une filière de diversification pour l'agriculture et une source de revenus complémentaires pour les agriculteurs, dans le cadre du développement de l'économie locale,
- Maîtriser la facture énergétique pour la collectivité ainsi que son bilan carbone.

L'utilisation de l'HVP par des véhicules diesel est possible sans modification jusqu'à un taux de 30 %.

Ainsi, 33 véhicules de la CCGV roulent actuellement à un mélange de 30 % d'HVP et 70 % de gazole et un de ceux-ci fonctionne à 70 % d'HVP. À ce jour, 215 000 litres d'HVP ont été consommés pour 1 040 000 km parcourus sans problèmes mécaniques liés à son utilisation. Le bilan carbone abouti à près de 514 tonnes de CO<sub>2</sub> économisées.

#### ■ Pays d'Épernay, PNR de la Montagne de Reims

7 bis Avenue de Champagne  
51200 Épernay

#### **ORAC et Développement Durable**

Le Pays d'Épernay et le PNR de la Montagne de Reims, sont engagés depuis 2007 dans une ORAC. L'ORAC est un dispositif dédié aux territoires ruraux dont le but est de préserver et développer le tissu économique, les services à la population.

Une 4<sup>ème</sup> tranche vient d'être accordée à l'ORAC Pays Parc, elle intègre des critères orientés davantage vers l'emploi, le développement durable ou l'accessibilité. Pour les actions collectives inscrites, il est prévu de mettre en place un PDE à destination d'une vingtaine d'entreprises, financé à 40 % par l'ADEME, 40 % par le FISAC, et 20 % par l'entreprise. La volonté est d'avoir un PDE de certaines entreprises du territoire, pour, par la suite leur proposer et subventionner les améliorations et travaux. Le Pays d'Épernay et le PNR de la Montagne de Reims, par cette initiative, espèrent également une émulation des autres entreprises du territoire.

#### ■ Parc Naturel Régional de l'Avesnois

Maison du Parc - Grange Dimière  
4 cours de l'abbaye - BP 11203  
59550 Maroilles

#### **Système de Management Environnemental pour les Entreprises**

Une action de sensibilisation a été menée avec 3 carrières de l'Avesnois, à l'ensemble de tout le personnel. Plusieurs objectifs ont été définis pour cette opération :

- développer une prise de conscience environnementale par l'ensemble du personnel du site carrier.
- faire passer des messages de sensibilisation, simples, claires et explicites qui leur permettent :
- d'identifier les sources de pollution que peuvent engendrer leurs pratiques professionnelles quotidiennes,

- d'assimiler les risques encourus par le personnel, les riverains et l'environnement local,
- de reconnaître les cibles à protéger sur le site et ses environs,
- d'agir au quotidien sur leur lieu de travail, pour réduire les risques de pollution, valoriser leur cadre de travail, améliorer le cadre de vie des riverains.

#### ■ Région Nord Pas de Calais

151 Avenue du Président-Hoover  
59555 Lille

#### **Le dialogue social territorial facteur de développement économique**

Pour progresser dans l'identification des conditions de réussite du dialogue social territorial et améliorer la capacité de tous les acteurs impliqués à promouvoir des démarches innovantes, la Région Nord Pas de Calais a engagé la conduite d'une étude-action appuyée sur la mise en œuvre de quatre projets expérimentaux.

Action menée en partenariat avec l'État, les partenaires sociaux et les collectivités territoriales concernées par les quatre expérimentations.

#### ■ Commune de Chanu

Place de l'église  
61800 Chanu

#### **Filière locale Bois Énergie**

En 2006, des collectivités se sont associées avec des agriculteurs et des particuliers afin de créer la SCIC Bois Bocage Énergie. Son premier objectif est la protection des haies du bocage par leur valorisation. Ainsi la SCIC favorise la mise en place de chaufferie au bois déchiqueté en milieu rural et assure leurs approvisionnements à partir des ressources locales fournies par le monde agricole. Elle mobilise les acteurs locaux et met en place une gestion durable de la ressource.

Pour plus d'information :  
[www.boisbocageenergie.fr](http://www.boisbocageenergie.fr)

### ■ Conseil Régional d'Auvergne

13/15 avenue de Fontmaure  
63400 Chamalières

#### **Tourisme durable : Nattitude**

Mise en œuvre de la démarche « Nattitude » pour les hébergements touristiques, destiné à soutenir les établissements exemplaires au niveau de l'accueil du client, de la qualité des prestations, du respect de l'identité auvergnate et du développement durable.

La démarche « Nattitude » se veut à la fois :

- un modèle pour les programmes de création ou de modernisation des hébergements,
- un réseau dynamique de promotion et de mise en marché,
- un outil d'aide à la décision à disposition des élus régionaux pour l'attribution des subventions.

Loin d'imposer des standards ou critères rigides, Nattitude instaure un dialogue avec chaque opérateur, chaque porteur de projet grâce aux outils innovants créés spécialement pour la démarche (ex. les cahiers d'idées).

S'agissant du contenu, Nattitude s'attache à traduire les valeurs régionales explicitées dans la stratégie marketing territoriale « Auvergne Nouveau Monde » (la créativité, le partage, le respect de l'environnement...) et les grandes tendances de consommation touristique en programmes et services (emplacement, matériaux, décoration, équipements, loisirs proposés etc.).

Depuis 2009, 110 établissements représentant 7000 lits touristiques font partie de Nattitude. 66 établissements ont engagé une démarche qualité (souvent une éco labellisation) pour être au niveau et rejoindre le « club ».

### ■ Conseil Régional d'Auvergne

13/15 avenue de Fontmaure  
63400 Chamalières

#### **Point Visio Public (PVP) en Auvergne**

La Région Auvergne a souhaité favoriser l'accès équitable et durable aux nouvelles technologies pour l'ensemble des entreprises et des citoyens sur son territoire.

Le programme de déploiement des PVP s'intègre dans sa politique d'aménagement et de développement durable du territoire en vue d'en améliorer le niveau de service pour les populations en place et l'attractivité pour les nouveaux arrivants

Ce programme a pour principaux objectifs de :

- Créer les conditions d'une égalité d'accès aux services publics
- Faciliter l'accès aux services sans multiplier les moyens
- Simplifier la mise en relation avec les services publics en privilégiant un rapport de proximité
- Concrétiser l'apport du Haut Débit pour les citoyens.

Le PVP est un guichet administratif virtuel installé dans un lieu public bénéficiant d'un accès internet. Grâce à la borne de visioconférence, l'utilisateur dialogue avec l'agent du service public et échange des documents grâce à une imprimante et un scanner. Plus de 106 PVP ont été déployés en Auvergne.

### ■ Conseil Régional d'Auvergne

13/15 avenue de Fontmaure  
63400 Chamalières

#### **Haut Débit et Très Haut Débit en Auvergne**

La Région Auvergne, en partenariat avec les 4 Départements, a souhaité favoriser l'accès équitable et durable aux nouvelles technologies pour l'ensemble des entreprises et des citoyens sur son territoire.

Dès 2009, l'ensemble de la population auvergnate bénéficiait d'une couverture Haut Débit. Après la couverture à 100 % par le Haut Débit (99,6 % en ADSL et 0,4 % via le satellite), la

Région Auvergne, avec un partenariat Public/Privé, passe à l'étape suivante : le déploiement du Très Haut Débit sur son territoire avec comme objectif que 100 % des Auvergnats aient le triple play multipostes en 2025 en privilégiant la fibre optique.

### ■ Communauté Urbaine de Lyon

20 rue du lac  
69003 Lyon

#### **L'appel à projet Innov'R et Innov'R Expérimentation**

La recherche d'une sobriété des activités humaines représente un indispensable objectif pour l'avenir. De nouveaux produits, services et systèmes, nourris de la recherche et développement, sont à inventer. Ce sont les éco-innovations. À la fois sources de performance et génératrices de valeur ajoutée pour les entreprises, créatrices d'emplois et garantes d'un développement économique durable pour les territoires, les éco-innovations représentent un facteur majeur de compétitivité individuel et collectif.

Cependant, la prise de risques, les difficultés d'accès aux marchés publics ou privés, le manque de temps et de compétences, d'informations ou de financements, peuvent parfois représenter des obstacles importants pour les porteurs de projets éco-innovants.

INNOV'R® apporte, depuis 2008, une réponse concrète et efficace aux entreprises en matière de financement et d'accès à de nouvelles compétences. Il s'agit d'un appel à projets permanent permettant la sélection de projets de R & D dans les domaines des écotecnologies : l'énergie, la construction et l'aménagement durables, les procédés, produits et services la gestion des émissions polluantes (solides, liquides, gazeuses) et la mesure et l'évaluation environnementales (domaine transversal).

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2011, les entreprises rhônalpines peuvent désormais expérimenter

leurs éco-innovations au sein des services du Grand Lyon et de Grenoble-Alpes Métropole. Il s'agit du concept INNOV'R® Expérimentation. INNOV'R® Expérimentation est un appel à projets permanent qui s'adresse aux entreprises régionales ou groupements d'entreprises (TPE, PME/PMI) souhaitant finaliser le développement de leur éco-innovation par une phase d'expérimentations sur le terrain, grandeur nature.

#### ■ Ville de Villeurbanne

Hôtel de Ville BP 65051  
69601 Villeurbanne Cedex

#### ***Le Club développement durable du groupement des entreprises de Villeurbanne***

Soucieuses de l'impact de leur activité sur la planète, plusieurs PME et grandes entreprises du bassin économique Villeurbanais regroupées au sein du Groupement des entreprises de Villeurbanne (GEVIL) se sont organisées pour échanger autour des questions d'environnement et de développement durable. Une première conférence proposée en 2009 autour du thème du Développement Durable a été suivie par la création d'une Charte Développement Durable qui permet de marquer l'engagement des entreprises dans ce domaine. En février 2011, un Club Développement Durable était mis en place, en partenariat avec l'APPEL (association des éco-entreprises Rhône-Alpes) et l'antenne de Villeurbanne de la CCI Lyon. L'initiative du GEVIL sur les questions de développement durable a été soutenue dès le départ par la Ville de Villeurbanne, notamment par le biais de sa direction de l'économie. C'est ainsi que la Ville participe activement aux réunions du Club Développement durable. La collaboration débouche également sur le champ opérationnel puisque le GEVIL est la structure porteuse du premier Plan de Déplacement Inter-En-

treprises de Villeurbanne, sur une zone qui représente 10 entreprises et 2 300 Salariés.

#### ■ Syndicat Mixte de réalisation LYBERTEC

105 rue de la République - CS 30010  
69824 Belleville Cedex

#### ***Certification ISO 14001 du parc d'activité économique LYBERTEC***

Le projet de ZAC LYBERTEC, situé sur les communes de Belleville, Charentay et St Georges de Reneins est d'envergure régionale. À terme ce parc d'activité de 155 ha situé à une quarantaine de kilomètres au nord de Lyon accueillera environ 3000 emplois. Le syndicat Mixte souhaitant proposer aux entreprises et à leurs salariés, un environnement de qualité qui leur permettent de se développer durablement dans un cadre agréable et respectueux du territoire, a inscrit le projet dans une démarche de qualité environnementale, paysagère et architecturale. La réflexion engagée dès 2002 a abouti en mai 2011 à la certification de la démarche de DD selon les exigences de la norme ISO 14001 pour 3 phases du projet: la conception, l'aménagement du parc, ainsi que l'accueil et l'implantation des entreprises. La certification de la gestion et de l'animation du parc sera envisagée par la suite.

#### ■ Conseil Général de Saône-et-Loire

Espace Duhesme  
18 rue de Flacé  
71026 Mâcon Cedex 9

#### ***Création d'une équipe départementale d'aménagement et d'environnement***

Les milieux naturels, les forêts, les rivières, la Voie Verte, la Voie Bleue sont autant d'éléments qui forgent l'identité du territoire Saône-et-Loiren et contribuent à l'amélioration du cadre de vie des citoyens et au développement d'une activité actuellement en plein essor: le tourisme vert. Pouvoir offrir un territoire et des équipements attractifs nécessite

des conditions d'aménagement et d'entretien adéquats.

Avec la mise en place du Programme d'Actions pour la Réussite de l'Insertion, le Conseil Général a souhaité s'engager en faveur des publics en difficulté. À cet effet, la création d'une Équipe départementale d'aménagement et d'environnement a notamment été décidée. Elle est composée de 8 personnes bénéficiaires du RMI et d'un chef d'équipe et a pour mission l'entretien courant du patrimoine naturel départemental.

#### ■ Ville de La Motte-Servolex

36, avenue Costa-de-Beauregard  
73290 La Motte-Servolex

#### ***Achetez à la ferme !***

La Ville a réalisé une carte des points de vente agricoles sur son territoire. La carte a été installée en grand format en centre-ville sur la place du marché, à l'accueil de l'Hôtel de Ville et intégrée au plan de ville distribué en Mairie.

#### ■ Conseil Général de la Haute-Savoie

1, avenue d'Albigny - BP 2444  
74041 Annecy

#### ***Conservatoire des Terres Agricoles***

Environ 200 hectares de terres agricoles sont achetés chaque année par des personnes qui ne sont pas agricultrices (source: données SAFER Rhône-Alpes). Les stratégies de ces nouveaux propriétaires sont diverses: phénomène d'anticipation sur les documents d'urbanisme, souhait de disposer de terrains pour les loisirs... Bien souvent, ces parcelles ne sont plus données à bail à un exploitant agricole et sont parfois acquises à des prix supérieurs à ceux pratiqués dans le cadre du marché foncier agricole.

La SAFER a la possibilité d'intervenir par préemption, si nécessaire avec offre d'achat. Mais elle le fait généralement sur la base d'un projet plus ou moins abouti, permettant de

justifier son intervention. Ceci étant, les exploitants agricoles, les communes et leurs groupements susceptibles de proposer ce projet, se retrouvent parfois dans l'impossibilité de se porter acquéreurs des dits biens du fait de leur coût exorbitant.

La Haute-Savoie bénéficie d'une richesse biologique et paysagère importante, liée à la présence d'une forte agriculture. Cette dynamique agricole est notamment conditionnée par possibilité, pour les exploitants, de disposer (directement ou en location) de suffisamment d'espace. La présence de nombreuses AOC fromagères conforte cette nécessité. Ces surfaces doivent aussi être relativement structurées. En effet, le mitage du tènement agricole par des parcelles non-agricoles peut occasionner à terme des gênes, tant en matière de valorisation agricole, qu'en terme de relations sociales.

L'un des objectifs de la Charte de partenariat pour l'aménagement et la gestion de l'espace (signée le 1<sup>er</sup> juin 2004, par la Chambre d'Agriculture, l'Association des Maires et le Conseil Général), est de Reconnaître l'agriculture pour son rôle dans l'activité économique, la vie locale, la qualité des espaces naturels et du cadre de vie. Ceci peut être réalisé par une incitation à la préservation des outils agricoles indispensables au fonctionnement de cette activité.

Ainsi, il s'agit de proposer un outil financier permettant d'accompagner les collectivités territoriales dans leur démarche de maîtrise foncière, pour des biens ayant une vocation agricole et faisant l'objet d'un projet d'acquisition par des « non-agriculteurs ». L'acquisition envisagée par la collectivité devra répondre à un objectif de maintien d'une activité agricole pérenne et d'ouverture du paysage.

Seules seront recevables les demandes d'acquisitions de terrains inconstructibles faisant déjà l'objet d'une utilisation agricole, le cas échéant après inscription au POS/PLU,

ou engagement de la collectivité sur leur inconstructibilité. Il sera par ailleurs demandé à la collectivité de s'engager sur l'inscription d'une servitude d'inconstructibilité dans l'acte d'achat de la parcelle objet de l'aide.

La collectivité devra présenter un projet d'utilisation et gestion du terrain : elle devra s'engager à mettre à disposition les biens ainsi acquis par l'intermédiaire d'un bail environnemental (cf. décret n° 2007-326 du 8 mars 2007 relatif aux clauses visant au respect de pratiques culturelles pouvant être incluses dans les baux ruraux).

#### ■ Région Haute-Normandie

5, rue Schumann - BP 1129  
76174 Rouen Cedex 1

#### ***Appel à projet Énergies Haute-Normandie***

La Région Haute-Normandie s'est lancée dans une démarche globale et inédite de conversion écologique et économique de son territoire. En janvier 2011, elle a lancé un Appel à Projets Énergies doté d'une enveloppe de 150 M€ sur 3 ans. Destiné aux entreprises, laboratoires de recherche publics et privés, collectivités territoriales et bailleurs sociaux, il se compose de 7 lots :

- Entreprises et recherche :
  1. R & D & I et grands équipements de recherche ;
  2. soutien aux investissements des entreprises dans les énergies de demain ;
  3. actions collectives de conversion technologique et écologique de l'appareil de production haut-normand ;
  4. aide au plan de formation des salariés.
- Bailleurs sociaux :
  5. traitement thermique et énergétique des logements sociaux
- Collectivités :
  6. performance énergétique des bâtiments ;
  7. réhabilitation énergétique des logements communaux sociaux.

#### ■ Fontenay le Fleury

Place du 8 mai 1945  
78330 Fontenay-Le-Fleury

#### ***Création d'emplois solidaires par la valorisation du déchet textile***

La Ville accueille l'entreprise du Relais sur le domaine public via l'installation de bacs de récupération de textile. Elle communique sur la démarche de valorisation du déchet textile. Grâce à la chaîne de tri et de valorisation de ce déchet, différents emplois sont créés : vendeur en boutique, chauffeur, trieur,... La matière textile est soit réutilisée comme vêtement à la revente, comme isolant thermique et phonique, ou la matière brute est récupérée (la laine par exemple) pour une nouvelle confection. La Ville de Fontenay-le-Fleury sollicite le Relais pour une installation de boutique sur la commune et ainsi voir la chaîne du tri évoluer du début à la fin sur le territoire.

#### ■ Conseil Régional de Picardie

11 Mail Albert 1<sup>er</sup>  
80000 Amiens

#### ***Société de Capital Risque PEDD, « Picardie Énergie et Développement Durable »***

Descriptif :

La consommation régionale d'énergie représente environ 3,6 % de la consommation nationale.

Sa structure est très différente de la moyenne nationale : en effet l'industrie représente 31 % de la consommation énergétique régionale (24 % en national).

Cette intensité énergétique plus élevée en Picardie s'explique essentiellement par la nature même des industries : agroalimentaire, papeterie, chimie, verrerie, travail des métaux sont en effet des secteurs « gourmands » en énergie.

La consommation industrielle est caractérisée par sa concentration : 10 % des entreprises

pèsent ≈75 % de la consommation industrielle d'électricité et 86 % de celle de combustibles (gaz prépondérant).

En regard de sa consommation énergétique, la région Picardie ne représente pas même 1 % de la production nationale d'énergie. Elle n'en est pas moins dynamique en matière d'énergies renouvelables, essentiellement l'éolien et la biomasse.

Poursuivant sa politique de soutien au développement durable et aux énergies renouvelables (plan énergie climat et plan environnement entreprises), la Région entend impulser ou s'associer à des projets permettant de doter la Picardie d'outils performants tant financiers qu'industriels. Elle veut ainsi accroître son potentiel de production d'énergie renouvelable afin de mieux répondre aux attentes des acteurs économiques, notamment de l'industrie. En effet, l'énergie est un point clé dans la compétitivité économique de nos industries. Elle veut donc promouvoir activement des initiatives qui allient le développement durable, la performance économique des entreprises et le développement de l'emploi.

Objectifs :

Pour ce faire, la Région Picardie a décidé de participer, aux côtés de partenaires privés (cf. banques régionales), à l'augmentation de capital de la Société de capital-risque « Picardie Énergie et Développement Durable » créée en 2009 à l'initiative de « Picardie Investissement », société de capital-risque dont elle est également actionnaire minoritaire. Elle détient un siège sur les six du conseil d'administration qui fait fonction aussi de comité d'engagement.

L'objectif recherché est d'assurer un approvisionnement énergétique sécurisé et avantageux, déconnecté des fluctuations de marché et des risques d'approvisionnement liés aux énergies fossiles.

Cette démarche régionale rencontre celle actuellement engagée par de grands acteurs

industriels implantés dans notre région (notamment dans le secteur agroalimentaire). Elle est orientée vers la constitution de filières (ex-solaire, batteries...) ou de projets structurants pour des filières régionales existantes (ex-filière bois, matériaux d'isolation...)

La SCR Picardie Énergie & Développement Durable s'adresse notamment aux projets créateurs d'emplois et structurants pour les territoires, portés par des industriels, notamment des PME.

Elle pourra également s'adresser à des entreprises de service présentes dans l'offre énergétique (ex-société de maintenance d'équipements, chaudiériste, photovoltaïque...) ou dans des sociétés susceptibles de faire évoluer l'offre énergétique (nouveaux concepts, nouveaux matériaux...).

Les entreprises du bois et du bâtiment feront également partie des sociétés visées, pour autant qu'elles aient, par exemple, une véritable expertise dans la construction ou la réhabilitation thermique à haute performance énergétique.

Budget et ressources humaines requises :

L'opération s'élève à un peu plus de 12 M€, avec 6 M€ apportés par des co-financeurs privés (banques et Picardie Investissement) et 6 M€ apportés par des financeurs publics (3 M€ CRP + 3 M€ FEDER).

Les interventions pourront se faire sous plusieurs formes selon la nature et les besoins du projet (participations directes en capital ou sous forme d'obligations convertibles notamment).

Contacts :

Laurent Broussoles

Direction de l'économie

Chef de projet Plan Régional Environnement Entreprises

Conseil Régional de Picardie – 11 Mail Albert 1er – 80000 Amiens

03.22.97.37.64 - lbroussoles@cr-picardie.fr

## ■ Région Picardie

15, mail Albert 1<sup>er</sup>

80000 Amiens

### **Création d'une société régionale d'approvisionnement en bois énergie (SCIC Picardie Énergie Bois)**

Depuis plusieurs années, le Conseil Régional de Picardie souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre, par la maîtrise des consommations mais aussi en développant les énergies renouvelables, en particulier les usages énergétiques d'une ressource locale et abondante, le bois.

Contrairement à d'autres régions, la Picardie a choisi de bâtir un programme s'appuyant sur son propre patrimoine pour susciter l'émergence des projets bois énergie. En partant notamment des 100 lycées de Picardie, le conseil Régional a identifié des projets de création de réseaux de chaleur au bois. Ces derniers sont des services publics de distribution d'énergie calorifique desservant également des immeubles, des écoles et autres équipements publics et privés situés à proximité.

Ainsi, sur un potentiel de 55 projets identifiés, la création de 20 réseaux de chaleur est envisagée à court et moyen termes. Environ 120000 tonnes/an de combustibles bois, soit de l'ordre de 30000 TEP/an (1,5 % de la consommation dans le secteur résidentiel) seront consommées dans les chaufferies, dont la puissance globale s'élève entre 80 et 90 MW bois au total. La construction des réseaux et des chaufferies centrales au bois mobilisera de l'ordre de 100 millions d'euros à l'horizon 2015.

Parallèlement et pour sécuriser les maîtres d'ouvrage de chaufferies bois, la Région et les trois départements picards ont souhaité accompagner les professionnels de la filière bois pour organiser l'offre en combustible en regroupant les entreprises détentrices de

matières premières à l'échelle picarde au sein d'une structure régionale.

La démarche régionale s'appuie sur deux objectifs simultanés :

- identification, à partir de notre parc de lycées, de 55 projets de réseau de chaleur à l'échelle régionale et réalisation d'une quinzaine d'études de faisabilité technico-économique de projets de chaufferies bois (et associées: paille, anas de lin...), certains projets étant d'ores et déjà en construction ou en phase d'appel d'offres ;
- structurer l'approvisionnement en combustibles.

La sécurisation de l'approvisionnement constitue une condition nécessaire et indispensable au développement de la filière bois-énergie à l'échelle régional. C'est dans ce cadre que les professionnels régionaux détenteurs de bois (propriétaire et exploitants agricoles et forestiers, scieurs et menuisiers, professionnels du déchet et du paysage, etc.) se sont réunis pendant 18 mois (d'avril 2008 à septembre 2009), à l'initiative de la Région, des 3 conseils généraux et de l'ADEME, afin de prendre connaissance des enjeux liés au développement du bois-énergie et d'entreprendre une démarche de structuration de l'approvisionnement en combustibles des chaufferies bois picardes.

Le choix de constituer la société sous la forme d'une SCIC – Société Coopérative d'Intérêt Collectif - vise à permettre aux collectivités locales d'intégrer la structure et d'y jouer un rôle de médiateur, dont le but sera d'assurer le respect des objectifs de la société: satisfaire les exigences mentionnées ci-dessus tout en permettant d'assurer le meilleur débouché possible à tous les détenteurs de bois régionaux actionnaires de la coopérative.

La SCIC Picardie Énergie Bois est réellement opérationnelle depuis l'embauche de son directeur début janvier 2010. Elle livrait 3 chaufferies en 2009-2010 (Pinel, Holnon et ZAC

du Griffon) ce qui représente 3000 tonnes de bois. En 2010-2011, la SCIC livre 18000 tonnes de bois. Picardie Énergie Bois assure ainsi l'approvisionnement en combustible du réseau de chaleur de Beauvais ainsi que les chaufferies bois installés dans 3 lycées de Picardie (Friville, Crèvecœur et Ham).

En termes de développement de Picardie Énergie Bois à moyen-long terme, les perspectives sont intéressantes puisque la SCIC a d'ores et déjà contractualisé avec un exploitant de chauffage (Dalkia) les futurs approvisionnements des réseaux de chaleur bois de Breteuil et d'Abbeville. Dans son compte d'exploitation prévisionnel présenté lors du dernier conseil d'administration de la SCIC, Picardie Énergie Bois tablait sur 35000 tonnes de combustible bois à livrer pour la saison de chauffe 2011-2012 dans les chaufferies collectives picardes.

#### ■ Mairie de Montdidier

15 place du général de Gaulle  
80500 Montdidier

#### **Montdidier Ville Pilote en Maîtrise de l'énergie et 1° opérateur public éolien de France**

Après une longue phase d'étude et de concertation, le parc accueille 4 éoliennes de 8 MW qui devraient produire 19 GWh/an, soit la moitié de la consommation électrique de la ville.

La particularité de ce projet réside dans son appartenance à la Régie Municipale de Montdidier. Ainsi, la collectivité bénéficiera directement des retombées économiques de cette installation. Cela lui permettra d'investir dans la sécurisation des réseaux, dans des projets de maîtrise de l'énergie et de développement des EnR, et plus généralement dans des politiques locales de développement durable.

Le réseau de chaleur de la ville de Montdidier alimente en eau chaude sanitaire: l'hôpital, le lycée, le collège, le gymnase et l'école Cardenier.

Ce réseau est connecté à une chaufferie bois (consommation de bois local) d'une puissance de 6700 MWh utiles/an, et équipée de plusieurs filtres qui permettent de réduire les rejets de particule dans l'atmosphère.

Des abaisseurs de tension ont été mis en place sur des éclairages publics particulièrement sollicités, permettant d'économiser 22 % d'énergie et à terme, 30 %.

Un système d'aides financières pour les particuliers a été mis en place pour: Chauffe-eau solaire

individuel, Pompe à chaleur, Chauffage à Effet Joule performant, Poêle à bois et insert performant, Chaudières performantes au bois.

Un programme de réhabilitation des écoles est lancé, et accompagné de l'installation de centrales PV.

Le programme « Display » qui vise à étiqueter les bâtiments municipaux au regard de leurs consommations d'énergie et d'eau, ainsi que leurs émissions de CO<sub>2</sub>.

Des campagnes de sensibilisation des particuliers et des professionnels ont également vu le jour.

Plus d'info sur :

<http://www.regiecommunaledemontdidier.fr>

#### ■ Conseil Général du Tarn

Hôtel du département  
Iciles G Pompidou  
81013 ALBI Cedex 9

#### **DD et éco socio conception : innover autrement**

Il s'agit de déployer un dispositif expérimental pour :

- accompagner des entreprises industrielles motivées dans la recherche de nouveaux produits à plus forte valeur ajoutée car moins impactant sur l'environnement ;
- former des BE intervenant auprès des entreprises (qualité sécurité, management environnemental, designer, conseil packaging...) aux principes de l'éco-conception, comme moyen

de renforcer et conquérir des marchés, de transformer une contrainte environnementale en avantage concurrentiel.

L'écoproduit doit être plus efficace et plus performant tout en offrant un moindre impact sur l'environnement apprécié sur tout le cycle de vie (de la conception à la mise au rebut). Il peut être de par sa fonction éco-contributeurs (poêle à bois, équipement de traitement de déchets...).

Le dispositif mobilise des outils méthodologiques (analyse fonctionnelle, analyse du cycle de vie, des impacts sociétaux, des coûts environnementaux...). L'accompagnement de démarches opérationnelles dans les entreprises comprend les approches techniques, réglementaires, commerciales.

20 entreprises sélectionnées en Midi Pyrénées bénéficient de ce dispositif mis en place en 2008 et 5 BE se sont engagés dans la démarche. Après évaluation des résultats, une phase de valorisation de cette expérimentation est prévue après 2011 pour sensibiliser et inciter d'autres entreprises à l'éco socio conception. L'agence AGATE, au service des entreprises, est largement partie prenante dans ce dispositif.

■ TRIFYL

Les Courtlais  
81300 Labessière Candeil

**Le bois énergie, une solution locale**

Transformer les déchets en énergie, c'est un des principaux objectifs de service public poursuivis par Trifyl. Le bioréacteur est l'un de ses équipements constitutifs mais il n'est pas le seul. Sa mission de valorisation des déchets ménagers et assimilés couvre un territoire de 6000 km², s'étendant sur le Tarn et sur une partie de la Haute-Garonne et de l'Hérault. Ce territoire se caractérise par ses forêts, qui couvrent près d'un tiers de sa superficie. Le bois est donc naturellement apparu comme une ressource locale et durable à développer.

■ Parc naturel régional du Gâtinais français

Maison du Parc  
52, route de Corbeil  
91590 Baulne

**Développer l'approvisionnement des restaurants scolaires en produits locaux**

Le Parc a commencé à travailler à la réalisation d'un annuaire des producteurs dès le 1er trimestre 2010. L'idée a émergé après la rencontre des acteurs de la restauration collective qui faisaient le constat suivant : nous ne connaissons pas suffisamment l'offre locale.

Pour y remédier, un recensement des données nécessaires aux responsables de la restauration scolaire a été fait auprès d'eux, pour établir un questionnaire.

Ce questionnaire a ensuite été envoyé aux producteurs qui y ont répondu sur la base du volontariat.

L'annuaire a été constitué à partir des retours des producteurs et envoyé aux responsables de la restauration scolaire des Conseils généraux.

Une carte de localisation y a été intégrée pour mieux situer les zones de livraison de chaque producteur.

■ Parc naturel régional du Gâtinais français

Maison du Parc  
52 route de Corbeil  
91590 Baulne

**Favoriser le lien au territoire et aux produits locaux chez les jeunes**

Le projet a été mené en lien avec le collège Christine de Pisan situé sur le territoire du Parc. D'une part, Nous avons réfléchi dès juin 2009 avec l'équipe pédagogique à un projet sur les productions alimentaires locales. Deux actions ont émergé : un repas du Gâtinais français et des visites d'exploitations agricoles dans le cadre des programmes de SVT.

Un repas a donc été organisé en juin 2011 à partir de produits locaux de l'entrée au dessert.

Ce repas « spécial Gâtinais français » a été l'occasion d'afficher les panneaux réalisés par les classes de 6<sup>e</sup> sur les produits locaux suite à leurs sorties. Ils ont visité entre autre une cressonnière, une miellerie, un élevage bovin laitier, un élevage caprin laitier.

D'autre part, pour inciter les 9-13 ans à découvrir et utiliser les produits locaux saisonniers, le Parc a réalisé un livret de 10 recettes qui donnent également les adresses des lieux de production des produits utilisés dans les recettes, avec un focus sur les filières.

Ce livret a été envoyé à tous les établissements scolaires du territoire.

■ Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Hôtel du Département  
Esplanade Jean Moulin  
93006 Bobigny

**Des dispositifs de micro-crédit en Seine-Saint-Denis**

Le Département de la Seine-Saint-Denis a lancé en 2009 un dispositif de micro-crédit. Deux catégories sont développées :

- Le micro-crédit personnel : un prêt destiné aux particuliers qui souhaitent concrétiser un projet et dont les revenus ne permettent pas d'accéder aux prêts bancaires classiques.

- Le micro-crédit professionnel : un dispositif qui vise à soutenir la création de micro-entreprises pour les personnes exclues du système bancaire et pour les allocataires du RSA.

Entre la fin 2009 et l'été 2010, en partenariat avec le Crédit Municipal de Paris (CMP) et l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique), 867 micro-crédits ont été accordés.

Un Plan de communication à destination du public bénéficiaire cible, des professionnels, travailleurs sociaux et institutions et associations partenaires a été mené. Des professionnels et associations continuent à promouvoir les dispositifs auprès des Séquanodionysiens.

### ■ AGAPe Aubrac Gastronomie Animation Patrimoine

Le bourg - Soulages Bonneval  
12210 Laguiole

AGAPe, pour un autre goût de la Nature et de l'Alimen'Terre actions de conseil et de formation auprès des organismes d'accueil de loisirs et de vacances, pour travailler sur la question de l'alimentation dans les structures collectives et faire évoluer les pratiques. Idem avec des élus et des techniciens.

Organisation de séjours sur l'Aubrac, pour les enfants et les jeunes, sur le thème de l'alimentation.

### ■ SA 4R

ZA La Châtaigneraie - BP 50014  
12240 Rieupeyroux

#### **Projet Croix de Mille - SA 4R**

Cette zone a été pensée dans le respect environnemental et dans le but d'apporter de la valeur ajoutée à la production de Veaux d'Aveyron et du Ségala (Label Rouge – IGP). La subvention dans le cadre du FEDER (Fonds Européens de Développement Régional) relative à l'appel à projets photovoltaïques a contribué à la mise en construction du projet La Croix de Mille. Trois bâtiments sont en cours de construction, tous couverts de panneaux photovoltaïques, avec des fonctions différentes: stockage de copeaux de bois (chauffage et paillage), centre de rassemblement de veaux d'Aveyron et du ségala, stockage de céréales.

### ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Mery  
13268 Marseille Cedex 08

#### **Relais de Services publics en milieu rural dans les Hautes-Alpes et les Alpes de Haute Provence**

ERDF est à ce jour le seul partenaire entreprise qui a adhéré aux Relais de Services Publics (RSP) dès leur création à partir de 2007 avec la signature du RSP de Sisteron en présence de son Député-Maire.

Ces RSP, pilotés par les communautés de communes, permettent une mutualisation des moyens des différents services publics offerts aux populations locales. Les personnes en situation de précarité sont disséminées sur les territoires ruraux. Les RSP répondent à cette problématique: RSP Queyras, RSP Serrois, RSP des Ecrins, RSP Guillestrois, RSP Larnagnais...

### ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Mery  
13268 Marseille Cedex 08

#### **Valorisation des associations d'insertion en milieu rural sur Hautes-Alpes et Alpes de Haute Provence**

Sur chacun des départements des Hautes-Alpes et des Alpes de Haute Provence, la réalisation par ERDF d'un concours sur l'insertion dans le monde rural a permis d'impliquer des acteurs locaux (élus, représentant de l'État) comme partenaires dans la valorisation des associations ayant un projet d'accompagnement vers l'emploi ou de réinsertion de personnes en difficultés ou handicapées. Le jury était composé du Président de l'Association des Maires, d'un élu du Conseil général, d'un représentant de la Préfecture et des Présidents de Communautés de communes dont ERDF est partenaire dans les relais de ser-

vices publics. Cette initiative a été largement appréciée par les partenaires tout au long des points presses.

### ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Mery  
13268 Marseille Cedex 08

#### **Partenariats ERDF - Associations d'insertion par l'élagage**

L'objectif de cette action régionale d'ERDF Méditerranée est d'aider durablement les Associations d'insertion pour l'activité Élagage et Débroussaillage de réseau en partenariat avec une dizaine d'acteurs du domaine de l'insertion.

Concrètement en co-financement avec les Entreprises et chantiers d'insertion, les conseils généraux et régionaux, l'État (DIRECCT et Pôle emploi), les communes forestières et les entreprises d'élagage prestataires d'ERDF, ERDF Méditerranée vise à consacrer un % du budget annuel d'achats de prestations d'élagage à des chantiers d'insertion pour former et favoriser les sorties positives de personnes en Contrat Unique d'Insertion vers les prestataires élagages d'ERDF, les communes forestières et les propriétaires forestiers...

### ■ EDF Direction Commerciale Clients Particuliers Est

EDF DCPPE Est  
40, avenue Françoise-Giroud - BP-81253  
21012 DIJON Cedex

#### **EDF et les marchés de la MDE en Meuse et Haute-Marne**

Plus de 20 mini-salons sont organisés par EDF en collaboration avec les collectivités locales pour contribuer à fédérer les acteurs locaux du territoire sur les enjeux et les actions d'efficacité énergétique.



### ■ EDF Direction Commerciale Clients

#### Particuliers Est

EDF DCCP est  
40, avenue Françoise-Giroud - BP-81253  
21012 DIJON Cedex

#### **THERMOFEN**

L'objectif est de permettre aux fabricants de fenêtres meusiens et haut-marnais d'obtenir une certification de leurs produits. C'est un gage de leur engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique et de l'application du protocole de Kyoto.

Cela concerne le bois, le PVC et l'aluminium. Cf. pièce jointe

### ■ EDF Direction Commerciale Clients

#### Particuliers Est

40, avenue Françoise-Giroud - BP-81253  
21012 Dijon

#### **1<sup>re</sup> mondiale en milieu rural : « VILLAGES 2050 »**

« VILLAGES 2050 », c'est faire de deux communes de la Meuse et la Haute-Marne des territoires démonstrateurs en matière de réduction massive des émissions de CO<sub>2</sub> dans les bâtiments. Une démarche collaborative a permis de définir un programme d'actions couvrant à la fois les bâtiments publics et privés et les systèmes de chauffage collectifs et individuels.

La démarche vise à montrer la faisabilité économique, technique et humaine d'une approche « bâtiments sans énergies fossiles » à l'échelle d'un village entier.

Il s'agit également de fédérer les partenaires institutionnels, économiques et politiques locaux sur des actions de rénovations globales et de respect du patrimoine architectural, d'innover en terme de formations et de soutenir les initiatives de groupements d'artisans, pour favoriser l'émergence d'un modèle basé sur la collaboration inter-métiers et la garantie de résultats,

### ■ ERDF

ERDF Sud Ouest  
54 Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

#### **Création d'entreprises locales d'élagage en Ariège**

De par ses activités, ERDF réalise avec le concours d'entreprises sous-traitantes spécialisées, des opérations d'élagage au titre de sa politique de maintenance préventive. Face au manque d'entreprises d'élagage constaté en Ariège, ERDF et les acteurs locaux (Conseil Régional Midi-Pyrénées, Pôle emploi, CFPPA Ariège Comminges, Parc Naturel Régional Ariège Pyrénées, Agence de développement Ariège Expansion, Inspection du Travail) se sont associés afin de créer une formation spécifique « élagueur réseau ». Cette formation s'est adressée prioritairement à des chômeurs issus des bassins du Pays d'Olmes (textile) et Couserans (papeterie) durement touchés par la récession économique. Ce projet a permis le lancement de plusieurs entreprises d'élagage de qualité et la création de nouveaux emplois, dès la fin de la formation. Cette démarche démontre qu'il est possible de conjuguer ressources locales et innovation, en impliquant les acteurs locaux et de créer ainsi, de la dynamique territoriale.

### ■ ERDF

ERDF Sud Ouest  
54, Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

#### **Garage social solidaire : APREVA**

Afin de permettre aux demandeurs d'emploi et salariés éligibles aux minima sociaux d'accéder plus facilement aux bassins économiques source d'activité, il a été créé sur le département du Lot et Garonne, l'Association Pour la Réparation et l'Entretien de Véhicules Automobiles (APREVA). Cette association comprend un service de location temporaire

de véhicules (9 points relais sur le département) ainsi qu'un garage social d'insertion par l'activité économique pour la réparation et l'entretien des véhicules. ERDF a contribué activement à l'émergence de ce projet par le don de plusieurs dizaines de véhicules destinés initialement à la vente. D'ores et déjà, ce projet a permis de créer quatre emplois en insertion et trois emplois permanents. Cette initiative favorise l'emploi local et permet de faciliter la mobilité en zone rurale des publics en situation fragilisée.

### ■ ENVOI-OPS SAS

5, cheminement Glück  
31100 Toulouse

#### **Aider des personnes en difficulté à se remettre en situation de travail**

ENVOI-OPS, est une entreprise d'insertion par l'activité économique. Elle emploie en CDDI (contrat à durée déterminé d'insertion) des personnes qualifiées et diplômées, qui sont accompagnées individuellement au sein de l'entreprise par des conseillers en Insertion Professionnelle qui font le lien entre la sphère personnelle et l'activité professionnelle. ENVOI-OPS accroît ses offres de service dédiés au développement durable (désimmobilisation de matériels électriques et électroniques).

### ■ COQUELICOM L'atelier graphique écolo-responsable toulousain

144 chemin de Lapujade  
31200 Toulouse

#### **L'atelier graphique écolo-responsable toulousain**

Coquelicom, ses engagements : Assurer la continuité des démarches sociales, solidaires et écologiques de ses clients en intégrant leurs principes à leur communication et en limitant l'impact écologique des documents.

Comment?

- Éco-conception des documents, application des principes de la communication responsable, innovation et travail basé sur une charte!

- Mettre sa créativité, son expérience, sa rigueur et sa bonne humeur au profit d'une création graphique qui porte les valeurs sociales, solidaires et écologiques de ses clients.

- Le travail en partenariat avec d'autres structures solidaires permettant de proposer des prestations globales de communication. Coquelicom développe ainsi le réseau local, les partenariats et offre des alternatives abordables de communication aux petites et moyennes structures.

Coquelicom fait parti du « rezo » d'entrepreneurs solidaires de l'association Etymôn à Toulouse, ce qui donne forme à son engagement dans l'Économie Sociale et Solidaire.

#### ■ IES (Initiatives pour une Economie Solidaire)

Maison de l'Économie Solidaire  
73 chemin Mange-pommes  
31520 Ramonville Saint-Agne

#### **IES, l'AMAP de la finance solidaire**

Des citoyens mettent leur épargne en commun, au sein d'une coopérative (Société Coopérative d'Intérêt Collectif), pour financer des entreprises locales de Midi-Pyrénées qui créent de l'emploi et s'inscrivent dans des pratiques d'économie sociale et solidaire. Le circuit de l'argent est raccourci, comme pour les AMAP où le légume va directement du producteur au consommateur, l'argent va de l'épargnant à l'entreprise, et retrouve un rôle de financement de l'économie réelle par la création d'entreprises et d'emplois. Les citoyens peuvent également s'impliquer dans la vie de la coopérative: en accompagnant une entreprise financée, en instruisant un projet, en participant à un groupe de travail thématique... Des acteurs socio-économiques, entreprises et collectivités locales de Midi-Pyré-

nées participent eux aussi au financement de projets et d'entreprises aux côtés des citoyens.

#### ■ DOUBLE-D

25 avenue de Gascogne  
31820 Pibrac

#### **Agence communication éco-responsable et solidaire**

Création d'une agence de communication animée par des valeurs éthiques et écologiques, qui se traduisent concrètement par :

- mise en place d'un mécénat d'entreprise via lequel l'agence soutient financièrement une association locale, par l'intermédiaire d'un don annuel indexé sur le CA

- mise en place d'un mécénat de compétences via lequel l'agence met à disposition ses compétences et son matériel pour l'antenne locale d'une association humanitaire

- intégration des paramètres de l'éco-conception sur toutes les réalisations, prises de décision et processus de l'agence

- participation au développement de l'économie locale en priorisant le critère de la proximité lors des choix des prospects, fournisseurs, partenaires...

- contribution aux démarches et appels publics et para-publics portant sur l'ESS, la RSE, l'éco-responsabilité des entreprises...

#### ■ Béton végétal

Rue nationale  
32110 Nogaro

#### **Industriel vert**

Conception, fabrication et distribution d'un matériau isolant naturel à faible poids carbone.

#### ■ Coopérer pour entreprendre sud ouest

c/o Gers Initiatives - 3 rue du 14 juillet -  
32600 L'Isle-Jourdain

#### **Les Coopératives d'Activités et d'Emploi : pour la création d'activités économiques durables ancrées sur nos territoires**

Les Coopératives d'Activités et d'Emploi constituent :

1. Une forme originale d'accompagnement favorisant la pérennité des activités et la sécurisation des parcours professionnels

- Les entreprises uni-personnelles représentent 80 % des créations – elles constituent un élément important mais fragile de l'activité économique de nos territoires.

- La phase test proposée par les CAE permet aux porteurs de projet de démarrer leur activité dans un cadre sécurisé.

- Elles ont une fonction de formation aux compétences entrepreneuriales

- Elles permettent un meilleur taux de survie des TPE créées : plus de 80 % à 5 ans sur le réseau Coopérer Pour Entreprendre

- Avec le salariat, elles réduisent considérablement les conséquences de l'échec pour le porteur de projet qui est accompagné dans la réorientation vers l'emploi

2. Une forme innovante d'entreprise, solution alternative de l'économie sociale et solidaire à l'entrepreneuriat individuel

- Les entreprises individuelles sont nombreuses mais par nature fragile

- La possibilité de devenir associé d'une entreprise partagée améliore les chances de pérennisation des emplois créés par les mutualisations de moyens, de services, de compétences et d'opportunité d'affaires qu'elles permettent

- Il s'agit d'une innovation sociale importante qui ouvre le statut SCOP aux entrepreneurs individuels

3. Un modèle de gouvernance innovant :

- Les porteurs de projet, « bénéficiaires » du service d'accompagnement au départ peuvent devenir associés et contribuent ainsi à la gou-

vernance de l'ensemble de l'entreprise commune – ils sont rapidement majoritaires

- Eux-mêmes créateurs ils sont associés aux décisions d'orientation y compris à la structure d'hébergement et d'accompagnement de nouveaux créateurs – ils viennent renforcer l'innovation dans le mode d'accompagnement – ils poussent à une démarche de qualité

#### 4. Un outil de développement territorial

- Les CAE contribuent à maintenir et développer une activité économique diffuse sur l'ensemble des territoires
- Elles constituent une entreprise de taille conséquente : une cinquantaine de salariés en moyenne pour chacune, ce qui compte dans les territoires ruraux
- Elles sont créatrices de richesses
- Elles fédèrent des compétences variées au service des territoires
- elles sont impliquées dans le développement de nouvelles structures de l'Économie sociale

Véritable laboratoire d'idées et de pratiques, ce modèle d'entreprise a besoin d'être mieux connu – reconnu – et soutenu par les Collectivités Locales en terme de communication vers le grand public.

#### ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Mery  
13268 Marseille Cedex 08  
34000 Montpellier

#### **Partenariat ERDF - Centre de Rééducation et d'Insertion Professionnelle de Castelnau-le-Lez (Hérault)**

À travers ce partenariat ERDF s'engage en faveur de l'accueil, de l'intégration et de l'évolution professionnelle des salariés en situation de handicap.

Très concrètement, grâce à ce partenariat ERDF contribue notamment à l'accueil de stagiaires du Centre de Rééducation et d'Insertion Professionnelle (CRIP) de Castelnau

– le-Lez, le CRIP est destinataire des offres d'emplois sur lesquelles les personnes formées au CRIP peuvent candidater, ERDF participe aux journées portes ouvertes et Forums organisés par le CRIP... Dernièrement, ERDF a monté une action permettant la collecte et la réparation de 278 paires de lunettes par l'atelier d'optique du CRIP, ces lunettes vont venir étoffer le stock de montures qui permettra à la caravane médicale du rallye Aïcha des gazelles de les délivrer aux personnes et enfants des régions reculées du Maroc qui n'ont pas un accès facile aux soins au regard de l'éloignement et du coût.

#### ■ ERDF

ERDF région Ouest  
6 place Mellinet  
44000 Nantes

#### **Présence dans les quartiers sensibles à Nantes**

Opération « Place O Gestes » à Nantes chaque année : présentation des métiers d'ERDF dans les quartiers sensibles en partenariat avec la municipalité. En 2009 concours de photo par téléphone portable récompensé par une formation au permis de conduire.

#### ■ L'I CAG

1 rue de l'église - Salvezou  
46150 Catus

#### **Satisfaire des besoins naturels en économisant de l'eau !**

Fabrication artisanale de toilettes sèches et de composteurs.

Meuble en bois à l'intérieur d'une jolie cabane elle aussi en bois.

Notre objectif est de vendre à des particuliers aussi bien qu'à des collectivités.

Les cabanes peuvent être peintes avec des peintures ECOLO à base d'Ocre... ou bien naturelles...

#### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### **Renouveau Villages : plus de 2000 emplois en 15 ans**

Renouveau Villages, association créée en 1994, œuvre pour la sauvegarde et la création d'activités commerciales, artisanales et touristiques pour des communes de moins de 2.000 habitants souhaitant revitaliser le milieu rural.

Présente sur la Lorraine et la Haute-Marne, cette dynamique association a permis de maintenir de près de 2000 emplois.

Renouveau villages organise des manifestations tous les deux ans pour distinguer les communes dont la réussite semble la plus remarquable. Cette année, l'association a récompensé neuf communes dont; Saizeriz, Benney, Vichery, Champdray... Ces initiations ont permis la création ou la relance d'un Bar-restaurant, d'une épicerie, d'un café, d'une maison de santé.

ERDF accompagne financièrement et localement l'association Renouveau Villages, pour développer les ambitions de l'association et l'étendre sur d'autres territoires. scic Combrailles Durables

#### ■ ERDF

20-22 allée Evariste-Galois  
63170 Aubière

#### **Maison de l'Énergie et du Développement Durable en région Centre**

La Maison de l'Énergie et du Développement Durable est née près de Chateauroux de l'initiative commune d'ERDF, de GrDF, du centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) d'Azay-Le-Ferron, d'Indre Initiative, de l'association départementale pour l'information sur le logement (ADIL) et du syndicat départemental d'énergies (SDEI). Située dans

un village près de Chateauroux, cette maison est un lieu d'information et de formation ou chaque partenaire partage son savoir-faire en terme de développement durable (les énergies renouvelables, l'éclairage public, les déchets, l'eau, l'habitat écologique, la création d'entreprise responsable...). La maison de l'Énergie et du Développement Durable s'adresse tant au grand public qu'aux entreprises et aux collectivités.

#### ■ Le bourg

63410 Loubeyrat

#### **Coopérative citoyenne de production locale d'électricité renouvelable**

Produire localement sur de petites unités de l'électricité renouvelable, sans but lucratif : les bénéficiaires servant à initier de nouveaux projets similaires et surtout à financer de la déconsommation énergétique (formation, éco chantiers, équipements, sensibilisation...)

#### ■ CACG

Chemin de l'Alette  
65000 Tarbes

#### **Micro-crèche et ram en pleine campagne : une démarche de développement durable et de cohésion sociale**

Pour la CCVVA (Communauté de Communes Vals et villages en Astarac), la CACG a fait réaliser une micro-crèche et un RAM à Saint Elix Theux, en plein cœur du Gers. Le bâtiment privilégie l'utilisation du bois (préfabrication pour limiter le transport de matériaux), utilise l'ECS solaire, met en œuvre des produits indemnes de toute toxicité et dispose d'une orientation adaptée aux exigences énergétiques et au confort des enfants. Projet citoyen, la micro-crèche a fait l'objet d'une large concertation entre élus, techniciens, assistantes maternelles et parents. Ce projet crée un nouveau

service public rural, limitant ainsi les déplacements, et créant davantage de lien social.

#### ■ CACG

Chemin de l'Alette - BP 449  
65004 Tarbes

#### **Projet de valorisation laitière durable en Pays Basque**

La CACG accompagne la valorisation agroalimentaire de ressources agricoles locales. Notre étude de marché et de faisabilité a permis d'orienter un projet innovant, car mutualisé et porteur d'intérêt économique et environnemental :

L'entreprise fabrique des yaourts et caillés artisanaux de vache et brebis. Elle associe au capital le gérant (51 %), un artisan fromager (12 %), trois exploitations laitières (21 %) , des privés (8 %) et une société de capital-risque (8 %).

Le lait des 3 exploitations certifiées Haute Valeur Environnementale est transformé après chaque traite. Les yaourts sont conditionnés en pots recyclables. Les collectivités reçoivent des cagettes consignées. L'essentiel des ventes est réalisé en circuits courts. Des prix planchers sont définis dans le respect du commerce équitable. Une salariée a bénéficié d'un dispositif de retour à l'emploi.

Cette initiative d'avenir rassemble agriculteurs et artisans pour une valorisation laitière maîtrisée et durable à l'échelle locale. L'accompagnement de la CACG est transférable.

#### ■ SCIC Resto Bio

Hourcanné  
65350 Coussan

#### **Faire société autour de l'alimentation sur un territoire**

Un outil à saisir pour œuvrer à un développement durable :

En effet des solutions sont identifiées mais à construire tous ensemble, dans la concertation, l'évaluation et le faire :

- Équilibrer nos repas pour aller vers un régime alimentaire de type méditerranéen
  - Produire, Transformer, Consommer des produits issus de l'Agriculture Biologique
  - Contribuer à relocaliser l'économie productive, s'organiser sur les territoires
- Parce que l'alimentation est une chaîne d'activité humaine :
- Agriculture
  - Transformation des matières premières, Restauration ou Cuisine familiale
  - Emballages
  - Conservation
  - Transport

Parce que la chaîne alimentaire est responsable :

- de l'émission d'un % important de Gaz à Effets de Serre
  - de la consommation d'une importante quantité d'énergie fossile
  - d'allergies et de multiples pathologies
- Parce qu'il existe des politiques publiques d'interventions en :
- Agriculture et agroalimentaire
  - Santé et nutrition
  - Social

La réorganisation de la chaîne alimentaire ne peut se faire que dans le temps et au sein d'outil économique où les collectivités publiques, et les différents publics concernés ont une place d'acteur coopérateur : la Société Coopérative d'Intérêt Collectif le permet.

#### ■ MYDIANE

Rue du Sabotier  
81140 Vaour

#### **De l'écologie industrielle à l'écologie territoriale**

Bilan méthodologique pour la mise en œuvre de démarches industrielle et territoriale

Partage des expériences de deux collectivités pilotes d'une démarche d'écologie industrielle (Vitré - 35) et d'écologie territoriale (Grand Toulouse - 31).

Réflexion sur les enjeux de développement local liés à ces démarches

### ■ Terre d'Épice

Lapeyre  
81470 Lacroisille

#### **Bilan carbone Exploitation**

Mis en place sur L'exploitation d'un hangar à toiture photovoltaïque 2010 mise en place éolienne en 2011, afin de produire du safran bio et compenser mes déplacements pour la commercialisation.

Fourniture de safran

Fourniture de tagliatelles au safran dans la restauration collective.

### ■ ECOVALORYS

Filiale de la coopérative de blé de Salvagnac - Site de Dourdoul  
81630 Salvagnac

#### **Mise en place d'une unité de valorisation de la biomasse**

Ecovalorys est une unité de valorisation de la biomasse, qui va permettre de collecter et recycler l'ensemble de la biomasse qui est aujourd'hui peu ou mal valorisée dans un rayon de 100 km.

Son objectif: fabriquer des balles, des granulés ou bouchons aux propriétés soit combustibles, soit nutritionnelles avec des formulations ou des finitions sous forme de gaufrettes innovantes, permettant ainsi d'une part d'éviter d'encombrer les décharges, et de polluer (récupération du cycle CO<sub>2</sub> qui est perdu) et d'autre part de répondre à des besoins spécifiques de certains marchés.

Ecovalorys est un projet de développement global à l'échelle de la coopérative car la mise en place de nouvelles cultures, valori-

sées dans l'unité va permettre l'allongement des rotations, l'amélioration de la qualité des cultures et la baisse de l'utilisation d'intrants.

Ecovalorys va ainsi s'ouvrir sur de nouveaux marchés de l'alimentation du bétail, (formulations nutritionnellement et économiquement rentables pour les fabricants d'aliments et pour les éleveurs), de la production d'énergie non fossile (biocombustibles, idéal pour satisfaire les besoins des particuliers et collectivités) et de la santé humaine, ou la nutraceutique avec des produits à forte valeur nutritionnelle ou recherchées par l'industrie pharmaceutique.

Dans cette nouvelle Agro-raffinerie, rien ne se perd, tout se recycle, et permet en plus de favoriser la création d'emplois, de faire redescendre la valeur ajoutée de cette transformation aux agriculteurs et aux éleveurs, en dynamisant tout une économie locale.

### ■ Ô SAVEURS PAYSANNES TARNAISES

Lieu-dit Le Prestil  
81990 Le Séquestre

#### **Valorisation des circuits courts par la vente, la restauration, l'insertion et susciter des coopérations internationales**

La société coopérative de producteurs bio et fermiers du Tarn a créé, développé et gère

- une boutique paysanne et équitable,
- un espace de restauration « tartinerie fermière »
- un lieu culturel; expositions thématiques en relation avec la saisonnalité des produits « Une saison, une expo » complétées par des rencontres débats, échanges, et des ateliers du goût pour les scolaires...
- Un espace dédié aux paniers de légumes (AMAP) d'un chantier d'insertion de maraîchage Bio à traction animale.
- Le parrainage de la création d'une petite boutique de vente de fruits et légumes frais à Cotonou au Bénin.

### ■ NUTRITIS SA

1 Promenade Sancert  
82200 Moissac

#### **Valoriser les écarts de fruits**

Création en 2006 d'une jeune entreprise innovante avec de la Recherche & Développement en partenariat public/privé pour la valorisation des écarts de fruits en sucre de fruits ultra pur. Association industrielle avec une Union de Coopératives et revalorisation de sites industriels en zones rurales.

Politique sociale porteuse de valeur humaine et de reconnaissance individuelle.

### ■ Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val-de-Marne

27 Avenue Raspail  
94107 Saint Maur Des Fossés

#### **Eco-défis des artisans**

Cette opération consiste à valoriser, par l'obtention d'un label, les artisans qui mettent en place des actions concrètes en faveur de l'environnement.

Cette démarche s'illustre par des engagements variés et nombreux de la part des entreprises: optimiser l'éclairage de son commerce, préférer des modes de déplacement alternatifs ou doux, opter pour le tri sélectif proposé par la commune, remplacer les sacs plastiques distribués aux clients par des sacs recyclables ou réutilisables, favoriser la commercialisation des éco-produits ou des produits de saison, réduire et maîtriser ses consommations d'eau...

Les artisans choisissent 3 défis (nombre minimum pour obtenir le label) à relever parmi une liste de 22 défis classés en 6 thématiques: énergie/Transports/Déchets/Emballages/Écoproduits/Gestion de l'eau.

### ■ CCI Montluçon Gannat

15 Boulevard Carnot  
03100 Montluçon

#### **Certification ISO 14001 d'une ZAC**

La CCI de Montluçon commercialise et gère une ZAC dédiée aux éco-entreprises (traitement des déchets). Pour être cohérent avec ce positionnement, la CCI mène une démarche de certification ISO 14001 sur le périmètre de la zone ayant pour vocation de réduire son empreinte environnementale (chantier, entretien des espaces publics, accueil des entreprises) mais également d'organiser un service environnemental (pour les entreprises implantées.)

### ■ CCI T de Montluçon Gannat

15 Boulevard Carnot  
03100 Montluçon

#### **Écologie Industrielle en milieu rural**

Mise en œuvre sur un territoire rural, d'« action concertée sur une ZAC pour étudier et mettre en œuvre les flux de substitution et de mutualisation possible entre les entreprises implantées et la commune. LA ZAC est labellisée Pôle excellence rurale et est certifiée ISO 14001. Les entreprises sont complémentaires dans la création d'une valeur ajoutée sur de produits liés à la nutrition santé (emballage, matières premières, produits manufacturés). Elles vont mettre en œuvre une mutualisation pour la production de vapeur (implantation d'une chaudière commune), une logistique partagée (passage d'un flux de 50 à 5 véhicules jour sur la ZAC), un prétraitement commun des effluents liquides...

### ■ CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DES ALPES MARITIMES

DSDE  
110 avenue de Verdun  
06706 Saint Laurent Du Var

#### **Guide régional des matériaux éco performants**

Réalisation avec le soutien financier de l'Europe et de la Région PACA, d'un guide présentant les différents matériaux de construction éco-performants disponibles en région, les lieux où se les procurer et des conseils techniques sur leur mise en œuvre.

Les fiches mémo techniques réalisées grâce aux témoignages d'artisans mettant en œuvre ces matériaux sont organisées en 6 familles :

- Bois et Charpente
- Murs et maçonnerie
- Couverture
- Isolation
- Peinture et finitions
- Revêtements intérieurs.

La partie annuaire des fournisseurs (fabricants, distributeurs et négoce) a été réalisée à partir d'un travail d'enquête permettant de recueillir de nombreuses informations sur les matériaux disponibles.

Un matériau éco-performant est un matériau :

- à faible impact sur la santé et favorisant le confort à l'intérieur du bâtiment
- dont le cycle de vie est économe en énergie
- issu de ressources renouvelables et durables
- utilisant la filière sèche
- pouvant être mis en œuvre par les entreprises régionales
- issu de ressources disponibles ou potentiellement disponible en région
- issu des filières de recyclage sous réserve de leur traçabilité.

Par éco-performant nous entendons donc écologiquement performant et économiquement performant car favorisant les circuits courts et le développement local.

### ■ Creative Tourism Network (Fondation FUSIC)

Barcelone  
Paris  
08007 Barcelone/Paris

#### **Le Réseau International pour la Promotion du Tourisme Créatif comme aide au développement durable dans les secteurs artistique, culturel et touristique.**

La création du Réseau International pour la Promotion du Tourisme Créatif (Creative Tourism Network - [www.creativetourismnetwork.org](http://www.creativetourismnetwork.org)) a pour but de promouvoir cette nouvelle tendance touristique et de mettre en valeur les territoires qui offrent un potentiel pour accueillir ces visiteurs en quête d'expériences artistiques et humaines.

### ■ Parc naturel régional des Grands Causses

71 boulevard de l'Ayrolle - B.P. 50126  
12101 Millau Cedex

#### **Formations à la conduite économique des engins agricoles et passage en banc d'essai**

Dans le cadre du Plan Climat Énergie Territorial et de son programme d'actions 2011, le Parc naturel régional des Grands Causses organise en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron et la FD CUMA de l'Aveyron une série de formations sur la conduite économique et écologique des engins agricoles. Pour l'automne 2011, 4 formations (4 cantons) sont programmées sur le territoire du Parc. L'objectif de ces formations pour les agriculteurs est de :

- connaître le fonctionnement des moteurs,
- apprendre les leviers permettant d'économiser le carburant,
- mettre en œuvre des conseils sur son propre tracteur,
- analyser les données issues du banc d'essais moteur pour améliorer sa conduite.

### ■ CFPPA LA CAZOTTE

Route de Bournac  
12400 St-Affrique

#### **Licence pro ABCD**

Onze établissements de formation publics et privés français dont deux en Midi Pyrénées, se sont associés pour mettre en place un dispositif unique de formation à rayonnement national sur le conseil et le développement de l'Agro-biologie qui s'inscrit dans le système LMD.

### ■ Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône

22 avenue Henri-Pontier  
13626 Aix-en-Provence

#### **Nutrition Méditerranéenne en Provence: une démarche pour la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires**

La marque Nutrition Méditerranéenne en Provence a été créée par la Chambre d'Agriculture il y a plus de 10 ans. Elle est réservée aux produits cultivés dans le respect des cahiers des charges consacrant des techniques respectueuses de l'environnement et de réduction des produits phytosanitaires intégrant la dimension gustative et nutritionnelle de l'alimentation.

Les contrôles sont réalisés par un organisme indépendant qui veille au strict respect des cahiers des charges par les producteurs. Les cahiers des charges actuels de Nutrition Méditerranéenne en Provence peuvent être des outils/supports pour atteindre les objectifs du plan écophyto 2018.

À ce jour, la marque Nutrition Méditerranéenne en Provence compte près de 220 exploitations sur l'ensemble du département réparties comme ci-dessous :

- 200 exploitations en viticulture
- 11 exploitations en olives
- 9 exploitations sont en plantes aromatiques, ou œuf ou maraîchage.

Au fil des années, la marque Nutrition Méditerranéenne en Provence a permis aux agriculteurs, par ses exigences en perpétuelle évolution, de faire évoluer leurs pratiques sans risque pour la pérennité de leurs exploitations. Ainsi aujourd'hui, nous assistons tous les ans au passage en Agriculture Biologique d'un certain nombre d'exploitations qui souhaitent conserver la marque pour la valorisation du côté nutritionnel.

### ■ Université Toulouse II - Le Mirail

5 allées A. Machado  
31000 Toulouse Cedex 9

#### **Une formation aux métiers de la culture et du patrimoine en pays d'oc**

Cette contribution permettra de mettre en évidence une nouvelle formation de niveau Master au métier de « Chef de projet culturel ». La formation Métiers de la Culture et du Patrimoine a pour objectif une formation académique aux ressources en langues occitane et française des régions du sud de la France et une formation impliquant des professionnels (fonds documentaires écrits et sonores, musées, associations de collectages et de création culturelle...) et des représentants d'institutions régionales. L'accent sera mis sur l'élaboration de projets culturels basés sur la connaissance des ressources régionales.

### ■ Chambres régionales et départementales des Métiers et de l'artisanat de Midi-Pyrénées

CRMA Saint Jean, CMA 09 FOIX,  
CMA 12 RODEZ, CMA 32 PAVIE,  
CMA 31 TOULOUSE, CMA 65 TARBES,  
CMA 46 CAHORS, CMA 82 MONTAUBAN,  
CMA 81 ALBI.  
31240 Saint Jean

### **Plan régional pour la maîtrise de l'énergie dans les TPE artisanales de Midi-Pyrénées**

L'ensemble des Chambres de Métiers de l'artisanat de Midi-Pyrénées a décidé de s'associer pour monter un plan d'action énergie en direction des TPE artisanales de Midi-Pyrénées. Le porteur de projet est la Chambre régionale des Métiers. Le plan est destiné aux entreprises artisanales consommatrices d'énergie. Il a pour objectif d'aider les entreprises à réduire de 10 % leurs consommations d'énergie sur 2 ans. Le plan comporte plusieurs volets : une campagne de sensibilisation, la réalisation de visites énergie en entreprise et un dispositif d'accompagnement spécifique. Sur 17000 entreprises informées dans les secteurs alimentaires, automobile, bois, imprimeurs, mécanique générale, pressing, coiffure, 500 devraient bénéficier d'un diagnostic.

### ■ CCIR

5 rue Dieudonné-Costes - BP 80032  
31701 Blagnac Cedex

#### **Club dirigeants durables**

L'originalité de cette initiative est de rassembler des dirigeants qui s'engagent ET qui œuvrent concrètement en faveur du développement durable.

### ■ Fédération Régionale des Coopératives Agricoles d'Aquitaine

Europarc - 3 avenue Léonard-de-Vinci  
33608 Pessac Cedex

Accompagnement des coopératives agricoles et industries agroalimentaires sur la voie de la Responsabilité Sociétale avec la démarche 3D. Pour aider les entreprises à s'y retrouver, la Fédération Régionale des Coopératives Agricoles d'Aquitaine (FRCAA) et le Groupe AFNOR, en partenariat avec l'ARDIA, ont mis en place en 2007 une action collective commune : 3D, pour Destination Développement

Durable®. Cette action collective permet aux entreprises agroalimentaires de s'engager progressivement sur la voie de la Responsabilité Sociétale (RS), en cohérence avec la norme ISO 26000. 13 entreprises pionnières ont expérimenté la démarche 3D en 2007 en Aquitaine; elles sont aujourd'hui plus de 60 réparties dans 8 régions de France.

Les entreprises réalisent d'abord un diagnostic 3D, outil qui permet par l'intervention d'experts qualifiés 3D de recenser leurs pratiques au regard du développement durable selon 8 critères\*, de les évaluer selon une méthode de cotation PARI (Pertinence/Amplitude/Réussite/Impact sur les Parties Prenantes) puis de lancer un plan d'actions développement durable. En parallèle, l'ensemble de ces coopératives et IAA développent leur démarche au sein d'un véritable collectif d'entreprises, inscrit dans la durée, avec des valeurs communes et partagées.

Les entreprises 3D qui le souhaitent peuvent aller jusqu'à faire reconnaître leur engagement et leurs résultats par une évaluation AFAQ 26000 du Groupe AFNOR: dispositif de reconnaissance externe de la performance développement durable. 3 entreprises 3D sont d'ores et déjà évaluées AFAQ 26000 (Vignons de Buzet, Château Larose Trintaudon et SIKIG), et plusieurs autres évaluations sont prévues.

3D-Destination Développement Durable® est le révélateur qui permet à une entreprise agricole ou agroalimentaire de progresser dans la voie de la RS et de rendre compte à ses Parties Prenantes de sa performance en matière de Responsabilité Sociétale.

\*Les huit critères du Diagnostic 3D: Gouvernance, Économique, Marchés et Clients, Social, Santé et Sécurité au Travail, Sociétal, Environnement, Qualité Système et Produits.

#### ■ **Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat du Centre**

5 rue de la Lionne  
45000 Orléans

#### **Guide des écomatériaux pour les artisans : « Pourquoi les choisir? Comment les utiliser? »**

Dans une perspective de diminution de l'impact du bâtiment sur son environnement, la CRMA Centre - en collaboration avec le réseau des 6 Chambres de Métiers et de l'Artisanat Départementales - et ses partenaires ont créé un guide méthodologique à destination des artisans du bâtiment afin de développer la filière écomatériaux en région Centre.

Lieux de distribution, filières de productions régionales, caractéristiques techniques, environnementales et sanitaires mais également formation professionnelle, assurances, autant d'informations précieuses dans ce guide qui se veut un outil pour convaincre l'artisan et son entourage professionnel (client, fournisseur...) de systématiser le recours aux écomatériaux.

#### ■ **Chambre de Commerce et d'Industrie du Lot**

107 quai Cavaignac  
46000 Cahors

#### **Accompagnement des entreprises lotoises pour économiser l'énergie et développer les ENR**

Création d'un poste à temps complet de conseillère énergie afin d'accompagner les entreprises et notamment les TPE PME du Lot à réduire leurs consommations d'énergies à développer les énergies renouvelables pour lutter contre le réchauffement climatique et sécuriser le réseau électrique départemental tout en maintenant la compétitivité des entreprises lotoises.

#### ■ **Établissement public local d'enseignement lycée Monnerville à cahors**

Lycée Gaston Monnerville  
Rue Georges-Sand  
Tél. 05 65 20 58 00  
Fax. 05 65 20 58 25  
46000 Cahors

#### **Plate forme technologique efficacité énergétique en Midi-Pyrénées**

Création d'un réseau de compétences et de ressources Efficacité Énergétique sur Midi-Pyrénées en s'appuyant sur des lycées technologiques répartis sur le territoire.

Ce réseau a deux axes de développement :

- aider à l'émergence d'entreprises (BE, Installateur...) compétentes sur ce domaine
  - aider des entreprises (TPE, PME) et des Collectivités Locales à s'engager dans un processus d'optimisation de son bilan Énergétique
- Au moyen de :
- Veille technologique
  - Information et Formation
  - Conseil, Diagnostic, Audit et Mesure
  - Aide à la rédaction de cahier des charges
  - Détermination de solutions adaptées

#### ■ **Lycée professionnel agricole de Cahors-Le Montat**

Station d'expérimentation sur la truffe  
Lacoste,  
46090 Le Montat

#### **Action de développement local et durable autour du marché aux truffes de Lalbenque**

À partir de l'image et de la notoriété du marché aux truffes de Lalbenque et de son produit principal représenté par la truffe noire *Tuber melanosporum*, l'action a pour but de promouvoir, encourager, animer et professionnaliser le développement du territoire en y associant les différents acteurs de l'économie agritouristique. Cet objectif est poursuivi par l'Association du Site Remarquable du Goût



du Marché aux Truffes de Lalbenque créée en septembre 2010. Parmi les membres de cette association, on compte 4 collègues dont celui des fondateurs institutionnels (commune de Lalbenque, communauté de communes du Pays de Lalbenque, l'office de tourisme du Pays de Lalbenque, syndicat des trufficulteurs de la région de Lalbenque), celui des membres actifs (personnes morales ou physiques, issues notamment de la filière truffe, du tourisme, des productions traditionnelles locales, du commerce et de la restauration), celui des institutions de l'agriculture, du tourisme, de la culture, de l'environnement, de l'enseignement, des collectivités territoriales (avec le Lycée Professionnel Agricole du Montat) et enfin celui des membres associés non cotisants (Comité de Promotion des Produits du Lot, Parc Naturel Régional des Causses du Quercy). Après une phase de concertation pour sa création en 2009 et 2010, l'association a conduit des actions de promotion en 2010 et 2011 pour se faire connaître. À ce stade, elle poursuit son activité dans la perspective de développer une activité économique et touristique dont l'impact devrait largement dépasser les limites de la région de Lalbenque et celles de la saison de la récolte de truffes.

■ **Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Meurthe-et-Moselle**

4 rue de la Vologne  
54520 Laxou

**Accompagnement des entreprises artisanales au développement durable par l'obtention d'une marque ARTISAN DURABLE-management et territoire**

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Meurthe-et-Moselle en partenariat avec la Communauté Urbaine du Grand Nancy a mené une expérience pilote unique en France. Objectifs: Accompagner sur un territoire identifié (CUGN) les entreprises artisanales volontaires dans une démarche globale inté-

grant les 3 volets du développement durable (économique, social, environnemental) et permettre à ces entreprises, grâce à un parcours balisé, de réfléchir à une stratégie cohérente et adaptée à leurs besoins, tout en intégrant les objectifs propres de la collectivité territoriale.

Accompagnement: Parcours conçu autour d'une démarche de progrès intégrant plusieurs étapes:

1. une formation-action collective au management et à la stratégie intégrant la transversalité du développement durable
2. un diagnostic global en entreprise et concernant tous les processus (plus de 130 items d'évaluation), permettant de détecter les points clés, les actions remarquables et les progrès à réaliser en termes de développement durable. Le diagnostic s'attache à évaluer les choix du dirigeant et leurs conséquences sur les 3 axes du DD (ex: en cas d'achat d'un investissement, le dirigeant a-t-il pris en compte les économies d'énergie, la fin de vie du matériel, les améliorations des conditions de travail, etc.?)
3. À partir de cette évaluation initiale, un plan d'action cohérent et adapté aux besoins de l'entreprise
4. Un accompagnement des services de la CMA54 pour la réalisation et le suivi du plan d'action
5. Une cotation finale et objective permettant de valider par un comité d'experts techniques la stratégie de développement durable de l'entreprise et les améliorations réalisées.
6. L'obtention de la marque ARTISAN DURABLE - Management et Territoire sur un ou plusieurs des axes du développement durable

■ **Cerdd (Centre ressource du développement durable)**

Site 11/19 rue de Bourgogne  
62750 Loos-en-Gohelle

**Collectif Entreprises et Développement Durable Nord-Pas de Calais**

Depuis 2004, le Cerdd anime un dispositif partenarial entre acteurs relais du monde économique au service du développement durable des entreprises: le Collectif Entreprises et Développement Durable Nord-Pas de Calais. Ce réseau pluridisciplinaire de compétences au service des entreprises a pour vocation la promotion et la diffusion du développement durable au sein du tissu économique régional: découvrir, s'informer, faire le point et agir; le collectif propose toute une palette d'outils dédiés à l'amélioration continue des pratiques des entreprises.

■ **Chambre d'Agriculture de la Savoie**

40 rue du Terraillet  
73190 St Baldoph

**Valorisation des matières organiques agricoles par le compostage**

Partenaires financiers: Conseil Général de la Savoie, Région Rhône Alpes.  
Aider le développement de la valorisation des matières organiques d'origine agricole (effluents d'élevage) par le compostage: animation et conseil autour de la mise en place de pratiques collectives de compostage.

■ **Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France**

1, boulevard de la Madeleine  
75001 Paris

**Une Charte qualité régionale pour les artisans franciliens**

L'enjeu de la qualité est fort pour l'artisanat d'Ile-de-France. Il répond à l'exigence toujours croissante des consommateurs. Un tissu artisanal de qualité permet de se distinguer et d'apporter une garantie pour le consommateur, face à la progression de la grande distribution très présente en Ile-de-France.

Répondre à l'exigence qualité, tant dans la nature même du produit que dans le management de l'entreprise, permet aussi aux chefs d'entreprise artisanale franciliens d'accéder à de nouveaux marchés.

C'est pourquoi la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat a développé une Charte Qualité.

Le dispositif de Charte Qualité Régional est avant tout une démarche de progrès ou d'amélioration continue. Il se présente comme un programme intégré sous forme d'une gamme de grilles d'audit complémentaires. Le référentiel Charte Qualité spécifie les exigences à remplir par l'entreprise pour obtenir la Charte Qualité.

- Le module 1 « Charte Qualité Confiance » est basé sur l'accueil, le conseil et la qualité du service apportés par l'entreprise au client.

- Le module 2 « Charte Qualité Performance » porte sur l'efficacité du système de management de la qualité de l'entreprise. Ce système permet d'apprécier la satisfaction des exigences du client et le respect des réglementations applicables.

- Le module 3 « Charte Qualité Excellence » permet d'apporter à l'entreprise une aide pour la prise en compte progressive du principe de développement durable dans l'entreprise, dans ses 3 dimensions majeures : économiques, environnementale et sociale.

Ce dispositif a l'avantage de proposer un ensemble de modules, cohérents et progressifs, où les entrées peuvent se faire à tous les étages.

Aujourd'hui, près de 800 entreprises artisanales franciliennes sont titulaires de la Charte Qualité.

Pour plus d'informations, consultez le site [www.chartequilite-artisanat.com](http://www.chartequilite-artisanat.com)

### ■ Schéma régional des loisirs et sports de nature de Picardie

30 square Friant les 4 Chênes  
80048 Amiens

#### *Schéma régional des loisirs et sports de nature de Picardie*

Baie de Somme, massifs forestiers de l'Oise, Thiérache, Haute Vallée de la Somme... La région Picardie dispose d'un patrimoine naturel riche, diversifié, et encore préservé qui fait de ce territoire un potentiel important pour la pratique des loisirs et sports de nature. Ces activités présentent l'intérêt de permettre aux Picards comme aux visiteurs de mieux connaître cette région, de la valoriser, mais également d'y vivre mieux, et de mieux comprendre son environnement, condition première de son respect.

Pour autant, le développement de ces activités doit être maîtrisé et raisonné afin de ne pas tomber dans certains travers : surfréquentation, conflits entre usagers, problème de sécurité, dégradation de l'environnement...

La structuration de cette filière reste encore à réaliser en Picardie, il est donc possible d'anticiper au mieux la croissance de ces activités afin de faire de la Picardie une région « écosolaire ».

À la vue de ce constat, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi le Conseil Régional, le Comité Régional du Tourisme et le mouvement sportif Picard représenté par le Comité Régional Olympique et Sportif, en cohérence avec l'intervention des départements, ont souhaité s'associer pour mener une réflexion sur les conditions d'organisation et de développement des loisirs et sports de nature. Ils ont bénéficié pour cela du soutien financier de l'Union européenne.

L'idée de construire, pour la première fois en France, un schéma régional des loisirs et

sports de nature (SRLSN) a donc fait consensus.

En s'appuyant sur une démarche volontariste et fortement participative (près de 400 personnes ont participé à l'élaboration de ce schéma), le SRLSN propose un cadre d'intervention en direction des acteurs des sports et loisirs de nature qui s'appuie sur 5 axes thématiques. 2 d'entre eux sont fortement corrélés aux 3 piliers du développement durable :

- Axe 1 : Faire des loisirs et sports de nature (LSN) une des filières de développement économique

et touristique de la Picardie

- Axe 3 : Créer et renforcer les liens entre le développement des LSN et les espaces naturels de la Picardie

Enfin, pour rendre ce schéma opérationnel, les partenaires ont identifié 12 actions qui ont débouché sur plusieurs réalisations concrètes :

- les rencontres régionales des LSN de décembre 2009 sur le thème du développement durable

- l'atelier technique régional de mai 2010 sur l'organisation des manifestations LSN fortement axé sur le développement durable

- et, dans le cadre de l'action « guide sur les manifestations sportives de nature », travail en partenariat avec la plateforme éco-événement de Picardie.

### ■ CCI de Vaucluse

Dominique LADEVEZE

Coordinator - Ecotrofood

Rue Pierre-Bayle BP 91201

84911 AVIGNON CEDEX

Tél. +33 (0) 486 559 210

Port. +33 (0) 622 448 191

Email : [dladeveze@vaucluse.cci.fr](mailto:dladeveze@vaucluse.cci.fr)

[www.trophelia.fr](http://www.trophelia.fr)

**Le programme européen EcoTroFood 2011 – 2013. Ce projet a pour objectif de promouvoir et développer la créativité au sein des PME et de leur faciliter l'accès à l'éco-innovation.**

Aujourd'hui, le secteur agroalimentaire est l'un des principaux secteurs de l'industrie européenne, tant en termes d'emplois (4,3 millions) que d'utilisation de matières premières (énergie, eau, etc.). L'impact environnemental de l'industrie agroalimentaire est également élevé, d'où l'importance des efforts consentis en matière de protection de l'environnement. ECOTROFOOD vise à améliorer l'accès aux informations et connaissances relatives à l'éco-innovation pour les industries agroalimentaires, en particulier les PME et les fournisseurs de services. Les services développés dans le cadre du projet seront repris sur la plateforme européenne d'innovation techno-environnementale pour le secteur agroalimentaire (European Food Éco innovation Platform) en vue de partager les savoirs et de diffuser les bonnes pratiques.

Le projet s'articulera autour de trois grandes thématiques :

1. La promotion de la créativité et la mise en place de solutions/produits/services techno-environnementaux innovants :

- Organisation de 34 concours nationaux Eco-Trophéa visant à encourager la création de nouveaux produits éco-innovants évalués en fonction de leur performance écologique.
- Aide aux PME souhaitant s'engager dans le développement et la commercialisation des projets récompensés par Eco-Trophéa, à l'échelle nationale et européenne.

2. Le soutien à la commercialisation de produits éco-innovants par les PME : Organisation de 5 mini-forums nationaux et de 2 forums européens permettant à 100 PME éco-innovantes de rencontrer les investisseurs et les premiers utilisateurs.

3. La création d'un outil de réseautage efficient en matière d'éco-innovation permettant aux différents acteurs européens (PME, universités, centres de recherche, investisseurs, premiers utilisateurs, etc. de communiquer facilement.

- Création d'une certification de qualité afin de renforcer la confiance, la crédibilité et la viabilité du concept
- Création de nouvelles méthodes interactives (« speed-dating »)
- Création de nouvelles initiatives à destination des premiers utilisateurs (méthodes d'évaluation des marchés publics)

3. La création d'un outil de réseautage efficient en matière d'éco-innovation permettant aux différents acteurs européens (PME, universités, centres de recherche, investisseurs, premiers utilisateurs, etc. de communiquer facilement.

3. La création d'un outil de réseautage efficient en matière d'éco-innovation permettant aux différents acteurs européens (PME, universités, centres de recherche, investisseurs, premiers utilisateurs, etc. de communiquer facilement.

3. La création d'un outil de réseautage efficient en matière d'éco-innovation permettant aux différents acteurs européens (PME, universités, centres de recherche, investisseurs, premiers utilisateurs, etc. de communiquer facilement.

■ **CCI région Limousin**

4 rue Thomas Edison  
87220 Feytiat

**Accompagnement des PME au management environnemental par étapes**

123 ENVIRONNEMENT est décliné en région Limousin avec la particularité de faciliter l'accès au PME PMI en déployant une méthode de formation action du référent dans l'entreprise.

Première région France en nombre d'engagés : plus de 120 PME au total soit 5500 salariés sensibilisés aux risques liés aux changements climatiques

■ **Centre des Techniques et Innovations de la Filière Artisanale Bois - Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Vosges**

22 rue Léo-Valentin  
88000 Epinal

**Accompagner les artisans de la filière bois sur les enjeux du Grenelle (construction bois, valorisation des ressources bois)**

Les ressources bois françaises (3<sup>e</sup> pays forestier d'Europe) entrent encore peu dans la construction bois qui se développe en France.

Nos scieries et particulièrement les petites unités ne proposent pas les produits attendus par la 2<sup>e</sup> transformation. Les constructeurs bois changent leurs pratiques et délaissent parfois des savoir-faire qui permettaient de valoriser la diversité de la ressource française (130 essences, 2/3 de feuillus). Face à ce constat, la CMA Vosges crée un pôle d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises (dispositif d'Etat [www.innovmetiers.org](http://www.innovmetiers.org)) dédié à la filière bois afin d'aider les artisans de la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> transformation du bois à adapter leur métier pour se positionner sur les marchés du bois dans la construction, la rénovation, l'agencement et pour valoriser les bois locaux. Le pôle (à vocation nationale) est en préfiguration en 2011.

■ **CCI Essonne**

2 Cours Monseigneur-Romero  
91004 Evry

**Responsabilité Sociétale et PME**

Accompagner les PME/TPE/commerce du territoire dans la prise en compte du développement durable et de la RSE.

# GESTION DE L'EAU ET DES DÉCHETS

Réduction à la source, collecte, traitement, valorisation, recyclage, assainissement, eaux pluviales

## Association

### ■ La Recyclerie du Rouergue

Rue G. Soulié - ZI des Gravasses  
12200 Villefranche de Rouergue

### *Ne jetons plus, recyclons et réemployons !*

La Recyclerie du Rouergue, association d'insertion par l'emploi, œuvre dans le sens du développement durable en collectant les encombrants et divers déchets afin :

- de détourner ces déchets de la déchèterie et d'alléger ainsi la masse des déchets à traiter par la Communauté des Communes du Villefranchois (plus de 60 tonnes en 2010) ;
- de recycler au niveau local les matières ferreux et non ferreux (12 tonnes en 2010) ;
- de donner une deuxième vie aux objets via leur remise en état voire leur transformation ;
- de vendre ces objets (entre 30 et 35 tonnes en 2010) ;
- de proposer des prix modérés permettant aux personnes ayant des revenus faibles d'acheter le minimum nécessaire ;
- d'insérer par l'emploi (25 personnes embauchées en contrat d'insertion depuis l'ouverture).

interassociations et mairie de Vimenet

### ■ Sébastien RATHIER

Adjoint au Maire chargé de l'environnement  
Rue du Terral  
12310 Vimenet

### *Éco Cup Vimenetois*

Les associations et la Mairie de Vimenet se sont associées pour supprimer de toutes les

manifestations les gobelets jetables en les remplaçant par des gobelets lavables ainsi que la mise en place d'un lave-vaisselle très économique en eau et électricité avec un cycle de lavage de 60 secondes. C'est plus de 33000 gobelets qui sont économisés chaque année soit l'équivalent de 800 sacs poubelles en volume.

### ■ Mitsa

12 boulevard Bonrepos  
31000 Toulouse

### *Lever les freins à l'utilisation des changes textiles*

Mitsa est une association 1901 composée d'hommes et de femmes engagés dans des valeurs solidaires et environnementales. Mitsa cherche à promouvoir de nouvelles pratiques responsables participant à la diminution de nos déchets.

À travers des moyens diversifiés, Mitsa initie, développe et soutient des projets économiques et sociaux innovants, visant la réduction et la valorisation des déchets.

Mitsa développe actuellement le projet « couches lavables ». Il s'agit lever les freins à l'utilisation des changes textiles, une pratique pourtant écologique et responsable qui permet de faire des économies considérables.

### ■ Reflets

43, rue Bayard  
31000 Toulouse

### *Compostage collectif en jardin public et pied d'immeuble*

L'association Reflets accompagne, depuis 2009, l'aménagement de sites de compostage collectif à Toulouse.

L'aménagement sur des jardins publics ouverts à tous rend cette action spécifique et riche en terme de dynamiques partenariales, de création de lien social et de pérennisation des projets.

L'accompagnement de 10 sites pilotes a permis la rédaction d'une méthodologie et d'outils spécifiques.

### ■ Ligue Midi Pyrénées de tennis

5 avenue du Général-de-Gaulle  
31130 Balma

### *Opération balle jaune*

L'opération Balle Jaune est une action environnementale prenant en compte les 3 piliers du développement durable : collecte et recyclage des 60.000 balles usagées (acte environnemental) - le retraitement s'inscrit dans une dimension économique en mettant en place une filiale vertueuse de création de nouveaux produits - et enfin le don d'un sol sportif de 150 m<sup>2</sup> à l'HÔPITAL de LA GRAVE travaux en mai 2011) avec le parrainage de l'association caritative HÔPITAL SOURIRE remplit une véritable mission sportive)

### ■ Coteaux 21

12, chemin des Mottes  
31180 St-Genies-Bellevue

#### **Zéro Déchet Vert**

L'association Coteaux 21 « Agir ensemble localement : c'est notre Nature » est à l'origine du projet Zéro Déchet Vert.

« Il n'y a pas de déchets verts. Il y a de la matière vivante qui ne demande qu'à être transformée. Cesser de déposer devant chez soi ce que son terrain a produit, c'est juste faire preuve de bon sens, avant même d'être un acte citoyen. En plus, c'est facile. »

Cette action locale qui consiste à renoncer à jeter (selon les chiffres nationaux) 20 % de ses déchets peut prendre une ampleur nationale. 20 % de déchets en moins, ce n'est pas rien. Il n'est nul autre domaine en matière de réduction de déchets, où il soit possible de réussir une réduction à une décimale. A ces 20 % s'ajoutent, et là aussi ce n'est pas rien, les 40 kg/personne/an de déchets organiques retirés des ordures ménagères, ce qui fait encore monter le ratio à 25 % : le quart de nos déchets, 'purement et simplement'! Zéro Déchet Vert est un formidable pari. Il ne s'adresse pas seulement au citoyen mais aussi aux collectivités dont les services des espaces verts n'échappent en rien aux mauvaises habitudes prises en quelques décennies.

### ■ Elémen'terre

45 rue de Chaussas  
31200 Toulouse

#### **Proposer et mettre en œuvre des solutions écologiques et éthiques pour l'organisation des événements et des festivals en Midi-Pyrénées.**

Face à l'importance croissante des enjeux écologiques, il est nécessaire de permettre aux populations, quelles qu'elles soient, de se doter d'outils et d'adopter des pratiques « éco-responsables ». En 1972, le rapport du

Club de Rome soulignait déjà les limites du modèle de croissance et le risque de l'épuisement des ressources naturelles. Le rapport du Programme des Nations-unies pour le Développement de 2008 affirme à nouveau la nécessité de changer nos modes de production et de consommation. Urgent et inévitable, un tel changement implique d'avoir des choix et l'accès à des solutions pour réadapter nos pratiques face aux défis environnementaux. Dans le même temps, les festivals et autres manifestations culturelles fleurissent de plus en plus nombreux en France et notamment en région Midi-Pyrénées, « Terre de festivals ». Extraordinairement bénéfiques pour dynamiser les économies locales et promouvoir les échanges culturels, ces événements laissent cependant souvent derrière eux des sites pollués, générant une quantité importante de déchets.

L'association Elémen'terre a été créée à Toulouse en janvier 2008 afin de réduire l'impact environnemental et social de ces événements. Son but est d'agir concrètement en faveur du respect de l'environnement en apportant des conseils logistiques ainsi que des solutions écologiques et éthiques aux organisateurs d'événements privés comme publics. Son action est à la fois pédagogique, éducative et a un impact immédiat.

Les solutions proposées par Elémen'terre se veulent pratiques et accessibles à toutes et tous : principe de mutualisation, politique des tarifs bas, outils de sensibilisation, ateliers participatifs, actions dans les quartiers périphériques comme dans ceux des centres ville, dans les zones rurales et urbaines.

La première action de l'association, initiée en mars 2008, fut la mise en place d'un service de prêt de verres réutilisables, lavables et consignés, afin de remplacer les verres en plastique jetables. Le prêt est gratuit pour tous les adhérents de l'association, soit, à ce jour, plus de trois cent personnes physiques

et morales (associations, particuliers, PME et collectivités).

Dans la continuité de cette première action de prêt de verres réutilisables, l'objectif de l'association est d'accompagner les organisateurs de festivals à adopter une démarche globale d'éco-responsabilité. Dans un souci de cohérence, l'association développe donc différents services et conseils environnementaux. Ces services s'articulent actuellement autour de trois axes :

- Mutualisation de matériels réutilisables et écologiques.
- Création et diffusion d'outils éco-logiques permettant la sensibilisation aux pratiques éco-responsables.
- Mise en réseau et accompagnement à la gestion environnementale des festivals.

Les objectifs de l'association :

- Promouvoir et accompagner l'engagement écologique et éthique des organisateurs d'événements et de manifestations en Midi-Pyrénées.
- Rendre accessibles au plus grand nombre et à moindre coût des moyens, des outils et des savoir-faire pour adopter une démarche éco-responsable.
- Réduire les déchets à la source et permettre l'économie de matières premières grâce à l'utilisation de matériels réutilisables et lavables mutualisés
- Généraliser le système des gobelets consignés et des objets réutilisables en apportant un soutien logistique et technique dans une démarche d'éducation à l'environnement.
- Créer et gérer des outils pédagogiques pour la mise en place du tri et la gestion des déchets.
- Mettre en lien les organisateurs et les structures permettant d'améliorer l'impact environnemental et social de l'événement.
- Sensibiliser le grand public aux pratiques de consommation responsable et lui permettre de diminuer son empreinte écologique.

- Développer une gestion environnementale globale des manifestations (transport, énergie, approvisionnement, déchets, etc.).

#### ■ Vent d'autan

Maryam Kebrity - Vent d'autan  
4 Rue Emile-Caffort  
31200 Toulouse

#### *Édition des livres jeunesse autour de la nature*

Nous apportons des supports ludiques et éducatifs pour les enfants!

J'étais éditée 5 fois et mes livres sont pour la nature et autour d'environnement!

#### ■ ORDIMIP - Observatoire des Déchets Industriels de Midi-Pyrénées

Technoparc Bât. 9  
Voie Occitane - BP 669  
31319 Labège Cedex

#### *« Observation, concertation, information » ou comment participer à l'amélioration de la gestion des déchets*

L'ORDIMIP réalise le suivi et la diffusion des évolutions réglementaires auprès des professionnels et du grand public. L'Observatoire effectue le suivi des flux et des techniques innovantes en matière de gestion des déchets. Il fait la promotion des meilleures technologies disponibles et acceptables socialement, économiquement et écologiquement. À l'issue d'un processus participatif actif, l'association remet ses conclusions sur les dossiers d'installations pour lesquels elle est consultée.

#### ■ 3PA

2, bis rue du Château  
31370 Poucharramet

#### *Construire pour se construire!*

Les métiers verts vont permettre de créer ou de conserver 600 000 emplois en France

entre 2009 et 2020. Ces filières sont valorisantes et porteuses pour un public qui parfois est en panne de projet ou en échec. En partenariat avec d'autres structures (associations et entreprises), l'objectif est de créer une voie de découverte et de qualification dans ces métiers qui pourront déboucher à des emplois pérennes et valorisants.

#### ■ E-cosystems

17 rue Paul Bellamy  
44000 Nantes

#### *Don d'objet de particulier à particulier*

La différence de ce site, comparé à d'autres est de pouvoir être utilisé potentiellement dans plus de 100 pays dans le monde, à travers les traductions. De plus, il est accessible aux personnes handicapés et sous Licence Libre.

Nous souhaitons également adapter cette application pour en faire une application de don de déchets d'entreprise. Deux choix seront disponibles: le don ou la vente. En cas de vente, 20 % du montant sera reversé à une association environnementale au choix des utilisateurs.

<http://pap.giveet.org/>

#### ■ E-cosystems

17 rue Paul Bellamy  
44000 Nantes

#### *Deuxième Vie*

Carte de géolocalisation des structures de récupération sur le territoire de Nantes Métropole.

Ce site a été conçu sur logiciel libre (donc, est réutilisable), dans une optique de développement durable prônant:

\* la réduction à la source de la production de déchets

\* l'accès à des objets gratuits pour tous, et notamment les personnes en difficultés financières

\* le développement des échanges entre les habitants.

<http://www.deuxieme-vie.org>  
Les phosphatières du Quercy

#### ■ AFCPL

5 chemin du Taillepié  
47440 Casseneuil

#### *Arrivons à un stade propre*

Au sein d'un club de football de plus de 300 licenciés, faire appliquer les consignes de tri de notre collectivité territoriale en trois points: Informer tous les dirigeants de la structure.

Installer des poubelles spécifiques, plus toute action - affichage, site internet - permettant le Bon geste de tri.

Avoir des outils ergonomiques et pratiques pour la collecte et la réduction des volumes des déchets collectés, pince à déchet, compacteur de bouteilles et cannettes.

#### ■ ELISE

545, rue d'Ypres  
59118 Wambrechies

#### *Au bureau aussi, recyclons notre papier!*

Depuis 1997, ELISE crée des emplois durables pour des personnes en difficulté ou handicapées dans la collecte et le recyclage des papiers et déchets de bureau.

Pionnier de la valorisation des papiers des corbeilles de bureau, ELISE (Entreprise Locale d'Initiatives au Service de l'Environnement) met en place dans les bureaux le tri sélectif, collecte, pèse et sur trie les papiers pour optimiser les bénéfices du recyclage.

À l'occasion des collectes de papier, ELISE peut aussi enlever, pour les recycler, d'autres déchets de bureau:

cartouches d'encre, piles, bouteilles et plastiques souples, boîtes de boisson, lampes, tubes néon, déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE).

ELISE peut aussi effectuer les désarchivages et la destruction confidentielle.

En 2010, ELISE a collecté dans plus de 3.500 entreprises ou établissements publics, de Région Parisienne et du Nord-Pas de Calais, 9.000 tonnes de papier, permettant d'économiser :

- 4.500 KWH d'énergie,

- 270.000 m<sup>3</sup> d'eau,

et d'éviter le rejet de près de 5.000 tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

101 personnes travaillent chez ELISE, parmi lesquelles 20 % de personnes issues de l'insertion et 60 % de personnes handicapées.

Plus d'informations sur [www.elise.com.fr](http://www.elise.com.fr)

#### ■ Société chorale cavalcade Aureilhan 65

15 Rue de la République

65800 Aureilhan

#### Déchets

Pour notre manifestation du 30 avril et 1 mai nous avons acheté des gobelets imprimés à notre logo.

Nous les vendons 1 € avec la boisson, depuis 2 ans.

Depuis moins de déchets de gobelets et de canettes vides dans les rues de notre cité, et les employés municipaux moins de travail.

Le maire et les services techniques nous ont félicités de cette initiative.

#### ■ APED TECH-BasVallespir

14 rue des Merles

66490 Saint Jean Pla De Corts

#### Création d'un centre de collecte pour recyclage des BA13 du BTP

Depuis 2006 (article 12 modifié de l'arrêté du 19/01/2006), les déchets de plâtre ne sont plus admis dans les installations de stockage de déchets inertes (ISDI), sauf de manière diluée non volontairement. Ils doivent être obligatoirement stockés en alvéoles spécifiques dans des centres de déchets non dangereux.

Par contre dans un temps pas si éloigné que cela, il n'y aura plus d'endroits pour enfouir. En outre, cet enfouissement revient très cher plus de 140 € la tonne pour ne pas être traité. Partant du principe que nous pouvons mieux faire, nous avons contacté des entreprises du bâtiment, les instances dirigeantes et avons mis sur pied un système de ramassage par bennes à partir de fin 2011 lors des gros chantiers des BA13/15: etc. sur tout le département des Pyrénées-Orientales. Tous ces déchets de plâtre sont stockés ; triés puis dirigés vers les usines de recyclage. Nous avons aussi demandé au Conseil Régional du Languedoc-Roussillon de participer en imposant lors des gros chantiers régionaux, la mise systématique du tri des plâtres dans les cahiers des charges.

Dans le département des Pyrénées-Orientales il se vend environ par ans 3000 tonnes de plaques avec une moyenne de chutes de 8 à 10 % soit un tonnage à récupérer de 300 tonnes.

Nous espérons élargir dans l'année qui suit au département voisin.

Sur ce projet il y a une économie réalisée par l'artisan de 40 € la tonne et nous recyclons.

#### ■ Régie de territoire du graulhétinois

Place du Languedoc - BP 31

81300 Graulhet

#### Compostage en pied d'immeuble

le principal but de cette action est de développer des solutions de proximité pour la gestion des déchets dans les quartiers d'habitat social. par ce biais, sensibiliser les habitants aux questions environnementales. c'est un projet qui associe les jardins partagés de la ville et la question du compostage des bio-déchets.

sa mise en place représente les intérêts suivants :

- au niveau environnemental : réduction de la quantité des déchets à gérer.

- au niveau économique : économie de collecte et de traitement des déchets.

- au niveau social : occasion pour les habitants de se rencontrer et de partager.

#### ■ ASSOCIATION SEPANGUY

27 bis avenue Pasteur

BP 411

97300 Cayenne

#### Les élèves de CP passent à l'action !!

Dans le cadre du programme pédagogique sur les déchets, la SEPANGUY a accompagné le projet d'un enseignant de la classe de CP de l'école Saint Michel de Matoury, qui souhaitait construire un bac à compost avec ses élèves.

Après un travail autour de la structuration du projet avec enseignant, l'animatrice de l'association est intervenue à plusieurs reprises autour d'animations ludiques avec les enfants sur la découverte du déchet, le devenir de la poubelle, les quantités de déchets jetés et les solutions à mettre en œuvre pour diminuer le volume de la poubelle.

Suite à ces premières séances de sensibilisation, une expérimentation a été proposée aux élèves concernant le devenir des épluchures de fruits du goûter.

Cette expérimentation, accompagnée par enseignant a abouti à la proposition de construction d'un bac à compost pour l'école.

Bac à construire avec du vrai matériel de bricolage par les enfants de CP.

Une fois l'organisation trouvée collectivement et les consignes de sécurité définies par le groupe, nous avons, avec les enfants, l'enseignant, l'aide d'un salarié de l'association GRAINE Guyane et d'une maman construit en deux après-midi un bac à compost. (18 et 19 avril 2011).

Des invitations ont été élaborées en amont par les élèves et le bac a été officiellement inauguré autour d'un goûter de fruits, le 21 avril 2011 en présence d'une élue de la ville, du conseiller pédagogique en EEDD du Recto-

rat de Guyane, des journalistes locaux, des membres de l'équipe éducative et de l'équipe technique de l'école.

Les élèves du CP avaient également invité des élèves représentants les autres classes de l'école, pour qu'ils puissent par la suite informer leurs camarades de la mise en place du bac.

L'aboutissement de ce projet permet à cette classe de CP, d'une part d'aborder les notions de réduction des déchets et de travailler collectivement, en coopérant sur la réalisation d'une solution concrète pour réduire la quantité de déchets de la poubelle.

Et d'autre part de se responsabiliser par l'utilisation d'outils qui sont généralement non accessibles aux enfants de cet âge.

Le bac à compost aujourd'hui fonctionnel incite également les enfants à consommer plus de fruits pour le goûter et le compost réalisé servira cette année ou pour l'année prochaine au projet jardin de la classe.

### Collectivité

#### ■ Ville de LAON

Place du Général-Leclerc  
02000 Laon

#### ***Journées mondiales de l'eau : portes ouvertes à la station d'épuration***

La sensibilisation et l'information font partie des actions menées par la ville de LAON pour améliorer la protection de la ressource en eau et du milieu naturel. À l'occasion de la Journée mondiale de l'Eau, fixée par l'ONU au 22 mars de chaque année, la ville a organisé un événement sur deux jours (pour permettre un plus grand nombre de visites guidées, notamment par les scolaires) en mobilisant le délégataire, les services scolaires, techniques et culturels et l'Association de l'Agriculture Biologique en Picardie avec pour objectif de faire découvrir le cycle de l'eau en milieu urbain et les mé-

tiers afférents aux professionnels (entreprises, industriels), scolaires et grand public afin que chacun prenne conscience du rôle qu'il peut jouer pour préserver la ressource en eau.

Concept: portes ouvertes à la STEP avec stands et animations par une compagnie de théâtre.

Objectif:

Informé et sensibiliser sur la pollution du milieu naturel et des ressources en eau, en montrant les liens avec la vie quotidienne, les activités professionnelles et le travail de gestion assuré par la ville et son délégataire, la Lyonnaise des Eaux, en faisant venir au moins 300 personnes.

Voir la suite en pièce jointe.

#### ■ Ville de LAON

Place du Général-Leclerc  
02000 Laon

#### ***Laon : un contrat global pour l'eau à l'échelle communale***

La ville de Laon (28000 hab), a la particularité d'avoir un territoire étendu entre une ville médiévale perchée sur une butte témoin et une ville basse développée sur la plaine de la craie, sans cours d'eau notable. Avec ses multiples sources, son réseau de galeries souterraines creusées au fur et à mesure de la construction de la ville, sa topographie particulière, l'absence d'exutoire notable pour le rejet des eaux usées traitées et pluviales, la gestion de l'eau est au cœur des politiques de développement durable de l'équipe municipale imposant une vision globale et partagée sur les enjeux et la stratégie à conduire. À ce titre la Ville a souhaité impulser la réalisation d'un contrat global de l'Eau avec le syndicat de rivière et l'Agence de l'Eau Seine Normandie sur la période 2010-2013 pour formaliser les engagements de chacun au travers d'un plan d'actions précis.

Cette organisation particulière facilite la prise de décisions et le suivi de chaque dossier.

En pièce jointe: description et programme d'actions du contrat.

#### ■ Conseil Général des Alpes de Haute Provence

Hôtel du Département  
13 rue du Dr Romieu - BP 216  
04003 Digne Les Bains

#### ***Opération 3 C : compostage dans les cantines des collèges***

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 21 départemental et des projets émanant du Conseil Général des jeunes, le Département des Alpes de Haute-Provence a décidé d'engager une opération de compostage dans les cantines des collèges.

Ce projet consiste à mettre en place des installations de compostage des déchets alimentaires issus des activités de restauration scolaire dans les établissements d'enseignement secondaire qui se sont portés candidats de l'appel à projet initié par le Conseil général. L'Opération 3 C commence en septembre prochain et s'articule autour de 3 axes d'intervention :

1. un accompagnement méthodologique et technique des établissements
2. la sensibilisation et la formation du personnel et des collégiens
3. une communication globale autour du projet

#### ■ Ville de Villeurbanne

Hôtel de Ville - BP 65051  
06960 Villeurbanne Cedex

#### ***Optimisation de l'éclairage public à Villeurbanne***

La Ville de Villeurbanne comprend environ 10000 points lumineux. Elle s'est fixée un travail d'optimisation de l'éclairage public autour de cinq orientations stratégiques :

- réduire la pollution lumineuse grâce à des luminaires qui n'éclairent ni vers le ciel, ni vers les façades en remplaçant notamment les 380 luminaires de type « boules »



- «éclairer juste », c'est-à-dire adapter la puissance à la fréquentation (voitures, piétons) de la voie afin d'éviter de sur-éclairer inutilement des rues
- utiliser des appareils « bi-tension » pour réduire la puissance d'éclairage en milieu de nuit
- utiliser du matériel basse consommation, plus performant
- recycler le matériel usagé et utiliser des matériels « écologiques notamment en travaillant avec des entreprises adjudicataires retenues également sur leur engagement en matière de développement durable. À cet égard, la direction de l'éclairage public préconise les chartes « produits verts » et/ou « Greenlight ». Par ailleurs, elle s'est engagée à remplacer toutes les lampes contenant du mercure et privilégie les peintures exemptes de solvants et de chrome.

#### ■ MAIRIE DE RODEZ

Place Eugène-Raynaldy - BP-3119  
12031 RODEZ Cedex 9

#### ***Rodez, Ville éco-responsable : réduction des déchets produits par l'activité des services municipaux.***

Mise en place du tri des déchets au bureau Achat d'une machine pour le nettoyage des pinceaux et rouleaux de l'atelier de peinture. Achat d'un système pour la récupération des effluents de produit phytosanitaire La Cuisine Centrale de Rodez et la structure multi-accueil « les P'tits Loups » sont équipées de composteurs pour valoriser les déchets fermentescibles produits. Les équipes « entretien des Espaces-verts » utilisent, lors de leurs travaux d'élagage, des broyeur. Ce qui permet une réduction des déplacements et une réutilisation des matériaux pour le paillage des massifs arborés.

#### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

Maison de l'industrie - BP 68  
12300 Decazeville

#### ***Réduire les déchets à la source : compostage collectif dans une résidence privée à Firmi***

Dans le cadre son Agenda 21 local et des mesures de prévention des déchets, le compostage individuel, dans le jardin, s'est largement développé ces dernières années. C'est pourquoi la Communauté de communes a souhaité aller plus loin en initiant une opération de compostage collectif. En collaboration avec des habitants volontaires, elle a installé un composteur en bois d'une capacité de 600 litres à la résidence Fontaine Bleue de Firmi. Chaque volontaire a reçu un « bio-seau » lui permettant d'y déposer ses déchets de cuisine et de les apporter au composteur situé dans le jardin de la résidence. Chacun s'est vu remettre le guide pratique du compostage édité par la Communauté de communes. Au total, ce sont 26 foyers qui compostent leurs déchets de cuisine et plantes d'intérieur. Des « habitants relais volontaires » sont chargés d'assurer la bonne évolution du compostage et d'informer les habitants en collaboration avec la Communauté de communes. Le compost obtenu est valorisé sur place, dans les massifs de la résidence ou dans l'entretien des espaces verts.

#### ■ Collège Onet-le Château

1 avenue des glycines  
12850 Onet-le-Château

#### ***Tri et compostage des déchets de cantine***

Chaque élève trie ses déchets, ceux-ci sont mis à composter sur le site du collège dans des composteurs statiques puis le compost est emmené par les services municipaux pour finir sa maturation et être utilisé par les

espaces verts. Nous gardons une partie du compost pour nos espaces verts et notre verger de sauvegarde.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### ***Le Guide « économisons l'eau en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur »***

Les économies d'eau deviennent un enjeu essentiel dans notre région dans la perspective des changements climatiques futurs. Ce guide sur les économies d'eau, élaboré par le GESPER (GESTion de Proximité de l'Environnement en Région) avec le soutien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'ADEME, est consacré plus précisément aux usages communément regroupés sous le terme « eau potable »

- usages domestiques et assimilés (établissement public consommant plus de 1000 m<sup>3</sup>/an)
- usages municipaux de l'eau (arrosages des espaces verts, nettoyage des espaces publics, fontaines...)

Il vise à :

- Apporter des éléments d'information et de réflexion sur les différents enjeux concernés
  - Faire un tour d'horizon des moyens et des solutions disponibles pour agir
  - Accompagner la définition et la mise en place d'un programme local d'économie d'eau
- Il est destiné principalement aux élus locaux et techniciens des collectivités gestionnaires du service des eaux, mais également aux services techniques et services de l'urbanisme des communes. Les différents acteurs en relation avec les usagers (professionnels du secteur de l'eau, du bâtiment, paysagistes, associations...) pourront également y tirer des éléments d'informations.

- **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Ports Propres en Provence-Alpes-Côte d'Azur**

L'opération « Ports Propres en Provence-Alpes-Côte d'Azur » se présente aujourd'hui comme un véritable dispositif pour l'amélioration de la gestion environnementale des ports de plaisance et de pêche.

Portée par un partenariat réunissant la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, la DREAL, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, les départements littoraux et l'Union des Ports de Plaisance de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la démarche, basée sur le volontariat, consiste à la réalisation d'une étude diagnostic sur la situation environnementale du port, une aide au financement des travaux recommandés par l'étude, une signalétique et une charte graphique, un programme de formation pour les agents publics et privés des ports et enfin une certification « Gestion environnementale Portuaire » délivrée par l'AFNOR. Aujourd'hui, 93 ports sur 130 y ont adhéré (11 ports certifiés: 8 en Provence-Alpes-Côte-D'azur, 1 en Languedoc Roussillon, 2 à Monaco).

La démarche est désormais déclinée au niveau national avec l'engagement de la Fédération Française des Ports de Plaisance dans la charte

« Ports Propres en France » et bientôt au niveau européen au travers le projet SILMAS (développement durable des lacs alpins) et le projet d'intérêt transfrontalier « Ports Riviera » qui permet le financement de la mutation de la certification française en CWA européen.

- **Communauté de communes de l'île d'Oléron**  
55 route des allées  
17310 Saint Pierre d'Oléron

### **Développer des filières locales de valorisation des déchets**

Un des principes retenus de longue date par les élus locaux est celui de traiter localement les déchets produits sur le territoire.

Diverses actions dans le champ de la valorisation locale des déchets ont ainsi été développées. un site d'ampleur a notamment été créé en 2008 à cet effet. l'écopôle de l'île d'Oléron développe :

- un circuit-court de valorisation des déchets bois (les déchets bois des particuliers en déchèteries et des particuliers sont broyés sur place pour alimenter la chaudière bois du centre aquatique local et bientôt d'autres réseaux de chaleur). 6000 tonnes de compost de qualité sont fabriquées à partir des déchets verts des pros et des particuliers. Les gravats issus des chantiers locaux sont concassés et réutilisés. Un nouveau travail d'expérimentation autour de la valorisation des algues d'échouage est en cours. Et la porte est ouverte vers d'autres projets: traitement des mobil'homes et bateaux usagés notamment. Une dizaine d'emplois ont été créés pour mener à bien ces missions.

#### ■ **AYEN**

28 rue des Écoles  
19310 Ayen  
commune de 700 habitants

### **Sensibilisation de la population au tri sélectif et à la réduction des déchets à la source**

Mis en place depuis quatre ans d'une politique volontariste de réduction des déchets à la source et de sensibilisation au tri sélectif dans notre collectivité. Nombreuses actions revitalisées consultables sur le document pdf joint.

- **Conseil Général de la Dordogne**  
2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

### **Réseau départemental des recycleries**

Axe inscrit dans le plan départemental d'élimination des déchets, il s'est développé à l'origine autour de deux structures. L'objectif est de mailler le département (9000 km<sup>2</sup>). Il est en passe d'être atteint puisque Trois nouvelles structures ont rejoint le réseau. Toutes sont issues de l'ESS la majorité d'entre elles ont le statut d'entreprise d'insertion.

Ce projet vise à la fois à faire émerger des nouvelles filières de recyclage des déchets provenant des bennes de tout venant des déchèteries, à créer une activité locale autour de la réutilisation ou le détournement des déchets et à diminuer le tonnage des déchets à enfouir. L'ensemble de ce réseau fait l'objet d'un accompagnement technique et financier

- **Conseil Général de la Dordogne**  
2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

### **Accueil de filières spécifiques en déchèterie**

Les déchèteries de la Dordogne sont ouvertes à tous (professionnels compris). Trois filières font l'objet d'un traitement particulier d'organisation.

Le polystyrène, chaque déchèterie dispose de bornes pour accueillir ce déchet qui est ensuite collecté par une entreprise corrézienne qui le valorise en bille pour drains.

Le textile, comme pour le polystyrène est avant la nouvelle législation, le département a soutenu la mise en place de borne. Les textiles sont collectés par une entreprise d'insertion locale qui effectue un tri de cette matière. Une partie repart pour être filée, l'autre pour être revendu dans un magasin de vêtement d'occasion après d'éventuelles retouches.

Les DEEE, tous les déchets provenant des déchèteries transitent par une plate-forme ou les recycleries viennent s'approvisionner. Le matériel ne pouvant être réutilisé est collecté par un éco organisme pour être démantelé.

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### **Schéma des matières de vidange**

La Dordogne dispose d'un nombre important d'assainissement autonome en raison d'un habitat fortement dispersé. Le département ne dispose pas de capacité de traitement pour valoriser cette matière. Ce schéma découle du PDEDMA.

Le but est de mailler le territoire d'unité de traitement dédiée ou à partir des stations d'épuration existantes, de proposer une tarification homogène et de responsabiliser producteurs et vidangeurs.

Ce schéma a permis l'émergence d'un réseau des techniciens SPANC animé par le service de l'eau du Conseil général. Ce réseau permet d'échanger sur les expériences et les écueils techniques rencontrés

#### ■ Ville de Besançon

2 rue Mégevand  
25034 Besançon Cedex

#### **Des gobelets réutilisables lavés par un C.H.A.T**

Dans le cadre de l'Agenda 21 et de la politique de réduction des déchets et d'insertion sociale, la Ville a mis en place un système de gobelets réutilisables pour les manifestations et événements organisés par les services de la ville ou ses partenaires.

Les gobelets sont fournis par Ecocup, une entreprise nationale faisant appel à des travailleurs en insertion. Le Centre des Handicapés Au Travail a en charge de gérer le stock, de

distribuer les gobelets propres et de récupérer les sales afin de les laver.

Le système fonctionne en appliquant un principe de consigne par gobelet auprès des consommateurs de boissons qui sont libres de restituer ou non leur gobelet. Chaque gobelet manquant est alors facturé à l'organisateur de la manifestation par le C.H.A.T.

Pour l'organisateur, l'opération est neutre budgétairement puisqu'il a encaissé la consigne des gobelets manquants. Il économise même l'achat de gobelets jetables et la gestion des déchets.

Sur le marché de Noël, 50000 gobelets ont été mis en circulation avec environ 10 % des gobelets conservés par le public en souvenir. Pour le CHAT, c'est une vraie nouvelle activité qui démarre et répond à son besoin de diversification.

#### ■ Ville de Besançon

2 rue Mégevand  
25034 Besançon Cedex

#### **Système de récupération d'eau de pluie sur les bâtiments de la voirie**

Un système de récupération d'eau de pluie a été installé sur un bâtiment de la voirie dans le cadre d'un appel à projet lancé par la Région en 2009. Cette opération est exemplaire pour la ville puisque c'est la première installation de cette ampleur mais aussi au niveau régional, voire national puisque peu d'installation de ce type existe en France. En effet, il s'agit de récupérer de l'eau pluviale pour alimenter une partie des engins de nettoyage de voirie qui œuvrent à l'Est de Besançon. En parallèle et à venir, un projet verra le jour à l'ouest pour couvrir d'autres besoins de lavage de voirie.

Le coût total de l'opération s'élève à 57000 euros.

#### ■ COCOPAQ (Communauté de Communes du Pays de Quimperlé)

3 rue Éric Tabarly - Kervidanou 4  
29394 Quimperlé

#### **Opération de promotion de l'utilisation des couches lavables**

Dans le cadre de sa politique de prévention des déchets en partenariat avec l'ADEME, la COCOPAQ s'est engagée à réduire la quantité ainsi que la nocivité des déchets produits sur son territoire. L'opération de promotion de l'utilisation des couches lavables s'inscrit dans le cadre du programme local de prévention des déchets de la COCOPAQ.

La COCOPAQ est la première collectivité territoriale française à promouvoir l'utilisation des couches lavables pour les bébés, à travers un soutien financier. Selon une étude nationale de l'ADEME datant de juin 2009, les textiles sanitaires, représentent plus de 8 % du total de la poubelle d'ordures ménagères, soit 33 kg/habitant/an. L'utilisation de couches lavables est donc l'une des solutions possibles pour réduire la part des textiles sanitaires dans le poids total des ordures ménagères.

Cette action permet de proposer aux parents et aux assistantes maternelles ayant acheté un ensemble de couches lavables neuves ou d'occasions, un soutien financier par virement sur leur compte, sur présentation de leur justificatif d'achat et de la signature d'une charte d'engagement d'utilisation. L'aide proposée varie de 60 à 160 € en fonction du nombre de couches achetées et en tenant compte du nombre d'enfants qui vont les porter (naissances multiples, gardes de plusieurs enfants).

#### ■ INP-ENVT

23 chemin des Capelles  
31076 Toulouse

#### **Mise en place recyclage et gestion des déchets**

Depuis juin 2009, l'école vétérinaire de Toulouse a mis en place le recyclage du papier, carton, bois, ferraille.

En 2010, 30 tonnes de papier, 11 tonnes de carton, 1,5 tonne de bois et 4 tonnes de ferraille ont été collectées.

Les piles, cartouches d'encre sont également récupérées pour le recyclage.

Une étude est en cours depuis début 2011 pour la mise en place du recyclage plastique, verre, boîte aluminium (nourriture animale, canettes boisson).

Le personnel, enseignant et étudiant est sensibilisé par affiches, par mail, par note de service au tri correct des déchets dangereux, au recyclage des déchets et à la réduction des impressions papier (favoriser l'impression systématique recto verso et en noir et blanc).

Une gestion et un suivi rigoureux des déchets dangereux sont maintenant en place.

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse

6 rue René-Leduc  
31505 TOULOUSE Cedex 5

#### **Ressourcerie : mise en place d'une filière de valorisation des déchets à forte plus value sociale**

Ce projet consiste à mettre en place un dispositif de tri, collecte, réparation/valorisation, et vente de déchets encombrants, collectés dans les 6 déchèteries du Grand Toulouse. Pour mettre en place cette nouvelle filière de valorisation des déchets avec une forte plus value sociale, le Grand Toulouse a passé une convention d'objectif de 3 ans (2011-2014) avec le chantier d'insertion porté par l'association la Glanerie.

Cette nouvelle « Ressourcerie » qui fait parti d'une charte nationale – il existe au total 60 Ressourceries en France – intègre dans son fonctionnement les 3 piliers de l'agenda 21.

Ce projet a plusieurs objectifs :

- Contribuer aux objectifs du Grenelle par la création d'une nouvelle filière de traitement/valorisation des déchets (réduction de 8 % les tonnages à l'incinération). Objectif de 8 % de ré-emploi (soit 430 t de déchets valorisés) d'ici 2013.

- Créer un support d'activité en faveur de l'emploi et de l'insertion socio-professionnelle : création d'un chantier d'insertion avec 20 postes réservés à des personnes relevant des minima sociaux (critères des contrats aidés), dont 10 destinés à des personnes inscrites dans le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de l'agglomération toulousaine – P.L.I.E.

- Améliorer les parcours d'insertion et l'accompagnement vers un emploi durable via un « sur accompagnement » proposé par le PLIE – approche globale du parcours d'insertion.

- Sensibiliser un large public aux enjeux à la réduction des déchets.

- Créer de la valeur en commercialisant pour une seconde vie des déchets. Espace de stockage réparation, vente accessible en transports en commun.

- Préserver les ressources naturelles et donc les prélèvements de matières premières en préférant la réutilisation à la mise en déchèterie.

Ce projet s'inscrit dans un projet plus global de lutte contre le changement climatique (action phare du plan d'action immédiat du Plan Climat Énergie Territorial du Grand Toulouse), et de prévention des déchets (programme local de prévention des déchets en cours d'élaboration).

Délibéré en novembre 2010 il sera mis en œuvre le 21 juin sur 2 déchèteries (Monlong, Atlanta), en Octobre sur Turlu et les Cosmonautes, et décembre sur Cugnaux et Ramiers.

Une inauguration est prévue en octobre 2011. La mise en œuvre d'un tel projet est le résultat d'un portage politique transversal fort des commissions (Cohésion sociale, déchets et moyens technique, développement durable, économique et finances) du Grand Toulouse.

La qualité opérationnelle et l'exemplarité de ce projet résultent également du travail transversal collaboratif étroit entre les services Développement Durable, P.L.I.E (porté par la direction Politique de la Ville et Innovation Sociale), et Déchets et Moyens Techniques.

Des sessions de formation des personnels de déchèteries ont déjà débuté de manière à favoriser l'accueil du valoriste en déchèteries et donner du sens à l'ensemble du circuit de traitement/valorisation des déchèteries.

De plus ce projet connaît un rayonnement international via le projet RESSOC porté par les relations internationales avec l'Amérique du Sud. Accompagnement d'un projet de ressource à Managua

#### ■ Communauté d'Agglomération du Sicoval

Rue du Chêne vert - BP 38200  
31682 Labège

#### **Maîtrise de la production de déchets/ Amélioration continue de la collecte et de la valorisation des déchets**

Sur le territoire de ses 36 communes, le Sicoval a mis en place un dispositif performant de collecte, traitement et valorisation des déchets : il propose des solutions pour tous les types de déchets (emballages, déchets verts, encombrants, déchets d'équipements électriques et électroniques, déchets de soins à risque infectieux, piles...). Ce dispositif est complété par de nombreuses actions de sensibilisation auprès du jeune public et des adultes (Animations dans les écoles, sur les marchés de plein-vent, opération « Stop Pub », opérations « élus témoins » et « foyers témoins »...).

Résultats : Depuis 2002, diminution de la production de déchets/habitant et augmentation de la part du recyclage.

Par ailleurs, une optimisation des circuits de collecte des déchets a été faite pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

#### ■ VILLE DE COLOMIERS

1 place Alex-Raymond - BP 30330  
31776 Colomiers Cedex

#### ***Promouvoir la campagne Display auprès des entreprises, associations, mutuelles, coopératives et établissements d'enseignement***

Afficher les performances énergétiques est une première étape vers une prise de conscience, la deuxième étape étant la réflexion collective pour réduire au maximum nos consommations d'eau et d'électricité et nos rejets en CO2. Par la seule sensibilisation, la Commune a réussi à baisser la consommation de l'Hôtel de Ville de 15 %. Le souhait est de mobiliser et de partager cette expérience avec les personnels, les usagers de l'Espace Nautique, des Maisons de Quartier, du Centre Aéré, des établissements scolaires et les chefs d'entreprises...

#### ■ SMICTOM du Nord de l'Arrondissement de Redon

Maison intercommunale  
12 rue Blaise-Pascal  
35580 Guichen

#### ***Opération « Entreprises témoins », les professionnels s'engagent pour la réduction des déchets***

Dans le cadre du programme local de prévention des déchets du Smictom du Nord de l'Arrondissement de Redon, 23 entreprises du territoire ont répondu à l'appel de la collectivité et de ses partenaires pour participer à l'opération « Entreprises témoins ».

Le but de cette opération pionnière en France est d'aider les entreprises (quelles que soient leur taille ou leur secteur d'activité) à réduire la quantité et la dangerosité de leurs déchets mais aussi de mieux gérer ceux qu'elles produisent. Les participants ont pour cela bénéficié d'un diagnostic déchets personnalisé qui a débouché sur des propositions d'actions à mettre en place pour la réduction et une meilleure gestion des déchets dans leur établissement.

Les entreprises étaient réunies en février dernier pour signer leur charte d'engagement dans l'opération. Après une phase de mise en place des actions un nouveau diagnostic va être effectué prochainement afin de mesurer les avancées. À terme, l'expérience devrait permettre à d'autres entreprises du territoire de s'engager sur la prévention des déchets.

L'opération a pu être mise en place grâce au partenariat créé entre le Smictom, l'Union des entreprises 35, la Chambre des métiers et de l'artisanat d'Ille-et-Vilaine, CAPE 137, Performance Bretagne environnement plus, Eisenia et l'Ademe. Elle bénéficie du soutien de l'Ademe et du programme européen LEADER du Pays des Vallons de Vilaine et du Pays de Redon et Vilaine.

#### ■ Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère

32 rue de New-York  
38026 GRENOBLE Cedex 1

#### ***Aquapole***

Les artisans implantés sur la zone Aquapole (Grenoble), bénéficient d'aides à l'investissement pour diminuer leurs consommations et impacts sur l'eau.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère les conseille gratuitement et confidentiellement sur l'environnement. Le conseiller environnement peut réaliser au sein de leur entreprise :

- Un diagnostic environnemental de leur activité portant notamment sur votre utilisation de l'eau et sur leur gestion des déchets. Les préconisations faites durant le diagnostic les aideront concrètement à améliorer la gestion de l'environnement dans leur entreprise en respectant la réglementation.

- Un accompagnement pour l'investissement dans une technologie propre et sobre ou dans la mise en place de mesures préventives.

- Des aides financières pour leurs projets visant à réduire ou prévenir les pollutions. Les aides financières sont valables jusqu'en 2012 : aides à l'investissement dans des technologies propres et sobres : fontaine de dégraissage bio, séparateur à hydrocarbures...

Pour rappel de la loi :

- Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques, dans les égouts publics doit être préalablement autorisé par la collectivité.

- Chaque producteur ou détenteur de déchets est responsable de l'élimination de ses déchets.

- Le chef d'entreprise est responsable des pollutions engendrées par son activité.

Depuis 4 milliards d'années, c'est toujours la même eau que nous utilisons et moins de 0,1 % de l'approvisionnement en eau sur terre peut être utilisé comme eau potable, c'est pourquoi il faut la préserver.

Les effluents les plus polluants perturbent l'équilibre biologique et le bon fonctionnement de la station d'épuration. Cela nécessite un entretien coûteux qui est supporté par l'ensemble des consommateurs d'eau : vous.

#### ■ Commune de Saint-Étienne

Hôtel de Ville  
42000 Saint-Étienne

#### ***Outil de gestion des eaux de surface et souterraines***

Depuis deux cents ans, Saint-Étienne applique une politique de gestion durable pour la protection de sa ressource en eau. Ce mode de gestion est mis en valeur par sa participation

au projet européen Life + SEMEAU. L'objectif vise à mettre au point un outil de modélisation quantitative et qualitative des hydrosystèmes de surface et souterrains, à l'échelle du bassin-versant. Une fois calibré, l'outil pourra être transposé à d'autres sites afin d'élaborer des programmes de mesure adaptés. Saint-Étienne travaille sur l'influence de l'apport et du transfert de phosphates générateurs d'eutrophisation. Le projet SEMEAU répond à une problématique environnementale d'actualité permettant d'assurer la préservation de la qualité des ressources en eau, ou, lorsque nécessaire, leur retour à un bon état écologique.

#### ■ GRAND CAHORS

Hôtel administratif  
72, rue du Président-Wilson  
46000 Cahors

#### ***Le compostage en bas d'immeuble vesteur de lien social***

Le Grand Cahors et la Ville de Cahors ont mis en place une opération expérimentale pour le Lot de compostage collectif dans un quartier de Cahors, la Croix de Fer, composé d'habitat collectif et pavillonnaire, de jardins familiaux et individuels. Cette action a été portée par le centre social du quartier, en partenariat avec le SYDED du Lot, syndicat de traitement des déchets. Pour le centre social, cette opération est le support d'une animation autour de la citoyenneté et du lien social. Elle constitue le noyau d'un projet qui englobera les jardins familiaux, l'amélioration du cadre de vie en développant les jardins de balcon...

#### ■ Mairie de Cahors

73, boulevard Gambetta  
46000 Cahors

#### ***Chaudières bois aux ateliers municipaux***

L'ancienne chaudière, équipement au fuel de 200 kW avec faible rendement a été démontée.

Deux chaudières à plaquettes bois de 100 kW chacune l'ont remplacé. Ces 2 éléments sont entièrement automatisés et fonctionnent en cascade (s'adaptent à la température).

Avec une puissance de 2 fois 100 kW, elles permettent de chauffer 2000 m<sup>2</sup> de bâtiments. Parallèlement des travaux d'isolation ont été réalisés.

#### ■ Mairie de Cahors

73, boulevard Gambetta  
46000 Cahors

#### ***Réduction déchets alimentaires***

En janvier 2007, à l'initiative d'un agent de la collectivité, une méthodologie a été mise en place pour réduire les déchets alimentaires à la cantine du groupe scolaire Jean-Calvet.

Cette initiative est partie d'un constat, d'une observation de sa part: certains enfants ne mangeaient que du pain et il y avait beaucoup de gâchis alimentaire.

Une équipe s'est constituée avec le personnel de la cantine, les instituteurs...

Méthodologie: sensibilisation des enfants, après tri des déchets à la sortie des tables: pesage déchets par catégorie, analyse sur plusieurs mois.

Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de déchets à la fin des repas. Actuellement une charte engageant les enfants à réduire leurs déchets alimentaires est en cours d'élaboration par le conseil municipal enfants. Cette charte permettra de rendre l'action pérenne et transposable dans d'autres cantines.

#### ■ SYDED du Lot

Les Matalines  
46150 Catus

#### ***Promotion du compostage individuel et collectif à l'échelle du département du Lot***

Depuis 2002, le SYDED assure la promotion du compostage en proposant aux habitants

lotois d'acquérir un composteur individuel au prix de 20 € TTC. En 8 ans, cette opération qui a fait ses preuves a permis d'équiper 12500 foyers de composteurs (14,5 % des foyers lotois) et de participer à la réduction des déchets non valorisables.

Le SYDED a décidé de renforcer la pratique du compostage en développant une démarche globale et uniforme à l'échelle du département en intégrant le renforcement du compostage individuel et le développement du compostage collectif: en pied d'immeubles privés ou de logements HLM, au niveau de regroupement d'habitations ou de structures telles que les EHPAD, les lycées/collèges, les écoles...

Il s'agira de proposer un kit de compostage systématiquement associé à un accompagnement des structures qui souhaitent mettre en place le compostage collectif par des conseils et de la formation sur les bonnes pratiques.

#### ■ SYDED du Lot

Les Matalines  
46150 Catus

#### ***Construction d'une unité départementale de co-compostage des boues de station d'épuration***

Le SYDED œuvre pour la construction d'une unité départementale de co-compostage des boues de station d'épuration sur support carboné (végétaux collectés en déchetteries). Cette technique permettra d'assurer le traitement des boues des STEP du département en solution alternative à l'épandage direct mal perçu, en proposant un amendement organique normalisé.

Une attention particulière a été portée à l'intégration environnementale de ce projet qui prévoit in situ le traitement des odeurs, une véritable unité de traitement des eaux intégrée au process, une insertion paysagère (bardage bois) et l'utilisation des énergies renouvelables (capteurs solaires).

### ■ SYDED du Lot

Les Matalines  
46150 Catus

#### **Expérimentation pour le tri des petits déchets métalliques (alu/acier) : pilote d'une expérimentation nationale**

Dans le cadre de la collecte sélective des emballages, il s'avère qu'une quantité non négligeable d'aluminium se retrouve en refus de centre de tri en raison de sa petite dimension (papier d'emballage de fromage, capsules, bouchons...) et est ainsi éliminé avec les déchets non valorisables. Ainsi, dans la perspective de récupérer des quantités supplémentaires de déchets recyclables, le SYDED expérimente sur 60 % de la population lotoise la collecte et le tri des petits emballages métalliques (pilote d'une expérimentation menée au niveau national). En effet, pour ce qui concerne l'aluminium par exemple, il apparaît qu'en plus des bénéfices environnementaux, son recyclage est beaucoup moins coûteux que l'extraction à partir du minerai de bauxite. Il nécessite 95 % d'énergie en moins et une tonne d'aluminium recyclé permet d'économiser quatre tonnes de bauxite. En sautant l'étape de l'électrolyse, qui réclame beaucoup d'énergie, on évite les rejets polluants qui lui sont associés (émission de dioxyde de carbone).

Des adaptations ont été apportées aux équipements du centre de tri et les consignes de tri diffusées aux habitants ont été provisoirement élargies aux petits emballages métalliques (dosettes, couvercles, feuilles d'alu...).

Selon les premiers résultats de cette expérimentation, les quantités d'aluminium récupérées seraient augmentées de près de 40 % et celles d'acier d'environ 8 %.

### ■ Chambre de métiers et de l'artisanat de la Lozère

2 bd du Soubeyran  
BP 90  
48000 Mende

### Peintres Propres en Lozère

Démarche collective environnementale des peintres professionnels pour améliorer la gestion de leurs déchets, optimiser l'utilisation des peintures labellisées et réduire leurs rejets dans l'eau grâce à l'utilisation de machines nettoyantes en circuit fermé.

### ■ Conseil Général de la Nièvre

Hôtel du département  
58039 Nevers Cedex

#### **Le tri des déchets de bureau est fait comme à la maison : papiers, mais pas seulement...**

Le tri des déchets a été introduit sur les sites du Conseil Général situés sur l'agglomération de Nevers à l'occasion de la mise en place de la redevance spéciale par l'agglomération. Pourquoi ne pas trier ses déchets au bureau comme à la maison ? Les déchets triés le sont donc pareillement : sur place des « box » en carton reçoivent dans chaque bureau les papiers, les emballages (corps creux en plastique ou en aluminium, briques alimentaires) sont déposés dans une poubelle de tri jaune à chaque étage, les cartons d'emballage gaufrés sont réunis dans un local spécifique. En trois ans et demi ce sont plus de 63 tonnes de déchets de bureau qui ont été envoyés vers des filières de recyclage. Si la poubelle « jaune » est collectée par les services de l'agglomération, la collecte des « box » de papiers est effectuée par la régie de quartier qui emploie des personnes en insertion professionnelle et envoyée directement en filière de recyclage.

### ■ Ville de Saint-Amand-les-Eaux

Hôtel de ville  
65 Grand'Place - BP 30209  
59734 Saint-Amand-Les-Eaux

### Mise en place d'un système de télé relève des compteurs d'eau

Dans un souci de préservation de la ressource en eau, la Ville de Saint Amand les Eaux, seule ville thermale du Nord de la France, a mis en place un système de télé relève des compteurs d'eau visant à lutter contre les fuites. Les débits d'eau des bâtiments les plus consommateurs, des fontaines et arrosages automatiques sont contrôlés en permanence par ondes radios, ce qui permet de détecter les fuites et les consommations anormales. Toute anomalie est signalée par SMS aux services techniques pour contrôle et intervention éventuelle. Les récepteurs radio installés par la Ville peuvent être utilisés également par les habitants qui souhaitent suivre leur consommation d'eau et réduire leur facture.

### ■ Communauté d'Agglomération Pau-Pyrénées

2 bis Place Royale  
64000 Pau

#### **Collecte test des biodéchets de professionnels**

La Cda Pau Pyrénées a mis en place depuis 2006 une collecte en Pap des déchets verts et biodéchets des particuliers. Afin d'augmenter le taux de valorisation de la matière organique et dans un souci de cohérence entre les consignes de tri à la maison et au travail, la collectivité a décidé d'étudier la faisabilité d'étendre la collecte des biodéchets aux professionnels des métiers de bouche et supermarchés.

Dans le but de réaliser une étude approfondie de l'ensemble des modalités de mise en place d'une telle extension du service, la collectivité a lancé un test de collecte grandeur nature sur 36 établissements volontaires dont les Halles de Pau.

Alors que la réglementation du Grenelle 2 va dans le sens d'une obligation du tri à la source en vue d'une valorisation des biodéchets des

gros producteurs, tant la profession que les collectivités font face à un réel manque d'informations et retours d'expériences dans ce domaine.

Également dans cette situation, la Cda PP a souhaité faire de ce test une opération unique dans la production de données à partir d'une expérience concrète.

Pour cela, plusieurs marchés spécifiques ont été passés pour :

- équiper les selfs service de tables de tri adaptées
- équiper les professionnels en sac en amidon de maïs
- collecter les biodéchets avec une pesée embarquée dynamique (- > pesage individuel des bacs à chaque ramassage)
- caractériser le gisement et expérimenter en essais pilotes différentes méthodes de traitement

Le gros du gisement collecté est composté de façon industrielle suivant un protocole expérimental prévoyant un suivi spécifique des andains.

Une partie du gisement servira également à alimenter un composteur électromécanique Kollvik mis à disposition par l'entreprise pendant la durée du test. De même, un test de lombricompostage est prévu sur la ferme lombricole du Moutta.

Le test a démarré en mars et les résultats sont attendus pour la rentrée.

Quelques articles de presse sur le test : <http://www.sudouest.fr/2011/04/08/bio-dechets-un-test-unique-en-france-365639-756.php>

<http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2011/04/14/l-agglo-veut-faire-du-compost-avec-les-restes-de-la-cantine,189775.php>

[http://www.restauration21.fr/restauration21/2011/04/lagglo-de-pau-teste-la-collecte-des-biod %C3%A9chets-des-professionnels.html](http://www.restauration21.fr/restauration21/2011/04/lagglo-de-pau-teste-la-collecte-des-biod%C3%A9chets-des-professionnels.html)

#### ■ Communauté de communes des Véziaux d'Aure

Rue de la Moulette  
65240 Grézian

#### *Débats citoyens pour la réduction des déchets*

Compte tenu du contexte laissant entrevoir une forte augmentation des coûts de collecte, de transport et de traitement des déchets, l'intercommunalité a décidé de mettre l'accent en 2011 sur la problématique des déchets pour informer et sensibiliser les habitants et pour récolter leurs réactions et leurs idées en vue d'une amélioration sur le territoire.

Pour cela, elle a organisé 5 soirées-débat ouvertes aux habitants des 9 villages.

#### ■ Communauté de Communes Beaujolais Val de Saône

105 rue de la République - CS 30010  
69824 Belleville Cedex

#### *Utilisation du génie végétal pour la restauration des berges de rivières*

Par endroits les cours d'eau subissent une forte érosion qui endommage les berges et perturbe l'écoulement naturel des rivières. La restauration des berges nécessite donc un entretien lourd et coûteux mettant en œuvre du génie civil. La CCBVS a donc opté pour des techniques écologiques et durables. La collectivité favorise systématiquement le génie végétal pour les travaux de restauration. Les différentes techniques existantes (plantation, fascinage, peigne...) permettent de s'adapter à chaque situation et ont de multiples avantages: Maintien d'une diversité maximale d'habitats; maintien d'une morphologie correcte et typique du cours d'eau; maintien d'un ombrage adapté aux exigences de la vie aquatique; coûts inférieurs à ceux du génie civil (enrochement)... Les travaux pilotés par la collectivité est réalisé par une association d'insertion créée par le Département, « Les Brigades vertes ».

#### ■ Communauté de Communes Beaujolais Val de Saône

105 rue de la République - CS 30010  
69824 Belleville Cedex

#### *Opération de compostage domestique*

Suite à un programme « test » sur le compostage domestique en 2009, la CCBVS a souhaité étendre son action à l'ensemble des foyers de son territoire. Afin de réduire les tonnages d'ordures ménagères collectés, de valoriser la fraction fermentescible des ordures ménagères, et de répondre à une forte demande des habitants, la CC a souhaité poursuivre son action et à lancer la seconde phase de son programme en proposant la vente de composteurs individuels. La CCBVS propose, depuis juillet 2010, aux habitants du territoire d'acheter un composteur à prix réduit. En un an, la CCBVS a distribué 270 composteurs. Avec les 50 foyers équipés lors de l'opération test, ce sont 320 foyers équipés par la collectivité soit 7 % des foyers individuels. Les effets de la campagne sont déjà visibles: les utilisateurs constatent une diminution de 30 % à plus de 60 % de leurs ordures ménagères.

#### ■ Conseil Général de Saône-et-Loire

18, rue de Flacé  
71026 Macon Cedex 9

#### *Un composteur électromécanique dans un collège*

La prévention des déchets fait partie des orientations majeures retenues par le Département dans le cadre de la révision du Plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Saône-et-Loire (PEDMA71). Souhaitant contribuer activement à cette politique de réduction des quantités de déchets et ainsi en limiter leurs coûts d'élimination, le Département a souhaité réaliser une opération pilote de compostage collectif des déchets fermentescibles (restes de repas) du restaurant scolaire du collège Saint-Exupéry de Mâcon. Le



composteur électromécanique installé sur le site du collège Saint-Exupéry conduit à une réduction du volume des déchets de l'ordre de 90 %. Le compost produit est ensuite utilisé par les services techniques du collège, en amendement organique, pour la création et l'entretien d'espaces végétalisés. Ce processus biologique de compostage nécessite un bon équilibre entre température et hygrométrie, or certains déchets de restauration contenant une grande quantité d'eau, l'ajout de structurant s'avère ponctuellement nécessaire (sciure, granulés bois...). L'apport de sciure est assuré par une association située à proximité du collège qui travaille le bois. Initialement, ces déchets d'activité étaient évacués en centre de stockage des déchets ultimes. Dans le cadre d'un échange de bons procédés une convention tripartite entre l'association, le collège Saint-Exupéry et le Département de Saône-et-Loire a été signée et définit les modalités de mise à disposition, à titre gratuit, de sciure par l'association.

#### ■ Ville de La Motte-Servolet

36, avenue Costa-de-Beauregard  
73290 La Motte-Servolet

#### **Compostage dans les écoles**

La Ville a lancé en 2008 un programme de compostage des aliments issus des cantines au sein de chaque groupe scolaire. Trois groupes scolaires sont équipés en composteurs et le compost est réutilisé en direct dans les jardins potagers et floraux des écoles (action pédagogique forte auprès des enfants).

#### ■ Université de Toulouse

Route de Teillet - Campus Jarlard  
École des Mines d'Albi-Carmaux  
81100 Albi

#### **CENDROUTE**

Le tri physico-chimique des cendres volantes et résidus d'épuration des fumées d'incinéra-

tion d'ordures ménagères se fait par lavage à l'eau des sels solubles et séparation des minéraux insolubles. Les métaux lourds toxiques sont piégés par traitement thermo-chimique irréversible après réaction de transformation des ions libres en complexes inertes stables. Une route expérimentale a été construite avec les cendres traitées à Dombasles et les analyses des eaux d'infiltration dans le sol sous-jacent donnent des résultats conformes aux normes d'eau potable. La tenue mécanique de la route a montré que les cendres traitées contribuaient à améliorer la stabilité de la chaussée et pouvaient remplacer une partie du ciment. Le sel soluble récupéré est utilisé pour fabriquer de l'eau de Javel, et du bicarbonate de soude.

#### ■ TRIFYL

Les Courtials  
81300 Labessière-Candeil

#### **Des centres de tri nouvelle génération**

Dans le cadre de sa mission de service public, Trifyl apporte une réponse à la question des déchets sur un territoire de 6000 km<sup>2</sup>, s'étendant sur le Tarn et sur une partie de la Haute-Garonne et de l'Hérault. Dès 2003, Trifyl a implanté deux centres de tri, des équipements structurants qui accueillent la collecte sélective de tout ce territoire. En 2011, Trifyl a entrepris de moderniser ces centres et de les rendre complémentaires. L'objectif est de valoriser au mieux la matière pour économiser toujours plus de ressources naturelles et ainsi contribuer à la préservation de l'environnement, mais aussi d'améliorer les conditions de travail des agents, en les impliquant également dans les processus de décision.

#### ■ TRIFYL

Les Courtials  
81300 Labessière-Candeil

#### **La technique du bioréacteur : un modèle de développement durable**

Dans le cadre de sa mission de service public, Trifyl apporte une réponse à la question des déchets sur un territoire de 6000 km<sup>2</sup>, s'étendant sur le Tarn et sur une partie de la Haute-Garonne et de l'Hérault. Pour valoriser les déchets ménagers et assimilés de son territoire, Trifyl a choisi la méthanisation par la technique du bioréacteur. Cette méthode permet d'aller jusqu'au bout de la valorisation des déchets ménagers en les transformant en énergie.

#### ■ Conseil Général du Tarn

Hôtel du département  
Iles G. Pompidou  
81600 ALBI Cedex 9

#### **Le Rudoscope, pour sensibiliser à la réduction des déchets**

Cette exposition événement sur le thème des déchets mêle l'art de la récupération et la pédagogie ; elle suscite un regard aiguisé sur notre société de consommation et elle est accessible aux jeunes comme aux adultes. Elle est composée de 5 espaces pédagogiques ludiques (conte, archéodéchets, musée, magasin, jardin). Elle est programmée de manière itinérante sur le territoire tarnais.

#### ■ Communauté de Communes Tarn et Dadou

Le Nay  
BP80133 - Técou  
81604 Gaillac Cedex

#### **La prévention des déchets : 5 ans pour réussir**

Le Grenelle de l'Environnement impose la réduction quantitative (tonnes) et qualitative (nocivité) des déchets ménagers et assimilés collectés par les collectivités. L'objectif est d'atteindre, au minimum, 7 % de réduction d'ici 5 ans, soit 300 kg par habitant et par an en 2014 au lieu de 330 aujourd'hui.

Afin d'atteindre cet objectif, la Communauté de communes Tarn & Dadou a signé le 1<sup>er</sup> mars 2011 avec l'Ademe et le Conseil Général du Tarn un accord-cadre de partenariat pour réaliser un Programme local de prévention des déchets.

La prévention des déchets consiste à réduire la production des déchets en amont, c'est-à-dire éviter qu'un produit ne devienne un déchet.

Pour ce faire, et dans un premier temps, un diagnostic est actuellement dressé pour identifier les particularités du territoire de Tarn & Dadou (atouts et handicaps...), réaliser un état des lieux de la prévention (actions existantes telles le compostage individuel...), lister les différents acteurs impliqués...

Grâce à la participation de ses 29 communes membres, Tarn & Dadou sera à même d'élaborer un diagnostic au plus près de la réalité du terrain. Ainsi un questionnaire sera adressé à chacune dans les prochains jours pour qu'elles puissent mettre à contribution leur connaissance approfondie de leurs usagers (citoyens et associations mobilisables, pratiques préventives déjà mises en place...) et de leur territoire (atouts et handicaps...).

Quatre thématiques seront abordées :

l'exemplarité de la commune : mise en place d'un agenda 21, réduction des impressions, dématérialisation des documents, pratique des services espaces verts, utilisation de vaisselles réutilisables...

les acteurs de la commune : associations de réemploi/recyclage, environnementales, artisans réparant l'électroménager, commerçants, acteurs sociaux, activités touristiques...

les actions de prévention des déchets à l'intention des particuliers : compostage individuel, récupération et réemploi des textiles, opération « Stop Pub », l'éco-consommation, manifestations éco-responsables.

Les actions de prévention des déchets concernant les activités économiques : diminution

de la production de déchets (redistribution de produits invendables, récupération des palettes, développement de la vente directe, les associations pour le maintien d'une agriculture...).

Une fois ce diagnostic réalisé, un programme d'actions concrètes sera mis en œuvre sur les 4 années à venir avec les partenaires locaux. Ces actions toucheront les ménages mais également les professionnels (artisans, commerçants, institutions...).

#### ■ Ville de Le Séquestre

Place Jules-Ferry  
81990 Le Séquestre

#### *Eco-conso et leviers publics*

Une politique tarifaire incitative  
Jusqu'en janvier 2010, la Communauté d'Agglomération gérait le seul traitement des eaux usées, la gestion du réseau de collecte relevant encore de la compétence des communes. C'est dans le cadre de cette compétence et de son coût, facturé aux séquestrois au titre de la part communale, que la municipalité a développé cette initiative.

La démarche de la commune s'appuie sur un double constat :

1. Les foyers abonnés participent à 55 % de la consommation de l'eau sur la commune.

Au-delà des usages domestiques requérant une qualité sanitaire irréprochable (consommation, cuisine, vaisselle, hygiène corporelle), certains usages n'appellent pas le recours systématique à l'eau potable : l'arrosage, le nettoyage des véhicules et bâtiments, la chasse d'eau.

2. Une analyse de la politique tarifaire de l'eau en 2006 (abonnement 24 € + consommations à 0,15 €/m<sup>3</sup>) a fait apparaître un coût au m<sup>3</sup> plus cher pour les petits consommateurs (notamment en raison du coût de l'abonnement), que pour les gros consommateurs (notamment possesseurs de piscines), dont le

prix payé au m<sup>3</sup> décroît au fur et à mesure des consommations.

Après appréciation de la neutralité d'une nouvelle tarification sur les ressources de la collectivité (nécessaires à l'entretien du réseau de collecte), il a été décidé la tarification suivante :

2007 : suppression de l'abonnement + 0,30 € par m<sup>3</sup>

2009 : suppression de l'abonnement + prix progressif par tranches :

1<sup>ère</sup> tranche pour la part de consommation inférieure à 30 m<sup>3</sup> : gratuité

2<sup>ème</sup> tranche pour la part de consommation comprise entre 30 et 60 m<sup>3</sup> : 0.15 €/ m<sup>3</sup>

3<sup>ème</sup> tranche pour la part de consommation comprise entre 60 et 100 m<sup>3</sup> : 0.25 €/ m<sup>3</sup>

4<sup>ème</sup> tranche pour la part de consommation comprise entre 100 et 150 m<sup>3</sup> : 0.40 €/ m<sup>3</sup>

5<sup>ème</sup> tranche pour la part de consommation comprise entre 150 et 200 m<sup>3</sup> : 0.55 €/ m<sup>3</sup>

6<sup>ème</sup> tranche pour la part de consommation supérieure à 200 m<sup>3</sup> : 0.70 €/ m<sup>3</sup>

#### ■ GRAND MONTAUBAN COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Hôtel de ville  
9 Rue de l'Hôtel-de-Ville  
82013 Montauban

#### *Gestion de l'eau et des déchets*

VERRE :

Le tonnage de verre collecté sur son territoire pouvant être amélioré, le Grand Montauban a lancé en 2010 une campagne d'optimisation du verre. Suite à un état des lieux de son parc de conteneurs à verre, des actions ont été mises en place pour faciliter le geste de tri du verre des habitants.

Une campagne de lavage des conteneurs et d'amélioration des abords des points de tri a été menée pour redonner une image plus valorisante des sites vieillissants.

L'implantation de nouveaux conteneurs a ensuite été décidée dans les secteurs du centre-ville et des nouveaux quartiers ;

Toutes ces opérations ont été accompagnées d'une large campagne de communication (information municipale, article de sensibilisation sur les quotidiens locaux et distribution en porte à porte de sacs cabas de précollecte). Un concours a été lancé auprès des collégiens du département. Leurs productions (affiches et clip vidéo) vont être diffusées pendant l'été 2011. Un site internet est en cours de réalisation pour mettre en ligne une carte des points de collecte sur le Grand Montauban.

Points d'apports volontaires enterrés :

En 2006 le Grand Montauban s'est engagé dans une politique d'optimisation de la collecte de ses déchets, en mettant en place des conteneurs enterrés dans ses quartiers à forte densité.

L'objectif de cette opération est d'optimiser les déplacements des bennes en milieu urbain en proposant aux usagers d'un même quartier de déposer leurs déchets (ordures ménagères et recyclables) sur un site unique et ainsi d'arrêter la collecte en porte à porte en conteneur individuel.

Cela redonne également une image plus harmonieuse de l'espace public urbain libéré de nuisance sonore et visuel.

Cette campagne d'implantation est reconduite chaque année et s'est développée massivement en partenariat avec le Grand Montauban sur l'habitat social.

Valorisation des encombrants :

Le Grand Montauban offre un service de collecte des encombrants sur rendez-vous à ses habitants. Cette prestation est réalisée par une entreprise d'insertion locale. Afin de valoriser ces déchets et de leur donner une seconde vie, ils sont apportés à la déchetterie où ils sont triés.

Le Grand Montauban a signé une convention avec EMMAÛS 82 sur cette déchetterie. Ces

objets réutilisables ou réparables sont stockés dans un abri en bois en haut de quai. EMMAÛS vient les collecter trois fois par semaine. Ces objets sont ensuite remis en état et revendus par EMMAÛS ;

#### ■ SIRTOMAD

Hôtel de Ville  
9 rue de l'Hôtel-de-Ville - BP 764  
82013 Montauban

#### **Gestion des déchets**

Opération Foyer Témoin 2011

- 26 foyers témoins volontaires répartis sur tout le territoire du SIRTOMAD ont appliqué des gestes de réduction des déchets simples à mettre en œuvre au quotidien.

Le premier mois, sans geste de réduction des déchets, ils ont pesé leurs productions de déchets. Les deux mois qui ont suivi, toujours en pesant, ils ont appliqué 4 gestes pour observer la réduction du poids des ordures ménagères. Les résultats obtenus sont les suivants :

- Réduction des ordures ménagères résiduelles de 29 %
- Réduction de 13 % de la production de déchets entre le mois 1 (sans geste de prévention) et le mois 3 (en appliquant 4 gestes de réduction),
- Une moyenne de 60 kg/hab/an de déchets détournés des ordures ménagères par la pratique du compostage domestique.

94 % des foyers témoins ont été convaincus de l'efficacité des gestes mis en œuvre durant l'opération.

#### ■ Mairie de Romainville

Hôtel de ville de Romainville  
4, rue de Paris  
93230 Romainville

#### **Collecte des déchets par aspiration pneumatique sous-terrain**

La Ville de Romainville, avec une mise en service le 15 octobre 2011, est la première

commune française à mettre à disposition de ses habitants un système de collecte des déchets par aspiration pneumatique sous-terrain. Accessible à toute heure et à tous, dont les personnes à mobilité réduite, ce mode de collecte fonctionne par apport volontaire par les habitants de leurs ordures ménagères et de leurs déchets recyclables dans des bornes de collectes situées sur le domaine public, ainsi libéré des bennes à ordures. L'espace public est ainsi rendu aux habitants, qui ne subissent plus les nuisances visuelles et olfactives générées par les bennes à ordures, ni les passages des camions poubelles générant des gaz à effet de serre et des nuisances sonores aux premières heures du jour. Les habitants des logements concernés par ce système de collecte voient de plus leurs charges baisser de 80 à 100 € par an.

#### ■ Conseil Général du Val-de-Marne

Hôtel du Département  
21/29 avenue du Général-de-Gaulle  
94054 Créteil

#### **Le Plan bleu, une politique partagée autour de l'eau**

Situé aux portes de la capitale, le Val-de-Marne est à la fois l'un des départements les plus urbanisés de France et celui où est produite la plus grande quantité d'eau potable à partir des rivières. Fort de son expérience en matière de gestion publique de l'assainissement, le Conseil Général a initié une démarche participative de développement durable, avec le Plan bleu, qui permet de fédérer à horizon 2020 tous les acteurs de l'eau – utilisateurs, gestionnaires ou consommateurs – autour d'une gestion durable de l'eau. Signé en 2009 par 78 partenaires, le Plan bleu se compose d'une Charte de l'eau et d'un plan d'actions, qui favorisent l'engagement de tous, habitants, professionnels et institutionnels, à offrir à l'eau un avenir meilleur dans le Val-de-Marne. Il s'agit de prendre en compte le facteur eau

dans toutes ses composantes environnementales, sociales et économiques : aménagement et urbanisme, qualité des eaux, préservation de la biodiversité, traitement des eaux pluviales, lutte contre les pesticides, coopération décentralisée, récupération des déchets par des associations solidaires, sensibilisation des entreprises et des habitants, développement des activités fluviales, lutte contre les inondations, etc.... En 2010, 249 actions concrètes, tous partenaires confondus, ont été recensées dans le cadre du Plan bleu. Le suivi de la mise en œuvre des actions est actualisé chaque année. Formidable vecteur de mobilisation, la gestion de l'eau concourt ainsi au développement d'une nouvelle culture basée sur les logiques de développement durable.

#### ■ Mairie

1, grande rue Charles-de-Gaulle  
94360 Bry-Sur-Marne

#### **De la pub au « Stop-pub »**

La ville de Bry-sur-Marne a fait imprimer des autocollants « Stop-pub » qui sont mis à la disposition des habitants. Le conseil syndical de « Bry Résidence » s'est porté volontaire pour sensibiliser les 129 logements de sa résidence sur la réduction des papiers publicitaires distribués dans les boîtes aux lettres. Dans la résidence, 86 foyers ont décidé d'apposer l'autocollant « Stop-pub », soit 66 % des boîtes aux lettres équipées, un chiffre record, jamais atteint dans les expériences précédentes, les résultats ne dépassent pas les 15 à 20 % (source Ademe) dans les immeubles ou résidences.

## Entreprise

#### ■ USINE BOSCH RODEZ

ZI DE CANTARANNE - BP3212  
12032 Onet Le Château

#### **Tri sélectif des déchets**

L'usine de Bosch à Rodez a mis en place depuis 2003 le tri sélectif des déchets. Ce tri sélectif a été amélioré ces dernières années et offre aujourd'hui la possibilité aux salariés de trier plus de 45 déchets différents. Notre objectif de « trier mieux » présente un double intérêt pour l'entreprise puisqu'il nous permet d'une part de mieux valoriser nos déchets (diminuer la quantité mise en décharge et favoriser les filières de valorisations matières) mais également d'en réduire leur coût de traitement.

#### ■ ERDF Bourgogne

65 rue de Longvic  
21004 Dijon Cedex

#### **Plan de Réduction et de Valorisation des Déchets PRVD en utilisant la démarche Lean**

Ce plan de Réduction et de Valorisation des Déchets présente l'originalité, en plus de travailler sur la valorisation des Déchets, de rechercher à réduire les déchets à la source en réduisant les différents consommables de type pile, gobelet, papier...

Ce PRVD utilise les outils du Lean avec un DMAIC, une analyse des achats de consommables et des déchets sur plusieurs années, un brainstorming des idées possibles, un classement en fonction des gains et de la faciliter de mise en œuvre, une planification des actions existantes à renforcer, des nouvelles actions à lancer et des nouvelles actions à étudier.

#### ■ Freescale

134 avenue Eisenhower - BP 72329  
31023 Toulouse

#### **Réduction de 50 % de la consommation d'eau pour l'activité industrielle en 10 ans**

L'usine Freescale Semi-conducteurs de Toulouse conçoit et fabrique des composants électroniques de type semi-conducteurs. Dans le cadre de la fabrication de ces composants et pour assurer le fonctionnement de notre site, nous avons besoin de grandes quantités d'eau de ville.

Depuis les 10 dernières années, nous avons conduit des programmes ambitieux d'optimisation de nos installations et de réduction de notre consommation d'eau afin de préserver les ressources naturelles. Les actions conduites se sont concentrées sur l'optimisation des besoins en eau des zones de fabrication et des installations techniques.

#### ■ Freescale

134 avenue Eisenhower - BP 72329  
31023 Toulouse Cedex 1

#### **Une politique et des actions concrètes de revalorisation des déchets chez Freescale**

Le site Freescale Semiconducteurs de Toulouse conçoit et fabrique des composants électroniques de type semi-conducteurs. La fabrication de ces millions de composants de haute technologie génère près de 600 tonnes de déchets industriels par an.

Dans le cadre de notre politique rigoureuse de préservation de l'environnement, nous cherchons à valoriser au maximum ces déchets. Nous utilisons donc des filières spécifiques pour chaque type de déchet. Ceci nous conduit à utiliser près de 50 filières différentes de revalorisation et de recyclage. Celles-ci vont de la revalorisation énergétique au recyclage matière.

Ceci nous permet de recycler et de revaloriser plus de 95 % de l'ensemble de nos déchets produits! Le pourcentage restant correspondant à des déchets banals (décharge classe III) pour lesquels il n'existe pas de filière adaptée aujourd'hui.

#### ■ EASYTRI

29 chemin du chapitre  
31100 Toulouse

#### **Collecte et recyclage des déchets**

Easytri est une société toulousaine spécialisée dans la gestion des déchets en entreprise et lors des événements publics. Ce service dédié aux entreprises permet à celle-ci de mettre en place le tri sélectif des consommables dans leurs locaux. Un ensemble d'outils ont été développés pour faciliter la démarche et sensibiliser les salariés à agir pour la planète à partir de leur bureau. La collecte se fait une fois par mois, les matières sont pesées, détruites pour assurer la confidentialité et envoyer dans les filières de recyclage. Easytri fait la différence en offrant un service de qualité à ces clients. Easytri propose également des enlèvements ponctuels des déchets de bureaux de tous types pouvant gêner les entreprises ne sachant pas comment les traiter ou voulant les recycler.

#### ■ NATAÏS

DOMAINE DE VILLENEUVE  
32130 Bezeril

#### **Gestion et optimisation de l'irrigation**

Nataïs, leader Européen du maïs à éclater s'approvisionne auprès de plus de 200 producteurs de la Région Midi-Pyrénées et Aquitaine. La démarche « Agriculture Durable » de Nataïs et de ses producteurs s'articule autour de 3 principaux axes :

- La gestion et l'optimisation de l'irrigation
- La préservation et l'amélioration de la fertilité des sols (diminuer l'érosion)

- La recherche d'alternatives aux traitements insecticides contre la pyrale, principal ravageur du maïs à éclater, par l'utilisation de la lutte biologique.

La réduction de la consommation d'eau passe par la mise en place d'un programme « Gestion et Pilotage de l'Irrigation » avec le soutien financier de l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Pour la saison 2011, 37 sondes capacitatives permettant de connaître l'évolution de l'humidité du sol de 0 à 50 cm de profondeur ont été installées sur toute la zone de production de pop-corn. Un réseau de mesures par ces sondes particulièrement important permet un déclenchement des irrigations au meilleur moment et assure ainsi une pleine efficacité des apports d'eau. Ce réseau animé par 3 techniciens du service Partenariat Agronomique de Nataïs permet à tous les producteurs de s'approprier ces informations techniques et de suivre les conseils d'irrigation individualisés (équipement d'irrigation, type de sol, stade de développement du pop-corn, variété...). Cette démarche qui encourage les producteurs à gérer l'irrigation de façon responsable devrait permettre de réduire de 20 % les apports en eau d'irrigation tout en maintenant les niveaux de rendements et de qualité du maïs à éclater.

#### ■ ERDF Direction des Opérations Ouest

6 place Mellinet  
44000 Nantes

#### **Expérimentation transformateurs à huile végétale**

En 2008, les douze premiers transformateurs à huile de colza ont été installés en France en Poitou-Charentes. Cette innovation vise à remplacer l'huile issue de produits pétroliers par un produit fabriqué à partir de ressources renouvelables. Après une année et demi de fonctionnement sur le réseau, les résultats des premiers prélèvements sont encourageants et démontrent la bonne tenue de l'huile végétale.

#### ■ ECOLAVE DÉVELOPPEMENT

SARL Ecolave Développement  
18 Bis avenue de la Vertonne  
44120 Vertou

#### **Ecolave : le lavage automobile écologique sans eau**

Ecolave est une société spécialisée dans le lavage automobile écologique, à domicile pour les particuliers et sur site pour les professionnels. Ecolave propose différentes formules alliant lavage extérieur et lavage intérieur du véhicule, complétées par différents services comme la rénovation des tissus et des phares ternis. La société se développe en franchise et compte 50 centres répartis sur tout le territoire.

La société contribue concrètement au développement durable et à la gestion plus que raisonnée de l'eau de par son concept. Ecolave repose sur une alternative à l'utilisation de cette ressource naturelle. Quand le nettoyage traditionnel des voitures nécessite jusqu'à 300 l d'eau, Ecolave nettoie les véhicules à sec (seulement 500 ml à 1 l d'eau sont nécessaires pour diluer le produit dont sont imprégnées les lingettes réutilisables). La société est ainsi exemplaire dans la gestion de cette ressource naturelle. L'aspect environnemental est également au cœur du métier Ecolave. Les produits utilisés sont en effet biodégradables, sans aérosol ni produit toxique.

#### ■ EDF Délégation Immobilière Régionale Manche Mer du Nord

253 boulevard du Leeds  
59000 Lille

#### **Urinoirs sans eau**

Les urinoirs sans eau, nouveau modèle écologique et propre, font de plus en plus d'adeptes. Qu'il s'agisse d'organismes ou d'entreprises (restaurants, galeries marchandes, stades, écoles, tours commerciales, aires d'autoroutes, etc.), ils sont nombreux à

prendre conscience des avantages de cette nouvelle technologie. Des économies d'eau et geste écolo certes mais aussi une réelle économie financière. Le FM s'attarde désormais sur ce nouveau procédé sanitaire. Un test d'installation d'urinoirs sans eau sur des travaux à Avranches va être lancé. Un REX (Retour d'Expérience) sera fait ultérieurement. Comment ça marche ?

La surface des urinoirs est enduite d'un gel qui assure la vidange de l'urine. le fluide biodégradable empêche les odeurs de se propager. L'entretien du « système urinoir sans eau » est limité au versement quotidien d'un peu d'eau dans l'urinoir.

#### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam - CS 60007  
59777 Euralille

#### **La météo des déchets**

Les collaborateurs d'ERDF Manche Mer du Nord sont incités à trier et réduire leurs déchets. Pour cela un challenge interne a été mis en place sur une multitude de sites, animé par une « météo des déchets » qui présente très visuellement les bons ou mauvais résultats. Des prix incitatifs (500 à 2000 €) récompensent les équipes mais sont aussitôt versés à des associations environnementales locales.

#### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam - CS 60007  
59777 Euralille

#### **Tout se recycle au bureau !**

Alors que papier, piles, cartouches sont couramment collectés et recyclés, une 2<sup>e</sup> vie n'est que rarement donnée aux ustensiles de bureau.

ERDF MMN leur offre de devenir un jour des arrosoirs, des pots à crayons ou autres grâce à une collecte spécifique. Ainsi des bacs sont installés sur les sites de travail et dédiés à

la récupération des stylos, marqueurs, sur-ligneurs, correcteurs, règles. L'entreprise contribue ainsi au premier programme de recyclage d'instruments d'écriture organisé par BIC et TERRACYCLE.

Ce geste de tri permet en parallèle de baisser le poids des poubelles et son impact. De plus, 0,02€ par objet collecté sont versés à une association.

#### ■ CACG

Chemin de l'Alette  
65000 Tarbes

#### **Épuration par lagunage naturel et filtre à roseaux avec forte variation de charge**

L'objectif de cette solution était de supporter les fortes variations en effluents subies par la commune de Marciac dans le Gers, où le festival internationalement connu de Jazz in Marciac provoque le quintuplement des apports en eaux usées sur une période de 15 jours, ce qui était difficilement absorbé par un système d'épuration classique (biologique).

Le recours proposé par la CACG, est un aménagement de 2 lagunes de 3.2 Ha au total couplé à 2000 m<sup>2</sup> de filtres à sable plantés de macrophytes fonctionnant de manière séquentielle permet depuis 2007 d'absorber en continu sur l'année ce pic de pollution de manière naturelle en limitant les coûts d'exploitation, tout en respectant le niveau de qualité de rejet autorisé.

Le dimensionnement large des installations doit permettre d'accompagner et d'absorber le développement futur de l'habitat résidentiel ainsi qu'une augmentation de la fréquentation festivalière.

#### ■ CACG

Chemin de l'Alette - BP 449  
65004 Tarbes Cedex

#### **Une gestion durable des ressources en eau grâce au système Neste**

La CACG a la responsabilité de la gestion du Système Neste. Ce groupe de retenues d'eau alimenté par le Canal de la Neste lui permet de veiller à l'équilibre entre les ressources disponibles et les besoins.

Par cela même, elle assure le maintien d'un niveau d'eau et d'un débit suffisant dans les rivières pour assurer la vie de la faune et de la flore locale, tout en répondant à la demande des usagers (eau potable, industrie, économie agricole, etc.).

Pour ce faire, la CACG a développé les moyens techniques et humains nécessaires à l'économie des ressources en eau : technologies de télégestion, contractualisation des prélèvements, maintenance et surveillance des ouvrages, concertations autour de la « Commission Neste » pour des réflexions sur l'utilisation et le partage des ressources.

#### ■ CORTES JOSE ARTISAN

11 Rue Georges-Braques  
66400 Ceret

#### **Recyclage des plâtres**

Mise en place dans le VALLESPIR d'une unité de stockage en vue du recyclage des plâtres du BTP. La société CORTES au vu de l'article 12 modifié par l'arrêté du 19/01/2006 QUI INTERDIT LA MISE EN INSTALLATIONS DE STOCKAGE DES INERTES (ISDI) récupère par un système de doubles bennes les déchets de plâtres dans les chantiers du BTP.

Ces déchets sont expédiés dans des usines de traitement des gypses et ce mécanisme revient moins cher que l'enfouissement (environ 20 %).

### ■ LOCABENNES CORTES

11 rue Georges-Braques  
66400 Ceret

#### **Ramassage simplifié des déchets du BTP dans les villes**

Lauréat du 5<sup>e</sup> concours régional « stars & métiers du Languedoc-Roussillon » 2011 de l'innovation artisanale à savoir/un caisson amovible « à compartiments » de 10 à 30 m<sup>3</sup> version déchets industriels banals. En effet, ce caisson à deux compartiments trouve sa place et sa justification dans des gisements de déchets du BTP collectés dans des lieux particuliers (centre-ville et lieux protégés) mais aussi dans des sites où il est demandé de mieux trier en économisant l'espace tel les campings, les centres commerciaux et certaines déchetteries.

Ces caissons sont aussi avantageux pour des manifestations telles : foires, marchés...

Ce projet mis en place depuis peu dans les Pyrénées-Orientales est aussi partant pour le concours national de Paris et donne de bons résultats sur les collectes.

Ce système permet une économie financière de 55 % sur apports dans les centres de valorisation.

### ■ ERDF Rhône-Alpes Bourgogne

26 rue de la Villette  
69003 Lyon

#### **Recyclage solidaire des panneaux de comptage électrique entreprise**

Il s'agit d'un nouveau service expérimenté sur la région Rhône Alpes Bourgogne depuis fin 2010.

Ce service consiste à proposer au client entreprise de prendre en charge le recyclage de leur panneau de comptage. Lors du remplacement du comptage.

ERDF procède au démontage de l'ancien tableau, expédie le panneau à une entre-

prise prestataire (Association des Paralysés de France) qui assure le recyclage du panneau. Ce qui évite toute pollution par rejet dans la nature et évite l'encombrement, souvent constaté, des locaux techniques des clients.

### ■ BTI

2 rue Denis-Papin  
81160 Saint Juery

#### **BETTY-BOX : le recyclage rémunéré**

Conçue et développée par la société BTI (Briane-Toutut-Ingénierie) située dans le Tarn à Albi, la « Betty-Box » est une machine extraordinaire, unique en son genre :

1. elle trie automatiquement tous les emballages ménagers de quelque nature qu'ils soient

2. et elle compose également un dispositif de rémunération des apporteurs, par virement bancaire ou bons d'achat.

Des capteurs et des caméras détectent la forme, la matière et le poids de chaque emballage déposé avant de la diriger vers la benne correspondante, sans aucune intervention humaine. Les apporteurs citoyens se voient gratifiés ou rémunérés pour chacun des emballages qu'ils apportent : bouteille verre ou plastique, canettes, boîtes de conserve, tétra-packs, etc.

Destinée aux Collectivités ou aux supermarchés pour une utilisation grand public ou le renfort technologique des installations de tri, Betty-Box est une solution économique, pédagogique, environnementale, pour développer à la fois le gisement de matériaux récupérés et la qualité de son tri.

### ■ ERDF

Tour Winterthur  
92085 Paris-La Défense

#### **Valorisation des Déchets du Déploiement des compteurs Linky**

L'objectif est de minimiser l'impact sur l'environnement des déchets générés par la pose des compteurs communicants.

La phase d'expérimentation du déploiement des compteurs Linky a généré environ 500 Tonnes de déchets (anciens compteurs, autres déchets électriques, emballages). En phase généralisation, cette quantité pourrait s'élever à 60 000 Tonnes environ. L'action a permis de :

- Traiter les déchets de l'expérimentation (300 000 compteurs Linky déployés courant 2010) pour en tirer un maximum d'enseignements pour la généralisation, tout en favorisant le taux de valorisation et les secteurs protégés, adapté et d'insertion,
- Préparer la généralisation de Linky, avec le lancement d'un projet de R & D en partenariat avec le pôle de compétitivité AXELERA (Chimie & Environnement), des industriels, des laboratoires, le secteur protégé. L'objectif est de maximiser le taux de valorisation, d'utiliser les matériaux recyclés pour fabriquer les nouveaux compteurs et d'associer le secteur protégé dans cette innovation.

#### **Autre**

### ■ CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NICE COTE D'AZUR

20 Bd Carabacel - BP 1259  
06005 Nice Cedex 1

#### **Gestion des déchets des entreprises**

La Chambre de commerce et d'industrie s'est engagée auprès des entreprises, pour les aider à améliorer la gestion de leurs déchets (tri - valorisation - réduction à la source). 3 actions principales ressortent du plan d'actions :

1. Le PAC Déchets renforcé est un programme d'accompagnement collectif destiné à aider 50 entreprises de tous secteurs d'activité à :

- Réduire les dépenses et les contraintes liées à la gestion des déchets
  - Identifier les actions à engager pour réduire la quantité de déchets produits
  - Améliorer la valorisation des déchets
  - Bénéficier d'une aide à la mise en œuvre des actions identifiées
  - Anticiper sur les réglementations à venir
2. Pré-diagnostic déchets gratuits  
776 pré-diagnostic ont été effectués dans les entreprises du 06. Ces pré-diagnostic permettent d'effectuer :
- un inventaire quantitatif et qualitatif des différents déchets produits par l'entreprise ;
  - un bilan général financier des dépenses liées à la gestion des déchets
- À l'issue de l'audit effectué dans l'entreprise des préconisations sont données pour optimiser la gestion de ces déchets et réduire la quantité générée.
- Données issues des pré-diagnostic réalisés :
- 78829 tonnes de déchets générés sur les entreprises visitées
  - 25362 tonnes triées avant pré-diagnostic
  - 22003 tonnes supplémentaires potentiellement triables après pré-diagnostic, dont essentiellement :
    - 3632 tonnes de cartons
    - 897 tonnes de film plastiques
    - 1790 tonnes de papier
    - 4232 tonnes de fermentescibles
  - Taux de valorisation global après préconisations : 60.1 %
3. Renforcer le tri et la valorisation sur les zones d'activités  
La CCI a travaillé sur 7 zones d'activités du département :
- ZI de Saint Laurent du Var : mise en place d'une collecte de carton et de papier
  - ZA de St Jeannet Gattières : mise en place d'une collecte de carton
  - ZAC Villeneuve Loubet : mise en place d'une collecte de film plastique et de carton

- ZAC la Roubine et la Frayère à Cannes : en prévision mise en place d'une collecte de carton
- Parc d'activités de la Plaine à Mougins : en prévision mise en place d'une collecte de carton
- ZA de la Fènerie à Pégomas : amélioration des collectes déjà mises en place
- ZA de la Festre sud à St Cézaire : mise en place de contenants supplémentaires pour le tri du carton

#### ■ Parc naturel régional des Grands Causses

71 boulevard de l'Ayrolle - B.P. 50126  
12101 Millau Cedex

#### *Accompagnement technique et financier aux projets de méthanisation agricole*

Depuis 2007, le Parc naturel régional des Grands Causses accompagne techniquement les porteurs de projet de méthanisation agricole sur son territoire. Grâce au soutien financier de la Région Midi-Pyrénées et de l'Europe (FEDER), le Parc a lancé une étude de faisabilité pour un projet collectif territorial de onze exploitations agricoles autour de Millau et un projet individuel dans le secteur de Camarès. Les résultats de l'étude étant concluants, le Parc accompagne les porteurs de projet dans la recherche d'un assistant à maîtrise d'ouvrage/développeur.

En parallèle, le Parc apporte son expérience acquise sur la méthanisation en intervenant régulièrement auprès d'élus, de professionnels et d'étudiants.

#### ■ Caisse d'Allocations Familiales

24 Rue Riquet  
31046 Toulouse Cedex 9

#### *Récupération et recyclage du papier*

La Caisse d'Allocations Familiales de la Haute Garonne utilise un volume de papier important. Dix millions de feuilles papier, soit l'équi-

valent du chargement d'un gros camion, sont consommées chaque année, afin de notifier, informer et transmettre des informations aux allocataires, aux partenaires ainsi qu'aux collaborateurs.

#### ■ INP-EIP

École d'ingénieurs de Purpan  
75 voie du TOEC  
BP 57611  
31076 Toulouse

#### *Tri sélectif à tous les étages*

Mise en place d'un tri sélectif dans les bureaux des salariés et dans les bâtiments scolaires.

#### ■ Lycée Bellevue d'Albi

98 rue du Roc  
81000 Albi

#### *Recyclons nos ordinateurs*

Les élèves et l'équipe éducative du lycée Bellevue expérimentent le recyclage des vieux ordinateurs pour équiper de nouvelles salles performantes et de nouveaux accès avec serveur et postes en « clients légers » sous Linux et logiciels libres. Ce système permet d'importantes économies, un meilleur accès pour les élèves, une convivialité et des échanges accrus entre élèves et équipe éducative. De nombreuses perspectives de valorisations et d'échanges s'ouvrent.

#### ■ Tarn Habitat

Office Public de l'Habitat du Tarn  
2, rue du Gal-Galliéni  
81011 Albi

#### *ECO 4 Eau/réduction des consos eau/locataires*

Après une expérimentation mise en place en partenariat avec l'ARPE.

Installation d'équipements hydro-économes (mousseurs, douchettes) sur près de 4000 logements dans 1 première phase. Soit 1 éco-



nomie moyenne de 15 % d'eau/an. Mise en place d'1 équipe de 2 techniciens pour ces installations en cours, complétées par un traitement systématique des fuites. sensibilisation auprès des locataires concernés + info sur magazine locataires (8200).

Fin des travaux prévus pour 3<sup>e</sup> trimestre 2011. opération de 350000 € financée par Tarn Habitat, le conseil général et la région + participation/locataires (charges).

#### ■ Tarn Habitat

2, rue Gal-Galliéni  
81011 Albi

#### **Collecte et valorisation des encombrants**

Mise en place de collectes et valorisation des encombrants, en pied d'immeubles collectifs (soit 8200 logements concernés): marché public passé avec des entreprises d'insertion.

#### ■ CCI de Montauban et de Tarn et Garonne

22 allées de Mortarieu - BP 527  
82065 Montauban

#### **Ecologie Industrielle et Territoriale en Tarn-et-Garonne**

Réalisation d'une opération « écologie industrielle et territoriale » sur tout le département menée de concert avec la Région et l'ADEME auprès de 50 entreprises locales. Les premiers diagnostics ont permis de faire émerger des synergies entre les entreprises de sorte qu'elles :

- mutualisent leurs achats/expéditions (diminution des coûts de transport et donc des rejets de dioxyde de carbone),
- réutilisent ou valorisent entre-elles, ou avec les collectivités ou le monde agricole, leurs résidus de production (vapeur, chaleur, effluents, déchets).

Des synergies sont déjà en œuvre et de nombreuses autres devraient voir le jour dans les prochaines semaines.

#### ■ CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DES VOSGES

Cité de l'artisanat et de l'entreprise  
22 rue Léo-Valentin CS80019  
88027 Épinal Cedex

#### **SOVODEB : une gestion des déchets des professionnels**

SOVODEB est un service de proximité et à moindre coût pour l'élimination des déchets professionnels sur le département des Vosges. Les TPE et PME des Vosges ont accès à un réseau de 26 déchèteries.

# ÉDUCATION ET CITOYENNETÉ

Information, communication,  
sensibilisation, démocratie locale, culture

## Association

### ■ Comité Départemental Olympique et Sportif de l'Aisne (CDOS 02)

3 rue William-Henry-Waddington BP-44  
02003 Laon

#### *Le Jeu Sport Nature*

C'est un jeu de société créé par le CDOS-Aisne et la Commission Sports de Nature, permettant une éducation à l'environnement par la découverte des sports de nature. Cette finalité est recherchée auprès du public sportif de nature mais aussi des jeunes scolaires non pratiquants ou des jeunes des centres d'accueil (public cible 8-18ans).

Le jeu se matérialise par un plateau magnétique pliable de 1 m x 1 m, reposant sur un chevalet afin d'exposer le plateau de jeu au public.

7 pions magnétiques représentant des sportifs de nature et 1 dé de jeu (15 cm<sup>3</sup>) permettent aux équipes de se déplacer sur le plateau.

Le déplacement se fait dans 7 milieux : Ciel, Lac/Étang, Cours d'eau, Champ, Prairie/Bocage, Coteau calcaire, Bois/Forêt. Les équipes répondent à des questions relatives à la nature, au sport ou au respect. Une case de « validation » est présente sur chacun des 7 milieux. L'équipe qui valide le plus de milieu remporte la partie.

Une Malle Pédagogique accompagne le jeu, elle est constituée d'ouvrages sur les milieux naturels, de chartes de bonne conduite et autres informations. Elle permet d'approfondir les explications et d'illustrer les propos.

Le Jeu Sport Nature se veut être un moyen ludique de connaître le milieu naturel, les sports

de nature et les règles de bonne conduite à respecter. Les dimensions sociales, éducatives, environnementales et sportives font de cette initiative un projet novateur et d'ampleur durable (situé entre l'environnement, l'économique et le social). L'entrée de ce jeu se veut être le domaine du sport, cependant, c'est avant tout un outil de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au respect.

### ■ Regard nomade

24 avenue du Général-de-Gaulle  
09000 Foix

#### *Encourager la pratique du Développement durable*

Très présente depuis la création du Festival Résistances, la thématique de l'environnement et du développement durable a été traitée de nombreuses fois comme au travers des thèmes « Voiture contre nature », « L'environnement à l'épreuve du développement », « Alternatives locales » ou encore « H<sup>2</sup>Eau, mon amour » traité en 2010. L'environnement est au cœur des préoccupations de la société et bien entendu du festival.

L'association s'entoure de personnes et de collectifs aussi soucieux qu'elle de l'environnement pour organiser le Festival Résistances. À travers le tri des déchets, l'achat de gobelets réutilisables ou encore de produits issus de l'agriculture biologique, le festival souhaite agir pour un environnement plus sain en ayant une attitude plus respectueuse.

Le tri des déchets :

Nous avons communiqué à la communauté de commune du Pays de Foix notre désir de trier l'ensemble des déchets produits pendant

le festival, cette dernière a alors évalué nos besoins et mis à notre disposition des conteneurs à verre. Ces conteneurs ont permis un tri rapide des déchets « verre » produits à la buvette et au restaurant du festival.

Nous avons, de notre côté, acheté des poubelles de tri (papier, emballage, verre) que nous avons disposées dans les locaux de l'association mais également sur l'ensemble du site du festival pour faciliter le tri au public.

En cuisine également, le tri des déchets avait toute sa place, avec un tri des déchets verts et tout venant. Les déchets verts ont été entreposés par la suite dans un composteur.

Achat de gobelets :

Depuis 2007, l'association louait des verres réutilisables à l'association « Elemen'terre » située à Toulouse. En 2010, nous avons décidé de réaliser nos propres verres, pour cela nous avons fait appel à la société Ecocup. Nous avons commandé 500 verres aux couleurs du festival pour un montant de 400 €.

Très appréciés par notre public, il nous faudra réinvestir dans l'achat de verres pour l'édition 2011 du festival.

Buvette « bio » et équitable :

Une grande partie des produits proposés à la buvette du festival est issue de l'agriculture biologique ou raisonnée : bière biologique, jus de pomme, vin... Ces produits sont transformés à 40 kilomètres autour de Foix, une consommation locale qui permet de diminuer les transports et ainsi les émissions de CO<sub>2</sub>, cela permet également de développer l'économie locale.

D'autres produits disponibles à la buvette proviennent de la Biocop de Foix, comme par exemple le thé, le café ou le sucre. Tous ces produits sont certifiés « bio et équitable ».

Restauration « bio » :

Comme chaque année, nous avons fait appel au restaurateur « Aux petits oignons » pour préparer les repas proposés au public et à l'équipe du festival.

Midi et soir, un repas équilibré et bio est préparé par une équipe de 5 personnes dans un souci d'équilibre. Au menu le midi, salades diverses et variées, viandes froides, charcuterie, dessert maison, et le soir, entrée, plat chaud et dessert maison.

Le matin, pour les bénévoles, un petit déjeuner leur était proposé, ces produits - lait, thé, café, cacao, pain, confiture - ont été achetés « en gros » à la Biocop Mirabelle de Foix dans un souci de qualité mais aussi d'économie.

Toilettes sèches :

Nous avons souhaité, dans un premier temps, créer nos propres toilettes sèches, puis devant la tâche à accomplir, nous avons choisi de travailler en collaboration avec une association de la région qui possède un parc de toilettes sèches. Nous avons donc loué une caravane aménagée en toilettes sèches au festival de musique « Terre de couleurs » situé à Daumazan sur Arize.

Nous avons mis à disposition du public, une caravane avec 3 cabines de toilettes. Gérées par une équipe de bénévoles passionnés, les toilettes sèches ont connu un fort succès, le public a tout de suite adhéré à cette initiative.

Le festival propose une programmation « Jeune public », ce qui amène des CLAE et centres de loisirs sur le site, soit plus d'une centaine d'enfants chaque jour. Ces enfants accompagnés de leurs animateurs ont pu visiter les toilettes sèches et comprendre leur fonctionnement.

Une éducation au développement durable confortée par une exposition qui a été mise en place par l'association « Terr'eau ». Celle-ci avait pour objectif d'expliquer le fonctionnement des toilettes sèches, du compostage et plus généralement des techniques d'assainissement écologique afin de réduire notre

empreinte écologique. Cette exposition était visible les 10 et 11 juillet, soit pendant le thème « H<sup>2</sup>Eau, mon amour » devant l'espace Toilette sèche.

Le site Internet :

Le site Internet du festival <http://festival-resistances.fr> est un élément essentiel de la communication du festival, c'est un outil qui permet l'information avec un impact environnemental minime. Le site est réactualisé régulièrement, à l'approche du festival il l'est quotidiennement. Sur le site nous mettons en ligne le programme horaire téléchargeable, ce qui permet une diminution des supports « papier ».

Les newsletters que nous envoyons au public du festival et professionnels de l'audiovisuel permettent également de réduire la quantité de papier utilisée.

Nous avons demandé une participation de 2€ aux frais du catalogue afin de limiter le gaspillage. Nous n'utilisons plus de courrier papier à l'exception des invitations à la soirée d'inauguration.

Label Imprim'vert et FSC :

Depuis plusieurs années l'ensemble de nos documents de communication (catalogues, cartes postales ou programmes) sont imprimés chez des imprimeurs certifiés « Imprim'vert ». ces derniers répondent à un cahier des charges très strict pour réduire les impacts environnementaux liés aux activités de l'imprimerie : gestion des déchets chimiques, des encres, stockage sécurisé des déchets, non-utilisation de produits toxiques...

L'un de nos imprimeurs est également certifié FSC, il permet notamment une gestion durable des forêts, un prélèvement réfléchi, la plantation d'arbres (reboisement), ainsi que le respect de la biodiversité et des peuples autochtones.

Hébergement en camping :

Les bénévoles impliqués dans l'organisation du festival sont hébergés au camping le plus proche du site, un grand espace leur est réservé pour 10 jours.

Un système de navettes existe entre le camping et le centre de la ville, permettant un transport collectif. Les navettes municipales étant rares passé une certaine heure, et les bénévoles n'ayant pas tous une voiture personnelle, le covoiturage s'est instauré tout naturellement. Chaque jour, les bénévoles organisent leur transport avec leurs collègues.

#### ■ District de l'Ariège de Football

3 Avenue St-Jean  
09100 Pamiers

#### **Label Citoyen des écoles de Football et Journées du Respect**

Le District de Football de l'Ariège s'est engagé sur un programme endémique de développement durable sur son territoire rural et montagnard. Celui-ci est axé sur l'éducation et la mise en place de nouvelles solidarités, pour faire face aux contraintes socio-économiques de l'Ariège.

3 Axes servent de fil conducteur : Respect des autres, de soi et de l'environnement.

2 actions fortes : Le Label Citoyen des écoles de Football (Cahier des charges permettant d'attester une politique de club : Eco-club, label vivre ensemble, et label éducation sportive).

Les journées du Respect, identifiées comme journées nature par le conseil régional de Midi Pyrénées.

#### ■ Centre de Formation à la Randonnée

5, rue de l'Église  
09220 Auzat

#### **La Rando, c'est rigolo !**

Former à la randonnée les enfants comme des grands !

Mettre en œuvre un cycle de formation à la randonnée pédestre adapté aux besoins et possibilités des enfants et des jeunes.

Si la formation répond à des critères de progression technique elle ambitionne de

construire auprès des stagiaires des comportements qui prennent en compte les trois piliers du développement durable :

- connaître, comprendre et préserver le milieu géographique et humain, support de l'activité (responsabilité écologique)
- connaître, comprendre et s'organiser pour agir dans le but de maintenir les équilibres économiques fragilisés par les conditions macro-économiques imposées aux zones rurales de montagne (responsabilité économique)
- connaître, comprendre et s'adapter aux réalités culturelles et sociales des occupants des espaces traversés... (responsabilité sociale)

#### ■ Scouts et Guides de France

10 impasse Sainte-Victorine  
13003 Marseille

#### **Protection de la Forêt méditerranéenne**

Chaque été, des centaines de jeunes (14-20 ans) participent au dispositif de prévention contre les incendies dans les Bouches-du-Rhône et le Var.

Les jeunes coordonnent eux-mêmes les différentes missions qui leur sont confiées par les autorités locales. Patrouilles pédestres ou véhiculée, pour informer le public, être une présence visible et donc dissuasive, sensibiliser les promeneurs. Vigie pour surveiller les massifs forestiers et donner l'alerte en cas de fumée suspecte.

Les jeunes communiquent par radio, doivent lire une carte et donner des coordonnées exactes aux pompiers, doivent informer le public de la réglementation concernant l'accès aux forêts et l'emploi du feu.

Ce projet a donc pour objectif d'amener les jeunes à agir concrètement pour la protection de l'environnement, dans un cadre où ils sont reconnus et remerciés par les adultes. Les jeunes apprennent à prendre de vraies responsabilités dans une action d'intérêt public.

#### ■ CPIE - Côte Provençale

596 avenue des Calanques  
Parc du Mugel  
13600 La Ciotat

#### **ECOREM : Espace COLlaboratif de Ressources en Éducation au développement durable en Méditerranée**

##### DESCRIPTION :

Ecorem est une plateforme collaborative pour l'éducation au développement durable (EDD) en Méditerranée. Il est apparu qu'il existait un fort besoin d'échanges et de motivation pour réaliser des actions concertées. Ecorem a ainsi pour vocation de

- Favoriser le développement de projets d'information, de sensibilisation, d'éducation et de formation relatifs à la modification de comportements pour un développement durable,
  - Contribuer aux échanges entre les différents acteurs de l'EDD,
  - Favoriser l'accès aux ressources scientifiques, techniques et pédagogiques,
- Ecorem est un projet collaboratif impliquant des partenaires institutionnels, collectivités, réseaux et experts qui contribuent à son développement.

Le travail en mode collaboratif va plus loin que le travail collectif (qui se contente de se répartir les tâches) : il part du principe que chacun sans être expert du sujet peut apporter un éclairage nouveau. Chacun peut ainsi participer à la construction de la plateforme : en donnant son avis, en partageant des ressources ou des événements.

##### PUBLICS :

Au-delà des éducateurs et enseignants, ce sont tous les acteurs et usagers du milieu marin et littoral méditerranéen qui sont concernés : scientifiques, techniciens de collectivités, professionnels au contact du public... Toute personne ayant besoin d'informations sur l'éducation au développement durable ou souhaitant partager ses connaissances.

#### ORGANISATION DE LA PLATEFORME :

Ecorem se décline en un Espace ressources et des Espaces projets.

L'espace ressource est un portail vers toutes informations utiles en EDD spécifique à la Méditerranée : scientifiques, pédagogiques, techniques, juridiques, méthodologiques, etc.

Il est ainsi possible de consulter

- La base de données Ecorem, que chacun peut enrichir en proposant ses contenus,
- Un moteur de recherche, qui permet d'interroger les ressources de nos partenaires,
- Un annuaire des membres d'Ecorem facilitant ainsi les relations entre acteurs.

Les espaces projet : Ecorem propose à tout porteur de projet d'ouvrir un espace projet, « mini-site » internet dédié à la collaboration. Les membres du projet peuvent bénéficier de formations à l'utilisation de leur espace projet mais aussi à toute une palette d'outils du web collaboratif.

L'ensemble des ressources, de l'annuaire et de l'agenda Ecorem est partagé avec tous les espaces projets.

La première rencontre d'Ecorem a lieu le 4 octobre à Marseille et devrait accueillir près de 100 personnes issues de la Méditerranée française et on l'espère au-delà. Ecorem a en effet pour ambition de développer un réseau de plateformes collaboratives sur le bassin méditerranéen dans les années à venir.

#### ■ CREPAN comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature en Basse-Normandie

104 rue d'Authie  
14000 Caen

#### **Découverte tactile de la nature**

Le Crepan propose depuis quelques années des sorties sur le terrain pour un public mixte : voyants et non-voyants.

Nous explorons surtout les lasses de mer et, côté campagne, les haies du bocage...

Les personnes aveugles guident celles qui voient dans leur exploration tactile souvent maladroite. Une coopération s'établit au bénéfice de tous.

À partir de l'étude de terrain, les différents aspects de la biodiversité et de son intérêt sont discutés.

#### ■ La responsabilité de l'homme est débattue.

CPIE Vallée de l'Orne  
Enceinte de l'Abbaye aux Hommes  
14054 CAEN Cedex 4

#### *Éco appart*

Le projet a consisté à aménager et animer un appartement témoin sur le quartier de la Grâce-de-Dieu à Caen. Cet appartement aménagé en espace de vie quotidienne est un lieu de sensibilisation et de prévention, à destination des habitants.

Il aborde de nombreux thèmes dont : la gestion des consommations (économies d'énergie et eau, tri des déchets), la santé et l'hygiène (qualité de l'air intérieur, alimentation, accidents domestiques, entretien écologique...), la gestion d'un budget, l'alimentation...

#### ■ Entreprendre Pour Apprendre Basse-Normandie

2 rue Claude-Bloch BP-15205  
14074 CAEN Cedex 5

#### *Des mini-entreprises éco-responsables*

Entreprendre Pour Apprendre Basse-Normandie, en partenariat avec le Conseil Régional de Basse-Normandie et l'académie de Caen développe un dispositif pédagogique entrepreneurial : la mini-entreprise. Des élèves de 3<sup>e</sup>, de lycées et des apprentis créent et développent une entreprise pendant un an. Le projet d'entreprise doit comporter une démarche éco-responsable afin de sensibiliser les élèves à l'éco-citoyenneté et à la démarche RSE. En 2011, la mini-entreprise FRIG'ARTS de l'Institut Lemonnier à Caen (lycée) a remporté le prix du développe-

ment durable décerné par l'ADEME au championnat national des mini-entreprises (600 mini-entreprises en France en 2010-2011). Leur projet consiste à réparer des réfrigérateurs qui auraient été destinés au rebut, les relooker et les commercialiser à bas prix à des étudiants ou à des associations caritatives.

#### ■ Auxois FM

MJC  
Avenue Jean-Jaurès  
21150 Venarey-les-Laumes

#### *Et pour vous le DD c'est quoi*

Sur la base du constat que les citoyens ont souvent une méconnaissance de la définition du développement durable, ou qu'ils ont du mal à concrétiser cette vision ou même encore qu'ils ne connaissent pas les actions prenant en compte le développement durable, est née cette idée d'une émission dédiée aux actions locales.

Centrée sur l'interview d'acteurs locaux ayant mis en œuvre une opération allant dans le sens d'un développement durable, l'émission était un échange de questions réponses mettant en avant l'approche globale, transversale et durable des projets.

L'émission s'est déroulée durant un peu plus d'un an. La fréquence était d'une émission par mois (rediffusée chaque semaine). Elle passait sur les ondes d'une radio locale (Auxois FM) et était mise à la disposition d'autres radios locales.

L'émission s'est arrêtée suite au déménagement de l'animateur.

#### ■ Cinéma l'Étoile

Rue de la Halle au Blé  
21210 Saulieu

#### *Les Mardis du Développement Durable*

Une fois par mois, un mardi, est projeté un film sur un thème lié au développement du-

nable avec après la projection un débat organisé avec un ou plusieurs intervenants.

#### ■ CPIE du Périgord-Limousin

Le château  
24360 Varaignes

#### *Sensibilisation et éducation au développement durable*

Notre centre accueille toute l'année des classes découvertes, des groupes d'adultes, des colonies, des centres de loisirs et le grand public sur différentes thématiques. Quelles que soient les thématiques proposées, nous sensibilisons les groupes au développement durable, à la découverte de la nature et du patrimoine du nord Dordogne.

#### ■ 2bouts

22 place du Salin  
31000 Toulouse

#### *Éducation, sensibilisation à la construction écologique*

Par ses actions de formations et de sensibilisation à la construction écologique, l'association souhaite contribuer à une plus grande responsabilisation du citoyen dans son action et ses choix au quotidien et amplifier sa connaissance et son esprit critique sur les questions de développement durable liées à l'habitat et au secteur du bâtiment. Lorsqu'on sait que l'habitat est consommateur de 28 % de l'énergie et émetteur de 23 % du CO<sub>2</sub>, un certain nombre de mesures peuvent être prises par les citoyens eux-mêmes pour permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre l'effet de serre.

Dans le cadre de son projet initiation, sensibilisation des jeunes et des adultes à la construction écologique, l'association 2bouts s'attache à sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux du développement durable et de notre terri-

toire en garantissant un accès facile, peu onéreux, ouvert à tous, sans discrimination.

L'association propose :

- des actions de sensibilisation, éducation, initiation auprès du grand public (organisations d'ateliers pratique (briques de terre crue, terre/paille, adobe...) lors d'évènements publics

- des interventions avec les écoles (visite d'un bâtiment éco-autonome et atelier éco-construction)

- la mise en place de moments de sensibilisation, d'ateliers avec des jeunes issus des quartiers prioritaires (chantier éco-construction avec les jeunes permettant la réalisation d'une infrastructure utile au lieu d'accueil : ex : toilettes sèches, abris vélo, cabanon...)

- des actions de sensibilisation, éducation, initiation auprès d'un public adulte

- soirées d'information générale

- soirées d'initiations théoriques

- stages pratiques

Outres ces temps dédiés exclusivement à la sensibilisation à la construction écologique, l'association joue son rôle de passerelle des alternatives en répondant quotidiennement aux sollicitations du public sur cette thématique. À travers son site Internet et son local situé au centre-ville de Toulouse, le public a facilement accès aux informations.

#### ■ Ambition Toulouse 21

Palais consulaire, 2 rue Alsace-Lorraine  
31000 Toulouse

#### **Les entreprises toulousaines éco-actrices du Plan Climat**

L'association Ambition Toulouse 21 qui regroupe une vingtaine d'entreprises toulousaines, dont Airbus, ATR, le CNES, Veolia environnement ou La Poste, a édité un livret regroupant l'ensemble des bonnes pratiques environnementales mises en place dans chacune de ces entreprises. Les 3 thématiques abordées sont le transport, les activités ter-

tières et le bâtiment. Ce livret a pour mission de contribuer à l'élaboration du Plan Climat territorial mis en place par le Grand Toulouse en 2011. Nous espérons que cette contribution inspirera d'autres entreprises et nous souhaitons nous inscrire dans une démarche de transmission de bonnes pratiques.

#### ■ ARPE Midi-Pyrénées

Maison de l'Environnement  
de Midi-Pyrénées - 14 rue de Tivoli  
31000 Toulouse

#### **Petits-déjeuners/débat de l'ARPE**

Les petits-déjeuners/débat sont des conférences de 2h en lien avec les problématiques d'actualités ayant pour vocation l'information et la sensibilisation d'un large public.

L'ARPE s'attache à proposer aux publics, en direct et en différé en vidéo sur Internet, des informations fiables, de sources scientifique et/ou institutionnelle. Accessibles à tous et gratuits, ils permettent la découverte ou la mise à jour des connaissances sur des sujets environnementaux/énergie/DD, d'identifier les acteurs clés du territoire et de prendre connaissance d'expériences déjà menées.

L'accent est porté sur la convivialité, les échanges et les rencontres entre les membres du public composés d'entreprises, d'associatifs, de collectivités, d'étudiants et de particuliers. Une large place est laissée au débat et des échanges riches, reflets de la diversité du public ont lieu à chaque matinée.

En 2010, 6 débats ont abordé des thématiques aussi variées que la méthanisation, l'habitat « durable », la rénovation énergétique dans l'habitat individuel...

Ils ont permis d'accueillir plus de 500 personnes « physiquement » et ont été visionnés plus de 2300 fois en différé sur internet.

Ils sont financés par la Région Midi-Pyrénées en partenariat avec l'Ademe et l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

#### ■ PRATICS-CNAM

CNAM TOULOUSE  
39 Allée Jules-Guesde  
31000 Toulouse

#### **Congrès de lycéens franco-espagnol**

Organiser un congrès de jeunes lycéens d'Andalousie et de milieu rural de Midi Pyrénées et les intégrer à une réflexion sur les problèmes de la planète (biodiversité, écosystème...) liés à l'activité humaine.

L'objectif n'est pas de culpabiliser mais de responsabiliser les jeunes pour modifier les comportements, inciter aux gestes éco citoyens, les éduquer au civisme pour un développement durable.

C'est aussi le moyen de croiser les cultures et initier des échanges.

#### ■ REFLETS

43 rue BAYARD -  
31000 Toulouse

#### **Bien dans mon assiette**

Bien dans mon assiette est un espace scénographié dédiée à l'alimentation, Cette exposition, installée ponctuellement au cœur de lieux de vie des habitants des quartiers de la ville, est animée par deux spécialistes de l'éducation à l'environnement et au développement durable.

Il s'adresse à un large public (des plus jeunes aux seniors) et aborde l'alimentation de façon ludique et interactive par le biais de quatre regards croisés :

- Regard de l'historien géographe, pour faire le point sur l'évolution de l'alimentation à travers le temps et le monde.

- Regard du scientifique, pour comprendre les réactions utilisées dans la conservation et la préparation de nos aliments.

- Regard du cuisinier pour affûter ses sens et redécouvrir les saveurs.

- Regard de l'agriculteur, pour comprendre comment sont produits les aliments présents

dans nos assiettes et leurs impacts sur l'environnement.

Manipulation de jeux, dégustation, approche sensorielle et expérimentale, sont autant de supports qui permettront au public de réfléchir sur les enjeux individuels et collectifs de nos choix alimentaires :

- environnement (impact climatique de la production et du transport de nos aliments, pollution de l'eau et des sols, impact sur la biodiversité)
- santé (nutrition, équilibre alimentaire, stockage des sucres rapides dans le corps, colorants alimentaires, etc.)
- économie (produits de saison, circuits courts, importation et exportation d'aliments, etc.)
- société (origine des habitudes alimentaires, évolution des modes alimentaires au cours du temps, différences selon les pays).

« Bien dans mon assiette » donne des clés au visiteur pour comprendre la complexité de ce thème et lui permet de faire des choix plus renseignés dans sa vie, présente ou à venir, de consommateur. Cet espace a déjà accueilli plusieurs centaines de visiteurs : scolaires, retraités, animateurs en formation, centre de loisirs, Institut Médico-éducatif, centres sociaux, etc.

#### ■ ARPE Midi-Pyrénées

14 rue de TIVOLI  
31068 Toulouse

#### **Outil méthodologique Agenda 21 au lycée**

Outil méthodologique « Agenda 21 au lycée » en ligne sur le site de l'ARPE Midi-Pyrénées et proposé dans le cadre de l'Appel à projets de la Région « Projets d'avenir », rubrique agenda 21.

Lutte contre le réchauffement climatique, solidarités entre les individus, les territoires et les générations, préservation des ressources naturelles, qualité de vie, consommation respon-

sable : pour répondre à ces défis planétaires majeurs, l'ARPE Midi-Pyrénées propose un outil méthodologique et pédagogique d'éducation au développement durable « Agenda 21 au lycée ».

Cet outil web, conçu à partir d'une expérimentation menée auprès de 3 lycées de Midi-Pyrénées propose à l'établissement de s'engager dans des actions pérennes, visant à réduire les impacts de la communauté scolaire sur l'environnement et à développer les actions solidaires au niveau socioculturel et économique, au lycée.

L'outil méthodologique « Agenda 21 au lycée » réunit de nombreuses ressources, pour encourager les acteurs de la communauté scolaire à mettre en œuvre des actions éducatives au lycée, vers un développement durable.

Il propose notamment une méthodologie en 6 étapes, avec :

- Des conseils en termes d'organisation humaine pour aboutir progressivement à une mobilisation effective des acteurs du lycée et des partenaires du territoire à associer,
- Trois diaporamas de sensibilisation au développement durable, à la préservation de l'environnement et au développement humain (rapport des enjeux, conseils d'actions au lycée, ressources web pour « aller plus loin »),
- Des questionnaires simplifiés pour établir des états des lieux dans les 10 domaines proposés : eau, solidarités, énergie, diversité culturelle, déchets, citoyenneté, achats, santé/qualité de vie, mobilité, Indicateur de Développement Humain (IDH) au lycée,
- Des suggestions d'analyse des résultats des enquêtes pour l'élaboration du programme d'actions,
- Des exemples d'actions à engager à court terme et à long terme,
- Des tableaux de bord pour organiser le programme d'actions, le suivre en continu, évaluer régulièrement la situation globale, mettre

en perspective les objectifs et les résultats obtenus.

Pour concilier enjeux planétaires et objectifs pédagogiques, cet outil suggère des clés de réussite permettant d'articuler l'approche globale et l'action locale, les intérêts individuels et l'intérêt général, une démarche d'établissement avec des projets d'enseignement, dans un esprit coopératif : un projet d'éducation pour les jeunes écocitoyens de demain.

#### ■ Centre de Formation Saint Joseph TOULOUSE

85, rue de Limayrac, BP 25202  
31079 TOULOUSE Cedex 5

#### **Formation diplômante de technicien en énergies renouvelables**

Nous proposons la première formation diplômante dans le milieu des Énergies Renouvelables de tout le SUD de la France.

Le titulaire de la mention complémentaire technicien en énergies renouvelables est un électricien ou un climaticien spécialisé dans la mise en œuvre d'équipements fonctionnant avec des énergies renouvelables et permettant d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.

Les énergies renouvelables principalement concernées sont : le solaire photovoltaïque, l'énergie éolienne, le solaire thermique, la biomasse (notamment le bois énergie), les pompes à chaleur...

Ce technicien est capable de :

- Identifier les besoins du client,
- Vérifier les faisabilités de l'installation dimensionnée par le bureau d'étude,
- Répartir les activités au sein d'une petite équipe et assurer l'interface avec les autres corps d'état,
- Installer les équipements,
- Raccorder l'installation aux réseaux,
- Faire les réglages, les tests nécessaires et la mise en service de l'installation,
- Présenter le fonctionnement et l'utilisation de l'installation au client,

Assurer la maintenance préventive et corrective de l'installation.

#### ■ Cie Professeur POUPON

61 rue St-Jean  
31130 Balma

#### **Entomologie et arts plastiques, une sensibilisation à l'environnement pour tous les publics par Cie du professeur Poupon.**

Créée en mars 2009, la Compagnie du Professeur Poupon propose une approche sensible aux questions environnementales. Notre travail se nourrit des créations de Roger-Pierre Poupon, artiste plasticien, inventeur de petites bestioles fabriquées à partir de minuscules objets de récupération. La Cie mène trois types d'actions complémentaires.

1. « Les Visites au professeur POUPON ». Le public est convié à une surprenante promenade entomologique, à la découverte d'une partie de la collection de bestioles du professeur Poupon... C'est un spectacle humoristique et pédagogique, entre réel et imaginaire, où l'on rencontrera le Rosaliohm des Alpes et autres Copulatohm.

2. Les interventions pédagogiques, permettent de mettre en action les imaginaires de chacun, à travers divers ateliers plastiques et/ou scientifiques autour du monde des insectes. Les participants construisent leurs propres bestioles et leur imaginent une vie.

3. Les expositions, donnent à voir des spécimens et leurs biotopes créés par Roger-Pierre Poupon, une ode aux surprises de la nature.

La biodiversité, la connaissance des insectes, leurs mœurs, leurs rôles, etc., sont quelques-unes des thèmes abordés dans le cadre de nos actions.

Pour plus d'informations sur nos actions et les découvrir en images, notre site :

[www.professeur-poupon.com](http://www.professeur-poupon.com).

#### ■ Association des jardiniers de Tournefeuille

Maison des Associations  
31170 Tournefeuille

#### **La biodiversité sur des jardins familiaux**

Sur un jardin familial qui regroupe déjà plus de 80 familles et qui est ouvert au grand public, nous avons développé un jardin de la biodiversité.

Celui-ci décrit les aménagements utiles pour la faune et la flore locale et en particuliers les insectes pollinisateurs et la microfaune du sol (Terrascope, hôtel à insectes, mare...)

Nous accueillons de nombreux visiteurs : enfants des écoles, des CLAE, des personnes âgées et des personnes fragiles. Des visites sont organisées pour faire découvrir la biodiversité et son importance pour la survie des hommes.

Les techniques de jardinage naturel sont développées sur le jardin (pas de pesticides, paillages, rotation...), l'économie d'eau favorisée (récupérateurs, paillage, plantes peu demandeuses...) et nous avons construit des toilettes sèches.

Chaque année nous participons à la semaine pour une alternative aux pesticides. Nous militons dans ce sens dans le cadre de l'agenda 21 de la ville

#### ■ Coteaux 21

12, chemin des mottes  
31180 Saint-Geniès-Bellevue

#### **Les citoyens au service de la collectivité**

Nous avons créé l'association Coteaux 21 pour fédérer les compétences citoyennes de l'intercommunalité des Coteaux Bellevue (à côté de l'Union) pour les mettre au service de la mise en place concrète d'action de terrain ayant une action positive vis-à-vis des grands enjeux du développement durable.

Nous agissons aussi bien en interaction avec les citoyens qu'en interaction avec les élus des communes, intercommunalité, pays Tolosan.

Nous avons entre autres :

- organisé la démarche Agenda 21 de la commune de St-Geniès-Bellevue qui a été reconvenue en Juin 2009 par le ministère

- organisé plusieurs salons et film/débats sur les grands enjeux du développement durable

- participé à la création d'une AMAP sur Castelmaurou

Nous sommes en train de créer :

- une coopérative d'achat de produits non périssables, locaux et sains

- une coopérative de production d'énergie renouvelable sur Montberon

- un réseau ZÉRO DÉCHET VERT pour valoriser dans nos jardins nos déchets verts, brûler notre propre bois et éviter aux collectivités d'avoir à ramasser ces coupes vertes

Nos status nous engagent à :

- Soutenir les actions de développement durable dans les coteaux de Bellevue

- Promouvoir, participer à l'établissement des diagnostics et actions Agenda 21, partager les expériences

- Collecter, diffuser et partager les pratiques durables auprès des citoyens et des institutions

- Offrir des moyens de partage, d'échange et d'information sur le développement durable Plus d'infos sur [www.coteaux21.org](http://www.coteaux21.org)

#### ■ Elemen'terre

45 rue de Chaussas  
31200 Toulouse

#### **Association pour des solutions éco-logiques et éthiques sur les événements en Midi Pyrénées**

Elémén'terre s'est créée dans le but d'apporter des conseils et des solutions concrètes aux organisateurs de festivals et autres événements autour de la question de l'environnement et de



l'économie sociale et solidaire. L'association œuvre sur la région Midi-Pyrénées.

Les objectifs sont de :

- Promouvoir et accompagner l'engagement écologique et éthique des organisateurs d'événements et de manifestations en Midi-Pyrénées.

- Rendre accessibles au plus grand nombre et à moindre coût des moyens, des outils et des savoir-faire pour adopter une démarche éco-responsable.

- Réduire les déchets à la source et permettre l'économie de matières premières grâce à l'utilisation de matériels réutilisables et lavables mutualisés.

- Généraliser le système des gobelets consignés et des objets réutilisables en apportant un soutien logistique et technique dans une démarche d'éducation à l'environnement.

- Créer et gérer des outils pédagogiques pour la mise en place du tri et la gestion des déchets.

- Mettre en lien les organisateurs et les structures permettant d'améliorer l'impact environnemental et social de l'événement.

- Sensibiliser le grand public aux pratiques de consommation responsable et lui permettre de diminuer son empreinte écologique.

- Développer une gestion environnementale globale des manifestations (transport, énergie, approvisionnement, déchets, etc.)

Pour ce faire ces services s'articulent actuellement autour de trois axes :

La mutualisation de matériels réutilisables et écologiques.

La création et diffusion d'outils éco-logiques permettant la sensibilisation aux pratiques éco-responsables.

La mise en réseau et accompagnement à la gestion environnementale des festivals.

#### ■ **Toulous'Ethic**

125 chemin du Sang-de-Serp,  
31200 Toulouse

#### **Festival de l'image Allant Vert**

Le Festival de l'image Allant Vert est un festival de création vidéo de format court (moins de cinq minutes) sur Internet consacré aux problématiques du développement durable.

Le festival de l'image Allant Vert a pour but de sensibiliser le grand public par une démarche divertissante en associant la réflexion sur le développement durable et la créativité culturelle. <http://www.festival-allantvert.com>

La thématique change à chaque édition. Celle de la première édition (2008-2009) a été « la consommation responsable ». La seconde édition (2009-2010) a traité le thème « Les transports et la mobilité ». C'est un événement grand public, sans limite d'âge, ni de localisation.

Le Festival possède trois catégories de participants :

- les espoirs de l'image (professionnels ou semi-professionnels)

- les amateurs

- la jeunesse (centre de loisirs, établissements scolaires de la région Midi-Pyrénées).

- et deux catégories de vidéo

- La fiction

- Le reportage

Le Festival a été créé dans le but de sensibiliser au mieux les participants (vidéastes) et les « spectateurs » (internauts). Dans la conception et l'organisation même de l'événement, Toulous'Ethic a intégré des exigences environnementales, sociales et économiques et ce dans une démarche globale d'éco-événement. Ainsi en partenariat avec l'Ademe, nous réalisons un éco-bilan et le Bilan Carbone de l'événement. Les « réalisateurs » sont mis eux aussi à contribution et doivent remplir un formulaire « Bilan Carbone », afin que soient comptabilisées les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la réalisation des vidéos.

Utiliser les outils d'aujourd'hui pour passer les messages de demain. La vidéo et internet permettent de toucher le plus grand nombre et ont démocratisé la création multimédia.

#### ■ **Cumulo Nimbus**

8, rue du Chairedon  
31300 Toulouse

#### **Ma petite planète s'anime, réalisation de 15 films d'animation sur l'environnement par et pour le jeune public**

Né suite au succès du premier film d'animation de sensibilisation à l'environnement, Les Poubelles s'en mêlent, réalisé en 2006 par Cumulo Nimbus avec des jeunes de l'association drômoise la Fourmière, le projet Ma petite planète s'anime débute en 2008.

L'objectif principal du projet est de permettre à des enfants et adolescents de 6 à 16 ans de s'exprimer sur des sujets environnementaux par l'intermédiaire de la réalisation d'un film d'animation, tout en s'adressant avec leurs mots à d'autres enfants.

En pratique, les réalisateurs en herbe sont confrontés à une problématique environnementale, écrivent collectivement une histoire qui se transforme avec l'aide de Cumulo Nimbus, en scénario et story-board. Une fois le plan de tournage déterminé, les décors et les personnages sont fabriqués par les enfants, qui apprennent ensuite à leur donner vie, image par image, sous la caméra et avec l'ordinateur. Le cinéma d'animation, pluridisciplinaire, créatif, original, valorise chaque participant qui devient un porte-parole écocitoyen à part entière.

De 2008 à 2011, 15 films d'animation de 5 à 8 minutes ont été réalisés avec 300 enfants de la région Midi-Pyrénées, grâce au soutien de l'ADEME, la DREAL, La Mairie de Toulouse, La Communauté d'agglomérations du Grand Toulouse et la Région Midi-Pyrénées, sur des thématiques aussi variées que le réchauffement

climatique, l'eau, l'alimentation, le compost, les jardins familiaux, la biodiversité...

Diffusés comme DVD pédagogiques dans des réseaux associatifs d'éducation à l'environnement et au développement durable, centres de ressources, établissements scolaires, les films *Ma petite planète s'anime* voyagent également à travers le monde dans des festivals, avec la volonté de croiser des regards engagés de jeunes et de partager la magie du cinéma d'animation.

#### ■ ORDIMIP - Observatoire des Déchets Industriels de Midi-Pyrénées

Technoparc bâtiment 9  
Voie Occitane - BP 669  
31319 Labège Cedex

#### ***S'opposer, argumenter, se respecter dans la divergence d'intérêts et d'opinions sur un sujet sensible : les déchets***

L'ORDIMIP fonctionne sous la forme d'une Démocratie participative active et collégiale. Le fonctionnement de l'association permet à chacun d'exprimer son point de vue librement, dans le respect mutuel, malgré les divergences d'intérêts et d'opinions. Toutes les opinions sont prises en compte dans le but d'atteindre un avis consensuel et de parvenir aux objectifs.

#### ■ Mille et Une Couleurs

8 rue des Pas-Sages, appt 6  
31320 Péchabou

#### ***Rencontres itinérantes parents/enfants/artistes***

Rencontres itinérantes entre des parents, des jeunes enfants, et des artistes des arts plastiques et du spectacle vivant (marionnettiste, chanteuse, percussionniste), sur des quartiers et des villages.

#### ■ Bleue comme une orange

36 rue Bernard-Mulé  
31400 Toulouse

#### ***Centre de ressources sur les Systèmes Alimentaires Locaux***

Le Centre de ressources propose :

1. Une série de documents en prêt et/ou consultation

Le fonds documentaire (ouvrages, DVD, revues, études...) comprend :

- des outils méthodologiques pour mettre en place des dispositifs autour des SAL
- des travaux de recherches et d'analyses sur des thématiques globales et des projets spécifiques
- des recueils d'expériences
- des outils de sensibilisation

Les thématiques du fonds documentaire rejoignent l'approche globale des SAL :

- Installation agricole, foncier et aménagement du territoire
- Circuits courts de proximité et gouvernance alimentaire territoriale
- Jardins partagés, ateliers cuisines et compostage
- Politiques publiques et développement local
- Cohésion sociale et pédagogie
- Restauration collective
- Modèles agricoles et alimentaires

Pour plus d'informations et pour consulter la liste des documents : [www.bleuecommeuneorange.org](http://www.bleuecommeuneorange.org)

2. Un accompagnement du public

Nous répondons aux demandes d'information et de conseil du public ciblé (par téléphone, mail et accueil sur le lieu) concernant :

- les ressources documentaires existantes
- les acteurs locaux et nationaux travaillant sur des thématiques liées aux SAL
- les expériences locales ou nationales en lien avec les SAL

3. Des interventions

Nous intervenons sur demande (conférence, animation de débat...) dans différents cadres

(Agenda 21, formation, événement Grand Public...) en lien avec la problématique des SAL. Nous pouvons notamment présenter notre documentaire « Horizons alimentaires. Initiatives pour des territoires durables et solidaires ». (présentation sur notre site).

#### ■ Association Les Petits Débrouillards

13, rue du Général-Jean-Compans  
31500 Toulouse

#### ***Faire pour mieux comprendre, comprendre pour mieux agir***

Pour les Petits Débrouillards, favoriser les activités et pratiques d'éducation au développement durable auprès des jeunes constitue une contribution fondamentale au partage de valeurs universelles, au développement de nouvelles solidarités et à l'émergence d'actions, de comportements et attitudes, individuels et collectifs respectueux de l'autre, de son propre environnement, de la planète.

Nous créons des outils pédagogiques en partenariat avec de grandes institutions scientifiques qui permettent une meilleure assise de nos interventions :

- Conception de livrets pédagogiques avec le CNRS
- Réalisation de mallettes pédagogiques avec l'ADEME et le Muséum National d'Histoire Naturelle
- Diffusion d'expositions itinérantes 'Une Seule Planète', 'Debout les terriens'...
- Animation en bas d'immeuble dans les quartiers politiques de la ville.

#### ■ PHONOMATIC

Rue de Sers  
31540 Saint-Julia

#### ***Centre itinérant de création et de diffusion des Arts Vivants***

Permettre à des collectivités d'accueillir des artistes et des intervenants en éducation artistique dans un lieu itinérant, éco conçue,

unique, une yourte contemporaine pouvant accueillir 120 spectateurs en configuration spectacles.

Permettre à des équipes artistiques, dans une dynamique de mutualisation, de diffuser leur travail de création tout au long de l'année, grâce à un outil respectueux des enjeux environnementaux.

### ■ Les Francas du Gers

Chemin de la Réthourie  
32000 Auch

#### **Vers des « éco-accueils de loisirs éducatifs » dans le Gers**

L'avènement de ce projet est né de la mutualisation des moyens et des compétences d'une fédération d'éducation populaire et d'associations spécialisées et reconnues dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

Ce projet doit permettre la reconnaissance d'une démarche de qualité dans la mise en place des projets (éducatif, pédagogique...) d'un accueil de loisirs - associatif ou géré par une collectivité locale - basée sur l'Éducation à l'Environnement pour un Développement Durable (EEDD).

Engager la structure dans une démarche éco-responsable et pérenne, à laquelle sont associés les utilisateurs, partenaires et publics.

Les thématiques abordées :

- L'alimentation
- La biodiversité
- Les déchets
- L'eau
- Les énergies & les transports

L'ensemble des actions devra permettre d'affirmer un engagement éco-citoyen et une consommation responsable de la structure d'accueil de loisirs.

3 niveaux d'évolution :

La création d'un logo des « éco centre de loisirs » du Gers sera utilisée pour la commu-

nication dès la validation de l'inscription des structures.

Le degré d'implication et d'avancement de chaque centre de loisirs se distinguera au travers d'une affiche et de 3 niveaux d'évolution que la structure obtiendra à chaque étape de validation des thématiques :

- jaune niveau 1 « confirmation de l'engagement »
- orange : niveau 2 « maîtrise de la démarche »
- vert : niveau 3 « exemplarité »

Calendrier de labellisation : lancement en septembre 2011

Le dossier d'inscription et les outils tels que les grilles d'auto diagnostic, les fiches thématiques, les grilles d'auto-évaluation sont disponibles et téléchargeables sur le site Internet d'ERE 32 (qui fédère les structures gersoises porteuse du projet) pour permettre à chaque structure de loisirs de se préparer à son rythme à la démarche de labellisation.

1<sup>re</sup> étape : Inscription du 1<sup>er</sup> septembre au 30 octobre

- Réalisation de « l'auto diagnostic » sur la thématique choisie
- Renvoyer le dossier d'inscription à la démarche de labellisation.
- La demande doit contenir : la fiche d'inscription, la charte signée, le projet éducatif, le projet pédagogique et le projet d'activités de l'année.

2<sup>e</sup> étape : Validation vers mi-décembre

- Acceptation de la candidature avec remise du logo et de l'affiche.

3<sup>e</sup> étape : Mise en œuvre de janvier à août

- Mise en œuvre de la méthodologie fournie dans le dossier de labellisation et réalisation du projet d'activité.
- Soutien technique du réseau ERE 32 (personnes et structures ressources). Exemple : accompagnement, appui-conseil, formations, échanges...

4<sup>e</sup> étape : Bilan/réinscription de septembre - octobre

- Envoi du :

- bilan annuel à partir d'une auto-évaluation \*
- projet d'activités de l'année à venir pour continuer la démarche de labellisation.

- 1<sup>re</sup> année : visite d'évaluation

5<sup>e</sup> étape : Évolution vers mi-décembre

- Validation totale ou partielle en fonction des 3 niveaux d'évolution d'une ou plusieurs thématiques (notamment lorsque des pratiques existaient déjà dans la structure avant la mise en place du label).

- Si validation, remise d'une ou plusieurs parties de l'affiche

- Validation du nouveau projet d'activité.

6<sup>e</sup> étape : Pérennisation de janvier à août

- Amélioration, renforcement et pérennisation des actions (chaque thématique validée doit devenir une pratique courante dans la structure)

- Lancement de la nouvelle thématique à travailler annuellement

\* L'auto-évaluation portera sur :

- Le respect de la démarche (méthodologie)
- Les moyens mis en œuvre
- Les résultats atteints
- Les perspectives d'évolution
- La pérennisation de la démarche

#### FICHE MÉTHODOLOGIQUE DE TRAVAIL

La démarche d'Éducation à l'Environnement pour un Développement Durable (EEDD) doit apparaître clairement dans les projets éducatifs, pédagogiques et d'activités de la structure et leur mise en place.

Les différents publics sensibilisés (enfants et adultes) doivent s'engager dans une démarche éco responsable, afin de mettre en cohérence la parole et l'action.

- Genèse et montage du projet

- Créer une dynamique d'équipe ; quelle que soit l'origine de cette idée (enfants et adultes), elle doit pouvoir être partagée par tous.

- Constituer un groupe de suivi représentatif de la vie de la structure (directeur, administrateurs, salariés, parents, enfants) pour porter la

démarche tant au niveau politique que pédagogique.

- Désigner un référent du label parmi le personnel.

- Renvoyer le dossier d'inscription au réseau ERE32.

- Etat des lieux : auto diagnostic

- Réaliser un diagnostic technique sur la thématique annuelle choisie à partir des grilles fournies.

- Le plan d'action

- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action et un programme d'activités sur le thème choisi
- Impliquer tous les usagers dans la mise en place des actions : personnel de service, équipe pédagogique, enfants...

- Permettre à l'ensemble du personnel de se sensibiliser aux problématiques environnementales (accès aux fiches techniques, sorties et visites de préparation...)

- Évaluation et évolution

- Mesurer les progrès réalisés et les perspectives d'évolution grâce à la grille d'auto-évaluation.

- Établir et renvoyer le bilan d'activités de l'année.

- Valorisation des actions/Capitalisation

- Synthétiser les gestes éco-citoyens sur un document/une réalisation coproduit par les enfants.

- Échanger et mutualiser avec d'autres structures de loisirs.

#### ■ EQART

21 rue Henri-Laignoux  
32230 Marciac

#### **Ateliers et stages artistiques**

Mise en place de stages de pratique artistique en direction des enfants en période scolaire

#### ■ CPIE Pays Gersois

Au château  
32300 L'Isle De Noé

### **Éducation à l'Environnement et au Développement Durable**

Depuis plus de 10 ans, l'association développe des actions de sensibilisation aux thématiques environnementales (eau, déchets, énergies, biodiversité, alimentation...) en direction des jeunes dans le cadre scolaire. Ces actions permettent de former des citoyens responsables et découlent souvent sur des projets d'établissements (éco-école) impliquant l'équipe éducative, la collectivité et les parents d'élèves. Ainsi des réflexions et actions concrètes sont mises en place pour réduire l'empreinte écologique de la structure.

#### ■ Francas du Jura - CA de Montciel

Plateau de Montciel  
39000 Lons Le Saunier

#### **Charte Éco - Accueil de Loisirs**

Création d'une charte éco... afin d'encourager les accueils de loisirs à mettre en place des projets et des actions favorisant, le développement durable, d'avoir une démarche environnementale responsable et citoyenne. Prendre des engagements, les faire vivre et les évaluer annuellement

#### ■ Comité 21 des Pays de la Loire

2 rue de la Loire  
44966 Nantes Cedex 9

#### **La Ville de Bouguenais sensibilise les élèves aux repas sans viande et privilégie les produits biologiques**

Initiatives identifiées dans le cadre d'une étude réalisée par le Comité 21 des Pays de la Loire.

La Ville de Bouguenais (44) intègre depuis 1999 l'agriculture biologique dans la restauration scolaire. Aujourd'hui, plus de quarante produits biologiques sont répertoriés et utilisés par la cuisine centrale, ce qui représente environ 85 % des produits servis. Par ailleurs, la Ville privilégie les légumes. En

2010, dans le cadre du programme Ville santé, des repas sans viande ont été distribués dans les écoles. En contrepartie, les enfants ont pu découvrir la saveur du pois chiche et du tofu. En partenariat avec une diététicienne, la Ville souhaite renouveler ces opérations afin de sensibiliser les jeunes aux conséquences négatives de l'élevage intensif.

#### ■ Comité 21 des Pays de la Loire

2 rue de la Loire  
44966 Nantes Cedex 9

#### **Des jardins pédagogiques intergénérationnels en Haute-Mayenne**

Initiative identifiée dans le cadre d'une étude réalisée par le Comité 21 des Pays de la Loire. Le Conseil de développement de Haute Mayenne (53) a mis en place un groupe de travail intitulé Horizon Bocage dont l'objectif est d'accompagner les communes dans la création d'un jardin pédagogique intergénérationnel. En 2009, huit Communes se sont portées volontaires. Ces espaces, inaugurés en mai 2010, sensibilisent la population au développement durable, renforcent les liens sociaux et valorisent le patrimoine paysager. En complément, un espace Internet collaboratif permet l'échange d'informations et de bonnes pratiques. Le Conseil de développement a également publié un guide participatif intitulé « Paysages, eau et biodiversité : des ressources d'avenir pour la Haute Mayenne ».

#### ■ Trace et Couleurs

Le Bourg  
46270 Prendeignes

#### **CD-Rom « Jardiner durable »**

Un outil d'Éducation à l'Environnement à l'intention des scolaires, lycées professionnels, enseignants, associations de jardiniers, animateurs et particuliers jardiniers amateurs ou professionnels.

Ce cd-rom apporte de nombreuses informations sur le développement durable, la culture biologique, biodynamique, la permaculture, les énergies renouvelables, la gestion de l'eau au jardin et comment prendre soin de la terre. Il offre de nombreuses possibilités pour savoir comment aménager un jardin de façon durable et quels aménagements faire pour les personnes handicapées ou âgées.

Plus de 150 plantes (médicinales, florales, aromatiques, potagères et fruitières) y sont décrites avec photos; des fiches pour une pédagogie créative aident aux prolongements des apprentissages.

Enfin, vous pourrez éditer vous-même votre passeport de jardinier éco-citoyen après avoir testé vos connaissances de façon ludique.

La conceptrice de cet outil étant professeur aux jardiniers de France vous pouvez nous contacter pour toutes informations.

#### ■ Les Jardiniers Bourians

Maison Bouriane  
46340 Salviac

#### *Le Jardin Bourian : Espace de Vies*

Le Jardin Bourian est un lieu de découverte de l'environnement qui s'inscrit dans l'éducation à l'environnement et au développement durable. Il a été créé en 2000 avec comme objectifs :

- de travailler concrètement à la valorisation du patrimoine naturel et culturel, de développer une richesse de compétences et de savoir-faire sur un lieu de référence,
- de favoriser les échanges pour dynamiser les relations et notamment les relations intergénérationnelles,
- d'œuvrer en faveur de l'environnement, d'être lieu d'expérimentation et de construction de partenariats durables,
- d'associer la population locale à la réflexion, la décision et l'action, et de permettre les échanges en matière d'éducation à l'environnement avec d'autres territoires.

Ces objectifs se réalisent concrètement dans un jardin naturel et pédagogique. Le Jardin Bourian; lieu de vies et de découvertes, accueille tous les amoureux de nature sur un terrain d'environ trois hectares, situé au cœur du pays Bourian sur la commune de Dégagnac.

Le site du Jardin Bourian s'articule autour d'espaces à thèmes permanents et éducatifs comme un potager avec des légumes anciens, un verger, des haies champêtres et fleuries, une bordure à papillons, une rocaille, une mare, un lieu de compostage, une maison en paille, des toilettes sèches.

#### ■ Centre Culturel Haut-Marnais

2 Rue du 14-Juillet  
52000 Chaumont

#### *Développement Durable et Environnement : Une posture*

Il s'agit de faire en sorte que dans les écoles, et auprès des élèves, le « Développement Durable » ou l'« Environnement » ne soit une matière de plus à enseigner ou à apprendre mais une posture à adopter dans chaque geste, dans la façon d'appréhender l'Histoire et la géographie, mais aussi les Sciences, les maths et le Français... et plus généralement l'ensemble du programme...

Et au-delà des programmes: la Vie!

#### ■ LPO Pyrénées Vivantes

Philippe Serre Lou Tucot  
Chemin Larroudé  
64290 Gan

#### *Éducation Pyrénées Vivantes, un réseau d'éducation à l'environnement à l'échelle du massif des Pyrénées*

40 structures au service de l'éducation à l'environnement dans le massif des Pyrénées: conception d'outils pédagogiques en lien avec la biodiversité, développement de projets pédagogiques dans les écoles et les collèges du massif, conception d'événements

tiels grand public sur les rapaces et la biodiversité des Pyrénées, développement de modules connaissances de l'environnement dans les formations professionnelles, mise en œuvre d'actions de valorisation de la biodiversité telles sont quelques-unes des actions du réseau Éducation Pyrénées Vivantes.

#### ■ LPO Pyrénées Vivantes

Philippe Serre Lou Tucot Chemin Larroudé  
64290 Gan

#### *Parcours éducatifs, l'éducation au territoire en marche à Saint-Girons*

Une action expérimentale pour une éducation au territoire des collégiens au sein du Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises. Il s'agit de développer un projet pédagogique transdisciplinaire pluriannuel avec les six classes de 6<sup>e</sup> du collège et de le poursuivre tous les ans jusqu'en classe de 3<sup>e</sup>. Il s'agit de faire un lien avec les programmes scolaires de plusieurs disciplines et le patrimoine naturel et culturel du territoire du Parc, pour une découverte, connaissance et préservation de ce patrimoine. Sorties sur le terrain, interventions en classes, visites de sites, les avancées du projet seront consignées dans le passeport éducatif, véritable carnet de liaison de l'élève au cours de l'ensemble du projet le temps de sa scolarité en collège.

Une évaluation rigoureuse du projet sera menée notamment à travers l'option Patrimoine territoire au diplôme du Brevet des collèges mais aussi avec une évaluation qualitative menée auprès des élèves bénéficiaires.

Un collectif de structures coordonné par la LPO Pyrénées Vivantes et l'ANA CPIE d'Ariège interviendront durant les quatre années que dureront ce projet innovant.

### ■ LPO Pyrénées Vivantes

Philippe Serre Lou Tucot  
Chemin Larroudé  
64290 Gan

#### ***Les apéros du bestiaire pyrénéen, biodiversité et terroir...***

Les apéros du bestiaire pyrénéen sont des animations originales qui se déroulent à l'automne et qui visent à sensibiliser le public habitant des communes de montagne concernées par des enjeux environnementaux forts comme les grands rapaces, le Desman... Concevoir l'animation avec le maire et les forces vives de la commune (associations culturelles, artistes, producteurs locaux...) et proposer une animation originale (loto oiseaux, déambulation théâtrale dans le village, soirée contes, chants traditionnels sur des thématiques environnementales...) l'imagination n'a pas de limites pour associer apéritif à partir de produits locaux et sensibilisation à la biodiversité. La communication est originale également car les habitants reçoivent chacun une invitation personnalisée dans leur boîte aux lettres et l'animation reste quelque peu mystérieuse jusqu'à son déroulement. Une moyenne de 70 personnes par soirée pour donner envie d'en savoir plus sur la biodiversité de son territoire de vie.

### ■ LPO Pyrénées Vivantes

Philippe Serre  
Lou Tucot - Chemin Larroudé  
64290 Gan

#### ***Des outils pédagogiques franco-espagnols sur la biodiversité des Pyrénées***

Le réseau Éducation Pyrénées Vivantes après avoir conçu des outils pédagogiques sur les rapaces des Pyrénées, a conçu de 2002 à 2006 5 outils pédagogiques sur la biodiversité des Pyrénées. L'originalité tient dans la conception franco espagnole ; 35 éducateurs

à l'environnement issus des deux côtés de la frontière se sont investis dans la conception d'outils dont ils avaient besoin pour mener à bien des projets éducatifs sur la biodiversité : une exposition sur les milieux et les espèces, un jeu de rôles sur la gestion de la biodiversité, une banque d'images, un DVD sur les grands enjeux de la biodiversité dans les Pyrénées et enfin un guide de l'éducateur : 525 pages d'informations sur les principaux enjeux de la biodiversité sur ce territoire, sur les espèces phares ou méconnues et surtout des pistes pédagogiques pour développer des projets éducatifs sur ce thème. Véritable co-production transfrontalière, ces outils sont mis à disposition de toutes les structures ayant participé à leur élaboration.

### ■ Les Francas des PO

3 avenue de Belfort  
66000 Perpignan

#### ***Projet Ecocentre***

Contribution: Le projet « Éco centre » construit un collectif de réflexion et de valorisation interassociatif et interinstitutionnel autour d'un label éco citoyen pour les accueils de mineurs (centres de loisirs maternels, primaires, adolescents). Il s'agit de promouvoir, de valoriser et d'inciter des actions réalisées par les centres de loisirs du département en faveur de l'éducation à l'environnement et au développement durable.

Le label se décline en 8 thématiques :

- Eco-activités
- Eco-déchets
- Eco-consommation
- Éco alimentation
- Éco ressources
- Éco communication
- Éco construction
- Éco transport

Chaque thématique est constituée de critères particuliers. Les centres de loisir doivent satis-

faire au moins un critère obligatoire et 2 autres critères pour valider la thématique concernée.

### ■ Conseil de Développement du Pays Pyrénées-Méditerranée

2 rue Jean-Amade BP-121  
66400 Céret Cedex

Organisation de soirées débats dans les bistrotts de Pays

Le Pays Pyrénées-Méditerranée a obtenu le label Agenda 21 local pour son action en octobre 2008. Malgré un projet de territoire « complet », l'analyse de la candidature soulevait une faiblesse sur le sujet de la concertation de la population. Fort de cette remarque, le Pays s'engage dès 2009 dans l'organisation d'une journée du Pays dans le cadre de la semaine du développement durable. La participation certes conséquente (plus de 100 personnes) ne satisfaisant pas les objectifs de mobilisation pour un territoire de 100.000 habitants, une réflexion est menée sur les leviers de la mobilisation. La formule qui en résulte, « 1 Climat 2 Conf'... Aux bistrotts de Pays » est un succès. En 2010, 5 soirées thématiques ont été proposées en plusieurs lieux du territoire dans les bistrotts. Elles ont mobilisé près de 350 personnes. Les sujets ont été sélectionnés pour permettre d'engager la concertation autour de l'élaboration du Plan Climat-Énergie Territorial. Le retour d'expérience de cette initiative a pour impact qu'un programme départemental est proposé en 2011, avec près de 14 dates programmées. Au-delà de l'impact positif en matière de développement de partenariats, l'initiative permet de « toucher » la population au plus près de lieu de vie, dans un cadre convivial. Elle est aussi l'opportunité de promouvoir les bistrotts de Pays, qui sont des établissements engagés dans une démarche de promotion des produits locaux.

### ■ FRANCAS de Saône et Loire

47 rue du Concours  
71000 Mâcon

#### **Blog « il y a de la vie autour de mon école »**

Conception et animation d'un blog permettant aux élèves de la circonscription de l'éducation nationale Mâcon Sud, de mettre en ligne leurs recherches, leurs questions, leurs productions issues de projets de classe sur les questions de biodiversité. 12 classes concernées de la maternelle au CM2.

### ■ Collectif Français pour l'Éducation à l'Environnement vers un développement Durable

115 rue du Faubourg-Poissonnière  
75009 Paris

#### **Créer une gouvernance efficace pour l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) pour la France**

En s'appuyant sur le processus des assises nationales de l'EEDD de 2000 à Lille et dans 12 régions, de 2009 à Caen et dans 65 territoires (6000 participants) et de la journée nationale du 29 oct 2010 nous montrons comment se met en œuvre dans le dialogue une vaste concertation dans le pays autour de l'EEDD.

6 sphères de parties prenantes sont impliquées (Etat, collectivités, associations, syndicats, entreprises et acteurs territoriaux organisés) une sphère « experts » devrait se rajouter. Grâce aux assises en territoire des Espaces Territoriaux de concertation pour l'EEDD se construisent partout en France, toutes les régions sont plus ou moins impliquées dans le processus. Un Espace National de Concertation (ENC) a été créé en octobre 2009 par 27 organisations signataires. Elles sont issues des 6 sphères mentionnées plus haut. L'ENC a pour vocation de doter la France d'une stratégie pour le développement de l'EEDD dans

laquelle toutes les parties prenantes se reconnaissent. L'ENC est co animé par le CFEEDD (32 organisations nationales de la société civile) et le CGDD. Nous nous dirigeons vers les troisièmes assises nationales de l'EEDD, elles se dérouleront à Lyon en 2013 et devraient être précédées d'une centaine d'assises territoriales ou plus.

Cette action prend en compte une EEDD qui embrasse la sensibilisation, l'information, la formation et l'éducation de tous tout au long de la vie. De très nombreux acteurs de l'EEDD se reconnaissent dans cette démarche qui entraîne aussi un mouvement au niveau européen avec la création d'un Espace Européen de Concertation EEC.

### ■ 4D

150-154 rue du Faubourg-Saint-Martin  
75010 Paris

#### **Cahier de l'Obs: Réaffirmer les priorités sociales du développement durable**

« Sociétés en transition, risques sociaux, réaffirmer les priorités sociales du développement durable », Repères pour l'action, cahier n° 5 de l'Observatoire, août 2011, 128 pages.

Alors que le débat autour de l'avenir du développement est plus vif que jamais, il convient de réaffirmer la priorité sociale du développement: l'humain est au cœur des préoccupations, et la cohésion sociale est la condition d'un développement durable. C'est dans cette perspective, et animé de la volonté de réaffirmer les priorités sociales du développement durable, que l'Observatoire national des agendas 21 locaux et des pratiques territoriales de développement durable publie son cahier n° 5: « Sociétés en transition, risques sociaux, réaffirmer les priorités sociales du développement durable »

En 2010, l'Observatoire a engagé le dialogue avec ses partenaires et plus largement avec les acteurs du développement social des territoires: animation d'échanges, organisation

d'un atelier en novembre à Lille, recueil et analyses de bonnes pratiques... Le Cahier capitalise et prolonge les échanges, s'appuyant sur les contributions des partenaires multiples, et conclut ainsi un premier cycle de réflexion et d'échange sur cette question primordiale des enjeux sociaux.

Les partenaires de l'Observatoire se sont posé deux questions fortes auxquelles ce Cahier tente d'apporter quelques éléments de réponse:

Quelle place pour « la composante sociale » dans les pratiques territoriales de développement durable? Quel est l'état des pratiques et quelles orientations pour les années à venir? Le Cahier propose dans son premier chapitre une vision sociale du développement durable: prendre acte de la complexité du contexte social, de l'ampleur des transformations en cours et à venir, pour changer de regard sur le développement social. Dans une société en transition, face aux risques sociaux et territoriaux, quels sont les opportunités et les défis pour l'action publique locale?

Quelles sont les modalités d'actions pour mettre l'humain au cœur des pratiques de développement durable? Poursuivant ce leitmotiv, l'Observatoire propose dans son 2<sup>e</sup> chapitre trois clés pour agir: le vivre ensemble et la solidarité, le travail, la formation et la connaissance, le bien vivre et la créativité. Il s'agit d'orientations, de modalités et de pistes pour l'action, bonnes pratiques, expériences mises en œuvre par des collectivités, mais également par des associations ou des entreprises, etc. pour répondre aux finalités sociales d'un développement durable.

Les pratiques territoriales de développement durable sont amenées à construire une vision partagée d'un avenir réussi pour tous. Il est donc, pour ces différentes raisons, important de reformuler les bases d'un nouveau contrat social et de faire évoluer des finalités et modalités de l'intervention publique en matière sociale, et ce, à toutes les échelles.

### ■ FORMIRIS

35, RUE VAUGELAS  
75015 Paris

#### ***L'éducation et la formation des adultes au développement durable***

Dans le cadre d'un projet de partenariat éducatif Grundtvig, autour de la problématique de l'éducation et de la formation des adultes au développement durable, nous avons élaboré, avec des partenaires d'Autriche, de Belgique, d'Estonie et de Roumanie, un référentiel de formation.

Nous y avons mentionné le socle de connaissances et de compétences indispensable à tout citoyen pour s'impliquer dans la démarche globale de développement durable.

Nous proposons de partager ces éléments avec votre public.

### ■ Fédération nationale des Francas

10 rue Tolain  
75020 Paris

#### ***Programme national Centres A'ERE***

Comme un clin d'œil à ses racines (centre aéré), le Centre A'ERE (Éducation Relative à l'Environnement) est un centre de loisirs éducatifs qui propose un projet global où l'environnement et le développement durable ont une place centrale: le Centre A'ERE développe un programme d'éducation relative à l'environnement significatif, régulier et innovant et gère de manière cohérente l'ensemble de ses activités c'est-à-dire l'alimentation, le bâti, les transports, les achats, la biodiversité, l'eau, l'énergie, l'accessibilité, le cadre de vie, etc.) de manière équitable, partenarial, coopératif et écologique.

Plus d'une centaine de centres sont d'ores et déjà inscrits dans cette dynamique sur 15 régions françaises.

### ■ Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie

8, allée Daniel-Lavallée  
76000 Rouen

#### ***Le Blog du développement durable en Haute-Normandie***

Ce blog est animé par l'agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie et souhaite donner une image concrète du développement durable en région. Des vidéos reportages mettent en avant des projets novateurs en matière de développement durable.

### ■ Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie

8, allée Daniel-Lavallée  
76000 Rouen

#### ***Eductour développement durable***

Un eductour est un voyage d'étude organisé par l'AREHN pour sensibiliser les élus, techniciens, associations etc. au développement durable en les emmenant visiter des sites pilotes. Les sites visités peuvent être régionaux ou non.

Édition 2009: Eductour sur la maîtrise de l'énergie

Édition 2010: Eductour sur la biodiversité et sa prise en compte dans les opérations d'aménagement

Édition 2011: Eductour sur l'économie sociale et solidaire

### ■ Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie

8, allée Daniel-Lavallée  
76000 Rouen

#### ***Une école de l'énergie - projet Energy Education Governance School (EEGS)***

Le projet européen EEGS: éducation à l'efficacité énergétique dans les établissements du secondaire.

23 partenaires - 10 pays

Référent en France: L'AREHN et l'IUFM de Rouen

Lieu du projet: le lycée les Fontenelles de Louviers

Les principales étapes de ce projet:

- Création d'une charte
- Réalisation d'un état des lieux
- Élaboration, mise en œuvre et évaluation d'un plan de formation à destination de l'ensemble du personnel
- Animation d'ateliers de concertation. (thématiques en France: « énergie et actions éducatives », « énergie et vie quotidienne du lycée », « énergie et partenariat avec les entreprises locales »)
- Réalisation d'une action pilote issue des ateliers. L'action intitulée « la semaine de l'énergie » s'est déroulée fin 2010 au Lycée les Fontenelles de Louviers.

### ■ SEINE ET MARNE TOURISME

11, rue Royale  
77300 Fontainebleau

#### ***Ecotourisme***

Ouverture d'un centre écotourisme en forêt de Fontainebleau.

Gérer les flux afin de préserver le patrimoine naturel. Accueillir, informer les visiteurs sur l'ensemble des sites naturels, orienter les adeptes des découvertes nature et des loisirs vers d'autres sites, sensibiliser les visiteurs à la fragilité des milieux naturels et à la sauvegarde des paysages, de la flore et de la faune, valoriser les paysages, les visites de découverte de la nature et la démarche éco-responsable et durable.

### ■ Ifrée - Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement

Carrefour de la Canauderie  
79360 Villiers En Bois



## Co construction programme de stages

Le programme de formations de l'Ifree pour suit deux grandes finalités :

- contribuer à la diffusion d'une conscience des problématiques environnementales auprès du plus grand nombre possible de personnes par la formation de publics relais,
- consolider le réseau régional des acteurs de l'éducation à l'environnement. Les formations proposées par l'Ifree s'appuient et valorisent l'expérience et les savoir-faire des acteurs régionaux, ce sont ces acteurs qui, accompagnés par l'Ifree, établissent la programmation, préparent et animent les formations.

L'objectif est de toucher une grande diversité d'acteurs relais qui vont ensuite développer dans leurs contextes professionnels ou bénévoles des projets d'éducation à l'environnement pour tout type de publics. Les publics relais sont les éducateurs à l'environnement, les élus, les agents de l'État et des collectivités dont les personnels enseignants et non enseignants des établissements scolaires...

Pour cela, l'Ifree a développé depuis plusieurs années des partenariats avec d'autres organismes de formation comme le CNFPT Poitou-Charentes, le Rectorat de Poitiers, l'ATEN...

La grande originalité des formations est qu'elles sont construites à partir de l'expérience des structures régionales et mobilise tous les ans une vingtaine de structures régionales. Ce qui permet à des structures habituellement éloignées géographiquement de se rencontrer, de se reconnaître et de travailler ensemble.

Le programme de l'Ifree propose des stages de formation de courte durée, accessibles dans le cadre de la formation professionnelle continue. Chaque année une vingtaine de stages sont proposés, et la programmation évolue constamment et cherche à répondre au mieux aux enjeux du moment.

## ■ ALBI TRIATHLON

Espace nautique Atlantis  
route de Cordes  
81000 Albi

### **Duathlon durable (4° duathlon de l'Albigeois)**

Organisation d'une épreuve sportive de duathlon à label durable. Le duathlon consiste à réaliser, seul ou en équipe, un parcours enchaînant la course à pied, le cyclisme et la course en pied, sans aide extérieure et sans arrêt du chronométrage lors du changement de discipline (distances: C.A.P. 5 km - Vélo 30 km - C.A.P. 5 km)

## ■ Fédération départementale du Tarn Familles Rurales

7 avenue Paul-Bodin  
81000 Albi

### **Projet Ecosphères**

#### **1. Présentation du projet**

EcoSphèRES qu'est-ce que c'est?

EcoSphèRES est un agenda 21 des familles.

L'Agenda 21 est un programme d'actions pour le développement durable (= « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »), conçu à l'origine pour les collectivités. Les collectivités après avoir réalisé un constat et les enjeux de la commune liés à plusieurs thématiques environnementalistes, pouvaient par la suite définir des recommandations pour prendre en compte le développement durable dans des domaines aussi variés que le logement, la pollution de l'air, la pauvreté, les déchets, les transports, l'agriculture...

Le projet EcoSphèRES est mis en place et piloté par la fédération nationale Familles rurales. Familles rurales est le 1<sup>er</sup> mouvement familial. Les associations qui composent le mouvement accompagnent les familles dans leurs vies quotidiennes tout en participant au développement

du milieu rural. L'équipe de développement du mouvement a adapté l'agenda 21, pour qu'il soit accessible à tous publics.

Un agenda 21 des familles pourquoi? Comment?

La famille a un rôle à jouer dans le développement durable par ses comportements quotidiens, ses modes de vie, sa consommation.

Donc l'objectif de ce projet est de permettre à un maximum de familles de modifier de façon pérenne certains de leurs comportements quotidiens, dans tous les domaines du développement durable, grâce à un outil pratique accompagnant leur démarche de changement. Cet outil est une maison en carton recyclé, en trois dimensions, avec un tiroir par thématique (déchets, énergies, consommation, eau, tourisme/loisirs, solidarité, transport et jardins). Dans chaque tiroir, on trouve des informations, recommandations, aspects pratiques, critères d'auto-évaluation et feuilles d'engagement.

Un site internet est mis à disposition des familles qui s'engagent dans la démarche. Ce site contient un forum, des renseignements divers, une partie où les familles peuvent enregistrer les diagnostics et les bilans sur chaque thématique de la maison.

Ces outils sont diffusés par une volontaire en Service civique, Morgane Wauthier, ambassadrice Ecosphères.

Comment se déroule l'engagement des familles?

- Les familles intéressées par le projet reçoivent une maison EcoSphèRES par l'intermédiaire de la Fédération du Tarn Familles Rurales et un code d'accès pour le site (coût une adhésion à l'association familles rurales locales)
- Les familles peuvent s'engager à faire des éco-gestes sur un ou plusieurs thèmes de la maison
- Elles réalisent un diagnostic de leurs habitudes à l'état initial et comptabilisent leurs scores

- Elles s'engagent sur un ou plusieurs gestes du ou des thème(s) choisi(s)
- Au bout de 2 mois, elles réalisent un bilan et comptabilisent leurs nouveaux scores, pour constater une amélioration (ou non) dans leurs gestes quotidiens.

• Les familles peuvent ensuite décider d'aller plus loin sur cette thématique ou choisir d'agir sur un autre domaine du développement durable

## 2. La méthodologie et la mise en œuvre du projet par la fédération du Tarn

Les grandes phases de la mission

La mission se déroule en quatre phases :

• Phase 0 : c'est l'imprégnation, pour l'ambassadrice Ecosphères (Morgane Wauthier), du mouvement Familles Rurales, afin de comprendre les valeurs du mouvement et de pouvoir informer le public sur les objectifs et les missions de ce dernier.

• Phase 1 : concerne l'appropriation des fiches thématiques de l'outil maison. La préparation des animations et des outils d'animations, de réunions (quizz, PowerPoint sur chaque domaine, jeux, expériences...)

• Phase 2 : déploiement de l'outil maison : faire adhérer l'outil à un maximum de familles minimum et assurer un suivi des familles adhérentes dans leurs participations au développement durable. Développer des animations, clubs ou groupe de travail sur les thématiques de la maison pour les personnes qui se mobilisent dans cette action.

• Phase 3 : prise de contact avec les collectivités territoriales et tous les acteurs concernés par le développement durable, notamment : le maire du Séquestre M. Poujade qui est aussi président de l'ARPE (Agence Régionale pour l'Environnement de Midi-Pyrénées), pour permettre un développement régional de l'outil écosphères = avec possibilité de créer un emploi.

Les objectifs, les activités

• Réaliser des animations et des actions de sensibilisation autour du développement durable à destination des familles

• Organiser des réunions avec ces familles sensibilisées pour leur présenter le site internet et l'outil, qui leur permettront d'adopter au quotidien des gestes favorables au développement durable

• Établir une relation de confiance et de proximité avec les familles et les accompagner dans leur démarche d'agenda 21, afin qu'elles envisagent dans le temps des changements de comportements

• Mobiliser et former les bénévoles des associations locales, afin qu'ils puissent créer des groupes de travail sur leur territoire

• Faire découvrir le mouvement Familles Rurales à travers ce projet à d'autres familles non adhérentes

• Mobiliser les résidents en Maison de retraites pour créer des groupes de travail.

• Si possible, faire le lien avec les établissements scolaires, dans le cadre des programmes pour l'éducation à l'environnement et au développement durable

La démarche de diffusion de l'outil

La diffusion de l'outil s'est effectuée par

• La rencontre des associations locales Familles Rurales intéressées par la démarche : centres de loisirs, chantier loisir jeunes, équipe locale.

• Un Travail en lien avec le projet friperie itinérante de la fédération du Tarn : qui consiste en la diffusion de l'outil sur les marchés

• La rencontre de différents acteurs du territoire (qui ont une action d'éducation au développement durable), pour créer un partenariat et mener des actions avec un public n'ayant pas connaissance du mouvement : CPIE (Centre Permanent d'Initiative à l'Environnement), Trifyl, SIPOM (Syndicat Intercommunal Pour les Ordures Ménagères), RREVE (Réflexions et Réactions sur l'Environnement dans le Vaurais et ses Environs)), communauté de commune

Tarn Dadou, ARPE (Agence Régionale Pour l'Environnement de Midi-Pyrénées).

• Si possible, travailler avec des communes qui ont une démarche d'agenda 21 (de collectivité) La méthodologie de suivi

Pour faciliter la mise en place des suivis (surtout en terme de temps), car le projet intéressait beaucoup d'acteurs sur le département, nous avons décidé, pour la phase de lancement :

• de cibler 8 territoires témoins : Denat, Puy-laurens, Salvagnac, Monclar de Quercy, Lavaur, Gaillac, Graulhet, Pampelonne,

• que les suivis vont s'effectuer par l'organisation de réunions-débats ou d'activités tous les 2 ou 3 mois avec toutes les familles du territoire concerné :

– Les familles remplissent un sondage (lors de la première prise de contact)

– Les familles choisissent une thématique (pour une réunion)

– L'ambassadrice Ecosphères réalise la réunion ou l'activité avec participation des familles (quizz, jeux, débats, création...)

– En conclusion, à la fin de la réunion : il faut essayer de voir l'intérêt du groupe, de voir si les familles veulent aller plus loin en créant un groupe de travail, et dans ce cas de trouver un bénévole qui souhaiterait animer ces groupes de travail

• Assurer la formation des bénévoles qui permettront de déployer l'outil sur d'autres communes puisqu'ils seront acteurs de leur territoire, ce qui laissera plus de temps à l'ambassadrice pour déployer l'outil dans d'autres territoires du département.

## 3. Le mouvement Familles Rurales

Missions :

Depuis plus de 60 ans, le Mouvement remplit différentes missions :

- Répondre aux besoins des familles
- Défendre leurs intérêts
- Accompagner les parents dans leur mission d'éducation
- Participer à l'animation des territoires ruraux

### Organisations :

Le Mouvement Familles Rurales est constitué de plusieurs échelons disposant chacun de missions spécifiques, pour répondre aux besoins des familles.

#### La fédération nationale

L'échelon national apporte un soutien technique au réseau.

La fédération nationale assure également une fonction de représentation et de défense des intérêts des familles. À ce titre, elle suit les débats publics concernant les familles et élabore des propositions concrètes pour les Pouvoirs publics. Elle entretient donc des contacts permanents avec les ministères en charge des questions familiales et avec les parlementaires. En collaboration avec les fédérations départementales et régionales, l'échelon national consulte les membres du Mouvement sur les questions de société proches des préoccupations des familles.

#### Les fédérations régionales

Créées à partir des années 80 pour s'adapter à la décentralisation, les fédérations régionales ont pour mission première de représenter les familles au niveau régional. Elles contribuent au développement du mouvement dans les régions et accompagnent les fédérations départementales. Elles développent des activités, conduisent ou coordonnent des projets sur les champs de compétence régionale : plan de formation à destination des bénévoles et des salariés, santé, vie quotidienne/consommation, programmes et financements européens. Elles agissent souvent en partenariat avec les Conseils régionaux, en particulier sur le champ de la formation. Enfin, elles suivent les politiques régionales de développement et d'aménagement du territoire.

#### Les fédérations départementales

Les 76 fédérations départementales accompagnent et soutiennent les associations locales présentes sur leur territoire. En raison des nombreuses contraintes administratives, d'orga-

nisation et de gestion, l'appui des fédérations départementales est aujourd'hui primordial pour les associations.

Parallèlement à cette mission, les fédérations départementales jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de la politique familiale départementale. En effet, elles interviennent auprès des pouvoirs publics pour favoriser la mise en œuvre d'une action locale favorable au bien-être des familles.

Enfin, elles sont l'interlocuteur direct de partenaires comme le Conseil Général, la CAF, la MSA ou les services de l'État.

#### Les associations

Les 3000 associations Familles Rurales représentent la base du Mouvement. Implantées dans les communes, les associations locales sont composées de familles. Elles créent des activités et des services de proximité afin de répondre, au mieux, à leurs propres besoins. Ces associations contribuent ainsi au développement et au dynamisme des territoires ruraux. C'est grâce à ce réseau d'associations, que la fédération nationale peut mener à bien ces actions, car ce sont les associations qui ont un contact de proximité avec les familles : elles diffusent les différents projets mis en place par la fédération nationale (comme par exemple la diffusion du projet écosphère) et trouvent ainsi de nouveaux adhérents et bénévoles.

#### Quelques chiffres :

- Au niveau national : il y a
  - 94 Fédérations familles rurales au niveau national qui regroupent
  - 180000 familles adhérentes
  - 45000 bénévoles
  - 20000 salariés
  - 3000 associations locales au niveau national
- Dans la région Midi-Pyrénées :
  - Il n'y a pas de fédération régionale (mais c'est en cours de réflexion)
  - il y a 5 fédérations familles rurales : en Ariège, Tarn, Aveyron, Lot, Haute-Garonne
- Dans le Tarn,

- il existe 41 associations familles rurales.

- 1600 familles adhérentes, ce qui représente environ 4000 individus

#### Projet et action :

- L'accueil de la petite enfance : crèches, espaces de jeux...
  - Les loisirs enfants : mini-journée, accueil loisirs sans hébergement...
  - Les actions jeunes : foyers de jeunes, chantiers de jeunes, BAFA... [www. Relaisjeunes81.canalblog.com](http://www.Relaisjeunes81.canalblog.com), le trophée J. Pass 2009
  - La parentalité : permet aux parents de se rencontrer, afin d'échanger, de cerner mieux leurs difficultés éducatives.
  - Les aînés intergénérationnels : favoriser les liens familiaux et sociaux des retraités, leur apporter des solutions adaptées en terme de loisirs et de services
  - Consommation : actions d'information et de prévention concernant différents thèmes (budget, crédit...), défendre l'intérêt des familles
  - Aménagement du territoire : concertation avec les entreprises de service public (la poste, EDF...) et représente les usagers, être vigilant à la présence de commerces, de services publics, à la création d'emploi, de transport et de logement dans les zones rurales
  - Culture : chorales, théâtres, musique, bibliothèques, festivals...
  - Relais familles : lieu d'accueil et d'informations pour la vie quotidienne, accompagnement dans la mise en place de nouveaux projets
  - Santé et prévention : accompagnement des familles dans la promotion de la santé, défendre les droits et l'accès aux soins de qualité
  - AEC atelier échange et création : il a pour vocation de renouveler les solidarités naturelles, d'accompagner les plus démunis, de donner du sens à la dignité humaine, d'apporter et transmettre aux autres aux travers d'activités manuelles. (poterie, visite d'un village, visite de musée de chocolat, marche autour d'un lac...
- Partenaires :
- Officiel :

- Conseil Général du Tarn
  - Mutualité sociale agricole
  - Caisse d'allocations familiales
  - Crédit agricole Nord Midi-Pyrénées
  - Caisse des dépôts
  - MINEFI
  - DDCSPP (Direction départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations)
  - Conseil en développement de la vie associative
  - Groupama
  - AG2R La Mondiale
- Associés :
- MFR
  - Crédit mutuel
  - UDAF
  - Communauté de communes
  - Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie
  - CHORUM
  - DRAF
  - Mairies
  - Rectorat de Toulouse

#### ■ Association Les Completeurs festifs

Université Champollion - Place de Verdun  
81000 Albi

#### *Festival Complot sur le campus*

L'éco festival « Complot sur le campus » se déroule depuis 6 ans sur le campus de l'université d'Albi (81). organisé par environ 200 étudiants de l'université, le festival se déroule sur 3 jours et accueille au total 5000 festivaliers. La sixième édition s'est déroulée du 20 au 22 avril 2011.

#### ■ Association CPIE des Pays Tarnais

76, avenue du Sidobre  
81100 Castres

#### *Festival Cinéfeuille*

Cinéfeuille, c'est un éco-festival, un festival d'éducation à l'environnement, un festival du

film documentaire sur le jardin et le paysage. Une action inter-associative qui associe de nombreux organismes (OPIE, Jardiniers de France...). Un lieu d'échange et de formation. Un temps de rencontre et de débat pour le grand public avec les plus grands noms de l'histoire des jardins, de la connaissance des plantes, l'art du paysage, de la place du jardin comme espace de renouveau de nos villes, de lien, de soins et de bien-être. Un festival qui a fêté ses 11 années et s'est enraciné à Gaillac.

Une rencontre incontournable pour ceux qui aiment parcourir des jardins, découvrir des paysages à travers l'image. Un événement tout à la fois écologique et culturel.

#### ■ Association CPIE des Pays Tarnais

76, avenue du Sidobre  
81100 Castres

#### *Programme Eco-collèges 81*

Depuis 3 années scolaires, le Conseil Général du Tarn, poursuit une opération départementale d'éducation au développement durable dans les collèges du Tarn: le Programme « Eco-collèges 81 ». Avec l'appui opérationnel du CPIE des Pays Tarnais, maître d'œuvre, il accompagne de manière forte les expériences volontaires engagées par les collèges de son territoire. C'est une action à part entière de son Agenda 21 conduite en partenariat avec l'Inspection Académique du Tarn.

Les objectifs sont :

- faire émerger des démarches et projets pédagogiques structurés et innovants dans le domaine de l'éducation au développement durable
  - favoriser la mise en cohérence du projet pédagogique avec la gestion administrative et technique de l'établissement
- Chaque année, sur la base d'un appel à projet 3 à 4 nouveaux collèges intègrent le dispositif.

Ils sont accompagnés pendant 3 années exécutives par le CPIE des Pays Tarnais à trois niveaux :

- conduite générale du projet dans chaque établissement (orientations, management...)
  - les interventions directes en classe, selon les thèmes choisis en accord avec les élèves et les enseignants
  - l'appui au personnel administratif et technique pour favoriser la prise en compte du développement durable
- Par ailleurs, le CPIE assure la conduite globale du projet et sa coordination ainsi que la mise en réseau des établissements. Pour la rentrée scolaire 2011/2012: 3 priorités ont été retenues sur l'ensemble du programme :
- mettre en place sur l'ensemble des collèges, l'opération « Un fruit à la récré »
  - assurer un programme de formation pour les agents ATTEE
  - inscrire le programme « Eco-collège » dans la dynamique de développement de l'ENT (Espace Numérique de Travail) mis en place en parallèle. À noter que chaque collège met en place une charte, une formation éco-délégué et un plan d'actions spécifique.

#### ■ MFR Midi Pyrénées-INEOPOLE

823, Avenue de la Fedarie  
81600 Brens

#### *ALIM'EN TERRE, un jeu pédagogique sur l'alimentation durable.*

«ALIM'EN TERRE » est le fruit d'une action pédagogique conduite par 3 groupes d'étudiants en formations BTS ESF, BTSA ACSE et TECHNICO COMMERCIAL, des partenaires professionnels (Agropoint Tarn, graphiste, diététicienne) et des formateurs de l'établissement. Cette réalisation dans le cadre de l'Agenda 21 a été soutenue par le Conseil Régional de Midi Pyrénées.

La MFR travaille depuis plusieurs années autour des thématiques du développement durable: l'alimentation, les produits sous signes

officiels de qualité, l'agriculture biologique, les circuits courts.

Autour de 342 questions réparties en 6 thématiques, les élèves en équipes découvrent les produits régionaux labélisés, les spécialités culinaires et réfléchissent aux questions d'équilibre alimentaire, de saisonnalité, d'économie, dans la convivialité.

Le Jeu est appelé à être diffusé dans les lycées de la région.

#### ■ Cie Corossol

7 allée Vauban  
92320 Châtillon

#### *Cie Corossol*

Notre démarche artistique privilégie les créations théâtrales ouvertes sur les réalités contemporaines. Elle aborde les thèmes de société tels que le développement durable, la mobilité douce, covoiturage, sensibilisation aux gestes éco-citoyens.

L'objectif principal de la compagnie est de sensibiliser un public familial à la protection de l'environnement et aux questions liées au développement durable. Il s'agit, grâce au dialogue initié durant les temps d'animation qui ont lieu après le spectacle, de questionner le public sur sa participation quotidienne à une éco-attitude.

C'est dans cette optique que nous avons créé deux spectacles : « Clown Circuit » et « Quoi de nouveau sous le soleil? » ; chacun d'eux aborde avec précision et non sans humour la biodiversité, le réchauffement climatique, la pollinisation...

#### ■ Association AFNOR

11, Rue Francis-de-Pressensé  
93571 Saint-Denis - La Plaine

#### *Ateliers découverte ISO 26000*

Depuis la fin 2010, le Groupe AFNOR organise dans toute la France des Ateliers découverte ISO 26000. Ces ateliers gratuits, d'une durée

de 3h, regroupent une quinzaine de participants de tous horizons (entreprises, collectivités, associations, etc.). Ils permettent de faire le tour de l'ISO 26000 et de se frotter à l'exercice de l'auto-évaluation de la performance. Plus de 1000 participants ont déjà assisté aux 50 sessions qui se sont tenues depuis 6 mois. De nombreuses autres dates sont planifiées dans toute la France pour le second semestre 2011.

#### ■ Association Ville de Boissy Saint Léger et les Francas du Val de Marne

5 avenue Auguste-Gross  
94380 Bonneuil Sur Marne

#### *Expérimentation à Boissy Saint Léger pour une restauration collective inscrite dans une perspective de développement durable*

Cette expérimentation avait pour objectif d'identifier les conditions de réussite d'un projet de centre de loisirs inscrit dans une perspective de développement durable : comment aller au-delà d'actions comme la mise en place d'un potager ou du tri sélectif, pour réellement engager le fonctionnement même du centre de loisirs dans une démarche d'EEDD?

Dans un premier temps, un groupe de travail composé d'enfants, d'animateurs et directeurs du centre de loisirs de Boissy Saint Léger - l'ALP (Accueil Loisirs Primaires) - ainsi que de représentants du service Éducation et loisirs de la Ville s'est réuni pour deux réunions, animées par un cabinet d'ingénierie sociale et territoriale. Ces temps de travail ont permis au groupe de définir ensemble les termes de « développement » et « durable » pour ensuite dégager six directions de recherche. Ils ont également été l'occasion d'une prise de conscience de l'état actuel du fonctionnement de l'ALP.

Dans un second temps, c'est la thématique de l'alimentation qui a été choisie comme objet d'étude : comment inscrire la restauration col-

lective de l'ALP dans une démarche d'EEDD? Plus particulièrement, que peut-on améliorer autour de l'alimentation en centre de loisirs? Comment renouer le contact entre les enfants et la nature?

La ville de Boissy Saint Léger s'est alors engagée dans un dispositif régional - QSEC (Questions de Sciences, Enjeux Citoyens) - qui a aidé le groupe à rencontrer le groupement des agriculteurs biologiques de l'Ile de France, à formaliser sa réflexion au cours de plusieurs séances de travail, mais aussi déterminé l'équipe à relancer des activités avec les enfants autour du jardinage et du compost, et à se former à une technique de culture en « lasagne ». Tout au long de l'été, les enfants ont pu jardiner et cuisiner le fruit de leur récolte.

La question s'est alors précisée autour des conditions à réunir pour convaincre les élus de se lancer dans ce défi. L'étude actuellement en cours sur l'évolution de la restauration scolaire de la Ville est une nouvelle étape et la réflexion se poursuivra à partir de la rentrée.

#### ■ Association SEPANGUY

27 bis avenue Pasteur - BP 411  
97300 Cayenne

#### *Exposition « Déchets d'œuvres d'enfants » SDD 2011*

Dans le cadre de la Semaine du Développement Durable et du programme d'éducation à l'environnement et à la citoyenneté, ainsi que d'un partenariat avec le réseau GRAINE Guyane, l'association SEPANGUY a organisé une exposition, gratuite et ouverte permettant de valoriser le travail et l'implication des enfants et porteurs de projets en EEDD et également la dynamique des acteurs associatifs travaillant sur la thématique des déchets.

Cette exposition a été réalisée du 1 au 7 avril 2011 à la salle d'exposition de Matoury. (973). Par un 1er appel à contribution lancé sur l'ensemble du territoire, nous avons sollicité les porteurs de projets qui désiraient exposer

une œuvre ou une réalisation (tous supports, toutes mises en place), tout en essayant de gagner en cohérence et optimiser le rapatriement des œuvres sur Cayenne.

Le vernissage-31 mars 2011 :

Le vernissage de cette exposition proposé autour d'une collation la moins impactante possible (dégustation de produits locaux, d'eaux du robinet aromatisée et vaisselle durable...) a été précédé d'une conférence de presse permettant d'inauguration officielle de la SDD par M. le Préfet de Guyane, M. le Directeur de la DEAL Guyane et M. le Maire de Matoury.

Lors de la conférence de presse, une élocution de la Présidente du GRAINE Guyane, la Vice Présidente de la SEPANGUY et la coordinatrice du programme pédagogique sur les déchets de l'association ont été réalisées, permettant de souligner le travail des acteurs du réseau associatif, des enseignants et porteurs de projets ainsi et surtout l'implication des enfants et des jeunes à s'investir sur des projets en éducation à l'environnement.

La découverte de l'exposition :

Nous avons proposé cette exposition sous la forme d'un parcours organisé autour d'un gigantesque dépôt sauvage, tombant sur une crique et une plage contribuant à ensevelissement d'une tortue luth.

Pollutions des sols et de l'eau, risques pour les espèces, risques sanitaires (dengue, maladies...) et blessures ont pu être constatés sur le dépôt.

Cette installation ayant été réalisée pour interpeller le visiteur afin de lui donner envie d'agir. Accueillis par un mur d'expression sur les déchets, les enfants et visiteurs pouvaient découvrir les différents travaux (agencés en parallèle et tout autour du dépôt sauvage) en lien avec soit les problématiques sur les incivilités, la réduction des déchets avec des solutions et des alternatives à ces problèmes.

Puis, ils étaient invités à participer aux ateliers sur la réutilisation et le recyclage des emballages.

Suite aux ateliers, une deuxième partie de l'exposition présentait les déchets d'une façon positive à travers l'art, le recyclage, le rêve et l'imaginaire, carnaval...

Enfin, les enfants ou visiteurs pouvaient aller s'exprimer sur un panneau sur leur envie d'agir, ou venir s'installer sur un coin lecture aménagé pour l'occasion avec des ouvrages de littérature jeunesse sur la thématique.

Ce petit coin calme a également permis de donner vie à travers des histoires improvisées aux structures réalisées lors de l'atelier.

De nombreux partenariats :

Ce projet a mobilisé de nombreuses personnes, qui ont donné bénévolement beaucoup de temps pour le montage et l'installation de l'exposition, l'aide à l'animation des ateliers.

Au total, cette exposition a permis de valoriser le travail de 9 associations travaillant ou ayant travaillé sur la thématique des déchets ainsi que 13 établissements scolaires et 3 autres porteurs de projets.

Quotidiennement, tout au long de la semaine, nous avons accueilli des classes sur des ateliers ludiques et participatifs autour des déchets, soit environ 181 élèves, enfants et accompagnateurs et 70 visiteurs.

Les associations NE PLUS JETER et Guyane allaitement ont réalisé également des ateliers sur le tissu de récupération et les couches lavables.

## Collectivité

### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
01950 Sion

### ***Sensibilisation des élèves via « Ecole-Economie »***

Afin de sensibiliser les milieux scolaires au fonctionnement de l'économie, le programme « École - Economie » propose des activités et des cours « prêts à l'emploi » aux enseignants et aux élèves des différents degrés de formation. Le développement durable y est intégré afin de montrer les liens existant entre les aspects économiques, environnementaux et sociaux. Dans ce cadre, le projet « apprendre à entreprendre » permet chaque année à une dizaine de classes d'école de commerce d'expérimenter la création d'une entreprise et la mise sur le marché d'un produit ou d'un service, en intégrant tout au long de leur démarche les questions de durabilité.

### ■ Centre de Formation Hôtelière Vichy

5-15 Rue Montaret  
03200 Vichy

### ***Accompagnement des entreprises d'Hôtellerie-restauration tourisme dans une démarche de développement durable***

Un programme complet de formation-action orienté DD pour les entreprises de tourisme :

- Une première session collective théorique répartie sur 3 journées complètes afin d'étudier l'ensemble des thématiques abordées (gestion environnementale et énergétique, mobilisation des équipes, principes de management et de commercialisation de l'offre).
- Un auto-diagnostic pour évaluer les besoins de l'entreprise

- Un accompagnement par un consultant-formateur pour approfondir certains points  
 - Un accompagnement par le conseiller tourisme des CCI dans la démarche  
 Durant 6 demi-journées les améliorations à apporter sont examinées avec le dirigeant et les collaborateurs concernés afin de définir des marges de progrès tout en hiérarchisant les objectifs à atteindre.

12 entreprises accompagnées en 2010 + 12 entreprises en cours d'accompagnement pour 2011

#### ■ Conseil Général des Alpes de Haute Provence

Hôtel du Département  
 13 rue du Dr-Romieu - BP 216  
 04003 Digne Les Bains Cedex

#### **Agenda 21 scolaire des collèges des Alpes de Haute-Provence**

Depuis 2006, le Conseil Général des Alpes de Haute-Provence co-construit et met en œuvre un Agenda 21 départemental.

Une des actions phares de cette ambition de développement durable consiste en la mise en œuvre d'Agendas 21 scolaires dans les collèges volontaires du département.

Concrètement, il s'agit d'une démarche d'éducation citoyenne dont l'objectif est la sensibilisation et l'éducation au développement durable à partir d'actions concrètes définies en concertation avec la communauté éducative et mises en œuvre au sein de l'établissement. Aujourd'hui, 8 collèges sont d'ores et déjà engagés dans un Agenda 21 scolaire : Maria Borrely (Digne), Paul Arène (Sisteron), Jean Giono (Manosque), André Ailhaud (Volx), Pays de Banon, le collège du Verdon (Castellane) et Marcel Massot (la Motte du Caire) et l'Ecole Internationale Provence Alpes Côte d'Azur (Manosque).

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche, ils bénéficient d'un accompagnement méthodologique et pédagogique.

L'objectif général étant d'aboutir à une organisation et une démarche partagée, co-construites et pérennes avec l'ensemble des acteurs des collèges : communauté éducative, équipe technique, collégiens, parents d'élèves, partenaires extérieurs, collectivités locales... dans chacun des établissements concernés.

#### ■ Conseil Général des Hautes Alpes

Hôtel du département  
 Place Saint-Arnoux - BP 159  
 05008 GAP Cedex

#### **Portraits de haut-alpins/Oralité et Développement durable**

Le Développement durable est un terme de plus en plus utilisé, un concept de mieux en mieux partagé. Comment les haut-alpins perçoivent-ils et vivent-ils ce phénomène, ce concept? Comment se traduit-il dans leur vie quotidienne? Anciens des vallées ou jeunes qui s'y implantent, chaque Haut-Alpin est un acteur du développement durable et peut témoigner de l'évolution du territoire et des comportements.

Dans son Agenda 21, le Conseil Général 05 a ainsi voulu donner la parole aux Haut-Alpins sur leur perception, leur appropriation et leurs questionnements face au Développement durable dans leur vie quotidienne. L'action, pilotée en interne par le Centre de l'Oralité Alpine, consiste à construire un corpus d'enquêtes orales filmées sur le Développement durable dans le département dans le but de réaliser un outil de sensibilisation et d'échange utile pour initier des débats sur l'évolution des comportements et l'émergence de solutions créatives. Les témoignages récoltés illustrent ainsi l'Agenda 21 de points de vue personnels, créatifs et constructifs, ni polémiques, ni catastrophistes, pour amener les Haut-Alpins à une attitude responsable et à un changement de comportement individuel et collectif, en

misant sur l'innovation et non sur un retour à un passé désuet.

Sept principes éthiques ont été respectés pour choisir les personnes qui ont témoigné :

- s'appuyer sur les représentations de Haut-Alpins, la dimension culturelle prévalant sur l'approche scientifique et technique,
- recenser des initiatives personnelles, et évaluer de quelle manière cela permet aux personnes d'aller vers un mieux-être et de substituer au sentiment de culpabilité un besoin de responsabilité,
- Faire comprendre que changer de comportement en matière d'environnement et de mode de vie n'est pas un retour en arrière, mais au contraire, un enjeu en matière d'innovation et de créativité,
- Déconstruire les peurs (« ne plus bouger, ne plus manger, ne plus être logé... ») et montrer que chaque geste individuel produit du collectif,
- Sortir du discours caricatural et investir sur la trilogie social-environnement- économie et pas seulement l'aménité environnementale
- Éviter le discours militant,
- Faire que l'oralité vienne nourrir le processus engagé autour du développement durable en privilégiant une approche intime et sensible.

#### ■ Communauté d'agglomération Pôle Azur Provence

57, avenue Pierre-Sémard  
 06130 Grasse

#### **Parcours de sensibilisation à l'Environnement et au développement Durable**

Le 21<sup>ème</sup> siècle s'ouvre sur la nécessité de construire un monde plus responsable. L'école joue un rôle déterminant pour la compréhension et la mise en œuvre du développement durable. L'implication de toutes et tous dès le plus jeune âge dans la préservation de notre cadre de vie représente ainsi un enjeu prioritaire pour les élus du Pôle Azur Provence.

Conçu comme un véritable parcours de découverte sur des thèmes à enjeu pour notre territoire, tels que l'énergie, l'Eau, la Biodiversité ou encore l'Agriculture locale, ce dispositif, élaboré en partenariat avec les Inspections de l'Éducation Nationale de Grasse et Val de Siagne, privilégie une approche participative, écologique et scientifique mettant les élèves en position d'acteurs. C'est aussi l'occasion pour les classes de découvrir des sites naturels et des équipements locaux lors des visites prévues pour chaque thème.

Pour chacun des 4 thèmes, chaque classe bénéficie de 4 demi-journées d'intervention en classe par un animateur-environnement et d'une visite de terrain.

Au mois de mai, chaque classe vient présenter son projet aux autres participants à l'occasion d'une journée de valorisation placée sous le signe de l'échange et de la convivialité.

Chaque année, une vingtaine de classes peuvent bénéficier de ce dispositif.

#### ■ Communauté d'agglomération Pôle Azur Provence

57, avenue Pierre-Sémard  
06130 Grasse

#### **Accompagner les démarches « Agenda 21 scolaire »**

Depuis 2008, la Communauté d'agglomération soutient et accompagne les établissements scolaires du territoire, en particulier les écoles primaires, qui sont volontaires pour expérimenter la mise en œuvre d'une démarche globale de développement durable.

En partenariat avec des associations locales, le Pôle Azur Provence permet aux écoles de réaliser un diagnostic de leurs pratiques écologiques et apporte un soutien méthodologique pour la mobilisation de la communauté scolaire et la définition du plan d'actions. L'exemplarité et la capitalisation de ces expériences pilotes pourront permettre aux autres

établissements scolaires de s'engager, peu à peu, dans des démarches similaires.

#### ■ Communauté d'agglomération Pôle Azur Provence

57 avenue Pierre-Sémard  
06130 Grasse

#### **Appel à projet « Développement Durable »**

Parce qu'il est de notre responsabilité de faire du développement durable une valeur partagée par tous, la communauté d'agglomération Pôle Azur Provence, dans le cadre de sa Charte intercommunale pour l'Environnement, souhaite soutenir de nouvelles formes de mobilisation de la société qui s'appuient sur l'information, la médiation, la concertation, la pédagogie, l'incitation... à travers un appel à projets annuel « Développement Durable ». L'objectif de cet appel à projets, à travers les initiatives proposées par les acteurs locaux, est de promouvoir de nouvelles références et une culture partagée en faveur d'un développement durable qui permettent aux citoyens de mieux connaître les interactions entre les hommes, les milieux et modes de vie et les grands mécanismes régissant l'évolution de notre planète afin de mieux participer aux réflexions et décisions liées ces grands enjeux sur notre territoire intercommunal.

Les thèmes de l'appel à projet sont : Biodiversité et ressources naturelles

- Pollutions, risques et nuisances
- Changement climatique et maîtrise de l'énergie
- Réduction des déchets
- Environnement, santé et qualité de vie
- Production et consommation durables
- Gouvernance et démocratie écologique
- Solidarités locales

Les lauréats bénéficient d'une aide financière de 1000 à 5000 euros en fonction du projet.

#### ■ Les Jardins du Musée International de la Parfumerie

Chemin des Gourettes  
06370 Mouans-Sartoux

#### **Création d'un conservatoire des Plantes à Parfum**

Le conservatoire des plantes à parfum au MIP est un jardin botanique, destiné à assurer la préservation des plantes à parfums spécifiques du territoire grassois, ainsi que leur valorisation par la diffusion des savoir-faire locaux auprès de tous les publics. Il est au cœur du développement local par le rôle qu'il occupe sur le territoire d'un point de vue patrimonial, économique, social, paysager et environnemental.

Il s'est inscrit en janvier 2010, dans le projet du Musée International de la Parfumerie (labellisé Musée de France) et a été transféré à la Communauté d'Agglomération Pôle Azur Provence.

À Mouans-Sartoux et d'accès facile, il abrite un jardin botanique (collection de plantes) et une serre abritant des salles d'animation et de médiation.

Jardin odorant en lien direct avec l'actuel Musée International de la Parfumerie, c'est un site expérimental (nouvelles technologies, recherches sur de nouvelles espèces botaniques...), un observatoire de nouvelles notes olfactives tout en restant également un espace de découverte des paysages et cultures florales locales.

#### ■ Mairie de Pamiers

Place du Mercadal - BP 70167  
09101 Pamiers Cedex

#### **Le Conseil de Développement Durable, outil de concertation et participation citoyenne**

La ville de Pamiers a installé en mai 2010 une nouvelle instance : le Conseil de Développement Durable.



La collectivité, engagée dans le processus de reconnaissance Agenda 21 depuis 2006, souhaite au travers de cet organe impliquer ses parties prenantes dans le montage de projets communaux, dans les réflexions à court moyen et long terme portant sur l'avenir du territoire. Elle impulse une dynamique nouvelle, et cherche à se rapprocher au plus près des attentes des usagers, afin d'y répondre par des projets et des services cohérents et de qualité. Le Conseil de Développement se réunit 2 fois par an en assemblée plénière et répartit ses travaux par thématiques au sein de groupes de réflexion, au nombre de 5 voire 6 à la rentrée 2011. Les sujets abordés : l'Éducation au Développement Durable des jeunes de 16 à 25 ans ; Vers un développement économique durable ; Énergies et énergies renouvelables ; Transports ; Développement du logement en centre-ville ; Un nouveau groupe se saisira du sujet Communication dès la rentrée, opération 'Pamiers Défi 2021'.

Les groupes sont animés par un binôme élu/technicien et sont ouverts à la participation des associations, institutions, établissements scolaires, habitants, entreprises...

Le Conseil de Développement Durable est un outil d'aide à la décision, une passerelle favorisant le dialogue et les synergies, un concept à géométrie variable qui permet d'avancer avec pragmatisme sur des projets concrets : création d'un Conseil de Jeunes, lancement d'enquêtes de proximité et de besoins, création d'un club/réseau des chefs d'entreprises, montage d'un cahier des charges pour le transport urbain...

■ **Agglomération Grand Narbonne, Parc naturel régional, Pays, SCOT de la Narbonnaise, Communauté de Communes**

Domaine de Montplaisir  
11100 Narbonne

■ **Un Conseil de développement unique en Narbonnaise**

La multiplicité des structures et des institutions sur un même territoire, bien que courante, débouche pour le citoyen et les habitants sur une vision confuse du paysage institutionnel et sur un éloignement des prises de décision. En Narbonnaise, chaque structure ou presque possédait une interface avec la société civile au sein de son fonctionnement, conseil de développement ou comité consultatif. Pour essayer de proposer aux habitants, associatifs et socio-professionnels un espace de concertation plus fluide et plus transversal, une agglomération (Le Grand Narbonne), une communauté de communes (Corbières Méditerranée), un Parc naturel régional (Narbonnaise en Méditerranée), un Pays (Narbonnaise) et un syndicat mixte portant le SCOT ont décidé de fusionner leur Conseil de développement. Une première en France!

■ **Parc naturel régional de la Narbonnaise en Méditerranée**

Domaine de Montplaisir  
11100 Narbonne

■ **Le RAP, un réseau « Nature et patrimoine » au service du territoire**

Pour sensibiliser habitants, scolaires et visiteurs aux richesses patrimoniales de son territoire, le Parc a choisi de confier ses missions d'éducation à l'environnement et la programmation de sorties nature et patrimoine à un réseau dynamique : « le Réseau des animateurs du Parc » (RAP)

Les animateurs du réseau (plus d'une trentaine) sont des spécialistes dans leur(s) domaine(s), ou à la croisée de plusieurs disciplines : insectes, oiseaux, zones humides, artistes... ils sont salariés, bénévoles ou professionnels en nom propre. Formations, échanges, mutualisation d'outils pédagogiques, nouvelles thématiques, nouveaux

publics font la force de ce réseau aux compétences multiples et complémentaires.

Les animateurs participent pleinement au programme du Parc naturel régional à travers « l'École du Parc », la Classe Accueil environnement de Bages, les événements du Parc, les sorties « Nature et Patrimoine »...

Par le biais du Parc, un partenariat important s'est développé avec les collectivités locales (communes, OMT, MJC, associations, CLSH, clubs...) ou entreprises pour apporter une aide à l'organisation d'événements liés à l'environnement, à la citoyenneté et au développement durable.

■ **Conseil Général de l'Aveyron**

Place Charles-de-Gaulle  
12000 Rodez

■ **Épreuves sportives et développement durable**

À travers un partenariat fort avec les associations départementales du sport scolaire, le Conseil Général est co-organisateur d'épreuves sportives scolaires massives. Ainsi, se déroulent chaque année le cross scolaire du Conseil Général et les raids scolaires des lycées et des collèges. Ces événements majeurs dans la vie sportive éducative des scolaires aveyronnaise s'inscrivent dans un projet affirmé de développement durable. Cela se traduit par un choix d'objectifs et d'actions concrètes :

Respect de l'environnement

La mutualisation forte des transports et une réduction du nombre de bus

Solidarité

Les jeunes résidents, issus des établissements spécialisés ouverts aux personnes en situation de handicap (IME, MAS, CAT), participent à ces épreuves.

Intégration locale des manifestations et découverte du département

Ces manifestations de masse se déroulent chaque année en milieu rural dans des sites tournants.

#### ■ Conseil Général de l'Aveyron

Place Charles-de-Gaule  
12000 Rodez

#### **Éducation, citoyenneté et développement durable**

Dans le cadre de sa mandature 2009-2011, le Conseil Général des jeunes de l'Aveyron a mis en œuvre des actions portant sur le thème général du développement durable. Les conseillers généraux juniors sont au nombre de 44, soit un élu par collèges issus des classes de 5<sup>e</sup> (21 collèges publics, 23 collèges privés).

Le thème du développement durable a été traité par 4 commissions de 11 jeunes. Ainsi ont été élaborés des projets regroupés dans les domaines de la culture, du social et des collèges, en collaboration étroite avec les services administratifs de la collectivité. Différentes visites sur des sites aveyronnais ont permis aux jeunes de découvrir des actions départementales en lien avec le thème de leur commission : les musées départementaux, des chaufferies bois, un bâtiment départemental labellisé Haute Qualité Environnementale, la tourbière des Rauzes sur le canton de Vezins, espace naturel protégé par le Département, l'espace de découverte Terra Memoria à Bozouls...

#### ■ VILLE DE RODEZ

Place Raynaldy  
12000 Rodez

#### **Soirée débat : lancement de la démarche « manger mieux, manger bio »**

La ville de RODEZ s'est engagée en 2008 dans une démarche intitulée « manger mieux, manger bio » ; afin de sensibiliser les ruthénois à cette thématique, la ville de RODEZ a organisé

une soirée débat ; projection du film « Nos enfants nous accuseront » suivi d'un débat animé par M. Veyrat, directeur de l'association Un + BIO en présence du réalisateur M. JAUDE.

#### ■ VILLE DE RODEZ

Place Raynaldy  
12000 Rodez

#### **Démarche manger mieux manger bio**

Structuration de l'approvisionnement :

- actions ponctuelles avec les producteurs locaux pour valoriser les produits du terroir : Aligot, laguiole, melon du Quercy, raisin chasselas de Moissac, veau du Ségala...
- création de liens avec des producteurs locaux : producteur de lentilles bio aveyronnaise, de pain bio, de pommes de terre du Ségala
- mise en place d'accord cadre afin de pérenniser ces liens

#### ■ VILLE DE RODEZ

Place Raynaldy  
12000 Rodez

#### **Manger mieux, manger bio : sensibilisation et éducation**

Autre volet de cette action sensibilisation et éducation s'adressant au consommateur : il est important que nos consommateurs en restauration scolaire, consommateurs de demain partent à la découverte du monde agricole et voient le cheminement du produit : de la terre à l'assiette.

La ville de Rodez a organisé en 2010-2011 un atelier : à la découverte du lait dans tous ses états : présentation de la ferme, visite d'une exploitation laitière, ateliers sur la transformation du lait avec la participation de producteurs locaux.

#### ■ VILLE DE RODEZ

Place Raynaldy  
12000 Rodez

#### **Manger autrement : bio, produits de qualité, approvisionnement local**

6 villes du département de l'Aveyron ont créé une association, l'association « Soli'Terre » ; Ces 6 villes, possédant toutes une cuisine centrale, travaillent ensemble sur la thématique : approvisionnement local.

Elles veulent être une force d'achat incitant les producteurs à offrir des produits de qualité et de proximité. L'association « Soli'Terre » a fait faire une étude menée par l'APABA (association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron) et le lycée LA ROQUE de Rodez ; cette étude s'est déroulée en 3 étapes :

- audit des cuisines centrale: situation, consommations actuelles et définition des besoins en produits locaux
- analyse de l'offre alimentaire existante, en adéquation avec la réglementation en vigueur
- mise en adéquation de l'offre et de la demande :

Compte tenu des conclusions de cette dernière étape, l'association « Soli'Terre » a décidé de lancer un appel d'offres alimentaire commun aux 6 communes sur une sélection de produits de qualité, bio et de proximité. Un chargé de mission est embauché pour assurer le suivi des travaux engagés par ces 6 communes.

#### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

Maison de l'industrie  
12300 Decazeville

#### **Permettre un accès de proximité aux livres et multimédias**

Afin de favoriser l'appropriation et la diffusion de la lecture auprès d'un large public du Bassin, la Communauté de communes a décidé d'organiser un réseau de lecture publique avec 4 antennes et une tête de réseau. Ce

choix de maillage du territoire a été décidé afin de répondre à une offre service de proximité dans les centres bourgs des 5 communes afin de susciter une fréquentation hebdomadaire voir quotidienne et encourager les déplacements doux.

La mise en œuvre de ce réseau de lecture permet, en plus, de proposer un projet d'animation plus large de regroupement d'équipements à vocation culturelle. Des synergies et mutualisation seront également organisées avec les équipements muséographiques, de musique, d'animation du patrimoine sur chacune des cinq communes du Bassin.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur**

Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

**Le Réseau Mer « Éducation à l'environnement »**

Le Réseau Mer est un réseau d'acteurs rassemblant à la fois des structures associatives, des structures de gestion intégrée de la zone côtière, des représentants des institutions (collectivités, services et établissements publics de l'État), des scientifiques, des professionnels des sports nautiques et du tourisme. De par ses actions mises en œuvre, ce réseau vise à faire évoluer les comportements des citoyens et améliorer les processus de préservation du milieu littoral et marin.

Créé en 2002, ce réseau a permis de mutualiser les compétences et les moyens, pour gagner en cohérence, en efficacité et en qualité. Les objectifs de ce réseau sont :

- d'informer et sensibiliser les publics sur la spécificité et la fragilité des espaces littoraux et marins fortement fréquentés ;
- de contribuer à la sensibilisation et à la formation des acteurs et des usagers du milieu marin à travers une pluralité d'approches environnementales ;

- de participer à l'éducation à l'environnement de tous les publics ;
- d'être force de proposition auprès des décideurs.

Depuis sa création, il a permis la réalisation :

- d'outils de communication: une charte annexée à un document d'objectifs, un site Internet, un annuaire, des kakémonos, une brochure du Réseau Mer, une photothèque ;
  - d'outils pédagogiques pour le public scolaire: une collection de DVD pédagogiques (macro-déchets, eau et ses pollutions, urbanisation du littoral, espaces et espèces protégées, petits fonds), un kit d'observation du littoral « Côtes & Mer », un Coffre de la Mer pour les 3-6 ans, un film « Mer Nourricière » de 52', une malle pédagogique sur la pêche et les élevages marins ;
  - d'outils pédagogiques pour le grand public: une collection de livrets pédagogiques « Cap sur... » (la posidonie, le coralligène, les macro-déchets, le plancton, le sable et la gestion du littoral), des campagnes de sensibilisation spécialisées (Ecogestes Méditerranée pour les plaisanciers, Inf'Eau Mer sur les plages, Mer tous solidaires, Éco Attitudes dans les structures d'hébergement touristique), un DVD Ecoplaisance, un DVD EcoPlongée, un DVD interactif sur la Méditerranée, une exposition itinérante dans les bibliothèques régionales (Escalaes littorales), un Guide du bord de mer pour le grand public, un jeu de 7 familles sur la mer et le littoral ;
  - des documents de référence techniques et méthodologiques: un Guide technique et méthodologique sur les sentiers sous marins, un Cahier « A l'École de la Mer » pour aider à la mise en œuvre de projets dans les écoles primaires ;
  - d'outils d'évaluation: une base de données des actions et des publics cibles à l'échelle du territoire régional.
- Tous ces outils sont diffusés gratuitement sur demande motivée des enseignants, anima-

teurs pédagogiques, collectivités, clubs ou bases nautiques menant des actions de sensibilisation envers leurs publics.

■ **Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Hôtel de région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille CEDEX 20

**AGIR ensemble pour l'énergie**

L'Appel à Projets « AGIR ensemble pour l'énergie » a été initié par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du programme AGIR au second semestre 2010. Il vise à soutenir des opérations dont l'objectif est d'inciter les particuliers à adopter des comportements économes en énergie grâce à l'utilisation de méthodes ou d'équipements innovants. Neuf projets ont ainsi été retenus qui privilégient les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le projet GRID-TEAMS par exemple identifie des leviers pour impulser et rendre durable le changement de comportements des particuliers face aux consommations énergétiques. Pour agir sur les mécanismes de l'implication des usagers, GRID-TEAMS propose une expérimentation sociale sous la forme d'un programme de fidélisation à l'économie d'énergie construit autour des consommations énergétiques réelles relevées dans les logements des participants (à l'image des programmes de fidélité de grandes marques).

Autre exemple, le projet SENSOMI se positionne comme une expérience de psychologie sociale. Le laboratoire de sociologie de l'Université de Provence suivra les réactions des participants au cours de l'ensemble du projet pour en expliquer les mécanismes de décision. Cette opération a pour objectif principal la mise au point d'un dispositif engageant permettant de faire prendre conscience aux individus des effets de leur mode de vie sur leur consommation d'énergie domestique au travers d'un MMORPG (Jeu de Rôle Multijoueur en Ligne).

### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Le Collectif de Débats sur l'Énergie Dans la Concertation (CODECO)**

Le CODECO est un dispositif créé et piloté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il a pour vocation d'être un espace d'échanges et de partage d'information. Ouvert à l'ensemble des acteurs de l'énergie en région, la participation à ses réunions est libre et permet aux publics de se tenir informés des dernières avancées régionales en matière d'énergie. Le CODECO est le lieu privilégié de présentation des résultats de travaux tels que les études de l'Observatoire régional de l'Énergie (ORE) ou la présentation des bilans des dispositifs mis en place par la Région. Le CODECO compte en 2011 près de 600 inscrits et réunit pour chacune de ses deux sessions annuelles un public d'environ 100 personnes. Plusieurs groupes-projets ont également été mis en place et permettent d'aborder plus spécifiquement des questions thématiques : CODESOL pour le solaire, CODEOLE pour l'éolien, CODEBOIS pour le bois-énergie et CODEBAQUE pour le bâtiment de qualité environnementale. »

### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### **Le Loubatas**

Le Loubatas est une association d'éducation à l'environnement et au développement durable qui s'adresse à tous les publics jeunes et adultes. Les pédagogies actives, comme la pédagogie de projet, sont privilégiées. L'association gère un centre d'hébergement bioclimatique fonctionnant à l'énergie solaire, ce qui la rend exemplaire et pionnière dans

les domaines de l'éducation à la gestion des ressources et du développement durable. Ce gîte est le premier en France à avoir obtenu de la Fédération des Gîtes de France, en octobre 2005, le label écogîte. De nombreux outils techniques et pédagogiques originaux ont été créés sur le site afin d'en faire comprendre la gestion écologique et de sensibiliser les utilisateurs à des changements de comportements. L'Ecogîte est ainsi devenu un lieu exemplaire et incontournable en région Provence-Alpes-Côte d'Azur en matière d'éducation à l'écocitoyenneté. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur soutient l'Association « Le Loubatas » depuis de nombreuses années dans son travail de transmission de connaissance des milieux naturels, de sensibilisation, d'éducation et de formation aux enjeux du développement durable auprès du grand public et des enfants dans le cadre scolaire et extrascolaire.

Une équipe de 11 salariés, avec la participation de bénévoles, réalise des activités variées :

- Séjours de classes de découverte.
- Animations : Projets éducatifs ponctuels ou à l'année.
- Organisation de stages de Formation pour enseignants et animateurs.
- Création de documents et d'outils pédagogiques.
- Création de sentiers de découverte de l'environnement.

L'association est membre du réseau École et Nature, du GRAINE PACA et du Comité de Liaison des Énergies Renouvelables (CLER). Le Loubatas est membre fondateur du réseau ECORCE qui regroupe des centres d'éducation à l'environnement en recherche de cohérence écologique.

L'écogîte devient progressivement un centre de recherche exemplaire et expérimental sur le comportement éco-citoyens.

### ■ Conseil Général du Calvados

9, rue Saint-Laurent - BP 20520  
14035 Caen Cedex 1

#### **Large concertation pour l'Agenda 21**

Le conseil général du Calvados, dans le cadre de l'élaboration de son futur Agenda 21 a mis en place une large concertation entre juin 2009 et avril 2010.

3 questionnaires ont été envoyés : un questionnaire partenaires pour les acteurs socio-économiques et les collectivités du département, un questionnaire à destination des collégiens et un questionnaire à destination du grand public.

6 tables-rondes ont été organisées dans le département, autour de grandes thématiques (urbanisme, tourisme, agriculture, économie, l'Homme, la consommation). Une restitution de cette large concertation a été organisée au Zénith de Caen, autour de la projection du film Océans, en présence de Jacques PERRIN. Les collégiens, présents le matin, ont laissé place au grand public l'après-midi. Cette démarche de concertation a connu un grand succès, puisque près de 17000 questionnaires ont été recueillis, plus de 230 personnes ont assisté aux tables rondes et finalement 2000 collégiens et 1400 personnes ont découvert l'univers des océans ainsi que les résultats des questionnaires au Zénith de Caen le 9 avril 2010.

Les éléments issus de la concertation ont servi de base de travail pour construire le programme d'action agenda 21. Les partenaires du Conseil Général se sont alors réunis au cours de 14 réunions de travail, pour identifier 350 propositions d'actions. Celles-ci ont ensuite été analysées par les conseillers généraux, qui ont retenu 99 actions pour l'Agenda 21 du Calvados. Les partenaires sont aujourd'hui associés dans le cadre de l'élaboration des fiches actions et le seront également dans le suivi de l'Agenda 21.

## ■ Région Basse-Normandie

Abbaye-aux-Dames  
Place Reine-Mathilde - BP-523  
14035 Caen Cedex

### **Appel à projets « Associations-nous pour le développement durable ! »**

Chaque année depuis 2006, la Région Basse-Normandie organise l'appel à projets « Associations-nous pour le développement durable ! ». Inscrite à l'Agenda 21 régional, cette opération soutient les associations ayant un projet pour informer, sensibiliser et éduquer les Bas-Normands de tous âges aux thématiques relevant du développement durable que sont :

- L'éco-citoyenneté,
  - La solidarité entre les générations et les territoires,
  - Les responsabilités individuelles et collectives envers les générations futures.
- 20 projets associatifs sont retenus chaque année, ils doivent prendre en compte les orientations régionales prioritaires et porter sur :
- L'organisation d'actions de sensibilisation et/ou d'animations destinées au public,
  - L'élaboration d'outils ou de supports pédagogiques de sensibilisation,
  - La conception de programmes d'actions axés sur le développement durable et l'éco-citoyenneté.

Une attention particulière est portée sur des projets innovants et créatifs.

La réalisation du projet doit s'effectuer dans les 18 mois suivant la décision de la Région. L'aide régionale s'élève, au maximum, à 5 000 € par projet.

Grâce aux 6 éditions de cet appel à projets, la Région a pu soutenir 120 projets associatifs, diversifiés, réalisés par des associations agissant sur des champs très larges.

L'objectif de l'appel à projets est de développer des actions d'EDD pour tous les publics et le bilan tiré des 120 projets soutenus démontre une évolution des types de publics visés, avec des projets nouveaux et innovants en direction

des publics de la formation professionnelle, des élus et des collectivités ou des publics handicapés. Ceci peut s'expliquer par une prise de conscience des associations de l'importance de sensibiliser tous types de publics, mais aussi par les domaines d'activités plus diversifiés des associations qui candidatent à l'appel à projets.

## ■ Région Basse-Normandie

Abbaye aux Dames  
Place Reine-Mathilde - BP 523  
14035 Caen Cedex

### **Accompagnement des établissements scolaires et structures de formation dans leurs démarches de développement durable**

La Région Basse-Normandie a, depuis 2004, clairement marqué sa volonté de faire de la Basse-Normandie une Eco-Région. En 2008, elle adoptait son Agenda 21 régional qui place l'éco-citoyenneté, l'équité sociale et l'éducation au développement durable comme des axes forts de son action (axe I.1 : Préparer les jeunes à construire un avenir durable en mobilisant lycées et Centres de Formation d'Apprentis et axe I.3 : Construire un monde solidaire au service des générations futures – Tendre vers l'équité sociale et favoriser l'éco-citoyenneté). Par les nouvelles politiques mises en œuvre et celles qui sont développées au travers de l'Agenda 21 régional, la Région s'est saisie du développement durable pour anticiper le monde de demain, mais ne peut concrétiser ses aspirations sans l'engagement de l'ensemble des acteurs du territoire et de sa population.

Car cette démarche ne concerne pas seulement les États ou les collectivités, elle concerne tous les acteurs du territoire : un tel projet relève autant d'engagements collectifs que d'une responsabilité individuelle.

Les établissements scolaires et de formation, en tant que lieux d'apprentissage et de sociali-

sation, formateurs de l'autonomie et de l'esprit critique, sont des lieux privilégiés pour mettre en place ces démarches de développement durable et permettre aux apprenants ainsi qu'à l'ensemble de la communauté éducative et des acteurs de l'établissement, d'acquérir la connaissance des problématiques à résoudre et d'imaginer les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Les structures d'éducation permettent donc de sensibiliser, d'éduquer au développement durable par la pratique, et d'imaginer avec les autres, des solutions à mettre en place. Ils sont des lieux privilégiés en termes d'action et d'éducation au développement durable. Ils sont le premier lieu d'apprentissage des valeurs du développement durable.

Par ailleurs, les nouvelles approches techniques et réglementaires évoluent très rapidement, du fait d'un contexte international et national qui prend la mesure des défis à relever afin d'assurer l'avenir de l'humanité. Pour réussir à répondre aux besoins de diminution des émissions de gaz à effet de serre, d'économie des ressources naturelles, d'épanouissement de l'ensemble des êtres humains, il est nécessaire de former les actifs actuels et les jeunes à ces approches nouvelles. Ce sont de nouveaux emplois, de nouveaux métiers, mais aussi des référentiels de formation à adapter et donc un enjeu pour notre collectivité en charge de la formation professionnelle, de l'apprentissage et des lycées.

Avec la Région, le Rectorat, la DRAAF, d'autres collectivités territoriales, les organisations professionnelles, certains services de l'état et la société civile ont décidé d'unir leurs forces pour aider les structures qui le souhaitent (lycées, CFA, OF) à entrer en démarche de développement durable. Ces partenariats ont nourri la création d'outils :

- Les partenaires des lycées ont mis sur en place un groupe d'appui bas-normand aux établissements en démarche de dévelop-

pement durable qui a pour objectif de leur apporter les outils et réseaux utiles à la réussite de leurs démarches. Un référentiel a été rédigé et une animation est proposée ;

- La formation professionnelle est une compétence forte de la Région. Celle-ci a donc engagé dès 2005 la démarche d'éco-citoyenneté en formation professionnelle pour inscrire le développement durable dans le service public régional de formation. De nombreux outils ont ainsi été créés tels qu'un référentiel de compétences en matière d'éco-citoyenneté ou des repères clés pour conduire un projet de formation éco-citoyen (en ligne sur le site internet de l'ERREFOM). La Région entend donc consolider cette démarche dans le cadre de sa compétence en matière de formation des demandeurs d'emploi afin de favoriser l'intégration du développement durable à tous les niveaux des activités des organismes de formation.

- Pour l'Université, ou encore les IFAS-IFSI, l'article 55 de la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement prévoit que « Les établissements d'enseignement supérieur élaboreront, pour la rentrée 2009, un « Plan vert » pour les campus.

La Région a le souhait d'apporter un cadre global à toutes ces structures pour :

- Garantir à toutes les personnes en formation, une sensibilisation, une éducation et un accompagnement au développement durable, qu'elle que soit sa voie de formation (formation initiale par la voie scolaire ou apprentissage, formation professionnelle) ;

- Proposer une démarche régionale commune d'accompagnement à l'éco-citoyenneté et au développement durable pour l'ensemble des structures d'éducation et de formation relevant de la compétence de la Région ou d'un subventionnement régional (lycées, CFA, centre de formation professionnelle, IFAS-IFSI, Université, etc.) permettant de :

- favoriser la prise en compte globale du développement durable par ces structures, à la fois dans leur projet d'établissement, dans leur fonctionnement et dans leurs enseignements,

- Assurer une cohérence régionale globale dans la réponse apportée aux sollicitations formulées par ces structures

- Mettre en place les conditions d'une animation régionale inter-réseaux et une mutualisation des expériences et des outils entre les différentes voies de formation.

#### ■ SDEC Énergie

Esplanade Brillaud de Laujardière  
BP 7 5046  
14077 CAEN Cedex 5

#### *La Maison de l'Énergie*

La Maison de l'Énergie est un lieu d'expositions comprenant plusieurs espaces dédiés à l'éducation à l'environnement et aux économies d'énergies. La visite s'articule autour d'une démarche qui favorise la réflexion (supports d'accompagnement à compléter : questionnaire et carnet de jeu), l'action (exposition interactive avec des manipulations 'Le parcours de l'Énergie' et 'espace Développement Durable') et l'expérimentation (expériences scientifiques encadrées par un animateur sur les thèmes de l'effet de serre et la transformation de l'énergie).

#### ■ Communauté d'agglomération du Grand Angoulême

25 boulevard Besson Bey  
16023 Angoulême Cedex

#### *Protection et valorisation du patrimoine naturel du territoire*

Le Grand Angoulême a fait procéder au recensement des zones naturelles de son territoire et à leur classement par niveau d'intérêt écologique. Ce sont ainsi 25 secteurs qui ont été définis par Charente Nature, comme présentant des caractéristiques intéressantes en

matière de biodiversité, et allant d'un intérêt local à un intérêt européen.

Faisant l'objet d'un consensus général, ces zones ont été intégrées dans l'ensemble des documents d'urbanisme du territoire, afin de les protéger de toute urbanisation.

Leur valorisation se fait notamment au travers d'un programme pédagogique spécifique à destination d'une dizaine de classes d'école primaire chaque année.

#### ■ AYEN

28 rue des Écoles  
19310 Ayen

#### *Démocratie participative locale*

Mis en place de nombreuses actions d'information et de participation citoyenne à la vie collective du village (commune rurale de 700 habitants).

#### ■ Mairie de Brive

BP 80433  
19312 Brive Cedex

#### *Les concerts sur le pouce - Une pause musicale à l'heure du déjeuner*

Ce projet est né d'un constat : notre vie est aujourd'hui réglée par des horloges multiples. Nous sommes écartelés entre différents temps : le temps du travail, le temps des transports, le temps des loisirs, le temps pour soi et sa famille.

La ville de BRIVE, membre du réseau Tempo Territorial, a souhaité prendre en compte cette variable temps dans son offre de services à la population.

Nous avons identifié, grâce à une large enquête auprès de la population que le temps de la pause méridienne constituait un moment signalé par les habitants comment étant pour eux le moment le plus adapté pour faire des démarches, des courses, des activités de loisirs...

Aucune proposition d'offre musicale n'avait à ce jour été faite sur ce créneau à Brive.

Or, aller au spectacle le soir n'est pas toujours facile. Quand on est en couple ou parent isolé avec des enfants petits, il est parfois trop coûteux de trouver un système de garde pour aller au spectacle. Les personnes âgées ont des difficultés pour sortir le soir. Et nous constatons, notamment en centre ville, qu'un certain nombre de personnes mangeaient des sandwiches en se promenant sans but précis, en attendant de reprendre leur travail à 13h30 ou 14h00.

Les Concerts sur le pouce sont venus proposer une alternative à toutes ces constatations. Le concept :

Mettre en place une offre musicale de qualité, conviviale, de courte durée pour permettre aux gens qui travaillent d'en profiter, adaptée à tout public.

Il a été admis que l'on pouvait y assister avec son pique-nique ou un sandwich. Nous offrons un café aux spectateurs.

Les horaires choisis sont de 12h30 à 13h15. Le respect de ces horaires est très strict, cela afin de ne pas se priver du public qui travaille qui dispose de contraintes horaires.

L'entrée est gratuite.

Les lieux de concert sont faciles d'accès, connus de tous (salle d'honneur de la mairie ou plein air l'été).

Notre partenaire :

Ces concerts sont possibles grâce au partenariat développé avec l'association des professeurs du conservatoire.

Cela nous permet en effet de construire des programmes sur mesure en terme de temps, de contenu, de diversité, au plus proche des goûts du public, en tenant compte de son degré d'écoute à l'heure concernée. Il s'agit de concerts techniquement légers et peu coûteux.

Programme proposé : jazz, musique classique, chant, contes musicaux, marionnettes

et musique, cinéma muet et piano, musique africaine, musique irlandaise.

Le public touché

Nous avons aujourd'hui l'expérience des 18 concerts proposés à ce jour.

Le public se renouvelle en fonction des thèmes proposés.

Nous avons réussi à toucher des familles avec des petits enfants qui viennent avec leur pique-nique, les personnes âgées et les personnes qui travaillent.

Le public a pris ses marques.

L'idée de rentrer à un concert (classique) avec un sandwich à la main a fait son chemin, ainsi que celle de rentrer, d'écouter un moment puis de repartir.

Nous remplissons la salle à chaque fois.

#### ■ Ville de Dijon

Mairie de Dijon

Service des Sports - BP 1510

21033 Dijon Cedex

#### **Charte du sport éco-citoyen**

Bien que sensible aux pollutions peu compatibles avec une pratique saine et agréable, le sport peut lui-même générer des nuisances sonores, des consommations excessives d'énergie dans les installations sportives, des déchets (notamment les détritiques laissés sur place par les pratiquants et les spectateurs), des émissions de gaz à effet de serre lors des déplacements sur les lieux d'entraînement ou de compétition, etc.

Ces constats justifient à eux seuls la mise en œuvre d'un programme de gestion des problématiques environnementales associées aux pratiques sportives.

C'est pourquoi il est proposé que la Ville, en collaboration avec l'Office Municipal du Sport de Dijon, mobilise, au travers d'une charte du sport éco-citoyen, dont le texte est annexé au rapport, l'ensemble du mouvement sportif dijonnais sur une pratique sportive écologi-

quement, socialement et économiquement responsable et durable.

Ce projet s'inscrit dans la dynamique collective née de la volonté de la Municipalité, qui a clairement placé son mandat sous le signe du développement durable, des conclusions du Grenelle de l'environnement, et des initiatives du Comité National Olympique et Sportif Français.

Des actions ont déjà été engagées sur le territoire national ; on peut citer :

- la charte pour les organisateurs de manifestations sportives de nature éditée par la direction départementale de la jeunesse et des sports de Haute-Savoie, qui prévoit une labellisation des événements intégrant les différents volets du développement durable ;
- la charte du sport pour le développement durable adoptée par le Comité National Olympique et Sportif Français ;
- les « automnales du sport », organisées, en novembre 2008, par le Comité Régional Olympique et Sportif de Bourgogne sur les thèmes « Construire pour le durable ; organiser pour le durable ; pratiquer le durable » ;
- l'édition, par la Fédération Professionnelle des Entreprises du Sport et de Loisirs, d'un guide du magasin de sport éco-responsable ;
- la prise en compte du développement durable dans les critères désignant les villes sportives 2008 du journal L'Équipe ;
- la création en 2006 par la Ville d'Angers d'un label « Sport et développement durable » ;
- la mise en place, en juillet 2008, par les organisateurs du Tour de France, en partenariat avec Eco-emballages, d'une collecte sélective des déchets sur les lignes de départ et d'arrivée des étapes ;
- le programme « éco-cyclo » élaboré par la commission permanente inter-fédérale du cyclisme pour tous, qui a pour objectif d'associer les activités sportives et les enjeux environnementaux, utilisant l'image du sport comme un exemple de comportement citoyen

et attentif, et qui a abouti à la création d'une patrouille « éco-cyclo » qui, lors des épreuves cyclosportives, promeut les comportements éco-citoyens auprès des participants (ne plus jeter les emballages de barres énergétiques et autres aliments sur la route ou dans les fossés, etc.) et met l'accent sur la responsabilité des organisateurs vis-à-vis des territoires qui leur sont confiés (retirer les balisages, etc.).

Le monde sportif doit être conscient de l'étroitesse du lien qui existe entre la nature et l'exercice physique et s'interroger sur ce que sera la pratique sportive de demain. À cette fin, le club a un rôle fondamental à jouer car il est un vecteur de communication important avec ses licenciés, ses bénévoles, les accompagnateurs, les instances fédérales et le public, en direction desquels il pourra initier et encourager des dispositions favorisant la prise en compte de l'environnement et du développement durable.

En signant la charte du sport éco-citoyen, les présidents engageront leurs clubs dans des actions visant à changer les habitudes des sportifs et de leur entourage (dirigeants, parents, spectateurs, etc.), à faire la promotion des gestes utiles et des démarches éco-participatives, à s'impliquer dans une gestion respectueuse des sites, des paysages et de la nature ainsi qu'à adapter leurs activités aux contraintes environnementales et au respect de la bio-diversité.

Cette charte prend en compte les trois sphères du développement durable (environnement, économie, social) au travers de quatre grandes thématiques :

- maîtrise de la consommation d'énergie ;
  - préservation des ressources naturelles ;
  - gestion des déchets ;
  - achats et communication éco-responsables.
- Pour chacune de ces thématiques, des exemples d'actions concrètes figurent dans son article 2.

Les clubs sportifs dijonnais, amateurs ou professionnels, signataires de cette charte, auront toute latitude pour favoriser la créativité et l'innovation en matière de management environnemental, et ainsi diffuser de bonnes pratiques basées sur le développement durable. Ils pourront, de ce fait, véhiculer une image positive auprès du public, des médias, des partenaires, des participants aux manifestations, mais aussi dans leur fonctionnement interne ; en effet, l'adhésion à la charte apportera une valeur ajoutée au projet associatif dès lors qu'il intégrera le développement durable. En tout état de cause, ils s'engageront à désigner, dans chacune de leurs équipes, un capitaine « environnement » chargé de veiller au respect des actions destinées à promouvoir une pratique sportive éco-citoyenne.

Il est également proposé que, chaque année, les trois clubs qui se seront le plus investis dans la démarche au cours de la saison précédente, au regard d'un dossier de présentation de l'ensemble des actions engagées dans le cadre du développement durable, et d'une évaluation continue effectuée par les services municipaux, se voient décerner le label d'or, d'argent ou de bronze du sport éco-citoyen. Seraient examinées la qualité des actions proposées, la modification des comportements et la prise en compte des trois dimensions du développement durable.

Enfin, l'investissement des clubs dans cette démarche éco-citoyenne très volontariste serait valorisé dans le cadre des missions d'intérêt général, pour les sociétés sportives professionnelles, et dans celui des critères d'attribution des subventions de fonctionnement mis en place par l'Office Municipal du Sport de Dijon, pour les clubs amateurs.

Cette charte serait adressée à l'ensemble des clubs utilisateurs des installations sportives municipales et aux associations organisatrices de manifestations sportives sur la voie publique et serait applicable, pour ceux d'entre

eux qui adhéreraient à la démarche, dès la saison 2009-2010.

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### *Le réseau POLLEN*

Afin d'améliorer la synergie entre sa politique d'éducation à l'environnement et le développement des Espaces Naturels Sensibles, le Conseil Général a créé en mars 2000 le réseau POLLEN.

Ce réseau permet de labelliser des pôles d'accueil du public. Ces pôles sont porteurs d'un projet et doivent se référer à une Charte pour obtenir la labellisation.

Les objectifs principaux de la Charte sont de :

- sensibiliser tous les publics
- contribuer au développement local en matière de valorisation, de protection et de sensibilisation aux milieux naturels
- mettre en réseau l'ensemble de ces pôles.

Les membres du réseau POLLEN s'engagent à assurer des missions environnementales (à la fois sur les écosystèmes et sur l'éco-citoyenneté), pédagogiques, touristiques et culturelles.

À ce jour, 11 structures sont labellisées

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### *Les Journées du Développement Durable*

Afin de promouvoir son Agenda 21 territorial, le Conseil Général organise depuis 2011 9 rencontres autour de la thématique du développement durable. Ces rencontres sont ouvertes à tous. Elles ont pour objet de sensibiliser la population en s'insérant dans des journées thématiques de portée nationale ou internationale. Elles permettent aussi de l'informer sur des projets prioritaires émanant de l'Agenda 21.



Le Conseil Général a participé aux journées des zones humides, à la fête de la nature, au big jump et semaine de réduction des déchets. Il a mis en valeur les éco-manifestations, les nouveaux enjeux de la restauration collective, l'entretien durable des espaces verts, la gestion des rivières, l'ESS

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### **Guide Pratique « organiser un événement eco-responsable en Dordogne »**

Pour amener les organisateurs d'événementiels en Dordogne à intégrer des critères de développement durable, le Conseil Général a édité un guide disponible sur son site internet. Ce guide s'articule autour des questions à se poser lorsque nous devons organiser un événement. Il n'est pas constitué de fiches techniques. Il est agencé de manière chronologique. Il interroge sur chaque phase préparatoire en proposant quelques actions possibles, des exemples d'expériences locales menés et un annuaire de partenaires, de prestataires et de fournisseurs locaux.

Il dispose d'une grille d'évaluation simple pour permettre à l'organisateur de se situer et de faire évoluer sa démarche d'une année sur l'autre.

Le but de ce guide est de rendre simple des actions qui apparaissent à l'origine complexes.

#### ■ Conseil Général de la Dordogne

2 rue Paul-Louis-Courier  
24019 Périgueux

#### **De la nutrition au bio dans les collèges**

1997, création du Conseil Départemental Junior qui se dote d'une commission santé. Il lance une opération Bon Ap'axé sur le petit-déjeuner (produits laitiers et fruit) à laquelle adhèrent les collèges volontaires.

En parallèle, des actions ponctuelles avec des producteurs locaux sont organisées pour promouvoir les produits mais aussi leur qualité et leur variété.

100 % de la restauration est publique, effort permanent dans les cantines redoubler depuis le transfert des TOS pour décliner les orientations du GEMRCN.

2009 lancement de l'opération un repas bio par mois issu de produits agricoles locaux d'exploitation ou de jardins d'insertion.

Cette opération est basée sur le volontariat des collèves. 55 000 repas servis en 2009, 79 000 en 2010. Le Cg prend en charge le surcoût.

#### ■ Région Franche-Comté

4 square Castan  
25000 Besançon

#### **Vers une évaluation participative**

La Région Franche-Comté a mis en place, dans le cadre de son agenda 21, une évaluation participative sous la forme d'un comité évaluatif : composé de 5 conseillers régionaux, 5 membres du CESER, 5 experts, et 15 citoyens volontaires (sélectionnés par tirage au sort après appel à candidatures), le comité évaluatif a pour objectif de produire une évaluation indépendante qui doit permettre d'enrichir la réflexion du Conseil Régional. Il s'agit d'une démarche originale et expérimentale, permettant la diversité de regards critiques.

Le comité évaluatif se réunit une fois par trimestre, soit 5 fois depuis son installation début 2010. Un premier rapport d'étape vient d'être rendu et permet de faire d'ores-et-déjà des préconisations pour l'agenda 21 2<sup>e</sup> génération prévu à partir de 2012.

#### ■ Région Franche-Comté

4 square Castan  
25000 Besançon

#### **Des agendas 21 dans les lycées**

En Franche-Comté, 47 lycées publics sur 59 sont engagés dans un Agenda 21 scolaire. Cela représente 79 % des lycées francs-comtois.

Les lycées engagés bénéficient d'une assistance au pilotage de projets, financée par le Conseil Régional, permettant d'assurer la cohérence régionale de la démarche.

Cette opération se traduit dans chaque lycée par :

- la mise en place d'un « comité de pilotage 21 » regroupant, autour du chef d'établissement, des représentants de la communauté éducative (enseignants, personnels techniques, administratifs, élèves, parents d'élèves...),
- l'organisation d'un « forum 21 » pour sensibiliser toute la communauté éducative.

Les lycées réalisent un diagnostic de leur gestion environnementale, identifient des enjeux prioritaires. Puis ils adoptent un plan d'actions et le mettent en œuvre. Les plans d'actions recensent les bonnes pratiques, les comportements à éviter ou à encourager, les sources de pollutions et les discriminations.

Les actions sont pour un certain nombre d'entre elles financées au titre des dispositifs existants. Chaque établissement bénéficie de 5 000 € pour la mise en œuvre de projets et la valorisation de la démarche les deux premières années. Les années suivantes, la subvention est de 2 500 € par an.

Pour animer la démarche et favoriser la création d'un réseau des expériences la Région a mis en place plusieurs outils :

- une lettre d'info trimestrielle
- un site internet dédié à la démarche
- des rencontres régulières appelées « conférences 21 » qui permettent la rencontre de lycées « témoins » et de professionnels autour de sujets variés

L'expérience des Agenda 21 en lycées a encouragé la création de réseaux atypiques au

sein des lycées concernés. La prise d'initiative de chacun des membres de la communauté éducative dans le cadre d'un Agenda 21 permet de rassembler autour d'un projet commun, tout en participant à la sensibilisation, l'éducation de tous aux enjeux du Développement Durable.

#### ■ INP-ENVT

23 chemin des Capelles  
31076 Toulouse

#### **Mise en place d'une journée développement durable dans la formation initiale de vétérinaire**

L'École Nationale Vétérinaire de Toulouse fermement engagée dans le développement durable!

L'ENVT, site pilote dans le cadre d'un travail national au sein de la Conférence des Grandes Écoles, a intégré une journée tronc commun de connaissances sur le développement durable dans la formation obligatoire de ses étudiants de première année.

Le 13 décembre 2010 a donc été l'occasion pour elle d'organiser sa « 1<sup>ère</sup> Journée Développement durable » de l'École Vétérinaire de Toulouse. En partenariat avec l'ADEME, l'ARPE (Agence Régionale Pour l'Environnement), Agronomes Vétérinaires Sans Frontières, le CROUS et le groupe Vétérinaires pour un Développement Durable du Syndicat National des Vétérinaires d'Exercice Libéral, cette journée avait pour objectif d'informer, former et sensibiliser étudiants et personnels sur l'éco-responsabilité et le comportement citoyen. Elle fut aussi l'occasion de présenter et refaire un point sur une démarche dans laquelle l'établissement s'est engagé depuis déjà plus de 2 ans.

#### ■ IUFM TOULOUSE

118 route de Narbonne  
31078 TOULOUSE Cedex 04

#### **Une journée de sensibilisation pour les usagers de l'IUFM**

Cette journée était destinée à tous les usagers et personnels de l'établissement, dans le but de sensibiliser aux problématiques du DD et aux démarches éco-responsables. Après la projection du film « Une vérité qui dérange » un débat et 4 ateliers ont été proposés par les professeurs stagiaires de la filière Biotechnologies santé-environnement. gestion de l'eau, des déchets, de la qualité de l'air et du développement de l'esprit critique face aux médias. Leur conception permettait d'alterner apports d'informations et interactivité. La journée s'est poursuivie par des témoignages d'actions éco-responsables, menées soit dans l'établissement présentation du manuel « Eco-logiques au travail » et par l'exposé d'un groupe de professeurs stagiaires de génie électrique sur l'éclairage des locaux: économies, nouvelle réglementation.

Un buffet bio-équitable a été confectionné par le personnel. Cette journée a rassemblé une centaine de personnes qui ont participé avec un intérêt évident qui s'est traduit par la demande d'une poursuite d'actions sur les différents sites de l'IUFM, afin de former l'ensemble du personnel à ces pratiques éco-responsables.

#### ■ IUFM TOULOUSE

118 route de Narbonne  
31078 TOULOUSE Cedex 04

#### **Vers une culture partagée de la sécurité à l'école**

Cette journée intitulée « Vers une culture partagée de la sécurité à l'école » a rassemblé des experts de la gestion des risques et des pédagogues engagés dans des projets partenariaux pour rendre chacun acteur de sa sécurité dans les établissements scolaires.

Elle nous a permis autour de deux types de risques: le risque nucléaire et le risque lié

aux nouvelles technologies (nanoparticules) dans un premier temps de débattre ensemble des risques avec des experts de l'ICSI (institut pour une culture du risque industriel), de l'industrie nucléaire et la chimie des nanoparticules et ensuite d'élargir le sujet aux risques naturels majeurs en présentant des actions concrètes mises en œuvre dans les établissements scolaires comme des PPMS (Plan particulier de mise en sécurité) ou des DICRIM (Document d'information communal sur les risques majeurs).

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Quint-Fonsegrives

Hôtel de Ville  
31130 Quint-Fonsegrives

#### **Projet Éducatif Local : Éducation à l'Environnement et au Développement Durable**

Mise en place d'une démarche collective de projets avec les acteurs enfance/jeunesse de la Commune (écoles maternelle et élémentaire, collège, ALAE/ALSH) dans le cadre du projet éducatif local de la Commune et de son nouvel axe « Éducation à l'environnement et au développement durable ».

Un thème différent par année scolaire traité par les acteurs enfance/jeunesse (2011: déchets).

Sous l'impulsion de la Commune, le collège est ainsi en démarche d'Agenda 21 et cherche à obtenir le label éco-école.

Subvention de classes vertes 'environnement'école primaire.

#### ■ Commune de FLOURENS (31)

Mairie de Flourens  
31130 Flourens

### ***Biodiversité appliquée autour du lac de Flourens***

La commune de Flourens a pensé son urbanisation autour de son lac en tenant compte de la géographie des lieux.

Cet espace construit par l'homme avait besoin de s'inscrire dans les besoins de notre époque. Le point de départ fut l'idée d'un sentier botanique ouvert et accessible à tous. Pour la réalisation de son projet, la commune s'est associée à Arbres et Paysages d'Autan ce qui a permis le rassemblement et la participation de l'Institut des Jeunes Aveugles de Toulouse, l'UNADEV et l'école élémentaire de Flourens. Ce chemin dénommé « l'Arbre à Portée de Main » est jalonné de panneaux informatifs comportant chacun le texte en français et en braille, ainsi que la feuille en relief bois de l'espèce végétale ayant poussé naturellement sur les lieux.

Quelques pins plantés depuis de nombreuses années jalonnent la colline qui surplombe le lac. Ces pins étaient victimes de la chenille processionnaire que nous avons combattue avec l'aide de la FREDEC en installant des pièges à phéromones et des nichoirs à mésanges réalisés par l'ESAT du Vignalis situé sur la commune.

Deux hôtels à insectes ont été implantés l'un dans l'école l'autre au bord du lac. Cette action pour la biodiversité menée dans le cadre du projet APIPHILE (FREDEC) a pris tout son sens dans le projet d'école de Flourens, et permet une prise de conscience des enfants sur l'importance des insectes dans notre écosystème.

L'espace naturel autour du lac est travaillé sans herbicides ni pesticides et avec une tonte différenciée.

Ce mois d'août 2011 le conseil municipal a voulu mener deux actions, l'une en faveur de la préservation du plan d'eau, l'autre en direction des personnes handicapées. Pour les mener à bien, nous nous sommes appuyés

sur un projet interculturel conventionné par l'association Jeunesses et Reconstruction. Ces 12 jeunes, originaires de différents pays étrangers, vont venir arracher la jussie qui colonise l'eau du lac, vont construire et poser des fascines sur le ruisseau qui alimente le lac permettant ainsi de filtrer les pollutions diverses qui se répandent dans le lac. Il manquait un ponton handipêche, ces jeunes le réaliseront avec l'aide des services techniques de la commune.

Toutes ces actions autour du lac bénéficient des aides du Conseil Régional, du Conseil Général, de la Caisse d'Epargne, de la Banque Populaire Occitane, de la Fondation Nicolas Hulot...

#### ■ **Collège Vincent Auriol**

36 route de Sorèze  
31250 Revel

#### ***Éducation à l'action concrète***

En tant que porteur de projet depuis 2009, témoignage sur des actions en milieu scolaire : 80 élèves volontaires, 1200 élèves touchés.

#### ■ **RÉGION MIDI-PYRENEES**

22 bd du Maréchal-Juin  
31406 Toulouse Cedex 9

#### ***Mesure favorisant la vie associative et la citoyenneté***

La Région Midi-Pyrénées s'est engagée dans un soutien actif au monde associatif. Après les 1<sup>ers</sup> Assises Régionales de juin 2005, elle a signé la Charte Régionale de la Vie Associative avec la Conférence Permanente des Coordinations Associatives, organisé des rencontres avec les associations dans chaque département, puis à l'échelle de l'Eurorégion.

Ainsi, la Région reconnaît l'importance de la contribution des associations à l'intérêt général, et leur rôle en tant que partenaires essentiels de la mise en œuvre des politiques régionales.

La Région Midi-Pyrénées a souhaité valoriser encore plus le rôle social des associations, corps intermédiaire indispensable à la démocratie, remplissant un rôle citoyen essentiel à travers les valeurs, intérêts, pratiques innovantes et réponses aux besoins sociaux qu'elles portent. Elle a souhaité reconnaître le rôle particulier des associations d'éducation populaire, qui font notamment de la vie associative un outil d'éducation à la citoyenneté, et ont une capacité d'innovation liée à l'écoute et à l'accompagnement des jeunes qu'ils accueillent. Enfin, le bénévolat, moteur des associations et de l'implication des individus autour d'objectifs communs, expérience de l'action collective et de la responsabilité, méritait d'être mis en avant.

Le dispositif 'Projets Citoyens' de la Région, mis en place en 2006, permet de soutenir les actions des associations qui favorisent une démarche participative et apportent une réelle contribution à la citoyenneté : accès à la formation, sensibilisation, formation, nouvelles formes d'implication des publics, valorisation d'actions, etc.

En moyenne, 50 projets sont soutenus chaque année, dans des domaines aussi divers que : lutte contre les exclusions, solidarité internationale, valeurs républicaines, lutte contre la violence dans le sport, droits des femmes, environnement, engagement des jeunes, valorisation culturelle et lien social en milieu rural, promotion de la vie associative...

#### ■ **Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Toulouse**

6 rue René-Leduc - B.P. 35821  
31505 Toulouse Cedex 5

#### ***Le processus de co-construction démocratique d'élaboration du Plan Climat Énergie Territorial***

Par délibération du 20 novembre 2009, le conseil communautaire du Grand Toulouse a décidé de lancer son Plan Climat Énergie

Territorial, conjointement avec la Ville de Toulouse (patrimoine et services).

Des 3 phases du projet global (Diagnostic partagé, Co-construction, Élaboration du Plan d'actions), celle de la co-construction a été particulièrement forte, suivie, fructueuse et originale, à l'échelle d'une métropole de plus de 700 000 habitants.

Une conférence de lancement, ouverte à tous, a permis de dresser le cadre. Un live tweet a été proposé afin de permettre aux personnes n'ayant pas pu se rendre physiquement disponible, de poser leurs questions en direct.

La phase de co-construction a une ampleur remarquable, puisqu'elle porte sur un territoire de 700 000 habitants (accueillant chaque année 15 000 habitants supplémentaires), regroupant 37 communes, et un très important réseau d'entreprises!

La co-construction s'est appuyée sur ces différentes familles d'acteurs afin de favoriser l'émergence de contributions pertinentes.

8 ateliers thématiques se sont réunis 4 demi-journées, regroupant tous les acteurs volontaires du territoire : représentants des autorités publiques (élus et techniciens), des professionnels et des acteurs de la société civile. Il s'agissait des ateliers suivants :

- Atelier 1: Bâtiment (bâtiment, logement, urbanisme...)
- Atelier 2: Mobilités (transports de personnes, tourisme, aménagement...)
- Atelier 3: Consommation et écologie urbaine (agriculture, alimentation, eau et déchets, biomasse, flux de matières...)
- Atelier 4: Industries (aéronautique, spatial et autres activités industrielles, logistique...)
- Atelier 5: Activités tertiaires (bureaux, commerces, artisanat, livraison de proximité...)
- Atelier 6: Cohésion sociale, emploi et solidarités (mixité inter-générationnelle, lutte contre la précarité, santé...)

- Atelier 7: Urbanisme, aménagement et biodiversité (préservation des ressources naturelles, gestion des risques...)

- Atelier 8: Éducation et cultures (Information, formation, coopération décentralisée)

Ces ateliers étaient autonomes par rapport aux collectivités: l'animation de chaque groupe était confiée à une personne d'un organisme externe, et un rapporteur était désigné parmi ses membres. Un bureau d'étude était en appui en cas de besoin d'information.

En complément, 4 réunions publiques ont maillé le territoire, dans diverses communes, permettant d'impliquer plus de citoyens dans le débat.

En parallèle, le « Club 21 » regroupe les élus et techniciens en charge du Développement Durable, des 37 communes, afin de bien suivre la mise en place de ce Plan Climat.

Enfin, le « Pôle Eco-fi » rassemble les acteurs économiques majeurs qui pourraient être en capacité d'accompagner la mise en œuvre du Plan Climat par le financement de mesures complémentaires à celle que les collectivités peuvent prendre en charge.

Cette première phase de co-construction s'est achevée avec la production d'un Livre Blanc regroupant les propositions d'actions issues des ateliers. L'analyse et la priorisation des actions permettra de proposer un plan d'action long terme (2014-2020).

Celui-ci viendra en complément du plan d'action immédiat mis en œuvre au sein des collectivités. Issu d'un appel à projets au sein des services, il a permis d'engager ou de valoriser des actions dès 2011. Des « Rencontres Climat » internes à la collectivité permettent également régulièrement de valoriser les actions exemplaires menées par les services. Citons notamment le projet de Ressourcerie, l'Administration Exemple, la réalisation de quartiers durables (tel que l'écoquartier Vidailhan), le plan vélo (voir les différentes contributions dans les thématiques associées.)

Pour finir, notons que la partie « sensibilisation » s'est en outre étendue lors de la Semaine du Développement Durable (1 au 7 avril), dont la thématique était « le Changement Climatique », avec des déclinaisons par sous-thèmes concrets: mobilités douces, habitat durable, énergie, biodiversité... Le projet a résulté d'un travail partenarial avec les acteurs locaux du Développement Durable. 70 structures ont participé à cette semaine de mobilisation, permettant de proposer une cinquantaine d'événements, 15 expositions, et une cinquantaine de lieux d'animations. Des actions participatives ont été organisées afin que la population puisse concrètement appréhender les enjeux et amorcer l'utilisation de solutions locales (exemple: utilisation du vélo et des transports en commun, compostage, conseil en énergie...). Plusieurs quartiers ont d'ailleurs proposé des ateliers de préparation de cet événement en collaboration avec les habitats, multipliant les temps d'échanges en amont de l'événement.

La mobilisation en chiffres :

- 8 thèmes d'ateliers organisés lors de 4 demi-journées d'ateliers de co-construction
- 4 réunions publiques réparties sur les communes du Grand Toulouse
- 780 inscrits aux ateliers, et environ 5500 heures de travail participatif
- 1 Livre Blanc
- 1 Plan d'Action Immédiat, avec 30 actions, dont 12 phares

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Toulouse

6 rue René-Leduc - B.P. 35821  
31505 Toulouse Cedex 5

#### **CLAE-Agir pour devenir un éco-citoyen toulousain**

Le projet « Agir pour devenir un éco-citoyen toulousain » s'adresse aux enfants toulousains de 3 à 12 ans, inscrits dans les CLAE (Centre de Loisir Associé à l'École). L'objectif est de les

sensibiliser au DD et de développer des comportements « éco-citoyens ». Cela se traduit par des projets sur le temps périscolaire, en complément des actions d'EEDD (Éducation à l'Environnement et au DD) menées par l'Éducation Nationale, au sein des écoles maternelles et élémentaires de la Ville.

Un thème est proposé chaque année, accompagné d'un guide à destination des directeurs de CLAE, afin de choisir des thématiques à aborder et éventuellement utiliser ou s'inspirer des propositions d'animations.

D'une année sur l'autre, les CLAE peuvent continuer sur la même thématique, remplacer ou rajouter le nouveau thème.

En juin, une grande journée festive regroupe tous les enfants des CLAE participants, pour présenter les projets et remettre des prix spéciaux aux enfants: exemplarité, innovation, implication, encouragement. Chaque enfant reçoit un cadeau valorisant sa participation « d'éco-citoyen toulousain ».

Les thèmes suivants ont déjà été abordés: biodiversité, énergie, eau, consommation responsable.

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Toulouse

6 rue René-Leduc - B.P. 35821  
31505 Toulouse Cedex 5

#### **La Fabrique urbaine, cadre de co-construction des projets urbains toulousains**

La Fabrique, initiée en février 2009 par le Maire Président Pierre COHEN, est une démarche de concertation et de co-élaboration qui permet de penser ensemble la métropole toulousaine en mobilisant les savoir-faire et les différentes expressions des acteurs de la Ville. C'est un outil participatif engagé sur les projets, un laboratoire d'idées contributif et innovant, clé de voûte d'appropriation d'une culture commune de la qualité urbaine et du développement durable.

Cette démarche participative s'est déroulée au travers d'axes majeurs à l'échelle de Toulouse :

- Une séance de lancement et 3 ateliers de professionnels (150 participants en moyenne par atelier)

- Une séance de lancement et 6 réunions publiques des secteurs toulousains (550 personnes au total)

- Le site Internet [www.lafabriquetoulousaine.org](http://www.lafabriquetoulousaine.org): 14 000 internautes avec un forum dédié

- La salle d'exposition de la Fabrique (165 m<sup>2</sup>): 10 000 visiteurs avec recueil des témoignages oraux, mur à post-it pour les contributions (550 post-it archivés) et carnet de la concertation détachable

Des synthèses des contributions du public ont été établies :

- Carnet de synthèse des ateliers publics par secteur – nov/déc 2009

- Synthèse des contributions des Toulousains à la Fabrique – 23 mars 2010

- Synthèse hebdomadaire du suivi de l'exposition

D'autres outils pour aller plus loin :

- Carnet des synthèses des ateliers d'experts et de professionnels – mars/avril/juillet 2009

- Carnet des contributions à l'atelier virtuel – déc 2009

- Carnet des orientations – mai 2010

- Synthèse des contributions des services du Grand Toulouse/focus groupes – juin 2009

Quatre axes de réflexion à l'issue de l'analyse des contributions ont été dégagés. Voici quelques exemples, plus particulièrement orientés « Plan Climat », dont certaines ont déjà abouties à une mise en œuvre effective :

1. La mobilité, le climat et l'énergie

- Les déplacements

- transports en commun: extension des réseaux et un meilleur cadencement, arrivée du tramway

- mode doux: station Vélô Toulouse, extension des plages horaires et extension des pistes cyclables

- place de la voiture: zone 30, auto partage, covoiturage

- place du piéton: piétonisation du centre-ville - Le climat et l'énergie

- Performance des bâtiments: amélioration énergétique des bâtiments

- Énergies renouvelables: recours aux énergies intégrées aux bâtiments (solaire), propositions de développement de la recherche scientifique consacrée aux énergies renouvelables

- les éco quartiers

- un intérêt suscité par les nouvelles opérations qui touchent les habitants (Cartoucherie, Andromède, Balma...)

2. Le renouvellement et le confort des espaces urbains

- les éco quartiers

- un intérêt suscité par les nouvelles opérations qui touchent les habitants (Cartoucherie, Andromède, Balma...)

3. La qualité de vie

4. La participation citoyenne

#### ■ Mairie de Verfeil

3, rue Vauraise  
31590 Verfeil

#### **Action de sensibilisation des enfants du centre de loisirs de Verfeil sur l'Eau et la Biodiversité. Action Agenda 21**

Cette action réalisée en partenariat entre la mairie de Verfeil et le centre de loisir de Verfeil à pour but de sensibiliser les vacanciers du centre de loisir sur l'Eau et la Biodiversité floristique caractéristique du paysage verfeillois. Pendant le déroulement de cette action sur la semaine du 18 au 22 Juillet 2011, deux associations interviennent pour sensibiliser les jeunes vacanciers.

Une première, SURFRIDER FOUNDATION, intervient sur le thème de l'eau (cycle de l'eau, pollutions, gestes éco-citoyens, etc..).

Une seconde, ARBRES ET PAYSAGES D'AUTAN, présente les arbres et arbustes caracté-

ristiques du paysage verfeillois aux alentours du lac de la Balerm. Ce lac est présent sur le territoire de la commune de Verfeil.

Les enfants devront réaliser des panneaux présentant ces arbres. Les panneaux réalisés seront installés au pied des arbres à proximité du circuit pédestre du lac de la Balerm.

Cette action a pour but de :

- Faire découvrir le patrimoine naturel de Verfeil et de participer à sa valorisation ;
- Créer un lien inter-générationnel entre les enfants qui réalisent les panneaux et les touristes qui pourront les lire. Valoriser le travail des enfants. Faire intervenir des associations pour les faire connaître et promouvoir leurs activités ;
- Créer un lien entre le Centre de Loisirs et la municipalité pour l'engagement du Centre de Loisirs vers un projet « éco-école ».
- Participer au développement du tourisme sur la commune.

#### ■ Communauté d'agglomération du Sicoval

Rue du chêne vert - BP 38200  
31682 Labège

#### *Faire du jeune public des écocitoyens*

La jeunesse c'est l'avenir, c'est aussi elle qui aura à gérer notre passif et qui hérite de nos bonnes et de nos mauvaises habitudes. Dans le cadre de ses différentes missions, la Communauté d'Agglomération du Sicoval souhaite faire du jeune public les partenaires éco-citoyens pour la valorisation des déchets, la préservation de l'eau, la maîtrise de l'énergie, la solidarité internationale, la culture, le sport, la sécurité routière...

Pour cela, elle propose ou coordonne des actions de sensibilisation auprès des jeunes écoliers, des collégiens et des lycéens sur son territoire. Ces interventions peuvent prendre la forme d'ateliers pédagogiques, en milieu scolaire ou para-scolaire, de sorties ou d'événementiels...

#### ■ Mairie de Cornebarrieu

9 avenue de Versailles  
BP12 Cornebarrieu  
31705 Blagnac

#### *Action de sécurité routière par le Parlement des Enfants*

La ville de Cornebarrieu a travaillé sur la mise en place d'un Agenda 21 tout en étant ville pilote pour le projet européen Pro. motion portant sur la mobilité. C'est dans ce contexte et face au constat du non-respect de la vitesse notamment dans le centre-ville, que le Parlement des Enfants a décidé de travailler sur une action de sécurité routière : sensibiliser les automobilistes au respect et à la réglementation dans les zones 30.

#### ■ CCAS d'Escalquens

Bâtiment de l'Oustal  
31750 Escalquens

#### *Accès pour tous à la culture*

Sorties culturelles et notamment sorties théâtre proposées à l'ensemble des usagers, permettant à certaines personnes de s'ouvrir aux autres et de se sentir intégrées à un groupe et permettant d'acquérir de l'autonomie. En parallèle de ces sorties culturelles, un atelier « Café littéraire » se tient régulièrement.

#### ■ VILLE DE COLOMIERS

1 place Alex Raymond - BP 30330  
31776 Colomiers Cedex

#### *Créer une École Municipale d'Initiation aux Arts*

Afin de lutter contre les inégalités d'accès à la culture, il s'agit de sensibiliser les jeunes de 6 à 11 ans aux arts et à la culture selon un principe d'accès libre après l'école et pendant les vacances scolaires. Cette école s'appuiera sur les ressources des structures municipales existantes et des associations professionnalisées et aura pour objectif premier l'accès de

tous à l'art et la culture ainsi que l'expression de la créativité de chacun.

#### ■ VILLE DE COLOMIERS

1 place Alex-Raymond  
BP 30330  
31776 Colomiers Cedex

#### *Créer un Centre de Loisirs Associé au Collège (C.L.A.C.)*

Le C.L.A.C. offre un nouveau lieu de détente, de loisirs et de responsabilisation des jeunes collégiens afin de faciliter les actions de prévention en partenariat entre la Commune, le Conseil Général et le collège. Au travers d'activités en direction de la jeunesse, il permettra de lutter contre toutes les formes de discriminations et de promouvoir l'égalité des hommes et des femmes.

#### ■ VILLE DE COLOMIERS

1 place Alex-Raymond - BP-30330  
31776 Colomiers Cedex

#### *Créer un parcours du développement durable*

La Commune propose, chaque année lors de la Journée Sans Voiture, la découverte des actions les plus remarquables en matière de développement durable, portées soit par les Columérins, les associations, les entreprises de la ville ou par ses services.

Pour se faire connaître, les porteurs d'action participent à un concours local « Prix du développement durable » organisé chaque année de janvier à mi-juin. Chaque action pourra ainsi servir d'exemple à reproduire.

#### ■ Lycée agricole d'AUCH Beaulieu-Lavacant

Route de Tarbes  
32020 AUCH Cedex 9

#### *L'Agenda 21 du Lycée agricole d'Auch*

Au sein du Lycée Agricole d'AUCH Beaulieu-Lavacant, la démarche d'éducation au Déve-

loppement Durable a d'emblée été portée par les élèves. Ce sont eux qui en effet, dès juin 2007, nous ont « alertés » et à partir de la rentrée 2007/2008 la démarche, soutenue par les éco-délégués, s'est alors structurée avec des membres de la communauté éducative issus de tous les horizons (élèves, étudiants, apprentis, personnels administratifs, personnels d'entretien, personnels de direction, enseignants...). Depuis, la démarche s'est étoffée pour aboutir à la rédaction d'un Agenda 21 scolaire en juin 2009. L'Agenda 21 du Lycée d'Auch Beaulieu-Lavacant compte aujourd'hui 17 thèmes de travail répartis sur les 4 axes suivants :

- Déchets
- Éducation au développement durable : consommation et comportements
- Épanouissement des individus et solidarité
- Biodiversité et patrimoine

L'Agenda 21 se décline ainsi en 112 actions. L'ensemble des actions sont portées par les élèves, qui, réunis en début d'année scolaire donnent le ton pour l'année à venir et les thématiques qui leur tiennent à cœur. Quelques actions spécifiques permettent de soutenir la démarche et la motivation comme par exemple des demi-journées de sensibilisation des élèves et étudiants nouveaux entrants, l'implication des élèves par le biais de la fonction d'éco-délégué et la communication constante en interne et le plus possible avec l'extérieur. Le lien avec d'autres lycées agricoles inscrits dans le projet inter-établissements piloté par le SRFA Midi-Pyrénées permet également des échanges entre jeunes qui dynamisent la démarche de chaque établissement.

Au niveau de la composition du groupe d'animation, noyau dur de l'Agenda 21, comprenant des enseignants, des personnels administratifs, des membres de l'équipe de direction, l'enthousiasme prend aussi sa source dans le plaisir partagé de porter vers les jeunes les valeurs du développement durable et permet

de compenser la surcharge de travail induite par un investissement « bénévole ».

Un outil d'évaluation, élaboré en interne, appliqué à chaque action mise en œuvre pose régulièrement la question de l'adéquation de la démarche avec les objectifs fondamentaux qui sous-tendent un Agenda 21 scolaire. Enfin, l'appel à projet spécifique « Agenda 21 » dans le cadre des Projets d'Avenir impulsés par le Conseil Régional Midi-Pyrénées permet de financer l'accompagnement de la démarche, en l'occurrence par le CPIE Pays Gersois, et de donner une autre dimension à certains de nos projets.

#### ■ LADEVEZE-RIVIERE

Mairie  
32230 Ladevèze-Rivière

#### ***Mise en place d'une saison culturelle en partenariat avec différentes associations***

Mise en place d'une saison culturelle depuis maintenant 3 ans et aujourd'hui complétée : Saison de théâtre en hivers (janvier, février et mars)

Festival de Magie (le seul dans le département du Gers) au mois d'avril

Festival Môm En Scène, rencontre des troupes de théâtres enfants du Gers, au mois de mai.  
Résidence d'artiste et rencontres musicales  
Jazz Trad au mois d'août.

#### ■ Ville d'Eysines-Centre de loisirs du Pinsan

Hôtel de ville  
33320 Eysines

#### ***Agenda 21 en centre de loisirs***

Soucieux des questions d'environnement et de développement durable, nous avons souhaité nous inscrire dans le dispositif 'Juniors du Développement Durable' mis en place par la Communauté Urbaine de Bordeaux essentiellement en direction d'un public scolaire

(nous sommes d'ailleurs un des premiers centre de loisirs à en bénéficier).

Ce dispositif se décline en 3 grands types d'actions : les actions de sensibilisation, les actions de projet dont l'Agenda 21 et les actions de formation.

Ce dispositif nous permet également de disposer d'un accompagnement d'une équipe de la CUB, des associations, du Creaq (Centre Régional d'Éco-énergétique d'Aquitaine) et d'autres structures partenaires.

Dans un premier temps, nous sommes dans une phase de sensibilisation et de diagnostic, de définition d'actions et d'évaluation.

Le Créaq nous a proposé 5 thématiques, à savoir les transports, les énergies et l'eau, le milieu naturel, la consommation (fournitures ; alimentation ; produits d'entretiens), l'éco-citoyenneté (vivre-ensemble, solidarité, etc.).

Cet été, nous avons choisi de privilégier le thème de l'eau avec les enfants et avons mis en place des animations ludiques pour les sensibiliser à cet élément incontournable de leur environnement. Nous nous sommes entourés de partenaires tels que le Créaq et les Francas de Gironde pour faire vivre ce projet. À la rentrée, nous devrions prioriser le recyclage puis un peu plus tard la question des transports doux, thème également porté par la ville.

Nous souhaitons que les ateliers ludiques mis en place avec les enfants puissent aussi l'être avec leurs parents dans le cadre des actions parents que nous menons déjà sur notre structure.

Afin de garantir le suivi du projet, un comité de pilotage a été mis en place. Si aujourd'hui, il regroupe des élus et techniciens de la ville, des membres volontaires de l'équipe pédagogique, un représentant du Creaq et les Francas de Gironde, notre ambition est d'y accueillir dès la rentrée des enfants volontaires, puis à terme, des parents. Le fonctionnement de ce comité est donc très souple pour permettre

à chacun et particulièrement aux enfants d'y trouver une place et d'y vivre un principe de citoyenneté: il ne se réunit que quand il y a besoin, y participe qui le souhaite, etc.

À terme, la démarche mise en œuvre aujourd'hui contribuera à une réflexion plus globale sur le futur centre de loisirs (prévu vers 2014 ou 2015).

### ■ Accueil de Loisirs Sans Hébergement de Bazas

Moulin de Glory  
33430 Bazas

#### Projet nature

Public:

L'action concerne principalement tous les enfants inscrits à l'A.L.S.H., âgés de 6 à 12 ans (180 environ).

Toutefois d'autres publics sensibilisés par le thème peuvent y être associés.

Milieu:

Le cadre naturel du centre de loisirs - l'ancien moulin, le lavoir, le Beuve (ruisseau), les potagers, la prairie, le milieu humide (sources), les parcs arborés - attirant une faune variée (insectes, oiseaux, petits mammifères, insectes aquatiques...), offre une multitude de possibilités pour l'organisation d'activités « nature ».

Finalité:

Sensibiliser chaque enfant du centre (et son entourage) à l'écocitoyenneté, en abordant les thèmes liés à l'environnement avec objectivité.

Objectifs généraux:

- Informer, sensibiliser, responsabiliser par la mise en place d'actions d'éducation à l'environnement.

- Étudier le milieu environnant. Apprendre à l'observer, le respecter, le protéger.

- Mobiliser les acteurs locaux et impliquer les familles dans les projets inscrits dans la durée.

Objectifs opérationnels:

- Sensibiliser au milieu humide et à ses habitants:

- Nettoyage (ramassage et tri des déchets) et entretien du Beuve.

Lieu: site A.L.S.H.

Intervenants: équipes de l'A.L.S.H. + partenaire privé

- Pêche et observation du milieu aquatique, en lac et rivière.

Lieux: Beuve, Ciron et lac de la Prade.

Partenaire local: « Brouquitet bazadais » (asso. pêche).

Prestataires: « Pêche découverte en bazadais »/F.D.A.A.P.P.M.A.

- Entretien de la mare pédagogique/Étude du cycle de vie et de la chaîne alimentaire.

Lieux: site A.L.S.H. et réserve géologique de Saucats.

Partenaire: « Les petits débrouillards »

Prestataire: Réserve géologique de Saucats.

- Réalisation d'expériences sur l'eau (fabrication de moulins à eau et de fusées à eau, construction de barrages...)

Lieu: A.L.S.H.

Prestataires: « Les petits débrouillards » et « les Francas de Gironde ».

- Privilégier l'observation ornithologique:

- Observation des oiseaux sédentaires/Réalisation de fiches techniques sur les oiseaux/Identification/Jeux.

Lieu: site A.L.S.H.

Partenaire: L.P.O.

- Observation des oiseaux migrateurs/Identification/Jeux, Manipulation de lunettes et jumelles.

Lieux: site A.L.S.H./Lac de la Prade/Cultures de Cazalis/Parc ornithologique du Teich/Lagunes du « gat mort » à Saint-Magne.

Prestataire: parc ornithologique du Teich.

- Aménager le site A.L.S.H.:

- Aménagement du potager (plantation, entretien, récolte).

- Gestion de la cabane végétale.

- Gestion, suivi des arbres plantés.

- Extension de l'observatoire (bâti en 2006) avec la construction de couloirs d'observation.

- Aménagement d'habitats destinés aux oiseaux (nichoirs, mangeoires...).

- Installation d'une mini-station météo.

- Création d'habitats traditionnelles de différents pays.

Lieu: site A.L.S.H.

Intervenants: équipes d'animation de l'A.L.S.H.

ÉTAPES DU PROJET:

- L'« avant-projet »: les différentes actions environnementales sont réfléchies et débattues avec les équipes d'animation, au cours des réunions de préparation et déterminées lors de la conception des programmes.

- Le « pendant projet »: l'organisation du planning nature de l'année permet aux acteurs du projet de mettre en place une diversité d'animations (sur les différents milieux, sur la faune, sur les végétaux, sur la sensibilisation aux déchets...), d'en assurer la réalisation et le suivi.

- L'« après projet »: des bilans quantitatifs et qualitatifs sont effectués afin de mettre en évidence les points forts ainsi que les difficultés rencontrées et les modifications nécessaires à apporter.

Cette phase essentielle d'évaluation correspond à l'analyse du projet, dans le but de mesurer les écarts entre le prévu et le réalisé.

Au niveau des enfants, l'observation des comportements (ne plus jeter les papiers, les ramasser, commenter, s'interroger... par exemple) constituera un élément de réponse fondamental tandis que d'autres outils (jeux de synthèse, questionnaires...) pourront également être utilisés comme moyens d'évaluation.

EFFETS ESSENTIELS ATTENDUS:

Sur les enfants:

- Amélioration du comportement (notions de savoir, savoir-être et savoir-faire).
- Augmentation de la participation dans les activités « nature ».
- Meilleure connaissance de son environnement.

Sur le territoire:

- Amélioration du comportement (notions de savoir, savoir-être et savoir-faire).
- Augmentation de la participation dans les activités « nature ».
- Meilleure connaissance de son environnement.

Sur le territoire:



- Sensibilisation tout public au respect de l'environnement.
- Création d'une réelle dynamique autour du thème.

#### ■ Communauté de Communes de l'Estuaire

38 avenue de la République  
33820 Braud-et-Saint-Louis

#### **Opération « familles pilotes »**

Il s'agit d'une opération expérimentale de sensibilisation à la santé environnementale avec 7 familles volontaires du canton. L'objectif de cette opération qui a duré 6 mois était d'apporter des réponses concrètes aux familles à la question suivante: comment protéger ma santé et celle de ma famille au quotidien?

Au travers de 6 thématiques choisies par les familles: alimentation, produits cosmétiques, matériaux de construction, produits d'entretien, plantes dépolluantes, consommations électriques. La Communauté de Communes s'est faite accompagnée par une association de scientifiques pour cette opération dont l'originalité réside dans le fait que ce sont des familles qui échangent directement avec d'autres familles.

Le résultat de cette opération a fait l'objet d'un film de 30 minutes qui est aujourd'hui utilisé par la collectivité pour sensibiliser le grand public. Il est également prêté gratuitement dans les bibliothèques.

Cette action est issue de l'Agenda 21 de la Communauté de Communes de l'Estuaire, axe « Favoriser les bonnes pratiques ».

#### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Sensibilisation du grand public au patrimoine naturel**

Chaque année, le Parc naturel régional du Haut-Languedoc met en place un programme d'animations sur la sensibilisation au patri-

moine naturel de son territoire, à destination du grand public. Ces animations sont calées sur les événements mondiaux, européens, nationaux ou régionaux: journée mondiale des Zones Humides, Nuit de la chauve-souris, le jour de la Nuit, Nuit de la chouette, Années internationales de la forêt, de la biodiversité..., Journées Nature Midi-Pyrénées, Fête de la Nature Languedoc-Roussillon...

Pour animer ces manifestations, le Parc fait appel aux associations locales œuvrant au quotidien pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable.

Toutes ces animations sont totalement gratuites

#### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Cahiers techniques sur le patrimoine naturel, culturel... du Parc**

Le Parc souhaite poursuivre les actions de sensibilisation qu'il mène à travers sa collection de 'cahiers techniques', très appréciée par le grand public (diffusion gratuite sur demande et lors des différentes manifestations). Cette collection permet de toucher un public de non spécialistes, en particulier les habitants du territoire, et de vulgariser ainsi de nombreux thèmes forts à notre territoire (espèces, milieux...). Sont déjà parus: les rapaces nocturnes, les rapaces diurnes, les hirondelles, la migration, la chouette chevêche d'Athéna, accueillir la nature au jardin, la forêt et la prévention des risques, la haie... Deux nouveaux cahiers techniques sont en cours de production: les espèces emblématiques du Parc et la faune forestière.

#### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 Place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Valorisation étude hirondelles de fenêtre**

La population française d'Hirondelle de fenêtre a chuté de 40 % au cours des 20 dernières années. Cette diminution est due entre autre à la destruction des nids, à la raréfaction des matériaux de constructions et aux effets directs et indirects des produits phytosanitaires. Pour cela en 2008 le PNR HL a missionné le CPIE HL et les LPO du Tarn et de l'Hérault afin de mener un inventaire sur ces populations d'hirondelles de fenêtre et d'identifier certains facteurs limitants à leur installation au niveau local et de proposer des mesures de conservations adaptées. Aujourd'hui il semble judicieux de capitaliser les connaissances acquises lors de cet inventaire. - Concertation avec les communes, les habitants - Mise en place de point d'eau - Pose de nids artificiels - Suivi des populations au printemps.

#### ■ Parc naturel régional du Haut-Languedoc

1 place du Foirail  
34220 Saint-Pons-de-Thomières

#### **Pour ma planète, je bouge !**

Dans le cadre du Plan Climat Territorial, le Parc a mis en place un appel à projet à destination des écoles primaires, des collèges et des lycées de son territoire, sur la thématique de l'énergie (sensibilisation aux déperditions d'énergie, aux énergies renouvelables, au changement climatique...)

Ce programme se traduit par des interventions dans les établissements du primaire et du secondaire par des partenaires éducatifs du Parc, sur des thématiques aux choix en rapport avec l'énergie (3 1/2 journées d'interventions pour les écoles et des ateliers caméra thermique de 2h pour les collèges et lycées).

### ■ Conseil économique, social et environnemental régional

7 rue du Général Guillaudot - CS 26918  
35069 RENNES Cedex

#### ***Pouvoirs et démocratie en Bretagne à l'épreuve du changement climatique, à l'horizon 2030***

Depuis que le changement climatique et son attribution aux activités humaines sont considérés comme une réalité par la quasi-totalité des scientifiques qui se sont penchés sur ces questions, la prise de conscience et la mobilisation s'accroissent, au niveau des gouvernements (internationaux, nationaux, régionaux...) et de la société civile (simples citoyens, associations, ONG, entreprises, etc.). Les rapports du Groupe intergouvernemental des experts sur le climat (GIEC), chargé depuis 1988 de faire le point sur l'état des connaissances sur le sujet, font ressortir que le changement climatique déjà observé est relativement faible au regard du changement climatique attendu.

En France aussi, le réchauffement attendu est beaucoup plus important que celui qui a déjà été observé, et si les incertitudes sont plus grandes au niveau des conséquences en Bretagne, celle-ci en sera de toute façon affectée. Dans cette perspective, et si l'on songe aux décisions qui peuvent en découler, les adaptations et les remises en cause provoquées par le changement climatique pourraient fortement s'accroître dans l'avenir.

La manière dont elles s'effectueront dépendra en partie des comportements collectifs et individuels et donc de la qualité de la sensibilisation et des initiatives en lien avec la mobilisation et l'exercice de la démocratie locale. Ainsi le changement climatique interroge d'une manière particulière le gouvernement des sociétés, les pouvoirs et la démocratie.

Le Conseil économique et social régional de Bretagne a mené une réflexion prospective sur cette question. Dans le présent rapport, il

en propose le résultat sous la forme de quatre scénarios figurant l'évolution possible, à l'horizon 2030, des pouvoirs et de la démocratie en Bretagne à l'épreuve du changement climatique.

En 2030, quelle pourrait être la place occupée par l'expression démocratique et la mobilisation locale des acteurs? Peut-on voir émerger un gouvernement mondial (« un pilote pour la planète »)? S'affirmer un « État climatiseur »? Se développer une situation locale chaotique (« Grâce à nous le déluge »)? Ou un « ensemble, contre vents et marées »?

### ■ CONSEIL RÉGIONAL BRETAGNE

283 avenue du Général-Patton - CS-21101  
35711 Rennes Cedex 7

#### ***Action des jeunes pour le respect des autres, des différences/CRJ Bretagne***

Le Conseil Régional de Bretagne a créé le Conseil Régional des jeunes, lycéens et apprentis de Bretagne en 2005 (CRJ).

Espace d'échanges, celui-ci est également espace de création de projets collectifs à l'attention des jeunes lycéens et apprentis bretons.

À ce titre, a été mise en œuvre par la commission du CRJ intitulée 'solidarités locales et internationales' une action de lutte contre l'homophobie dans les établissements scolaires.

Ainsi, ils ont écrit le scénario d'une fiction, ont joué dans le court-métrage et co-animé le débat qui suit la projection.

Ce projet s'est déroulé pendant l'année scolaire 2009/10 et est toujours relayé dans les établissements par les jeunes CRJ, anciens et nouveaux élus.

Enfin, une plaquette d'accompagnement a été élaborée par les services de la Région en lien étroit avec les membres de la commission.

### ■ Inspection académique des Landes

5 avenue Antoine-Dufau  
40012 Mont De Marsan

#### ***Plantons pour la planète/Écoles et Forêts Solidaires : des arbres landais pour le Sénégal***

Suite à la tempête Klaus le monde forestier a pris conscience de l'impact des changements climatiques. Ce projet vise à sensibiliser les enfants des écoles des Landes à replanter une parcelle collective avec le Musée Graine de Forêt à Garein. De retour en classe, ils ont pour mission de cultiver des pins dans une pépinière installée dans chacune des écoles. Ils étudient un des 5 axes développés dans ce programme: la forêt comme milieu écologique, la forêt comme environnement naturel, la forêt comme ressource économique, la forêt et le développement durable, la forêt et la solidarité internationale. Les mairies achètent les plants et assurent une plantation communale. L'achat des plants par les mairies sert à financer l'achat de plants pour le Sénégal. Cette reforestation d'un milieu dégradé en Afrique permet de travailler la solidarité internationale. Cette reforestation est certifiée et suivi contractuellement par la société Kinomé. 1800 arbres ont été plantés dans le département des Landes et 4600 au Sénégal. 900 élèves ont participé à ce programme soit 40 classes. L'opération est entièrement financée par mécénat. La campagne 2011-2012 est en cours de préparation.

### ■ Mairie de Saint Claude De Diray

Palce de La Mairie  
41350 Saint Claude De Diray

#### ***Partenariat avec la mairie pour le Conseil Municipal Jeunes***

La mairie de St Claude De Diray et ERDF Loir et Cher ont signé conjointement un partenariat pour l'animation du Conseil Municipal Jeunes (CMJ) de la commune.

Ce partenariat va permettre de mener des actions avec le CMJ pour sensibiliser les jeunes, futurs citoyens aux économies d'énergie, à la connaissance des énergies renouvelables et aux enjeux climatiques et pour finir sur la sensibilisation aux risques électriques. Il est aussi prévu que le CMJ organise une réunion débat à l'attention des administrés pour les sensibiliser sur les thèmes ci-dessus.

#### ■ Nantes Métropole

11 avenue Carnot  
44000 Nantes

#### *Dialogue citoyen autour du climat*

Nantes Métropole a organisé dans le cadre de son PCET un dialogue citoyen sur le climat avec 150 familles de l'agglomération sur une durée de 1 an (juin 2010-juin 2011). Il s'agissait de comprendre les freins et leviers aux changements de comportement individuels et collectifs.

Cette expérimentation a reçu en juin 2011 le prix des Acteurs Publics par son caractère innovant.

#### ■ ORVAULT

Rue desniau  
44400 Orvault

#### *Un centre de ressources dédié pour une programmation d'animations à l'année*

La ville s'est dotée d'un centre de ressources dédié à la sensibilisation et au développement durable en 2005. Objectif : informer, faire comprendre, éduquer, inciter aux changements de comportement.

Ce sont 2 animateurs, en lien avec la mission DD, les services, les associations et le milieu scolaire, qui proposent tout le long de l'année des animations (conférences, visites, balades, ateliers de fabrication, tables rondes...), auprès des différents publics. Depuis 2009, cette action a pris de l'ampleur et s'est organisée.

Une plaquette de la programmation annuelle, Le Cens durable (téléchargeable sur [www.orvault.fr](http://www.orvault.fr)), diffusée auprès des écoles, donne une plus grande lisibilité à cette dynamique de sensibilisation qui maille le territoire. Ce n'est pas loin de 20 RDV tout public autour de cycles thématiques en cohérence avec les projets communaux et les enjeux métropolitains : pour 2011, ce seront l'alimentation, l'énergie, la prévention des déchets et la nature en ville. S'ajoutent à cela :

- des ateliers bimensuels pour les assistantes maternelles,
- 1 à 2 balades par mois pour découvrir la ville,
- une trentaine d'intervention en accompagnement de projets pédagogiques scolaires (écoles, collège, lycée)
- la semaine du DD travaillé en transversalité comme un temps de réflexion sur les enjeux du DD selon l'actualité ville : après un travail sur l'alimentation en 2009 et un temps forts sur les indicateurs de richesse en 2010 via un support culturel, le projet 2011 mêlera l'agenda 21 sur les notions d'épanouissement de tous les êtres et de liberté et le Projet Éducatif Local en cours d'écriture, et diffusera toute l'année.

Un budget d'animation qui a doublé entre 2005 et 2010 (environ 40 000€).

Une sollicitation d'associations de plus en plus diversifiées pour permettre de couvrir d'avantage de sujets.

Un planning d'animations qui se construit à l'année en capitalisant sur l'événementiel ville et associatif pré existant, qui intègre les propositions des instances consultatives, notamment le conseil de développement durable qui a travaillé sur un plan de prévention des déchets auprès des collectifs et sur une enquête éco-gestes.

#### ■ Mairie de Carquefou

Rue de l'Hôtel-de-Ville  
44470 Carquefou

#### *Une journée pour sensibiliser les 5<sup>e</sup> au Handicap*

Parce que le bien-être de tous passe par le respect de chacun, la Mairie de Carquefou co-organise avec le Collège une journée dédiée à la sensibilisation des élèves de 5<sup>e</sup> sur le Handicap. Concoctée avec une dizaine d'associations (telles que l'Association des Paralysés de France ou l'Atlantique Rugby Fauteuil), cette journée se compose d'ateliers, de mises en situation et de rencontres avec des personnes en situation de handicap.

Riche en émotions et en messages solidaires, ce temps rencontre un véritable succès, appuyé par l'Inspection Académique, et se renouvelle depuis 3 ans.

L'approche concrète et sans tabou satisfait pleinement les 220 élèves, qui souhaiteraient même participer à une deuxième journée pour approfondir le thème!

D'autres actions se déroulent auprès des scolaires pour favoriser l'intégration des personnes fragilisées, et ce dans le cadre de la Fiche Action n° 1 de l'Agenda 21 de la Ville.

#### ■ Mairie de Cahors

73 boulevard Gambetta  
46000 Cahors

#### *Politique de démocratisation de la culture*

Mise en place d'une politique tarifaire adaptée à tous pour tenter de toucher tous les publics. Mise en place d'une programmation pluridisciplinaire avec des têtes d'affiches et des artistes émergents permettant une offre équilibrée pour un public diversifié.

Mise en place d'un programme de médiation culturelle afin de sensibiliser les publics (répétition publique, ticket culture, visite du théâtre, rencontre avec les artistes). Tout cela est gratuit.

■ **SYDED du Lot**  
Les Matalines  
46150 Catus

***Intégration aux programmes scolaires d'un outil pédagogique sur la réduction et la valorisation des déchets***

Pour mieux s'adapter aux programmes pédagogiques actuels, le SYDED a développé un outil pédagogique qu'il propose aux écoles élémentaires du Lot (classes de CM). Novateur, ce projet a été mené en étroite collaboration avec l'Inspection Académique du Lot qui s'est traduit par la signature d'une convention de partenariat fixant le déroulement de la démarche pédagogique et les engagements des deux parties.

Le SYDED offre ainsi à chaque élève des classes participantes un classeur intitulé « jetons moins, jetons mieux! » contenant les différentes fiches thématiques utilisées avant, pendant et après 2 interventions des animateurs. En complément Les enseignants reçoivent un cahier pédagogique complet leur permettant d'accompagner cette action.

Les objectifs de cet outil sont les suivants :

- Sensibiliser les scolaires à la réduction et à la valorisation des déchets
- Adapter les animations pour les conformer au niveau et aux programmes du cycle 3.
- Élaborer des outils pour faciliter le travail dans les classes.

■ **SYDED du Lot**  
Les Matalines  
46150 Catus

***Accompagnement à l'amélioration du tri sélectif et à la réduction des déchets à l'échelle départementale***

Face à la recrudescence des erreurs de tri dans le Lot et afin de maintenir un bon niveau de recyclage, le SYDED propose depuis 2007 un accompagnement aux collectivités locales ainsi qu'aux associations pour les aides à

améliorer le tri sélectif et à agir sur la réduction des déchets.

Il s'agit de proposer après une analyse de la situation locale, des actions d'amélioration telles de la communication en porte à porte auprès des habitants ou des entreprises identifiés comme à l'origine des erreurs de tri et d'aider les associations à mettre en place une bonne gestion de leurs déchets lors de manifestations.

Des moyens méthodologiques et humains ainsi que des outils spécialement développés pour répondre à ces besoins sont ainsi mis à disposition des différents intervenants souhaitant améliorer la gestion de leurs déchets (animateurs du tri, expositions, DVD, doubles poubelles...).

■ **Parc naturel régional des Causses du Quercy**  
11 rue Traversière - B.P. 10  
46240 Labastide-Murat

***Vivre ensemble à la campagne***

Les Parcs naturels régionaux du Massif Central ont constaté la nécessité de mener des politiques d'accueil actives et dynamiques, reposant sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs, avec le souci de développer une « culture de l'accueil » sur ces territoires.

Dans ce contexte, en 2007 – 2008, 5 des PNR du Massif Central ont proposé d'utiliser le média artistique pour questionner et sensibiliser les habitants de leurs territoires à l'« accueil », en s'impliquant dans le projet « Parcs en Résidences ». Celui-ci s'est traduit par l'accueil en résidence de 5 collectifs d'artistes dans les domaines du spectacle vivant et des arts graphiques donnant lieu à des créations diffusées sur leurs territoires d'intervention.

6 Parcs naturels régionaux du Massif Central ont décidé de poursuivre l'expérience sous la forme du projet « Vivre ensemble à la campagne ». Suite à la diffusion d'un appel à projets lancé en décembre 2009, Camille Plagnet et Jeanne Delafosse, réalisateurs de films

documentaires et membres de l'association « Son et Image » ont été choisis pour partir à la découverte de ces territoires et de leurs habitants, à travers des temps de rencontres et d'échanges : six temps de résidences sur six PNR.

Ces résidences donneront lieu à la création d'une œuvre commune, portant sur la notion du vivre ensemble.

L'ensemble de la démarche sera suivi par le Collectif Ville Campagne associé pour l'occasion à une sociologue indépendante, Fanny Herbert, dans un objectif d'observation et de capitalisation.

■ **CONSEIL RÉGIONAL DE LA CHAMPAGNE-ARDENNE**

Direction de l'aménagement du territoire  
Service environnement  
5 rue de Jéricho  
51037 Chalons-en-Champagne Cedex

***Sensibiliser pour éduquer : les chèques nature***

Le dispositif Chèque nature a été conçu pour inciter les jeunes à une découverte active de leur environnement, à travers une démarche interdisciplinaire. L'objectif est de les sensibiliser au développement durable et de favoriser une démarche globale et citoyenne.

Ce dispositif prévoit :

- le chèque nature séjour qui favorise le départ d'une classe dans un organisme d'éducation à l'environnement de Champagne-Ardenne référencé par la Région. Le montant de l'aide est fonction du nombre d'élèves et de la durée du séjour ;
- le chèque nature animation qui concerne les établissements scolaires et les clubs nature faisant appel à un organisme d'éducation à l'environnement de Champagne-Ardenne référencé par la Région pour la réalisation d'un projet d'animation annuel. Le montant de l'aide est fonction du coût du projet.

En 2010, plus de 7 300 scolaires ont participé à un séjour nature ou à un projet d'animation dans l'un des 26 centres d'éducation à l'environnement de Champagne-Ardenne: 135 séjours nature, 143 projets d'animation.

#### ■ Pays d'Épernay, PNR de la Montagne de Reims, Ville d'Épernay

7 bis Avenue de Champagne  
51200 Épernay

#### **Sensibilisation des garagistes et imprimeurs**

Le Pays d'Épernay et le PNR de la Montagne de Reims, dans le cadre du dispositif ORAC et de leurs PCET, ainsi que la Ville d'Épernay dans le cadre de son Agenda 21, en partenariat avec notamment la CNAMS et la CMA ont lancé une campagne de sensibilisation envers les garagistes et les imprimeurs afin de les soutenir dans la gestion durable de leurs entreprises.

Pour les garagistes, cela passe par l'aide à la gestion des consommations d'énergies et d'eau... Un questionnaire est envoyé à l'ensemble des garagistes du territoire afin de connaître leurs habitudes. Pour les imprimeurs, une visite d'imprimerie labélisée Imprim'Vert® a été organisée afin de sensibiliser et de faire connaître aux imprimeurs locaux ainsi qu'aux acheteurs d'imprimés l'existence de ce label. L'objectif est de promouvoir leurs actions environnementales et de trouver des prestataires éco-responsables.

#### ■ Mairie de Questembert

Place du Général-de-Gaulle - BP-14  
56230 Questembert

#### **L'action conjointe entre la mairie et les citoyens: la force du bénévolat et de la solidarité**

La commune de Questembert propose aux habitants de participer à la mise en œuvre d'actions municipales qui entrent dans le

champ du développement durable: solidarité, accès à l'éducation et à la culture pour tous, entretien d'espaces naturels... Il s'agit d'une part de permettre la participation citoyenne, mais également de réaliser des actions qui ne pourraient pas être mises en œuvre sans l'appui de personnes bénévoles et volontaires. Des appels à participer sont envoyés régulièrement via le Bulletin municipal et les réseaux associatifs sont sollicités afin de constituer des équipes de bénévoles. Ces équipes sont encadrées par des agents ou élus municipaux. C'est le cas notamment pour:

- Les Festiv'halls: organisation chaque année d'un festival d'arts de la rue d'ampleur régionale (une centaine de bénévoles)

- La fête de la musique: installation de 5 scènes dans la ville avec des scènes locales et d'autres de découvertes musicales. (70 bénévoles),

- L'accueil des personnes au local pour les sans-abri: les personnes sans abri sont accueillies par une équipe de 2 bénévoles dans ce local ouvert durant 6 mois chaque année. La personne peut s'y restaurer, se laver et dormir. (7 bénévoles),

- L'animation du pédibus: une équipe d'accompagnateurs anime les 6 lignes de pédibus ouvertes initialement (28 bénévoles),

- L'entretien des sentiers de randonnée: L'entretien est organisé sur 9 secteurs différents, avec un responsable par secteur. Une demi-journée est consacrée chaque année en juin (spontanément les bénévoles commencent la semaine avant car tout ne peut pas être fait sur une demi-journée). (40 à 50 bénévoles),

- L'aide aux devoirs pour les élèves en difficultés: des bénévoles aident les enfants à acquérir des méthodes de travail pour les devoirs du soir. Il s'agit aussi de permettre aux enfants de faire leurs devoirs dans de bonnes conditions. (7 bénévoles).

#### ■ Ville d'Auray

100 place de la république  
56400 Auray

#### **Chantier artistique libre et participatif: échange et partage autour de la construction d'un géant en osier**

Partant du postulat que chaque citoyen, de par sa participation à la vie sociale, contribue à la vie culturelle de la cité, et que la culture n'existe que par la participation des populations, il s'agissait de proposer, dans un quartier de la ville en renouvellement urbain, un chantier artistique ouvert à tous dans le but de construire un géant de 7.50 mètres en osier et fil de fer.

Ce géant a déambulé dans la ville lors du festival Méliscènes (mars 2011), 11e festival de marionnettes et théâtre d'objets.

Ce projet a été supervisé et animé par un plasticien professionnel, Benoît Mousserion, du collectif l'Homme Debout.

Ce projet entre dans le cadre des actions de médiations culturelles mises en place depuis plusieurs années par le centre Culturel Athéna et s'intègre naturellement dans le cadre de l'Agenda 21 qui est en cours de finalisation sur la commune.

#### ■ SM SCoT Grand Douaisis

36 rue Pilâtre-de-Rozier  
59500 Douai

#### **Site internet dédié aux actions du grand douaisis pour le climat**

La mission majeure du Syndicat Mixte du SCoT dans le cadre du Plan Climat Grand Douaisis est de créer les conditions favorables pour voir émerger, se développer, et pérenniser les actions « plan climat » de tous les acteurs du territoire.

Le SCoT a donc décidé de développer un plan d'animation et de communication concret pour que cette démarche devienne le Plan Cli-

mat de tous. Un site Internet nous est apparu comme l'outil incontournable.

Pour le grand public, ce site permet :

- d'être informé des dernières actualités locales, nationales ou internationales en lien avec le climat: « actualités », « agenda des partenaires »

- de trouver toutes les informations nécessaires sur les thématiques liées au climat: « le chiffre à retenir », « le plan climat du Grand Douaisis », « liens », « glossaire »

- d'être informé des actions publiques et privées menées sur le territoire du douaisis: « les dernières actions », « les actions climats », « zoom sur... »,

- de pouvoir localiser rapidement sur une carte des actions: « situer une action »

- de réagir aux projets ou réalisations publiés sur le site

- de partager les informations contenues sur le site sur les réseaux sociaux

- de soumettre des actions afin qu'elles soient intégrées au plan climat

- de connaître et pouvoir contacter l'ensemble des partenaires du plan climat: « espace partenaire »

Pour les partenaires, ce site permet, en plus des fonctionnalités pour le grand public :

- de trouver toutes les informations pour devenir partenaire du plan climat

- de communiquer sur les actions qu'ils entreprennent

- d'avoir des retours sur expérience: « les actions climats »

- d'accéder à une documentation spécifique dans un espace ressource: « les ressources privées »

#### ■ Parc naturel Régional de l'Avesnois

Maison du Parc - Grange Dimière  
4 cour de l'Abbaye - BP 11203  
59550 Maroilles

## CINE DD

Le concept: un film, suivi d'une rencontre avec une association, des habitants, des entreprises... en lien avec la thématique du film et/ou une animation, et d'une dégustation de produits locaux organisée par l'Association des producteurs fermiers et artisans de l'Avesnois.

Les thématiques traitées par les films, tout comme leur forme (fiction, documentaire, dessins animés...), sont larges: environnement (Le Syndrome du Titanic, Ponyo sur la falaise), citoyenneté (D'une seule voix), voyages (J'irais dormir à Hollywood), alimentation (Nos enfants nous accuseront), agriculture (Herbe)... L'intérêt étant de proposer des rendez-vous cinéma citoyens, adaptés aux réalités du territoire et des salles de diffusion. Les objectifs de ces rendez-vous sont multiples:

- favoriser la découverte de films arts et essais ou documentaires (avec De la Suite dans les images);

- faciliter l'accessibilité aux échanges, rencontres et débats autour de films grand public (Cinéligue);

- offrir une nouvelle approche aux réseaux cinémas en Avesnois;

- favoriser l'organisation de rendez-vous réguliers;

- faire échanger et débattre autour de valeurs qui sont celles d'un Parc naturel régional;

- favoriser la mise en place d'animations de proximité et en milieu rural.

#### ■ Parc naturel régional de l'Avesnois

Maison du Parc - Grange Dimière  
4 cour de l'abbaye - BP 11203  
59550 Maroilles

### Objectif nature

Espaces naturels régionaux et les Parcs naturels régionaux du Nord-Pas de Calais ont développé des méthodes et pratiques inno-

vantes où l'interprétation du patrimoine et la participation du public sont les clés de voûte de leurs dispositifs éducatifs. Développer l'esprit critique, faciliter la compréhension de l'environnement pour éveiller la conscience du citoyen, sont plus que jamais d'actualité. Le principe d'Objectif nature est simple: aimer la nature pour mieux la comprendre et avoir envie de la respecter.

Toutes les animations ont été conçues selon ce principe et préparées avec minutie. Elles répondent à des règles de fonctionnement bien établies.

En 2011, 1000 classes vont pouvoir bénéficier gratuitement de ce programme (animation et transport). Autour d'une animation nature, c'est le projet d'école ou de classe qui s'exprime et c'est aussi le résultat d'une grande coopération entre professeurs, animateurs, parents accompagnateurs et élèves.

Un projet objectif nature, c'est un contrat!

- Qui se prépare un mercredi sur le terrain...
- Qui se vit pleinement lors d'une journée exceptionnelle...
- Qui se prolonge en classe et dans l'école...
- Qui s'évalue afin que le programme ne se banalise pas.

#### ■ Parc naturel régional de l'Avesnois

Maison du Parc - Grange Dimière  
4 cour de l'abbaye - BP 11203  
59550 Maroilles

### Éco-événements

Depuis 2008, le Parc naturel régional de l'Avesnois accompagne les organisateurs d'événements de tous types dans une démarche d'éco-responsabilité. À la suite de plusieurs rencontres collectives, la construction d'une charte d'engagement permet de formaliser les actions retenues, valoriser une démarche de progrès et au-delà favoriser l'échange d'expériences. Depuis 4 ans, Le Parc a co-signé avec les organisateurs, 34 chartes d'engagement.

### ■ Parc naturel régional de l'Avesnois

Maison du Parc - Grange Dimière  
4 cour de l'abbaye - BP 11203  
59550 Maroilles

Réseau des acteurs d'éducation au territoire  
La construction d'un réseau d'acteurs proposant des sessions de formation et de sensibilisation autour des thématiques du développement durable et du territoire fut l'un des axes de travail du Parc naturel régional de l'Avesnois depuis 2011. Ce travail a abouti à la création d'un site Internet présentant les animations de l'ensemble des acteurs du réseau destinées aux publics scolaires et extrascolaires. Aujourd'hui, ce réseau mobilise 25 structures et présente 150 animations.

### ■ Parc naturel régional de l'Avesnois

Maison du Parc - Grange Dimière  
4 cour de l'abbaye - BP 11203  
59550 Maroilles

#### Les écologiques

En partenariat avec l'Éducation Nationale, le Parc naturel régional de l'Avesnois développe un programme devant aboutir à la mise en œuvre d'agendas 21 au sein des écoles. La particularité de ce programme, intitulé « Les écologiques », est qu'il intègre la démarche de développement durable dès le départ, au niveau de sa gouvernance : l'outil est construit et expérimenté au fur et à mesure sous l'égide d'un comité de pilotage très large réunissant, outre le Parc, des spécialistes de l'éducation (enseignants, inspecteurs de l'Éducation nationale...), du développement durable (« École et nature », Comité 21, Agence de l'eau, Maison régionale de l'environnement et des solidarités, ADEME, CAUE 59, syndicats de distribution et de gestion de l'eau, CPIE bocage de l'Avesnois, Espace info énergie...) et des représentants de l'état et des collectivités territoriales (Direction de la jeunesse et des sports, conseil général, régional, élus, techniciens des municipalités...)

Au sein de chaque établissement, un comité de pilotage Agenda 21 comprend les enseignants et le personnel de l'école, des représentants des parents, des élèves, du Parc, de la mairie et de l'Inspection de l'Éducation nationale. Ce comité de pilotage définit les actions à mettre en place au sein de l'école et les évalue.

### ■ Conseil Régional Nord - Pas de Calais

151, avenue du Président-Hoover  
59555 Lille

#### Les 10 ans des Itinéraires du Développement Durable

Depuis 2001, la Région Nord-Pas de Calais organise tous les 2 ans à destination du grand public et des personnes mobilisées sur la question du développement durable (élus, techniciens, entreprises, universitaires, institutions, organismes publics et parapublics...) deux journées consacrées à la découverte du développement durable en région. Des circuits de visite sont organisés sur l'ensemble du territoire pour venir à la rencontre d'entreprises, de collectivités locales, d'associations, de particuliers qui mettent en œuvre le développement durable à travers des projets exemplaires. La seconde journée est consacrée à un colloque, qui aborde sous un angle transversal l'un des enjeux du développement durable en croisant les questionnements, les expériences, les méthodes et les outils. Les derniers thèmes abordés :

- 2011 : santé et bien-être à l'heure du développement durable
- 2009 : investir produire et consommer autrement
- 2007 : alimentation, agriculture, santé et développement durable
- 2006 : mobilité, transports et développement durable.

### ■ Conseil Régional Nord-Pas de Calais

151, avenue du Président-Hoover  
59555 Lille Cedex

#### La création du GIP CERDD

En 2001, la Région Nord-Pas de Calais a décidé de créer, dans le cadre de sa Stratégie Intégrée de Développement Durable, approuvée par les élus en janvier 2000, le Centre Ressource du Développement Durable afin de promouvoir le développement durable sur les territoires (donner envie de faire), d'aider collectivement leurs acteurs à concevoir des outils et méthodes (animer et réunir), de capitaliser les bonnes expériences et de les diffuser largement. Le CERDD est né en 2001 sous forme associative puis a été transformé en 2006 en Groupement d'Intérêt Public par la volonté conjointe de l'État et de la Région de mettre en place un véritable service public du développement durable en région. Pari réussi ! En 2011, le CERDD fête ses 10 ans et lance au travers du projet « Trajectoires DD » un vaste appel à contributions, un parcours de connaissance, un forum des acteurs (février 2012) qui permettront à tous les acteurs du territoire qui co-produisent au quotidien avec le CERDD de dresser un bilan des dynamiques, de confronter leurs points de vue et d'ouvrir de nouvelles perspectives au développement durable en Nord-Pas de Calais pour les 10 ans à venir.

### ■ Communauté de Communes du Pays Noyonnais

Villages d'entreprises  
1, avenue du parc  
60400 Passel

#### « Ma Vie, Ma ville, Ma Campagne... Ma Planète » ou « Que puis-je faire au quotidien pour préserver ma Planète ? »

La communauté de Communes du pays Noyonnais, très attachée à mener une politique environnementale active, a souhaité

réaliser un outil de sensibilisation lié au développement durable.

Grenelle de l'environnement, dérèglement climatique, bilan carbone sont des termes entendus tous les jours mais sans qu'on en saisisse toujours le sens.

Afin de préserver notre Terre, les spécialistes nous invitent à changer nos habitudes mais on ne sait comment faire.

Le rôle de la collectivité étant d'expliquer à ses habitants, l'image valant mieux qu'un discours, la rencontre avec un réalisateur... l'idée d'un film était née.

Cette réalisation a été possible par l'étroite collaboration entre les professionnels de l'environnement, les écoles, l'équipe de Tainos Studio et les services de la communauté de communes du pays Noyonnais.

Les différents thèmes ont pu être abordés de manière simple et pédagogique pour une compréhension accessible à tous.

Que ce soit pour la protection de l'eau, pour des achats citoyens, pour le tri, pour les gestes verts au jardin pour lutter contre la pollution, pour la maîtrise de la consommation d'électricité, pour une bonne gestion de l'énergie, pour un transport alternatif, l'originalité du projet est de regrouper l'ensemble des bons gestes de la vie quotidienne sur un même support.

C'est comme dans un conte, le récit d'un homme qui balaie les années futures et répond aux questions d'un collégien.

En semant des graines de gestes respectueux de la planète autour de soi, on peut s'attendre à les voir germer...

#### ■ Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale

Maison du Parc - BP 22  
62142 Le Wast

#### **Les écoles éco-citoyennes des Caps et Marais d'Opale**

Depuis près de 8 ans, le Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale anime un réseau d'écoles éco-citoyennes.

Une école éco-citoyenne est une école où plusieurs enseignants (donc plusieurs classes) s'engagent dans un projet pédagogique autour de 5 axes :

- Améliorer le cadre de vie à l'école, (parce qu'on y est toute la journée!)
- Apprendre la citoyenneté à l'école (parce qu'on a des choses à dire et à entendre)
- Explorer notre territoire (pour comprendre ce qui existe autour de nous)
- Préserver les ressources de la planète (parce que notre terre est fragile)
- Réaliser des actions de solidarité (parce qu'on n'est pas tout seul sur terre)

Des programmes de formation des enseignants, des échanges d'expériences, un journal, des rencontres, ponctuent la vie de ce réseau qui regroupe entre 30 et 40 écoles selon les années.

#### ■ Mairie de Pau

Place Royale  
64000 Pau

#### **La Ferme du Goût : création d'un lieu d'action, de réflexions et de partage autour de l'alimentation**

Le projet de Ferme du Goût vise à créer une structure municipale dédiée à l'alimentation dans une double optique de développement durable et d'éducation populaire. La ferme accueillera des groupes diversifiés (écoles, maisons de retraite, étudiants, associations...) pour des ateliers de cuisine, d'éducation à l'environnement, d'éveil des sens, ou encore d'éducation thérapeutique.

Le principe moteur sera l'utilisation du goût et de l'acte alimentaire à travers toutes leurs dimensions, comme supports de réflexion sur

d'autres thématiques plus générales telles que la santé, la nutrition, l'environnement et bien sûr les modes de vie et de consommation.

La ferme, située dans le quartier Pau Nord et typique de l'architecture béarnaise, sera éco-rénovée et possédera une grande cuisine, une salle à manger, une salle de conférence, un jardin pédagogique des cinq sens et un centre de documentation spécialisé sur les questions du goût et de l'alimentation, en lien avec le réseau des médiathèques.

La Ferme du Goût doit ouvrir ses portes en janvier 2013, mais plusieurs activités et animations ont déjà eu lieu ou sont programmées pour les mois à venir.

#### ■ Mairie de Tarbes

BP 1329  
65013 TARBES Cedex

#### **Programme « Éducation au développement durable »**

En Janvier 2008, le Conseil Municipal de la ville de Tarbes a délibéré pour élaborer une Charte d'écologie urbaine et de développement durable.

Le programme « Éducation au Développement Durable » (EDD) en est l'un des axes principaux.

En effet, la sensibilisation des enfants est la pierre angulaire des nouveaux comportements que notre société se doit d'acquérir afin que le développement durable ne reste pas une simple idée.

En deux ans, la ville de Tarbes a conçu un programme d'« Éducation au Développement Durable » (EDD) en collaboration avec l'Inspection Académique des Hautes Pyrénées et en partenariat avec une vingtaine de structures institutionnelles et privées.

Pour la première fois et tout au long de l'année scolaire 2010/2011, la Mairie de Tarbes a permis à près de 500 enfants du cycle 3 (CE2, CM1 et CM2) de la ville de Tarbes de bénéficier de ce module éducatif complet, en classe



comme sur le terrain, à travers cinq thématiques: ÉNERGIE, BIODIVERSITÉ, ALIMENTATION, DÉCHETS et EAU. La ville de Tarbes a souhaité que ce programme soit accessible à tous, c'est pourquoi une participation symbolique de 10 €/enfant a été demandée aux familles, leur donnant ainsi accès à la totalité des actions citées ci-dessous.

Le programme aborde les thématiques de plusieurs façons:

- Par des animations en classe réalisées par des professionnels sur les thèmes suivants biodiversité, rôle de l'abeille, alimentation, déchets, consommation responsable...

- Par des visites de sites: visite d'un ISDND (Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux), visite d'une station d'épuration, visite d'une centrale hydroélectrique...

- Par un séjour de trois jours en montagne dans un centre appartenant à la ville de Tarbes. Ce séjour s'organise autour d'expériences réalisées en laboratoire et en extérieur, de randonnées...

- Par la dégustation d'un repas BIO confectionné spécialement pour les élèves et pris au restaurant d'entreprise de la ville de Tarbes.

Un comité technique composé des différents acteurs (enseignants, personnels de l'Inspection Académique des Hautes-Pyrénées et du Centre Départemental de Documentation Pédagogique, agents de la Ville de Tarbes, du SYMAT, du Parc National des Pyrénées, de Veolia, de la Lyonnaise des Eaux, de EDF) a créé des outils pédagogiques adaptés: un livret de l'enseignant (remis à chaque enseignant en début de programme) et un Carnet de voyage de l'élève (remis à chaque élève dont la classe participe au programme).

Un reportage vidéo retraçant les aventures des élèves, des professeurs et des organisateurs ainsi que les outils pédagogiques conçus spécialement pour notre programme sont en ligne sur le site de la ville de Tarbes.

Pour l'année scolaire 2011/2012, M. le Maire a également proposé le programme EDD aux écoles de la communauté d'Agglomération du Grand Tarbes. À ce jour l'enjeu est relevé: 28 classes sont inscrites. Ainsi, près de 700 élèves deviendront des experts en développement durable.

Comme l'a dit Antoine de Saint-Exupéry:

« Nous n'héritons pas la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ».

Avec ce programme, le Maire de Tarbes souhaite préparer les enfants à préserver cet héritage.

En travaillant autour de ces thématiques, Abeille, Alimentation, Biodiversité, Déchets, Eau et Énergie, nous essayons de répondre à plusieurs objectifs: sensibiliser l'élève à la notion de développement durable et à ses enjeux sociaux, environnementaux et économiques; susciter une prise de conscience « nécessité d'agir maintenant et localement »; valoriser les métiers correspondants aux thématiques abordées; impulser des comportements éco citoyens à l'école, transposables à la maison et dans la cité; et promouvoir la création d'Agendas 21 scolaires ou de projets Éco École.

Comme l'a dit Thierry DUCLERC, Inspecteur Pédagogique Régional Midi-Pyrénées, le 22/09/2010:

« Le programme Éducation au Développement Durable de la ville de Tarbes est une réalisation unique au niveau national et qui préfigure avec deux ans d'avance les impératifs ministériels ».

#### ■ Communauté de communes des Véziaux d'Aure

Rue de la Moulette  
65240 Grézian

#### *Projet pédagogique d'éducation à l'environnement et au développement durable*

La Communauté de communes a mis en place depuis 2008 un partenariat pédagogique avec le RPI dans le but d'informer et de sensibiliser

le public scolaire aux enjeux du développement durable et de concevoir avec eux des outils de communication destinés au grand public.

La thématique change chaque année scolaire. Elle est déterminée de façon à aborder à la fois, une ou plusieurs finalités du développement durable, une thématique du programme scolaire et une action intercommunale.

#### ■ Perpignan Méditerranée Communauté Agglomération

11 Bd Saint-Assisclé - BP 20641  
66006 Perpignan

#### *La Fête du Tri ou l'art pour sensibiliser au développement durable*

Initiative éco-artistique et éco-citoyenne unique en France par son ampleur\* « La Fête du Tri ou l'Art pour sensibiliser au développement durable » a été récompensée par 3 prix nationaux:

- Trophée Territoria Observatoire National Innovation publique - Paris 2009

- Grand Prix CB News Communication Collectivités territoriales - Paris 2009

Mention spéciale du Jury Meilleure Communication Événementielle - Pilotage

- 1er Prix Meilleure Communication Environnementale Trophées Communication 2008

\*36 communes, 15 000 personnes, 80 % estiment que c'est un événement important.

Une programmation d'animations éco-citoyennes du 1er au 7 avril à l'occasion de la Semaine nationale du Développement durable. Chaque année sur le territoire des communes l'agglomération, une semaine riche d'actions auprès d'un large public et un événement comme point d'orgue « La Fête du Tri », 5<sup>e</sup> anniversaire en 2012 à suivre avec l'Agenda 21 local de l'Agglomération et des communes.

Un éco-carnaval grandissant avec l'adhésion des communes labellisées « éco-villages » qui se fédèrent à cette occasion sur la ville centre.

Les costumes des petits et grands sont éco-conçus toute l'année avec les acteurs socio-éducatifs et culturels de chaque territoire communal et quartiers. Les enfants venant le jour J peuvent aussi se déguiser en « super-héros du tri » et participer au grand défilé. Lien social évident où toutes les populations déguisées participent à un échange humaine et se mélangent sur des valeurs communes, économie solidaire par la valorisation des acteurs économiques engagées pour le développement durable et l'agriculture bio et protection de l'environnement avec l'intervention d'acteurs du territoire local et des rallyes découverte et visites guidées sur les espaces naturels de l'Agglo.

Les trois piliers du développement durable sont réunis pour répondre au public et l'aider à changer son regard et son comportement. Une programmation éco-Art, arts plastiques, Art environnemental urbain contemporain questionnant la pollution des eaux par nos déchets, spectacles poétiques pour le Tri sélect » ou la protection de la planète par des troupes de théâtres du territoire, un travail sur les consciences, un regard sur nos déchets dans l'environnement souligné par une citation poncée sur palettes récupérées « Notre pouvoir naît de notre habilité à décider ». Des programmations spécifiques dans les communes aidées et valorisées par un « Kit éco-villages de l'Agglo » afin de faciliter l'autonomie des communes et développer le succès de leurs actions.

Un management de projet récompensé qui réunit plus d'une centaine d'éco-acteurs dont des bénévoles. Une communication éco-responsable basée sur l'énergie humaine, la mutualisation des moyens humains des collectivités, des personnels motivées et facilitateurs parce qu'engagés sur un projet qui a du sens et résolument fédérateur. Des métiers se découvrent, se décloisonnent, se partagent et se comprennent. Les nouvelles technologies et

l'innovation à contribution avec une « chasse aux e-codes » sur les lieux de manifestation pour gagner un e-solex. La manifestation est présente sur les réseaux sociaux et Facebook. Un circuit professionnel sur les énergies renouvelables pour une agglomération 100 % à énergie positive.

Un partenariat solide avec Eco-emballage, le Sydetom 66, Ecologic, l'APEPI, la MDEE et l'ADEME consolide les effets du projet.

<http://fetedutri.com/>

[http://www.perpignanmediterranee.com/fichiers\\_agglo/documents/Communique/Communique % 202011/21-11-SDD. pdf](http://www.perpignanmediterranee.com/fichiers_agglo/documents/Communique/Communique % 202011/21-11-SDD. pdf)

Affiches et dossier de presse

<http://www.perpignanmediterranee.com/Semaine-du-Developpement-Durable--5478.phtm>

phtm

Réseau social Facebook

<https://www.facebook.com/Fete.du.tri>

#### ■ Communauté de Communes Beaujolais Val de Saône

105 rue de la République - CS 30010  
69824 Belleville Cedex

#### *Organisation de semaines du Développement Durable*

Depuis 2010, la CCBVS organise des Semaines du Développement Durable.

Sur une quinzaine de jours les particuliers et les scolaires peuvent profiter de projections de films, de visites, de conférences, d'expositions sur les thèmes de l'environnement, de l'énergie, du développement durable... Sur 2 ans plus de 4000 personnes ont ainsi pu s'émerveiller devant des films comme « Océans », découvrir l'éco-construction, visiter une station d'épuration. C'est également l'occasion d'expliquer certaines actions de la CC, comme la restauration des berges de rivières par génie végétal. Le grand public est très demandeur de ce type d'opération et est intéressé par toutes les thématiques du développement durable. Les enseignants profitent également de

ces semaines pour sensibiliser leurs élèves à des questions d'actualités comme la biodiversité, le changement climatique ou la consommation responsable.

#### ■ Conseil Général de Saône-et-Loire

Espace Duhesme  
18 rue de Flacé  
71026 Mâcon Cedex 9

#### *Défis Nature 71*

Conscient de l'importance de sensibiliser les différents publics scolaires à une démarche pédagogique environnementale, le Conseil Général de Saône-et-Loire met en œuvre depuis 2005 un programme éducatif à destination des écoles, collèges, lycées et Maisons Familiales Rurales.

Cette opération, intitulée « Défis Nature 71 », vise à favoriser la diffusion des connaissances en matière d'environnement ainsi qu'à mobiliser les élèves autour de projets concourant au développement durable.

Ce programme s'adresse aux jeunes de moins de 26 ans, motivés et encadrés par un enseignant, un éducateur ou un animateur. Au-delà d'une réflexion globale nécessaire sur la protection de notre environnement, ces démarches permettent, via un projet pédagogique structuré, l'investissement des plus jeunes sur des projets environnementaux concrets: prise de connaissance du sujet, rencontre des partenaires, travail de terrain, action d'évaluation et de communication, réalisations, etc. Les différents projets sont proposés à un Comité de sélection qui les examine, d'après la « Charte de fonctionnement Défis Nature 71 ».

Afin de soutenir la réalisation de ces différents projets, les dossiers labellisés sont subventionnés par le Conseil général.

#### ■ Ville de Chalon-sur-Saône

Place de l'Hôtel-de-Ville  
BP 92  
71321 Chalon Sur Saône

### **Distribution du « kit gest'eco » à la population - 2000 unités**

À l'occasion du lancement de sa démarche Agenda 21 la ville de Chalon-sur-Saône souhaitait donner les moyens aux habitants d'agir au quotidien pour le développement durable. Le kit Gest'Éco offre la possibilité d'agir pour réduire sa consommation d'eau et d'énergie, il propose également des solutions pour pratiquer l'éco-mobilité et l'éco-consommation.

Le kit est composé de composants permettant d'aborder les thématiques suivantes :

- Énergie: thermomètre d'ambiance, 2 ampoules basse consommation,
- Eau : réducteurs de pression et de débit pour évier de cuisine, lavabo et douche, sablier de douche,
- Eco-mobilité : brassard de sécurité, carte des pistes cyclables,
- Eco-consommation : sac de course, carnet de courses intégrant des informations sur les fruits et légumes de saisons

2000 kits gest'eco ont été constitués en vue de distribution lors de distributions en mairie, lors d'ateliers citoyens agenda 21, dans les maisons de quartiers et autres lieux d'accueil de public, dans les régies de quartiers.

Une partie des kits a été distribuée (1/3 du total) en lien avec la réalisation d'animations sur les thématiques eau, énergie et déchets réalisées par le service environnement de la collectivité.

#### ■ Ville de La Motte-Servolet

36, avenue Costa-de-Beauregard  
73290 La Motte-Servolet

### **Animation EDD pour la promotion de l'écocitoyenneté**

La Ville organise quatre temps d'animation tous les ans pour la promotion du Développement Durable :

- Semaine du Développement Durable avec un temps fort lors du Village du Développement Durable

- « Le Jardin c'est la Vie » : Parcours pédagogique dans la halle du marché pour la promotion du « Bien cultiver, bien manger », à destination des scolaires et du grand public

- Semaine de la Mobilité avec un temps fort lors des Cyclo'folies: Animation festive et participative pour la promotion de la mobilité douce et de l'inter-modalité

- Semaine de la Solidarité internationale: projections, conférences, débats et soirée solidaire festive au profit des pays du Tiers-monde pour sensibiliser le grand public aux problématiques des inégalités mondiales

#### ■ Mairie de Paris - Direction des Espaces Verts et de l'Environnement - Agence d'Écologie Urbaine

103 avenue de France  
75639 Paris Cedex 13

### **Acteurs du Paris durable**

Pour améliorer l'empreinte écologique du territoire parisien, la Ville de Paris lance un nouveau dispositif de mise en valeur, d'échange et d'essaimage de bonnes pratiques environnementales dans un objectif de développement durable.

Les Acteurs concernés sont divers : individus, entreprises, associations, commerces, établissements scolaires, administrations, artistes, etc.

Au cœur du dispositif, le site « [www.acteur-sduparisdurable.fr](http://www.acteur-sduparisdurable.fr) » rend visibles les écoactions déjà réalisées, valorise les Acteurs qui les ont mises en place, favorise les échanges et offre à tous des outils pratiques portés par des partenaires : guides, contacts, retours d'expérience, ou sites Internet.

Pour valider les méthodologies employées, un Comité d'orientation composé de personnalités expertes dans les domaines de l'environ-

nement, du développement durable et des changements de comportement est constitué. Pour faire connaître le dispositif, remonter des éco-actions et partager des outils, des partenaires relais, ressources et média sont mobilisés.

Une éco-action « Acteurs du Paris durable » doit être menée sur le territoire de Paris, avoir un bénéfice environnemental collectif tangible et quantifiable, s'inscrire dans une démarche de changement, être incitative et susceptible d'être reproduite et, si possible, innovante. Les éco-actions sont présentées selon les thématiques de nos quotidiens : « consommer, héberger, habiter, aménager, partager, communiquer, produire, se déplacer, transporter, créer, se divertir, sensibiliser, se nourrir, ou travailler ».

Elles déclinent les enjeux de l'environnement et du développement durable pour lutter contre le changement climatique, préserver la biodiversité, économiser les ressources, ou limiter les pollutions et les nuisances auxquelles le territoire est confronté.

#### ■ Ville de Niort

Place Martin-Bastard  
79022 Niort

### **Du management territorial au management de l'organisation : comment faire vivre un agenda 21**

Assurer la prise en charge et le portage d « un projet territorial de développement durable (agenda 21) par les acteurs du territoire et l'organisation territoriale nécessite de faire vivre un dispositif participatif innovant facilitant la co-production depuis le diagnostic jusqu'au plan d'action.

Pour illustrer cette problématique nous nous appuyons sur l'expérience et les exemples concrets de la ville :

- Mobiliser les services de la collectivités : un organigramme qui positionne le développement durable au cœur de l'organisation, sen-

sibilisation participative de 850 agents de la collectivité par du théâtre forum de, formation de 250 cadres, élaboration du diagnostic interne pluridisciplinaire (inter service) et croisé hiérarchiquement) création d'un comité de suivi et d'innovation participatif.

- Mobiliser les habitants: deux starters; expo interactive « la maison développement durable » (partenariat éducation nationale) grand public (4000 entrées), conférences-débats thématiques. Les ateliers participatifs (diagnostic et vision du futur pour un territoire durable)

- Mobiliser les parties prenantes (grands comptes et institutions) autour d'un acte d'engagement territorial pour conduire un diagnostic partagé du territoire

- l'évaluation et des instances de gouvernance pérennes pour garantir la mobilisation. des personnels dédiés au suivi participatif interne et externe

#### ■ Conseil Régional de Picardie

11 Mail Albert 1<sup>er</sup>  
80000 Amiens

#### *Plan Environnement Santé*

L'ambition du Plan Environnement Santé est de prévenir les risques sanitaires liés à l'environnement, d'améliorer la prévention des pathologies et de mobiliser les Picards autour de l'information dans le domaine de la santé et de l'environnement.

Au total, en mobilisant les budgets Santé, Environnement, Agriculture, Éducation et Recherche, la Région Picardie consacrera en 2011 plus de 800000 euros à la santé environnementale.

#### ■ TRIFYL

Les Courtials  
Route de Sieurac  
81300 Labessière-Candeil

#### **Le circuit des énergies renouvelables**

Pour répondre aux questions des citoyens sur les déchets et les énergies renouvelables, un parcours pédagogique complet a été conçu sur le Pôle des Énergies Renouvelables à Labessière-Candeil, dans le Tarn. Son objectif: faire découvrir, en une heure de visite, la gestion des déchets et les enjeux du développement durable.

De la notion d'effet de serre aux énergies renouvelables en passant par le bioréacteur, le circuit pédagogique amène le visiteur à comprendre que tout est lié et que notre action au quotidien a un réel impact.

Observer, toucher ou encore manipuler, le parti pris du circuit est clairement pédagogique et didactique pour faire de chacun d'entre nous un « Maître de l'énergie ».

#### ■ SIRTOMAD

HÔTEL DE VILLE  
9 Rue de l'Hôtel-de-Ville  
82013 Montauban

#### **Éducation et Citoyenneté**

Animation en galerie commerciale mars 2011: L'objectif du SIRTOMAD était de sensibiliser à la réduction des déchets dès l'acte d'achat avec un intérêt financier.

Exposition sur le thème de la réduction des déchets prêtée par l'ADEME, information faite par les ambassadeurs du tri.

Jeu du caddy malin: estimer le prix du caddy composé de produits moins emballés par rapport au caddy qui contient les mêmes produits en quantités égales mais avec beaucoup plus d'emballages (carton, plastique...)

200 consommateurs ont été sensibilisés.

Festival Alors Chante: Juin 2011

Pendant ce festival à Montauban, les animateurs du SIRTOMAD ont informé les stands de restauration du festival sur les bonnes pratiques de gestion des déchets. Résultats: 9 m3 de cartons, 42 m3 d'emballages recy-

clages, 8 m3 d'emballages en verre et 250 litres d'huile végétale collectés.

Les festivaliers ont pu s'informer sur le recyclage et la prévention des déchets grâce à un stand: jeu-quizz sur la gestion des déchets, démonstration de composteur, information et remise de brochures. 120 personnes venues sur le stand.

Des dispositifs de tri pour les festivaliers ont été mis en place.

Résultats: 600 litres de déchets recyclables collectés.

Animations scolaires 2011:

Le SIRTOMAD propose des séances ludiques d'information sur le recyclage et la prévention des déchets de la maternelle au lycée, ainsi que dans les centres de loisirs.

91 séances ont permis de travailler avec 2061 enfants.

À la suite de ces animations, 666 enfants ont visité une déchetterie, la plate-forme de compostage des déchets verts ou le centre de tri des déchets recyclables et le centre de stockage des déchets ultimes DRIMM.

Un concours d'affiche a eu lieu auquel 8 groupes d'élèves ont participé.

#### ■ Mairie de Moissac

Service Environnement  
3 place Roger-Delthil  
82200 Moissac

#### **Soirées-débats Développement Durable pour informer les citoyens**

La mairie de Moissac a mis en place depuis 2008 tous les deux mois, des soirées débats autour des problématiques du Développement Durable.

Entre 40 et 100 personnes assistent régulièrement à ces soirées. 18 conférences ont ainsi été organisées. Les comptes-rendus de ces conférences sont également disponibles et accessibles à tous sur le site internet de la mairie. L'objectif de ces soirées débats est d'informer les citoyens locaux aux probléma-

tiques du développement durable, Sur des sujets aussi transversaux et variés que par exemple :

- Nanotechnologies : de l'infiniment petit dans notre quotidien
- Dame Nature: « Du Tarn à la Garonne »
- Pesticides dans mon jardin, quelles conséquences pour mes voisins
- Bientôt l'hiver, j'isole ma maison
- SOL et SEL
- Les pollutions de l'air intérieur: Respirez mieux
- Semez varié
- Produire son énergie, est-ce possible?
- Tabac, alcool, cannabis et les autres...

De nombreux liens se tissent dans le public et le public a accès à de nombreuses informations et coordonnées d'organismes locaux pour approfondir la réflexion.

■ **Conseil Général de la Seine-Saint-Denis**

Hôtel du Département  
Esplanade Jean Moulin  
93006 Bobigny

**Le Conseil Général des collégiens de la Seine-Saint-Denis**

Le Conseil Général des collégiens a été créé en 2009. Composé de 120 membres, il fonctionne comme celui du Département, mais sous un mandat d'un an. Il se réunit en séances plénières et en commissions autour de thèmes définis par les Conseillers généraux collégiens (restauration, développement durable...).

De nombreuses actions ont pu voir le jour grâce à cette instance: organisation d'un évènement culturel festif sur les cultures aux États-Unis; mise en place d'un comité consultatif d'éthique de lutte contre les discriminations, le sexisme et le racisme rattaché au Conseil Général des collégiens; organisation d'une fête de fin d'année scolaire dans le but de soutenir les Restos du cœur et de sensibiliser les collégiens à la solidarité avec

les plus démunis; formation de binômes collégiens-adultes afin de renforcer la communication entre les collégiens et leurs équipes éducatives dans le traitement des conflits et la gestion des problèmes personnels des élèves, etc.

Les jeunes élus se sont particulièrement intéressés à la pause méridienne et à la restauration scolaire en 2010-2011, et souhaitent pour l'année scolaire 2011-2012 généraliser des commissions tenues dans les établissements. Sur l'année scolaire 2010-2011, 86 établissements sur les 120 que compte le territoire séquano-dionysien ont participé au dispositif (soit 72 %).

■ **Mairie de Bry-sur-Marne**

1, grande rue Charles-de-Gaulle  
94360 Bry-Sur-Marne

**Les petits révisent le bac**

Action de sensibilisation auprès des enfants de toutes les classes de maternelle (environ 400 enfants) âgés de 3 à 5 ans. Animation pédagogique permettant de procéder au tri des déchets ménagers afin de participer à la protection de la nature et de l'environnement. Nombreux sont les enfants qui avaient déjà une approche des bons gestes à adopter. Explications du circuit de la collecte jusqu'à l'usine de recyclage. Des échantillons de plastiques broyés et fondus ont été distribués afin de permettre aux enfants de bien se rendre compte de tous les passages obligatoires de leurs bouteilles en plastique jusqu'à leurs recyclages.

■ **Office de l'Eau Martinique**

7 avenue Condorcet BP 32  
97201 Fort De France

**Rue Wanakaera, le magazine des gestes écocitoyens**

Rue Wanakaera est un programme original et divertissant, ayant pour vocation de sensibili-

ser les, martiniquais aux gestes écologiques au quotidien. À la maison, il existe de nombreux gestes pour économiser l'eau et respecter l'environnement.

Rue Wanakaera, vise à inciter le changement de comportement par la valeur de l'exemple. Sur la base d'un message informatif et pédagogique, les téléspectateurs sont invités à faire de l'écologie, un mode de vie.

Concept: Chaque semaine, une personnalité antillaise, qu'elle vienne du monde artistique, sportif, économique ou médiatique, est invitée Rue Wanakaera pour relever un défi écocitoyen.

\* 30 émissions d'environ 9 minutes qui traitent des économies d'eau et d'énergie, de la récupération des déchets, du respect de la faune et la flore, de la consommation responsable, de l'écocitoyenneté...

\*Diffusion hebdomadaire sur Télé Martinique d'octobre 2009 à juin 2010

\*\*un site internet, une newsletter et une page facebook

L'ODE est commanditaire du projet et producteur délégué, l'ADEME Martinique est co-producteur délégué.

La société Chronoprod est le producteur exécutif.

La chaîne télévisée RFO Télé Martinique (aujourd'hui Martinique 1<sup>re</sup>) est le diffuseur.

L'Union Européenne, le Conseil Régional et l'Ademe Martinique sont les partenaires financiers.

Les artisans, entrepreneurs et artistes locaux sont les partenaires logistiques.

En prestataires techniques: l'agence de communication Mots d'ici et l'agence web Comeonline.

■ **Office de l'Eau Martinique**  
7 avenue Condorcet BP32  
97201 Fort-De-France

### **Rallye sur l'Eau**

L'ensemble des activités humaines, pèse fortement sur les ressources en eau et sur les milieux aquatiques, que ce soit la rivière, la mangrove ou la mer.

Les rivières et, en dernier lieu la mer et les plages sont les récepteurs de tous les déchets et les rejets.

En Martinique, cette pression est d'autant plus sensible que, en milieu insulaire, toutes les eaux et tous les milieux sont solidaires des uns des autres. Les écosystèmes ainsi que notre cadre de vie et notre santé sont menacés.

Fort de ce constat, l'Office De l'Eau-ODE, établissement public local à caractère administratif engage pendant les grandes vacances, une campagne de sensibilisation et d'information intitulée « Plages et Rivières propres 2010 », ayant pour objectif de sensibiliser les Martiniquais sur les pollutions intempêtes dont sont sujettes les plages et les rivières durant les vacances.

Durant cette campagne de nombreuses actions ont été programmées (actions de terrain, ludique et médiatiques), dont un nouveau concept de Rallye sur l'eau ayant pour thématique « La préservation des milieux aquatiques », à destination des adolescents des Accueils Collectifs de Mineurs.

Ce rallye a eu lieu sur un site naturel, au bord de la rivière de Cœur Bouliki située sur la commune de Saint-Joseph au centre de l'île.

Les objectifs pédagogiques étaient les suivants :

- Découvrir les différents milieux aquatiques (rivière, mangrove et mer), notamment le terrain jeu (rivière de Cœur Bouliki)
- Comprendre les relations qui existent entre les hommes et ces milieux
- Mettre en évidence la dimension culturelle de l'eau

- Informer et sensibiliser les adolescents sur les menaces qui pèsent sur ces milieux aquatiques, par le biais d'un jeu collectif

- Coopérer pour résoudre un problème

Deux éditions du rallye ont eu lieu les 20 et 28 juillet 2010.

■ **Office de l'Eau de la Guyane**

47, rue du 14 juillet  
97300 Cayenne

### **Sensibilisation du grand public à la problématique de l'eau en Guyane et dans le monde**

Quels consommateurs sommes-nous? - Les végétariens « écol'eau »? - Que deviennent nos eaux usées? sont quelques-unes des interrogations auxquelles l'Office de l'Eau s'est proposée de répondre à travers une exposition et des animations sur le thème de l'eau à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau 2011. Mieux connaître et comprendre les enjeux associés à l'eau en Guyane et dans le monde étaient les objectifs de cette manifestation. Durant 4 jours, petits et grands ont pu s'informer sur les enjeux de la ressource en eau en participant activement à cette grande fête.

Au programme: Exposition « L'eau pour la Guyane », concours de dessin pour les enfants, quizz pour les plus grands et réalisation d'une BD géante en direct sur le thème de la manifestation.

Notons également la présence de matériel mis à disposition par nos partenaires professionnels de l'eau lors de cet événement qui ont proposé des solutions pratiques pour maîtriser la consommation d'eau dans les foyers.

La Journée Mondiale de l'Eau a lieu comme tous les ans depuis 1993 le 22 mars. Cet événement planétaire a pour objectif de capter l'attention internationale sur la problématique de l'eau dans le monde. La Journée Mondiale de l'Eau tend à mobiliser les gouvernements, les organisations, les communautés et les individus. Le thème de la Journée Mondiale

de l'Eau 2011 était « L'eau pour les villes: répondre au défi urbain ».

L'Office de l'Eau de la Guyane a souhaité participer activement à cette démarche dont les enjeux sont importants au niveau local et pour toute la planète.

## Entreprise

■ **EDF**

Délégation régionale PACA  
470 avenue du Prado - BP 177  
13268 Marseille

### **Sensibilisation des jeunes aux économies d'énergie**

La région Provence Alpes Côte d'Azur est une « une péninsule électrique ». Le groupe EDF a lancé, en 2009, le programme Énergie Efficace dont un des objectifs est la maîtrise de la demande en électricité, en particulier par la sensibilisation des habitants. Il a organisé, en partenariat avec le Rectorat d'Aix Marseille et la Région, un challenge sur la Maîtrise de la Demande en Énergie dans les lycées. L'objectif: faire prendre conscience aux lycéens et aux enseignants des consommations énergétiques de leur établissement et les faire agir en proposant un plan d'action pluridisciplinaire à la fois technique et comportemental. Pour cette première édition 2010-2011, des propositions intéressantes ont été faites par les élèves sur l'éclairage, la veille des outils informatiques... Un quizz « éco-gestes » a également été proposé. Un nouveau challenge MDE sera lancé en septembre 2011.

## ■ EDF

Espace EDF Bazacle  
11, quai Saint-Pierre  
31000 Toulouse

### ***L'espace EDF Bazacle : alliance de l'industrie, du patrimoine, de la biodiversité et de la culture***

L'espace EDF Bazacle est situé en plein cœur de Toulouse sur un site d'exception, en bord de Garonne, à hauteur du gué originel, passage fondateur de la ville utilisé bien avant l'époque romaine.

L'usine hydroélectrique toujours en activité, fonctionne depuis plus d'un siècle avec une puissance installée d'environ 3000 kilowatts. Elle peut alimenter un quartier de 3000 habitants. On peut y découvrir une machinerie du XIX<sup>e</sup> siècle.

Construit sur le site d'un ancien moulin dont l'origine remonte au xie siècle, le Bazacle a ouvert en 1989 au public autour de l'accueil d'expositions temporaires et de la découverte de la passe à poissons.

En 2010, nouvelle terrasse d'observation, nouvelle scénographie permanente sur l'énergie (réalisation : Agence Carré Noir), offres autour d'expositions culturelles et artistiques développées avec le soutien de la Fondation EDF Diversiterre, propositions de visites guidées gratuites, amélioration de l'accessibilité... L'espace EDF Bazacle ouvre à nouveau ses portes au public après plus d'un an de travaux.

Autofinancé par EDF (Direction de la Production Hydraulique), ce projet a été conçu, pour une partie de la scénographie permanente, en partenariat avec l'Agence de l'Eau Adour Garonne, le laboratoire départemental de l'eau, l'association pour la restauration et la gestion des poissons migrateurs du bassin de la Garonne et de la Dordogne, Nature Midi Pyrénées et le Syndicat Mixte d'Études et d'Aménagement de la Garonne (SMEAG).

Les visiteurs peuvent gratuitement découvrir cet espace EDF dédié aux énergies renouve-

lables, aux enjeux liés à l'eau, au fleuve Garonne et à son milieu, à sa faune et à sa flore. Préservation et valorisation de l'environnement :

- L'espace EDF Bazacle est un lieu unique pour découvrir la biodiversité de la Garonne : une mise en avant des espèces de poissons migrateurs, une terrasse de 400 m<sup>2</sup> surplombant le fleuve, des postes d'observations pour découvrir les oiseaux aux pieds de l'usine et surtout des animations pédagogiques qui font prendre conscience de la fragilité de ce milieu.

- Au sous-sol, se trouve une passe à poissons grâce à laquelle s'opère le suivi écologique des poissons remontant le cours de la Garonne. Cette passe à poissons et le travail mené avec l'association Migrateurs Garonne Dordogne (MIGADO) permettent aux poissons migrateurs de franchir l'obstacle de la chaussée du Bazacle et de poursuivre leur route vers l'amont pour se reproduire.

- Un travail d'identification des oiseaux présents sur la Garonne à hauteur de l'usine a été fait avec l'association Nature Midi-Pyrénées (terrasse d'observation sur la Garonne).

Éducation et citoyenneté :

- EDF souhaite jouer un rôle pédagogique pour sensibiliser, informer, faciliter les changements de mentalités et de comportements des citoyens dans leur relation avec l'électricité.

- L'espace EDF Bazacle est l'un des 8 Centres d'Information au Public EDF dans le grand Sud-Ouest. C'est aussi l'un des trois espaces culturels animés par la Fondation EDF Diversiterre avec l'espace Fondation EDF, à Paris, et le Musée EDF Electropolis, à Mulhouse.

Depuis sa réouverture en septembre 2010 l'espace EDF Bazacle a accueilli plus de 80000 visiteurs (chiffre à juillet 2011) et le public « scolaire » (élèves et enseignants) est très nombreux à fréquenter le site. C'est le fruit d'une collaboration étroite avec l'académie de Toulouse avec qui une plaquette de présentation de l'offre de visite et de décou-

verte de l'espace EDF Bazacle a été éditée et diffusée aux enseignants.

## ■ Zutopi

5 impasse de la Laure  
03200 Vichy

### ***Zutopi, surfer sur Internet en soutenant le Développement Durable***

Zutopi est un moteur de recherche internet qui soutient le Développement Durable en reversant 50 % de ses revenus à 4 partenaires pour la réalisation d'actions concrètes : Unicef, WWF, GoodPlanetetBabyloan.org : <http://www.zutopi.com/>

Zutopi permet à chacun (particulier, collectivités entreprises...) de contribuer gratuitement au développement durable simplement en surfant sur Internet.

Zutopi est une entreprise sociale indépendante à but lucratif pour financer et soutenir des objectifs sans but lucratif pour un développement durable. Le développement économique de Zutopi n'est pas une fin en soi comme les entreprises « traditionnelles » mais bien un moyen au service de projets ciblés. Zutopi considère que l'entreprise n'a pas seulement des obligations économiques et réglementaires, mais qu'elle a également des responsabilités envers la société en s'investissant dans des actions relevant du « moralement » attendu par les citoyens.

## ■ Société BOSCH (France) SAS

BP 3212 Onet le Château  
12032 Rodez Cedex 9

### ***Engagement vers les écoles ou organismes de formation locaux***

Partenariat avec le Collège Jean Moulin : depuis 4 ans, nous avons développé un partenariat avec le Collège Jean Moulin de Rodez, dans le cadre de la DP3.

Chaque année, nous leur faisons découvrir, à travers 10 séances de 2h, les métiers de

notre entreprise (production et services économiques).

Cette activité, menée avec l'UIMM-MP, a remporté 3 années de suite le 1er prix de l'UIMM-MP récompensant ainsi la qualité de ce partenariat.

Activités avec les organismes de formation :

Nous favorisons l'engagement des collaborateurs du site dans le cadre d'intervention avec les organismes de formations : formation IEQT de la CCI de l'Aveyron (audits menés sur le site), participations à des jurys, forums, exercices d'entretiens de recrutement, visites de l'usine.

Cela représente 18 actions concrètes pour l'année 2010.

#### ■ Plateforme Régionale de Concertation d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable en PACA

S/O GRAINE PACA Domaine du Petit Arbois  
- Le Marconi Avenue Louis-Philibert  
13857 Aix-En-Provence

#### *Plateforme de Concertation Régionale de l'EEDD en PACA : pour une stratégie régionale EEDD concertée*

Qu'est ce que la Plateforme ?

En 2004, les acteurs de l'EEDD de la région PACA (services et établissements publics de l'État, collectivités locales et territoriales, praticiens et socioprofessionnel), ont décidé de mettre en place un dispositif informel afin d'œuvrer ensemble pour mener une démarche globale et collective de développement important de l'information, de la formation et de l'éducation pour tous, à tous les âges de la vie. C'est dans ce souci de cohérence et de généralisation qu'a été créée la Plateforme régionale de concertation pour l'EEDD. Cet espace informel atypique et précurseur à l'échelle du territoire français, marque son originalité par son fonctionnement qui garantit la neutralité, l'ouverture et l'indépendance. Il offre un nouvel espace de gouvernance ouvert à tous les

acteurs de l'EEDD, articulant à la fois la dimension stratégique et opérationnelle, La Plateforme rassemble...

- Des praticiens de l'EEDD : associations, enseignants, professionnels indépendants, mission éducative des collectivités locales...
- Des financeurs et/ou décideurs : institutions publiques, élus, collectivités, partenaires privés...
- Des partenaires techniques : entreprises, chercheurs, techniciens, chargés de missions des institutions, architectes, aménageurs, payagistes, autres réseaux thématiques...
- Des gestionnaires de territoire : service de collectivités locales, Parcs naturels Régionaux et Nationaux, syndicats mixtes et intercommunaux, structures de gestion des milieux...

Nos objectifs :

- Co-construire et mettre en œuvre une stratégie régionale en matière d'EEDD : enjeux et priorités régionales pour le développement de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable
- Favoriser des temps de rencontres, d'échanges et de débats entre tous les acteurs
- Mettre en lien notre organisation régionale avec les dynamiques locales et les organisations nationales, méditerranéennes et européennes.

La Plateforme permet...

- D'être informé et d'informer sur les différentes politiques menées aux échelles locale, régionale, nationale et internationale, sur des sujets d'actualité, de débats, sur toute information liée à l'EEDD.

- D'être écouté et de proposer des expériences, d'exprimer ses besoins, d'alimenter une réflexion collective.

- D'être en contact et de rencontrer d'autres acteurs pour échanger lors de la Plénière annuelle.

Nos outils :

- Une déclaration d'engagement

Document cadre qui officialise l'engagement des membres du comité de pilotage de la Plateforme à mener à bien une concertation en matière d'EEDD afin de mettre en œuvre une politique éducative ambitieuse.

Les premières signatures officielles se sont déroulées en décembre 2006, lors des Assises régionales de l'EEDD.

- Le Document d'Orientations Partagées (DOP) Construit à partir d'une consultation départementale et régionale, le Document d'Orientations Partagées constitue la stratégie régionale proposée par les acteurs de l'EEDD en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Chacun des partenaires (institutions, associations...) peut se saisir de cet outil d'aide à la décision pour construire, fixer ses propres actions. La mise en œuvre collective se fait, dans le cadre de la Plateforme par la co-construction de fiches actions. Les objectifs définis dans ce document doivent permettre le développement d'une éducation à l'environnement et au développement durable pour tous, à tous les âges de la vie.

- Des fiches actions :

Pour répondre aux objectifs du DOP, la Plateforme se propose d'être le lieu d'émergence d'actions communes de dimension régionale. Pour cela, des fiches actions sont rédigées au fur et à mesure par les acteurs de l'EEDD. La Plateforme participe à la construction et au



suivi des actions mais n'en est pas le maître d'œuvre. Celles-ci sont portées par les acteurs de terrain.

Aujourd'hui, la Plateforme compte 10 groupes de travail :

- Commandes Publiques
- Agenda 21 scolaires
- EEDD dans les contrats de milieux aquatiques
- EEDD dans les ACM
- Sensibilisation des élus
- EEDD et Handicap
- EEDD et qualité de l'air
- Représentativité
- Entreprises
- Évaluation

■ EDF

EDF Délégation Régionale  
21 avenues de Cambridge  
14200 Hérouville Saint Clair

« **UNE MAISON POUR LA TERRE** »  
**Les aventures d'Eco® & Gaspillo®**

EDF en Basse Normandie en partenariat avec la Fondation pour la nature et l'homme propose la mise à disposition gratuite aux collectivités d'une exposition tout public sur le thème de la maîtrise de l'énergie.

■ Groupe la Poste

5, rue Camichel  
31000 Toulouse

**Contribuer aux politiques de sensibilisation au Développement Durable**

Le groupe la Poste, en MP, participe concrètement aux actions des territoires en contribuant aux politiques de sensibilisation menées :

- Vis-à-vis des entreprises: partenariat avec l'ARPE sur un travail sur le management environnemental et dans le cadre du prix Henri Vernhes.

- Vis-à-vis des jeunes et futurs cadres d'entreprise : partenariat avec l'ESC Toulouse dans le cadre de la chaire développement durable.

- Dans le cadre des réflexions et projets lancés par les collectivités : participation au plan climat de Toulouse, au site départemental de covoiturage sous l'égide du Conseil Général du Tarn, au projet éducatif développement durable de la ville de Tarbes, projet de convention avec la ville d'Auch...

- Vis-à-vis des PNR : convention signée avec le PNR du Haut-Languedoc et travail en cours avec les 3 autres PNR.

■ **Human & Terre**

65 rue Pargaminières  
31000 Toulouse

**Journal Ecocitoyen**

Human & Terre est un journal écocitoyen gratuit. Le premier objectif est de donner de l'information constructive et pratique autour des thématiques du développement durable, économie sociale et solidaire, la culture, l'habitat écologique.

Les valeurs défendues sont l'économie locale et soutenir les artisans, producteurs et autres entreprises de la région. Human & Terre est une entreprise par conviction dans l'objectif de défendre des valeurs tout en étant acteur de l'économie locale et régionale.

■ **MUTUALITÉ FRANÇAISE MIDI-PYRÉNÉES**

3 Rue de Metz  
BP 7018  
31068 Toulouse Cedex

**Graines de lutin : création d'un jardin potager pour des jeunes enfants au sein d'une crèche**

Création de jardins pédagogiques à destination des enfants de 2 à 3 ans, dans une crèche, permettant de sensibiliser les enfants à l'environnement.

Le jardinage étant un support pour l'éducation à l'environnement et à la citoyenneté, cette action permet de responsabiliser l'enfant vis-à-vis de la nature, le guider dans ses gestes de futur citoyen, acteur de son environnement. En touchant au travail de la terre, le jardinage permet à l'enfant de s'ouvrir aux rapports avec le milieu naturel.

Elle permet aussi de :

- Développer ses connaissances sur les fruits et légumes (plusieurs étapes indispensables: plantation, entretien, récolte...)
- rapprocher l'enfant des éléments naturels par la pratique du jardinage,
- développer une activité nouvelle, faisant intervenir une activité physique, avec des gestes spécifiques,
- développer l'apprentissage d'un vocabulaire approprié,
- Création d'un potager, avec un nombre raisonnable de variétés issues de l'agriculture biologique, dans des bacs adaptés permettant l'accès aux enfants de tous côtés.
- Animation d'ateliers de plantation avec les enfants, et le personnel de la crèche

■ **ICOM Communication**

15 Rue Général-Lionel-de-Marmier  
31300 Toulouse

**PLANÈTE BUREAU : la série originale sur le développement durable en entreprise**

PLANÈTE BUREAU, c'est une série de films courts diffusée sur Internet, destinée à sensibiliser avec humour au Développement Durable au bureau. Le concept: léger sur la forme (on suit les aventures loufoques d'une Responsable Développement Durable), sérieux sur le fond (fiches ressources téléchargeables et libres d'accès, élaborées avec le soutien technique de l'ARPE Midi-Pyrénées et de l'Ademe). PLANÈTE BUREAU est un véritable dispositif d'accompagnement, proposant également des « sur-mesure » (films,

évènementiels liés...) répondant à des priorités de sensibilisation. Le projet est co-conçu par une équipe artistique, des spécialistes du management, de la communication, de l'animation et... du développement durable. En témoignent les pilotes du projet: ICOM Communication (agence), La Compagnie du 4 (théâtre) et Pollens (auto entrepreneur).

Lancée en décembre 2010, cette œuvre de sensibilisation a pour finalité de combiner humour et pédagogie afin d'informer et de sensibiliser les entreprises, collectivités et organisations, leurs dirigeants et leurs parties prenantes sur les sujets du développement durable et de la responsabilité sociétale (les 3 volets environnement, sociétal et économie seront traités dans la série).

Trois épisodes sont diffusés depuis 2010, neuf autres sont prévus, dans la continuité de nos valeurs: dépasser le côté « donneur de leçons » ou moralisateur, s'adresser au plus grand nombre, être léger sur la forme, sérieuse sur le fond et surtout participer aux changements de mentalité et de comportements.

#### ■ ERDF

ERDF région Ouest  
6 place Mellinet  
44000 Nantes

#### **Référents tempête ERDF dans les communes de Charente Maritime**

En partenariat avec l'association des maires de la Charente Maritime, ERDF a sensibilisé plus de 800 élus ou fonctionnaires territoriaux aux risques électriques et aux mesures à prendre en situation dégradée, ces personnes sont devenues des « référent tempête » et ont un accès direct aux cellules de crise ERDF afin de connaître l'état d'avancement des réparations et de faire remonter des informations issues du terrain, des administrés.

#### ■ TERTIUM éditions

38 av. Charles-de-Verninac  
46110 Vayrac

#### **Une collection « un oiseau dans le ciel »**

Nous avons créé une collection sur le thème des animaux sauvages de notre habitat - en voie de disparition - pour la jeunesse avec une fiction et un documentaire

Nous imprimons proche de chez nous avec papier recyclé et imprimerie label vert (contrairement à de prestigieux éditeurs qui impriment en Chine ou ailleurs).

#### ■ EDF Délégation Régionale Lorraine

21 rue de la Croix-d'Auyot  
54000 Nancy

#### **Opération « ECO-PASS » à destination des lycées de Lorraine**

L'opération ECO-PASS permet d'initier et de récompenser des projets développement durable initiés par les lycées lorrains. Cette opération a été mise en place par le Conseil Régional de Lorraine, qui lance chaque année un appel à projet qui permet aux équipes enseignantes de mobiliser les élèves sur des projets concrets. Le jury sélectionne les 3 projets qui répondent au mieux à un critère environnement, biodiversité, MDE, ENR ou sociétal. EDF offre une récompense d'une valeur de 2000 euros aux établissements lauréats.

#### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### **Des fresques artistiques dans la commune de Verdun sur des postes de distribution publique**

La commune de Verdun et ERDF, partagent des préoccupations communes: Faire de chaque individu un citoyen éco-responsable,

grâce à des actions de sensibilisation au respect et au civisme.

Dans ce cadre, un projet de rénovation des postes de distribution publique (réalisation de fresques peintes) a mobilisé des adolescents du quartier des Planchettes (quartier sensible faisant l'objet d'un projet ANRU).

Ce projet s'inscrit dans le Programme de Réussite Éducative (PRE) et vise à lutter contre le décrochage scolaire sur la base d'un projet éducatif concret.

Grâce à la signature de conventions avec des collectivités locales, plusieurs chantiers de réfection sont menés sur le département de la Meuse afin de:

- soutenir l'insertion professionnelle par l'activité économique
- améliorer le cadre de vie des riverains
- associer dans certains cas des artistes et des associations

#### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### **« Des mots pour notre terre » ERDF dans l'Aube**

Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, et dans le cadre du partenariat d'ERDF avec le Centre pour l'UNESCO Louis François (unique Centre pour l'Unesco en France), ERDF organise un concours de poèmes autour de la notion de développement durable à destination des classes de CM1 et CM2 du département de l'Aube.

Chaque année, le Centre pour l'Unesco propose des ateliers de découverte du patrimoine naturel aux enfants des écoles. Ce concours permet ainsi de rappeler une des valeurs communes des deux partenaires qui est la sensibilisation et l'éducation des jeunes aux grandes thématiques du Développement Durable (pollution, réchauffement climatique, ENR...) et ainsi à la préservation de l'environnement.

Plus de 190 poèmes créés. La remise des prix a été réalisée dans les bâtiments d'ERDF. Un arbre a été planté par ERDF dans chaque école ou commune participante.

#### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### ***ERDF s'engage auprès des jeunes pour favoriser l'insertion sociale***

Un projet scolaire, avec une classe de SEGPA du collège Clémenceau d'Épinal et une structure d'insertion a été initié par ERDF afin de créer des fresques, de rénover et de décorer des postes de transformation électrique de la ville d'Épinal.

Les fresques ont été imaginées et reproduites sur le transformateur par les élèves, l'encadrant de l'opération étant une personne en insertion.

ERDF est intervenu dans les classes pour sensibiliser les enfants et les encadrants au respect des ouvrages de distribution et à la sécurité électrique. ERDF a également apporté un soutien financier à la réalisation des fresques. Une manifestation a été organisée avec les élus de la ville et les participants.

#### ■ ERDF

20-22 allée Evariste-Galois  
63170 Aubière

#### ***En Auvergne Centre Limousin, ERDF organise le transfert des savoirs entre salariés***

Sur les régions Auvergne, Centre et Limousin, ERDF organise la transmission des savoirs. Pourquoi aller chercher ailleurs ce que l'on a chez soi? Cette réflexion est le point de départ d'une initiative innovante de partage de savoirs et de savoir faire au sein d'ERDF. Les jeunes cadres sont mobilisés pour organiser eux-mêmes des sessions de formation qui aideront leurs collègues à devenir cadres à leur

tour. Au programme : la culture de l'entreprise, bien sûr, les problématiques « métier » mais aussi le partage d'expérience qui permet de préparer au mieux son équilibre professionnel et personnel pendant les périodes de formation.

#### ■ EDF

22 30 av. de Wagram  
75008 Paris

#### ***Site internet destiné aux jeunes sur l'énergie et le développement durable***

EDF développe un site dédié aux jeunes : [www.jeunes.edf.com](http://www.jeunes.edf.com)

Ce site répond à toutes les questions que tu peux te poser : L'énergie c'est quoi? De l'énergie à l'électricité, énergie et environnement, sécurité et économies d'énergie...

#### ■ ERDF Ile-de-France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

#### ***Découverte par les jeunes de l'énergie électrique avec l'atelier mobile « au fil de l'électricité »***

Animation ludique pour des pré-adolescents (10-14 ans) destinée à leur faire découvrir, par l'expérimentation, l'énergie électrique, à respecter les ouvrages de distribution électrique et à mieux appréhender les risques dans l'environnement des ouvrages électriques.

L'animation se déroule dans un atelier mobile basé sur 10 expériences participatives, très concrètes et ludiques.

L'initiative facilite la communication entre les pré-adolescents et les techniciens d'intervention d'ERDF. Elle permet de confier l'animation à des structures de proximité.

#### ■ MAIF

200 avenue Salvador-Allende  
79038 Niort Cedex

#### ***La MAIF s'engage pour l'accès à l'éducation pour tous***

Favoriser l'accès à l'éducation pour tous, c'est aider à construire une société plus juste et plus responsable.

La MAIF est ouverte à tous ceux qui se sentent bien dans un modèle économique respectueux de la personne. La mutuelle s'engage concrètement aux côtés des enfants, des parents, des étudiants et des professionnels de l'éducation.

Utilisées à la maison comme à l'école, les solutions éducatives sont adaptées et accessibles à tous.

Un grand choix de solutions : outils d'accès à la lecture et à la culture, soutien scolaire et universitaire, contenus pédagogiques, conférences, éducation aux risques, à l'environnement...

> Les solutions éducatives sur internet : [www.maif.fr/solutionseducatives](http://www.maif.fr/solutionseducatives)

#### ■ ERDF

Tour Winterthur  
102 terrasse Boieldieu  
92085 Paris La Défense Cedex

#### ***Prévenir les accidents d'origine électrique***

La sécurité des tiers vis-à-vis des ouvrages de distribution exploités par ERDF est un enjeu majeur qui figure dans les engagements de service public. ERDF met donc en œuvre une démarche nationale « Sécurité des tiers » qui implique tous les salariés ainsi que les partenaires et entreprises prestataires :

- Suppression d'anomalies sur le réseau de distribution, sources potentielles d'accidents,
- Partenariats locaux pour identifier et traiter des points particuliers du réseau qui, du fait de leur environnement, peuvent générer un risque pour les tiers,
- Campagnes de communication « sous les lignes, prudence » et « prévention des dom-

mages aux ouvrages » ciblées sur les publics les plus exposés (professionnels du BTP, agriculteurs, pêcheurs...)

- Conventions conclues avec des syndicats professionnels et des fédérations de loisirs,
- Actions de sensibilisation et de formation menées auprès d'enseignants et élèves des écoles primaires, collèges et lycées.
- Informations spécifiques sur le site internet d'ERDF et sensibilisation du grand public lors de manifestations nationales (salon de l'agriculture, foire de Paris), régionales ou locales. L'ensemble de ces actions fait l'objet de plans d'actions régionaux menés par toutes les directions opérationnelles d'ERDF et pilotés par des responsables régionaux « Sécurité des Tiers ».

Quelques chiffres qui traduisent l'engagement d'ERDF :

- 110 millions d'euros sont consacrés en 2011 à la maintenance préventive des ouvrages pour renforcer la sécurité des tiers,
- 12000 professionnels du BTP, 4500 fonctionnaires des services techniques communaux ont reçu une formation,
- Sensibilisation en 2010 de 400 enseignants et d'élèves de 3000 classes.

### Autre

#### ■ Interrégionale POLYGONE

1 avenue Georges-Pompidou  
15000 Aurillac

#### **Sensibilisation au « mieux habiter »**

Diverses actions de sensibilisation des locataires pour un « mieux habiter » ont été engagées, mises en place avec les représentants des locataires.

À ce titre, sont diffusés ou mis en œuvre :

- la charte de Bon Voisinage, visant à améliorer les relations entre locataires et avec le bailleur,

- la brochure d'information sur les charges locatives « Qui fait quoi? », clarifiant la relation bailleur/locataire lors des travaux d'entretien,
- le guide des « Gestes Verts », pour une utilisation éco-responsable de son logement (énergie, eau, déchets, bruit, santé, transports),
- une opération compostage, avec l'acquisition par POLYGONE de composteurs pour 350 logements individuels, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, et une démarche compostage collectif,
- la démarche préventive, préalable à une action en résiliation de bail pour troubles de voisinages

#### ■ Chambre d'agriculture

2 avenue de Fétilly  
17074 La Rochelle

#### **À table, bien manger à petits prix en Charente-Maritime**

Édition d'un guide d'astuces et de conseils pour bien manger à petits prix dans notre département.

La Charente-Maritime regorge de spécialités et de gourmandises et il est possible de se nourrir en n'utilisant que nos productions locales riches et variées... Depuis plusieurs années, la Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime travaille avec les producteurs fermiers locaux pour valoriser leur travail, leur qualité et leur innovation. Nous avons donc mis en place marchés, buffets fermiers, boutiques fermières et nombreux guides de promotion.

Aujourd'hui, il nous semble important - voire indispensable - que l'offre alimentaire de qualité soit possible pour tous! Pour cela, avec des partenaires sociaux\* motivés et l'aide de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, nous passons "à table" et vous proposons de découvrir notre tout nouveau guide :

À table - Bien manger à petit prix en Charente-Maritime.

Bien plus qu'une simple promotion des produits fermiers, ce guide de 40 pages donne des informations pratiques et utiles pour mieux acheter, mieux conserver, mieux consommer. Favoriser les circuits courts permet de manger moins cher, frais et de saison!

#### ■ IUFM Midi Pyrénées - Université Toulouse 2

IUFM Midi-Pyrénées, École interne de l'Université de Toulouse II - Le Mirail  
56, avenue de l'URSS  
31078 Toulouse Cedex

#### **Recherche en Éducation au Développement Durable à l'IUFM Midi Pyrénées**

Dès les premiers textes onusiens de définition et d'orientations au sujet du développement durable, la partie éducative occupe une place importante (CNUED, 1993). Dans cette perspective, l'éducation au développement durable (EDD) a été impulsée par les instances nationales lors d'une série de circulaires du bulletin officiel de l'Éducation Nationale en 2004 et 2007. Ceci installe l'éducation au développement durable (EDD) comme un enjeu social majeur.

Dans ce contexte, l'IUFM Midi Pyrénées propose un espace de recherches multiples (recherches fondamentales, recherche-formation, recherches collaboratives) permettant à des membres de différents établissements universitaires (IUFM, laboratoires de recherche) de collaborer sur des problématiques de « l'éducation au développement durable ».

Les recherches portent sur les conceptions du développement durable, l'observation de l'efficacité des situations pédagogiques mises en place et sur les évolutions des contextes d'enseignement et des pratiques de formation.

L'action contribue à :

- Recueillir les conceptions vis-à-vis du développement durable: Il existe des différences

de conception du développement durable entre adultes et élèves: la notion du temps long est beaucoup plus importante pour les adultes alors que les élèves privilégient les dimensions environnementales. La différence de conception entre enseignants de disciplines différentes semble moins prégnante.

- Analyser l'évolution des attitudes et comportements dans le cadre de la mise en place d'un agenda 21 scolaire: Des changements de pratiques concernent essentiellement la gestion des dommages (ex: éviter les pollutions inutiles, ne pas jeter les déchets). Le volet environnemental du DD est, là encore, privilégié.

- Explorer les différents registres de la prise en compte de la complexité dans les établissements scolaires: Des outils ont été sélectionnés et testés en classe. Des perspectives intéressantes sur les conditions de mise œuvre et d'appropriation de la complexité, pour aborder l'EDD, par les équipes pédagogiques ont été proposées.

- Dégager des besoins en formation des enseignants afin de concevoir des situations de formation: Dès la rentrée 2011, en lien avec des experts (agences, associations agréées) et enseignants de terrain, il s'agira de faire travailler ensemble les étudiants de 2 parcours de Master (STI et Santé – Environnement) autour d'un projet d'EDD qui soit transférable au niveau du collège et du lycée professionnel. Ceci afin de favoriser le croisement des regards de différentes disciplines sur l'EDD.

#### ■ IUFM, Université Toulouse 2 et UVED

FReDD, IUFM, 56 av. de l'URSS  
31078 Toulouse

#### ***FReDD, un festival scientifique: films, recherche, développement durable***

FReDD est un festival scientifique annuel, ouvert à un large public qui associe à la présentation de documents audiovisuels ayant une relation avec la recherche universitaire, des tables rondes et conférences permettant

de croiser des points de vue et de partager des expériences. il s'agit de faire le point sur des questions qui concernent la conception, la réalisation, la diffusion et l'usage des ressources audiovisuelles dans le domaine du développement durable avec tous les acteurs concernés.

En avril 2011, 30 films ont été présentés et deux films ont été primés par le Jury. Deux journées d'études associées ont permis à des chercheurs, des réalisateurs, des créateurs et des diffuseurs de confronter points de vue et expériences à travers 4 tables rondes.

Les questions abordées: dans le domaine du développement durable, le document audiovisuel a-t-il un rôle et une place dans les stratégies de recherche, de formation et de sensibilisation? Quelles sont les politiques universitaires ainsi que les stratégies partenariales dans la production de ressources audiovisuelles sur les thématiques du développement durable?

Le festival 2011 s'est ouvert le 6 avril à l'Auditorium de l'ESAV, rue du Taur à Toulouse.

Le thème du premier jour: concevoir et produire, les logiques de la diffusion numérique », Le thème du deuxième jour « Sensibiliser et éduquer, les médiations nécessaires, quelles images pour la sensibilisation et la médiation? ».

La clôture du Festival a eu lieu le samedi 9 avril, à la Fabrique, sur le campus de l'Université Toulouse Le Mirail.

Le thème du festival FReDD 2012, sera celui de l'eau.

#### ■ CCI de Région Midi-Pyrénées

5 rue Dieudonné-Costes  
31701 Blagnac Cedex

#### ***Formation de formateurs pour sensibiliser les apprenants au développement durable***

Dans le cadre de l'engagement du réseau des CCI en matière de développement durable,

l'Assemblée des Chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI) s'est engagée à sensibiliser aux enjeux du développement durable le plus grand nombre d'apprenants des établissements consulaires. Le réseau des CCI, rappelons-le, est le 2<sup>e</sup> formateur au plan national, après l'éducation nationale.

À cet effet, un kit pédagogique complet a été élaboré en collaboration avec des consultants spécialisés de l'IEQT de la CCI de Vichy, Ce kit, destiné à animer des modules de 7 à 10 heures est adaptable en fonction des publics (apprentis, étudiants, adultes) de leur niveau d'études ou de leur secteur d'activité.

Il est mis à disposition de l'ensemble des établissements des CCI, à l'issue d'une journée de formation des formateurs en charge de l'animation de ces modules.

En Midi-Pyrénées cette formation a eu lieu le 6 janvier 2011 en présence de 12 formateurs.

#### ■ Lycée des métiers Le Garros

1 bis rue Darwin - BP 60529  
32021 Auch

#### ***AGENDA 21 aux lycées Le Garros***

Depuis trois ans, le Lycée Le Garros s'est engagé dans une démarche Agenda 21 Avec la participation de tous les personnels, des élèves et des étudiants, des parents d'élèves, des associations et des collectivités locales, une équipe constituée en comité de pilotage met en place de nombreuses actions. Sur les thèmes gestions des déchets puis biodiversité, une sensibilisation, un diagnostic et des actions sont réalisés. Chaque année, le Lycée participe aux semaines du Développement durable et de la réduction des déchets. Une semaine citoyenne avec plus de 50 actions, est un point fort dans la démarche.

### ■ Université Montpellier 2

Place Eugène-Bataillon - Cedex-5-- France  
34095 Montpellier

#### **Passeport Durable : initiation aux projets en développement durable**

Ce projet consiste à délivrer une Unité d'Enseignement (UE) en lien direct avec le développement durable (DD). Accessible aux étudiants dont la formation présente un lien avec le DD comme à ceux dont la formation n'en présente pas. On peut préciser ici que les étudiants sont issus de cursus divers (biologie, chimie, géologie, mathématique, etc.). Les étudiants développent des projets qui découlent des objectifs de l'Agenda 21 de l'Université Montpellier 2.

Ainsi, une fois dans le milieu professionnel ils pourront intégrer le concept DD dans leur profession, même si celle-ci ne s'avère pas en lien direct avec le DD.

Contenu :

- Les fondements scientifiques du développement (non) durable : réchauffement climatique, érosion de la biodiversité, épuisement des ressources (matières premières, agriculture et eau), pollution globale et santé, inégalités Nord/Sud, démographie, économie (tendue!)

- Histoire du développement durable : du rapport de Rome (1972) jusqu'au Grenelle de l'Environnement (2008)

- Université 21 : méthodologie de mise en œuvre, actions en cours.

> Travaux Dirigés ou Pratiques

Mise en œuvre d'une action de développement durable au sein de l'université. Celle-ci sera issue du plan d'action de l'Agenda 21 de l'UM2 de 2010 à 2011 70 étudiants sensibilisés et formés.

### ■ Le Baromètre du Développement Durable et Solidaire (réseau)

4, rue de la Résistance  
44390 Nantes

### **Le Baromètre du Développement Durable et Solidaire : une démarche participative qui essaime dans les régions de France**

Inspiré par la démarche néerlandaise du « Duurzaamheidsmeter » ou « Miroir de la Durabilité », c'est le Réseau Cohérence, en Bretagne, qui le premier s'est lancé dans l'élaboration d'un Baromètre du Développement Durable et Solidaire en 2007. Objectifs : proposer aux communes bretonnes et à leurs citoyens un questionnaire concret et pratique qui permette de se situer et de progresser dans la prise en compte du développement durable et solidaire, en facilitant l'acquisition par tous d'une culture commune du développement durable. Le Baromètre breton est constitué de 114 questions fermées, articulées autour des volets de l'économie, de l'environnement, des solidarités et de la citoyenneté, et à ce jour près de 200 communes de la Région Bretagne y ont répondu.

Cette expérience innovante en France a fait bouler de neige, et aujourd'hui des réseaux d'acteurs d'autres territoires se sont lancés dans l'élaboration de leur propre Baromètre du Développement Durable et Solidaire : l'UR-VN en PACA, Solicités en Essonne, la FRCIVAM en Pays de la Loire et Cités Douces en Rhône Alpes. D'autres territoires, français et européens, se sont montrés intéressés par le projet et devraient prochainement rejoindre le réseau des Baromètres.

Les points communs à ces Baromètres ?

- Des questionnaires toujours articulés autour des quatre volets : économie, solidarités, environnement et citoyenneté,

- Des questionnaires co-construits par les associations, mais aussi les acteurs clés de chaque territoire pour refléter au mieux les enjeux locaux en matière de développement durable et se situer d'emblée dans une démarche ascendante,

- Des questionnaires illustrés, puisque chaque question renvoie à un exemple mis en œuvre sur le territoire. Cela fait du Baromètre un outil pédagogique incitatif au démarrage d'actions communales, « ouvrant la voie des possibles »,

- Des questionnaires auxquels on répond « ensemble », lors de réunions de concertation avec les élus, la population et les associations locales, afin de construire une vision partagée du DD sur la commune.

Un site Internet commun à tous les Baromètres, qui offre une représentation cartographique des réponses des communes au Baromètre, permet de valoriser les actions communales exemplaires et de faciliter les échanges d'expériences.

Les animateurs des Baromètres du Développement Durable et solidaire en France :

Réseau Cohérence (Bretagne), 6, rue de Rochambeaux, 56100 LORIENT, 02 97 84 98 18  
Union Régionale Vie et Nature (Provence Alpes Côte d'Azur), 60 rue Saint-Ferréol, 13001 MARSEILLE, 04 91 33 44 02

Solicités (Essonne), 13, rue Nungesser et Coli, 91170 VIRY CHATILLON, 01 69 56 97 91

Fédération Régionale des CIVAM (Pays de la Loire), 4, rue de la Résistance, 44390 SAFFRE, 02 40 72 65 05

Association pour des Cités Douces (Rhône Alpes), 3, côte des Chapeliers, 26100 ROMANS SUR ISERE, 04 75 71 91 23.

### ■ FREDON Lorraine

Domaine de Pixerecourt  
54220 Malzeville

#### **Charte « Jardiner en préservant sa santé et l'environnement »**

Les produits phytosanitaires sont mis en cause dans la pollution de l'environnement et leur usage présente des risques pour la santé humaine. Parce que les jardiniers amateurs utilisent aussi des pesticides, sans conscience de leur part de responsabilité dans la pollu-

tion et des dangers auxquels ils s'exposent, la FREDON a lancé une Charte est lancée auprès des jardinerie de Lorraine et de Champagne-Ardenne, pour les inciter à orienter le jardinier amateur vers des techniques alternatives (paillage, purin, etc.). Les jardinerie adhérentes mettent en place un étiquetage et des fiches-conseils spécialement conçues pour le projet et mises à leur disposition. Enfin, un vendeur formé au jardinage écologique est présent dans le magasin.

#### ■ FREDON Lorraine

Domaine de Pixécourt  
54220 Malzéville

#### **Film de sensibilisation au jardinage écologique « Secrets de jardins »**

Afin d'inciter le jardinier amateur à abandonner les pesticides et à s'orienter vers un jardinage plus « naturel », la FREDON Lorraine propose un film de sensibilisation à destination du grand public. Alliant sensibilité environnementale, simplicité et savoir-faire, des jardiniers vous font découvrir leurs pratiques et vous invite à construire demain avec des jardins responsables et agréables. Ces 13 minutes suffisent à vous donner envie d'allier fraises et poireau et d'échanger du paillage avec votre voisin, parce un jardin naturel, c'est aussi du partage et de la citoyenneté.

Ce film est visionnable gratuitement sur internet ou disponible sur format DVD pour les associations d'éducation à l'environnement.

#### ■ Écolo Primaire

941 rue Charles-Bourseul  
59500 Douai

#### **Ecolo Primaire**

Il s'agit d'un projet effectué par des étudiants à l'École des Mines de Douai. Il vise à sensibiliser la classe de CM2 de l'école primaire Bouly Richard (Arleux) à l'écologie et aux énergies renouvelables.

#### ■ Cerdd (Centre ressource du développement durable)

site du 11/19  
rue de Bourgogne  
62750 Loos-En-Gohelle

#### **Réseau des Ambassadeurs du Développement Durable**

Le Réseau des Ambassadeurs du Développement Durable est un dispositif innovant emprunté des mécanismes du marketing territorial pour constituer un réseau de référents régionaux sur la thématique du développement durable. Nourri et animé par le Cerdd, ce réseau vise en particulier, d'une part, à étoffer les compétences des chargés de mission au sein des structures ayant candidaté au dispositif, et d'autre part, à offrir à toute structure ou tout territoire la possibilité de bénéficier d'une intervention de présentation et de débat sur le développement durable, ses enjeux et pratiques en Nord-Pas de Calais. L'enjeu : démultiplier les opportunités de sensibiliser les publics, en particulier adultes, salariés, citoyens, élus, techniciens, en Nord-Pas de Calais.

Le réseau des ambassadeurs sera jusque mi 2012 en phase de test, avec 23 Ambassadeurs actifs sur le territoire du Nord-Pas de Calais. Un dispositif d'évaluation est mis en place avant une seconde phase de déploiement à partir de 2012 et afin de permettre d'exporter le dispositif dans d'autres régions.

#### ■ Caroline Anne LARRODÉ

6 Chemin Deuze  
64450 Navailles-Angos

#### **Jeu Pédagogique « Le Monde de l'Eau » et livret Pédagogique Ec'eau'nomie**

De 1998 à 2002, j'ai orienté mes études de communication environnementale vers la politique et la gestion de l'eau en France et au Canada (Québec). À la suite de mon étude

sur les enjeux de l'eau dans ces deux pays, j'ai monté un projet de centre d'éducation à l'environnement qui n'a pas vu le jour pour faute d'être aidé par un élu.

J'ai donc fait une formation de créateur d'entreprise et ai créé l'association Goutte@Goutte que j'ai gérée pendant 5 années et pendant lesquelles j'ai créé le livret pédagogique puis le jeu « Le monde de l'eau » pour sa créatrice (moi-même) du nom de Caroliweb.

Mon jeu a été testé auprès d'enfants, d'adolescents, et même d'adultes. Il participera sans doute au salon du jeu de 2012 et peut être au concours Lépine 2012.

C'est un projet éducatif créé pour sensibiliser les petits et les grands aux problématiques de la gestion de l'eau et de l'importance de son économie aujourd'hui.

Mon jeu ressemble un peu au trivial poursuit avec un brin de roue de la fortune, un peu du jeu de loi avec des pièges et un aspect de recherche dans un livret pédagogique qui détient une grande partie des réponses avec l'histoire de l'eau telle qu'on ne la connaît pas forcément (sous 5 thèmes).

#### ■ Collège Édouard LUCAS

1, rue Édouard-LUCAS  
80000 Amiens

#### **Eco-citoyen Chiche ?**

3 axes : nous réalisons, nous nous formons nous devenons experts, nous essayons.

Objectif : mettre en place un agenda 21 scolaire pérenne et actif.

Voir les actions : <http://etablisements.ac-amiens.fr/0800018k/spip.php?rubrique132>

### ■ Enseignement agricole public picard

Lycée d'Amiens le Paraclet  
80440 Cottenchy

#### **Enseignement agricole public... picard... et démarche d'Agenda 21**

La Picardie est la première région dans laquelle l'ensemble des établissements publics de formation agricole se sont lancés, volontairement et collectivement dans une démarche globale d'éducation pour un développement durable (EDD). Soutenus depuis avril 2007 par le Conseil Régional de Picardie et la délégation picarde de l'ADEME, les 7 EPLEFPA (Établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole) ont ainsi initié une démarche innovante et réflexive. Après avoir travaillé durant deux ans avec une méthodologie classique et analytique de diagnostic et d'amélioration continue, les animateurs des démarches Agenda 21, conscients des enjeux, ont travaillé à forger une véritable culture commune dans les établissements. L'objectif étant de concevoir et d'expérimenter à différentes échelles (établissement, territoire) de nouveaux modes de développement plus responsables, plus performants pour aborder la complexité et plus en phase avec l'émergence d'une nouvelle citoyenneté. Si les Agendas 21 ont pour vocation de mettre en œuvre des actions pour un développement durable, c'est la visée éducative, explicite, qui différencie les Agendas 21 des collectivités et ceux des établissements d'enseignement. En ce sens, ce sont des outils d'éducation pour un développement durable (EDD). Les missions de l'enseignement agricole (formation initiale et continue, insertion scolaire, sociale et professionnelle, participation au développement des territoires, coopération internationale, activités de développement, d'expérimentation et de recherche appliquée) sont ainsi interrogées avec de nouvelles grilles de lecture du monde.

Bénéficiant d'un ancrage territorial ancien et fort – profession agricole, para-agricole, espaces verts..., agroalimentaire – les établissements de l'Enseignement agricole sont au cœur d'un jeu d'acteurs à même de participer aux démarches d'Agenda territorial local. Et comme ces établissements peuvent être assimilés à de véritables microsociétés par leurs fonctions de production, de services, de consommation, de formation, parce qu'ils gèrent des espaces importants – des dizaines voire centaines d'hectares – ils sont en prise directe avec les préoccupations des acteurs du territoire. Leur Agenda 21 d'établissement de formation ne peut donc qu'être en lien avec celui de leur collectivité territoriale de rattachement/référence.

Depuis 2005, l'Enseignement agricole est engagé dans les démarches d'Agenda 21 d'établissement d'enseignement et de formation (<http://edd.educagri.fr/spip.php?article168>). Au-delà des actions menées, les enseignements principaux concernent principalement le nouveau type de gouvernance que la démarche d'éducation au développement durable peut amener dans les établissements ainsi que l'inscription territoriale des actions menées en interne. Les animations de l'expérience menée en Picardie par Isabelle GABORIEAU et du réseau national EDD de l'Enseignement agricole (RNEDD) par Christian PELTIER sont à la base d'un ouvrage à paraître chez Educagri éditions, Démarche Agenda 21 d'établissement d'enseignement et de formation. Lycées agricoles publics picards et autres expériences (<http://editions.educagri.fr/index.php>). À partir de nombreuses expériences et données, tant picardes que des régions Haute-Normandie, Pays de Loire, Midi-Pyrénées notamment, les auteurs ont cherché dans cet ouvrage à faire émerger les conditions du problème qui permettent de s'engager dans une démarche d'Agenda 21 à la hauteur des enjeux que le

réchauffement climatique pose aux sociétés... et notamment à l'École qui forme les citoyens – responsables – de demain. La réflexion s'est ainsi organisée autour de quatre passages, quatre questionnements incontournables: le SENS, la DEMARCHE, la MISE EN ŒUVRE et la STRATEGIE. L'ouvrage trace ainsi des voies vers un projet transversal, systémique, de DD et d'EDD pour les établissements de l'Enseignement agricole, et au-delà.

### ■ Etablissement Agro-Environnemental du Tarn

Route de Toulouse  
81000 Albi

#### **Organisation annuelle d'une semaine de l'eau**

Depuis 5 ans, les lycéens et étudiants de l'établissement public d'enseignement agricole du Tarn organisent une semaine de l'eau destinée à un large public afin de les sensibiliser à la préservation de la ressource en eau, de débattre avec les acteurs de l'eau, les usagers ou les professionnels sur les moyens mis en œuvre pour atteindre le bon état écologique des masses d'eau et de « partager » avec les « voisins » et les partenaires du territoire l'ambitieux projet de protection de l'eau. La semaine est découpée en journées à thème au cours desquelles des expositions, des ateliers, des expériences, des jeux et des visites sont proposées. Une journée technique est organisée par la plate-forme technologique GH2O, ainsi qu'un AgroCafé: soirée débat à la ferme avec un grand témoin invité.

### ■ Dynamime

16 rue Vareil  
81160 St-Juery

#### **Rencontres Emotions Culture et handicap**

Les objectifs principaux de ces Rencontres Émotions sont:



pouvoir tisser des liens entre les personnes handicapées et les personnes valides, encourager et valoriser les initiatives dans les domaines suivants :

arts vivants (spectacles, danses, poésies chansons, musiques...)

artisanat (exposition d'œuvres d'art)

Des exposants « service à la personne, accompagnement de personnes en situation de handicap, institutionnels » seront également présents.

Programmation de musiques, danses, spectacles de qualité qui s'adresse à tous les publics et notamment au public jeune.

Mise en place de temps d'apprentissage, de découverte mutuelle et de partage (ateliers de pratique artistique, conférences, temps de rencontre...).

Politique tarifaire attractive et solidaire (tarifs accessibles, tarifs réduits, spectacles gratuits).  
Gestion environnementale du festival.

Accessibilité de tous les publics.

Participation à la dynamique touristique et économique du territoire.

Cette manifestation se veut placée sous le signe de l'amitié, de la convivialité, du partage et de la découverte de disciplines artistiques

#### ■ DREAL Limousin

Service MPDD

CS 53218

22, rue des Pénitents Blancs

87032 Limoges Cedex 1

#### « *Qu'est-ce qu'une vitesse durable sur la route ?* »

Réalisation d'un « éco-disque » permettant d'appréhender tous les avantages (économiques, sociaux et environnementaux) à limiter sa vitesse sur la route

La valorisation de la vitesse (au travail, à l'école dans le sport et plus généralement au quotidien) nous conduit à très largement surestimer les gains et le bénéfice qu'il y a à rouler vite sur la route.

Cette action se propose d'offrir une approche rationnelle de la notion de vitesse selon chacun des 3 piliers qui soutiennent classiquement le concept de développement durable.

Elle met ainsi en évidence une démarche gagnant-gagnant que ce soit pour le volet économique (on ne peut pas perdre significativement du temps en roulant moins vite mais on diminue très sensiblement le coût du déplacement), environnemental (notion d'optimum énergétique du déplacement et réduction connexe des émissions de gaz à effet de serre) et social (accroissement notable de la sécurité routière et utilisation des infrastructures routières existantes à leur rendement maximum). Cette action de communication et d'éducation est constituée d'une présentation sonorisée d'une ½ heure (CD) accompagnée de la remise individuelle d'un « éco-disque ».

C'est un outil très simple d'utilisation (développé au format CD pour rester dans les véhicules et qui rappelle les anciens disques de stationnement). Il permet sur l'une de ces faces de calculer instantanément sa consommation (L/100 km) et son niveau d'émissions de gaz à effet de serre (gCO<sub>2</sub>/km) durant le dernier parcours et sur l'autre face de quantifier immédiatement les impacts positifs d'une diminution volontaire de sa vitesse.

En Limousin, ces « éco-disques » et la présentation qui les accompagne ont fait l'objet de nombreuses communications (plus de 7000 exemplaires déjà distribués auprès des lycéens, associations, lauréats du permis de conduire, entreprises dans le cadre notamment des Plans de Déplacements et des démarches de réductions volontaire de CO<sub>2</sub>...)

# ACTION SOCIALE

## Solidarité, lutte contre les discriminations, insertion sociale et professionnelle, lien entre les générations

### Association

#### ■ Lire la ville

10, rue Colbert  
13001 Marseille

#### **Accompagnement individuel vers l'emploi des personnes multidiscriminées**

Accompagnement individuel dans la recherche d'un travail

Depuis 1998, Lire la ville accompagne dans leur recherche d'un travail des personnes cumulant des difficultés personnelles et sociales.

Une centaine de personnes dont 50 nouveaux inscrits, bénéficient chaque année de cet accompagnement.

Public concerné :

- Allocataire du RSA confronté à un problème de santé
- ou personne reconnue travailleur handicapé (RQTH)
- ou allocataire d'une AAH, d'une Pension d'invalidité (Pi)
- ou personne sous main de justice et concernée par la toxicomanie.

Notre méthode de travail repose sur 3 principes :

Un individu ne cesse, tout au long de sa vie, d'accumuler des savoirs et des connaissances de tous ordres. Pour déterminer les compétences et l'orientation d'une personne, il est plus rationnel de se focaliser sur ce qu'elle a en propre que sur ce qui lui manque ; sur ses façons de faire, ses fonctionnements propres que sur ses dysfonctionnements.

Un individu est à la fois le seul à être au courant des expériences et connaissances qui sont les siennes, et le plus mal placé pour les apprécier ou même simplement les discerner. Bien qu'il en soit le mieux sinon le seul informé, l'exercice de repérage de ses compétences lui demandera le concours d'un autre. Pour tenir la place de cet autre et afin de recueillir l'ensemble de ces informations auprès d'un individu, nous lui demandons un récit factuel et exhaustif de sa vie depuis sa naissance.

Pour éviter qu'il opère des choix, donc des tris entre ce qu'il juge intéressant ou non, nous lui demandons de suivre au plus près le fil de la chronologie.

Aujourd'hui, plusieurs années d'expérimentation de cette action permettent de penser qu'elle présente de l'intérêt et une efficacité :

- sur le plan quantitatif on observe une concrétisation à travers la (re)prise d'une activité ou d'une formation qualifiante dans 78 % à 82 % des cas (selon la durée d'accompagnement) ;
- sur le plan qualitatif les intéressés témoignent de l'attention, du professionnalisme et du soutien qu'ils ont trouvés, mais aussi de la nouveauté et de l'importance de cette expérience pour eux ; nos différents partenaires attestent que l'action a, pour l'instant systématiquement, des effets bénéfiques sur la qualité de vie des personnes qu'ils nous adressent.

#### ■ Association Astrée

12 rue des Gestes  
31000 Toulouse

#### **Agir face à la souffrance**

Nous offrons, chaque mois, une formation gratuite, à tout public désireux d'aider, de façon

plus efficace et structurée, des proches en souffrance. Cette formation s'adresse aussi bien à des personnes déjà engagées dans des associations d'entraide qu'à des professionnels, et bientôt à des écoliers-relais sensibilisés au mal-être de leurs compagnons de classe.

#### ■ ASSOCIATION PARCOURS CONFIANCE

4, rue du Salé  
31000 Toulouse

#### **Lutter contre l'exclusion bancaire**

Notre mission est d'accueillir et d'accompagner des publics en situation de fragilité bancaire afin de les aider à retrouver une situation financière stable et équilibrée. Parcours Confiance vise les particuliers ainsi que les créateurs d'entreprises qui, en raison de leurs faibles moyens, n'ont pas les garanties suffisantes pour obtenir un financement adapté et ainsi réaliser leur projet de vie. Notre action s'articule autour de 3 axes :

- un accompagnement bancaire individuel à partir d'un diagnostic financier approfondi
- des conditions avantageuses comme par exemple un micro-crédit
- un accompagnement social et pédagogique

#### ■ EMET

12 Bd Bonrepos  
31000 Toulouse

#### **Projet de territoire inclusif**

Nous proposons aux collectivités locales un dispositif de solidarité active. Une offre multi-partenariale répondant à un besoin d'autonomisation des personnes vulnérables. Un réseau de jardins familiaux structuré par une épicerie sociale et solidaire itinérante qui per-

met de donner un accès à une alimentation saine variée et locale à destination des personnes en situation de handicap, précarité, maladies chroniques... (système de prescription Assistante Sociale, Médecin, travailleurs sociaux...)

#### ■ Arbres et Paysages d'Autan

20 route de Ticaille  
31450 Ayguesvives

#### ***Un sentier botanique adapté à tous : l'Arbre à portée de mains***

« L'arbre à portée de mains » est un sentier botanique original situé au bord du lac de Flourens. Accessible à tous, il a été spécialement conçu pour les personnes en situation de handicap visuel et moteur. Tout au long du sentier, vingt panneaux en braille, en écriture agrandie et en relief, amènent le promeneur à la découverte des arbres et arbustes de pays. Un audioguide a été créé pour servir de guide sonore le long du parcours et apporter des informations sur le rôle des arbres de pays dans l'environnement et sur le patrimoine de la commune.

#### ■ Afidel-Jardins du Comminges-Jardins du Volvestre

1, rue de l'avenir  
31800 Saint-Gaudens

#### ***Solidarité, agriculture bio et alimentation dans le sud de la Haute-Garonne***

Nos 3 associations développent depuis plusieurs années une action d'accompagnement et de formation auprès des actifs les plus en difficulté sur les territoires ruraux du sud Toulousain et du Comminges (piémont Pyrénées) : maraîchage bio (2 Jardins de Cocagne), rivière et espaces naturels (atelier d'insertion), programmes de formation intégrant le Développement Durable... Notre particularité : le partenariat permanent avec les acteurs locaux

(collectivités, entreprises, associations...). Notre devise : l'emploi pour l'environnement, l'environnement pour l'emploi.

#### ■ EQART

21 rue Henri-Laigroux  
32230 Marciac

#### ***Accès à la pratique artistique pour les personnes handicapées***

L'ESPACE EQART à Marciac est une galerie d'art renommée qui a la particularité de proposer toute l'année des ateliers et des stages de pratique artistique ouverts à tous les âges. De même que la galerie est aménagée pour accueillir les personnes en situation de handicap, les ateliers proposent, en les intégrant aux groupes de personnes valides, à des personnes parfois lourdement handicapées, les mêmes activités artistiques.

#### ■ Comité 21 des Pays de la Loire

2 rue de la Loire  
44966 Nantes Cedex 9

#### ***Arféo veille à l'égalité professionnelle***

Initiative identifiée dans le cadre d'une étude réalisée par le Comité 21 des Pays de la Loire. ARFEO (53), 262 salariés, est spécialisée dans la conception et la fabrication de mobilier de bureau. En plus de la signature d'un accord emploi seniors, l'entreprise a obtenu en novembre 2010 le label égalité professionnelle femme/homme. Les actions menées par l'entreprise en faveur de cette thématique sont nombreuses : de la sensibilisation à l'égalité femme/homme par un affichage et une diffusion mensuelle par affichage et courriel, à l'organisation de quizz sur l'évolution historique de la femme dans la vie active à l'occasion de la journée de la femme, à une exposition photos « femmes du monde », et jusqu'à la participation au trophée industri'Elles organisé par l'UIMM.

L'objectif marqué est de tendre vers une mixité et une égalité des dirigeants, des salariés, ainsi que leurs représentants. En faveur des femmes, ARFEO s'est engagé à :

- prévoir systématiquement un entretien avec la femme enceinte – avant son départ en congé de maternité – et à son retour pour aborder les questions se rapportant à son poste de travail et à sa rémunération ;
- prévoir des formations professionnelles dirigées vers les femmes pour établir par exemple un équilibre de mixité dans telle ou telle fonction ;
- proposer des horaires adaptés aux contraintes familiales.

Un observatoire pour la diversité et l'égalité chez ARFEO a été créé ODE'A pour veiller à ces engagements.

#### ■ APAJH du Tarn

4 rue Jean-d'Alembert  
81000 Albi

#### ***L'Agenda 21 : un outil de développement du secteur médico-social***

Les associations du secteur médico social sont tenues de se doter d'un projet associatif (obligation réglementaire). Structurer et animer un tel projet de telle sorte qu'il constitue un Agenda 21 associatif permet d'apporter : un ensemble de réponses pertinentes aux enjeux que traverse ce secteur ; de mobiliser les professionnels et les publics accompagnés autour d'une logique de développement durable.

## ■ COMITÉ DÉPARTEMENTAL HANDISPORT DU TARN

Base de loisirs des Étangs

« La SERRE »

Tél. : 05.63.59.32.48/06.79.61.67.79

Mail: cd81@handisport.org

81710 Saix

### **Politique départemental du CDH81 en direction des sports de nature**

Depuis 2007, le CDH81 développe une politique départementale en direction des sports de nature en collaboration avec les clubs, les comités départementaux sportifs (tir à l'arc, kayak, aviron voile, randonnée, ski nautique...), le CDOS, les professionnels des sports de nature, le comité départemental du tourisme, la DDCSPP et les services du Conseil Général.

Objectifs politiques départementaux en direction des sports de nature :

I Identifier les activités et sites de sports de nature pour les personnes handicapées pour intégrer des informations fiables au niveau départemental sur l'ensemble du territoire.

II Politique de formation à destination des sports de nature handisport pour les éducateurs sportifs :

Le CDH 81 propose pour cela plusieurs formations

III Acquisition de matériels adaptés pour les pratiquants handicapés : Fauteuil Tout Terrain ; Joelette ; handbike

IV Calendriers Sports de Nature Handisport Tarn Été 2011

## ■ SoliCités

13 rue Nungesser et Coli

91170 Viry Chatillon

### **Projet Écologie sociale et familiale en direction des bailleurs sociaux**

SoliCités, porteur d'un espace Info Énergie, s'implique dans la lutte contre la précarité énergétique. Dans un département où la plu-

part des personnes en difficulté financière et faisant appel au FSL sont locataires de l'habitat social, le choix a été fait de s'investir en priorité dans l'action auprès du public plutôt que sur les questions de bâti et systèmes de chauffage. En effet, les personnes les plus défavorisées sont celles qui ont le moins accès aux connaissances et aux moyens de faire des économies mais qui en subissent le plus les conséquences: par exemple, les hausses de tarifs qui déséquilibrent leurs budgets ou des habitudes de consommation coûteuses et néfastes à leur santé.

Le projet Ecologie Sociale et Familiale est un projet développé pour sensibiliser et conseiller ce public sur la maîtrise des consommations d'énergie ou d'eau, sur les déchets ou l'alimentation tout en contribuant aussi à l'animation des quartiers et au lien social.

Un projet en direction des bailleurs sociaux :

1) Participation à des événements de quartier, stands et ateliers,

SoliCités propose des animations ludiques en direction de vos locataires, enfants et/ou adultes.

Plusieurs thèmes en lien avec le développement durable et le quotidien des habitants (économies d'eau et d'énergie, gestion des déchets, fabrication de produits ménagers, déchiffrement des étiquettes...) peuvent être adaptés pour répondre à votre demande.

Suivant le contexte, SoliCités utilise divers supports : PowerPoint, fiches illustrées, quizz, jeux et animations variés, matériel de démonstration, fabrication d'objets ou de produits... pour transmettre de manière simple et ludique auprès des adultes comme des enfants.

Exemples :

– Avec I3F : Ateliers énergie pour le groupe d'habitants de Montconseil à Corbeil-Essonnes pour aider les locataires à une meilleure prise en charge de leur nouveau logement dans le cadre de la rénovation urbaine,

– Avec l'OPIEVOY à la Grande Borne : journées « Rallye » en 2009 et 2010, ateliers dans le cadre du projet appartement pédagogique en 2011,

– Avec ANTIN Résidences : ateliers enfants, adultes, fêtes de quartier en 2010 et 2011.

2) Formation ou sensibilisation du personnel : Plusieurs formes peuvent être proposées :

Formation générale au développement durable pour comprendre les enjeux et trouver des

– pistes à mettre en pratique dans le milieu professionnel (personnel administratif, conseillers sociaux, gardiens d'immeubles),

Formation plus concrète : maîtrise de l'énergie, écogestes, gestion des déchets pour avoir des

– bases et savoir transmettre aux locataires (conseillers sociaux, gardiens d'immeubles).

Exemples :

– Passerelle Entreprise Gardiens d'immeubles en 2010 (15 journées car aussi formation de médiateurs en écologie sociale et familiale) et en 2011 (6 journées).

– Formation au développement durable : personnel de ANTIN Résidences (prélude à la mise

en place d'un Agenda 21 de l'agence d'Evry).

3) Conseils individualisés sur les consommations d'eau :

Vos locataires font l'objet de régulations d'eau importantes. Nous pouvons vous aider à améliorer la situation :

– Analyse des conditions globales de distribution sur votre patrimoine, compteurs, matériels, adaptation des provisions pour charge d'eau en fonction des consommations de chaque famille, des remarques des locataires...

– Proposition et conseil sur le choix de matériels économes à installer dans les logements,

– Informations et conseils pour chaque famille sur le prix de l'eau, leur consommation et les moyens de la réduire avec documents individualisés à partir des consommations réelles (factures, relevés de charges) et de ques-

tionnaires adaptés pour cibler au mieux les besoins.

Exemple :

– Information et suivi sur les consommations d'eau et les économies possibles pour les locataires chez ANTIN Résidences à Evry, ateliers collectifs, conseils sur le matériel.

4) Création d'un guide des écogestes :

Création d'un guide des écogestes pour un quartier ou une résidence correspondant au mieux

aux besoins spécifiques, associé si possible à un projet de sensibilisation des habitants pour mieux s'approprier le contenu.

Exemple :

Le petit guide des écogestes mis au point par SoliCités suite aux ateliers effectués avec les habitants de Montconseil à Corbeil-Essonnes (projet mené en collaboration avec I3F et la CAF) et distribué aux habitants du quartier fin 2010. Ce guide peut donc être adapté à l'échelle d'un autre quartier ou d'une ville.

## Collectivité

### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua, Place des Cèdres  
01950 Sion

### **Semaine d'actions contre le racisme**

Le canton du Valais, en collaboration avec les villes de Monthey, Martigny, Sion, Sierre, Viège et Brigue, organise depuis 2010 une semaine d'actions contre le racisme. Cette opération, soutenue par la Confédération, a pour but de sensibiliser la population valaisanne à la question des discriminations, en proposant dans chaque ville des activités ouvertes à tous (ex. conférence, spectacle, exposition, projection). En 2011, le thème des stéréotypes – par exemple entre suisses et étrangers, hommes et femmes ou au sein d'une même commu-

nauté – a été choisi comme fil rouge, toujours dans le but de favoriser la cohésion sociale à l'intérieur de la société valaisanne.

### ■ Conseil Général Alpes de Haute Provence

Hôtel du Département  
13 rue du Dr Romieu - P 216  
04003 Digne Les Bains

### **Le guide handironnement**

Réalisé par le Conseil Général des Alpes de Haute-Provence dans le cadre de l'Agenda 21 départemental, ce guide présente les enjeux et la problématique de l'accessibilité et de la protection des sites naturels.

Il met en lumière et en images des aménagements réussis, des chiffres clés et des exemples d'outils d'interprétation adaptés aux personnes en situation de handicap, à partir de trois exemples de milieu : les sentiers, les points de vue et les zones humides.

Le « Guide Handironnement » est destiné à :

- accompagner les porteurs de projets/aménageurs dans leur démarche de mise en accessibilité des sites naturels ;
- susciter l'émergence de nouvelles idées auprès des porteurs de projets/aménageurs en les sensibilisant à la problématique du handicap ;
- renforcer l'importance de la prise en compte de l'accessibilité dans tout projet.

Fruit de plusieurs mois de travail, ce document a été conçu en collaboration avec l'Office National des Forêts, le Parc national du Mercantour, le Comité de l'Entente et notamment les associations « À perte de vue » et des Paralysés de France, le Musée départemental ethnologique de Haute-Provence, la Maison départementale des personnes handicapées ainsi qu'un groupe d'étudiants.

### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

maison de l'industrie - BP 68  
12300 Decazeville

### **Accueil des nouveaux arrivants du Bassin**

Dans le cadre de l'Agenda 21, la thématique de l'accueil recouvre différentes mesures, notamment celle des nouveaux arrivants. La communauté de communes a travaillé à l'élaboration d'un guide accueil des nouveaux arrivants pour leur faciliter la connaissance du territoire. Fidèle au principe du développement durable en faveur de la participation des acteurs à la vie de la collectivité et de l'intérêt général, un groupe de travail, constitué d'élus, de techniciens et de nouveaux arrivants de chacune des 5 communes du Bassin a été créé. En parallèle un pot d'accueil annuel a été mis en place dans chaque commune. Afin de bien marquer cet événement il a lieu en simultané dans chacune d'elle. Les nouveaux arrivants y sont accueillis de façon conviviale avec une présentation de la vie et services de la commune et de la communauté de communes. C'est aussi l'occasion de créer du lien social entre les nouveaux venus.

### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

Maison de l'industrie - BP 68  
12300 Decazeville

### **Lutter contre l'échec scolaire grâce au lien inter-générationnel**

Différents acteurs du territoire travaillent de concert avec la Communauté de communes pour lutter contre l'échec scolaire sur le Bassin : associations périscolaires des 5 communes, les collèges, écoles primaires éducation nationale et le centre social. Cette collaboration a permis l'ouverture de 8 sites en proximité des écoles et la mobilisation de 70 bénévoles retraités assurant l'aide aux devoirs. Elle permet également d'aller plus loin en organisant des temps de rencontre autour de la parentalité et en proposant des activités spor-

tives, culturelles ou ludiques qui participent à l'épanouissement des enfants et jeunes.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur**  
Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

### **Les Contrats Locaux de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire (CLDESS)**

Depuis fin 2009, la Région Provence-Alpes-Côte D'Azur apporte son soutien à la mise en place de Contrats Locaux de Développement de l'ESS (CLDESS), par le biais d'un soutien à des Communes ou regroupements de Communes, qui, sur la base d'un diagnostic partagé et d'objectifs précis, visent à un développement de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) sur leur territoire. Cette démarche doit s'accompagner de la construction d'un mode de gouvernance démocratique, et d'une évaluation partagée avec les acteurs socio économiques concernés.

Les CLDESS s'appuient sur la mise en œuvre de projets concrets, visant à garantir l'animation locale et la sensibilisation aux valeurs de l'ESS.

Enfin, au-delà de permettre localement le développement de l'ESS, l'enjeu est également de considérer l'ESS comme une réponse durable au développement local. Ces contrats devront ainsi favoriser la mise au débat de la place de l'ESS dans les politiques publiques locales, sur des problématiques telles que celles du logement, du développement économique, de l'emploi, de la solidarité, de la citoyenneté, de l'éducation, de l'environnement, et tant d'autres encore.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **L'appel à projet les Espaces Régionaux Internet Citoyens « éco-responsables »**

L'appel à projet « Espaces Régionaux Internet Citoyens éco-responsables » a été lancé par la Région Provence-Alpes Côte d'Azur en 2009. Il s'inscrit dans le cadre du croisement de deux démarches régionales : le programme ERIC (espace régional internet citoyen) et la démarche AGIR :

1. Le programme ERIC, conduit depuis 2001, vise à favoriser l'accès internet et gratuit ou à prix modéré à tous et à constituer progressivement un centre de ressource TIC à destination des usagers ou acteurs locaux (collectivités, associations, organismes consulaires). 170 lieux ont été labellisés à ce jour : il s'agit d'organismes de formation, d'associations dans des domaines tels que l'insertion sociale et professionnelle, l'éducation permanente, la culture, etc. mettant à disposition des salles informatiques libres accès et mettant en place des actions d'éducation à l'outil informatique et aux usages d'Internet.

2. La démarche AGIR (Action globale innovante pour la Région) destinée à encourager les démarches de maîtrise de l'énergie et de recours aux énergies renouvelables.

L'appel à projets les ERIC « éco-responsables » vise à réduire les flux économiques et écologiques liés au fonctionnement des ERIC, en agissant prioritairement sur les domaines suivants :

- les consommations énergétiques des bâtiments,
- les déchets,
- les achats informatiques et consommations électriques des équipements,
- les comportements des usagers.

L'appel à projets : « ERIC éco-responsables » encourage et accompagne ainsi les ERIC à s'engager dans une démarche éco-responsable sur les 4 volets suivants :

- la qualité environnementale des locaux : soutien à des travaux de réhabilitation visant le

niveau de performance énergétique Bâtiment Basse Consommation.

- l'engagement dans une informatique durable : soutien à des diagnostics des équipements informatiques et à l'acquisition de matériels éco labellisés

- La sensibilisation des usagers à l'informatique verte (Green IT).

- la participation à des expérimentations en matière de réemploi du matériel informatique et de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hôtel de région  
27, place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

### **Le programme Région Habitat Énergie Amélioration (RHEA)**

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a engagé depuis 2010 une politique de soutien à l'amélioration de la qualité thermique des logements en lançant successivement deux appels à projets AGIR pour les programmes de réhabilitation du parc social public permettant un gain énergétique exemplaire.

L'ADEME s'est joint à cette démarche, les projets retenus bénéficiant de financements conjoints RÉGION/ADEME/FEDER.

En Octobre 2011 la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a voté dans le cadre de ses politiques volontaristes le programme RHEA conditionnant ses aides en matière d'habitat à des éco conditionnalités.

Ce nouveau cadre de référence s'applique systématiquement à toutes les aides à l'habitat, et en particulier au parc social public, et s'appuie sur les projets exemplaires présentés par les bailleurs sociaux dans le cadre des appels à projets.

Les bailleurs sociaux ont montré leur capacité à engager et à savoir faire de telles réalisations, quand le frein du montage financier est levé par des financements conjoints exceptionnels

allant de 30 à 70 % des travaux énergétiques pris en compte dans ces appels à projets

La problématique a donc été d'inciter à une amélioration générale de la qualité thermique des milliers de logements sociaux qui en ont le plus besoin sur le territoire régionale, dans le cadre de leurs programmations annuelles de travaux.

Il s'agissait donc d'inciter à ce que ces travaux incluent un volet énergétique conséquent, avec un objectif non seulement environnemental, mais aussi social, puisqu'il s'agit aussi de la maîtrise des dépenses de chauffage des ménages parmi les plus modestes.

Ainsi le programme RHEA, mis en œuvre à partir de 2011, prévoit en particulier :

- Une contractualisation avec chacun des bailleurs sociaux sur sa programmation jusqu'en 2014 compte tenu de l'état de son patrimoine et au vu de sa Convention d'Utilité Sociale et de son Plan Stratégique Patrimoine.

- L'éco-conditionnalité de faire réaliser un audit énergétique avant travaux, et d'atteindre à l'issue des travaux de réhabilitation du parc existant, comme dans le cadre d'acquisitions, améliorations d'immeubles, un niveau énergétique C + (120 kWh/m<sup>2</sup>/an).

- La vérification qu'à la réception des travaux, le niveau de performance énergétique attendu est atteint.

- L'accompagnement par des actions de sensibilisation des habitants pour de nouvelles pratiques d'habiter.

- La réalisation de travaux d'accessibilité pour les Personnes à Mobilité Réduite quand cela est possible et nécessaire.

- Pour les travaux concernant les espaces extérieurs, une démarche de Gestion Urbaine de Proximité gérant la liaison entre espaces publics et espaces privés.

- Des aides régionales d'un niveau de l'ordre de 10 % des montants subventionnables des travaux sur le parc existant, additionnant les aides aux travaux d'amélioration énergétique,

de cadre de vie, et d'accessibilité, telles que prévues dans le cadre de références désormais en vigueur.

D'ici fin 2011, une trentaine de conventions seront finalisées couvrant tout le parc social public régional et les programmations des bailleurs sont en cours.

Les premiers programmes financés par la région dans le cadre de ce programme, hors appels à projets voient le jour.

Parmi les plus remarquables, nous pouvons citer :

- Le Charrel à Aubagne dans les Bouches du Rhône (992 logements) géré par Erilia, dont les travaux d'isolation permettront de viser une étiquette B et de réduire de 2/3 les consommations de chauffage.

- Le Dramont à Fréjus dans le Var (94 logements) géré par Var Habitat qui va bénéficier de l'adjonction au gaz naturel, de chauffage individuel gaz, et d'une isolation par l'extérieur, qui passera de l'étiquette F à C + à minima.

- St Roch E, St Charles et les Chênes (866 logement) à Nice dans les Alpes Maritimes, gérés par Cote d'Azur Habitat dont les travaux d'isolation vont permettre d'atteindre les C + et B dans le cadre de leur réhabilitation compétée.

Le travail de partenariat avec les bailleurs va se tisser au fur et à mesure de la réalisation de ces programmes pour analyser avec eux l'évolution des consommations de chauffage, l'impact sur la qualité de vie, la satisfaction des locataires, et aussi là où des efforts communs devront être concentrés pour optimiser les investissements et les aides de la Région.

#### ■ AYEN

28 rue des Écoles  
19310 Ayen

#### **Les services aux publics de proximité en zone rurale**

Création en 2007 d'un relais services aux publics en milieu rural (commune de 700

habitants) ouvert 40 heures/semaine dans les domaines de compétences suivants

- l'emploi
  - les prestations sociales et l'aide aux familles
  - le logement
  - les transports
  - le SPANC
- voir document de présentation joint

#### ■ AYEN

28, rue des Écoles  
19310 Ayen

#### **Ayen au fil du temps : les gens d'ici d'hier et d'aujourd'hui**

Réalisation d'un film de 52 minutes à partir de 18 thèmes importants de notre collectivité (l'agriculture, le paysage, le patrimoine, l'usine, les fêtes etc.) pour faire du lien entre anciens et nouveaux habitants.

Ce projet porté par une association locale a été réalisé par l'atelier vidéo d'un centre de réadaptation psycho-social de la région.

#### ■ COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

46 avenue de Gameville  
31650 Saint Orens De Gameville

#### **Jardins familiaux partagés**

Mise à disposition de 72 parcelles à vocation de jardinage à des familles (50 à 100 m<sup>2</sup>) avec notamment pour objectifs de développer la solidarité, le lien social, la convivialité, la mixité sociale, les relations entre générations, les pratiques citoyennes... grâce à un processus participatif actif d'acteurs (jardiniers, associations issues de cette dynamique et collectivité).

### ■ Commune de Saint Orens de Gameville

46, avenue de Gameville  
31650 Saint Orens De Gameville

#### **Chartes du « Bien vivre ensemble »**

Développement d'espaces de démocratie participative sur le territoire en lien avec l'habitat à travers un partenariat entre les habitants de résidences, leurs bailleurs et la collectivité. Co-écriture de chartes visant à améliorer le cadre de vie des habitants à partir de l'identification partagée de leurs besoins. Élaboration en concertation de projets d'actions communes

### ■ Ville de Blagnac

Place Jean-Louis-Puig  
31700 Blagnac

#### **Mise en œuvre de la clause d'insertion sociale dans les marchés publics**

La démarche est initiée en 2009 par la Ville de Blagnac en concertation avec la Communauté Urbaine du Grand Toulouse. Durant l'année 2010, l'ensemble des outils sont mis en œuvre afin de permettre l'insertion des clauses sociales dans les marchés de la ville : élaboration d'une clause type avec la Direction de la Commande Publique, désignation d'un « facilitateur », également directrice la Maison de l'Emploi et de l'Insertion, identification des premiers marchés test. Ainsi, le marché de rénovation du Parc du Ritouret lancé en juin 2010 prévoit la réalisation de 279 heures (5 %) à minima sur le lot « espaces verts » par des personnes en situation d'insertion professionnelle (demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires de minima sociaux, jeunes sans qualification, seniors de plus de 45 ans). L'opération est un succès puisqu'au final 400 heures auront été travaillées dans le cadre de la clause d'insertion. Elle est donc renouvelée en 2011 dans le cadre du marché

de reconstruction du Cinéma Rex, qui prévoit la réalisation de 300 heures sur le lot « gros œuvre ».

### ■ CCAS Escalquens

Bâtiment de l'Oustal  
31750 Escalquens

#### **Accès au droit pour tous**

Favorise l'accès au droit de tous les citoyens par l'information, l'accompagnement et l'orientation du public sur différentes questions d'ordre juridique, administratives ou liées à la vie quotidienne. Ce service de proximité est gratuit et confidentiel.

### ■ CCAS d'Escalquens

Bâtiment de l'Oustal  
31750 Escalquens

#### **Atelier de conversation français langue étrangère**

Accueil de personnes d'origine étrangère désireuses d'acquérir une meilleure compréhension orale du français

### ■ CCAS Escalquens

Centre communal d'action sociale  
d'Escalquens  
Bâtiment de l'Oustal  
31750 Escalquens

#### **Point Accueil Emploi**

Accueil individualisé des personnes en recherche d'emploi, d'orientation professionnelle, de formations et d'informations.

### ■ CCAS Escalquens

Bâtiment de l'Oustal  
31750 Escalquens

#### **Projet parentalité**

Le centre social propose deux ateliers, la pause parents (enfants de 0 à 4 ans) et la main à la pâte (enfants de + de 4 ans), dont

l'objectif est de faire partager aux parents un moment de vie avec leurs enfants, autour d'activités diverses, en dehors du foyer et avec d'autres familles.

### ■ Commune d'Escalquens

Place François-Mitterrand  
31750 Escalquens

#### **Chantier d'insertion sur un bâtiment communal**

Travaux de réhabilitation d'une maison de maître entrant dans le patrimoine historique de la commune.

Les chantiers d'insertion s'intègrent dans les dispositifs de l'Insertion par l'Activité Économique qui ont pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle (dispositif conventionné par l'État).

### ■ Conseil Général du Gers

81 route de Pessan  
32022 Auch

#### **Clauses sociales dans les marchés publics**

Dans le cadre d'un partenariat entre l'État, la Région (MCEF de la Save à la Gimone) et le Conseil Général, un agent départemental est mis à disposition de l'ensemble des acheteurs publics du département (conseil général, communes, EPCI, OPHLM...) afin de les accompagner dans l'utilisation des clauses sociales.

Il intervient aux différentes étapes de la procédure des marchés publics en :

- proposant les solutions juridiques envisageables,
- procédant à la rédaction de la clause sociale dans les marchés,
- définissant les modalités de recrutement des personnes en insertion,



- organisant des entretiens d'embauches individuels avec les entreprises pour le recrutement des candidats,
- suivant l'exécution des heures lors du chantier
- évaluant le dispositif après chaque marché.

#### ■ Conseil Général du Gers

81 route de pessan  
BP20569  
32022 Auch Cedex 9

#### **Programme expérimental de lutte contre la précarité énergétique: SLIME**

le SLIME (service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie) vise à intervenir rapidement et massivement auprès des ménages en difficulté dans leur gestion de l'énergie.

objectifs quantitatifs: 500 ménages rencontrés/an soit 1500 ménages sur les 3 ans de l'expérimentation  
objectifs qualitatifs: améliorer le confort et les conditions de vie; développer une culture de la maîtrise de l'énergie; conseiller et orienter les ménages

fonctionnement: saisie du dispositif via un n° de téléphone dédié, visite à domicile dans les 15 jours pour un diagnostic socio-technique qui déterminera le plan d'aide et d'accompagnement. Pose de petits équipements économes lors de cette 1° visite à domicile  
public éligible: propriétaires et locataires aux revenus modestes. Démarrage de l'expérimentation: septembre 2011

#### ■ Conseil Général de la Gironde - Conseil Départemental des Agenda 21 de Gironde

Esplanade Charles de Gaulle  
33074 Bordeaux

#### **Vers un pacte de solidarité écologique**

Depuis 11 ans, le Conseil Général (CG) de la Gironde a développé une politique de développement durable. En 2004, le CG a décidé le lancement d'un Agenda 21 local. Dans le cadre de l'Agenda 21 de la Gironde, le Conseil

Général soutient une dynamique territoriale de développement durable.

Le Conseil Départemental des Agenda 21 locaux, ou CDA21, est mis en place par la délibération départementale de lancement du 1er appel à projet (mars 2005). Il a pour objectif d'échanger les bonnes pratiques et de monter ensemble en connaissance et en expérience, de rechercher une cohérence des initiatives aux différents échelons de l'action publique. Il réunit aujourd'hui la quasi-totalité des collectivités en Agenda 21 en Gironde (61 collectivités).

Depuis janvier 2007, il a été collectivement décidé de « passer à la vitesse supérieure » avec l'ambition de produire ensemble de l'action publique efficace et immédiate: l'Agenda 21 de réseau. Des groupes de travaux thématiques et transversaux se sont alors constitués pour mettre en œuvre ce programme d'actions « Agenda 21 de réseau ». En plus des membres du Comité de Pilotage et des chargés de mission Agenda 21, ils associent des agents des collectivités et des partenaires publics et privés et sont animés par des membres du réseau. Tous les chantiers collectifs sont travaillés dans une logique de convergence, congruence, cohérence avec les orientations stratégiques définies au niveau mondial, européen, national et régional qui sont rappelées. Le cadre de référence national des Agenda 21 locaux définit ainsi le cadre des démarches girondines. Un bilan de mise en œuvre est réalisé chaque année (2008, 2009, 2010) et définit l'Agenda 21 du réseau pour l'année suivante.

Lors du Comité de pilotage du CDA21 du 12 avril 2010, une nouvelle orientation partagée a été inscrite à l'Agenda 21 de réseau pour 2010-2012: les solidarités écologiques. La contribution au Pacte de solidarité écologique est un objectif clairement identifié. Parallèlement, dans le cadre du comité de territorialisation du Grenelle de l'environnement,

ont été défini le 5 juillet 2010 les contours du GT 8 « gouvernance » et plus particulièrement l'enjeu 20 identifie une nécessité de suivi sur la mise en place du Pacte de solidarité écologique au niveau régional. Dans le même mouvement, sur le plan national comme local, se multiplient les travaux et les réflexions liés à la rencontre du développement social et du développement durable ainsi que les appels à l'expérimentation et à la territorialisation. L'ensemble crée des circonstances favorables à la mise en place d'un GT dédié à l'échelle du CDA21.

Les objectifs de ce groupe de travail sont:

- Identifier les acteurs et les actions liées à la mise en place du Pacte de solidarité écologique au niveau du Département.
- Valoriser les expériences et les travaux collectifs en cours pour favoriser une dynamique territoriale girondine et qualifier les acteurs locaux
- Tester une méthode de recueil et d'analyse transférable aux autres départements de la région (GT8 du comité de territorialisation du Grenelle)

La démarche méthodologique est la suivante: Ce pacte constitue ainsi une base neutre et légitime issue de la co-construction de groupes de travail élargis au plan national. Les valeurs comme les objectifs de ce pacte sont très largement partagés au sein de nos collectivités. Beaucoup de politiques et dispositifs locaux y contribuent d'ores et déjà. La coordination opérationnelle de la mise en œuvre de ce pacte est pertinente à l'échelle du département et permet de remettre à plat des situations instituées dont les objectifs sont peu lisibles et les résultats peu transparents. L'idée générale de ce chantier est d'utiliser le pacte de solidarité écologique comme un questionnaire qui est soumis en administration directe (auditions menées par trinômes volontaires membres du groupe de travail) à l'ensemble des acteurs locaux concernés par

les différents objectifs. Tous les acteurs identifiés sont ainsi interrogés sur :

- leur niveau de contribution aux 10 objectifs,
  - leurs partenariats,
  - leurs moyens,
  - leurs bilans
  - leurs indicateurs
  - leurs projets,
  - ce qu'ils identifient comme des freins
  - ce qu'ils identifient comme leviers efficaces (mobilisables par eux seuls/par des partenaires locaux seuls/localement ensemble).
- De l'état des lieux dressé pourront être identifiés la cartographie des acteurs publics et privés concernés/impliqués ainsi que les leviers à actionner collectivement pour répondre à ces objectifs en mutualisant les moyens. Une concertation citoyenne pourrait être organisée pour hiérarchiser ces priorités et dégager localement les indicateurs d'atteinte des objectifs. Ces indicateurs seraient suivis régulièrement en toute transparence. Un programme d'actions territorial multi-acteurs permettra d'atteindre ces objectifs et de coordonner acteurs et actions, mutualiser et optimiser les moyens tout en démultipliant les impacts.

#### ■ Conseil économique social et environnemental régional

7 rue du Général-Guillaudot - CS 26918  
35069 RENNES Cedex

#### **Conjuguer flexibilité et sécurisation des parcours professionnels en Bretagne**

Comment, sur un territoire donné, conjuguer la flexibilité avec la sécurisation des parcours professionnels ?

À partir de 34 situations concrètes et d'initiatives, souvent volontaristes, exposées chacune sous la forme d'une fiche d'analyse, l'étude met en évidence des leviers favorisant une démarche de conciliation et met en lumière ce qui rend difficile voire inaccessible la conjugaison de la flexibilité avec la sécurisation

des parcours professionnels sur un territoire donné. L'ensemble des actions est regroupé en 5 grandes propositions : Coordonner et innover avec les territoires, se concerter dans l'entreprise et les secteurs professionnels pour « prévenir ou guérir », AMÉNAGER : concilier les emplois de qualité avec la productivité, ACCOMPAGNER les personnes vers l'emploi et dans l'emploi, DÉVELOPPER et VALORISER les compétences.

Ce rapport se conclut par quatre préconisations pour favoriser une avancée décisive sur ce thème à l'échelle régionale : réunir une conférence régionale territoriale permanente ; conforter les initiatives des partenaires territoriaux ; mobiliser les politiques du Conseil Régional sur ses compétences et encourager des expérimentations juridiques.

#### ■ Conseil économique, social et environnemental régional

7 rue du général guillaudot  
CS26918  
35069 RENNES Cedex

#### **Bien vieillir en Bretagne : Changer de regard et agir pour mieux vivre ensemble le vieillissement à domicile**

La première partie du rapport présente quelques éléments de contexte sur le vieillissement en Bretagne. Après avoir souligné l'importance cruciale du regard philosophique et social porté sur la vieillesse, l'étude propose, en s'appuyant sur des travaux existants, quelques points de repères statistiques sur la situation présente et à venir des personnes âgées de 60 ans et plus en Bretagne.

La seconde partie du document, présente des initiatives locales, à travers six thématiques : l'habitat, la mobilité, les services, le vivre ensemble et la culture. Chaque thématique fait l'objet d'une mise en perspective, d'une présentation synthétique des actions et d'une liste de préconisations.

#### ■ Conseil Régional de Bretagne

283, avenue du Général-Patton - CS 21 101  
35711 Rennes Cedex 7

#### **appel à projets Logement des jeunes et des travailleurs mobiles**

Depuis 2007, la Région lance un appel à projets annuel visant à soutenir l'offre de logements de qualité pour les jeunes, les travailleurs mobiles et les saisonniers du tourisme et de l'agriculture. Les projets doivent répondre aux besoins d'hébergement des jeunes identifiés sur les territoires et prendre en compte notamment la qualité environnementale et la diversité des publics accueillis.

#### ■ CCAS Ville de Lons - Centre Aéré de Montciel

Hôtel de Ville  
Véronique Lambert - CA de Montciel  
39000 Lons Le Saunier

#### **Solidarité en Fête - La rencontre de 2 publics loin du politiquement correct...**

Au départ 2 structures qui dans le politiquement correct... n'auraient jamais dû se rencontrer et encore moins travailler main dans la main. Mais le hasard d'un projet en a voulu autrement.

L'accueil de Loisirs de Montciel à Lons est organisé en partenariat entre le C.C.A.S de la Ville de Lons et les Francas du Jura depuis bientôt 50 ans Il se situe au milieu des bois, sur les hauteurs de Lons le Saunier.

En raison de sa situation géographique l'accueil est ouvert uniquement le mercredi et toutes les vacances scolaires. Un circuit de bus est mis en place pour acheminer les enfants du centre-ville et des différents quartiers jusque sur le site.

Cette structure riche en mixité sociale, réalise plus de 100000 par an, les enfants étant âgés de 3 à 16 ans. Une équipe de permanents de 10 animateurs, avec à sa direction Véronique Lambert et son Adjointe Delphine Guyot.

De nombreux projets voient le jour à Montciel dont « L'Art s'invite... », qui vit depuis 6 ans, et aussi un travail de fond autour du développement durable.

Depuis 25 ans l'association OASIS (Organisme d'accueil au Service des ISolés) milite et travaille pour l'insertion des plus démunis par l'activité économique et sociale. Elle accueille les bénéficiaires des minima sociaux : Rsa, ASS, TH, des chômeurs longue durée, les jeunes et les moins jeunes en difficultés, les exclus de notre société...

Une équipe d'encadrants professionnels, avec le soutien de bénévoles mets tout en œuvre pour accueillir, accompagner les salariés en insertion en construisant avec eux un parcours professionnel et social durable.

L'activité de récupération sur le chantier, la collecte du papier, du carton, les déchetteries, la Frip'« 2nd Vie », la vente au bric à brac, sont les différents secteurs mis en place pour financer, entre autre l'hébergement au sein du foyer « l'Escale » qui accueille les « gens de la rue » qui souhaitent se réinsérer, et permet de donner du travail et un sens à la vie de toutes ces personnes qui évoluent en marge de la société.

Cette structure est dirigée par Xavier Taffet et son Ajointe Julie Perrin.

#### ■ SYDED du Lot

Les Matalines  
46150 Catus

#### ***Prise en compte de l'ergonomie des postes de travail dans la rénovation du centre de tri de St Jean Lagineste (46)***

Le SYDED du Lot exploite en régie 3 centres de tri des emballages ménagers. Dans le département du Lot, au moment de la construction de ces équipements, il a été fait le choix de privilégier l'emploi en mettant en place un processus de tri peu mécanisé. À ce jour, cette organisation permet d'employer environ 140 personnes dédiées uniquement aux activités

de tri. Or, comme dans la plupart des métiers dits de « travail à la chaîne », les cadences et la répétitivité des gestes pour les agents de tri peuvent entraîner, au bout d'un certain temps, des troubles musculo-squelettiques.

Face à ce constat, le SYDED a engagé depuis 3 ans une démarche interne pour la prise en compte des conditions de travail du personnel. Ainsi, dans la continuité de ces actions, il a été décidé, dans le cadre de la rénovation d'un des 3 centres de tri du département, d'intégrer à ce projet un volet « ergonomie » entièrement dédié à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail. Un ergonomiste indépendant du maître d'œuvre a été mandaté pour apporter son expertise et ses recommandations.

Cette étude qui a duré une année a demandé une implication mutuelle accrue du constructeur à l'utilisateur final de chaque poste. Des simulations « grandeur nature » sur des prototypes ont permis aux agents de participer et de valider les caractéristiques techniques de leur futur outil de travail.

D'autres facteurs ont également été pris en compte comme la gestion du bruit, des poussières, température, éclairage...

Ce projet a su mettre l'humain au centre de la conception, en prenant en compte les contraintes physiques et en incluant la notion de « confort » non pas comme une option mais bien comme une nécessité.

#### ■ Mairie de Questembert

Place du Général-de-Gaulle - BP 14  
56230 Questembert

#### ***Un Chantier d'insertion pas comme les autres à Questembert***

La commune de Questembert a créé au 1<sup>er</sup> janvier 2007 un chantier d'insertion « Nature et patrimoine ». L'objectif est la réinsertion professionnelle de personnes allocataires du RSA et de l'ASS en utilisant le support de chantiers de création, de mise en valeur d'espaces verts

naturels, et de rénovation du petit patrimoine bâti, sur le territoire de la commune de Questembert. Il s'agit d'un public nécessitant une étape de remobilisation et de réentraînement à l'emploi, en amont d'une recherche d'emploi et de formation.

Ce chantier permet l'entretien d'espaces naturels avec des méthodes douces : débroussaillage de chemins, broyage du bois pour être utilisé en paillage par le service municipal des espaces verts ; création de passerelles, remise en état de milieux humides, entretiens de ruisseau, création de passes à poissons... Ces espaces ne pourraient pas être entretenus sans leur intervention.

Par ailleurs, le chantier permet à la commune de fabriquer du mobilier urbain respectueux de l'environnement et économe en ressources naturelles. Les agents en insertion réalisent sous la direction d'un agent d'encadrement : tables de pique-nique (notamment pour le camping), abribus, passerelles, bancs-gradins (stockés et sortis lors de l'organisation d'événements et festivals), bancs-gradins fixes au théâtre de verdure, barrières de pompier ou barrières pour éviter le passage de véhicules ou d'animaux, clôtures de chemins, toilettes sèches... L'ensemble est fabriqué à partir de bois récupéré sur place (à Questembert si possible ou dans des communes environnantes) sauf pour les abris bus et les toilettes sèches (le bois est acheté chez un fournisseur local). L'activité du chantier a permis également d'ouvrir des jardins partagés pour les questembertois : travail de la terre, création d'abris de jardins, création d'un muret de pierres sèches...

Le chantier a permis la transmission de techniques traditionnelles : de nombreux murets anciens et en mauvais état ont été rénovés par les agents en insertion qui ont acquis ainsi un savoir traditionnel.

Enfin, les agents apprennent des savoir-faire de la vie courante (tondre une pelouse, fabri-

quer du mobilier en bois, cultiver son jardin, faire de la peinture ou de la petite maçonnerie, etc.). Au-delà d'être utile pour retrouver un emploi, le Chantier leur permet d'acquérir plus d'autonomie et de réaliser des économies dans leur quotidien.

#### ■ Conseil Général de la Nièvre

Hôtel du département  
58039 Nevers Cedex

#### ***Des jeunes en difficulté du Pas de Calais aménagent une « maison nichoir » dans la Nièvre***

À l'initiative du Conseil Général de la Nièvre, 5 jeunes du Pas de Calais sont venues en séjour du 26 au 30 avril 2011 sur l'espace naturel sensible de l'Étang de Vaux au centre de la Nièvre. Ce chantier nature avait pour objectif de mettre en œuvre le concept de maison nichoir, en dotant un petit bâtiment de gîtes pour la faune sauvage.

Ces jeunes sans diplôme, en insertion professionnelle, participaient à une formation « Horizons » de 6 mois, mise en place par la mission locale de l'Artois et destinée à identifier et développer leurs compétences et la revalorisation de soi.

Le chantier nature dans la Nièvre venait clore le cycle de formation. La micro-entreprise calaisienne « Équilibres Nature-ails », associée à l'association nivernaise « Hirondelles » ont animé ce séjour scindé en deux types d'activités. Les matinées étaient consacrées à la construction et à l'installation des abris pour la faune. Les après-midi, les stagiaires sont allées à la rencontre de métiers. Par exemple, au Pavillon du Milieu de Loire, un espace d'interprétation sur les milieux naturels ligériens, où elles ont pu découvrir le métier d'animateur nature. Puis, l'un des moments les plus forts fut la visite de l'ESAT de Montsauche-les-Settons où elles ont pu apprécier l'accueil très chaleureux de toute l'équipe et de leurs deux encadrants.

Au final, les jeunes sont reparties dans le Pas de Calais avec une idée beaucoup plus précise sur leur projet professionnel et en ayant réalisé de nombreux aménagements pour des insectes, des lézards, des mésanges, des hirondelles, des hérissons... dont le Conseil Général suivra les résultats.

#### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam - CS 60007  
59777 Euralille

#### ***Ensemble pour aider les familles en difficulté***

ERDF et le Conseil Général de l'Eure travaillent en partenariat pour agir de façon coordonnée et conjointe pour informer et prendre en charge les familles en difficulté. L'objectif est de les orienter vers les dispositifs de maintien de l'électricité qui permettent d'éviter la coupure pour impayé. Les techniciens d'ERDF expliquent les tarifications préférentielles et fournissent les coordonnées des services sociaux. Différentes solutions sont alors proposées aux familles.

#### ■ Conseil Régional d'Auvergne

13/15 avenue de Fontmaure  
63400 Chamalières

#### ***Pack Jeunes adultes de la Région Auvergne***

La Région Auvergne a déclaré, conformément à son engagement lors des dernières élections régionales, « la Jeunesse, grande cause régionale » et a organisé, à ce titre, les Assises de la Jeunesse à l'automne dernier. À partir des contributions des institutionnels recueillies lors des Assises de la Jeunesse et des jeunes eux-mêmes (questionnaires et webradio), une photographie de la jeunesse auvergnate a été réalisée et a permis de mieux connaître ses aspirations. La Région Auvergne a souhaité avoir, pour les années à venir, une ambition forte pour les jeunes âgés de 16 à 30 ans en

leur facilitant leur quotidien et en les aidant à prendre la place qu'ils méritent dans notre société. Pour répondre aux difficultés rencontrées par les jeunes auvergnats, la Région a donc décidé de mettre en place, à travers le Pack Jeune Adulte, les premiers éléments concrets d'une véritable politique jeunesse régionale fondée sur un consensus établi à partir de la consultation menée et qui soit conçue comme un instrument stratégique à long terme, fédérant les initiatives des autres acteurs locaux. Les grands objectifs du Pack Jeune Adulte sont : - faciliter l'autonomie professionnelle et sociale des jeunes, - consacrer l'égalité des chances, - répondre à différentes problématiques du quotidien en fonction de leur âge, § prendre en compte les besoins spécifiques liés à leur bassin de vie et améliorer l'attractivité de chaque territoire. Ce Pack Jeune Adulte est composé de trois grands types de mesures : - des mesures générales destinées à l'ensemble des 16-30 ans, - des mesures sous condition de ressources réservées aux jeunes âgés de 18 à 25 ans - des mesures territoriales destinées à corriger les iniquités territoriales. Plusieurs de ces mesures très concrètes relèvent naturellement du concept de développement durable dans ses diverses dimensions.

#### ■ Conseil Général du Bas-Rhin

Place du Quartier-Blanc  
67964 Strasbourg Cedex

#### ***Le Job-dating, une action originale pour faciliter l'accès à l'emploi***

Pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle des Bas-Rhinois, le Conseil Général du Bas-Rhin organise des job-dating : un rendez-vous d'une demi-journée qui permet aux employeurs d'un secteur d'activité de rencontrer un ensemble de bénéficiaires du RSA ou de jeunes actifs en recherche d'emploi, correspondant à leurs attentes.

Les 15 conseillers du Conseil Général prospectent les offres d'emploi, contactent les employeurs et présélectionnent les candidats correspondant aux profils demandés. Ils présentent également les candidats à ce rendez-vous avec les entreprises.

Les chances d'embauche sont multipliées : entre 60 et 70 % du public présent trouve un emploi lors de ces rencontres. L'équipe Emploi fournit également un accompagnement pour veiller au maintien de l'emploi durant 12 mois. Depuis 2007, 12 job-dating ont été menés dans différents secteurs d'activité (restauration et l'hôtellerie, bâtiment, propreté, transport...) ou à destination d'un public spécifique (jeunes diplômés, personnes malvoyantes, femmes en difficulté d'insertion...).

#### ■ Ville de Villeurbanne

Hôtel de Ville - BP 65051  
69601 Villeurbanne Cedex

#### ***Changeons de regard sur le handicap : première semaine de sensibilisation sur les handicaps à Villeurbanne***

La Ville de Villeurbanne a mis en place en 2009 un programme ville et handicaps visant à permettre aux personnes handicapées de prendre pleinement leur place dans la vie de la cité. Ce programme permet de travailler de manière transversale sur la mise en œuvre des droits énoncés par la loi de 2005, et de prendre en compte la diversité des handicaps et la diversité des champs d'intervention de la ville.

En 2011, ce programme s'est notamment traduit par une semaine entière de sensibilisation autour des handicaps, proposant chaque jour aux agents de la ville et plus globalement aux villeurbannais une activité culturelle ou festive portée par une association locale. Cette semaine a été une traduction concrète du partenariat constructif noué entre la ville et le tissu associatif local sur la thématique du handicap.

Outre une aide financière, la ville a apporté aux associations la mise à disposition gratuite des locaux.

La communication auprès des agents a été réalisée par le biais de brochures distribuées à tous les agents, ainsi que d'affiches dans différents lieux. Le programme complet de la semaine était également disponible sur l'outil intranet de la ville.

#### ■ Communauté de Communes de l'Autunois

7, route du Bois de sapins  
71400 Autun

#### ***Aménagement d'un appartement pédagogique***

Aménagement d'un appartement pédagogique au cœur de l'habitat collectif de Saint-Pantaléon, territoire en Projet de Rénovation Urbaine. L'idée est de montrer concrètement comment faire des économies d'énergie au quotidien en créant un outil qui tend à réduire la situation de précarité des ménages résidant dans ce quartier. Du salon à la cuisine, de la salle de bains aux toilettes, les habitants pourront découvrir les gestes quotidiens qui leur permettront de participer activement à la préservation de l'environnement tout en faisant des économies.

#### ■ Ville d'Annecy

place de l'Hôtel-de-Ville  
74000 Annecy

#### ***Actions de lutte contre la précarité énergétique***

Un travail est mené conjointement entre le service développement durable et les assistantes sociales de la ville d'Annecy et l'espace info énergie de la Haute Savoie, l'association Prioriterre.

Une technicienne effectue des diagnostics énergie et de comportement au domicile des personnes détectées en situation de précarité énergétique par les travailleurs sociaux. La

consommation en énergie est suivie, à partir des factures du bénéficiaire, pendant 6 mois avec rappel des gestes simples d'économies d'énergies (extinction des veilles...). Un fonds d'aide aux petits travaux peut être débloqué si besoin (réparation d'une fenêtre ou d'un thermostat). Un kit économie d'énergie (ampoule basse conso, mitigeur...) est fourni au bénéficiaire. Prioriterre forme les assistantes sociales à la détection de situation de précarité énergétique et aux bons gestes à effectuer. Des personnes relogées en logements temporaires se voient remettre également un kit économies d'énergies.

#### ■ Commune de Cluses

1 place Charles-de-Gaulle  
74300 Cluses

#### ***Un FISAC volet handicap à Cluses***

Le Fisac (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) est un dispositif principalement destiné à financer les opérations de création, maintien, modernisation, adaptation ou transmission des entreprises du commerce, de l'artisanat et des services, afin de préserver ou développer un tissu d'entreprises de proximité.

Créé dans les années 1990 à Cluses, il prend un angle nouveau pour la programmation 2011 en orientant son programme d'actions autour des personnes à mobilité réduite et handicapée, dans une logique de développement durable cohérente avec l'Agenda 21 local.

L'objectif est de permettre à tout public un accès facilité aux commerces et services de proximité.

Le FISAC volet handicap est en cours de validation par les services de l'État.

#### ■ Conseil Régional de Picardie

11 Mail Albert 1er  
80000 Amiens

## **Des vacances pour Tous - Opération Train à la mer, Train à la mer +**

« Train à la mer » :

Pour favoriser la découverte touristique de la Picardie par les ménages modestes, la Région, dans le cadre de son opération « Train à la mer », propose en partenariat avec la SNCF, des tarifs réduits pour les trajets vers la côte picarde au cours de la période estivale. 2011 est l'année de la quatorzième édition des « Trains à la mer », de plus en plus populaires chaque été. Sept destinations sont proposées vers la côte picarde : Mers-les-Bains, Le Tréport, Saint-Valery-sur-Somme, Cayeux-sur-Mer, Le Crotoy, Quend-Plage et Fort-Mahon.

L'aller-retour se fait dans la journée, au départ de plusieurs gares de la région : Amiens, Creil, Beauvais, Chambly, Abbeville, Saint-Quentin, Laon, Grandvilliers et Ham. Les structures partenaires sont également présentes pour accompagner les familles et proposer des activités sur place.

En 2008, lors du lancement de l'opération, 620 personnes avaient pu passer une journée de détente et de loisirs en bord de mer. Le chiffre a doublé en 2009 et a atteint environ 2400 bénéficiaires en 2010.

Train à la mer + :

Le dispositif « Trains à la mer + » fête son 4e anniversaire cette année 2011. Proposé par le Conseil Régional de Picardie en juillet et août, il permet aux familles picardes de mettre le cap sur Mers-les-Bains et Quend-Plage. Déclinaison de « Trains à la mer », le dispositif « Trains à la mer + » s'adresse en particulier aux publics en difficulté. Le « plus », c'est la gratuité complète pour les personnes exclues des vacances.

Le Conseil Régional de Picardie prend tout en charge : le transport en TER et les repas sur place. Les familles s'inscrivent préalablement auprès d'une des trente structures sociales partenaires de l'opération (Restos du cœur, Emmaüs, centres sociaux, épiceries

sociales, foyers ruraux, associations...). Plus que jamais, en période de crise, ce dispositif en faveur d'un tourisme social et solidaire prend tout son sens.

Objectifs

L'objectif de cette opération régionale « Train à la mer » est triple :

- développer un tourisme familial et social de week-ends en offrant la possibilité aux familles picardes de se rendre à la mer à moindre frais,
  - faire découvrir le littoral picard,
  - inciter le plus grand nombre à emprunter les transports collectifs. Du 2 juillet au 28 août, les voyageurs embarqueront pour la côte picarde avec des tarifications spéciales mises en place par la Région Picardie. L'offre est valable les samedis, dimanches et fêtes. Le principe est le suivant : l'aller-retour dans la journée avec le « Picardie Pass'Evasion » permet aux Picards et aux Parisiens de bénéficier de 50 % de réduction pour les adultes, d'un forfait de 5 euros pour les enfants de 4 à 12 ans et de la gratuité pour les moins de 4 ans, au départ de toutes les gares de Picardie et de Paris-Nord. Budgets et ressources humaines requises
- En 2009, 1121 personnes accompagnées par 18 structures relais ont pu bénéficier de l'opération pour un budget global de 85000€ (il était de 35000 € en 2008) représentant une contribution moyenne de 63 € par bénéficiaire.

Contact

Romy Goncalves - Service Tourisme  
Chargé de mission tourisme social  
Conseil Régional de Picardie  
11 Mail Albert 1er – 80000 Amiens  
03.22.97.29.73 - rgoncalves@cr-picardie.fr

### ■ Ville de Le Séquestre

Place Jule-Ferry  
81990 Le Séquestre

### **Responsabilités sociales**

Les séquestrois associés à la construction d'un quartier écologique au moindre coût public et privé.

Appropriation du Projet :

Doubler le nombre d'habitants du village, avec la création d'environ 600 logements, est une réelle rupture dans l'histoire du Séquestre. Aussi la population a-t-elle participé à son écriture.

Dès 2002, des comités consultatifs d'habitants ont été associés à la réflexion sur l'avenir du village.

En 2005, ces comités sont passés de 2 (PLU urbanisme et intercommunalité) à 5 à l'occasion de la mise en place de l'Agenda 21, puis à son suivi : urbanisme et développement, environnement, vie sociale, jeunesse et sport, politique globale.

En 2008, cette participation a pris la forme d'un Conseil Économique, Social et Environnemental, dont aucun élu ne peut être membre, même s'ils restent à la disposition du CESE, ainsi que les agents de la commune, pour apporter toute information utile à la réflexion. Un rapport annuel est présenté au conseil municipal.

Parallèlement, l'ensemble de la population a été consulté à plusieurs reprises :

- Élaboration de l'Agenda 21,
- PLU,
- Hiérarchisation des cibles environnementales du quartier (initialement HQE)...
- Enquêtes thématiques

### ■ Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Hôtel du Département  
Esplanade Jean Moulin  
93006 Bobigny

### **Promotion de l'autonomie des personnes grâce à des projets culturels expérimentaux en Seine-Saint-Denis**

Le Département de la Seine-Saint-Denis considère que la culture et l'art peuvent aider l'insertion d'habitants en difficulté, usagers des services sociaux. Il a mené cinq projets expérimentaux dans des circonscriptions lo-

cales d'action sociale, chacune ayant abouti à un événement culturel courant 2011 :

Drancy: Le Département, un groupe d'usagers du service, un écrivain et un urbaniste, à l'occasion d'une représentation, ont inscrit dans l'espace urbain des écrits de fiction constitués à partir de personnages inventés par les participants reprenant à leur compte le lieu de vie dans lequel ils se déploient.

Tremblay-en-France: Le Département, un groupe d'usagers du service et la compagnie Créatures ont exploré l'univers de la marionnette, pour favoriser l'imaginaire des participants et les inviter à se réapproprier leur territoire de vie, lors de représentations publiques dans la ville et en province.

Noisy-le-Grand: Le Département, un groupe d'usagers du service et une réalisatrice de cinéma documentaire ont exploré de manière ludique et inventive, les notions d'argent et de richesse. Ces réflexions ont été restituées dans un corpus de textes et de témoignages des participants qui vont donner matière à la réalisation d'un court-métrage.

Clichy-sous-Bois: Le Département, un groupe d'usagers du service et un ensemble vocal baroque, ont développé le concept de « slam baroque », accompagnés d'instrumentistes et d'une danseuse. Une représentation a été donnée à « L'espace 93 ».

Le service d'accueil de jour Du Breuil à Bondy (Aide Sociale à l'Enfance): L'équipe de la structure, les familles, un plasticien performeur et un musicien ont mené des ateliers de lecture-enregistrement et création sonore avec les parents et les enfants, en écho avec les missions de soutien à la parentalité de cette structure de l'ASE.

20 travailleurs sociaux s'investissent dans ce projet.

#### ■ Ville de Saint-Denis

2 place Victor-Hugo  
93200 Saint-Denis

### **Projet de relogement et d'accompagnement de familles en situation de grande précarité au moyen d'une fabrique de logements modulaires les associant au travers d'un chantier d'insertion**

En lien avec la CA Plaine commune, la Ville de Saint-Denis répond à des situations d'extrême précarité sociale par ce projet de logements passerelles, bâtis avec des familles roms au travers d'un chantier d'insertion valorisant leurs savoir-faire.

Les objectifs sont de favoriser une démarche pérenne de co-construction, d'insertion et d'autonomie, proposant une alternative concrète aux évictions et à l'errance.

Ce travail collaboratif allie l'insertion par l'accès à un logement décent à celle par l'emploi dans le secteur de la construction.

Le projet est élaboré avec les familles, leurs soutiens associatifs et tous les échelons institutionnels.. Ces constructions modulaires en bois portent des exigences écologiques. L'élaboration du projet a déjà permis le suivi de la scolarisation des enfants et l'amélioration des conditions sanitaires et de l'accès aux soins des familles.

## Entreprise

### ■ ERDF Territoire de Pays de l'Ain Bourg en Bresse

3 avenue Pablo-Picasso  
01000 Bourg En Bresse

### **Coup de pouce à nos salariés dans leurs démarches personnelles Développement Durable**

L'opération conduite sur le Territoire de Pays de l'Ain Bourg en Bresse a consisté à lancer une enquête auprès des agents du Territoire pour connaître leur implication dans le domaine du DD. Cette enquête a permis de retenir 2 actions :

Une première action de soutien à une association pour apporter une aide matérielle adaptée aux handicaps d'Angéline, fillette de 11 ans atteinte d'une maladie génétique rare.

Le soutien à cette association va se mettre en place en juillet 2011 au travers d'une collecte permanente de bouchons plastique sur l'ensemble de nos sites.

Une deuxième action de soutien à l'association « Bresse Ivoire » pour venir en aide à la population de COTE D'IVOIRE, en participant au développement éducatif, médical, sanitaire, alimentaire, culturel et économique dans les zones défavorisées afin de lutter contre la pauvreté.

Le soutien d'ERDF va consister à organiser 2 fois par an une collecte de livres auprès de son personnel. Collecte à l'automne 2011.

### ■ Société BOSCH (France) SAS

BP 3212 Onet le Château  
12032 Rodez Cedex 9

### **Santé au travail : lutte contre l'alcoolisme et don du sang**

Lutte contre l'alcoolisme :

Depuis 2007, une commission du site travaille sur les problèmes d'alcool : clarification des procédures pour les managers, prévention collective, formation de l'encadrement à cette problématique. Cela a été mené en lien étroit avec le CHSCT du site.

Partenariat avec l'EFS :

Depuis 2009, nous organisons 1 à 2 journées par an de don du sang sur notre site, permettant ainsi d'obtenir 90 dons du sang par journée.

### ■ EDF Direction Commerciale Clients Particuliers Est

EDF DCCP Est  
40, avenue Françoise-Giroud  
BP 81253  
21012 DIJON Cedex

#### **Bien-être au travail des personnes à mobilité réduite**

EDF équipe le Centre de Relations Clients de Mulhouse de deux fauteuils roulants « high tech ».

Se tenir debout est d'une grande banalité pour beaucoup d'entre nous. Mais quand on est handicapé en fauteuil roulant, c'est une utopie. Eh bien non, c'est maintenant possible, grâce à EDF, pour Virginie Rapin et Mohamed Dafij, conseillers clients au Centre de Relations Clients Bleu Ciel d'EDF à Mulhouse!

La technologie actuelle a évolué et permet aujourd'hui à des personnes en situation de handicap de se redresser. Avec le fauteuil verticalisateur électrique à multi-positionnement fabriqué par la Société CREE, ils peuvent passer de la position assise à la position verticale en toute sécurité et avec un maximum de confort. Grâce à un réglage précis et sur mesure, le positionnement de la personne est parfait. Les déplacements à l'intérieur comme à l'extérieur, dans toutes les positions de siège (assises, assises surélevées et verticales) sont simplifiés, les surfaces en hauteur deviennent enfin accessibles. De plus, la verticalisation a une action bénéfique sur la santé en stimulant la circulation sanguine, réduisant les contractures et l'ankylose...

Pratique pour effectuer des gestes du quotidien: attraper un dossier sur une armoire, faire une présentation debout devant des collègues, échanger une poignée de main d'égal à égal!

Le Groupe met un point d'honneur à offrir une qualité invariable de service à l'ensemble de ses clients, sans discrimination, au travers d'un dispositif de contact multicanal, prenant

en compte les habitudes et les modes de vie ainsi que l'ensemble des réalités auxquelles sont confrontés les publics.

Pour ses salariés, la démarche d'EDF se traduit aussi bien par le dialogue permanent entretenu avec les partenaires sociaux internes à l'entreprise en vue de favoriser la qualité de vie au travail que par le déploiement de programmes d'insertion pour permettre à des personnes en situation d'exclusion de trouver ou de recouvrer une stabilité professionnelle.

### ■ EDF Direction Commerciale Clients Particuliers Est

EDF DCCP Est  
40, avenue Françoise-Giroud  
BP 81253  
21012 DIJON Cedex

#### **Le Kit Énergie Solidarité d'EDF dans l'Est**

Le Kit Énergie Solidarité permet à des familles de bénéficier pendant un an d'un accompagnement mensuel, de conseils pour adopter, au quotidien, des gestes simples pour réaliser des économies d'énergie.

Afin de soutenir l'engagement des familles dans la maîtrise de leurs consommations d'énergie, cette démarche permet à chacune de disposer d'un accompagnateur à ses côtés. L'accompagnateur les rencontre une fois par mois pour leur donner des conseils très pratiques et adaptés à leurs besoins et relever les compteurs. Ces rencontres sont aussi l'occasion d'échanger sur la mise en œuvre des préconisations et permettent d'analyser le bilan des consommations d'énergie du mois écoulé. Par ailleurs, ces familles bénéficient gratuitement du service « Suivi Conso » d'EDF (qui est une aide au suivi des consommations et du budget électricité d'un ménage).

Les familles reçoivent également des appareils permettant de faire des économies d'énergie: ampoules basse consommation classe A (qui durent 8 fois plus longtemps et consomment

5 fois moins pour le même service rendu), coupe-veille automatique (24 h de veille d'une TV correspondent à 6h regardées), thermostat d'ambiance pour ne pas dépasser 19° dans les pièces (1° de moins = 7 % d'économie sur la facture), réducteurs de débit d'eau (évier et douche), un mousseur pour réduire la consommation d'eau...

Le maître mot de cette action est de faire en sorte que chaque kWh consommé soit un kWh 100 % utile en terme de service rendu et de confort produit.

Cet accompagnement sur une année, véritable apprentissage des gestes éco-efficaces au quotidien, s'adresse à des familles choisies par les acteurs sociaux et volontaires pour s'inscrire dans ce dispositif. Le gain attendu est de l'ordre de 70 à 100 € par an

### ■ ERDF

ERDF Sud Ouest  
54 Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

#### **ERDF, l'ER2C Midi-Pyrénées et L'Académie Christophe TIOZZO Toulouse mobilisés pour l'insertion des jeunes**

Depuis 2006, ERDF est engagé aux côtés de l'École Régionale de la Deuxième Chance Midi-Pyrénées (ER2C) pour proposer à des jeunes en difficulté, d'accéder à l'apprentissage et à l'emploi. Dix-huit élèves dont neuf jeunes filles sont entrés dans le dispositif. Trois ont obtenu le Bac Pro et deux ont été embauchés à ERDF. Actuellement, douze élèves sont en parcours de formation et six d'entre eux se présentent cette année au baccalauréat. Depuis décembre 2010, ce partenariat s'est enrichi de l'arrivée de L'Académie Christophe Tiozzo Toulouse. Cette ouverture marque la volonté de repérer de nouveaux jeunes en difficulté, intéressés pour s'impliquer à ERDF, à travers le vecteur du sport.



## ■ ERDF

ERDF Sud Ouest  
54, Boulevard de l'Embouchure  
31021 Toulouse

### **Embellissement de l'espace public et soutien à l'insertion emploi**

La qualité du cadre de vie est un enjeu majeur qui englobe l'amélioration de l'espace public dans les villes. En ce sens, ERDF et la mairie de Toulouse ont noué en décembre 2010 un partenariat avec l'entreprise d'insertion ENVOI qui vise à identifier sur le domaine public, les coffrets électriques qui nécessitent réparation. Cette démarche innovante contribue ainsi à l'embellissement de l'espace public au service des habitants tout en favorisant l'emploi des publics en insertion par l'activité économique.

## ■ Freescale

134 avenue du Général-Eisenhower  
BP 72329  
31023 Toulouse Cedex 1

### **7 programmes pour une implication citoyenne active de Freescale en Midi-Pyrénées**

Freescale Semiconducteurs Toulouse mène depuis plus de 20 ans une politique citoyenne active et concrète. Soutenus par la Direction, les employés s'impliquent à travers 7 programmes :

- École régionale de la 2<sup>e</sup> Chance
- Association Toulouse Ouest Partenaires
- Actions auprès des personnes handicapées
- Partenariats avec des associations d'aide aux personnes en difficulté
- Soutien aux associations caritatives
- Soutien à la Fondation La Dépêche du Midi
- exposition pédagogique sur la puce électronique en Midi-Pyrénées.

## ■ EDF

4 rue Claude-Marie-Perroud  
ACI B001 -WP  
31096 Toulouse Cedex 1

### **EDF et l'École de la 2e chance : mieux accompagner les jeunes vers l'emploi**

L'École de la 2e chance « Trait d'Union » est un dispositif d'insertion professionnelle et sociale. Il s'agit de proposer, à des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle, dans le cadre du respect des engagements du groupe EDF pour la formation des jeunes par l'alternance, une expérience de professionnalisation.

Dans ce cadre le Centre de Relation Client EDF de Cenon accueille pour la 2e année consécutive 12 jeunes « Trait d'Union » sur une période de 12 mois. Il s'agit ainsi de leur proposer une expérience professionnelle significative sur un métier porteur, avec une formation de « Conseiller-Clientèle » réalisée à distance (homologué par le Ministère du Travail) et une préparation à la recherche d'emploi.

## ■ EDF

4 rue Claude-Marie-Perroud  
ACI B001 -WP  
31096 Toulouse Cedex 1

### **Point d'Information Médiation Multi-Services (PIMMS) de Cenon**

EDF, aux côtés de la Ville de Cenon, et de 3 autres partenaires (la SNCF, la Poste et Kéolis), a ouvert le 1er PIMMS de la région Sud-Ouest. Cet espace propose en un lieu unique, un accès direct et gratuit à plusieurs services dans les domaines de l'énergie, du courrier, de l'accès à internet, du transport urbain ou ferroviaire, des services financiers, sociaux, en lien avec l'emploi, la formation, les services à la personne, le logement etc.... Ce PIMMS témoigne de la volonté d'EDF de renforcer la proximité de sa relation avec les clients vulnérables.

## ■ EDF

4 rue Claude-Marie-Perroud  
ACI B001 -WP  
31096 Toulouse Cedex 1

### **EDF et Unis-Cité pour le Programme MediaTerre**

EDF s'engage aux côtés de l'association Unis-Cité dans le cadre du programme MédiaTerre pour proposer à des jeunes en service civil de mener des projets éco-citoyens en allant notamment à la rencontre des résidents de quartiers populaires pour les aider à modifier leurs comportements en matière de consommation d'eau ou d'énergie ou encore de tri des déchets. En Midi-Pyrénées, 24 jeunes « MédiaTerre », ont été formés par l'équipe Solidarité de la Direction Commerciale Particuliers et Professionnels EDF Sud-Ouest pour aller à la rencontre de 100 familles de la région en 2011.

## ■ La Maison de l'Initiative

14 rue Jules-Amilhau - Appt-239  
31100 Toulouse

### **Articulation des temps de vie, gage de réussite de la création d'activités par les femmes**

La Maison de l'Initiative, entreprise coopérative, développe une expertise d'accompagnement de femmes dans la création de leur entreprise depuis + de 15 ans ;

Cette expertise s'appuie sur le principe que la prise en compte des différents temps de vie est incontournable pour réussir un parcours d'insertion professionnelle, et ceci particulièrement pour les femmes.

Les femmes, sur les territoires sont porteuses d'initiatives économiques, sociales et savent plus que tous, mailler l'intérêt commun au service de leur environnement.

Cette réflexion s'est confrontée à celles d'autres organismes chargés d'accompagnement de projets de femmes dans le cadre d'un

programme européen EQUAL « FELICIE » (FSE et collectivités territoriales).

Ce programme a permis de concevoir et d'expérimenter une méthodologie d'accompagnement intégrant l'articulation des temps de vie. Cette recherche-action n'a pu faire l'impasse d'une approche d'égalité entre les hommes et les femmes et de leur position tant dans la sphère publique (professionnel) que dans la sphère privée (personnel et familial).

De ce programme ont été créés des méthodes d'accompagnement et des outils transférables.

Plusieurs transferts de compétences et formation sont réalisés par la Maison de l'Initiative :

- partenaires professionnels en milieu carcéral,
- intervenants en milieu associatif pour l'accompagnement de leur public,
- professionnels de la création d'entreprise.
- etc.

#### ■ SHEM

1, rue Louis-Renault, BP 13383  
31133 Balma Cedex

#### **Quand la SHEM refuse l'exclusion**

La SHEM (Société HydroElectrique du Midi) a souhaité s'engager encore plus loin en s'associant à la fondation FACE (Agir contre l'exclusion). Ces dernières années, elle a participé activement à plusieurs actions sur la métropole toulousaine.

En 2009 et 2010, le projet Graine d'entreprise a permis à une classe de 3<sup>e</sup> orientation du lycée du Mirail de mieux comprendre les mécanismes présidant l'entreprise. Le concept est simple: les élèves choisissent un produit à fabriquer et à commercialiser, réalisent l'étude de marché... jusqu'à la rémunération des actionnaires. Pour y arriver, les intervenants de la SHEM (qu'ils soient Directeur financier, Directeur des ressources humaines, Directeur de la production, Responsable des achats...) ont exposé les contours de leurs

métiers chaque jeudi après midi du premier semestre. Le choix des élèves s'est porté sur la commercialisation d'un tee-shirt floqué au travers de l'entreprise virtuelle « sur son 31 ». Après négociation auprès du service achat de la SHEM, les élèves ont réussi à vendre près de 300 tee-shirts!

En 2011, la SHEM a proposé un accompagnement en entreprise à des candidats en recherche d'emploi issus de zones sensibles de l'agglomération toulousaine, une opération intitulée « Job Academy ». Le but de cette démarche est d'apporter aux jobbers un regard professionnel sur leurs pratiques de recherches d'emplois par des cas pratiques tels que la simulation d'entretien d'embauche. Quinze personnes bénéficient du programme. La philosophie de la SHEM en matière d'emploi et d'insertion s'est vue honorée par la remise du trophée de « l'entreprise la plus impliquée » le 7 juin dernier par FACE – Agir contre l'exclusion. Une fierté pour tous les agents de la SHEM!

#### ■ ERDF

Direction des Opérations Méditerranée  
6, Allées Turcat Mery  
13268 Marseille Cedex 08

#### **Ville de Montpellier, ERDF et l'Association Le Passe-Muraille organisent des chantiers de réinsertion de jeunes**

Le partenariat Ville de Montpellier, ERDF et l'association Le Passe Muraille mobilise chacun des partenaires autour d'une action citoyenne, renforçant le lien social. Co-financé à hauteur de 60 000 €/an par ERDF, le projet a consisté à faire rénover, par des jeunes de quartiers sensibles, les transformateurs électriques tagués, en y associant des ateliers éducatifs tels que des simulations d'entretien d'embauche ou encore des ateliers de prévention aux addictions.

L'objectif est de favoriser l'insertion de ces jeunes adultes en difficultés dans le monde professionnel par :

- Acquisition d'un savoir faire métier (peinture, initiation fresques - Sensibilisation à la problématique des dégradations de mobilier Urbain - permettre l'accès à l'autonomie et a un emploi par la promotion de la mobilité l'aide au passage du permis de conduire

#### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### **ERDF Vosges cède des véhicules pour aider les personnes en insertion**

ERDF aide à la création d'un chantier d'insertion ayant pour but la formation aux métiers de la mécanique et la mobilité dans les communes rurales.

L'objectif de la structure est d'aider les personnes en insertion à obtenir un diplôme de CAP Mécanique en travaillant sur différents véhicules. Une partie des véhicules ainsi rénovés est vendue, les autres sont loués sous prescription des assistantes sociales aux personnes à minima sociaux pour les aider dans leur recherche d'emploi ou se rendre sur le lieu de travail.

ERDF Vosges cède ces véhicules (4 en 2011) à cette structure afin qu'ils servent d'outil de formation et a financé partiellement la création d'un site internet.

#### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### **Le PIMMS du Grand Longwy**

Les Points d'Information Médiation Multi-Services (PIMMS) poursuivent un double objectif: faciliter l'accès aux services publics aux personnes qui éprouvent des difficultés et favoriser l'accès à la vie professionnelle de personnes peu qualifiées.

Le PIMMS du Grand Longwy a été créé en juillet 2010 par la volonté politique de la ville de Longwy, de l'État, du Conseil Général, d'entreprises publiques ou délégataires de service public et d'associations.

Reconnaissant l'intérêt de son rôle en matière de médiation sociale et d'information, ERDF souhaite accompagner l'ancrage local du PIMMS du Grand Longwy

Ses finalités sont :

- favoriser l'accès aux services publics
- améliorer la vie quotidienne des populations
- accompagner les salariés du PIMMS dans leurs projets professionnels. Pour cela, ERDF a mis en place des modules de formation portant sur la connaissance ; du marché de l'électricité, les missions d'ERDF...

#### ■ ERDF Direction des Opération Est

9 allée de Longchamp  
54600 Villers-Lès-Nancy

#### **Un chantier éducatif dans les Vosges pas comme les autres**

ERDF s'investit dans les chantiers d'insertion et site la « Charte pour la diversité ». Cette Charte a été signée par le Ministre Délégué à la Promotion de l'Égalité des Chances, du Député maire de la ville d'Épinal et le Directeur Territorial ERDF Vosges.

Les chantiers sont composés de 50 % d'enfants d'agents et 50 % de jeunes issus des quartiers prioritaires. Les travaux s'effectuent dans les locaux d'ERDF (peinture, tri sélectif...). L'encadrement du chantier est fait par une personne en insertion qui se forme, ainsi, à l'encadrement d'équipe.

Quatre chantiers ont été réalisés depuis avril 2010 pour un ensemble de 24 jeunes. Deux autres chantiers sont planifiés à ce jour.

Une forte amélioration des comportements a été relevée par les éducateurs.

#### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam  
CS 60007  
Tour Lille Europe  
59777 Euraille

#### **Handicap : une chance pour l'entreprise**

ERDF Manche Mer du Nord met en place une multitude d'initiatives pour intégrer les personnes handicapées dans l'entreprise et la société. En matière de recrutement, une convention signée avec des experts du handicap permet de répondre aux objectifs de recrutement et de développer un réseau de partenariat sur l'ensemble du territoire avec les professionnels du handicap.

L'entreprise a signé 3 conventions avec des ESAT pour former 21 personnes handicapées en lien avec des projets d'entreprise : numérisation de documents, code de la route, nettoyage de vêtements. L'entreprise concourt à leur qualification (passage de diplômes) et à leur autonomie (passage éventuel du permis de conduire).

En 2010, ERDF a engagé l'achat de 6 M€ de prestations auprès du secteur protégé.

#### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam  
CS 60007  
59777 Euraille

#### **Des femmes dans les métiers techniques, oui !**

ERDF MMN est engagée pour l'égalité professionnelle et notamment la féminisation des métiers techniques. Des journées « Réseau femmes dans les métiers techniques » leur permettent de se rencontrer et traiter ensemble différents thèmes. Elles peuvent aussi échanger sur une base informatique créée spécifiquement. De plus, pour permettre à des jeunes femmes de découvrir des métiers techniques, 33 mairaines s'engagent dans l'entre-

prise pour accueillir des jeunes femmes. Cet accueil se fait dans le cadre de conventions spécifiques avec 3 missions locales. Un kit d'information pour des stagiaires femmes en métier technique a été élaboré.

Enfin, l'accès à l'entreprise et ses métiers est stimulé par des partenariats avec les professionnels de l'emploi (missions locales, ANPE) qui multiplient des sources de recrutement et augmentent la promotion et la visibilité des postes ouverts techniques. Des accueils et immersions permettent de lever les appréhensions éventuelles face à des métiers traditionnellement masculins. Des découvertes des métiers sont organisées pour donner envie aux femmes de se tourner vers eux et d'y envisager une carrière.

#### ■ ERDF

20-22 allée Evariste-Galois  
63170 Aubière

#### **Orientation Jeunes**

D'un côté, des jeunes qui galèrent pour trouver du travail, de l'autre, une entreprise, ERDF, qui ne parvient pas à trouver le personnel qualifié qui lui manque. Le fossé se devait d'être comblé. ERDF a donc réuni le GRETA d'Indre-et-Loire, le lycée Henri Becquerel, le lycée Grandmont, et l'école de la deuxième chance de Tours pour créer ensemble une classe de CAP Préparation et Réalisation des Ouvrages Électriques. En quelques mois seulement, grâce à une formidable synergie, dix jeunes intégraient cette toute nouvelle formation en alternance. Quatre d'entre eux ont été embauchés par ERDF et trois autres ont décidé de pousser jusqu'au Bac Pro. En 2011 l'aventure se poursuit.

Le nombre d'alternants à ERDF est en constante progression : plus de 1500 à fin 2010.

### ■ ERDF Rhône-Alpes Bourgogne

288 rue Duguesclin  
69003 Lyon

#### **Le nouveau compteur communicant Linky acteur du Développement Durable**

Dans le cadre du projet de déploiement de Linky :

Le recyclage des 180000 compteurs électriques, remplacés par des compteurs Linky, est confié à des prestataires avec un cahier des charges qui leur impose de faire appel à du personnel de réinsertion ou de secteur protégé. Des ambassadeurs Linky ont été mis en place avec le PIMM'S de Lyon (Points d'information et Médiation Multi-services) pour le déploiement dans les quartiers sensibles en accompagnement de l'entreprise de pause. Les 30 personnes du PIMM'S ont été formés au nouveau compteur et en plus de l'accompagnement lors de la pause organisent des réunions d'information dans les quartiers

### ■ ERDF Ile de France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

#### **Création d'une classe « passerelle » sur le métier de technicien d'intervention clientèle ERDF Ile-de-France**

Il s'agit d'une formation destinée à des personnes en recherche d'emploi qui permet, à partir d'aptitudes et de capacités prouvées, d'adapter leur profil aux compétences exigées dans le métier d'intervention clientèle à ERDF. Cette action est possible par la construction d'un partenariat avec un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi et l'engagement financier du Fond Social Européen via le Conseil Régional d'Ile-de-France.

L'objectif final est le recrutement par ERDF Ile-de-France de 70 % des personnes qui auront obtenu le Certificat de Compétence Profes-

sionnelle (CCP) reconnu par le Ministère du travail.

Pour sa première année, 12 personnes, de 19 à 56 ans, ont intégré la classe passerelle. 10 d'entre elles ont obtenu leur CCP. 5 diplômés ont été embauchés immédiatement et 2 le seront dès qu'ils auront obtenu leur permis de conduire.

### ■ ERDF Ile de France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

#### **ERDF, labellisée Association Jeunesse et Entreprises**

ERDF est devenue la 1<sup>re</sup> grande entreprise à obtenir le label AJE (Association Jeunesse et Entreprises) le 31 mai 2011 grâce à son action en faveur de l'insertion des jeunes (stages, « tutorats », visite d'entreprises, participation à des forums, intervention en établissement scolaire sur la découverte des métiers).

AJE est une association d'entreprises. Recon nue d'utilité publique, elle réalise des actions pour rapprocher les jeunes des entreprises et les entreprises des jeunes, avec le relais des enseignants et des parents d'élèves.

Fédératrice, elle mobilise l'ensemble de ses partenaires économiques, éducatifs, institutionnels et associatifs pour renforcer le dialogue et aider les jeunes à appréhender le mieux possible leur avenir en réussissant leur passage de l'école à l'entreprise et à l'emploi. Ces actions pérennes ont trois axes prioritaires : orienter, former et intégrer.

### ■ ERDF Ile de France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

#### **ERDF Paris pour le lien social et l'aide au retour à l'emploi**

Pour aider les personnes en situation de recherche d'emploi et améliorer la qualité de ses prestations aux clients et la gestion de son

patrimoine, ERDF Paris a mis en place deux types de partenariat. Avec la Régie de quartier « Flora Tristan », ERDF distribue des avis de fin d'accès en libre-service. Ces documents donnent aux clients nouvellement installés dans leur logement toute l'information nécessaire pour la mise en service de leur contrat. Parallèlement, ERDF Paris a un partenariat avec une association locale pour vérifier et compléter le recensement des colonnes montantes dans les immeubles parisiens.

### ■ ERDF Ile de France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

#### **Handidéouverte fait découvrir des pratiques sportives accessibles à tous**

Pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, ERDF Val-d'Oise a été partenaire de l'opération Handidéouverte à Cergy (les 27 et 28 mai 2011). Organisées par le comité départemental olympique et sportif (CDOS) et la direction de la cohésion sociale (DCSQ) et animées par des associations du Val-d'Oise, ces 2 journées ont pour objectif de faire découvrir les pratiques sportives accessibles à tous, valides comme handicapés. Plus de 300 enfants du Val-d'Oise ont participé à ces journées.

### ■ ERDF

Tour Winterthur  
102 Terrasse Boildieu  
92085 Paris La Défense Cedex

#### **ERDF : Une action d'intérêt général**

Pour contribuer à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ou en difficulté d'insertion au sein de structures dédiées (ESAT, EA, EI), la Mission Handicap d'ERDF a conclu une convention de coopération avec le Ministère de l'Industrie. Via cette convention et grâce à la filière Ordi 2.0, ERDF crée et sécurise des emplois en milieu solidaire, lutte contre la fracture numérique et

participe à la protection de l'environnement. Une partie des ordinateurs utilisés par ses employés est dirigée vers des établissements du secteur protégé ou de l'insertion pour qu'ils soient rénovés par des personnes handicapées puis, redistribués à des populations éloignées de la société de l'information, ou en difficulté d'accès à l'emploi. Ceux des matériels obsolètes ou défectueux sont démembrés par ces mêmes établissements. Un fonds financier inter-entreprises, créée à cet effet collecte une partie des produits financiers issus de la vente des fractions. Ils sont utilisés au profit de projets en faveur des apprentissages scolaires d'enfants handicapés.

#### ■ ERDF

Tour Winterthur  
102 terrasse Boieldieu  
92085 Paris La Défense

Pour lutter contre la précarité avec les PIMMS Afin d'aider les personnes en situation de précarité dans leurs relations avec les organismes publics et les entreprises, ERDF est à l'origine de la création des Points d'Information de Médiation Multi-Services (PIMMS). ERDF est partenaire avec les collectivités territoriales et d'autres entreprises de ces structures de proximité : 50 PIMMS sur le territoire français et 25 projets de nouvelles implantations. Sur la base d'une convention nationale ERDF-Union Nationale des PIMMS et d'accords locaux, des services de proximité sont assurés par les PIMMS : orientation et accès aux droits en matière d'énergie, prévention d'interruptions d'énergie, prévention d'accidents à proximité des ouvrages de distribution d'électricité...

## Autre

#### ■ QUALIDEV

5-15 Rue Montaret  
03200 Vichy

### **Ateliers Responsabilité Sociétale/ISO 26000**

La Responsabilité Sociétale des Organisation (RSO) est la déclinaison des principes du développement durable à l'échelle des organisations.

Elle signifie essentiellement que les organismes, de leur propre initiative, contribuent à améliorer la société et à protéger l'environnement, en liaison avec les parties prenantes : personnel, clients et fournisseurs, investisseurs véhiculant les attentes de la société civile. Il s'agit alors d'engager une démarche ayant une influence sur les pratiques et les processus mis en œuvre dans des domaines tels que les ressources humaines, les pratiques commerciales, l'impact local...

Plusieurs outils existent pour aider les organismes dans ces démarches. On compte, parmi eux, l'ISO 26000, référentiel, en cours de rédaction qui devrait paraître en 2011.

Nous organisons en Auvergne, avec le partenariat de la Plateforme 21, des Ateliers RS dont le but est de :

- Informer les entreprises/organismes sur le contenu de la norme ISO 26000 et l'évolution des référentiels et pratiques dans ce domaine.
- Partager des expériences et bonnes pratiques
- Présenter des outils d'auto-évaluation de la RS et former à leur utilisation
- Trouver des solutions communes issues de l'expérience des participants
- Réfléchir sur les nouvelles implications techniques, humaines, commerciales, financières
- Identifier/élaborer des méthodes et pratiques pour s'engager concrètement dans la RS

Parmi les thèmes traités lors de ces Ateliers RS on trouve notamment :

- Les droits de l'Homme dans l'entreprise
  - La lutte contre la corruption
  - L'égalité homme/femme
  - La lutte contre les discriminations
  - Les conditions de travail dans l'entreprise
- Aujourd'hui 26 entreprises/organismes participent à ces Ateliers RS.

#### ■ Parc naturel régional des Grands Causses

71 boulevard de l'Ayrolle - B. P. 50126  
12101 Millau Cedex

### **Services à la personne, services d'avenir**

Cette action vise le développement des services à la personne afin de maintenir un lien social de qualité, d'améliorer les conditions de vie tout en créant de l'emploi. Il s'agit ainsi d'anticiper les évolutions démographiques, de diversifier l'offre de services, de renforcer l'attractivité du territoire, de construire un parcours et une offre de formation adéquate, de favoriser les parcours pluriactifs à l'attention des conjointes d'exploitants agricoles ou d'artisans. Se décline ainsi une opération de gestion des prévisionnelles des emplois et compétences.

Pour la réalisation de cette opération, des fonds d'État (ADEC) et de l'Europe (FEADER) ont été mobilisés.

#### ■ Interrégionale POLYGONE

43 route d'Espalion  
12850 Onet Le Château

### **Un réseau social de quartier**

Le projet est un réseau d'animation de quartier et de partage. Il est un outil virtuel facilitant les échanges existants, et permettant la création de nouveaux. Se sentir utile, trouver de nouvelles activités, participer à la vie sociale et être inséré dans des projets de vie qui concernent tous et qui valorisent le talent de

chacun, accueillir et rencontrer de nouvelles personnes près de chez soi... autant de facteurs qui participent au bien-être dans son quartier. Cet outil est basé sur l'intégration et la participation de tous selon son temps, ses moyens, son savoir faire. Il permet de lutter contre l'isolement.

Le projet a pour finalité de constituer des réseaux de voisinage autour d'échanges de services au quotidien (covoiturage...), de mutualisation de ressources et rencontres informelles (troc, échange...), d'activités partagées (jardins solidaires...).

#### ■ BESCB

23 rue d'Orléans  
31000 Toulouse

### ***Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie, un dispositif pour réduire la précarité énergétique***

En France, plus de trois millions de français ont froid l'hiver, 500 000 bénéficient d'un Tarif de Première Nécessité pour l'électricité et le gaz, et 300 000 du Fonds de Solidarité pour le Logement au titre des charges d'énergie. De l'ordre de 150 millions d'euros sont dépensés annuellement par les services sociaux pour aider les familles à payer leurs factures d'énergie. Les ménages concernés sont pris dans « un cercle vicieux ». Dans l'impossibilité de choisir un logement performant ou de financer des travaux pour maîtriser leurs consommations d'énergie, ils voient s'alourdir les dépenses et s'aggraver leur insolvabilité. D'où des modes de chauffage insuffisants ou précaires, sources de dégradation du logement, d'insalubrité et d'insécurité pour ses occupants.

La précarité énergétique renvoie à des situations complexes de pauvreté, combinées à un logement mal isolé et mal chauffé. Inconfort thermique, insalubrité, insécurité, problèmes de santé, impayés d'énergie, désocialisation... en sont les principales conséquences. Une

analyse sociotechnique comparée de cinq dispositifs de réduction de la précarité énergétique (Haute-Savoie, Gers, Tarn, Québec et Guyane) a montré que les dispositifs communément mis en œuvre restent relativement impuissants pour résorber ce phénomène. Des solutions existent, mais elles supposent de modifier les prises en charge « au cas par cas » par une intervention « de masse » qui revêt un caractère inhabituel et innovant dans l'action sociale.

La plupart des dispositifs relèvent d'une approche curative et spécialisée, soit en termes d'aide à la personne attribuée, sans prendre en compte la qualité énergétique des logements, soit par des aides à la pierre ou aux travaux sans prise en compte de la situation des occupants. Face à la précarité énergétique, les travailleurs sociaux de terrain se sentent démunis, sans disposer des leviers d'action pour traiter les situations. Ce sentiment d'impuissance est renforcé par le manque de compétences techniques, par la multiplication des tâches, par l'arrivée de nouveaux publics non « clients » de l'action sociale et par la lourdeur des procédures d'intervention.

L'enjeu est de construire des programmes d'action et des outils pour appréhender et traiter de manière globale les situations. L'étude comparative nous a amenés à concevoir un dispositif d'intervention innovant, actuellement en expérimentation dans le département du Gers : un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME) qui repose sur les quatre principes suivants :

1. Pragmatisme et faisabilité, avec une organisation proactive capable de prévenir, d'anticiper et de traiter rapidement les situations. Il ne s'agit pas de traiter le bâti, régler les problèmes financiers, assister les ménages ou se substituer aux obligations des bailleurs défaillants, mais d'améliorer le confort, de rendre le logement plus sain et d'améliorer les conditions de vie.

2. S'affranchir des définitions a priori de la précarité énergétique. Les situations sociales renvoient à des équilibres « instables » et complexes, difficilement réductibles à une définition stricte. Une approche ouverte laisse la possibilité de prendre en compte toutes les situations de « mal-être habitational » et d'orienter ou non vers une prise en charge spécialisée, à partir d'un diagnostic sociotechnique de la situation.

3. Découpler l'intervention sociotechnique du cadre de l'action sociale pour éviter d'assimiler les problèmes énergétiques à des problèmes sociaux, de restreindre le champ d'identification et de signalement, d'en faire une nouvelle attribution du travail social déjà largement saturé, d'introduire des effets de stigmatisation et de laisser en marge les plus réfractaires au travail social.

4. Un dispositif de réduction de la précarité énergétique articulant trois niveaux d'intervention :

a) Un niveau « micro », par une Équipe Légère d'Intervention Rapide, conseillers en maîtrise de l'énergie qui orientent, préconisent des astuces et installent de petits équipements qui procurent d'emblée une amélioration du confort. Ils favorisent la compréhension et la prise de conscience par les ménages de l'impact des gestes quotidiens et des différents équipements sur les consommations d'énergie.

b) Un niveau « méso » pour un traitement à moyen terme (petits travaux), par un Socio Technicien Spécialisé, des problèmes rencontrés par les ménages.

c) Un niveau « macro » renvoyant aux dispositifs et aux programmes d'action classiques pour un traitement de fond des situations sociales et du bâti.

## ■ LA POSTE

Délégation Régionale du groupe La Poste en Midi-Pyrénées  
5 rue Camichel - BP50215  
31002 Toulouse Cedex 6

### **Actions de lutte contre les exclusions**

Partenaire d'un club d'entreprises : FACE (fondation agir contre l'exclusion), avec plus de 150 entreprises nous menons des actions de lutte contre les exclusions. Des collaborateurs de chacune d'elles interviennent dans les établissements scolaires de quartiers prioritaires pour faire connaître le milieu de l'entreprise à ces jeunes. Nous parrainons des personnes éloignées de l'emploi depuis plus de 6 mois.

## ■ Fédération Régionale des Coopératives Agricoles d'Aquitaine

Europarc - 3 avenue Léonard-de-Vinci  
33608 Pessac Cedex

### **Entreprises 3D: Rédaction d'une charte éthique et sociale pour la qualité de vie au travail**

Les entreprises 3D Destination Développement Durable® se saisissent du pilier « Social » du développement durable/

Début 2010, les entreprises 3D décident de s'engager sur le pilier « Social » du développement durable et rédigent ensemble la charte éthique et sociale du Collectif 3D lors de deux ateliers de travail. Cette charte se compose de huit grandes valeurs (\*) à partir desquelles sont définis des engagements réciproques concrets entre la Direction et les salariés de l'entreprise. L'objectif étant d'avoir un outil performant pour garantir une bonne qualité de vie au travail, pour l'évaluer et l'améliorer continuellement. La seconde étape de ce projet consiste à décliner la charte, entreprise par entreprise, afin de coller au mieux au contexte de l'entreprise, à ses caractéristiques propres, à l'état d'avancement de sa démarche déve-

loppement durable..., afin que la Direction et tous les salariés se l'approprient vraiment.

/ Unidor et Tutiac, deux entreprises socialement innovantes/

Deux entreprises pilotes, Unidor et Vignerons de Tutiac, ont expérimenté la déclinaison de la charte. Chacune a constitué un groupe de travail associant les salariés et la Direction. Grâce au soutien financier du FACT (Fonds pour l'Amélioration des Conditions de Travail), elles ont été accompagnées par un consultant pour la rédaction de leur charte (signée officiellement par la direction et les représentants du personnel en avril dernier).

(\*) Valeurs de la Charte éthique et sociale 3D : Respecter les femmes et hommes de l'entreprise/Reconnaître les mérites/Garantir l'Égalité des chances/Développer les compétences/Améliorer la qualité de vie au travail/Concilier travail et vie personnelle/Réussir le dialogue social/Pratiquer l'éthique dans les relations avec les tiers.

## ■ Université Montpellier 2

UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 Sciences et Techniques - Place Eugène-Bataillon - 34095 Montpellier Cedex 5 - France

### **UniverlaCité: faire vivre l'Université dans les quartiers dits prioritaires**

UniverlaCité est un projet issu de l'Agenda 21 de l'Université Montpellier 2 dont l'ambition initiale est de faire vivre l'Université dans les quartiers dits prioritaires.

Ce dispositif doit permettre la mise en place de plateformes de coopération entre l'Université, les institutions et les associations, en passant si nécessaire par les différents réseaux des partenaires du secteur privé.

Moyens

Les étudiants volontaires deviennent de par leur engagement les ambassadeurs de l'Université.

Ils développent des actions à caractère scientifique et/ou Développement Durable vers un public d'âge scolaire :

o dans des écoles ou collèges de quartiers sensibles de Montpellier,

o dans des dispositifs périscolaires (accompagnement à la scolarité, centres de loisirs...)

Actions

\* Elles s'inscrivent dans des propositions de la Fac de Sciences et répondent à des demandes d'accompagnement scientifique d'enseignants

Exemples d'actions :

Type 1 : Ateliers naturalistes (Ec. primaire J. Delteil, Mtp), Mare pédagogique, Abeille sentinelle de l'environnement...

Type 2 : Finaliser un travail d'observation du milieu marin par la réalisation d'un aquarium marin (2 écoles)

À partir de l'étude des propriétés de l'eau et de l'air, réaliser la fabrication d'un voilier (1 CE2)

Des fusées à eau en CE2 (2 classes)

Autres projets DD et jardins

Résultats (en 2010)

- 19 activités scientifiques développées avec les collèges, écoles et partenariats
- 14 sorties de découverte scientifiques
- 647 participations d'élèves aux activités scientifiques d'Univerlacité
- 13 établissements scolaires ont participé aux activités d'Univerlacité.

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Coopération, jumelage, échanges,  
entraide internationale, partage des cultures

## Association

### ■ MAMA AFRICA

L'aubracienne  
ALCORN - LAGUIOLE  
12210 Laguiole

### *Entraide dans le développement durable au Sénégal*

Création de facteurs de ressources, en tenant comptes de réalités du pays concerné, de la demande des habitants et de la préservation de la planète.

Travail avec les écoles, les personnes faisant de l'agriculture afin d'avoir une conscience du projet qui doit être pour le long terme, Éducation sur les ressources et en particulier les sols et l'eau

Échange entre les écoles en France et au Sénégal afin de créer une synergie de coopération dans les âges de l'apprentissage à la vie.

### ■ Mille et Une Couleurs

8 rue des Pas-Sages, appt 6  
31320 Péchabou

### *Rencontres itinérantes parents/enfants/artistes*

Rencontres itinérantes entre des parents, de jeunes enfants et des artistes des arts plastiques et du spectacle vivant (marionnettiste, chanteuse, percussionniste) sur des quartiers et des villages.

### ■ GREF (Groupement des Retraités Éducateurs sans Frontières)

Mairie d'Escalquens  
31750 Escalquens

### *Appui aux demandeurs d'asile et sensibilisation à la solidarité internationale*

Cette action du GREF Midi Pyrénées a pour objectif d'aider aux échanges interculturels et de favoriser le développement durable par la communication entre cultures : deux actions « ici » illustrent cette volonté :

- d'une part : la mise en œuvre d'un projet de partenariat entre le GREF Midi-Pyrénées, Sicoval « sans frontières » de la Communauté d'Agglomération du Sud-est toulousain et les enseignants des établissements scolaires concernés.

Ce projet élaboré en 2009, est depuis mis en œuvre dans deux établissements scolaires de l'agglomération, où sont régulièrement intervenues des équipes du GREF Midi-Pyrénées. Les objectifs sont de sensibiliser les enfants à l'inter culturalité, et à la solidarité internationale, en leur faisant prendre conscience :

- de la richesse culturelle des pays du Sud  
- du déséquilibre et des inégalités du développement Nord-Sud  
- de l'interdépendance des pays des différents continents.

Les principes de la mise en œuvre : que ces activités s'intègrent dans le projet d'école qu'il y ait réinvestissement dans la vie de la classe. Les interventions ont lieu après négociation avec les maîtres partenaires où un calendrier et une démarche sont élaborés. Les intervenants du GREF apportent informations et témoignages sur leurs expériences dans les pays du Sud, le maître assurant la conduite de la séquence.

- D'autre part : les cours de français aux demandeurs d'asile en partenariat avec l'asso-

ciation l'ESPOIR à « L'écluse », centre d'hébergement à TOULOUSE

L'objectif est de faciliter l'intégration des demandeurs d'asile par l'apprentissage de la langue.

La mise en place d'ateliers hebdomadaires, animés par une équipe de bénévoles, permet aux personnes intéressées d'acquérir les bases du français, afin qu'elles puissent accéder à la plus grande autonomie possible dans leur vie quotidienne.

Une douzaine d'adultes de tous âges et de différentes nationalités participent selon leurs possibilités à ces ateliers.

### ■ GREF (Groupement des Retraités Éducateurs sans Frontières)

Mairie d'Escalquens  
31750 Escalquens  
Le GREF en ARMENIE

### *Une formation a lieu en Arménie pays francophile dans une quarantaine de communes autour des centres de formation de : Artik, Erevan, Goris, Gumri, Hrazdan, Idjévan, Mastara, Stepanavan, Tcharentsavan, Vanadzor.*

Le GREF travaille avec les enseignants arméniens de français, de futurs enseignants du général et du technique. Sont concernés, environ 200 professeurs, d'écoles collèges lycée, lycées techniques, Instituts Pédagogiques et Universités.

### ■ GREF (Groupement des Retraités Éducateurs sans Frontières)

3 rue de la chapelle  
75018 PARIS  
31750 Escalquens



**« Les actions d'éducation et de formation du GREF en Afrique de l'ouest : contribution au développement durable et à la solidarité internationale ».**

Le GREF (groupement des retraités éducateurs sans frontières) association laïque de solidarité internationale, intervient dans des actions du domaine éducatif. Ses membres actifs sont des professionnels-bénévoles-retraités. Ils interviennent en équipe, en collaboration avec des formateurs locaux au moins 1 mois sur le terrain, 2 fois par an, pendant 3 ans.

Au MALI, le GREF intervient :

- dans la région de Kayes sur 7 lycées (action en cours)
- à Bamako sur le lycée technique (action en début de réalisation)
- à Sikasso, sur le seul IFM féminin du MALI (action en préparation avec la directrice)

- dans 4 communes rurales sur 24 villages (formation d'éducateurs agriculteurs volontaires, mise en place d'« écoles petite enfance » et de comités de gestion : action réalisée dans 12 villages et prévue dans 12 autres choisis par les maires des communes concernées).

Au SÉNÉGAL le GREF intervient avec des responsables sénégalais, dans la formation professionnelle des personnels d'encadrement de la petite enfance, regroupée en CODEPE « Collectif Des Encadrement de la Petite Enfance ».

- à THIES elle concerne 26 encadreurs
- à SAINT LOUIS, 24 encadreurs

Les bénéficiaires indirects de cette action sont tous les animateurs, enseignants de la petite enfance et enfants dans les structures préscolaires des deux régions

les adhérents de la région Midi-Pyrénées interviennent dans toutes ces activités au Mali et au Sénégal, soit comme coordinateurs de l'ensemble des actions, soit comme responsables d'une action sur site, soit comme formateurs.

La préparation des activités sur le terrain et les comptes rendus entre équipes se font par des regroupements en France.

■ **BeadforLife**

26 impasse de la tour Buffel  
34070 Montpellier

***BeadforLife - un cercle d'échange qui enrichit humainement chacun qui y participe***

BeadforLife est une association qui a pour mission d'éradiquer la pauvreté en créant des passerelles de communication et de commerce entre des Ougandaises touchées par la pauvreté et des citoyens du monde qui se sentent concernés. Les bénéficiaires des programmes de BeadforLife en Ouganda transforment du papier recyclé multicolore en de superbes perles et bijoux, et les Français, les Européens, les Américains ouvrent leurs cœurs, leur maison et leur communauté pour acheter et vendre ces perles. Tous les bénéfices générés par la vente de ces bijoux en papier sont réinvestis dans des programmes de formation entrepreneuriale, de création de petites entreprises, de santé et de logement dont bénéficient les perleuses et leurs familles. Le but fondamental de BeadforLife consiste à rendre ces bénéficiaires financièrement autonomes.

■ **IMEDER (Institut Méditerranéen des Énergies Renouvelables)**

Quai de Lattre-de-Tassigny BP 0941  
66280 Perpignan Cedex

***Réduire le réchauffement climatique***

développer les échanges entre les acteurs des énergies renouvelables des pays de l'Union pour la Méditerranée, accélérer les transferts de technologie.

Encourager les projets collaboratifs entre les entreprises, labelliser les bons projets EnR de la rive Sud et de la rive nord de la Méditerranée

née assurer l'échange de bonnes pratiques et la dissémination.

■ **MISOLA**

3 rue Hector-Berlioz  
69500 Bron

***Lutter contre la malnutrition des enfants avec les ressources du pays***

MISOLA a mis au point une farine alimentaire à très haute valeur protéino-énergétique conçue pour prévenir et traiter la malnutrition des enfants âgés de 6 mois à 5 ans.

La pertinence du projet MISOLA repose sur les principes suivants :

- MISOLA utilise les ressources alimentaires locales : la farine est fabriquée avec des céréales cultivées localement (le mil, le soja et l'arachide)

- les machines servant à la production de la farine (le grilloir, le mélangeur, le moulin, etc.) sont fabriqués par des artisans locaux

- la farine est produite localement dans des Unités de Production Artisanales gérées par des femmes regroupées en association qui se chargent de la fabrication, de la gestion et de la commercialisation de la farine.

C'est un projet qui nécessite la mobilisation des secteurs agricoles, sanitaires, éducatifs, économiques et génère des emplois.

Le projet MISOLA participe au développement économique des pays concernés et lutte ainsi contre la pauvreté, principale cause de la faim dans le monde.

Il procure des revenus :

- aux cultivateurs qui produisent les céréales
- aux artisans qui fabriquent les machines et les entretiennent

- aux femmes qui fabriquent, gèrent et vendent la farine.

L'objectif est de rendre toutes les Unités de Production Artisanales autonomes par le recouvrement des coûts et ainsi assurer la pérennité du projet.

### ■ Association HISTOIRES RECYCLABLES

4, bis rue Notre-Dame  
82240 Septfonds

#### *Histoires recyclables*

Histoires recyclables est un projet mené par deux voyageurs partis à travers l'Asie (de Luang Prabang, Laos, pour arriver à Toulouse), à la rencontre de porteurs de projets dans les domaines de l'eau, de la biodiversité et du recyclage. Des ateliers pédagogiques sont organisés dans les écoles rencontrées sur la route, dans une dynamique d'échanges et de sensibilisation environnementale.

### Collectivité

### ■ COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE GEX

135 rue de Genève  
01170 Gex

#### *De l'eau à Dzogbegan (Togo)*

La Communauté de Communes du Pays de Gex a porté au cours des années 2006-2011 un projet de coopération décentralisée permettant d'alimenter en eau potable un village Togolais Danyi-Dzogbegan.

Le projet a été co-financé par l'Association Française de Développement.

Avec l'aide technique de l'Association « Hydraulique sans frontières » nous avons financé la construction d'un barrage sur une rivière située à quelques centaines de mètres du village. Grâce à l'énergie hydraulique fournie par le barrage, nous remontons l'eau sur une hauteur de 60 mètres et un linéaire de 1,2 Km afin d'alimenter un réservoir en amont du village.

Après filtration et traitement, l'eau est distribuée à partir de huit bornes fontaines réparties dans les différents quartiers du village.

L'objectif du projet est double: Améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants

chargés des corvées d'eau mais également garantir la distribution d'une eau potable.

La Communauté de Communes du Pays de Gex a investi 180 000 €. Ces fonds proviennent des redevances perçues au titre de la loi Oudrin (0,01 € par m<sup>3</sup> d'eau facturé).

La collectivité a suivi étroitement la réalisation des travaux et des représentants de la Communauté de Communes se sont régulièrement rendus sur place pour vérifier l'avancement des travaux mais également aider à la mise en place d'une gestion pérenne du nouveau service de l'eau. Quatre techniciens ont été formés durant la réalisation du projet.

La Communauté de Communes du Pays de Gex a clairement affirmé son intention de suivre l'évolution de cette opération et de conserver des liens étroits avec le village de Danyi-Dzogbegan.

### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des forêts et du paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
01950 Sion

#### *Plan Intégré Transfrontalier de l'Espace Mont-Blanc*

L'État du Valais soutient depuis près de 20 ans les démarches mises en œuvre dans le cadre de l'Espace Mont-Blanc. Ce projet de coopération transfrontalière réunit 35 communes à cheval entre la Savoie, la Haute Savoie, la Vallée d'Aoste et le Valais. Dans le cadre des actions liées au Schéma de Développement Durable de l'Espace Mont-Blanc, un Plan Intégré Transfrontalier (PIT) est en cours de réalisation. Basé sur 5 projets concrets et d'importance (énergie, tourisme doux, éducation à l'environnement, mobilité, produits des terroirs), ce plan vise à promouvoir un développement économique, social et environnemental sur l'ensemble du territoire concerné.

### ■ Cotravail Midi Pyrénées

Château de Montaigut  
12360 Gissac

#### *Les chantiers internationaux et le développement durable*

C'est quoi un chantier international? Un chantier international regroupe une dizaine ou quinzaine de personnes venues volontairement des quatre coins de France ou du Monde pour participer à des travaux portant sur la réhabilitation du patrimoine bâti (murs et murets, lavoirs, fontaines...) ou naturel (sentiers de randonnée, jardins, berges de rivière...). Souvent accueillis sur une commune rurale, ces volontaires partagent, pendant deux ou trois semaines, un mode de vie collectif et ont de nombreuses occasions de tisser des liens d'amitié avec la population locale. Par l'expérience qu'il propose, un chantier international est un moyen de réfléchir sur nos propres modes de consommation et de découvrir de nouvelles pratiques plus respectueuses de l'environnement. Le chantier, et la vie collective qu'il induit, est un support pédagogique pour sensibiliser les volontaires autour des problématiques environnementales et de nos habitudes de consommation (alimentation en circuit court, toilette sèche, douche solaire, compost...) Les chantiers constituent également un outil d'éducation au développement durable à l'échelle internationale car la composition multiculturelle des groupes de volontaires donne lieu à des réflexions profondes et parfois étonnantes sur les habitudes dans les différents pays, selon les cultures de provenance des jeunes. Les questions de la consommation de viande, d'utilisation de l'eau (douche et vaisselle), des produits de nettoyage sont des exemples bien concrets de sujet de débat, d'apprentissage et de compromis pour atteindre des solutions les plus « durables » possibles et acceptables, assimilables et reproductibles pour les participants au chantier. Ces expériences, le plus

souvent complètement nouvelles et enrichissantes pour les volontaires, parfois frustrantes lorsqu'il s'agit de réduire certaines consommations et modifier des habitudes, seront racontées, commentées, peut-être critiquées une fois les jeunes rentrés chez eux, mais peut-être aussi auront-elles un impact finalement positif sur le jeune qui pourra être tenté de convaincre son entourage de modifier un tant soit peu son mode de vie ou pour le moins d'y réfléchir...

#### ■ Région Basse-Normandie

Abbaye aux Dames  
Place Reine-Mathilde  
14000 Caen

#### **Plan d'actions pour la sécurité alimentaire**

Lors du Sommet des Régions du monde sur la sécurité alimentaire qui s'est tenu à Dakar en janvier 2010, les Régions du monde ont décidé de constituer un groupe de Régions du Nord et du Sud sur la sécurité alimentaire qui sera en charge d'élaborer, avec le Forum global d'associations de régions du monde (le FOGAR), un plan d'actions :

- pour le renforcement des capacités de chaque Région à agir dans le domaine de la sécurité alimentaire et à élaborer des politiques dans ce sens
- pour le développement de coopérations entre Régions du Nord et/ou du Sud qui vise l'efficacité et la coordination plutôt que la fragmentation des actions.

La Région Basse-Normandie, représentée par son Vice-président chargé des relations internationales, a pris la tête de ce groupe de travail en mai 2010 à Bruxelles, et a agi dans deux directions :

- promotion de deux actions phare identifiées parmi les Régions membres en matière de sécurité alimentaire auprès des bailleurs de fonds internationaux comme les Nations Unies et la Commission européenne :

1. Centre de formation de formateurs de techniciens et d'animateurs ruraux, mis en œuvre dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Basse-Normandie et la Région Atsinanana à Madagascar. Ces 2 Régions ont travaillé à distance pendant trois ans pour mettre sur pied un centre de formation agricole à Atsinanana. Une expérience de développement durable pilote qui servira de modèle à d'autres projets de coopération entre régions du Nord et régions du Sud. Cette méthode de mise en place concertée et progressive présente d'importants gages de réussite. Il permet aux autorités locales de prendre en main le projet.

2. Fonds de crédits mis en place dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Midi Pyrénées, les Régions de Saint-Louis et de Thiès au Sénégal et la Région de Son-La au Vietnam.

- Plaidoyer pour le respect d'un développement durable des agricultures dans le monde, afin de contrecarrer la pauvreté et la faim dans le monde, qui touche une personne sur 6 dans l'Humanité.

La Région Basse-Normandie s'engage, comme d'autres Régions et Nations du monde, à remplir les défis posés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement. Selon le même modèle de concertation avec les autorités locales, la Région Basse-Normandie mène des actions de coopération décentralisée avec la République de Macédoine et le canton de Kornaka au Niger.

#### ■ Région Franche-Comté

4 square Castan  
25000 Besançon

#### **Une gestion franco-suisse des déchets**

Un projet franco-suisse sur la gestion et la valorisation transfrontalière des déchets a été mis en place dans le cadre de la Conférence TransJurassienne (CTJ). La CTJ est une instance de coopération sur le territoire de l'Arc

jurassien, qui couvre la Région Franche-Comté et les 4 cantons suisses du Jura, de Vaud, de Neuchâtel et de Berne. L'objectif du projet est de rapprocher les acteurs pour aboutir à :

- la création de filières de proximité de récupération et valorisation des déchets ;
- la mutualisation à terme des équipements de traitement ;
- la mise en place d'organismes spécialisés fédérant les collectivités et réunissant les techniciens et les industriels.

Un premier colloque de mise en contact des acteurs institutionnels et techniques a eu lieu en 2009, qui s'est suivi d'une conférence en 2010 sur l'analyse juridique des partenariats possibles et des freins actuels, et sur des échanges de bonnes pratiques. Sur 2011, un cycle de réunions techniques et thématiques a été engagé.

Cette dynamique a suscité une réelle volonté de coopération avec des projets expérimentaux très concrets en cours d'élaboration et un renforcement des partenariats via de nouveaux réseaux.

#### ■ Ville de Toulouse

Hôtel de Ville, Place du Capitole  
31000 Toulouse

#### **Fours et séchoirs solaires Saint-Louis du Sénégal**

Dans le cadre de la coopération avec Saint-Louis du Sénégal, en matière de développement durable, L'IUT Paul Sabatier, département GMP, et le laboratoire de recherche PHASE (Physique de l'Homme Appliquée à Son Environnement) se sont engagés depuis plusieurs années dans des projets de Recherche et Développement, notamment autour de la conception, réalisation et diffusion de cuiseurs solaires au Sénégal en étroite collaboration avec le CIFRES (Centre International de Formation et de Recherche et Énergie Solaire), laboratoire sénégalais basé à Dakar.

Le projet « cuiseurs solaires » à Saint-Louis du Sénégal doit permettre de répondre à différents constats concernant l'environnement et la prévention des risques sanitaires.

En effet l'utilisation du charbon, du bois et aussi du gaz entraîne pour les 2 premiers une augmentation de la déforestation et pour l'ensemble des « énergies utilisées » des risques de brûlures des ménagères utilisant ce mode de cuisson.

Il s'agit donc avec ce projet de proposer la réalisation de fours solaires de cuisson adaptés au cadre local et fabriqués par des artisans locaux accompagnés par les étudiants de l'IUT et enfin mis en vente à des prix acceptables par les usagers. La fabrication en série de cuiseurs solaires, à des prix acceptables pour les usagers, par des artisans de Saint-Louis peut être un projet intéressant sur le plan environnemental, sanitaire mais aussi économique.

#### ■ Conseil Régional Midi-Pyrénées

22, boulevard du Maréchal-Juin  
31406 Toulouse Cedex 9

#### **FREDIC : Fonds Régional De Développement International Coopératif**

Le FREDIC est un fonds financier créé conjointement en décembre 2003 par la Région Midi-Pyrénées et l'ASODIA (Association Sud Ouest pour le Développement International Agricole) qui regroupe les principales organisations professionnelles agricoles de Midi-Pyrénées (Chambres d'agriculture, Crédit Agricole, GIE Élevage, Fédération Régionale des Coopératives...).

Le Fonds n'est pas une structure juridique mais une enveloppe financière volontairement abondée par des partenaires intéressés ou concernés par les activités internationales de l'ASODIA.

L'ASODIA fait appel à une institution bancaire qui est le prestataire financier du Fonds, dans le cadre d'une convention particulière pré-

voyant les missions, les modalités de fonctionnement et les conditions bancaires permettant la mise en œuvre la meilleure du Fonds.

Le principal obstacle au développement de l'agriculture dans de nombreux pays réside souvent dans la difficulté à accéder au crédit dans des conditions supportables en termes de taux et de durée.

Aussi, l'objet du FREDIC est de faciliter l'accès des agriculteurs du Vietnam et du Sénégal au crédit à moyen terme, à des conditions adaptées (montant, taux, durée, garantie) lorsqu'ils réalisent des investissements dans le cadre de programmes de développement collectifs. Le FREDIC intervient en complément d'actions techniques de développement.

Fonctionnement :

Le FREDIC peut intervenir uniquement sur le financement de projets collectifs, et dans les conditions suivantes :

- Soit en garantie de lignes de crédits négociées auprès de bailleurs de fonds, nationaux et internationaux ;
- Soit en prêt direct, à titre exceptionnel, pour permettre aux agriculteurs de bénéficier de prêts à des taux compris entre 3 et 6 % pour des durées de 1 à 5 ans.

Objectifs de l'action :

- Garantir l'accès au crédit des agriculteurs.
- Favoriser l'investissement dans les pays du sud afin de limiter l'insécurité alimentaire.

Objectifs à long terme :

- Aider les zones concernées à accéder à l'autosuffisance alimentaire.
- Soutien et accompagnement de la Région Midi-Pyrénées à des partenaires étrangers (aide au développement).

Public (s) cible :

Groupements d'agriculteurs et agriculteurs individuels, dans le cadre de projets collectifs de filière, dans les régions de Thiès et Saint-Louis (Sénégal) et Province de Son La (Vietnam).

Calendrier de réalisation :

Fonctionne depuis 2007. Le FREDIC atteint ses objectifs depuis 2009 et répond parfaitement aux attentes des acteurs du fonds (ce fonds est désormais cité en exemple au niveau international).

Budget associé :

Le FREDIC dispose d'un capital de 1,25 million d'euros, répartis ainsi : 600 000 € de la Région Midi-Pyrénées, 400 000 € de l'ASODIA, et 250 000 € apportés par les organisations professionnelles agricoles telles que le GIE Élevage, etc.

Partenaires techniques et financiers :

Association Sud Ouest pour le Développement International Agricole (ASODIA)

GIE Élevage

Caisse de Crédit Agricole de Toulouse

Groupe Coopératif Arterris

Conseils Régionaux Saint-Louis et Thiès (Sénégal) et Province de Son La (Vietnam).

#### ■ Communauté d'agglomération du Sicoval

rue du Chêne Vert - BP 38200  
31682 Labège Cedex

#### **Sicoval Sans Frontières**

Souhaitant promouvoir la solidarité, valeur fondatrice du Sicoval, au-delà de ses frontières la communauté d'agglomération du Sicoval est engagée depuis 2004 dans des partenariats de coopération décentralisée avec des collectivités locales sénégalaises et guinéennes.

Ces coopérations sont menées selon des logiques d'intervention et de partenariat originales favorisant une véritable co-maîtrise d'ouvrage et agissent dans 3 domaines en cohérence avec les principes du développement durable.

Dans la communauté rurale de Gandon au Sénégal, deux types d'actions illustrent particulièrement cette démarche :

- l'appui à l'aménagement de bois villageois avec une méthodologie innovante (sécurisation foncière...)

- le projet d'échange entre les collégiens d'Ayguesvives et de Gandon constitué notamment d'échange de correspondance, d'édition d'un journal jumelé et finalisé par un séjour d'échange réalisé en novembre 2010.

Ces actions seront présentées de manière à mettre en avant les facteurs de réussites identifiés mais aussi les difficultés rencontrées et des pistes de réflexion pour améliorer ce type de projet.

#### ■ Inspection académique des Landes

5 avenue Antoine-Dufau  
40000 Montde Marsan

#### **Plantons pour la Planète/Ecoles et Forêts Solidaires : des arbres landais pour le Sénégal**

Suite à la tempête Klaus le monde forestier a pris conscience de l'impact des changements climatiques. Ce projet vise à sensibiliser les enfants des écoles des Landes à replanter une parcelle collective avec le Musée Graine de Forêt à Garein. De retour en classe, ils ont pour mission de cultiver des pins dans une pépinière installée dans chacune des écoles. Ils étudient un des 5 axes développés dans ce programme : la forêt comme milieu écologique, la forêt comme environnement naturel, la forêt comme ressource économique, la forêt et le développement durable, la forêt et la solidarité internationale. Les mairies achètent les plants et assurent une plantation communale. L'achat des plants par les mairies sert à financer l'achat de plants pour le Sénégal. Cette reforestation d'un milieu dégradé en Afrique permet de travailler la solidarité internationale. Cette reforestation est certifiée et suivi contractuellement par la société Kinomé. 1800 arbres ont été plantés dans le département des Landes et 4600 au Sénégal. 900 élèves ont participé à ce programme soit 40 classes. L'opération est entièrement financée par mécénat. La campagne 2011-2012 est en cours de préparation

#### ■ GRAND CAHORS

Hôtel administratif  
72 rue du Président-Wilson  
46000 Cahors

#### **Coopération Cahors-Lujan de Cuyo**

La perspective de collaborer avec Lujan de Cuyo fut initiée par les échanges entre l'Union Interprofessionnelle des Vins de Cahors et les producteurs argentins de malbec en 2005. Une convention de partenariat a été signée le 21 mai 2010 par le Président du Grand Cahors et le Maire de Lujan de Cuyo. Cette coopération France-Argentine s'attache à répondre aux objectifs suivants :

- définir une coopération basée sur l'enrichissement mutuel et la réciprocité : le projet doit répondre à cet objectif et veiller à concevoir les échanges de manière horizontale ;
- développer des outils et techniques nouvelles de travail pour améliorer, préserver et rendre plus attractif chacun des deux territoires : stratégie touristique commune, renforcement des compétences des deux collectivités par l'apprentissage de nouvelles approches, développer le partenariat institutionnel, économique, scolaire (formation professionnelle et universitaire), culturel et mieux appréhender la notion d'interculturalité,
- favoriser l'échange économique entre les structures et entreprises de chaque territoire.

#### ■ Parc naturel régional des Causses du Quercy

11 rue Traversière - B.P.10  
46240 Labastide-Murat

#### **Projet européen**

Le Parc naturel régional des Causses du Quercy a récemment intégré le programme européen Citizenship. Ce programme sur trois ans est un projet de coopération entre plusieurs territoires et villes d'Europe. Il vise à promouvoir la gestion des espaces protégés.

#### ■ Communauté de communes des Véziaux d'Aure

Rue de la moulette  
65240 Grézian

#### **Coopération décentralisée - Gestion des déchets à Baba-Garage**

La Communauté de communes des Véziaux d'Aure apporte une aide technique et méthodologique à la Communauté rurale sénégalaise de Baba-Garage pour l'élaboration d'un plan de gestion e de collecte des déchets.

Le projet prévoit que la Communauté rurale de Baba-Garage s'organise pour gérer par elle-même la réalisation des actions et des travaux nécessaires pour atteindre l'objectif final.

La Communauté de communes va donc :

- Accompagner la Communauté rurale dans sa phase de structuration ;
- Rechercher les expériences similaires et/ou transposables déjà menées par d'autres territoires ;
- Apporter des informations techniques relatives aux solutions envisageables, au regard des moyens techniques et financiers dont elle dispose ;
- Fournir les éléments nécessaires aux actions de sensibilisation et d'information de la population (documentation etc.) ;
- Rechercher des financements pour la réalisation du projet sur place.

#### ■ Cergy pontoise

Parvis de la préfecture  
BP80309  
95000 Cergy Pontoise

#### **Une évaluation approfondie pour un nouveau départ.**

Cergy-Pontoise et Porto-Novo développent un partenariat de coopération décentralisée depuis 1995. Fin 2010, a été décidé de confier à un partenaire extérieur un audit complet de notre partenariat.

2-1 Des résultats importants au regard des objectifs fixés dans la convention

- a) Une coopération qui participe à la construction d'une gouvernance locale à Porto-Novo et à Cergy-Pontoise
- b) Une coopération qui permet de nombreux échanges d'expériences et contribue au rayonnement international des deux collectivités

2-2 Des résultats significatifs qui ont favorisé de nouvelles politiques publiques et ont renforcé ses capacités de maîtrise d'ouvrage et de dialogue avec l'État.

Avec des actions concrètes dans les domaines suivants: le développement urbain, agriculture, santé, développement numérique, insertion

2-3 Des résultats qui demandent à être confortés et pérennisés par des dispositifs de mise en œuvre plus opérationnels et un renforcement du pilotage.

2-4 Une stratégie de coopération pertinente avec des différences de positionnement ou de vision: un dialogue nécessaire pour redéfinir les bases du partenariat.

3. quelques recommandations

- a) Assurer les préalables en se mettant d'accord sur les constats et les conclusions de l'évaluation préalable.
- b) Reposer le cadre global de la coopération.
- c) Sérier et définir les grandes thématiques structurantes de la coopération.
- d) Mieux prendre en compte les dimensions organisationnelles et techniques
- e) Renforcer l'implication et la mobilisation des acteurs des deux territoires
- f) Améliorer le pilotage politique et technique de la coopération.

## Entreprise

### ■ Le Grand Pourpre

Les Granges  
24240 Mescoules

### *Secrets d'Afrique avec Hogon Tours, tourisme solidaire en Afrique de l'Ouest*

Parce que nombre d'agences de voyage vers l'Afrique sont pilotées à distance par des occidentaux, le soutien actif d'un projet d'agence né au Mali par des Maliens pour faire découvrir l'Afrique de l'Ouest secrète, avec un réseau d'acteurs africains, semblait un vrai enjeu solidaire. Compte tenu des faibles revenus des maliens même diplômés, il semblait intéressant de les aider à mettre en avant leur action par la construction d'outils web adaptés, de leur donné une visibilité sur le web par un bon référencement et une actualisation permanente des informations. Hogon Tours est ainsi né aux yeux d'un public international, pour permettre aux touristes qui le souhaitent de partir à la découverte des cultures méconnues: Bozo, Samako, senoufo, Mandingues, ou plus connues: Touareg, Peulh et Dogon. La girafe a été choisie comme symbole de Hogon tours, par souci de sensibiliser les publics aux problèmes écologiques, cet animal étant devenu particulièrement rare dans ces territoires. Enfin, dans cette action bénévole, il y a la volonté de faire le contre-pied d'une médiatisation trop dévastatrice de problèmes d'insécurité cantonnés pourtant à des contrées non visitées par les guides ni les populations.

### ■ sERDF

102 terrasse Boieldieu  
92085 Paris La Défense Cedex

### *Participer au développement des pays les plus pauvres avec Électriciens Sans Frontières*

L'ONG « Électriciens sans Frontières » participe au développement durable des pays les plus pauvres dans les domaines de l'énergie et de l'accès à l'eau. Le Groupe EDF et ERDF apportent depuis plusieurs années un soutien important à Électriciens sans Frontières sous la forme d'un mécénat: - mise à disposition de salariés pour organiser des projets de développement et réaliser des missions à l'étranger; 50 % du temps consacré par un salarié à un projet est pris en charge par ERDF - apport financier et apports de matériels - contributions ponctuelles lors de crises humanitaires. Un exemple de coopération: lors du séisme qui a frappé Haïti en janvier 2010, le Groupe EDF et ERDF ont mis à disposition du matériel et ont permis à des salariés bénévoles d'apporter une aide pour remettre en état les réseaux électriques et alimenter les centres vitaux d'Haïti.

## Autre

### ■ Laboratoire de Recherche en Architecture ENSA Toulouse

83 rue Aristide-Mailloï – BP 10629 – 31106  
Toulouse Cedex 1  
31106 Toulouse

### *Learning From, Toulouse/Johannesburg*

Learning From est un atelier international d'expérimentation et de recherche sur le logement collectif en liaison avec l'Afrique du Sud. Dans cet atelier il s'agit pour des étudiants architectes et des professionnels de divers horizons (science, art, architecture) de travailler sur nos propres problèmes de logement français et régionaux tout en regardant attentivement

comment d'autres populations affrontent ces questions dans des situations apparemment très éloignées des nôtres.

L'atelier Learning From propose aux participants français et sud-africains de conduire des projets expérimentaux qui explorent par exemple des alternatives crédibles à la démolition systématique ou bien à l'étalement résidentiel. L'approche du projet est fondée sur un dialogue productif, en miroir, où chaque partenaire, quelle que soit sa culture, apporte dans chaque expérience son expertise et son regard critique.

<http://learning-from.over-blog.fr/>

#### ■ **Lumière sur Madagascar**

BDE Mines de Douai  
243 rue du Grand Bail  
59500 Douai

#### ***Lumière sur Madagascar***

Lumière sur Madagascar » vise à améliorer les conditions de scolarisation d'enfants de la province de Mahajanga. En collaboration avec l'ONG « Écoles du Monde » et l'École des Mines de Douai, nous allons alimenter en eau et électricité une école à Madagascar.

#### ■ **AGROSUP DIJON**

26 bd Dr Petitjean  
21000 Dijon

#### ***Sustainable Development at the heart of a new approach***

Sustainable development at the heart of a new approach: I.S.L.E Erasmus NEtworks project: 'Innovation in teaching of Sustainable development in life sciences in Europe' The I.S.L.E network project is 39 institutions from 30 different European countries interested in introducing the concept of Sustainable Development in their curricula and in the management of their institutions by sharing and exchanging know how and good practices between each other. Necessity to build and strengthen coo-

peration between HEI's and civil society/companies. Project over 3 years (2010-2013)

# EXEMPLARITÉ DE LA COLLECTIVITÉ

## Éco responsabilité, gestion et fonctionnement interne, formation interne

### Association

#### ■ ADIL/ESPACE INFO ÉNERGIE DE L'AVEYRON

7, place Sainte-Catherine  
12000 Rodez

#### *Saint Jean d'Alcapiès : une salle d'animation dédiée aux énergies*

Dans le cadre de son « agenda 21 », Saint Jean d'Alcapiès, petite collectivité rurale de 250 habitants, s'est engagée dans la construction d'une salle d'animation fondée dans sa conception et son utilisation sur les enjeux du développement durable.

L'Espace Info Énergie de l'Aveyron a accompagné la commune dans la réflexion préalable à la réalisation de ce projet exemplaire, tant au niveau du bâti et des équipements que de la gestion des flux.

Cet appui conseil a porté sur la présentation et le choix des techniques, matériels et dispositifs économes en énergies et l'information sur les financements mobilisables.

L'EIE a également participé à l'élaboration d'une action de communication/sensibilisation propre à cet équipement public, et plus particulièrement à la conception d'une exposition permanente dédiée aux énergies renouvelables et aux solutions retenues.

Cette réalisation a valu à Saint Jean d'Alcapiès le Premier prix Départemental de l'Environnement et le Prix Spécial du Jury des Eco-Maires décerné à l'Assemblée Nationale.

#### ■ Association Nationale Notre Village

Le Clos Joli  
19500 Meyssac

#### *Accompagner les collectivités rurales dans la mise en œuvre d'un Agenda 21*

En près de 20 ans l'ensemble des actions menées par un collectif de près de 5000 maires, a donné à l'association un élan d'énergie pour construire de nouveaux projets en matière de développement durable au service des collectivités territoriales de moins de 3500 habitants.

Une méthodologie a été élaborée par l'Association Nationale Notre Village afin d'accompagner les collectivités dans leur démarche Agenda 21 (programme d'actions). L'objectif étant d'encourager un maximum de communes et de communautés de communes dans le développement durable.

Le label « Notre Village Terre d'Avenir » : une action inscrite dans l'avenir :

L'Association réalise le diagnostic développement durable de la collectivité puis l'accompagne dans l'élaboration de son programme d'actions (constitution du comité de pilotage, rédaction des fiches actions et du projet, réflexion sur les indicateurs, évaluation...). Les membres du Comité National de Labellisation et d'Évaluation décernent le label « Notre Village Terre d'Avenir » pour 3 ans compte tenu de leur programme d'actions. Un renouvellement est attribué à cette échéance vis-à-vis de l'engagement de la commune dans le développement durable et dans la réalisation des actions.

Fort de son expérience et de son travail reconnu par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL), l'association apporte son professionnalisme sur l'ensemble du territoire

national à plus de 130 collectivités engagées dans un agenda 21.

Ces agendas 21 labellisés « Notre Village Terre d'Avenir » sont en parfait accord avec le cadre de référence, le référentiel d'évaluation et la Stratégie Nationale de Développement Durable 2010-2013.

Bilan et actions concrètes :

En 2010, le MEDDTL a recensé sur le territoire national 698 agendas 21 toutes catégories confondues : 175 sont élaborés par des villages dont 126 sont accompagnés par l'association (soit 70 %)

#### ■ ARPE Midi-Pyrénées

14, rue de tivoli  
31068 Toulouse

#### *Festival Éco-responsable Jazz In Marciac 2011*

Parmi l'un des plus grands festivals de jazz en France avec près de 225000 visiteurs en 2010, Jazz in Marciac s'est engagé dans une démarche de développement durable en mettant en place un certain nombre d'actions éco-responsables.

Accompagné depuis 3 ans par l'ARPE, Agence du Développement Durable, sa volonté a été de limiter ses impacts sur l'environnement (déchets, énergie...)

#### ■ ARPE Midi-Pyrénées

14 rue de Tivoli  
31068 Toulouse

#### *Éco-responsabilité des collectivités de Midi-Pyrénées*

Cette opération a été initiée par l'ARPE Midi-Pyrénées, la Région Midi-Pyrénées, l'ADEME



et l'Agence de l'Eau Adour Garonne en octobre 2007. Une méthodologie a été élaborée afin d'accompagner les collectivités dans des démarches d'éco-responsabilité, l'objectif étant de réduire l'impact sur l'environnement lié à leur fonctionnement interne en agissant sur plusieurs thématiques : l'Eau, l'Énergie, les Déchets, les Déplacements, les Achats et les Espaces Verts.

Après avoir testé cette méthodologie auprès de 3 collectivités pilotes (2007-2008) l'ARPE Midi-Pyrénées et ses partenaires ont souhaité (2009-2010), dans le cadre du programme d'actions de la Plateforme Régionale Territoires et Développement Durable, diffuser plus largement cette démarche en s'appuyant sur une opération collective structurée autour de 30 collectivités intéressées.

Cet accompagnement a débouché sur la mise en place de plus de 380 actions éco-responsables par les collectivités.

#### ■ Idea 35 - Agence de développement économique d'Ille-et-Vilaine

Immeuble Epsilon  
8 avenue Henri-Fréville  
35000 Rennes

#### *Idea 35 fait son bilan*

L'agence, Idea 35, applique depuis plusieurs années une politique de développement durable dans son fonctionnement au quotidien.

L'évaluation est une étape clé du processus d'amélioration continue. C'est pourquoi, l'agence annexe désormais un bilan social et environnemental à son rapport d'activité annuel. Au travers des indicateurs portant sur ses déchets, ses achats responsables, ses déplacements, les membres de l'équipe prennent conscience des progrès réalisés.

L'expérience d'Idea 35 montre qu'un grand nombre d'actions très concrètes peut être mis en œuvre dans toute administration ou entreprise en faveur d'un développement durable. Retrouvez le bilan en téléchargement sur :

<http://www.idea35.fr/developpement-durable-idea-35-environnement.aspx>

#### ■ CRESS NPdC

6 rue Jean-Roisin  
59000 Lille

#### *Collectif Eco-événements en Nord-Pas-de-Calais*

Impulsé par l'Ademe et le Conseil Régional Nord Pas de Calais, le collectif régional Eco-événement réunit une vingtaine de réseaux associatifs et de collectivités en vue d'échanger, de promouvoir et outiller les organisateurs. Le collectif définit un éco-événement comme une manifestation qui réduit son impact sur l'environnement, soutient l'économie sociale et solidaire, associe les partenaires locaux et le grand public à son organisation, facilite l'accès au plus grand nombre, promeut et défend les valeurs du développement durable.

Le collectif a créé 2 outils ;

- un site internet : [www.eco-evenements-npd.org](http://www.eco-evenements-npd.org) (propose des conseils et contacts de prestataires)

- un module de formation (qui propose une méthodologie)

Le collectif est animé par la CRESS : Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire.

#### ■ CPIE Collines normandes

Le Moulin  
61100 Ségrie-Fontaine

#### *Démarche Agenda 21 interne dans la communauté de communes d'Athis de l'Orne*

La communauté de communes d'Athis de l'Orne a démarré sa démarche d'Agenda 21 en janvier 2011 (accompagnée par le CPIE Collines normandes) et a souhaité commencer à travailler sur l'exemplarité de la collectivité. Pour cela, elle a voulu mobiliser les agents de façon à ce qu'ils portent cette démarche avec les élus. Les élus et les agents ont donc

d'abord bénéficié de formations pour comprendre la démarche. Puis, chaque agent a eu un entretien avec une animatrice du CPIE. Ces entretiens ont permis de dégager des axes d'amélioration sur lesquels les agents vont travailler avec les élus, à la rentrée 2011. Les thèmes suivants vont être approfondis en groupes de travail (organisation et communication internes, achats, pratiques pour limiter l'impact environnemental des actions dans les bureaux, bâtiments et espaces verts). À l'issue de ces réunions de travail, des actions seront proposées afin d'être validées par la CDC.

#### ■ Association Nationale des Maires des Stations de Montagne

9, rue de Madrid  
75008 Paris

#### *Charte en faveur du développement durable des stations de montagne*

Consciente des enjeux liant évolutions sociétales et incertitudes climatiques, l'Association Nationale des Maires de Stations de Montagne a mis en place dès 2006 la commission « Aménagement du territoire et développement durable ».

En partenariat avec l'ADEME et l'association Mountain Riders, la commission présidée par Guy Vaxelaire, maire de la Bresse, a élaboré une Charte en faveur du Développement Durable adaptée aux spécificités des communes supports de stations de ski.

Un groupe de travail, intégrant un ensemble d'acteurs nationaux (ANMSM, ADEME, DREAL, ATOUT France, Les Domaines Skiabiles de France, CIPRA, France Nature Environnement, Fondation pour la Nature et pour l'Homme, Mountain Riders...) a travaillé pendant plus d'un an pour rédiger les engagements de la Charte.

En parallèle, le pôle « études et recherche » de Mountain Riders a été mandaté par l'ANMSM pour réfléchir au fonctionnement opérationnel de la Charte. Plus de 60 outils nationaux et

internationaux ont été étudiés pour déterminer le mode de fonctionnement de la démarche de la Charte.

En 2007, est donc née la Charte en faveur du développement durable dans les stations de montagne de l'ANMSM, dont l'objectif est d'aider à prendre en compte les problématiques du triptyque du développement durable dans leurs politiques locales : l'économie, l'environnement et le social.

Elle est construite autour de 8 plans d'actions et de 130 engagements. Ces engagements abordent des thématiques variées telles que l'eau, l'énergie, les transports, la sensibilisation à l'environnement, l'activité touristique, les déchets, la préservation des paysages et des espaces naturels, l'habitat et l'aménagement durable.

Les communes signataires de la Charte s'engagent dans une démarche à étapes qualifiantes.

- Elles désignent un coordinateur local chargé d'animer la démarche et de partager au niveau national les bonnes pratiques.
- Elles créent un comité local de suivi composé d'acteurs des milieux associatifs, institutionnels et socioprofessionnels de la commune.
- Elles réalisent un diagnostic initial du territoire et
- Elles définissent des projets à court, moyen et long terme.

44 communes sont signataires de la Charte sur l'ensemble des massifs français, supports de 45 stations.

### ■ Association Nationale des Maires des Stations de Montagne

9, rue de Madrid  
75008 Paris

#### ***Outil eCarbone : diagnostic des émissions de gaz à effet de serre des stations de montagne***

Dans le cadre de sa Charte en faveur du développement durable des stations de montagne, l'ANMSM en partenariat avec l'ADEME a initié une opération collective en 2007 qui a permis à 9 communes de réaliser leur Bilan Carbone®. Cette initiative a mis en lumière les postes les plus émetteurs sur les territoires de montagne : les transports représentent 57 % des émissions de Gaz à effet de serre (GES), le tertiaire 16 % et les bâtiments 11 %. L'activité ski comprenant les remontés mécaniques, le damage et la production de neige de culture ne représente en moyenne que 2 % des émissions d'une station.

Grâce à ces résultats, les stations de montagne ont pris conscience des leviers d'actions possibles sur leur territoire et peuvent à présent prioriser et planifier leurs projets pour qu'ils soient les plus pertinents.

Cette expérience a également incité l'ANMSM à concevoir, dans le cadre de sa Charte, e-Carbone®, un outil destiné à calculer les émissions de GES d'un territoire. e-Carbone® est accessible gratuitement aux stations signataires de la Charte sur l'Extranet de l'ANMSM. Cet outil permet de faire un diagnostic ciblé sur les émissions de GES. La charte aborde des thématiques variées telles que l'eau, l'énergie, les transports, la sensibilisation à l'environnement, l'activité touristique, les déchets, la préservation des paysages et des espaces naturels, l'habitat et l'aménagement durable.

### ■ BIOZEN

15 rue Charles-Portal  
81000 Albi

#### ***Avoir l'esprit développement durable***

Objectifs :

- Développer le projet d'intégrer le développement durable dans sa pratique professionnelle.
- Proposer le concept de l'association « BioZen » à de nouveaux partenaires professionnels Espagnols.

(technique de soin massage cuir chevelu)

Historique :

L'association « BioZen » est dans sa deuxième année de fonctionnement, les résultats obtenus sont encourageants et nous envisageons de partager ce savoir faire avec un établissement Espagnol basé à Saragosse.

## Collectivité

### ■ Canton du Valais

Etat du Valais, Direction opérationnelle A21  
c/o Service des Forêts et du Paysage  
Bâtiment Mutua - Place des Cèdres  
01950 Sion

#### ***Labellisation d'entreprises 'Valais excellence***

Basé sur des indicateurs sociaux, économiques et environnementaux exigeants, le label 'Valais excellence' distingue les entreprises valaisannes les plus performantes et les plus innovantes, soucieuses de leur rôle social et environnemental et désireuses de tendre vers une amélioration constante de la qualité de leurs produits et services. L'attribution de ce label repose sur une double certification des entreprises ou des institutions aux normes ISO 9001 et 14001. À fin 2010, 104 entreprises et institutions étaient certifiées, représentant les différents secteurs de l'économie touristique valaisanne, mais aussi de l'économie en général.

### ■ Conseil Général des Alpes de Haute-Provence

Hôtel du Département  
13 rue du Dr-Romieu  
BP 216  
04003 Digne Les Bains

#### **Le guide de l'éco agent**

Dans le cadre de l'Agenda 21 départemental, le Conseil Général a réalisé un guide de l'éco agent.

Il propose à l'ensemble des agents des engagements individuels, simples et concrets visant à modifier nos comportements et pratiques quotidiennes au sein de notre lieu de travail.

Il s'articule autour des thématiques suivantes :

- les papiers, les fournitures ;
- l'eau, l'énergie ;
- les déchets ;
- les transports ;
- les achats durables ;

### ■ Conseil Général des Alpes de Haute-Provence

Hôtel du Département  
13 rue du Dr-Romieu  
BP 216  
04003 Digne Les Bains Cedex

#### **BD sur le développement durable publiée chaque mois : la « Famille Beauchemin »**

La bande dessinée de la famille Beauchemin est une création originale d'un illustrateur nommé Bernard Nicolas, pour le Conseil Général des Alpes de Haute-Provence.

Depuis avril 2009, elle est intégrée au magazine mensuel du Conseil Général diffusé à l'ensemble des foyers bas-alpins (66000 exemplaires).

L'objectif de cette BD est double :

- sensibiliser les citoyens au développement durable,
- communiquer ponctuellement sur l'Agenda 21 départemental.

Ainsi chaque mois, à partir d'un sujet précis, généralement en lien avec l'actualité ou des évènements médiatiques départementaux ou nationaux (exemple : forum pour l'emploi, journée nationale de la femme), un message simple et humoristique est illustré en quelques vignettes via les personnages de la famille Beauchemin (cf. annexe 10).

Ce travail implique des liens étroits entre l'illustrateur, le service communication et l'unité DAD (voire parfois des partenaires extérieurs spécialistes de certains sujets) pour proposer des BD drôles et pertinentes.

D'ores et déjà, les remarques recueillies sont très positives. Les agents du Conseil Général mais également les habitants et les acteurs locaux trouvent cette initiative originale et intéressante. Pour preuve, l'ADEME, a produit une fiche action sur la BD de la « Famille Beauchemin » dans la prochaine version du « guide des administrations éco-responsables ».

### ■ Communauté d'agglomération Pôle Azur Provence

57, avenue Pierre-Sémard  
06130 Grasse

#### **Des manifestations intercommunales éco-responsables**

Depuis début 2010, afin d'améliorer la prise en compte de la dimension éco-responsable dans l'organisation et le déroulement des manifestations du Pôle Azur Provence et de valoriser cette démarche en termes de communication auprès du public, de nos partenaires, de nos prestataires, un groupe de travail technique composé d'agents du Pôle Azur Provence des services organisateurs d'évènements (sports, culture, emploi, environnement, rencontres économiques) et des services transversaux (communication, collecte des déchets, marchés éco-responsables) s'est constitué. L'objectif est d'échanger sur les pratiques et les difficultés rencontrées pour l'organisation des

manifestations intercommunales, de trouver des pistes d'amélioration communes, de proposer des solutions transversales aux différents services concernés.

L'objectif est également de tester une grille de diagnostic des événements éco-responsables à construire ensemble qui nous permettra de faire un état des lieux de départ et de suivre la progression de notre démarche sur nos évènements.

### ■ Pays Ruthenois

6 avenue de l'Europe  
12000 Rodez

#### **Suivi annuel informatisé des consommations d'énergie et d'eau**

Création d'un tableur Excel et accompagnement des collectivités pour le renseigner. La collectivité informe un onglet par bâtiment une fois par an : le total des dépenses et des consommations des énergies utilisées et d'eau, les travaux ou réglages réalisés.

Des graphiques se dessinent automatiquement afin de faire une analyse rapide : dépenses par flux, prix des flux, consommations par flux, efficacité du chauffage corrigé du climat, émissions de gaz à effet de serre par flux, étiquette énergie climat...

### ■ Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin

maison de l'industrie  
12300 Decazeville

#### **Éco responsabilité de la Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin**

Dans le cadre de son agenda 21, et conformément au principe d'exemplarité des collectivités vis-à-vis de leur politique de développement durable, la Communauté de communes s'est engagée dans un programme d'éco responsabilité de façon à limiter les impacts liés à ses activités sur l'environnement. Ce

programme comporte des actions en faveur de l'eau, de l'énergie, des déchets, des transports et des achats. Concernant la réduction des déchets, la communauté de communes a installé un composteur collectif derrière ses bâtiments de manière à composter les déchets issus des salles de convivialité (repas midi, pause-café...) mais également ceux issus de la maison petite enfance (la Capirole) dont les repas sont préparés sur place. Entre ces deux sources de déchets, c'est presque une tonne de déchets qui ne partent plus dans le sac noir chaque année!

■ **Communauté de communes du Bassin Decazeville Aubin**

Maison de l'industrie - BP 68  
12300 Decazeville

**Programme d'éco responsabilité des services de la Communauté de communes**

Dans le cadre de son agenda 21, et conformément au principe d'exemplarité des collectivités vis-à-vis de leur politique de développement durable, la Communauté de communes s'est engagée dans un programme d'éco responsabilité. Il comporte des actions en faveur de l'eau, de l'énergie, des déchets, des transports et des achats. Concernant la réduction des déchets, la communauté de communes a installé un composteur collectif derrière ses bâtiments de manière à composter les déchets issus des salles de convivialité (repas midi, pause-café...) mais également ceux issus de la maison petite enfance dont les repas sont préparés sur place. Entre ces deux sources de déchets, c'est presque une tonne de déchets qui ne partent plus dans le sac noir chaque année!

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur**  
Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

**Les Festivals Éco Responsables**

Soucieuse de l'avenir de ses concitoyens et des générations futures, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagée dès 2007 dans la démarche AGIR (Action Globale Innovante pour la Région) afin de mobiliser les acteurs publics, les associations et les entreprises autour de projets exemplaires en matière d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables. De plus la région Provence-Alpes-Côte d'Azur accueille chaque année plus de 600 festivals (musique, arts de rue, théâtre...).

Un appel à projets AGIR « amélioration des performances environnementales des sites et équipements culturels » destiné aux opérateurs du spectacle vivants : festivals, théâtre, salle de concerts, a été lancé.

Aussi, depuis 2011, dans le cadre de la nouvelle démarche AGIR +, la Région a notamment mis en place un dispositif de soutien aux festivals écoresponsables.

Pour bénéficier d'une aide de la Région, les festivals doivent respecter un référentiel élaboré autour de 4 volets : gestion des déplacements, achats éco-responsables, gestion des déchets et suivi des indicateurs.

Ainsi, le Festival MiMi à Marseille, le Festival Charlie Free à Vitrolles, les Joutes musicales à Correns, le Festival d'Avignon, le Festival de Danse et des Arts Multiples de Marseille, le Festival de Martigues, le Festival Rubikub à Mérindol, Les nuits carrées à Antibes, la Fiesta des Suds, les Plages électroniques à Cannes, Marsatac à Marseille, les Suds à Arles, Midi Festival à Hyères, le Festival d'Art Lyrique d'Aix-en-Provence, l'Assemblade à Marseille, Jazz des 5 continents à Marseille, Actoral, les Nuits du Château de la Moutte à St Tropez, le Festival International du film Documentaire à Marseille, Grandeur Nature dans le Queyras et le Festival international du Film d'Aubagne, etc., ont fait le choix, avec l'aide de la Région, de réduire leur impact sur l'environnement.

Ces festivals ont mis en place des actions concrètes et créatives qui vont de l'éco-conception des documents de communication à l'éclairage LED des scènes en passant par un service de restauration bio et locale et par l'utilisation de vaisselle réutilisable.

Une attention particulière a également été portée aux transports et à la réduction de l'impact des déplacements des festivaliers, des artistes et des équipes. Les festivaliers sont en effet invités à recourir aux modes de déplacements alternatifs pour se rendre sur les lieux des concerts, projections ou représentations. La Région travaille également à l'élaboration de dispositifs d'action visant la pérennité et la généralisation des actions éco-responsables avec :

- Une plateforme d'accompagnement des festivals éco-responsables (Aér portée par l'ARCADE (Agence des Arts et du spectacle de PACA). Cette plate-forme est un outil pour accompagner les festivals et les encourager dans cette dynamique grâce à une démarche participative et collective. (Plus d'informations sur : aer.arcade-paca.com). Ce projet est soutenu dans le cadre du contrat de projet Etat-Région-ADEME.
- Un partenariat avec la Régie culturelle régionale qui veille à limiter l'impact sur l'environnement des opérations qu'elle réalise.

■ **Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur**  
Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

**Le soutien aux tournages éco-responsables**

La Région Provence Alpes Côte d'Azur s'est engagée dans une démarche innovante : AGIR (action globale innovante pour la Région) pour encourager les démarches de maîtrise de l'énergie et de recours aux énergies renouvelables.

Dans ce cadre, un dispositif d'aide aux tournages éco responsables a été mis en place. Il s'adresse aux tournages de long métrage de fiction, d'unitaire ou série télévisée, de court-métrage de fiction et de documentaires qui ont lieu sur le territoire régional.

Pour bénéficier d'une aide de la Région, les tournages doivent respecter un référentiel élaboré autour de 6 axes obligatoires.

Ce dispositif a permis la mise en place de diverses actions telles que :

- la sensibilisation des équipes au développement durable pendant le tournage,
- la réalisation de bilan carbone prévisionnel et réel après le tournage
- La nomination d'une personne référente au sein de la production, responsable de l'application des méthodes proposées
- La mise en place d'un plan de déplacement
- La mise en œuvre d'action pour réduire l'impact négatif de la régie et de la cantine :
- La réduction des consommations d'énergie

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur

Hôtel de Région  
27, place Jules-Guesde  
13002 Marseille

#### ***Soutien à la création, l'équipement et la réhabilitation des salles de cinéma***

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a mis en place depuis décembre 2010 des critères environnementaux dans le cadre des financements attribués pour la création, l'équipement et la réhabilitation des salles de cinéma.

Les critères portent

- Pour les petits travaux : sur les peintures et enduits, les revêtements muraux et sols, la gestion des déchets
- Pour la réhabilitation lourde : sur l'amélioration de l'efficacité énergétique en cas de rénovation (menuiserie, isolation), l'usage de l'énergie (recours aux énergies renouvelables, limite de la puissance installée pour l'éclairage,

rage, système de récupération de la chaleur pour la ventilation...)<sup>o</sup>

Ou d'autres actions portant sur le tri des déchets par le public, et les économies d'eau.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### ***Mise en place de la visio conférence***

Dans le cadre de son agenda 21 et de son Plan de Déplacement d'Administration, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est dotée d'équipements de visioconférence. Ces derniers ont été mis en place en 2009 au sein du conseil régional Provence-Alpes-Côtes-d'Azur. Tout d'abord restreint à certaines antennes, ils sont aujourd'hui actifs dans toutes nos antennes départementales. Ce système de visioconférence est utilisé à ce jour pour toutes réunions mais aussi pour les commissions d'études et de travail en amont de nos commissions permanentes et assemblées plénières. Il permet de dialoguer mais également de partager des fichiers à l'écran.

Au cours du premier semestre 2011, plus d'un tiers des élus ont assisté aux commissions d'études et de travail à distance dans les antennes via la visioconférence.

La visioconférence contribue ainsi à diminuer les déplacements et par voie de conséquence à une réduction des émissions de gaz à effets de serre.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### ***Dématérialisation de documents officiels***

Une démarche de réduction des consommations de papiers a été mise en place dès 2004 au sein du Conseil Régional Provence-Alpes-

Côte d'Azur par le biais de la dématérialisation de documents officiels.

Tout d'abord par la création d'un site collaboratif, centre de ressource à destination de nos conseillers régionaux.

Par ailleurs, une dématérialisation des délibérations et rapports dans le cadre des assemblées plénières a été mise en place dès 2004 et s'est généralisée pour les commissions permanentes et commissions d'études et de travail en 2010. Un CD-ROM est ainsi envoyé avant toutes réunions aux membres. Ces deux systèmes permettent ainsi de réaliser des gains de papiers. Une solution de dématérialisation complète est à l'étude (non-envoi de CD-ROM)

Pour finir les dossiers soumis aux contrôles de légalité font également l'objet de transmission par voie électronique ou encore la transmission de fiches de paie.

Ces systèmes ont ainsi permis d'économiser plus de 24 tonnes de papiers par an., et 1,2 million de pages photocopiés.

#### ■ Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hôtel de Région  
27 Place Jules-Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

#### ***Recyclage des ordinateurs***

Dès 2003, un système de recyclage des ordinateurs du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a été mis en place. Une entreprise agréée a été sélectionnée pour recycler les ordinateurs (écran informatique et unité centrale) devenus obsolètes. Ces derniers sont ainsi reconditionnés et distribués à des associations qui en éprouvent le besoin, dans le domaine de l'aide à l'insertion sociale et le soutien scolaire.

- **Conseil Général du Calvados**  
9, rue Saint-Laurent - BP 20520  
14035 Caen Cedex 1

### **Les Midis de Mobilités au Conseil Général du Calvados**

À l'occasion de la semaine du Développement durable 2011, le Conseil Général du Calvados a organisé les Midis de la mobilité, manifestation à destination des agents de la collectivité pour les informer sur les moyens de transports alternatifs à la voiture individuelle. Lors de ces 3 journées, les différents acteurs de la mobilité du Calvados sont venus présenter leurs offres: le réseau de bus de l'agglomération caennaise (Twisto), le réseau de bus interurbain (Bus Verts), le train (SNCF), le co-voiturage (Association ECO-MOBILE), le vélo (V'eol) etc. Les agents ont pu se renseigner sur la prise en charge à hauteur de 50 % par le Conseil Général des abonnements en transport en commun, l'utilisation de ticket de bus pour les déplacements professionnels, etc. À cette occasion, les participants ont également pu essayer les vélos à assistance électrique du Conseil Général et faire marquer leur vélo personnel (Bicycode). Un repas préparé avec des produits issus de l'agriculture biologique et locale était offert.

Plus de 300 agents ont participé à cette première édition des Midis de la mobilité.

- **Pays des Vals de Saintonge**  
55 rue Michel-TeXier - BP 52  
17413 Saint-Jean D'Angely

### **Bilan carbone !**

dès 2009, le Pays des Vals de Saintonge a élaboré son bilan carbone activités pour diminuer ses émissions de Gaz à Effet de Serre et ses consommations d'énergie.

À titre d'exemple, nous avons remplacé 1 véhicule par 2 vélos à assistance électrique pour les déplacements courts, en accord avec les salariés. Nous avons également remplacé

des véhicules anciens par des véhicules classés A en émissions de CO<sup>2</sup>. Enfin, nous avons également enlevé 1 ampoule sur 2 dans les bureaux.

- **Ville de Dijon**  
BP 1510  
21033 DIJON Cedex

### **Contribuer à une meilleure coordination des services de la Ville avec le temps des habitants, par la mise en œuvre de démarches temporelles.**

Depuis 2008, la ville de Dijon a choisi de prendre en considération les préoccupations liées aux politiques temporelles et d'en faire un axe structurant de ses actions. La mission Temps Urbains est ainsi chargée de mettre en œuvre et d'accompagner les démarches temporelles visant à faciliter la gestion quotidienne des différents temps de vie de chacun tout en recentrant l'utilisateur au cœur des pratiques.

2 projets liés à la conciliation des temps de vie professionnelle et personnelle, familiale, ont ainsi émergé.

L'ouverture continue de la bibliothèque centre-ville adulte, a été engagée avec un double objectif : élargir la diversité des publics et adapter au mieux les horaires aux usages. Bien accueillie par le public, cette adaptation permet aux Dijonnais travaillant au centre-ville de pouvoir plus facilement bénéficier des services de la bibliothèque.

L'extension de l'offre de garde périscolaire à la pause méridienne permet aux enfants de rentrer chez eux pour déjeuner en famille et aux parents de mieux concilier vie professionnelle et familiale. Après expérimentation, deux temps d'accueil périscolaire supplémentaires ont été définis, donnant la possibilité aux parents de venir chercher l'enfant à l'école jusqu'à 12h30 ou de le déposer à partir de 13h15.

- **Région Franche-Comté**  
4 square Castan  
25000 Besançon

### **Une charte des achats éthiques**

Dès 2006, la Région a souhaité formaliser son action en matière d'achat durable par l'adoption d'une Charte éthique qui fixe les grandes lignes de l'achat responsable mené par la Région. De façon systématique, les services acheteurs s'interrogent avant le lancement de toute procédure de marché public sur la possibilité d'intégrer une clause sociale et/ou environnementale.

Un groupe de travail Agenda 21/Commande publique a été créé. Sa mission : perfectionner l'achat responsable de la Région. Ce groupe se réunit 2 à 3 fois par an et rassemble des représentants des services acheteurs, la chargée de mission Agenda 21 et parfois des élus. Ainsi par exemple, dans le cadre d'un marché de nettoyage des locaux de la Région, il a été demandé aux candidats de proposer des produits répondant à des critères environnementaux fixés par des écolabels ou équivalents et de réserver 7 % du temps total de travail nécessaire à la réalisation des prestations du forfait mensuel à la mise en œuvre d'une action d'insertion de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (embauche directe, sous-traitance à une entreprise d'insertion par l'activité économique ou mutualisation des heures d'insertion en ayant recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou à une association intermédiaire (AI)).

- **Région Franche-Comté**  
4 square Castan  
25000 Besançon

## **Un réseau franc-comtois de visioconférence**

L'objectif du projet est double :

- Promouvoir l'usage des Technologies de l'information et de la communication sur le territoire régional.

- Appuyer la démarche d'Agenda 21 de la Région, dont le territoire est à dominante rurale, avec des déplacements parfois difficile particulièrement en période hivernale.

L'action a pour objectif de mettre la visioconférence à la portée du tissu socio-économique régional. Elle est pilotée par la Région Franche-Comté, et se décline en 2 volets :

- **Financier** : La Région a créé un dispositif d'aide financière qui prend en charge 80 % de l'investissement pour 2 types d'équipements : Un équipement multi-point de salle de réunion par pays et un équipement « individuel » par communauté de communes. Le dispositif a été étendu par la suite au bénéfice des associations de dimension régionales.

- **Animation** : La promotion du dispositif et de l'usage de la visioconférence est menée par diverses actions : identification des utilisateurs potentiels de la visioconférence, mise en ligne d'un annuaire des équipements...

Cette action est complétée par le développement du réseau de points visio-services. Ce réseau utilise des équipements de visioconférence adaptés à l'usage du grand public qui permettent de créer des guichets virtuels. Ce projet rapproche les services du Pôle Emploi, de la CPAM, de la CAF ou de la MSA des territoires ruraux de la région.

### ■ **Dreux agglomération**

4 rue de Chateaudun - BP 20159  
28103 Dreux Cedex

### **Création d'un poste de conseiller en énergie partagé**

Le conseiller en énergie partagé accompagne les collectivités du territoire de Dreux

agglomération dans leur politique de maîtrise de l'énergie : il réalise le bilan et le suivi des consommations et des dépenses énergétiques du patrimoine public de chaque collectivité adhérente au service Conseil en Énergie. Il initie et met en œuvre un plan d'actions visant la réduction de ces consommations, il suit les actions engagées et accompagne les changements de comportement. Il a, en outre, pour mission de sensibiliser, former et informer les équipes communales, les services techniques et les élus aux usages de leur patrimoine et à la maîtrise énergétique. De plus, il gère et analyse les données énergétiques du patrimoine de chaque commune adhérente au service (bâtiments, éclairage public, flotte de véhicule).

### ■ **INP-ENVT**

23 chemin des Capelles  
31076 Toulouse

### **Plan vert et démarche 14001**

Suite à la collecte des données début 2009 pour réaliser son bilan carbone, l'ENVT a élaboré un plan vert (article 55 loi Grenelle 1). Une des actions du plan vert est la prise en compte de la notion de développement durable pour le choix de l'entreprise (10 % de la note) lors des consultations d'entreprises des appels d'offres pour attribution de marchés publics. En 2011, l'ENVT accompagné par l'agence régionale pour l'environnement va conduire une démarche 14001 dans sa clinique des petits animaux (consultations, blocs opératoires, hôpitaux). Le relevé des impacts environnementaux des activités de la clinique permettra de mettre en place un plan d'actions pour réduire ces impacts sur l'environnement. La conduite de cette démarche 14001 à l'école vétérinaire servira de site pilote pour la déployer auprès des cliniques ou cabinets vétérinaires privés.

### ■ **Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Quint-Fonsegrives**

Hôtel de ville  
31130 Quint-Fonsegrives

### **Éco-responsabilité des services municipaux**

Après une phase de présentation des enjeux et de la méthode de travail à tous les agents municipaux (entre juin et décembre 2009), un travail de concertation a été lancé dans chaque service, suivi de la remontée de propositions et de la structuration d'un plan d'actions (de janvier à octobre 2010).

Suite à la présentation, fin 2010, de ce plan aux chefs de service et aux élus de la Commission « Développement durable », celui-ci a été adopté dans son principe après quelques petits ajustements puis a été lancé officiellement le 20 janvier 2011.

Structuré par thème (énergie, déchets, déplacements, eau, papier, achats, espaces verts) et par phase (actions de court, moyen et long terme), ce plan d'actions est mis en application à partir de 2011.

### ■ **Ville de Saint-Geniès-Bellevue**

25 rue Principale  
31180 Saint-Geniès-Bellevue

### **Participer**

Partager les éco-responsabilités du « bien vivre durablement à St Geniès Bellevue ».

Phase d'élaboration de l'Agenda 21

Constitués en groupe d'animation et de réflexion, auxquels les élus ont participé, les citoyens ont pris en charge :

- Une réflexion sur la déclinaison du cadre de référence « agenda 21 » du ministère aux spécificités de la commune,

- La conduite d'un diagnostic chiffré (mobilisation et analyse des données)

- L'animation des groupes de réflexion (35 personnes, une réunion par mois pendant plus d'un an),

- Association du Conseil Municipal des Jeunes,
- La présentation des enjeux et la recherche de stratégies collectives en débats publics,
- La proposition d'actions,
- L'Estimation a priori de la contribution de chaque action à la poursuite des finalités du DD et à répondre aux enjeux du territoire (graphiques de représentation),
- La rédaction du document final, document de référence de l'agenda 21 adopté par la Municipalité,

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse, Ville de Villeneuve-Tolosane

Mairie de Villeneuve-Tolosane  
4, rue de l'hôtel de Ville  
31270 Villeneuve-Tolosane

#### ***Bilan carbone et plan climat municipal***

La démarche de Bilan Carbone : estimer l'impact des services communaux sur le réchauffement climatique

Le Bilan Carbone est un outil qui sert à comptabiliser les émissions de gaz à effet de serre directes ou induites (dioxyde de carbone et méthane principalement) d'une activité ou d'un territoire. Villeneuve-Tolosane compte parmi les premières communes de Midi Pyrénées à s'être intéressée, dès janvier 2009, aux émissions générées par ses services et son patrimoine.

Le diagnostic distingue 4 principaux postes d'émission :

- les énergies (chauffage, électricité, éclairage public) : 40 % du bilan carbone,
- les déplacements (des agents et des usagers) : 24 % du bilan carbone,
- les immobilisations (bâtiments et matériel existants) : 19 % du bilan carbone,
- les intrants (achats, notamment pour la restauration scolaire) : 12 % du bilan carbone.

La mise en œuvre du plan climat municipal : place à l'action

Le Bilan Carbone est un premier pas important dans la volonté de la commune de lutter

contre le réchauffement climatique. Il permet d'identifier les priorités du plan climat municipal :

- Éclairage public : diagnostic sur l'ensemble de la commune et expérimentation de dispositifs économes avec variateurs d'intensité rue Camus (printemps 2011) ;
- Bâtiments : souci d'économies d'énergie dans les travaux de rénovation du Majorat (meilleure isolation, chaudière à gaz), démarche HQE pour l'école maternelle Bécane et la salle de gymnastique du Préau Couvert, remplacement des chaufferies de tous les bâtiments municipaux à moyen terme, sensibilisation des utilisateurs (charte de bonne utilisation des locaux) ;
- Déplacements : sensibilisation des familles à l'utilisation des modes doux de déplacements et au covoiturage pour les trajets vers la crèche et les écoles, développement du réseau cyclable et du parc de garages à vélo, acquisition de scooters électriques pour la police municipale, des vélos fournis aux personnels municipaux volontaires pour leurs déplacements internes à la commune.
- Intrants : lutte contre le gaspillage dans la restauration scolaire avec le choix d'un repas à 4 composantes, des repas moins carbonés et des actions d'éducation nutritionnelle.

#### ■ Région Midi-Pyrénées

22 bd du Maréchal-Juin 31406 Toulouse  
Cedex 9  
31406 Toulouse

#### ***Management environnemental interne à l'institution certifié ISO 14 001***

La Région Midi-Pyrénées est certifiée ISO 14001 depuis avril 2005 pour ses activités administratives (comprenant l'imprimerie, le restaurant, la flotte de véhicules, la maintenance des bâtiments, les manifestations). Le périmètre certifié comprend l'Hôtel de Région et ses annexes, ce qui implique près de 850 agents et 91 élu-e-s.

Le programme d'actions concerne :

- les consommations d'énergie et l'utilisation d'énergies renouvelables,
- les consommations d'eau, de papier, de carburant,
- les achats de la Région avec introduction d'exigences environnementales,
- la mise en œuvre d'un bilan des gaz à effet de serre,
- la réduction des déplacements en voiture individuelle avec mise en œuvre d'un Plan de déplacements,
- la maîtrise des pollutions accidentelles avec gestion de l'utilisation des produits dangereux,
- la mise en conformité au regard de la réglementation,
- la diminution à la source et la valorisation des déchets,
- des actions régulières de sensibilisation auprès des agents, des élu-e-s et des prestataires,
- le pilotage d'une quarantaine d'animatrices ISO, référents de chaque Direction,
- le suivi d'indicateurs de performance environnementale et financière,
- des échanges avec l'autre Région certifiée, Aquitaine,
- des audits internes réguliers
- des formations en fonction des besoins

#### ■ Communauté Urbaine du Grand Toulouse

6 rue René-Leduc  
31505 TOULOUSE Cedex 5

#### ***Administration exemplaire : mise en place d'un programme interne de prévention et de gestion des déchets***

La ville de Toulouse et la Communauté Urbaine du Grand Toulouse se sont engagées dans l'élaboration de leur Plan climat énergie avec un volet renforcé sur l'administration exemplaire.

La prévention et la gestion des déchets d'activité des services s'inscrivent en outre dans le cadre du programme local de prévention des



déchets ménagers et assimilés que le GT est en train d'élaborer.

- Objectifs:

Travailler, via l'élaboration d'un programme d'actions (2012-2020), la volonté de l'administration de répondre aux enjeux de développement durable et plus particulièrement à la lutte contre le changement climatique.

Sous objectifs: Élaborer le volet « Exemplarité » de la collectivité du programme de prévention des déchets du Grand Toulouse.

- État des lieux/Bilan carbone de la collectivité:

La production de déchets par les agents, l'utilisation de bouteilles et de gobelets en plastique, les gobelets en carton, les achats et le recyclage de papier, ont notamment été mesurés lors du bilan Carbone.

La campagne de tri actuellement en test sur deux bâtiments de la CU valorise les déchets suivants: papier, carton, DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques), piles, DIB, bois/palette, PET clair, cartouche et les DIB.

- Enjeux du plan d'action pour la prévention et la gestion des déchets d'activité des services:

> réduire l'utilisation de contenants plastiques jetables (bouteilles, gobelets, fontaines)

> réduire les quantités de papier et de produits toxiques achetés et jetés

> augmenter le recours aux filières de ré-emploi

> améliorer la qualité du tri

> amener les services à changer leurs habitudes de consommation

Pour la mise en œuvre du plan d'action la méthode proposée est de partir de sites ou de directions pilotes, de faire un bilan des actions et de leur impact réel pour ensuite étendre avec des objectifs de réduction précis.

Les actions réalisées ou prévues sont les suivantes:

I. Prévention des déchets (produire moins, réutiliser):

- Objectif 1: Réduire l'utilisation de contenants plastiques jetables (bouteilles, gobelets, fontaines)

1) 2010- Suppression des fontaines plastiques et mise en place de fontaines raccordées au réseau d'eau potable sur les espaces détente de Marengo boulevard (réalisé)

2) 2011 - Extension des fontaines raccordées au réseau à étudier pour les salles de réunion et autres sites avec un objectif de réductions de bouteilles d'eau

- Objectif 2: Réduire les quantités de papier et de produits toxiques achetés et jetés

1) 2010 - Réduction des déchets d'emballage et déchets toxiques dans la politique d'achat durable (action réalisée de manière ponctuelle). Extension et systématisation en cours de réflexion

2) Plan actions 2011- Diagnostic pour diminuer les volumes de déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD) produits et améliorer les filières de valorisation

3) Plan d'action 2011- Rationalisation des impressions

4) 2011- Direction témoin - Expérimenter la dématérialisation et la réduction des déchets-évaluer-généraliser.

- Objectif 3: Réduire les quantités de déchets verts

2010- Réduire la production de déchets verts par des techniques de type broyage, mulching... (réalisé)

Objectif 4: Détourner les déchets produits vers des filières de ré-emploi

2011- Détourner les quantités de déchets produits (marché green buro en cours: détourner les bouchons, les bâches de communication, les palettes...

II. Gestion des déchets produits:

- Objectif: Trier, collecter, recycler

2010- Expérimentation: organisation du tri et collecte sélective sur 2 bâtiments majeurs par une entreprise d'insertion (réalisée)

2011- Extension et harmonisation des pratiques de tri et de collecte des déchets de bureau et DTQD.

2011 - Étude en cours sur les bases de loisirs pour la mise en place du tri

III. Sensibilisation des agents

1. organisation de la semaine du développement durable à destination des agents: Ateliers de ré-emploi avec la Glanerie (réalisé)

2. Élaborer une campagne de sensibilisation-communication 2011: ex: distribution de mugs et carafes

La politique de prévention et de gestion des déchets d'activité interne à la ville de Toulouse et du Grand Toulouse sera complétée début 2012 par le diagnostic prévention des déchets piloté par la Direction Déchets et Moyens Techniques.

■ Mairie de Saint-Orens de Gameville

46 avenue de Gameville  
31650 Sain-Orens-De-Gameville

**Démarche éco-responsable**

Dans un souci d'exemplarité et de mobilisation interne autour du développement durable, la Ville de Saint-Orens a souhaité mettre en place une démarche éco-responsable début 2011.

Démarche participative dans laquelle des agents volontaires, organisés en groupes de travail thématiques qu'ils ont choisi (déchets, fluides, déplacements, et achats) travaillent sur le fonctionnement interne de la collectivité et sont forces de propositions afin de réduire nos impacts sur l'environnement et intégrer les principes du DD dans le cadre du travail.

Cette démarche s'appuie dans un premier temps sur un diagnostic, notamment grâce au Bilan carbone patrimoine et service en cours de réalisation.

Elle constitue la première étape de la démarche Agenda 21 engagée par la Ville et va se traduire par un Plan d'Actions qui sera validé en Novembre 2011.

### ■ Mairie de Saint-Orens de Gameville

46, avenue de Gameville  
31650 Saint-Orens De Gameville

#### **Mise en service de vélos à assistance électrique pour les déplacements professionnels des agents municipaux et des élus**

Afin de réduire les émissions de Gaz à effet de serre (GES), la commune a fait l'acquisition de 4 vélos à assistance électrique, destinés aux déplacements professionnels des agents municipaux et des élus. Une plate-forme de réservation a été mise en place, ainsi qu'une formation d'utilisation et de sécurité.

Le déploiement des vélos sur plusieurs sites d'activité permet leur utilisation, notamment par les agents d'entretien des bâtiments.

### ■ Communauté d'Agglomération du Sicoval

rué du chêne vert  
BP38200  
31682 Labège

#### **Gestion différenciée des espaces verts (phytosanitaire, irrigation, carburant, eau)**

Réutilisation des branches broyées en paillage, désherbage manuel et thermique, utilisation d'hydro rétenteurs, utilisation d'essence adaptée au climat, suppression de l'arrosage automatique...

Afin de généraliser cette démarche, dans le cadre du « Plan d'Action Territorial Hers Morts Girou » visant à rétablir la qualité d'eau des cours d'eau, le Sicoval porte des actions auprès des communes, des particuliers, des scolaires, des jardins familiaux avec des formations sur la gestion écologique des espaces verts.

Les résultats :

Une diminution de la consommation de carburants des tondeuses (- 34 % en 3 ans),

Une diminution du temps de travail des agents (-25 % en moyenne),

De véritables économies d'eau (la plantation de plantes vivaces et le paillage des massifs ont permis de supprimer totalement l'arrosage des espaces verts),  
Suppression des consommations de produits, phytosanitaires.

### ■ Ville de Blagnac

Place Jean-Louis-Puig  
31700 Blagnac

#### **Introduction de produits frais, locaux, de saison et biologiques dans la restauration collective**

Dans le cadre de sa politique qualité et de son implication dans l'agenda 21 de la ville, la régie de restauration de Blagnac s'est engagée depuis janvier 2010 dans une vraie démarche de Développement Durable.

Soucieuse des recommandations nutritionnelles établies par le GEMRCN (Groupe d'Etude des Marchés de Restauration Collective et Nutrition), elle propose chaque jour des menus variés et équilibrés constitués de 80 % de produits frais et de plats « faits maison ».

Dotée d'un laboratoire de boucherie (recevant la viande en carcasses) et de pâtisserie, elle a fait le choix pour ce dernier d'utiliser uniquement du lait, de la farine et des œufs provenant exclusivement de l'Agriculture Biologique.

En outre, elle intègre chaque mois différentes catégories d'aliments Biologiques (fruits, légumes, produits laitiers, viandes...) afin de permettre aux enfants Blagnacais de découvrir ces produits de qualité et d'atteindre les objectifs du Grenelle de l'environnement (20 % en 2012).

De plus, pour sensibiliser les écoliers aux produits locaux et de saison, le Responsable Logistique s'approvisionne auprès de producteurs régionaux, chaque fois que possible ou lors de manifestations spécifiques telles que le festival « Luluberlu » ou encore « la Fraich'attitude ».

Dans une volonté de cohérence, la régie de restauration s'est adaptée en modifiant son fonctionnement : elle utilise désormais de la vaisselle jetable biodégradable (plateaux- repas, gobelets, bols, couverts...), a supprimé les nappes en papier et assure le tri sélectif sur la majorité de ses restaurants scolaires.

### ■ Ville de Blagnac

Place Jean-Louis-Puig  
31700 Blagnac

#### **Réduction des consommations de papier**

Dans le monde, un arbre abattu sur cinq est consommé par l'industrie papetière. La consommation de papier en France a décuplé depuis 1950 : elle atteint aujourd'hui 70 kg par employé de bureau par an : soit près de 3 ramettes par mois. Or, en France, près de 20 % du papier consommé provient de régions de forêts anciennes. Face à ces constats, la Ville de Blagnac s'est engagée dans une démarche d'exemplarité à réduire ses consommations de papier. En 2010, un groupe de travail piloté par l'Adjoint en charge du Développement Durable dresse le bilan des consommations papier de la ville et propose des pistes de travail. Cette démarche a permis à ce jour la réalisation d'actions telles que :

- la mise en place du tri sélectif dans les bureaux. Ainsi, en 2010, il a permis le recyclage de 18,2 tonnes de papier (309 arbres), soit 52,6 % de la consommation totale annuelle.
- la dématérialisation des documents préparatoires aux séances du Conseil Municipal qui a permis l'économie d'environ 90 000 feuilles de papier évitant ainsi l'abattage de 7 à 8 arbres.
- la télétransmission des actes administratifs (délibérations, décisions et arrêtés) au contrôle de légalité, dans les limites imposées par le Code Général des Collectivités Territoriales
- la dématérialisation des marchés publics
- la réduction des supports de communication

Suite à cette démarche, un bilan des consommations de papier sera établi à la fin de l'année 2011 afin d'évaluer les économies réalisées par rapport à l'année 2010 et identifier les marges de progrès.

#### ■ VILLE DE COLOMIERS

1 place Alex-Raymond  
BP 30330  
31776 Colomiers Cedex

#### **Renforcer la participation de Colomiers en tant que ville active du Programme National Nutrition Santé**

L'alimentation et l'état nutritionnel participent au développement de certaines maladies (maladies cardiovasculaires, obésité...) et à la différence, l'équilibre nutritionnel et une consommation alimentaire variée contribuent à la préservation d'un bon état de santé et de qualité de vie.

La Commune de Colomiers est déjà signataire de la Charte « Ville active du PNNS » et entend réaliser nouvellement de la prévention nutritionnelle et du renforcement de la qualité nutritionnelle du service de portage des repas à domicile et mise à disposition des structures d'aide alimentaire en direction des personnes âgées et des populations précaires et défavorisées.

#### ■ Ville de Colomiers

Place de l'hôtel de ville  
BP 330  
31776 Colomiers

#### **Tenir le cap**

Impliquer la société civile dans l'évaluation de la pertinence des 40 actions de l'Agenda 21 au regard des enjeux, des coûts, de leur efficacité et des indicateurs associés.

Création d'un comité de suivi

Le Comité est composé de 25 membres : outre les représentants de la municipalité,

- des signataires de la Charte Handicap (visant à faciliter la mobilité, l'accès au logement, aux services, à l'emploi...),

- 4 collèges : Associations ; Entreprises ; Jeunes issus du Conseil Municipal des Jeunes, (créé en 1996) et des Conseils de Vie Collèges et Lycées ; des Citoyens volontaires, tirés au sort après appel à candidature. Veille à l'équilibre de la représentativité sociale (âge, genre...)

Le Comité de Suivi et d'Évaluation se réunit 2 fois dans l'année (et plus si besoin).

Lors de ces réunions, l'ensemble des membres sont repartis dans 3 ateliers qui sont :

- Emploi et solidarité, (9 actions) Culture et jeunesse (4 actions)
- Écocitoyenneté et gouvernance, (9 actions) éco-responsabilité de la commune (7 actions)
- Climat Énergie (7 actions) et Aménagement Habitat durable (4 actions)

#### ■ LADEVÈZE-RIVIÈRE

Mairie  
32230 Ladevèze-Rivière

#### **Description des pratiques de la municipalité**

Plusieurs actions en faveur de l'environnement ont été mises en place au sein du fonctionnement interne de la mairie :

Utilisation de la dématérialisation des actes et documents administratifs.

Tri des déchets papiers

Utilisation d'un destructeur de papier

Recyclage des anciens ordinateurs en borne internet pour l'accès public

Utilisation du courriel entre les différents conseillers municipaux pour les convocations

Création et mise en ligne du site Internet de la commune

#### ■ Conseil Général de la Gironde

Mission Agenda 21  
Esplanade Charles de Gaulle  
33074 Bordeaux Cedex

#### **Management par la transversalité pour le suivi et l'évaluation de l'Agenda 21 de la Gironde**

Les résultats de l'évaluation du 1er programme d'actions de l'Agenda 21 de la Gironde avaient préconisé un renforcement du suivi et de l'évaluation du programme, le renforcement de l'implication de l'ensemble de l'encadrement et le passage à une logique d'atteinte d'objectifs par l'évaluation des résultats.

L'acte 2 de l'Agenda 21 de la Gironde en a fait sa colonne vertébrale. Aujourd'hui, un logiciel de suivi permet à l'ensemble des acteurs de l'Agenda 21 (Chefs de projets, référents, directeurs, DGA et élus) de manager le programme au regard de leurs propres responsabilités. Chacune des 350 actions est suivie évaluée, notamment au travers d'indicateurs de réalisation et de résultats renseignés directement par les acteurs en responsabilité. Ce sont aujourd'hui 234 personnes en interne (élus et agents) qui assurent un pilotage opérationnel transversal.

Ce programme d'actions pour 2010-2012 mobilise tous les services de l'institution et s'inscrit dans toutes les politiques du Département dans une perspective d'amélioration continue et d'intégration des finalités et des principes d'action du développement durable.

#### ■ Conseil Général de l'Hérault

1000, rue d'Alco  
34087 Montpellier Cedex 4

#### **Management durable des activités routières**

Il s'agit à travers ce projet d'intégrer les critères du développement durable dans l'ensemble des activités routières dans un contexte de forte croissance démographique et d'augmentation de la demande de mobilité. Tous les métiers de ce domaine sont amenés à évoluer en continu : programmation, conception, construction, entretien et exploitation.

Cette démarche se décline en actions ciblées : management environnemental des chantiers, réflexion sur les pôles d'échanges multimodaux, fauchage raisonné, protection contre les risques de pollution etc.

■ **Conseil Général de l'Hérault**  
1000, rue d'Alco  
34087 Montpellier Cedex 4

### **Expérimenter le télétravail dans les services du CG 34**

Une expérimentation a été lancée afin d'évaluer de façon pratique les effets en termes d'organisation du télé-travail. Cette expérimentation qui s'est avérée concluante, à la fois pour les services auxquels appartenaient les télé-travailleurs et pour les agents ayant opté pour ce dispositif débouchera sur la mise en place de 100 postes de télétravail. Une convention signée entre les services et les agents détermine les conditions concrètes de mise en œuvre (jours télé-travaillés dans la semaine, matériels mis à disposition, tâches « télé-travaillées » etc.). Le choix des télé-travailleurs est fait à partir de plusieurs critères comme le lieu du domicile, les responsabilités exercées ou la capacité d'initiative.

■ **CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE**  
283 avenue du Général-Patton  
CS 21 101  
35711 Rennes Cedex 7

### **Acquisition de vêtements de travail en coton biologique et équitable**

La Région Bretagne a souhaité donner à son marché d'acquisition de vêtement de travail une forte dimension développement durable. Ainsi, en premier lieu, les vêtements de travail proposés devaient être en 100 % coton ou polycoton issu de l'agriculture biologique et équitable.

En second lieu, la Région Bretagne a analysé les offres remises notamment à l'aune de

leurs performances DD (environnementales, sociales et économiques) en pondérant ce critère de jugement des offres à hauteur de 25 % de l'analyse globale.

■ **Conseil Régional de Bretagne**  
283 avenue du Général-Patton - CS21101  
35711 Rennes Cedex 7

### **Programme de soutien aux projets humanitaires, sociaux, environnementaux ou culturels**

La Région accompagne ses agent-es dans le cadre de leur projet solidaire personnel par l'installation d'un programme de soutien aux projets humanitaires, sociaux, environnementaux ou culturels. Il permet la rencontre de deux volontés convergentes :

- celle de l'agent-e : faire une courte pause dans sa carrière pour mettre son énergie et ses compétences au profit d'un projet altruiste,
- celle de la Région : affecter une petite part de son action de solidarité par des moyens humains et non des moyens financiers, et éclairer les esprits des femmes et hommes qui y exercent leur activité professionnelle par la restitution de l'expérience de leurs collègues.

■ **Région Bretagne**  
283, avenue du Général-Patton – CS 21101  
35711 Rennes Cedex 7

### **Traduction en émission carbone du budget régional**

Au-delà des obligations issues de la loi Grenelle 2, la Région Bretagne souhaite traduire son budget en émission « équivalent carbone ».

Comme pour la démarche de performance qui met en regard les politiques régionales, leurs objectifs et les moyens alloués, cette traduction carbone a pour but de mettre en lien les émissions de gaz à effet de serre et l'action régionale. Le but est de disposer d'un outil

complémentaire de pilotage des investissements et des achats.

Cela dit, l'exercice peut être délicat. Afin d'être pérenne et fiable, le calcul doit s'appuyer sur une collecte de données exhaustive et une méthode de conversion carbone reconnue et partagée par les acteurs.

Comme première étape, lors de l'adoption du budget primitif 2011, la Région a publié un bilan carbone « patrimoine et services » partiel mais transparent quant à la méthode et aux données mobilisées.

■ **Région Bretagne**  
283, avenue du Général-Patton – CS 21101  
35711 RENNES Cedex 7

### **Cycle de conférences à destination des agent(e)s et élu(e)s de la Région**

Dans le cadre du volet interne de son Agenda 21 (Région responsable), le Conseil Régional propose chaque année un cycle de conférences ainsi que la projection d'un film destiné aux agent(e)s et élu(e)s.

Dédiées à des thématiques variées : l'éthique en économie, la connaissance de la Bretagne, la biodiversité, la santé-environnement..., ces conférences sont un support de diffusion d'une culture de développement durable, Organisées sur le temps du déjeuner ou en matinée (film), elles offrent à chacun(e) la possibilité de cultiver ses connaissances dans une optique de développement personnel. Enfin, avant les conférences, les participant(e)s peuvent partager un en-cas au cours d'un moment de convivialité.

■ **Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère**  
32 rue de New-York  
38026 GRENOBLE Cedex 1

## **Nouveau bâtiment à énergie positive à la norme RT2020**

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère construit son futur siège, sur la ZAC de Bouchayer-Viallet, selon une démarche Haute Qualité Environnementale.

Cette construction met l'accent sur la maîtrise de l'énergie. L'objectif étant que ce nouveau bâtiment soit à énergie positive. C'est-à-dire qu'il produira plus d'énergie qu'il n'en consommera. La réflexion a été de concevoir avant toute chose un bâtiment qui tende vers le standard passif.

La première des priorités est de diminuer les consommations énergétiques en intégrant tous les postes de consommations, y compris ceux qui ne sont pas compris dans la réglementation du bâtiment : bureaux, ascenseur, eau chaude sanitaire, éclairage toutes zones, usage divers de l'électricité... Pour ce faire, ce projet intègre notamment une centrale photovoltaïque (d'une surface de 1050 m<sup>2</sup> environ).

Le futur bâtiment inclut des principes de gestion bioclimatiques ambitieux et avérés :

- une dalle active : rafraîchissement par l'eau de la nappe et chauffage par le chauffage urbain,
  - des stores extérieurs à lames orientables empilables mécanisés, « sur-isolation » afin de lutter contre les ponts thermiques,
  - un épannelage du bâtiment favorisant la pénétration de lumière au cœur,
  - un ratio optimisé des ouvertures en façades : pour un meilleur confort et un gain thermique.
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère a d'ailleurs inscrit, dans la nouvelle charte du Plan climat de la Métro pour la période 2009-2014, la construction de son futur siège.

### **■ Communauté de communes Jura Sud**

87 Avenue de Saint-Claude  
39260 Moirans En Montagne

## **DD-Marche, le Développement Durable à l'échelle intercommunale**

Le contexte de départ :

Jura Sud est un territoire du massif jurassien de 17 communes et 7500 habitants.

Le CPIE du Haut Jura est très actif sur ce territoire, en particulier dans la sensibilisation à l'environnement. En février 2009, il propose à la communauté de communes de tester sur un an la DDmarche®, une démarche d'amélioration continue vers le développement durable mise au point par Mairie-conseils et l'Union nationale des CPIE, dans le cadre d'une expérimentation nationale mobilisant 9 tandems intercommunalité/CPIE. Le principe de cette démarche est de permettre aux communautés de communes d'intégrer rapidement les enjeux du développement durable dans leurs politiques et leurs fonctionnements.

La décision se prend vite : la communauté de communes a déjà engagé une réflexion sur le développement durable et des actions ont été initiées. Le président est intéressé par le côté opérationnel de la démarche proposée. L'enjeu est de mettre rapidement en place des actions concrètes et de montrer aux élus que la démarche débouchera effectivement sur quelque chose de positif.

Les réalisations concrètes :

La communauté de communes met en place la DDmarche selon les étapes préconisées par Mairie-conseils et l'Union nationale des CPIE :

- 1) la préparation, c'est-à-dire la sensibilisation et la mobilisation des élus communautaires, une délibération, et la mise en place d'un groupe de pilotage de la démarche,
- 2) l'identification et le choix des défis majeurs du territoire en matière de développement durable,
- 3) la réalisation d'une autoévaluation des compétences et actions de la communauté au regard de ces défis,
- 4) la construction d'un plan d'actions permettant de mieux répondre aux défis,

5) la mise en route des actions,  
6) l'engagement dans un processus d'amélioration continue, en définissant les déploiements à donner à la poursuite d'une telle démarche pour les années suivantes.

Après validation de la démarche par le conseil communautaire en juin 2009, un groupe de pilotage est mis en place, composé exclusivement d'élus de la communauté de communes, dont un représentant du Bureau (le vice-président chargé de l'environnement et du Parc naturel régional). Chaque commission intercommunale y est représentée. Le groupe de pilotage est co-animé par Salim Bouzioukh, technicien de la communauté qui assure la fonction « d'animateur pivot » de la DDmarche, et Nicolas Debray. Un aller-retour permanent est instauré entre le niveau politique (le conseil ou le bureau communautaire) et le niveau technique (le groupe de pilotage). Pour recenser les bonnes pratiques et les points noirs du territoire au regard du développement durable, la DDmarche s'appuie sur le regard que portent les élus sur leur propre territoire. La communauté choisit de solliciter les communes volontaires dans le cadre d'une enquête. Des échanges sont également animés en groupe de pilotage. Un document de trois pages reprenant l'ensemble des éléments repérés sur le territoire. Cette étape permet aux membres du groupe de pilotage de se donner une vision partagée du développement durable sur le territoire, que valide le bureau communautaire.

En octobre 2009, le groupe de pilotage définit les cinq enjeux prioritaires du territoire au regard du développement durable, les « défis », en utilisant la méthode MétaPlan® :

- Gérer l'espace en préservant les paysages et la biodiversité
- Se préoccuper des eaux (ressource, usage et rejet)
- Veiller à un développement touristique raisonné

- Réduire les consommations d'énergie  
 - Consommer durable, de l'achat au « rejet »  
 Ces cinq défis de développement durable du territoire, validés par le conseil communautaire, entrent dans la réalisation de l'autoévaluation de l'action de la communauté de communes au regard du développement durable. Un tableau à double entrée permet en effet de croiser ces défis avec les domaines de compétence intercommunale. L'autoévaluation s'appuie sur le référentiel national de développement durable, tout en bordant la réflexion et l'action, au moins dans un premier temps, à ce qui relève de la compétence intercommunale.

La communauté va plus loin dans sa réflexion en produisant un tableau d'autoévaluation pour chaque domaine de compétence, qui détaille les actions conduites par la communauté dans ce domaine. Les techniciens et les membres des commissions intercommunales sont alors invités à estimer le degré de contribution de chaque action aux défis de développement durable du territoire.

En novembre, six mois à peine après le lancement de la DDmarche, le groupe de pilotage élabore le premier plan d'action annuel de Jura Sud. Plan assez modeste, mais qui permet de montrer aux élus qu'on peut agir rapidement.

Le plan d'action est validé en conseil communautaire au moment des votes de budgets. Il se décline autour de deux axes :

- Des acteurs du territoire sensibilisés et en capacité d'agir :
  - Formation des habitants à l'entretien et la restauration du patrimoine fruitier
  - Des écoles en démarches de développement durable
  - Sensibilisation et action de la population sur la problématique des déchets
  - Sensibilisation des élus et des agents communaux sur la gestion durable des espaces verts

- Un fonctionnement qui vise l'exemplarité :
  - Formation des agents de la collectivité pour intégrer le DD dans leurs pratiques
  - Pratiques exemplaires en matière de tri des déchets
  - Une politique d'achat Éco-responsable
  - Une veille et un appui aux commissions
 Les premières actions sont mises en route :
  - une opération expérimentale « prairie fleurie » avec 14 communes,
  - une formation au développement durable pour 9 agents communautaires,
  - un diagnostic sur la gestion des déchets au sein de la communauté,
  - la prise en compte des enjeux du développement durable dans le cahier des charges rédigé pour choisir le prestataire de restauration collective (pour les enfants et les aînés du territoire), sur sollicitation de la commission chargée du Centre intercommunal d'action sociale.

■ **Conseil Général du Lot**  
 Regourd  
 Avenue de l'Europe  
 46000 Cahors

### ***La Maison du Département à Saint Céré***

- Promotion de l'éco-habitat à travers la signalisation d'opérations publiques de référence
- Démarche d'éco-administration (tri dans les bureaux, lutte contre le gaspillage énergétique, outil de réservation des véhicules priviliégiant le covoiturage)
- Rassembler les services du Conseil Général du Lot pour assurer un meilleur accueil du Public

■ **CCGV**  
 24 rue du vieux pont  
 47440 Casseneuil

### ***Les HVP ou un outil de développement local et la maîtrise du bilan carbone des collectivités***

La Communauté de Communes du Grand Villeneuvois expérimente depuis octobre 2005, l'utilisation d'huile végétale pure dans ses véhicules en substitution du gazole, énergie fossile. La démarche engagée par la CCGV, poursuit trois objectifs principaux :

- Utiliser une énergie propre qui préserve l'environnement,
- Offrir une filière de diversification pour l'agriculture et une source de revenus complémentaires pour les agriculteurs, dans le cadre du développement de l'économie locale,
- Maîtriser la facture énergétique pour la collectivité ainsi que son bilan carbone.

L'utilisation de l'HVP par des véhicules diesel est possible sans modification jusqu'à un taux de 30 %.

Ainsi, 30 véhicules de la CCGV roulent actuellement avec un mélange de 30 % d'HVP et trois véhicules équipés d'un kit de bicarburation peuvent rouler à 100 % d'HVP quand les conditions le permettent.

À ce jour, 215000 litres d'HVP ont été consommés pour 1040 000 km parcourus sans problèmes mécaniques liés à son utilisation. Le bilan carbone abouti à près de 514 tonnes de CO2 économisées.

■ **Ville de Pontivy**  
 Hôtel de ville  
 56300 Pontivy

### ***Démarche participative pour l'Agenda 21, en interne aux services et avec la population***

Dans le cadre de son Agenda 21 la ville de Pontivy a initié une large démarche d'ouverture de débat et de participation que ce soit en interne à ses services ou avec la population. Cela comprend notamment une grande enquête sur les thèmes du développement

durable et solidaire et du lien entre élu et citoyen ; enquête distribuée au porte-à-porte et dans les boîtes aux lettres par les élus eux-mêmes (600 réponses sur 6000 foyers), la création d'un « Forum 21 » assemblée consultative de représentants locaux, des ateliers débats ouverts à la population, dont un avec garde d'enfant prévue pour faciliter l'accès au débat pour les familles. En interne un diagnostic a été mené avec les agents dans le cadre de groupes de travail pour recueillir les propositions d'actions. Quatre groupes ont été créés : Gestion des déchets/Commande publique/Production circulation et stockage de l'information/Économies de flux.

■ **Conseil Général de la Nièvre**  
Hôtel du département  
58039 Nevers Cedex

***Nièvre 2021 : une démarche territoriale de développement durable partagée par les partenaires du département, dans sa conception et dans sa mise en œuvre***

La mobilisation et l'investissement des partenaires dans le projet territorial durable du département Nièvre 2021, depuis l'origine, sont permanents et actifs. Le choix de confier l'animation et la construction de ce projet aux agents du Conseil Général mais aussi à des partenaires a eu l'avantage de ne pas externaliser la démarche et de favoriser son appropriation par tous. Si quelques points précis ont été délégués à des spécialistes, l'ensemble de la démarche est resté nôtre, collectivement. Le programme d'actions issu de cette démarche partagé entre les acteurs du territoire s'articule en 13 chantiers et 41 champs d'actions. Ces actions couvrent les 5 finalités du développement durable et rejoignent les 9 défis de la stratégie nationale, de façon transversale. Chaque champ d'action est animé par un chef de file et un groupe d'acteurs volontaires. Les chefs de file sont l'élément moteur de la mise

en œuvre des actions et les porte-parole des acteurs qui les réalisent.

■ **Conseil Général de la Nièvre**  
Hôtel du département  
58039 Nevers Cedex

***Gaz naturel et électricité pour les courtes distances réduisent l'émission des gaz à effet de serre du pool de véhicules du Conseil Général de la Nièvre***

Le Conseil Général possède 9 véhicules au gaz naturel de ville, dont l'un dédié au service du courrier, et 3 deux roues électriques pour les déplacements des services.

Les véhicules deux roues sont utilisés en général pour des déplacements sur l'agglomération de Nevers, on estime que 2000 km ont été faits avec ce mode de déplacement entre 2008 et 2010. Les véhicules GNV du pool sont utilisés pour des missions inférieures à 200 km afin de se servir au maximum du fonctionnement gaz, l'autonomie en gaz avant de commuter en essence étant de cet ordre de grandeur. Le ravitaillement en gaz s'effectue grâce à une microstation située au garage départemental. Les véhicules GNV sont entretenus par le garage départemental et réparés par la concession. Ils diminuent d'environ 20 % les émissions de CO<sup>2</sup> par rapport à l'essence. Ce sont donc en tout entre 2008 et 2010 plus de 13 tonnes de CO<sup>2</sup> qui ont pu ainsi être évitées.

■ **Conseil Régional Nord-Pas de Calais**  
151, avenue du Président-Hoover  
59555 Lille Cedex

***La réalisation d'un Rapport Annuel de Développement Durable***

Depuis 2008, la Région Nord-Pas de Calais a fait le choix de publier un rapport annuel de développement durable, qui rend compte à la fois de la prise en compte du développement durable dans ses politiques publiques régio-

nales (la région incitatrice et animatrice) et de son intégration dans le fonctionnement et l'organisation de l'institution (la région exemplaire et responsable). Le Rapport est élaboré à partir de la contribution des directions (un référent Agenda 21 est désigné dans chacune d'elle) et coordonné par la Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation. Il est soumis au débat des élus à l'occasion de la séance plénière consacrée au Débat d'Orientation Budgétaire en novembre. Le bilan des actions de développement durable engagées par la Région s'appuie sur un tableau d'indicateurs de suivi renseignés chaque année. La version 2010 du Rapport de DD, qui sera présenté en novembre 2011 aux élus, comprendra également une première partie définissant les objectifs de développement durable que se fixe la Région d'ici 2014.

■ **Conseil Régional Nord-Pas de Calais**  
151, avenue du Président-Hoover  
59555 Lille Cedex

***Le programme « Indicateurs 21 » de la Région Nord-Pas de Calais***

En 2003, à l'occasion des Assises nationales du Développement Durable qui se sont tenues à Lille, la Région a lancé le programme, Indicateurs 21 visant à mesurer les progrès du développement humain durable sur le territoire régional. Le choix d'indicateurs synthétiques s'est imposé afin de disposer d'outils pédagogiques pour les élus et citoyens et d'outils d'aide au pilotage des stratégies publiques de développement (Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire, Schéma Régional de Développement Économique...). Cinq indicateurs synthétiques ont été calculés entre 2003 et 2009 : l'empreinte écologique, l'indicateur de développement humain, l'indicateur de participation des femmes à la vie politique et économique, le baromètre des inégalités (BIP 40) et enfin l'indicateur de santé sociale. Chacun de ces

indicateurs est en cours d'actualisation. Une conférence citoyenne a été organisée par la Région sur la question de ces nouveaux indicateurs fin 2009, marquant la priorité que constitue pour la Région la création de débats publics autour des questions de richesse, de bien-être voire de bonheur! Un forum hybride permanent devrait être créé prochainement pour répondre à ce besoin.

#### ■ Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale

Maison du Parc  
62142 Le Wast

##### *la fête du Parc, un éco-événement*

La fête du Parc est chaque année le grand rendez-vous de la rentrée de septembre pour les habitants et visiteurs des Caps et Marais d'Opale. 15 à 20000 personnes viennent profiter des différents villages d'animations qui mettent en valeur les patrimoines et les savoir-faire.

Depuis 4 ans, le Parc naturel régional met tout en œuvre pour faire de cette fête un éco-événement: gestion des transports, limitation des consommations d'eau et d'électricité, charte des exposants, tri des déchets, repas bio, gobelets consignés... L'expérience acquise a été mise à profit pour l'édition d'un guide technique à l'attention des organisateurs de manifestations publiques: « vers des événements éco-responsables ».

#### ■ Groupement d'intérêt public interrégional pour le développement du Massif Central

13/15 av. de Fontmaure  
BP60  
63402 Chamalières Cedex

##### *Aménités, externalités positives et santé sociale: une nouvelle vision du développement dans le Massif Central*

En s'appuyant sur les concepts d'aménités (satisfaction procurée par un paysage, un

service), d'externalité positive (stockage du carbone dans le bois) ou de santé sociale, les 6 Régions du Massif Central entendent recenser de manière transversale les ressources et services non-marchands présents de manière particulièrement forte sur ce territoire de moyenne montagne.

En calculant l'ISS du Massif Central et en mesurant la valeur économique totale de ressources telles que la forêt, l'eau, les énergies renouvelables, les paysages, la biodiversité etc., il s'agit d'apporter aux décideurs politiques un regard différent, mais étayé par une argumentation solide, sur notre modèle de développement, en dépassant le seul PIB.

Les résultats de l'étude doivent alimenter la réflexion sur les actions à conduire dans le cadre des politiques inter-régionales du Massif Central pour la programmation 2014-2020 des fonds européens.

#### ■ Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques

64 avenue Jean-BIRAY  
64058 Pau

##### *Gestion durable de la route*

Le territoire des Pyrénées-Atlantiques est particulièrement riche et diversifié en termes de biodiversité et de paysages (un tiers du territoire en zone Natura 2000). Afin de contribuer à la préservation de ce patrimoine unique, le Conseil Général a souhaité mettre en place une stratégie de gestion durable des routes. Cette stratégie se décline notamment en 3 actions inscrites dans l'Agenda 21 de l'Institution:

- développer le fauchage raisonné des bords de route des espaces départementaux;
- limiter davantage l'usage des pesticides dans la gestion des bords de routes départementales;
- pour une gestion durable de nos chantiers de voirie.

#### ■ Mairie de Tarbes

BP31329  
65000 Tarbes

##### *Tarbes Mairie éco responsable*

En Janvier 2008, le Conseil Municipal de la ville de Tarbes a délibéré pour élaborer une Charte d'écologie urbaine et de développement durable.

Le programme « Tarbes, Mairie éco responsable » en est l'un des axes principaux.

La ville de Tarbes a décidé de mobiliser ses 1000 agents et ses 43 élus pour devenir une administration exemplaire au quotidien dans son fonctionnement interne, en réduisant les gaspillages et en adoptant des comportements éco responsables.

Dès 2009, la Mairie de Tarbes a été sélectionnée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) comme ville pilote au niveau national pour son programme innovant « Tarbes, Mairie éco responsable ».

En 2009, année du lancement officiel du programme, quatre grandes phases d'information, de sensibilisation et de formation ont eu lieu, dont certaines en partenariat avec le CNFPT Midi-Pyrénées:

- Début avril 2009: organisation de 6 rencontres autour d'un jus de fruit Bio ou d'un café Bio pour présenter le projet d'éco responsabilité et les futures formations;
- Fin avril 2009: une ½ journée de sensibilisation pour tous les élus, 23 ont participé;
- Mai – Juin 2009: 1,5 jour de formation-action pour les cadres et leur adjoint, 105 ont participé;
- Septembre – Octobre 2009: une ½ journée de sensibilisation pour les agents, 450 ont participé.

Pour découvrir, notre démarche: un guide a été édité à l'intention des agents et des élus.

Il incombe aux agents et élus municipaux de la ville de Tarbes d'écrire ensemble le premier plan d'action « Tarbes, Mairie éco responsable » afin de:



- Préserver l'environnement
- Contribuer à l'amélioration des conditions de travail
- Changer de comportements, consommer différemment et réduire les gaspillages.

En Novembre 2009, six thématiques ont été retenues pour créer six groupes de travail :

1. Achats durables
2. Bâtiments municipaux
3. Déchets
4. Déplacements
5. Espaces verts – Espaces publics
6. Sensibilisation, formation, Communication au Développement durable

Pour rédiger le premier plan d'actions « Tarbes, Mairie éco responsable », il a été proposé à tous les agents, sur la base du volontariat, de participer à l'un de ces 6 groupes de travail.

De décembre 2009 à juin 2010, les groupes de travail ont été constitués et se sont réunis une fois par mois. De ces réunions, ont émergé 17 actions qui ont été validées par M. le Maire en août 2010.

Pour découvrir, les membres des groupes de travail et les actions validées par M. le Maire : une revue a été éditée à l'intention des agents et des élus.

Pour susciter la participation de nouveaux agents, de novembre 2010 à septembre 2011, une formation-action sur les éco gestes a été proposée à tout le personnel municipal.

Ainsi, des agents de 30 services municipaux ont pu réfléchir ensemble et proposer des actions à mettre en œuvre dans les services. En janvier 2011, M. le Maire a retenu 37 de leurs actions.

En partenariat avec le CNFPT Midi-Pyrénées, la conduite du programme « Tarbes, Mairie éco responsable » s'est déroulée dès le 21 Mars 2011 et jusqu'à la fin du mois de Septembre 2011. Les six groupes de travail se sont réunis 1 fois par mois pour mettre en place les 54 actions qui constituent au-

jourd'hui le programme « Tarbes, Mairie éco responsable ».

En voici quelques exemples :

- Choisir des produits respectueux de l'environnement
- Réduire l'utilisation de gobelets en plastiques
- Réduire le chargement des radios des agents du service Déplacements Urbains
- Installer des poussoirs sur les robinets des écoles
- Recruter un conseiller énergie
- Réparer les jeux usagers
- Limiter l'usage des feutres
- Organiser la récupération du mobilier réformé
- Récupérer et recycler les barquettes alimentaires
- Organiser le tri des déchets dans les stades et gymnases
- Réaliser une vidéo sur les éco gestes
- Aménager en centre-ville un parking pour les vélos des agents municipaux
- Mise en place d'un prêt de vélo pour les déplacements professionnels
- Former les agents à l'éco conduite
- Récupérer les eaux de pluie
- Recycler les déchets verts dans les écoles
- Créer des massifs adaptés
- Produire aux serres municipales des fleurs coupées

Pour M. le Maire de Tarbes, le programme « Tarbes, Mairie éco responsable » doit également montrer l'exemple et permettre à toute une population de s'approprier des pratiques qui auront fait leurs preuves et ainsi faire de l'engagement d'une administration celui de toute une ville.

#### ■ Mairie de Lannemezan

1 place de la République  
65300 Lannemezan

### **Démarche d'éco-responsabilité communale**

La Ville de Lannemezan s'est engagée dans une stratégie de développement durable en créant un poste d'adjoint au Maire avec une délégation d'attribution dans le domaine du Développement Durable et de l'Environnement. C'est dans le cadre de l'éco-responsabilité que la Ville a réalisé des opérations de sensibilisation de ses agents et de ses élus afin de parvenir à Maîtriser ses dépenses énergétiques et diminuer ses quantités de déchets. Dans un premier temps, un groupe de travail s'est constitué pour agir sur un bâtiment pilote : l'Hôtel de Ville. Parallèlement, des actions concernant la mobilité ont été mises en place : création de pistes cyclables et opération CARAPATTE (ramassage scolaire à pied). La démarche ayant été satisfaisante, il est maintenant prévu de l'étendre à tous les agents et à tous les services de la Commune afin de travailler sur des thématiques plus nombreuses.

#### ■ Conseil Général des Pyrénées-Orientales

Hôtel du Département - 24 Quai Sadi-Carnot - BP-906  
66906 Perpignan

### **La démarche d'exemplarité et d'éco-responsabilité du Conseil Général des Pyrénées-Orientales**

Renforcer l'éco-responsabilité de l'institution dans ses pratiques et son fonctionnement, telle est l'ambition du Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

Aujourd'hui, l'ensemble des services et des élus est mobilisé pour rendre la collectivité exemplaire. Quelques exemples d'actions : Favoriser l'accessibilité et l'insertion des personnes en situation de handicap, l'égalité des chances,

Développer une « culture commune » (manifestations, guide éco-attitude, guide éco-mobilité, boîte à idées, formations, etc.)

Améliorer la prévention et de la gestion des déchets (réalisation d'un diagnostic et élaboration d'un programme d'actions), Développer des pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien des sites et des routes départementales,

Développer une politique en faveur des achats éco-responsables et solidaires, Réduire l'impact de la collectivité en matière de lutte contre le changement climatique (Bilan Carbone Patrimoine et Services, construction de Bâtiments BBC et BEPOS, réalisation du PDA, etc.).

#### ■ Perpignan

BP 20931  
66931 Perpignan

### ***Grenelle 2015 : un programme de 34 actions concrètes, conjoint Ville de Perpignan et Agglomération Perpignan Méditerranée, avec un volet spécifique sur l'exemplarité***

Perpignan et l'Agglomération Perpignan Méditerranée ont adopté à l'unanimité le 17 décembre 2009 et le 18 février 2010 un programme d'actions inscrit résolument dans le cadre du Grenelle de l'environnement : le « Grenelle 2015 ».

Ce programme est aujourd'hui en phase de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation en continue.

Parmi les 6 thématiques déclinées en 34 fiches actions (voir thématique Urbanisme), la thématique Villes éco-citoyennes se décline en 2 fiches actions : Programme et action de sensibilisation des acteurs et des citoyens et /Faire de faire de Perpignan et de la Communauté d'agglomération des acteurs exemplaires.

À ce titre, de multiples initiatives sont mises en œuvre aux niveaux des services communaux de Perpignan :

- campagne de sensibilisation au tri sélectif des agents municipaux/
- e-administration et dématérialisation des actes administratifs en cours/
- impression des documents de communication sur des papiers éco-labellisés ou recyclés/
- Des pratiques respectueuses de l'environnement et de la ressource en eau mis en place par la Direction de l'environnement/
- une réflexion en cours sur les commandes publiques et achat durables...

#### ■ Ville de Villeurbanne

Hôtel de Ville - BP 65051  
69601 Villeurbanne Cedex

### ***Évaluation de la politique de développement durable de la Ville de Villeurbanne : le rapport développement durable 2010***

La Ville de Villeurbanne a souhaité faire un point sur son engagement en faveur du développement durable lors du débat d'orientation budgétaire de 2010.

Afin de mettre en exergue l'approche croisée des politiques publiques mises en œuvre, la collectivité a privilégié une construction autour des cinq enjeux du référentiel national et a consacré également une partie à la gouvernance mise en place.

Ce rapport a été présenté parallèlement au débat d'orientation budgétaire de novembre 2010. La discussion au sein de l'assemblée municipale permet à l'ensemble des groupes politiques d'avoir une expression sur la question du développement durable, de prendre en compte son caractère structurant dans la mise en œuvre des politiques municipales et d'appréhender son volet tant externe qu'interne.

Pour 2011, le travail se poursuit avec un approfondissement des indicateurs qui sont

appelés à être rendus publics par le biais du site Internet de la collectivité. Par ailleurs, le rapprochement entre le DOB et le Rapport DD rend par ailleurs nécessaire une évaluation budgétaire plus fine de l'impact et de la prise en compte du développement durable.

#### ■ Communauté de Communes Beaujolais Val de Saône

105 Rue de la République - CS 30010  
69824 Belleville Cedex

### ***Audit Énergétique Global sur l'ensemble des bâtiments communaux et intercommunaux***

La CCBVS et ses communes membres ont réalisé, de façon mutualisée un Audit Énergétique Global (AEG) de l'ensemble des bâtiments communaux et intercommunaux du territoire, soit 115 bâtiments pour 46000 m<sup>2</sup> env., et de ses véhicules, via un groupement de commande.

Cet AEG est une aide à la décision et un outil de planification qui permettra : d'identifier les potentiels de gisement d'économie d'énergie permettant de réaliser le facteur 4 ; d'évaluer le potentiel de recours aux EnR ; de mettre en œuvre une gestion énergétique du patrimoine communal et intercommunal ; à terme de réaliser des économies financières.

Au terme de cette étude chaque commune dispose d'un rapport détaillé par bâtiment ainsi qu'un rapport de synthèse sur la stratégie à appliquer. L'objectif est de réaliser le facteur 4 sur le maximum de bâtiments. La CC accompagne l'étude d'une dynamique de conseil auprès des communes.

#### ■ Communauté de Communes Beaujolais Val de Saône

105 rue de la République - CS 30010  
69824 Belleville Cedex

### ***Plan Climat Énergie Territorial de la Communauté de Communes Beaujolais***

## Val de Saône et de ses 11 communes membres

Le territoire dispose d'une collection d'initiatives indépendantes, auxquelles il manque une direction commune et une action transversale dans les compétences des collectivités. De plus il existe une inégale répartition des initiatives sur le territoire.

C'est donc pour permettre une diffusion horizontale des démarches au plus grand nombre d'acteurs du territoire, la réalisation d'un « saut qualitatif », vertical et l'intégration dans une direction globale et structurée qu'a été prise la décision d'engager la collectivité dans un PCET. Pour la première année de fonctionnement, le choix a été fait de travailler sur le premier groupe Collectivité afin de « montrer l'exemple ». Ce travail a permis de réaliser un premier plan d'action regroupant 25 fiches actions. Chaque collectivité (communes + CCBVS) choisit de s'engager dans un certain nombre de fiches selon ses souhaits et ses moyens.

### ■ Commune de Belleville

105 rue de la République - CS 30010  
69824 Belleville Cedex

### Utilisation de lignes de pédibus

Les distances domicile-école sont généralement de 500 à 1000 m. Il s'agit donc de trajets extrêmement courts qui, effectués en voiture, ont un impact environnemental réel. La marche à pied ou le vélo, sont mieux adaptés à ce type de parcours. Dès 2006, Belleville a décidé de mettre en place des lignes de pédibus. Ainsi en 2007 une soixantaine d'enfants prenaient cet autobus pédestre et en 2011, une centaine d'enfants sont inscrits. La commune est particulièrement impliquée dans le projet en prenant en charge l'organisation, les accompagnateurs salariés ainsi que l'équipement (chasubles, panneaux signalétiques...). Ce projet d'éco-mobilité scolaire permet de li-

miter le recours à l'auto et ainsi la pollution de proximité; favoriser la santé physique et psychique des écoliers; sensibiliser les enfants à la préservation de l'environnement; donner l'habitude d'une activité physique.

### ■ Ville de La Motte-Servolex

36, avenue Costa-de-Beauregard  
73290 La Motte-Servolex

### Commande publique : levier de développement durable

La Ville de la Motte-Servolex inscrit depuis 2006 des critères environnementaux et sociaux dans ses marchés d'appel d'offres de fourniture ou de prestation :

- Bilan carbone, 30 % de la valeur de l'offre (Marché de construction de la centrale photovoltaïque école Lamartine, 2011)
- Écolabellisation, 60 % de la valeur de l'offre (Marché de fourniture de produits d'entretien et d'essuyage, 2009)
- Analyse de la valeur écologique des matériaux et de l'ACV, 40 % de la valeur de l'offre (Marché de fourniture de mobilier urbain, 2011)
- Efficience lumineuse et certification des équipements, valeur minimale et certificats obligatoires (Éclairage bâtiment et Éclairage public, 2010 et 2011)

### ■ ville d'annecy

place de l'hôtel de ville  
74000 Annecy

### Démarche éco agent

Un groupe d'une trentaine d'agents volontaires de la collectivité a assuré la rédaction d'un guide de l'éco agent pour rappeler les bons gestes économes à réaliser sur son lieu de travail. Ce guide a été distribué ensuite aux 1250 agents de la collectivité et s'est accompagné de moments conviviaux de sensibilisation « Les P'tits déj » énergie » au plus près des agents sur leur lieu de travail.

### ■ Communes du bassin clusien

Mairie de Cluses  
1 place Charles-de-Gaulle  
74300 Cluses

### Agenda 21 local du bassin clusien

Le bassin clusien est situé à mi-chemin de Genève, Annecy et Chamonix, dans la vallée de l'Arve en Haute-Savoie. Il est constitué à la fois de communes industrielles en bas de vallée (décolletage) et rurales sur les hauteurs, et compte 40000 habitants.

Depuis 2008, un projet d'intercommunalité structure un territoire de projet naissant. 8 communes se retrouvent autour des valeurs et objectifs d'un développement durable et décident ainsi de co-construire un Agenda 21 local en 2009.

La ville de Cluses met parallèlement en marche un programme interne « administration éco-responsable ».

Entre 2009 et 2011, un service développement durable est créé, porté par Cluses. 7 réunions publiques et 3 Forums citoyens sont organisés.

Un diagnostic local partagé permet d'aboutir à une Charte locale de développement durable, signée par toutes les communes en avril 2010. En décembre 2010, les communes valident un programme de 30 actions et 100 projets en cohérence avec leur Charte locale, la stratégie nationale de développement durable, le Grenelle de l'environnement, et les projets de territoire locaux tels que le CDDRA du Faucigny. Les actions sont mises en œuvre progressivement depuis janvier 2011, contribuant à l'amélioration continue des communes dans des domaines aussi variés que : les énergies renouvelables, les transports en commun, la biodiversité, la mobilité douce, les seniors, la culture, le commerce équitable, les échanges internationaux...

### ■ Conseil Régional de Picardie

11 Albert 1er  
80000 Amiens

#### **Le système de management environnemental, vers une certification ISO 14001 de la collectivité**

Le Conseil Régional de Picardie met en place depuis 2006, un Agenda 21 intégrant un volet Exemple décliné en un programme d'actions. Dans ce cadre, et en vue de poursuivre et de formaliser son engagement dans l'amélioration continue de ses propres pratiques et de son fonctionnement interne, la Région a souhaité mettre en place son propre système de management environnemental et obtenir la reconnaissance de certains de ses services, grâce à la certification environnementale, selon la norme ISO 14001.

La région s'est donc engagée, dans un premier temps, avec la Direction de l'administration générale (DAG), certifiée ISO 14001 depuis mai 2010, grâce à l'implication de ses agents, pour ensuite généraliser le système de management environnemental, à l'ensemble de la collectivité.

Cette norme a pour but d'améliorer de façon continue nos pratiques pour nous conduire à maîtriser et à réduire les impacts de nos activités sur l'environnement. Elle se traduit concrètement par la valorisation des déchets, le suivi d'indicateurs et la sensibilisation des agents.

- Zoom sur la gouvernance de la démarche et la sensibilisation des agents

La gouvernance « outillée » de la démarche fait preuve d'une dynamique interne, favorisant la participation et la sensibilisation de tous les agents. Autour du qualicien se sont constitués une équipe projet et différents groupes de travail. Un groupe « indicateurs » a été constitué, afin d'assurer le suivi des consommations en électricité, eau, papier et des différentes filières de déchets. Des outils spécifiques, comme les tableaux de bord qui

recensent ces consommations et leur évolution, ont été mis au point.

Toutes les actions concrètes mises en place dans le cadre de la démarche de certification, ont fait et feront l'objet de campagnes de sensibilisation régulières. La campagne éco-gestes s'inscrit dans ce processus de sensibilisation pour favoriser les « bonnes habitudes ».

- Zoom sur deux actions concrètes

- La gestion des déchets est un volet important de la certification. La Direction de l'administration générale, en charge de l'organisation et de l'enlèvement des déchets de l'ensemble de la collectivité, a mis en place plusieurs filières de valorisation.

Un groupe projet travaille actuellement sur la mise en place d'une politique globale de gestion de nos déchets. Est prévue notamment l'installation de poubelles de tri réparties sur chaque site de la collectivité afin que chaque agent puisse activement participer au recyclage des déchets.

- Dans un souci de respect de l'environnement mais aussi de préservation de la santé des agents d'entretiens, comme de celle des salariés, la Région utilise désormais sur ses sites, des produits d'entretien éco-labelisés.

Objectifs

Identifier, analyser, maîtriser puis réduire les impacts environnementaux générés par les activités de l'ensemble de la Collectivité.

Mise en place de Système de Management de l'Environnement sur des périmètres définis en vue de certification « étape par étape ».

Budget et ressources humaines requises :

Un qualicien a été nommé pour mettre en place le système de management environnemental et piloter la démarche, groupes de travail, comités de pilotages...

La direction de l'administration générale a fait appel à un bureau d'étude spécialisé pour assister le qualicien dans la démarche.

Contact :

Benoît Male

Service de la qualité et du contrôle de gestion  
Qualicien

Conseil Régional de Picardie – 11 Mail Albert  
1er – 80000 Amiens

03.22.97.17.09 – bmale@cr-picardie.fr

### ■ Conseil Général du Tarn

Hôtel du département  
Iles G Pompidou  
81013 ALBI Cedex 9

#### **Le réseau des éco collèges du Tarn**

Sur la base du volontariat les collèges publics du Tarn ont été accompagnés par le Conseil Général et l'inspection académique pour structurer dans leur établissement une démarche d'éducation au développement durable concrétisée par un programme d'actions impliquant élèves, équipes éducatives et personnels technique et administratif. Sélectionnés sur appel à projet et signataires d'une charte d'engagement, ces collèges ont bénéficié d'un appui méthodologique et technique du CPIE pays Tarnais.

Ces démarches ont donné lieu à des actions concrètes au sein des établissements portant essentiellement sur la biodiversité (haies, jardins, nichoirs...), l'alimentation (produits locaux au restaurant, fruits à la récré), le tri et la réduction des déchets, la consommation responsable, la communication (conception d'outils de sensibilisation au DD). Leurs expériences sont valorisées par un réseau d'échange animé par le Conseil Général. Créé il y a 4 ans, ce réseau s'étoffe progressivement et regroupe 12 collèges (40 % des établissements).

### ■ Conseil Général du Tarn

Hôtel du Département  
Lices G Pompidou  
81013 ALBI Cedex 9

#### **Entretien routier responsable**

Pour entretenir et rénover le patrimoine routier (chaussées, ouvrage d'art, dépendances vertes, équipements de sécurité, de signalisation) les techniques retenues doivent présenter des avantages au regard du DD (limiter les émissions de GES, économiser les ressources naturelles, protéger les milieux naturels, mobiliser l'insertion par l'économique). cela s'est concrétisé par des évolutions tangibles :

- politique de fauchage: limitation des surfaces fauchées pour favoriser la biodiversité et la trame verte
- chaussées: recyclage des matériaux de déconstruction, emploi d'enrobés tièdes.
- Talus routiers: programme de boisement adapté
- Désherbage sous glissières et signalisation: équipement de plaques « anti-herbe » sous panneaux, limitation des surfaces traitées
- choix de produits performants à durée de vie plus longue pour la signalisation verticale (films protecteurs).

### ■ Lycée Borde Basse

Cité scolaire Borde Basse 81  
81100 Castres

#### **Clause développement durable dans les appels d'offres pour le restaurant scolaire**

Redéfinition des lots de marché public et introduction de critères développement durable afin d'améliorer la qualité des achats et privilégier les circuits courts et les produits bio.

### ■ Grand Montauban Communauté d'Agglomération

9, rue de l'hôtel de ville - BP 764  
82000 Montauban

#### **Réalisation de bilan carbone patrimoine et services des communes rurales de l'agglomération**

Le Grand Montauban s'est lancé dans une démarche de plan climat énergie territorial en novembre 2008. Elle a choisi pour réaliser le diagnostic initial la démarche bilan carbone développée par l'ADEME. Elle a décidé de faire :

- un bilan carbone territoire
  - un bilan carbone patrimoine et services pour l'agglomération et la ville centre, Montauban, qui mutualisent plusieurs services
  - un bilan carbone patrimoine et services pour les autres communes de l'agglomération grâce à une démarche mutualisée.
- Chaque commune disposera de son propre bilan et de son plan d'actions personnalisé mais la démarche et les réunions ont été mutualisées.

### ■ Ville de Montauban

9, rue de l'hôtel de ville  
BP 764  
82000 Montauban

#### **Construction d'une nouvelle école économe en énergie**

La commune a souhaité construire une nouvelle école en remplacement d'une école existante. Pour cette construction elle a décidé de mener une démarche HQE et de se donner un objectif de faible consommation d'énergie du bâtiment.

Les 3 cibles très performantes retenues: Relation du bâtiment avec son environnement immédiat, gestion de l'énergie et gestion de l'entretien et de la maintenance.

### ■ Syndicat Mixte du Pays Midi Quercy

12 rue Marcelin-Viguié  
82800 Negrepelisse

#### **Conseil en énergie Partagé**

Mise en place d'un service qui mutualise 2 thermiciens pour 23 communes. Les objectifs de ce service sont de réaliser la comptabilité énergétique du patrimoine communal, proposer des actions simples de sobriété énergétique et accompagner les collectivités dans leur projets de réhabilitation thermique.

### ■ Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Hôtel du Département  
Esplanade Jean Moulin  
93006 Bobigny

#### **Modernisation des procédures administratives au Département de la Seine-Saint-Denis**

Le Département met en place des procédures « en ligne » pour faciliter et simplifier les relations avec les usagers.

- La Seine-Saint-Denis a mis en ligne sur son site Internet quatre simulations de prestation pour les usagers: l'allocation départementale personnalisée d'autonomie depuis le 20 octobre 2010, l'aide sociale à l'hébergement foyer-logement, l'aide sociale à l'hébergement maison de retraite et l'obligation alimentaire depuis le 22 décembre 2010. Elle a été le premier Département à développer en interne et proposer des simulations de ce type.

- D'autres procédures en ligne ont été installées: saisine du médiateur départemental, réponse aux offres d'emplois et candidatures pour des appels à projet dans le domaine de la culture.

- Une foire aux questions (120 questions dans 29 rubriques) a été mise en ligne en avril 2011. La Seine-Saint-Denis est le premier Département à mettre en ligne une foire aux questions aussi complète.

## ■ Région Nord-Pas de Calais

Siège de Région  
151 avenue du Président-Hoover  
59 55 Lille Cedex

### ***Démarche de coproduction de la politique régionale de démocratie participative***

Au démarrage du présent mandat, l'Exécutif régional a décidé de construire une politique participative ambitieuse, visible et positionnée comme un des piliers du développement durable régional. Cette ambition répond et traduit l'enjeu n° 6 du SRADT « mobiliser la société régionale et renforcer la citoyenneté ». Quatre objectifs constituent le cadre de cette future politique :

- faire preuve d'exemplarité: améliorer la transparence et le caractère participatif de toutes les politiques régionales,
- inciter à la participation: créer une « démo-conditionnalité » des aides régionales,
- accompagner les initiatives et capitaliser les expériences: mettre en place une plate-forme d'appui,
- favoriser le débat public: créer une instance ad hoc.

Une démarche de coproduction a été mise en place pour vérifier la pertinence du choix de ces quatre enjeux et les enrichir par des apports citoyens et aussi pour démontrer « grandeur nature » que ce principe participatif est efficace pour élaborer une nouvelle politique aussi complexe et sensible soit-elle.

La démarche a été lancée en octobre 2010 sur la base d'un appel à contributions (140 reçues), fondant une proposition de travail collectif présentée au cours de la séance officielle de lancement le 27 janvier 2011 (450 participants) et menée autour de 7 ateliers en mars et avril (200 participants dans 7 villes de la région). Elle s'est conclue lors du 2<sup>e</sup> forum du 17 mai (300 participants).

La réflexion et les pistes d'action issues de la démarche de coproduction proposent de

positionner et fonder la politique régionale de démocratie participative autour de 3 enjeux :

- l'enjeu civique: renforcer la vitalité démocratique et lutter contre la fracture civique,
- l'enjeu institutionnel: positionner la Région comme institution volontaire et innovante en matière de démocratie participative pour améliorer la pertinence et l'efficacité de son action,
- l'enjeu territorial: diffuser les pratiques participatives sur le territoire régional et articuler l'action de la Région avec celle des autres collectivités.

Une cinquantaine de propositions ont été travaillées par les participants de la démarche de coproduction, conférant à ces trois enjeux de nombreux leviers d'action.

Sur la base de ces éléments la Région adoptera sa politique de démocratie participative à l'automne prochain.

## Entreprise

### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam - CS 60007  
59777 Euralille

### ***Des voitures branchées***

Une expérimentation sur la mobilité électrique a été mise en place par ERDF la CREA à l'échelle de la communauté d'agglomération Rouen, Elbeuf et Austreberthe.

ERDF appuie et conseille les collectivités locales actrices du développement des véhicules électriques en Haute – Normandie. Dans ce domaine, le rôle d'ERDF est de raccorder les nouvelles installations de recharge et de renforcer les réseaux pour mettre à disposition la puissance et la qualité d'électricité voulues.

Pour réduire les coûts dans l'intérêt de tous, ERDF travaille aux côtés des collectivités pour planifier ce développement et apporte son expertise du réseau électrique pour les décisions

d'installations de bornes de recharge dans les territoires.

ERDF étudie également le développement des fonctions de smart grids (réseaux intelligents) pour réguler les recharges, de telle sorte qu'elles assurent les besoins des conducteurs tout en évitant d'accroître, à la fois, la pointe nationale de production d'électricité (et de CO2 associée) et les pointes locales de réseaux qui déterminent les renforcements nécessaires.

### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam - CS 60007  
59777 Euralille

### ***Pour des collèges moins gourmands en énergie***

ERDF MMN a signé une convention avec le Conseil Général du Nord pour la maîtrise de l'énergie dans les collèges. Ainsi, l'entreprise a procédé à la mise à niveau du parc des compteurs des 200 collèges pour permettre l'activation de la sortie de données numériques permettant de suivre l'évolution des consommations. Ce suivi des consommations vise à favoriser les économies d'énergie. Les travaux sur le parc de compteurs ont été réalisés de fin 2010 à début 2011.

### ■ ERDF Manche Mer du Nord

11 parvis de Rotterdam - CS 60007  
59777 Euralille

### ***Sans se déplacer, c'est mieux !***

En juin 2011, 500 managers d'ERDF Manche Mer du Nord ont participé à un séminaire en ligne de partage d'informations sur le projet Linky, le compteur communicant d'ERDF.

Sans déplacement, ces collaborateurs ont pu se former et échanger grâce à des vidéos, quizz, séquences de questions – réponses en direct avec des experts.

Cette solution interactive permet de conjuguer l'objectif de développement des connais-

sances et des compétences avec celui de la limitation des déplacements, de la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre et du bilan carbone du territoire.

#### ■ EDF

9 avenue Percier  
75008 Paris

#### **EDF : rien ne se jette !**

Plus de 1000 sièges, des centaines d'armoires, caissons, bureaux, vestiaires, tables rondes, poubelles, étagères, panneaux d'affichage et écrans... Plus de 6.000 articles non réutilisables représentant 3.000 m<sup>3</sup> ont été distribués à l'occasion de déménagements de nombreuses unités EDF de Paris. Afin que rien ne soit perdu, des ressources ont été mobilisées pendant l'été par la Direction régionale de l'emploi et celle du Développement Durable.

Plusieurs dizaines de structures ont ainsi bénéficié de ce mobilier d'EDF (École de la 2<sup>e</sup> chance, associations d'insertion, associations liées au handicap, CFA, écoles, hôpitaux, Sauteurs pompiers, ATD Quart-Monde, communautés de communes), sans oublier les agents d'EDF en création d'entreprise.

Au-delà de sauver des meubles et de contribuer à la protection de l'environnement, ce projet aura contribué à porter l'image d'une entreprise socialement responsable.

#### ■ ERDF Ile de France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

#### **Tendre vers le zéro papier pour les comptes rendus d'activité de la concession de distribution d'électricité**

Chaque année, ERDF et EDF établissent pour chaque concession du service public de la distribution d'électricité un rapport retraçant les principaux faits de la gestion du contrat de concession. En 2011, ERDF et EDF Ile de

France ont décidé de dématérialiser ce document. Les directions territoriales d'ERDF proposeront aux élus d'opter pour ce choix respectueux de l'environnement. L'économie de papier attendue est d'environ 2 tonnes pour les 1281 communes d'Ile de France.

#### ■ ERDF Ile de France

127 boulevard de Grenelle  
75015 Paris

#### **Touche pas à mon poste**

Dans le Val-de-Marne, ERDF, en concertation avec les acteurs locaux et notamment les élus, les associations et les entreprises locales, a choisi de privilégier le travail du secteur protégé et l'intégration des personnes handicapées en les impliquant dans le dynamisme du territoire.

Ce partenariat pour améliorer le cadre de vie en détaguant les postes de transformation, c'est l'opération « Touche pas à mon poste ». L'objectif est de faire évoluer positivement les regards et les comportements sur le monde du handicap tout en améliorant le paysage urbain et en confiant des travaux d'embellissement des postes électriques à des personnes handicapées issues des établissements et des services d'aide par le travail (ESAT).

#### Autre

#### ■ CCI territoriale de Montluçon Gannat

15 Boulevard Carnot  
03310 Montluçon

#### **Démarche Développement Durable - Évaluation 1000 Nr**

Dans le cadre de la définition de sa stratégie, la CCIT de Montluçon a décidé de faire évaluer ses pratiques et ses résultats en matière de développement durable sur l'ensemble de son périmètre (siège, antennes et écoles) selon le référentiel 1000 NR (devenu AFAQ

26000). Avec 532 points, la CCI de Montluçon a été évaluée sur un niveau de maturité dans le déploiement de sa responsabilité sociale.

#### ■ IUFM Midi Pyrénées - université Toulouse 2

IUFM Midi-Pyrénées, École interne de l'Université de Toulouse II - Le Mirail  
56, avenue de l'URSS  
31078 Toulouse Cedex

#### **Démarche écoresponsable à l'IUFM Midi Pyrénées - UT2**

Où? Sur un campus toulousain, sur un site de formation de l'IUFM.

Quoi? Des actions éco-responsables.

Comment? Pas issu d'un diagnostic partagé, mais impulsée par la gestionnaire du site Pourquoi?

Pour montrer l'exemple en intégrant le développement durable dans le fonctionnement quotidien des établissements publics, pour sensibiliser les usagers.

Pour limiter les consommations énergétiques, réduire les déchets.

Pour réaliser des économies à moyen et long termes.

Trois grands types d'actions simples ont été réalisés :

1. des améliorations « techniques » :

- Mise en place de radiateurs avec robinets thermostatiques,
- Plantation d'une « barrière végétale », haies à feuilles caduques pour protéger des vitres de l'exposition au soleil l'été et laisser rentrer le soleil l'hiver,
- Installation de détecteurs de présence et de minuterie pour luminaires dans les couloirs et locaux communs,
- Rajout de ferme-portes aux entrées des bâtiments,
- Mise en place de points collectes « papier, piles, cartouches, cartons » à proximité des usagers,
- Installations d'arceaux vélo devant les bâtiments

2. des recommandations sur les usages :

- En reprographie prix du recto-verso « bas » pour être financièrement incitatif,
- Allumage des amphithéâtres uniquement au début des cours,
- Extinction des ordinateurs des salles libres accès et des photocopieurs tous les soirs,
- Élaboration d'un guide des gestes « efficaces »,
- Incitation, par l'information, à l'utilisation des transports en communs ou modes de déplacements doux

3. des règles imposées :

- Papier recyclé labellisé pour la reprographie,
- Réduction du nombre de luminaires par pièce ou couloir,
- Remplacement des sols plastiques par du « vrai » linoléum,
- Utilisation de produits d'entretien, de peinture, labellisés « écolabel européen »,
- Suppression des lampes halogènes,
- Utilisation de vaisselle « durable » pour les pauses-café,
- Rationalisation et regroupement des commandes,
- Fermeture de l'établissement et coupure chauffage durant une partie des congés scolaires
- Introduction de dispositions et de critères de choix en faveur du développement durable dans les marchés d'appels d'offres (équipement en mobilier)

#### ■ CCI de Région Midi Pyrénées

5 rue Dieudonné-Costes  
31701 Blagnac Cedex

**Engagement RSE e la CCIR et du réseau des CCI territoriales grâce au référentiel « >CCI performance> » qui associe les principes de l'EFQM et d'ISO 26 000**

Face aux 3 grands enjeux liés à la réforme des CCI votée fin 2010 :

- Une mission clarifiée : contribuer au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires et au soutien des entreprises et de leurs associations

- Une nouvelle organisation plus régionalisée du réseau consulaire avec refonte du financement dans le cadre de la RGPP et du système électoral

- Le développement durable inscrit dans la loi comme un domaine d'action obligatoire devant faire l'objet d'un schéma d'action concerté pour la mandature,

La CCIR et les CCI territoriales de Midi-Pyrénées ont choisi « CCI performance » comme référentiel de management pour piloter le projet de mandature. Ce modèle, conçu en partenariat avec AFNOR, s'inspire du modèle d'excellence de l'EFQM qui définit 5 domaines de management (leadership, personnel, stratégie, partenariat et ressources, processus produits et services) et 4 domaines de résultats (personnel, clients, collectivités et résultats stratégiques clés).

Depuis 2010 ce modèle prend en compte la RSE et intègre les exigences de l'ISO 26000

Un plan d'action régional est en cours pour former les directions et les chefs de projet et accompagner le déploiement du modèle dans les entités du réseau des CCI. Il bénéficie de l'expérience et des résultats de la CCI du Gers qui est pilote et a déjà obtenu une reconnaissance européenne de l'EFQM.

En outre, afin d'être exemplaire vis-à-vis des entreprises, la CCIR a adhéré au club dirigeants durables et a établi un plan d'action en 2011 portant sur plusieurs critères de la RSE. Ce programme est visible sur le site Dirigeants durables Midi Pyrénées.

#### ■ Parc naturel régional de la Montagne de Reims

Chemin de Nanteuil  
51480 Pourcy

#### **Un guide pour inventer les communes de demain**

En avril 2010, le Ministère de l'Écologie a reconnu la Charte « Objectif 2020 » en Agenda 21 local, faisant du Parc naturel régional de la Montagne de Reims le premier territoire reconnu en Champagne-Ardenne.

Soucieux de promouvoir la démarche Agenda 21 auprès de ses communes adhérentes, le Parc naturel régional de la Montagne de Reims réalise actuellement un guide simple et opérationnel afin de développer les politiques communales de développement durable.

Basé sur le cadre de référence, ce guide propose aux élus du territoire, assistés techniquement par le Parc, de suivre pas à pas 4 étapes de travail (diagnostic du territoire, définition des priorités, programme d'actions et suivi/évaluation) auxquelles s'ajoute la mobilisation des habitants et des acteurs du territoire.

L'objectif est de définir une quinzaine d'actions suivant les 5 finalités du développement durable pour chaque commune participante.

Ce guide, disponible au premier trimestre 2012, intègre le retour d'expérience de la commune d'Aÿ et présente les conclusions des tests effectués sur les communes d'Amboinay et de Dizy.

#### ■ Departamento de Territorio y Sostenibilidad, Generalitat de Catalunya (Gobierno de Cataluña)

Secretaría de Medio Ambiente y Sostenibilidad Departamento de Territorio y Sostenibilidad Diagonal 525  
8029 Barcelone

#### **Plan de apoyo al tercer sector ambiental de Cataluña (2011-2014)**

La corresponsabilidad social en la gestión y conservación del medio ambiente es un fac-



tor clave de las políticas ambientales. Cataluña se caracteriza por un espíritu asociativo, también, en el ámbito del medio ambiente. Estos tipos de asociaciones son un vehículo fundamental para canalizar las necesidades, aspiraciones o voluntades de muchos ciudadanos y ciudadanas y, al mismo tiempo, son un instrumento clave en el Gobierno del país, en su gobernanza. Es por eso que el asociacionismo ambiental se considera ya un sector más del tejido social, el tercer sector ambiental. Este sector de las entidades ligadas a la conservación, la sensibilización y la educación sobre el medio ambiente complementa, de forma independiente, la acción de gobierno. Por eso, el Departamento tiene como objetivos promover, consolidar y fortalecer el tercer sector ambiental y el instrumento para lograrlo es el Plan de apoyo al tercer sector ambiental de Cataluña desde 2011 hasta 2014. El Plan de Apoyo al Tercer Sector Ambiental (2011-2014) tiene como objetivo principal identificar líneas de actuación, medidas y acciones encaminadas a promover, consolidar y fortalecer el asociacionismo y el voluntariado ambiental, y a reconocer la tarea social que realizan las entidades ambientales. El Plan identifica las principales acciones destinadas a reforzar las personas y entidades que forman parte de este sector, para conseguir una mayor calificación y reconocimiento por parte de la sociedad y del resto de sectores, trabajando en red, con más transparencia e incorporando la innovación para desarrollar proyectos de gran calidad i con un mayor impacto social. El Plan establece líneas de actuación, para cada ámbito, que se despliegan en medidas y acciones. En total son 16 líneas de actuación, 46 medidas y 147 acciones. De las 46 medidas, se ha dado prioridad a 14. Estas medidas son las consideradas clave en este proceso de fortalecimiento del sector hasta el año 2014.

Organisées par :



L'Europe s'engage en France avec le Fonds européen de développement régional



Ces rencontres sont cofinancées par l'Union européenne dans le cadre d'Europ'Act.

avec la participation de :



et de :



**Hôtel de Région  
22, boulevard Maréchal Juin  
31406 Toulouse Cedex 9**



Ces rencontres sont cofinancées par l'Union européenne dans le cadre d'EuropeAid. L'Europe s'engage en France avec le Fonds européen de développement régional

